Titre : Histoire moderne du pays d'Annam (1592-1820) : étude sur les premiers rapports des Européens et des Annamites et sur l'établissement de la dynastie annamite des Nguyễn / Charles-B. Maybon, ; préface de M. Henri Cordier,...
Auteur : Maybon, Charles B. (1872-1926) **Éditeur :** Plon-Nourrit et Cie (Paris) **Date d'édition :** 1920
Contributeur : Cordier, Henri (1849-1925). Préfacier **Sujet :** Annam -- 1500-1800
Sujet : Viet-Nam - 1802-1945 (Dynastie des Nguyễn)
Langue : Français **Format :** 1 vol. (III-XIV-418 p.) : **Droits :** domaine public
Identifiant : ark:/12148/bpt6k115983g **Source :** Bibliothèque nationale de France, département Philosophie,histoire,sciences de l'homme,8-O2L-404
Relation : http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb309144215 **Provenance :** bnf.fr (111954)

CHARLES B.-MAYBON

DOCTEUR ÈS LETTRES

HISTOIRE MODERNE

DU

PAYS D'ANNAM

(1592-1820)

ÉTUDE SUR LES PREMIERS RAPPORTS
DES EUROPÉENS ET DES ANNAMITES
ET SUR L'ÉTABLISSEMENT
DE LA DYNASTIE ANNAMITE DES NGUYỄN

Préface de M. HENRI CORDIER, membre de l'Institut

PARIS
LIBRAIRIE PLON
PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
8, RUE GARANCIÈRE — 6e

Repaginé par LP : 26 août 2013.

À

ALBERT SARRAUT

DÉPUTÉ DE L'AUDE
ANCIEN GOUVERNEUR GÉNÉRAL
DE L'INDOCHINE
MINISTRE DES COLONIES

Table des matières

PRÉFACE 3
INTRODUCTION. — Source de l'histoire moderne de l'Annam. 5
A. — SOURCES EUROPÉENNES 6
B. — SOURCES ASIATIQUES 12
LA DYNASTIE DES LÊ : LES GRANDES FAMILLES MAC, NGUYỄN, TRỊNH 15
CHAPITRE PREMIER 21
LES SEIGNEURS DU NORD ET LES SEIGNEURS DU SUD. 22
LEUR RIVALITÉ. — LEURS LUTTES (1620-1674) 22
CHAPITRE II 28
LES EUROPÉENS EN PAYS D'ANNAM (I) 28
1. Les missions jésuites. 29
2. Fondation de la Société des Missions-Étrangères. 37
3. Relations commerciales entre Européens et Annamites au XVIIe siècle. 42
CHAPITRE III 73
LE PAYS D'ANNAM DE 1674 A 1775. — LES TRỊNH AU TONKIN. 73
LES NGUYỄN EN COCHINCHINE ET AU CAMBODGE 73
1. Les Trịnh au Tonkin. 74
2. Les Nguyễn en Cochinchine et au Cambodge 78
CHAPITRE IV 94
LES EUROPÉENS EN PAYS D'ANNAM (II) 94
1. Les Missions au dix-huitième siècle. 94
2. Les entreprises et les projets de commerce. 102
CHAPITRE V 122
LA RÉVOLTE DES TÂY-SƠN NGUYỄN ÁNH 122
1. Les Tây-Sơn et les Nguyễn 123
2. Nguyễn Ánh et Pigneau de Behaine. 128
3. Cossigny à Pondichéry. Nguyễn Ánh jusqu'à la reprise de Saigon (sept. 1788) 141
CHAPITRE VI 148
1. L'Évêque d'Adran en France (février-décembre 1787). 148

2. A Pondichéry (mai 1788-juin 1789). Adran et Conway. 155
CHAPITRE VII 173
L'ÉVÊQUE D'ADRAN (SUITE) 173
1. Concours apporté par l'évêque au prétendant. 173
2. Nguyễn Ánh à Saigon. (1788-1789). Arrivée de l'évêque (28 juillet 1789). 183
CHAPITRE VIII 185
LE TRIOMPHE DES NGUYỄN 185
1. Les Tây-Sơn en Cochinchine et au Tonkin (1786-1790). 185
2. Victoire de Nguyễn Ánh. 193
CHAPITRE IX 219
NGUYỄN ÁNH, EMPEREUR ET FONDATEUR DE DYNASTIE. 219
GIA-LONG (1802-1820) 219
1. — Œuvre administrative. 221
A) Les trois régions de l'Empire. Les provinces. 221
B) Administration proprement dite. 224
C) Finances. 225
D) Justice. 228
E) Armée. 229
F) Travaux publics. 232
G) Histoire et géographie du pays. 234
2. Relations extérieures. 235
A) Relations avec la Chine. 235
B) Relations avec le Cambodge, le Siam et le Laos. 237
C) Rapports avec les Français. 242
APPENDICE 251
I.— LA RIVIÈRE DU TONKIN. 251
II. TRAITÉ DE VERSAILLES DU 28 NOVEMBRE 1787. 256
A) Texte officiel. 256
B) Texte de la Délibération du Conseil royal de la Cochinchine. 258
C) Texte d'un avant-projet (d'après J. Silvestre). 259

PRÉFACE

———

L'histoire de 1'Annam a été négligée en France. Pendant longtemps le *Cours d'histoire annamite* par TRUONG VINH-KÝ imprimé en 1875, a été le seul ouvrage accessible au lecteur

français, qui d'ailleurs ne semblait pas y prendre un vif intérêt, quoique le sujet méritât une plus grande attention, ne serait-ce qu'à cause des relations que ce vaste empire d'Extrême-Orient a entretenues avec notre pays avant de former une de nos: plus prospères colonies. Le grand empire chinois, son voisin, a rejeté l'Annam dans l'ombre et l'on s'est désintéressé de: l'histoire d'un royaume qui, par beaucoup, n'était considéré que comme un satellite gravitant dans l'orbite de l'immense Empire du Milieu.

L'histoire légendaire de l'Annam remonte à l'antiquité la plus reculée et c'est naturellement de la Chine qu'elle tire son origine les Annamites font en effet descendre leurs rois d'un des souverains plus ou moins mythiques du Céleste Empire, le deuxième des cinq Empereurs, CHÊN NONG, qu'ils appellent THÂN NÔNG. L'Annam, dans les temps anciens, occupait la région que nous appelons le Tong King qui était le pays des Kiao tchi, avec une partie de la Chine méridionale, provinces de Kouang Toung, de Kouang Si et de Yun Nan ; on le nommait le royaume de VAN LANG. Pressé au nord par son puissant voisin, l'Annam chercha à se développer aux dépens de la contrée du sud, le Lin Yi ou Tchampa, qui le séparait du Cambodge et dont il ne s'empara définitivement qu'en 1471; mais entre temps, l'Annam avait à cinq reprises différentes été forcé de subir la chinoise de 111 avant Jésus-Christ à 39 après Jésus-Christ, de 42 à 186, de 226 à 540, de 603 à 939, enfin pendant une vingtaine d'années à partir de le Chinois introduisit dans l'Annam ses livres classiques, lui donna une administration nouvelle, laissant dans le pays une trace ineffaçable, tandis que, par le paiement d'un tribut qu'il lui imposait, il marquait sa supériorité politique.

L'époque historique de l'Annam ne commence pas avant l'année 968 après Jésus-Christ, date de l'avènement de ĐINH TIÊN HOÀNG. En 1428, débute la dynastie des Lê postérieurs qui occupera le trône jusqu'à la fin du dix-huitième siècle ; pendant longtemps, elle doit lutter contre une famille rivale, les MẠC ou MOU. Les services que rendent aux Lê les NGUYỄN donnent à ces derniers le pouvoir que sous le titre de *Chúa* ils exercent, véritables Maires du Palais, au nom de l'empereur ou Vua ; le premier Chúa, qui meurt en 1545, partage l'administration avec son gendre TRỊNH KIÊM qui réside au Tong King, tandis que lui-même demeure à Hué.

C'est à ce moment, ou l'Annam vient de recevoir cette forme de gouvernement dans lequel est établi le dualisme du pouvoir, que commence, en 1592, le récit de M. MAYBON qu'il conduira jusqu'à la mort de GIA LONG en 1820. Assurément c'es la période la plus intéressante et la plus importante de l'histoire de l'Annam antérieurement à la conquête française. Les Nguyễn en Cochinchine, les Trịnh au Tong King, se sont jetés dans une lutte de laquelle les premiers sortiront vainqueurs, et qui ne se terminera que par une paix signée après une campagne en 1672-73. La suprématie des Nguyễn est due à l'appui des Européens, en particulier des Portugais arrivés dans l'Extrême-Orient dès le début du seizième siècle. M. MAYBON nous retrace l'histoire de la fondation des missions des jésuites en Cochinchine et au Tong King, à la suite des persécutions exercées au Japon contre les chrétiens. Il nous raconte la création de la nouvelle Société des Missions- Etrangères de Paris. A côté des missionnaires, agissent les compagnies de commerce, et à leur tête des agents tels que Friel et Pierre Poivre. La révolte des Tây-Sơn en 1773 fait crouler le trône des Lê. L'héritier des NGUYỄN, NGUYỄN ÁNH, grâce à l'aide de PIGNEAU DE BEHAINE, évêque d'Adran, et des officiers français que ce prélat a enrôlés sous sa bannière, réussit à écraser les usurpateurs et à rétablir (1802) l'unité de l'Empire sur lequel il règne, sous le nom de Gia Long, jusqu'à sa mort arrivée le 25 janvier 1820.

M. Maybon n'a négligé aucune source, indigène ou européenne. Ayant moi-même travaillé dans les dépôts d'archives qu'il a visités, je puis porter témoignage de la conscience, de l'exactitude, de l'abondance de ses recherches. Rien de plus complet n'a été écrit sur l'histoire d'Annam. Nous souhaitons que M. Maybon donne une suite à son récit. L'évêque d'Adran fut un précurseur il faudrait nous retracer les efforts de la France, après la Restauration, sous LOUIS-PHILIPPE, qui aboutissent sous NAPOLÉON III à l'annexion de la Basse Cochinchine suivie sous la

Troisième République, héritière de la Monarchie, de la conquête du Tong King et de l'établissement de notre Protectorat sur l'Annam. Magnifique sujet qui doit tenter la plume de M. Maybon.

Henri Cordier, de l'Institut.

INTRODUCTION. — Source de l'histoire moderne de l'Annam.

Les rivages de l'Afrique et des Amériques étaient, comme on le sait, visités depuis bien des années déjà lorsque l'Extrême-Orient fut connu des navigateurs européens. Et c'est au dix-septième siècle seulement que s'établirent des relations suivies entre Européens et Annamites.

L'histoire de ces relations n'a pas été écrite ; non plus que celle de l'établissement de la dynastie des Nguyễn et du secours si efficace qu'apportèrent à un prince malheureux et fugitif l'évêque et ses auxiliaires.

Pour retracer avec fidélité cette histoire, il ne suffirait pas de montrer à l'œuvre les Européens attirés dans le pays par le goût des aventures, le désir du gain ou quelque autre motif plus désintéressé il faut encore décrire la scène où ils ont déployé leur énergie et leurs efforts, il faut les placer dans le milieu où ils ont vécu et agi. Plus on s'applique à étudier les mouvements, les faits et les gestes de ces missionnaires, de ces marchands, de ces agents de grandes compagnies, de ces officiers, et plus on s'aperçoit que leur histoire n'est bien comprise qu'à la lumière des *faits annamites*. Et de la sorte, un chapitre de l'histoire des relations entre peuples d'Occident et d'Extrême Orient, quand on veut, comme il convient, rendre compte des événements qui forment la trame de l'histoire nationale, s'élargit jusqu'à contenir une *Histoire moderne du Pays d'Annam.*[1]

Ce cadre se limite naturellement. A la fin du seizième siècle, une dynastie annamite qui a produit de grands rois tombe en décadence sans abandonner les apparences du pouvoir royal; trois grandes familles s'en disputent la réalité. Elles se sont élevées à côté et au-dessus des souverains affaiblis, elles luttent entre elles et contre leur seigneur. L'une de ses familles, à l'aube du dix-septième siècle, paraît définitivement écartée du nombre des compétiteurs; une autre, auprès une période de grande prospérité, disparaît vers la fin du dix-huitième siècle devant une insurrection dont le triomphe éphémère déjà touche à son terme; la troisième enfin, victorieuse des rebelles au début du dix-neuvième siècle, étend sa domination sur le pays entier et fonde une dynastie nouvelle.

Cette *Histoire moderne du Pays d'Annam* peut être faite de première main les sources en sont aisément décrites.

A. — SOURCES EUROPÉENNES

Pour l'étude des relations entre Européens et Annamites, les documents ne font pas défaut; leur masse est le principal obstacle, leur dispersion aussi. Les documents imprimés sont nombreux, en ce qui concerne les missions; la plupart sont encore manuscrits pour ce qui a trait aux entreprises commerciales. Aucun ouvrage d'ensemble n'a été tenté.

On a beaucoup écrit, par contre, sur la question de la première intervention française en pays d'Annam, s'il est permis de caractériser ainsi, dans un dessein de simplification, le rôle important qu'ont joué dans les affaires du pays un prélat d'une intelligence et d'une énergie peu communes et

[1] Cette expression de *Pays d'Annam* représente d'une façon commode toutes les terres de la langue annamite, — soit le Tonkin ou la Cochinchine, (Annam actuel), — soit le Tonkin et la Cochinchine,— soit enfin l'ensemble de la région qui s'étend de la frontière de Chine au golfe de Siam après l'absorption du delta du Mékong et l'unité réalisée.

quelques Français actifs, pleins d'ardeur et de décision, on a beaucoup écrit et la difficulté n'est pas de se reporter aux documents originaux (ce travail est d'ailleurs rendu facile par le fait que les plus importants sont, maintenant imprimés), mais de déblayer la route où l'on s'engage d'une foule d'apports de toutes qualités jusqu'à la plus médiocre, et d'erreurs devenues, si l'on peut dire, traditionnelles.

B. — SOURCES ASIATIQUES

Les plus importantes sont les sources annamites, ouvrages historiques dont le texte est établi sur documents d'archives, car la monarchie annamite, comme les monarchies de civilisation historiographes qui soigneusement, pour les conserver dans les archives de la dynastie, non seulement les actes officiels (ordonnances royales, édits, etc.) et les rapports qui les ont précédés, mais les paroles mêmes du souverain. Certaines ouvrages, par contre, sont de vrais recueils administratifs et ont la sécheresse des compilations de ce genre. A côté de ces ouvrages originaux annamites, à côté des ouvrages chinois ou cambodgiens utilisés aussi, existe un petit nombre de traductions sûres; on y peut recourir avec confiance. Mais si les traductions dont il s'agit n'ont en général pas besoin d'être vérifiées, il est nécessaire de contrôler les uns par les autres les originaux eux-mêmes chaque fois qu'il est possible; les historiographes officiels en effet ne se piquent pas d'impartialité et, par fonction, respectent la majesté royale plus que la vérité historique. Enfin ces documents d'origine asiatique seront rapprochés, quand faire se pourra, de documents européens, lettres, relations de voyage, etc. [2] A cette condition, l'espoir sera permis d'avoir approché, sinon atteint ; la vérité.

Encore que certains dépôts d'archives, — ceux de la capitale annamite, ceux de quelques missions notamment, — restent mai connus, les documents principaux, soit manuscrits, soit imprimés, sont assez facilement accessibles.

Voici l'énumération de ceux auxquels j'ai eu recours. Suivront trois listes d'ouvrages les uns écrits par des contemporains et des témoins des faits relatés ; — les autres inspirées de documents originaux et écrits à notre époque ; — et une dernière catégorie, fort réduire en vérité, contenant des titres de travaux de seconde main bons à consulter.

A. — SOURCES EUROPÉENNES

I. — DOCUMENTS D'ARCHIVES

ARCHIVES NATIONALES

Manuscrits.

1. — Des six registres de la *Correspondance générale de la Cochinchine* autrefois déposés au Ministère des Colonies, les trois premiers ont été depuis quelques années transportés aux Archives nationales. Ce sont les suivants 1686-1748; 1748-1750 ; 1750-1778. Cote C', 1, 2, 3.

Pour la description de ces six registres, voir *l'Inventaire sommaire de la Correspondance générale de la Cochinchine*, par Victor TANTET, chef de bureau au Ministère des Colonies, Paris, 1895, In-8° 30 p.

2.— Quatre cartons (cote M. 203, M. 204, M. 205 et M. 214 contenant des pièces relatives à la fondation de la Société des Missions-Etrangères, à 1a fondation établissement, l'organisation et à l'administration du Séminaire, à un procès entre Supérieur et Directeurs du Séminaire d'une part, et Vicaires apostoliques d'autre part ; à des fondations et des donations; une convention entre les

[2] C'est ainsi que le chapitre III, dans sa dernière partie, met en œuvre les données de trois ouvrages annamites dont un en traduction, de deux chroniques traduites du cambodgien, de lettres de missionnaires vivant dans le pays au moment où se sont passés les événements racontés et du récit d'un navigateur anglais témoin de certains faits secondaires.

Jésuites et les Missions-Etrangères (1689) ; des renseignements biographiques sur des membres de Missions-Etrangères ou des personnes ayant eu des rapports avec la Société, etc.

3. — Deux registres (cote Colonies B. 191,195). L'un, intitulé *Correspondance-minute des autres lieux, année 1786*, et l'autre, *Correspondance de l'intérieur sur l'administration de l'Inde, années 1787 et 1788*, contiennent les copies de diverses lettres envoyées par le Ministre de la Marine à des personnages qui nous intéressent.

Imprimés.

Le premier des registres (C'1) de la *Correspondance générale* a été publié par M. Henri CORDIER sauf les doubles, dans la Revue de l'Extrême-Orient, 1883, sous le titre *Mémoires divers sur la Cochinchine* p. 305-398. Du registre C'2 (1748-1750) M. CORDIER a tiré, pour les reproduire dans la même revue, deux importantes pièces sous le titre *Voyage de Pierre Poivré en Cochinchine. Description de la Cochinchine. Voyage du vaisseau de la Compagnie* le Machault à la Cochinchine en 1749 et 1750, p. 81-121. — *Journal d'un Voyage à la Cochinchine depuis le 29 août 1749, jour de notre arrivée, jusqu'au 11 février 1750,* p. 364-510.

ARCHIVES DU MINISTÈRE DES COLONIES

Manuscrits.

1. Les trois derniers registres de la *Correspondance générale de la Cochinchine* : 1785-1791 ; 1792-1813 ; 1819-1868. Cote C', 4, 5, 6.

Ces registres sont décrits dans l'inventaire sommaire de TANTET, p. 15-30.

2.— Trois registres de la correspondance de l'administration centrale contenant, comme les registres cités à l'article 3 des manuscrits des Archives nationales, un assez grand nombre de lettres du Ministre de la Marine à des officiers, des fonctionnaires ou des particulier ayant été, de près ou de loin, mêlés aux événements qui sont décrits dans cette histoire. Voici, à défaut de cote spéciale, les titres de ces registres : *Correspondance de l'intérieur sur l'administration de l'Inde, années 1789-1790. Correspondance de l'intérieur sur l'administration des Isles de France et de Bourbon, de Pondichéry, années 1789-1790. Correspondance de l'intérieur sur l'administration des Isles de France, de la Réunion, de Pondichéry, années 1791-1792.*

Imprimés.

M. Henri CORDIER a publié le contenu du premier de ces registres tout entier sous le titre *la Correspondance générale de la Cochinchine (1785-1791*) dans le Toung-pao, vol. VI, p. 557-570; vol. VII, p. 439-558 (Extrait, Leide, 1906-07, In-8°, 236 pages).

Du registre C'5 (1792-1818), M. Pierre DE JOINVILLE a publié : *la Mission de la Cybèle en Extrême-Orient* (1817-1818) *Journal de voyage du capitaine A. de Kergariou*, Paris, 1914, in-8°, xxii-248 pages.

Du registre C'6 (1819-1863), la relation du voyage du capitaine Rey en Cochinchine a été publiée dans les Annales maritimes et coloniales (vol. Sciences et Arts, 1820, p. 493-545); dans le Journal des Voyages, VII, 1822 ; dans le Bulletin de la Société de Géographie de Rochefort, p. 125-156; dans le Toung-pao, p. 523-554; en anglais dans la collection de voyages de sir Richard Philips, *New Voyages and travels consisting of originals and translations, third séries* (IV, p. 106-128). M. H. CORDIER a extrait du même registre une trentaine de pièces qu'il a publiées avec des documents des Archives des Affaires étrangères dans la Revue de l'Extrême-Orient (1883, II, p. 134-267) sous le titre le *Consulat de France à Hué sous la Restauration.*

ARCHIVES DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Manuscrits.

Asie. Mémoires et documents. Indes Orientales, Chine, Cochinchine, vol. Un certain nombre des pièces de ces volumes sont aussi dans le registre C'4 (1785-1791) de la *Correspondance générale de la Cochinchine* ; mais beaucoup d'autres complètent utilement l'histoire des

démarches de l'évêque d'Adran et de ses démêlés avec Conway : le volume 19 contient la *Délibération du Conseil royal de Cochinchine* (voir à l'appendice de cet ouvrage) et le *Mémoire lu l'Assemblée nationale en faveur des colonies françaises aux Indes*, par Louis MONNERON, député de Pondichéry.

Le volume 21 contient :1° l'important mémoire intitulé : *Notes sur le Tonquin*, par M. De LA BISSACHÈRE, missionnaire français, 1807, précédé d'une introduction anonyme que nous savons être de RENOUARD DE SAINTE-CROIX (voir chapitre IX, p. 391) ; 2° la *Notice sur la Cochinchine*, fournie par M. Chaigneau. Se reporter à la publication déjà citée de M. Cordier, le *Consulat de France à Hué sous la Restauration*, qui reproduit une cinquantaine de pièces provenant de ce même volume.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE

Manuscrits.

Trois volumes (cote Fr. 9767, 9768,9769) contenant un grand nombre de documents précieux pour l'histoire de la mission du Tonkin au dix-septième siècle, tous provenant de membres de la Société des Missions Etrangères : *Journal de la Mission de 1666 à 1701*, par Deydier, de Bourges, l'évêque d'Auren (18 documents); lettres et extraits de lettres envoyées du Tonkin; le vol. 97769 est un historique de la mission sous le titre : *Annales du Tonkin de 1682 à 1694.*

ARCHIVES DE LA COMPAGNIE DE JÉSUS

Imprimés.

Une dizaine de lettres de missionnaires jésuites ayant trait à l'Indochine ont été reproduites dans les *Lettres édifiantes et curieuses* (soit édition originale ou réimpressions). Un nombre de lettres et de mémoires beaucoup plus élevé a été publié (j'en ai relevé près de 50) dans divers volumes du grand recueil du Père Stöcklein, *Des Neuen Welt Botts mit Allerhand Nachrichten dern Missionarium Societatis Iesus*.. ; quelques-unes des lettres du P. Kôffler ont été traduites d'après ce recueil dans Jean Kôffler, auteurs de *Historica Cochinchine Descriptio* (Revue indochinoise, extrait, 1912 ; extrait, 15 p.). *Les Voyages et Travaux des Missionnaires de la Compagnie de Jésus*, publiés par des Pères de la même Compagnie, ont aussi reproduit quelques lettres du Welt-Bott et d'autres provenant de diverses sources. Le P. CADIÈRE, des Missions-Étrangères, a publié, dans ses *Documents relatifs à l'époque de Gia-long* (Bulletin de l'Ecole française d'Extrême-Orient, 1912, n° 7, 82 p.), deux pièces extraites des Mss. Gesuitici de la Bibliothèque Vittorio - Emanuele.

ARCHIVES DES MISSIONS-ÉTRANGÈRES

Imprimés.

Les *Lettres édifiantes et curieuses* (édit. du Panthéon littéraire, 1877, t. IV) reproduisent quelques lettres (ou des extraits) écrites par des membres des Missions-Étrangères datées de 1774 à 1784. Les *Nouvelles lettres édifiantes et curieuses* (Le Clere, 1818-1828, t. VI, VII, VIII) donnent plus de 150 lettres, extraits, relations, etc., s'étendant de 1766 à 1820. *Les Nouvelles des Missions orientales reçues au séminaire des Missions Étrangères de 1785-1788* contiennent quelques numéros non reproduits dans l'édition Le Clere.

M. Adrien LAUNAY a extrait des Archives de la Société un nombre considérable de documents fort intéressants, non seulement pour l'histoire des missions, mais aussi pour l'histoire du pays d'Annam. On les trouvera dans les recueils suivants non mis dans le commerce :

I. *Documents historiques relatifs à la Société des Missions-Étrangères* (t. I, Paris, 1904);

II. *Lettres de Mgr Pallu, vicaire apostolique dit Tonkin, principal fondateur de la Société des Missions-Étrangères* (Paris, 1916, 2 vol. in-8.)

Dans l'ouvrage de M. L.-E. LOUVET, de la même Société, intitulé la *Cochinchine religieuse* (Paris, 2 vol. in-8, 1885), se trouve une série d'importantes pièces justificatives des archives des Missions-Etrangères. Enfin M. L. CADIÈRE, de la même Société, a récemment fait connaître des

documents d'une grande valeur pour l'histoire indochinoise le *Mémoire de Bénigne Vachet sur la Cochinchine* (Bulletin de la Commission archéologique de l'Indochine, 1913, p. 6-80) et surtout les *Documents relatifs à l'époque de Gia-long,* cités au paragraphe précédent, qui contiennent de nombreux renseignements laissés de côté par les compilateurs des recueils précédemment imprimés.

ARCHIVES DE LA COMPAGNIE ANGLAISE DES INDES

Les archives de l'East India Company sont conservées dans le *Record Department de l'lndia Office.*

Manuscrits.

Le volume des Factory Records, *China and Japan* 17, renferme onze journaux-registres (962 pages) de la factorerie qu'eurent les Anglais au Tonkin de 1672 à 1697 (lacune pour les années 1683-1693).

Les trois volumes *Java 4, Java 6, Java 7* contiennent, le premier, des extraits de lettres de Bantam (la factorerie du Tonkin dépendait de l'agence de Bantam) à la Compagnie à Londres de 1666 à 1676 ; le deuxième, des « consultations » tenues par le Conseil de Bantam de 1670 à 1702 ; le troisième, des lettres de Bantam, 1688-1689, du Tonkin (de décembre à janvier 1688) et de Sumatra; ce dernier volume permet de combler en partie la lacune de *China and Japan* 17.

Dans un volume des Marine Records' se trouve le journal de bord d'un marin anglais pendant un voyage de Bantam au Tonkin.

Huit volumes des *Original Correspondance Records* (index numbers 33, 34, 37, 39, 41, 42, 43, 47) présentent un assez grand nombre de documents relatifs à la factorerie anglaise entre autres une lettre au « Mighty Prince of Tonquin » et le journal de bord du premier voyage des Anglais au Tonkin.

Dans trois volumes de la même série (index numbers 58, 1, 58, 2 ; 59), on peut voir un bon nombre de documents relatifs à l'occupation de Poulo-Condore par les Anglais.

Un document important relatif à la Cochinchine se trouve dans les Miscellaneous 17 : *les Instructions Journaux, Lettres, etc. in Mr Francis Bowyear's Mission to Pegu and Cochinchina.*

Imprimés.

Une analyse et un inventaire des documents se rapportant à l'établissement de la Compagnie Anglaise, ainsi que des extraits d'une bonne partie d'entre eux ont été publiés sous le titre : *Une Factorerie anglaise au Tonkin au dix-septième siècle* (Bull. Ec. fr. E.-O., 1910, p. 159-204)

ARCHIVES DE LA COMPAGNIE NÉERLANDAISE DES INDES

Imprimés.

La Société des Arts et des Sciences de Batavia a entrepris la publication des journaux-registres de la Compagnie; 24 volumes ont déjà vu le jour ; ils couvrent la période qui s'étend de 1624 à 1680; des index permettent de se reporter facilement aux pages où il est question de la Cochinchine et du Tonkin. Titre de la publication : *Dagh-Register gehouden int Casteel Batavia vant passerende daer ter plaetsp gehsel Nederlandts-India.*

Un journal de bord d'un marin hollandais allant du Japon au Tonkin copié aux archives de la Have par M. F. A. Rose a été publié en français par M. A. C. J. Geerts sous le titre *Voyage du yacht hollandais « Crol » du Japon atc Tonkin, 31 janvier-8 août 1637* (Excursions et Reconnaissances, n° 13, 8, 2; traduction dans Transactions of Asiatic Society of Japan, XI, 1883).

Des archives de la Compagnie Néerlandaise est aussi tirée la matière de l'ouvrage suivant *Neerland's vtoegste Betrekkingen met Borneo, Den Solo Archipel, Cambodja, Siam e% Cochin-China een nagelaten werk van* M. L G. D. Van Dijk (Amsterdam, 1862, 14+ 363 pages). M. Winkel a fait un résumé de ce qui concerne le Cambodge et la Cochinchine dans cet ouvrage sous le titre *Les relations de la Hollande avec le Cambodge et la Cochinchine au dix-septième siècle* (Exc. et Rec., n° 12, 1882).

II. OUVRAGES DE PREMIÈRE MAIN

a) Ouvrages qui utilisent des documents d'archives.

Indépendamment des impressions de documents dont les titres ont été déjà cités, il convient d'indiquer certains ouvrages dont les auteurs ont mis en œuvre des documents d'archives pour des travaux personnels. Le même ordre sera suivi que dans le titre I.

Henri CORDIER. *La France et l'Angleterre en Indo-Chine et en Chine sous le premier Empire* (T'oung-pao, 1903, p. 201-227).

— *La reprise des relations de la France avec l'Annam sous la Restauration* (T'oung-pao, 1903, p. 285-315)

— *Bordeaux et la Cochinchine sous la Restauration* (T'oung-pao, 1904, p. 505-560; 1908, p. 176-213).

H. CASTONNET-DESFOSSES. — *Les Relations de la France avec le Tonkin et la Cochinchine d'après les documents inédits des Archives du Ministère de la Marine et des Colonies et des Archives du Dépôt des Cartes et Plans de la Marine*. (Bulletin de la Société Académique Indo-Chinoise, t. II, p. 76-213)

Cette étude, préparée sans grand soin et rédigée sans esprit critique, contient un bon nombre d'erreurs.

A. SEPTANS. *Les Commencements de l'Indo-Chine française, d'après les Archives du Ministère de la Marine et des Colonies, les Mémoires ou Relations du temps.* Paris, 1887, in-8.

M. Septans, le premier, a apporté des documents sûrs concernant la partie de l'histoire indochinoise qui nous occupe (Cf. H. Cordier, in T'oung-pao, 1903, p. 206, note).

Al. FAURE. *Les Origines de l'Empire français dans l'Indo-Chine* (Revue de Géographie, 1888 à 1898).

— *Les Français en Cochinchine au dix-huitième siècle. Mgr Pigneau de Behaine, évêque d'Adran* (Annales de l'Extrême-Orient et de l'Afrique, t. XIII et XIV Extrait, Paris, 1891, in-8).

Le second de ces mémoires peut être utilisé avec moins de précautions que le premier ; l'auteur a apporté des documents nouveaux intéressants, mais il fait fond sur des renseignements de valeur douteuse et commet des erreurs d'interprétation assez graves.

P. KAEPPELIN. *La Compagnie des Indes Orientales et François Martin*. Paris, 1908, in-8.

J. SILVESTRE, *Politique française dans l'Indo-Chine. Annam* (Annales de l'École des Sciences politiques, du 45 juillet 1895 au 15 janvier 1898).

Cl. MADROLLE. — *Les premiers voyages français à la Chine. La Compagnie de Chine*, 1698-1719. Paris, 1901, in-8.

CI.-E. MAITRE. *Documents sur Pigneau de Behaine* (Rev. Indoch., 1913, 1er sem., p. 1-16, 163-194, 524-536; 2e sem. 323-349).

[F -M. DE MONTÉZON et Ed. ESTÈVE, de la Compagnie de Jésus.] *Voyages et travaux des Missionnaires de la Compagnie de Jésus*, publiés par des Pères de la même Compagnie pour servir de complément aux lettres édifiantes, II. Mission de la Cochinchine et du Tonkin. Paris, 1858, in-8.

J. CRÉTINEAU- JOLY. *Histoire religieuse, politique et littéraire de la Compagnie de Jésus*, composée sur les documents inédits et authentiques. Paris et Lyon, 1844-1846, 6 vol. in-8. *Bibliothèque de la Compagnie de Jésus*.

Première partie : *Bibliographie*, par les PP. AUGUSTIN et ALOYS DE BACKER.

Seconde partie : Histoire, par le P. Auguste CARAYON. Nouvelle édition, par Carlos SOMMERVOGEL, S. J., Strasbourgeois. Bruxelles et Paris, 1890-1900, 10 vol. in-4° et un suppl. en 2 fasc. (Toulouse, 1911-12).

A. LAUNAY. Histoire générale de la Société des Missions-Etrangères depuis sa fondation jusqu'à nos jours. Paris, vol. in-8.

Atlas des Missions de la Société des Missions-Étrangères, 27 cartes in-f° avec 27 notices historiques et géographiques. Paris, 1894.

Histoire ancienne et moderne de l'A nna1n, Tonkin. et Cochinchine depuis l'an avant l'ère chrétienne jusqu'à nos jours. Paris, 1894, in-8°.

La documentation de cet auteur, très sûre quand il se renseigne aux archives des Missions-Étrangères, est quelquefois insuffisamment contrôlée, surtout dans le dernier ouvrage cité.

M. LAUNAY est aussi l'auteur d'un *Mémorial de la Société des Missions Étrangères* (1912 et 1916, 2 vol. in-4°), précieux recueil où sont réunis tous les renseignements possibles sur la vie des membres de la Société depuis l'origine. M. Rousseille avait publié, sous le même titre, sans nom d'auteur, un recueil du même genre (Hong-kong, 1888, in-8°) que M. Launay complète en maintes occasions.

Sir George BIRDWOOD. — *Report on the Old Records of the India office*. Londres, 1896, in-8.

Des renseignements sur les archives de l'East India Company se trouvent dans la première partie; la note intitulée « The Modern Quest and Invention of the Indies » (p. 99-254) fournit aussi des détails utiles. V. à l'Index les mots Cochin-China et Tonquin.

P. VILLARS. Les Anglais au Tonkin, 1672-1697. (Revue de Paris, 1903, VI, p. 262-286.)

b) Relations, récits de voyage, etc.

Les ouvrages de cette catégorie qui ont été utilisés sont cités dans le texte ; on en trouvera le titre complet accompagné de toutes les indications bibliographiques désirables dans *la Bibliotheca Indosinica* de M. H. CORDIER. Se reporter :

- pour les Jésuites, aux noms suivants BALDINOTTI, BORRI (Notice biographique et bibliographique par Charles B. Maybon, dans Rev. Indoch., 4908, p. 343), CARDIM (v. Bull. Ec. fr. E.-O., 1910, p. 428), Koffler (col. 1531, v. Rev. Indoch., 1912, p. 539), LOUREIRO (col. 1817), MARINI (v. Rev. Indoch., p. 14.), DE RHODES (col. 1921 et 2415) , SACCANO, TISSANIER;

- pour les Missions-Étrangères, à l'article Évêques français (col. 1926 et suiv.) *Relation des Missions des Evesques*. *Relation du Voyage de Mgr de Béryte*. *Lettres édifiantes et curieuses sur la visite apostolique de M. de la Baume* (v. infra, chap. vi, § 1) et au nom DE La Bissachère (col. 997; v. infra, chap. ix, p. 391);

- pour les voyageurs, aux noms suivants

BARON (v. Bull. Ec. fr. E.-O., 1910, p. 169, n.), BARROW, CRAWFURD, HAMILTON (col. 1529), DAMPIER, POÏVRE (col. 294), RENOUARD DE SAINTE-CROIX (col. 2425).

Ajouter Ch. CHAPMAN. *Narrative of a voyage to Cochin-China in 1778* (Annual Asiatic Register, 1801; reproduit dans The Asiatic Journal and Monthly Register for British India. vol. II et III, et dans Journal of the Indian Archipelago. 1852; traduit dans les Annales des Voyages… de Malte-Brun, vol. VII).

BLOMFIELD (Captain). -*Narrative of Proceedings in Cochin-China* (Appendix to Chapman's Voyage, in The Asiatic Journal and Monthly Register. vol. III, 353).

Michel-Đức CHAIGNEAU. *Souvenirs de Hué (Cochinchine*). Paris, 1867, in-8°.

Joignons à cette liste trois ouvrages qui ne sont pas de première main, mais reproduisent fidèlement des données originales et ont été utilisés ici dans une certaine mesure.

Abbé GUYON. *Histoire des Indes Orientales anciennes et modernes*. Paris, 1764, 3 vol. pet. in-8° (le t. III a été utilisé).

[Abbé RICHARD.] *Voyage au Tonkin contenant l'histoire naturelle, civile et politique de ce pays. Paris*, 1778, 2 vol. in-12.

L'abbé Richard s'est inspiré d'un mémoire du missionnaire Saint-Phalle (v. infra, chap. IV, § 2).

J. SILVESTRE. — *L'Empire d'Annam et le peuple annamite*. Aperçu sur la géographie, les productions, l'industrie, les mœurs et les coutumes de l'Annam. Paris, 1889, in-12.

La première partie est la reproduction d'une étude anonyme parue dans le Courrier de Saigon, 1875-76, sous le titre : Aperçu sur la géographie.

La deuxième partie (Appendice) contient 8 articles dont M. Silvestre est l'auteur.

Enfin quelque secours a été reçu du glossaire et de la collection dont les titres suivent, - de l'un pour la signification de certaines expressions de la langue commerciale aux dix-septième et dix-huitième siècles, de l'autre pour l'histoire de l'époque de Gia-long.

Col. H. YULE et A. C. BURNELL. — HOBSON-JOBSON. *A Glossary of colloquial anglo-indian, words and phrases, and of kindred terms, etymological, historical, geographical and discursive*. New edition, London, 1903, in-8.

J.-E. MOOR —. *Notices o f the Indian Archipelago and adjacent countries*, being a collection of papers relating to. Cochin-China. Singapore, 4837, in-4°.

Réimpression de notices ayant paru dans divers journaux dont le *Singapore Chronicle* depuis sa première apparition en 1824 jusqu'en 1834.

B. — SOURCES ASIATIQUES

I. – OUVRAGES ANNAMITES

L'énumération en est faite avec référence à la *Première Etude sur les sources annamites de l'Histoire d'Annam* par L. CADIÈRE et P. PELLIOT (Bull. Ec. fr. E.-O., 1904).

1. Khâm-định việt sử thông giám cang mục (n° 94). C'est l'ouvrage désigné dans le texte sous le nom de *Miroir historique* ; il est en 53 livres et s'étend des origines jusqu'à l'année 1769. Commencé sur l'ordre de Tự-Đức sous la direction de l'illustre Phan-Thanh-Giảng de 1856 à 1859, livré à l'impression en 1884.

2. Đại việt sử- kí toàn thơ (n° 39). Il est désigné sous le nom de *Livre complet* ; les citations qui en sont faites sont d'après le P. CADIÈRE. Il aurait été entrepris en 1663 ; il est l'œuvre d'un grand nombre de lettrés.

3. Thật lục. *Historiographies*. Deux parties sont citées :

Liệt Thanh thật lục tiến biên (n° 13), *partie préliminaire* et Thật lục chính biên đệ nhứt kỉ (n° 56), *Série principale, première partie*. Ces historiographies constituent l'histoire de la dynastie des Nguyễn la partie préliminaire porte sur les princes antérieurs à Gia-long; la première partie de la série principale, en 60 livres, est consacrée tout.

4. Khâm định đại nam hội điển sử lệ (n° 93). *Répertoire administratif*. Il comprend 261 livres; c'est le répertoire des actes officiels de la dynastie depuis Gia-long; il fut achevé en 1851.

5. Đại nam chinh biên liệt truyện sơ tập (n° 34), *Biographies*, série principale, première partie. C'est une collection de biographies se rapportant au règne de Gia-long, établie sur l'ordre de Tir-dire qui contient aussi plusieurs livres sur les rapports de l'Annam avec les pays voisins, 33 livres.

6. Lịch triệu hiến trương loại chi (no 98), *Monographies* par Phan-huy-Chú (début du dix-neuvième siècle). C'est une série de monographies faites à l'imitation, de celles que renferment les histoires canoniques chinoises, traitant des hommes illustres, de l'armée, des rites, de la justice, des examens, des relations extérieures, etc. C'est aux livres consacrés aux relations avec la Chine (46 à 49) que des emprunts ont été faits.

7. Gia định thông chí (n° 26), *Description* de Gia-định. Composé sous le règne de Minh-Mang par Trịnh-hoài-Đức, grand mandarin qui, sous les règnes de Gia-long et de son fils, occupa de très hautes charges à la Cour.

II. — TRADUCTIONS DE SOURCES ASIATIQUES

a. — Aucun des ouvrages annamites dont la liste précède n'a entièrement été traduit, à l'exception du numéro 7

G. AUBARET. — *Histoire et Description de la Basse-Cochinchine (pays de Gia-dinh),* traduites pour la premières fois, d'après le texte chinois original. Paris, 1873, in-8°.

La traduction du *Miroir historique* a été commencée par M. Abel DES Michels, mais a été limitée aux cinq premiers livres et n'atteint point par conséquent la portion de l'histoire qui nous intéresse.

G. AUBARET, puis, quelques années plus tard, un autre officier de marine, Philastre, ont publié une traduction du Code promulgué par Gia-long ; le second traduit les commentaires que son prédécesseur avait laissés de côté.

G. AUBARET. *Code annamite. Lois et Règlements du Royaume d'Annam*. Traduits du texte chinois original. Paris, 1865, 2 vol. in-4°.

P.-L.-F. PHILASTRE. *Le Code annamite*. Nouvelle traduction complète. Paris, 1865, 2 vol. in-4°.

M. Deloustal a entrepris la traduction des chapitres concernant la justice dans les *Monographies* de Phan-huy-Chu ; mais, pendant l'exécution de son travail, il en a considérablement étendu le cadre ; il y a compris notamment la traduction de documents des archives de Hué, nouvellement mis au jour par M. Cl.-E. Maître. La traduction est en cours de publication dans le Bulletin de l'Ecole française d'Extrême-Orient depuis 1908; un volume a été déjà publié à part.

R. DELOUSTAL — *La Justice dans l'ancien Annam et commentaire du code des Lê*. Hanoi, 1911, in-8°.

Là s'arrête la liste des documents annamites traduits et publiés. Il faut y joindre une *Histoire d'Annam sous la dynastie des Nguyễn*, œuvre d'un nommé Đương-hiệu-Hiên, qui existe en traduction à l'Ecole française d'Extrême-Orient (provenant des papiers de Dumoutier) et dont on n'a pu trouver encore le texte original. Des renseignements intéressants s'y trouvent sur la famille des Nguyễn.

b. Certaines traductions d'ouvrages chinois ont pu être utilisées.

P. GAUBIL. *Notice historique sur la Cochinchine*. — *Mémoire historique sur le Tong-king* (dans le t. XII de l'Histoire générale de la Chine, traduction de Miroir historique chinois) du P. DE Mailla; reproduction dans les Lettres édifiantes et curieuses.

G. DEVÉRIA. *Histoire des Relations de la Chine avec l'Annam-Viêt- Nam du seizième au dix-neuvième siècle,* d'après des documents chinois traduits pour la première fois et annotés. Paris, 1880, in-8°.

Les documents traduits sont extraits principalement d'une histoire des campagnes des Mandchous entre et 1842 et du Répertoire administratif de la dynastie des Ts'ing.

J. BEAUVAIS. — *Documents géographiques, historiques et linguistiques sur la ville et la région de Long-tcheou.* (Rev. indoch., août 1908-mars 1909). Traduction d'une monographie chinoise sur Long-tcheou publiée en 1803; un paragraphe intitulé : Supplément relatif à divers changements survenus dans le pays d'Annam est intéressant pour l'époque de Gia-long.

c. — Des travaux traduits ou directement inspirés des Chroniques cambodgiennes.

F. GARNIER. *Chronique royale du Cambodge* (Journal asiatique, 1871-1872). Ces chroniques avaient été traduites et en partie annotées par Doudart de Langrée ; Garnier compléta les notes et publia la traduction. Un ami de Doudart de Lagrée publia plus tard des notes de Doudart sous le titre Documents historiques sur le Cambodge, mis en ordre par de Villemereuil. Paris, 4883, in-8°.

J. MOURA. — *Chronique royale du Cambodge ou Pongsa Voda (succession de rois),* dans le tome deuxième (p. 3-185)de l'ouvrage intitulé *le Royaume du Cambodge*, Paris, 1883; 2 vol. in-8°.

Voir renseignements sur les recensions des chroniques cambodgiennes utilisées par Doudard de Lagrée, Fr. Garnier et Moura, dans un article de G. Cœdès, Bull. Ec. fr. E.-O., 1914, n° 9, p. 44.

III. OUVRAGES QUI METTENT EN OEUVRE DES DOCUMENTS ASIATIQUES

Il faut parler en premier lieu, dans cette catégorie, des trois ouvrages suivants :

LEGRAND DE LA LIRAYE. — *Notes historiques sur la nation annamite*. Saigon, 1865, in-8°.

TRUONG-VINH-KY. — *Cours d'histoire annamite*. Saigon, 1875-77, 2 vol. in-8.

C.-E. BOUILLEVAUX.— *L'Annam et le Cambodge. Voyages et notices historiques.* Paris, 4874, in-8°.

Ces ouvrages ne sont pas établis avec le sens critique que révèlent des études plus récentes sur l'histoire d'Annam; leurs auteurs ne se préoccupent pas assez de choisir et de peser les témoignages qu'ils utilisent, leur chronologie n'est pas toujours sûre. Mais ils ont connu et consulté des sources indigènes et, s'ils se sont trop aisément contentés de reproduire sans contrôla le contenu des textes qu'ils traduisaient, ils n'en ont pas moins eu le mérite d'apporter, à une époque où la conduite d'un travail rigoureusement scientifique était fort difficile, des notions étendues et, dans l'ensemble, suffisamment exactes, sur l'histoire d'un pays dont plusieurs provinces venaient d'être conquises [3].

Le P. Cadière a donné dans le Bulletin de l'Ecole française d'Extrême-Orient et dans d'autres périodiques des études et des mémoires d'une grande sûreté d'information; certains ont été déjà mentionnés ci-dessus; voici maintenant les titres d'autres dont il a été aussi tiré profit au cours de cet ouvrage.

– *Tableau chronologique des dynasties annamites* (Bull. Ec. fr. Ext. Or., 1905)

– *Les Hautes vallées du Sông-Gianh* (Ibid., 1906).

– *Les Lieux historiques du Quang-Binh* (Ibid., 1903).

– *Le Mur de Dông-hoi. Etudes sur l'établissement des Nguyễn en Cochinchine* (Ibid., 1906).

– *Les Résidences des rois de Cochinchine (Annam) avant Gia-long* (Bulletin delà Commission archéologique de l'Indo-Chine,

Joignons à ces titres ceux de deux articles qui sont plutôt fondés sur des sources européennes que. des sources annamites, mais qui s'inspirent si bien de l'étude et de la connaissance des lieux et des coutumes de l'Annam qu'il paraît justifié de les placer ici.

Les Français au service de Gia-long.

I. *La Maison de Chaigneau* (Bulletin des Amis du Vieux Hué, 1917).

II. *Le Tombeau de le Forçant* (Ibid., 1918).

Des renseignements ont été aussi trouvés, pour l'époque de Gia-long, dans l'ouvrage suivant

A. SCHROEDER.— *Annam ; Études numismatiques*. Paris, 1905, 2 vol. in-8°.

Parmi les ouvrages inspirés d'autres sources asiatiques que les annamites, les deux suivants ont été mis à contribution

Mgr PALLEGOIX. Description du royaume Thai ou Siam comprenant les Annales des Thai… Paris, 1854, 2 vol. in-12.

P. LEFÈVRE-PONTALIS.— *Les Laotiens du royaume de Lan-Chang* (T'oung-pao, 1900).

Enfin, on trouvera, dans le texte même, les titres d'un certain nombre d'ouvrages qui n'ont été qu'accidentellement cités et qu'il paraît inutile de reproduire ici.

Il convient de terminer cette liste de sources par une énumération des plus importants des travaux bibliographiques relatifs à l'Indochine française bien que la Bibliotheca Indosinica soit le plus large des ouvrages de ce genre et à ce titre les comprenne tous, il peut paraître intéressant d'en consulter quelques autres.

Henri CORDIER. — *Bibliotheca Indosinica. Dictionnaire bibliographique des ouvrages relatifs à la péninsule indochinoise* (publication de l'école française d'Extrême-Orient, vol: XVII à XX). Paris, 1912-1912, 4 vol. in-4°.

A. BELLECOMBE. *Bibliographie annamique* (dans le Tableau de la Cochinchine, par Cortambert et DE ROSNY. Paris, 1862, in-8°).

V.A. BARBIÉ DU BOCAGE. — *Bibliographie annamite. Livres, Recueils périodiques, Manuscrits, Plans* (Revue Maritime et Coloniale, 1867; Extrait, Paris 1857, in-8°).

[3] C'est intentionnellement que les ouvrages de Bouinais et Paulus et de Schreiner ne sont pas cités ici.

Bibliographie annamite. Livres, Manuscrits, Cartes et plans parus depuis 1866 (publication du Comité agricole et industriel de la Cochinchine. Bulletin du Comité, 3e série, n°2, 1879).

J. HARMAND. — *Addition à la Bibliographie annamite* (Bull. du Comité agricole et indust. de la Cochinchine, 4e série, n° 1, 1882).

P. LEMOSOFF. Liste bibliographique des travaux relatifs au Tonkin publiés de 1867 à 1883 (Revue de Géographie, sept. 1883).

L. DELAVAUD. — *Bibliographie trimestrielle de l'Indo Chine* (Bull. de la Sté de Géographie de Rochefort, 1883, n°7 et 8). *Bibliographie Indochinoise* (ibid., 1884)

J.K.W. QUARLES D'UFFORD. *-La Cochinchine. Littérature concernant de pays* (Annales de l'Extrême-Orient et de l'Afrique, I, 1879)

LANDES et FOLLIOT. *Bibliographie de l'Indo-Chine orientale depuis 1880* (Bull. de la Société des Études Indochinoises Saigon, 1889).

A. BRÉBION. *Bibliographie des voyages dans l'Indochine française du 11e au 14e siècle*. Saigon,1910, in-8°.

Charles B. MAYBON. — *Note sur les travaux bibliographiques concernant l'Indochine française* (Bull. Ec. fr. E.O., Hanoi, 1910)

HISTOIRE MODERNE DU PAYS D'ANNAM

PRÉLIMINAIRES

LA DYNASTIE DES LÊ : LES GRANDES FAMILLES MAC, NGUYỄN, TRỊNH

Les princes annamites dont l'autorité, au moins nominale, sur le pays d'Annam pendant la période moderne, appartiennent à la dynastie des Lê, fondée au quinzième siècle par Lê Lợi, vaillant soldat et politique avisé, qui mit fin à la domination des Ming.

La première partie de l'histoire de cette dynastie est faite d'événements importants. Le pays, toujours soumis aux influences chinoises, est définitivement affranchi du joug chinois. Le peuple annamite conserve ce qu'il a reçu de l'empire suzerain, la langue savante, la littérature, la religion bouddhique, sa formation intellectuelle, certaines institutions, mais son indépendance politique est réelle et sera durable.

Dans le pays, ravagé par de longues années de luttes intestines ou de guerres contre l'envahisseur chinois, quelques-uns des princes Lê s'efforcèrent de ramener le calme, l'ordre, la sécurité, rétablir depuis la base une administration dont tous les rouages avait été faussés. Le plus remarquable de ces princes Lê Thanh-Tôn (1460-1487), en même temps qu'un grand général (sa campagne de 1470-71 marque la fin du royaume Cham), fut un fort habile administrateur et il est permis de dire que l'organisation du royaume date de son règne: son fils Lê Hiên-Tôn et ses successeurs n'eurent qu'à compléter et à parfaire son œuvre.

Mais en moins d'un siècle, le pouvoir tomba aux mains débiles de princes dont l'inexpérience, la mollesse, l'inaptitude à gouverner favorisèrent l'éclosion de partis et de cabales et, encouragèrent l'ambition des plus hauts mandarins. La cour fut le théâtre de compétitions, de manœuvres et de menées incessantes et, au cours du seizième siècle, certaines. familles devinrent si puissantes qu'elles mirent en péril le sort de la dynastie. Ce fut en particulier le cas des Mac; d'autres grands se contentèrent d'être, à l'ombre de l'autorité royale, les véritables maîtres du royaume ; d'autres encore se taillèrent loin du pouvoir central de véritables fiefs.

Tous ces hommes ne durent pas leur élévation uniquement au génie de l'intrigue et au manque de scrupules ; ils possédaient aussi des qualités solides et un caractère bien trempé ; quelques-uns, qui ne furent pas guidés, sans doute, par le sens de l'intérêt général ou du bien public, rendirent néanmoins de réels services à l'État et même par occasion, au souverain. Il reste toutefois à déplorer que ces « maires du palais », comme ont voulu les nommer, avec plus ou moins d'à-propos, certains des auteurs qui ont écrit de l'histoire d'Annam, aient fait mauvais usage de leur puissance et, pour assouvir leur soif de domination, aient employé tous les moyens, sans reculer devant les plus criminels.

Pendant qu'à la cour les luttes d'influence mettaient aux prises les grands fonctionnaires et leur clientèle, les provinces étaient la proie de mandarins cupides et cruels; des ambitieux et des mécontents fomentaient des révoltes, des prétendants s'élevaient. Sous le règne de Lê Tương-Dực (1510-1516), jeune prince de seize ans, le désordre fut à son comble. Un gardien de pagode de la province de Hải-dương, nommé Trân Cảo, descendant à son dire, d'un souverain de la dynastie des Trân, se proclama empereur.

Un mandarin désigné pour le combattre, Trịnh Duy-Sản, trouva plus expédient d'immoler le souverain lui-même et une faction dont il était le chef choisit un prince royal, nommé Quang Tri, pour remplacer la victime. Une faction adverse fit enlever et tuer ce prince après trois jours de règne ; un arrière petit-fils de Lê Thanh-Tôn, âgé de quatorze ans, fut intronisé (Lê-Chiêu-Tôn, 1516-1526). Pendant les années 1516 et 1517, le mandarin Nguyễn Hoàng-Dư, sous prétexte de venger Lê Tuong-Duc, s'empara de la capitale et en détruisit plusieurs quartiers; puis il s'allia avec Trịnh Duy-Sân, poursuivit Trân Cao et le défit ; celui-ci transmit le pouvoir à son fils Trân Thắng et entra dans une bonzerie. Tran Thắng continua la lutte jusqu'au moment où, fait prisonnier, il fut exécuté sans forme de procès (1521). Des partis remuants proclamèrent, durant la seule année 1518, deux nouveaux souverains. Avec les deux Trân, on compte ainsi quatre usurpateurs de 1516 à 1518. Et pendant ce temps. Lê Chiêu-Tôn est censé régner; son autorité est nulle ; les grands fonctionnaires qui luttent ouvertement entre eux, se réclament tour à tour, selon les besoins du moment, de ce fantôme de roi ; l'anarchie règne ; le pays est pillé par des troupes de mercenaires à la solde des mandarins ; les travaux agricoles sont suspendus ; pour comble de malheur, la famine sévit.

Dans des circonstances pareilles, le plus énergique ou le plus habile des grands mandarins devait inévitablement s'emparer du pouvoir. Trịnh Duy-Sản avait trouvé la mort en combattant les usurpateurs Trân ; Nguyễn Hoàng-Dũ, qui avait paru pendant quelque temps primer tous ceux qui approchaient du trône, s'était retiré dans la province de Thanh-hoa et, sans que l'on s'expliquât pour quelles causes, refusait de revenir à la cour.

Mạc Đăng-Dung, gouverneur de la province de Son-Nam, entreprit, au nom de Lê Chiêu-Tôn, de réduire les rebelles ; il se saisit de l'un des usurpateurs, nommé Le Du et le fit mettre à mort (1519); il prit aussi Trân Cảo le souverain put rentrer dans sa capitale.

Il combla d'honneurs ceux qui l'avaient servi et principalement Mạc Đăng-Dung. Mais celui-ci ne songeait qu'à se débarrasser de ses rivaux ; sur leur ruine, il construisit sa fortune et bientôt son influence et son autorité devinrent si grandes que le souverain légitime lui-même craignit pour sa vie et abandonna la cour ; il se retira avec quelques partisans dans la province de Son-Nam (1522). Mac Đăng-Dung essaya d'abord de s'emparer de sa personne, mais en vain [4]. Confiant dans sa puissance, il n'hésita pas à le déposer, et fit monter sur le trône un frère cadet du souverain en fuite, âgé de quinze ans, Lê Hoàng Đệ-Xuân (1522). Non content d'exercer le pouvoir royal, il priva bientôt le jeune prince de son titre souverain, le relégua au fond du palais et se fit offrir la couronne par les hauts fonctionnaires de la cour. Peu de temps après, désireux d'obtenir l'investiture de l'Empereur, il envoya à Lê Hoàng Đệ-Xuân l'ordre de se tuer ; il annonça ensuite à l'Empereur Kia-tsing que la famille des Lê était éteinte (1527).

Mac Dang-Dung régna sous son nom de 1527 à 1529, pendant deux années et demie environ. Il réprima les troubles soulevés par les partisans des Le, refoula au sud Le Ninh, un des fils de Lê

[4] Il n'y parvint que quatre ans plus tard Lê Chiêu-Tôn fut transporté dans la capitale et égorgé.

Chiêu-Tôn, qui s'était refugié auprès de Nguyễn-Kim, fils de Nguyễn-Hoàng-Dũ. Puis, comme le royaume paraissait retrouver un peu de tranquillité, il abdiqua en faveur de son fils aîné, Mac-Đăng-DoÁnh mais il garda une part prépondérante dans la conduite des affaires. Sous une administration énergique, le calme renaquit peu à peu ; les travailleurs des champs reprirent confiance ; une période de prospérité sembla s'ouvrir. La domination des Mac s'étendit sans contestation sérieuse depuis la frontière de Chine sur tout le delta du fleuve Rouge.

Pourtant, au Midi, dans la personne de Lê Ninh, la famille des Lê vivait encore ; en 1533, Nguyễn Kim l'avait proclamé empereur (Lê Trang-Tôn,1533-1548) mais il n'avait qu'une ombre de pouvoir entouré de quelques fidèles, il avait trouvé, au milieu des peuplades laotiennes du royaume de Lan-chang, un asile contre ses ennemis, mais non point les moyens de revendiquer son royaume par la force.

En 1535 cependant, il envoya des députés en Chine ; après un long parcours terrestre, ils s'embarquèrent sur des navires marchands et abordèrent à Canton d'où ils se rendirent ensuite à la capitale ; leur voyage dura deux ans. L'Empereur reçut d'eux un rapport des événements qui s'étaient passés en Annam et fut d'abord porté à favoriser Lê Ninh [5]. Il ordonna aux fonctionnaires de la frontière d'enquêter sur la situation et de calculer les frais d'une expédition à laquelle prendraient part des troupes du Kouang-Si et du Yun-Nan. Mais, de son côté, Mac-Đăng-Dung ne demeura pas inactif. Il adressa une ambassade à Kiên-Long pour lui faire parvenir une carte du pays avec le rôle des habitants ; il ne craignit pas de dire que Lê Chiêu-Tôn à son lit de mort l'avait désigné pour lui succéder [6]; il pria l'empereur de lui octroyer la grâce d'être compté au nombre des vassaux de l'empire. Enfin, il fit le nécessaire pour gagner à sa cause le vice-roi du Yun-Nan.

En attendant la décision impériale, Nguyễn Kim travaillait de toute son énergie au succès de Lê Trang-Tôn. Grâce à la disparition de Mac Đăng-DoÁnh (mort en 1540), puis de Mac Đăng-Dung lui-même (1541), les progrès de la cause des Lê devinrent plus rapides on en verra plus loin le récit.

Pendant que la lutte se poursuivait dans les provinces méridionales du royaume, les commissaires impériaux étaient arrivés à la frontière; ils y avaient reçu l'acte de soumission des Mac [7] et avaient fait connaître la volonté de l'Empereur. Par un effet de cette politique de compensation que la Chine paraît affectionné, les deux partis étaient autorisés à gouverner le territoire qu'ils occupaient. Ainsi l'Annam était divisé en deux portions; il ne constituait plus un royaume, mais deux seigneuries héréditaires vassales de la Chine [8] et Lê Ninh, dont les droits n'étaient pas discutés [9], devait cependant supporter que l'autorité des Mac s'exerçât sur les

[5] GAUBIL, Mémoire historique sur le Tong-King, in DE MAILLA, *Histoire générale*, XII, p. 56.

[6] D'après sa requête à l'Empereur reproduite dans les Monographies de Phan-Huy-Chu (XLVI, p. 45). Dans ce long morceau, envoyé postérieurement à la mort de Dâng-DoÁnh, le chef des Mac rappelle qu'en 1530, il a adressé à l'Empereur une mission de sept personnes chargées de lui demander la paix, qu'en 1538 il a sollicité son aide; il s'excuse de ne pouvoir aller se jeter aux pieds de son seigneur et le prie de lui accorder les calendriers impériaux adressés aux tributaires ; il blâme ses prédécesseurs Dinh, Tran et Lê de la liberté qu'ils prenaient de se proclamer rois de leur propre autorité et attend humblement de l'Empereur un titre et un cachet (de tributaire) pour lui, ainsi que des titres posthumes pour ses ancêtres. Quant à Lê Ninh, il affirme (et la chose paraît nouvelle) que, loin d'être un descendant des Lê, c'est tout bonnement un fils de Nguyễn Kim; il s'inclinera cependant si « son peuple reconnaît en cet imposteur un vrai Lê ; dans le cas contraire, il demande à monter sur le trône.

[7] Mac Dâng-Dung était mort lorsque parvint la décision de Kiên-Long son petit-fils Phuc-Hai le fit savoir à l'Empereur, qui lui décerna le même titre et le reconnut pour son tributaire. Cf. Phan-huy-Chu (ibid., p. 54) qui donne aussi la réponse de remerciements de Phúc-Hải.

[8] Les deux compétiteurs reçurent le même titre, celui de gouverneur général, transmissible à leurs descendants (Phan-huy-Chu, *ibid*.).

[9] Sa qualité de descendant légitime des Lê était reconnue par le fait que l'Empereur le chargeait publiquement d'assurer le culte des ancêtres de la famille ; mais le titre de roi ne lui était pas conféré.

Les Ming le refusèrent aussi longtemps qu'ils le purent; sous le règne de Lê Thân-Tôn ils envoyèrent le brevet de phó-vuong (vice-roi), dit Phan-huy-Chu qui reproduit l'acte de nomination. Devéria dit que ce fut

provinces qu'il n'avait pas reconquises, c'est-à-dire sur la plus importante fraction de son patrimoine.

En 1548, Lê Trang-Tôn mourut et fut remplacé par son fils aîné, Lê Trung-Tôn, qui, étant mort sans enfants, eut lui-même pour successeur, en 1556, Duy Bang (Lê Ánh-Tôn, 1556-1573), descendant d'un frère de Lê Thai-Tổ à la cinquième génération. Chez les Mac qui règnent au Nord, plusieurs souverains se suivent dans le même intervalle et l'union n'existe pas toujours dans leur famille. A Mac Đăng-DoÁnh avaient succédé, de 1540 à 1561, son fils Phuc-Hải et son petit-fils Phúc-Nguyễn. Sous le règne du fils aîné de celui-ci Mac Mâu-Hop, les événements se précipitent ; les Lê sont devenus plus forts, leur influence s'est étendue de province en province. Trịnh Tùng, fils de Trịnh Kiểm, le gendre de Nguyễn Kim, porte aux Mac des coups vigoureux une expédition des usurpateurs, dans le Thanh-hóa, se termine en déroute et Trịnh-Tùng multiplie ses attaques vers le Nord; il gagne du terrain chaque année. Enfin, en 1592, il tente un grand effort ; il marche contre les Mac, les défait, arrive sous les murs de la capitale, l'investit et l'enlève (décembre 1592).

Ainsi, la capitale du royaume était reconquise sur l'usurpateur et cet événement marque vraiment la restauration des Lê [10], et c'est aussi à cette date, où les Lê rentrent en possession de leur capitale, soixante ans après en avoir été chassés, que l'on peut fixer le commencement de *l'histoire moderne* du pays d'Annam.

Avant de retracer cette histoire, il est utile de faire mieux connaître les représentants des deux grandes familles qui, jusque vers la fin du dix-huitième siècle, vont jouer, à côté du souverain de Hanoi, un rôle prédominant l'une, celle des Trịnh, usurpera peu à peu toutes les prérogatives royales; l'autre, celle des Nguyễn, finira par se créer un royaume indépendant ; puis, après des années de prospérité et une révolution qui la mettra à deux .doigts de sa perte, fera la conquête de toute l'Indochine annamite [11].

Nguyễn Kim et Trịnh Kiểm. — La famille des Nguyễn était originaire de la province de Thanh-hóa, préfecture de Hà-trung, sous-préfecture de Tông-son [12]. Elle occupait à la cour une place importante; Lê Thanh-Tôn (1460-1497) y avait choisi la femme dont il fit son épouse principale; après la mort de ce grand roi, elle vit son fils occuper le trône, Lê Hiến-Tôn (1497-1504). Le père de cette reine, Nguyễn Đức-Trung est regardé comme « l'ancêtre originaire » de la famille [13] ; il

---

en 1649 que Le Thân-Tôn « reçut l'investiture » (sans désigner si le titre conféré était celui de roi ou de vice-roi) d'un membre de la famille Ming, le prince Tchou Yeou-lang, qui était à ce moment réfugié dans la province du Kouang-tong et qui combattit les armées des Ts'ing au Yun-Nan et en Birmanie jusqu'en 1661, époque à laquelle il fut capturé. Les Ming en effet étaient en considérablement affaiblis; la prise de Pékin en avait marqué véritablement la fin de la dynastie et l'investiture, quelle qu'elle fût, qu'ils accordaient si tardivement, n'avait pas une bien grande valeur. Il faut noter encore avec Phan- huy-Chu, que les souverains Lê, redevenus maîtres de l'Annam, malgré des demandes réitérées, n'obtinrent ce semblant de satisfaction que lorsque les Ming eurent perdu leur pouvoir et désirèrent recevoir des secours des Annamites pour continuer la lutte qu'ils menaient encore dans le Sud contre les Ts'ing

[10] Bien plutôt que la proclamation de Lê Ninh par Nguyễn Kim, comme l'indiquent les rédacteurs du Miroir (XXVII, p. 25), car, à cette époque (1533), l'héritier des Lê errait, impuissant, sur les confins méridionaux du royaume.

[11] Quant aux Mac, après leur échec de 1592, ils gouvernèrent encore jusqu'en 1677 à Cao-bang et ne furent pas toujours, pour les Lê restaurés, des voisins, tranquilles. V. ci-dessous chap. III, § 1er

[12] Village de Gia-miêu extérieur, maintenant appelé Qui-huong, précieux village.

[13] Cf. CADIÈRE (*Tableau chronologique*, p. 131) qui, outre les ouvrages annamites généralement utilisés jusqu'à présent, *Miroir et Livre complet*, cite les *Historiographies* (partie préliminaire) et le Traité de Géographie (n° de la *Liste des Sources*). Mais il est possible qu'antérieurement à Nguyễn Duc-Trung, des membres de la famille aient rempli des fonctions publiques ou possédé un certain crédit à la cour. En effet, d'après une histoire d'Annam sous la dynastie des Nguyễn, œuvre d'un nommé Duong-Hiêu-Hiên (qui existe en traduction à l'Ecole française d'Extrême-Orient, provenant des papiers laissés par G. DUMOUTIER, et dont je n'ai pu trouver le texte original), l'ancêtre véritable de la famille serait Nguyễn Bac, compagnon de lutte de Đinh Bô-Lïnh (968-979) et qui aurait reçu, après le succès final, le titre de grand-duc ; la même source énumère jusqu'à Nguyễn Kim quinze autres chefs successifs de la famille Nguyễn qui tous auraient servi les Li, les Trân ou les Lê et en auraient obtenu des grades ou des titres. Mais l'arrière-grand père, le

paraît avoir joui d'une certaine influence; il avait le titre de Thái-uy. Son fils, le frère de la reine, Nguyễn Vân-Lang, appelé aussi Đài-Lang, joua un rôle sous le règne du deuxième fils de Lê Thanh-Tôn, Lê Ui-Mục (1504-1509); il compta parmi les partisans du prince Hùynh, fils du cinquième fils de Lê Thanh-Tôn et contribua à le faire choisir pour roi, Le Tuong-Duc Đế (1510-1516) il reçut le titre de grand-duc et celui de grand tuteur (qui est du premier degré de la première classe du mandarinat).

Nguyễn Hoàng-Dũ, dont il a déjà été question, était son fils ; il vécut, lui aussi, dans une période de désordres, mais son rôle, qui ne fut pas sans importance au moment de l'avènement de Lê Chiêu-Tôn semble avoir été assez effacé dans la suite [14]. D'abord adversaire de Trịnh Duy-Sân [15] il appartint plus tard à la faction de ce mandarin et sa conduite ne fut peut-être pas à ce moment des plus nettes ; on le voit se réfugier du côté du Thanh-hoa où Lê Chiêu-Tôn chercha, lui aussi, un asile en 1522 après l'usurpation du pouvoir par Mac Đăng-Dung [16]; malgré l'état d'anarchie qui régnait alors dans le Nord et qui offrait aux ambitieux tant d'occasions favorables, malgré aussi qu'il fût appelé par des rebelles désireux de le voir combattre avec eux, il ne se décida pas à quitter les alentours de sa province natale. Il s'était formé, d'après certains témoignages, un assez vaste domaine où il vivait avec son fils Nguyễn Kim il avait noué des relations avec les chefs des peuplades laotiennes voisines ; le roi du Laos [17] lui aurait même, dit-on, abandonné pour sa subsistance les revenus d'un de ses districts. Il y mourut en 1518.

Quelque dix ans plus tard, à la fin du règne de Mac Đăng-Dung, son fils Nguyễn Kim décida de quitter sa vie retirée et de commencer la lutte contre les Mac [18]. Il fut au bout de quelque temps à la tête d'un nombre assez considérable de partisans; ce nombre s'accrut de tous ceux qui luttaient contre les Mac au nom des Lê et qui, assez régulièrement battus, passaient la frontière ; ils prirent bientôt l'habitude de se réunir, auprès de Nguyễn Kim sur le territoire laotien. C'est là que, comme nous l'avons déjà vu, un nouveau souverain fut proclamé [19]. Nguyễn Kim fit venir un fils de Lê Chiêu-Tôn, le prince Ninh, qui vivait dans la province de Thanh-hoá, et le proclama Empereur c'est Vũ Hoàng-Đế ou Lê Trang-Tôn (1533-1548). La même année, il reçut lui-même le titre de grand-duc et Le Trang-Tôn lui confia le commandement suprême de toutes ses troupes. La fonction devait être surtout honorifique à ce moment, mais Nguyễn Kim employa toute son habileté à la rendre effective; dès qu'il fut assez fort pour quitter sa terre d'asile, il fit sur le territoire annamite maintes pointes heureuses et, en 1540, on le voit solidement installé dans le

---

grand-père et le père de Nguyễn Kim sont nommés Công Duân, Nha-Trâc et Van-Luu, au lieu de Duc-Trung, Vân-Lang et Hoàng-Dũ.

Que faut-il penser de cette généalogie ? Il ne serait pas prudent de l'accepter sans réserves, et il est surprenant que les ouvrages officiels établis au dix-neuvième siècle par l'ordre des Nguyễn ne parlent pas de ces ancêtres qui feraient remonter la famille au dixième siècle.

Noter que Bouillevaux (op. cit., p. 304 et 326, note) et J. Silvestre (*Empire d'Annam*, p. 230, note) parlent de cette ascendance; tous deux citent Nguyễn Bac.

[14] Peut-être prit-il aussi une part à l'élection de Le Tuong-Duc-Dê, il eut alors le titre de marquis. Cf. CADIÈRE, ibid., p. 132.

[15] Qui mit à mort, on s'en souvient, Lê Tuong-Duc.

[16] C'est après sa fuite que Mac Dâng-Dung mit sur le trône son frère cadet, Lê Hoàng-Dê Xuân.

[17] Il s'agit peut-être de Potisarach, roi de Lan-chang, qui avait intérêt à entretenir le désordre en Annam (Cf. Lefèvre-Pontalis, les Laotiens du royaume de Lan-chang, Toung-pao, 1900, p. 155) ; Potisarach habitait Vien-chang et jusque dans la région de La-khône, c'est-à-dire au débouché du chemin de Cammon que les Annamites connaissaient bien depuis qu'ils avaient refoulé les Chams. M. Lefèvre-Pontalis (*ibid*., p. 162) fait remarquer que possédant alors d'autres voies vers le Laos que les cours d'eau torrentueux traversant d'épaisses forêts, ils étaient attirés davantage par les plaines fertiles des environs de Vien-chang qu'ils ne l'avaient été par les étroites vallées du Lan-chang septentrional.

[18] C'est du moins à cette occasion qu'il est mentionné pour la première fois dans le Miroir.

[19] Miroir, XXVII, 25

Nghệ-an. L'année suivante, date de la mort de Mac Đăng-Dung, poursuivant ses succès, il s'empara de la capitale de l'Ouest [20].

Il avait déjà envoyé en 1535 une ambassade à l'Empereur pour lui faire connaître que, contrairement aux rapports de Mac Đăng-Dung, la famille des Lê n'était pas éteinte, mais que Mac Đăng-Dung lui-même avait usurpé le trône. On sait qu'après enquête faite par les vice-rois des provinces méridionales, l'Empereur Kiên-Long avait décidé que la partie septentrionale du royaume serait gouvernée par les Mac et que Lê Ninh régnerait au Sud. Cet arbitrage ne fit pas cesser les hostilités. Les deux partis continuèrent à lutter avec des chances diverses. Les Mac avaient l'appui plus ou moins déclaré de la Chine; les Lê paraissent avoir eu pour eux l'attachement des populations. En 1545, Mac Phúc-Hải, petit-fils de Mạc Đăng-Dung, fit empoisonner Nguyễn Kim, alors âgé de soixante-dix-huit ans. Lê Trang-Tôn ordonna des funérailles solennelles. Lorsque les restes de Nguyễn Kim furent déposés dans leur sépulture, dit la légende, le tombeau se referma de lui-même ; puis un orage terrible éclata ; tous les assistants, effrayées, s'enfuirent. Des rochers roulèrent amoncelés, des arbres s'élevèrent subitement sur l'emplacement du tombeau qu'il fut impossible dans la suite de reconnaître [21].

L'assassinat de Nguyễn Kim ne profita guère aux Mac et les Lê trouvèrent dans la famille de leur champion des serviteurs aussi fidèles et aussi habiles que lui. Nguyễn Kim laissait deux fils et une fille l'aîné des fils, Uông, eut le titre de duc et remplit les fonctions d'assistant de gauche du Président du Grand Conseil ; le second, Nguyễn Hoàng, avec le titre de marquis, reçut un commandement militaire. Il remporta plusieurs victoires sur les Mac et, en récompense de ses services, fut fait duc. Quant à la fille, Ngoc Báu, qui était l'aînée de la famille, Nguyễn Kim l'avait mariée à l'un de ses lieutenants, Trịnh Kiểm. *Le Miroir*, publié comme on le sait, sur l'ordre des Nguyễn, donne à Trịnh Kiểm une origine obscure : « Dans sa jeunesse, pauvre et souffrant de la faim, il chercha un refuge chez Nguyễn Kim, qui lui accorda sa confiance et son amitié, lui fit décerner le titre de marquis et lui donna la main de sa fille aînée ; il lui permit de s'occuper des affaires de l'Etat ; Trịnh Kiểm s'acquit de grands mérites par ses nombreuses victoires »[22] .L'année même de la mort de Nguyễn Kim, il eut le titre de grand-duc et il hérita de l'influence et de l'autorité de son bienfaiteur ; à la cour, ses beaux-frères ne venaient qu'après lui. Pourtant, plein du désir de s'élever encore, il vit en eux des concurrents à craindre dont il était urgent de se débarrasser. Il fit périr l'aîné des deux frères [23]; Nguyễn Hoàng aurait été lui aussi sa victime, s'il

[20] Hồ Qui-Li, qui avait usurpé le trône en 1400, avait fait construire une citadelle qui fut nommée capitale de l'Ouest, Ïây-Bô (actuellement sous-préfecture de Vinh-lôc, préfecture de Quang-hoa, dans la province de Thanh-hoá) par opposition à Thăng-long qui reçut le nom de capitale de l'Est, Đông-Bô, plus tard Đông-Kinh.

[21] Ce tombeau se trouve au village d'où la famille est originaire ; comme l'emplacement exact n'en est pas connu, on a réservé deux périmètres, et quand on fait les cérémonies rituelles, on choisit l'endroit que l'on suppose le plus proche de la sépulture réelle. Dans l'enceinte se trouvent deux temples l'un contient les tablettes de Nguyễn Kim (Triệu Tổ Tinh Hoàng- Đế, selon le titre rituel et le titre impérial posthumes qu'il a reçus lors du triomphe définitif des Nguyễn, avec Gia-long) et de son fils Nguyễn-Hoàng (Thái-Tổ Gia Du Hoàng-Đê') ; l'autre, celles du père de Nguyễn-Kim et d'un fils de Nguyễn-Hoàng. Ces ancêtres reçoivent aussi un culte, de même que les autres Nguyễn, dans le temple des ancêtres (Thái-miếu) de Hué.

A Qui-hương, lors des sept sacrifices solennels qui ont lieu chaque année, le souverain est représenté par les mandarins provinciaux.

[22] D'après la traduction Cadière (*Le Mur de Dông-hoi*, Bull. Ec. fr. E,-0.,19O7, p. 89, n° 6). Ce mémoire a été utilisé pour l'histoire de la rivalité entre les Nguyễn et les Trịnh; la sûreté, de son information dispense de citer les originaux au cours de la rédaction ; voici d'ailleurs les principales sources annamites consultées le *Miroir*, le *Livre complet*; les *Historiographie*s (part. prélim.), les *Biographie*s (part. prélim. et princip.); noter que seul de ces ouvrages, le *Livre complet*, rédigé à Hanoi, a été soustrait à l'influence des Nguyễn (il les' appelle de ce nom de « brigands qui est généralement appliqué aux « rebelles »); à ce titre ses informations peuvent servir à contrôler celles des autres sources.

[23] Les documents ne donnent pas la date de sa mort, mais tous en attribuent la responsabilité à Trịnh-Kiểm.

ne s'était avisé, sur le conseil de son oncle V-K ỉ [24], de simuler la folie pour endormir la méfiance de Trịnh- Kiêm. Mais l'éloignement lui parut bientôt une sauvegarde plus efficace. Il pria sa sœur, dont il avait su conserver l'affection, de s'entremettre pour lui faire obtenir le gouvernement du Thuân-hóa. Trịnh Kiễm se hâta d'accéder à ce désir. Dans ce territoire, qui n'était passé définitivement sous la loi annamite que depuis les victoires de Lê Thanh-Tôn, les Chams causaient encore des troubles et, d'un autre côté, les Mạc [25] essayaient de le détacher de l'obédience des Lê ; ils avaient envoyé des bandes qui s'étendaient jusque dans le Quảng-nam. A satisfaire sa femme, Trịnh Kiểm vit sans doute l'avantage d'écarter un parent qui pouvait devenir un rival et peut-être aussi, comme le disent les *Biographies*, l'occasion de l'exposera un danger réel; toujours est-il qu'il présenta à Lê Ánh-Tôn qui venait, grâce à lui, de monter sur le trône, une requête à l'effet de nommer son beau-frère au gouvernement qu'il ambitionnait.

Vers la fin de l'année 1558, Nguyễn Hoàng quitta la capitale de l'Ouest [26]; il avait été gratifié du titre de duc et partait muni de pouvoirs étendus; la cour ne lui imposait que la charge de lever l'impôt et de payer un tribut annuel.

Une suite nombreuse l'accompagna ; le renom de son père, ses propres victoires lui attiraient l'estime de ses compatriotes. Des mandarins et des soldats du Thanh-hóa et du Nghệ-an le suivirent, déterminés à rester attachés à sa fortune ; les villages de la sous-préfecture de Tông-sơn notamment, lieu d'origine des Nguyễn, fournirent leur contingent [27]. Trịnh Kiêm s'aperçut peut-être alors que la mesure qu'il avait prise était impolitique. Cependant le territoire confié à son beau-frère était à conquérir, tâche périlleuse et la stèle du Long Pont [28] représente Nguyễn Hoàng comme un colon qui s'enfonce dans l'épaisseur des forêts et va défricher un terrain rempli de ronces.

Nguyễn Hoàng, qui avait pris la route de mer, débarqua au port de Cửa-Việt, à l'embouchure de la rivière de Quảng-tri ; il fixa sa résidence au village de Ai-tử [29]; les habitants, au moment de son arrivée, lui offrirent sept grandes jarres d'eau pure. Comme il en marquait quelque étonnement, « la volonté du Ciel est manifeste, lui dit son oncle qui l'avait accompagné, voilà le présage de votre royauté future [30]. »

CHAPITRE PREMIER

[24] Le troisième livre des *Biographies* (part. prélim.) débute par la notice relative à ce Nguyén U-Ki, frère de la femme de Nguyễn Kim; il était originaire de la province de Hai-dương ; il avait pris soin de Nguyễn Hoàng pendant son enfance, alors que Nguyễn Kim était au Laos avec Lê Trang-Tôn.

[25] Qui, il ne faut pas l'oublier, régnaient encore dans la Capitale de l'Est (Hanoi).

[26] C'est sur cette année 1558 que les récits officiels de la dynastie basent leur chronologie; pour eux, l'accession à la royauté des Nguyễn date du moment où Nguyễn-Hoàng fut nommé gouverneur du Thuận-hóa.

[27] CADIÈRE (*loc. cit*., p. 93), en rapportant les dires du *Miroir* et des *Historiographies* au sujet de cet exode, fait quelques réserves; pour lui les gens du Tông-son ne durent se déplacer que plus tard, lorsque le crédit et l'autorité de Nguyễn Hoàng se furent accrus; ces gens qui constituaient, à cause de leur origine, une classe de citoyens privilégiés, formèrent en entier certains villages de la Cochinchine et occupèrent surtout les anciennes colonies militaires venues à la vie civile.

[28] Dressée non loin de Đồng-hới en 1842 par ordre de Thiêu-tri; cette inscription forme comme la trame de l'étude du P. CADIÈRE qui en donne une reproduction, loc. cit., p. 87.

[29] Au nord de la citadelle actuelle de Quảng-trị. V. CADIÈRE, les *Résidences des rois de Cochinchine*, carte, p. 125.

[30] Jeu de mots Nước signifiant à la fois eau et royaume en annamite. Le fait est raconté dans la biographie de Nguyễn-Ư-Kị.

LES SEIGNEURS DU NORD ET LES SEIGNEURS DU SUD.

LEUR RIVALITÉ. — LEURS LUTTES (1620-1674)

Nguyễn Hoàng s'entoura de gens dévoués à sa cause et s'efforça de gagner le cœur de son peuple ; la renommée de sa justice et de sa bonté s'étendit hors des limites de son commandement. Aussi, quand, un an après son arrivée, des inondations ravagèrent le Thanh-hoá et le Nghê-an, une bonne part de la population des districts sinistrés vint-elle se fixer dans le Thuân-hóa.

Nguyễn Hoàng fit établir des postes militaires le long des côtes de son territoire, pour se garder contre les incursions des Mac, mais il n'eut à les combattre qu'après la mort de Trịnh Kiêm, survenue en 1570 [31]. Trịnh Kiêm avait désigné son fils aîné Trịnh Cối pour lui succéder dans le commandement des armées. Après la mort de son père, Trịnh Coi fut abandonné par la plupart des mandarins, partisans de son frère cadet Trịnh Tùng; il dut fuir et se réfugia chez les Mac qui envahirent les provinces soumises aux Lê. Trịnh Tùng battit et chassa du territoire les troupes des usurpateurs, mais des bandes se réfugièrent dans le Thuân-hóa. Nguyễn Hoàng se porta à leur rencontre, les surprit et les tailla en pièces (1571). Deux ans plus tard, des troupes organisées firent irruption dans le pays par mer et par terre et pillèrent plusieurs villages. Nguyễn Hoàng, ne se sentant pas assez, fort pour lutter avec des chances suffisantes de succès, usa de ruse il manifesta le désir de faire alliance avec les Mac pour combattre les Trịnh, et ayant ainsi endormi la méfiance du chef des ennemis, il put s'emparer de lui et le fit tuer [32].Les soldats des Mac, à cette nouvelle, s'enfuirent en grand désordre; quelques-uns firent leur soumission à Nguyễn Hoàng, qui les envoya coloniser la région située au Nord-Ouest de Quảng-trị.

A partir de ce moment, Nguyễn Hoàng fut libre de consacrer tous ses efforts à l'organisation de ses provinces. Ses talents d'administrateur ne le cédaient pas à ses talents ^militaires et il réussit à unifier et à s'attacher les éléments disparates de la population, Chams incomplètement soumis, vagabonds venus du Nord, condamnés à l'exil, anciens partisans des Mac, mandarins et soldats transfuges des Trịnh, sauvages des régions montagneuses. Les ouvrages historiques, ceux des Lé aussi bien que ceux des Nguyễn, s'accordent à dire qu'il sut se faire aimer de ses sujets. Voici le tableau que fait le *Miroir* de son administration, tableau embelli sans doute, mais qui doit donner une assez exacte impression d'ensemble de l'état du pays à cette époque.

« Sévère et digne dans le commandement des troupes, il savait, dans le gouvernement du peuple, allier là justice à la clémence. Sous son influence, les habitants des deux provinces mettaient un frein à leurs passions et pratiquaient les vertus qui font les hommes. Les commerçants et les habitants gagnaient leur vie, heureux et tranquilles; il n'y avait pas deux prix sur les marchés; les vols étaient inconnus; de tous les royaumes voisins, les étrangers nombreuse et plus prospère. »

En 1592, au moment où la capitale de l'Est retomba au pouvoir de ses maîtres légitimes, Nguyễn Hoàng vint à la tète de sa flotte apporter à Lê-Thê-Tôn ses félicitations de sujet fidèle. Il fit un long séjour à la cour et put se rendre compte de la place que les Trịnh y occupaient.

La dynastie des Lê n'avait plus aucun pouvoir réel ; soit par apathie, soit par impuissance, les princes ne tentaient rien pour sortir de cet état de sujétion où les tenaient les Trịnh ; s'ils essayaient de secouer leurs chaînes, leur destitution ou leur mort ne se faisait pas attendre et le peuple apprenait ainsi que les Lê n'étaient plus ses vrais maîtres [33].

Les Trịnh se faisaient attribuer les titres les plus élevés de la hiérarchie. Trịnh Tùng avait fait mourir Lê Ánh-Tôn en 1573 pour mettre sur le trône le cinquième fils du souverain, un enfant de

[31] C'est en cette année 1570 que le gouverneur du Quảng-nam fut rappelé et que Nguyễn Hoàng réunit sous son autorité tout le territoire au Sud du Nghê-an jusqu'aux régions encore occupées par les Chams ; la province de Quảng-nam avait été organisée par Lê Thanh-Tôn après sa victoire ; en Nguyễn Hoàng reporta sa frontière Nord au Col des Nuages. Cf. CADIÈRE, loc. cit., p. 22, n. 3.

[32] Lire le récit de la rencontre, enjolivé de détails légendaires, loc. cit., p. 99-102.

[33] *Loc. cit.*, p. 105.

sept ans, qui fut Lê Thê-Tôn ; il était déjà grand-duc depuis 1671, il fut nommé successivement par sa créature « généralissime », « administrateur général du royaume », « grand-maître », et, pour clore dignement la liste, « roi » [34]. Il ouvrit une cour, il nomma des mandarins; toute l'autorité fut entre ses mains et le règlement ` de toutes les affaires dépendit de lui collection de l'impôt, administration des revenus de l'État, direction des fonctionnaires; il eut tous les pouvoirs civils et militaires. Quant au souverain légitime, il ne montait plus sur le trône que pour les audiences solennelles ; il n'avait plus, pour sa garde personnelle, que cinq mille hommes, sept éléphants et vingt barques; on ne lui avait laissé, pour subvenir à son entretien, que les revenus de mille villages.

Cependant, quand Nguyễn Hoàng vint à la cour, il fut comblé d'honneurs ; Lê Thê-Tôn lui conféra le titre de grand-duc et l'envoya combattre des mandarins révoltés ou des partisans des Mac ; deux de ses fils furent tués dans ces campagnes. Nguyễn Hoàng, toujours victorieux, commençait cependant à s'inquiéter de ce qu'il ne fût pas question de son retour dans le Thuận-hoá. Il eut, en 1599, le spectacle de l'élévation de Trịnh Tùng à la dignité de Vương et il résolut de quitter la cour à la première occasion favorable.

Vers le milieu de l'année 1600, une révolte se produisit dans la province de Ninh-Binh [35]. Le Seigneur du Sud [36] ; partit pour combattre les rebelles à la tête de toutes ses forces, mais au lieu de s'arrêter dans la province révoltée, il poursuivit sa route jusque dans son propre territoire. Trịnh Tùng, habile politique, n'accusa point le coup que lui portait Nguyễn Hoàng en reconquérant ainsi son indépendance un moment menacée et, occupé à réprimer de nouveaux soulèvements, obligé de transporter le siège de la cour dans le Thanh-hóa, il envoya un message à son rival pour lui faire savoir que le souverain continuait à le charger de l'administration des provinces du Sud et qu'il aurait, comme par le passé, à percevoir l'impôt, à payer le tribut et à veiller à ce que les greniers royaux fussent tenus pleins. De son côté, Nguyễn Hoàng, pour bien montrer qu'il ne faisait pas acte d'hostilité en regagnant ses provinces, avait laissé, pour servir d'otages, son cinquième fils Hải et son petit-fils Hắc ; vers la fin de l'année 1600, il donna sa fille en mariage à Trịnh Tráng, fils aîné de Trịnh Tùng, comme pour fortifier les liens unissant les deux familles.

Il avait passé huit années à la cour des Lê ; il n'y retourna plus pendant les treize années qu'il vécut encore. Il s'occupa seulement d'affermir son autorité dans toute l'étendue de son gouvernement et d'en fortifier certains points, particulièrement dans la région voisine de l'embouchure du fleuve de Đồng-hới et, au Sud, sur les confins des provinces encore occupées par les Chams. Il reçut en 1607 une ambassade du roi de Champa qui lui demandait alliance, mais l'accord conclu ne fut pas de longue durée. Deux ans plus tard, les Chams envahirent le Quang-Nam ; Nguyễn Hoàng fit marcher une armée contre eux et les battit. A la suite de cette victoire, il put ajouter à ses provinces le territoire conquis sur les Chams, représentant à peu près la province actuelle de Phú-yên.

Au commencement de l'année se sentant malade, il fit appeler auprès de lui ses principaux lieutenants et son sixième fils qu'il désigna comme son successeur [37]. Il mourut peu après.

A ce moment Trịnh Tùng vivait encore ; il avait associé son fils à la conduite des affaires. Pendant les années qui vont suivre, les deux familles restent en présence, l'une au Tonkin, l'autre en Cochinchine, l'une toute-puissante auprès du souverain nominal, l'autre parfaitement indépendante en fait vis-à-vis de ce souverain et exerçant tous les droits royaux dans son territoire. Mais tandis que les Seigneurs du Nord commencent à concevoir quelque inquiétude à l'égard des

[34] A partir de ce moment, le titre de vương fut héréditaire dans la famille ; les Trịnh nommèrent même des héritiers présomptifs, tout comme les Lê.

[35] Le *Livre complet* dit qu'elle fut fomentée par Nguyễn Hoàng lui-même.

[36] Le peuple donnait aux Nguyễn comme aux Trịnh le nom de Chúa seigneur. Ainsi les appellent les récits des anciens missionnaires et des premiers commerçants venus dans le pays ; le seigneur Trịnh ou le seigneur Nguyễn était le Chúa, le souverain Lê le Vua (PP. de Rhodes, Marini, Borri, Tissanier ; lettres des vicaires apostoliques et des membres des Missions-Etrangères ; Dampier, Tavernier, Baron, lettres des négociants anglais ou hollandais).

[37] Les quatre premiers étaient morts, le cinquième était à la cour des Lê depuis 1600.

Seigneurs du Sud de jour en jour plus redoutables, ceux-ci ne peuvent oublier qu'un de leurs ancêtres a restauré la dynastie légitime et ne sont pas éloignés de penser que la place occupée par les Trịnh leur reviendrait justement. Ainsi, en même temps que leur fortune s'élève, la rivalité des deux partis ne cesse de s'accroître; à mesure qu'ils ont, les uns et les autres, plus à garder, à envier ou à craindre, ils se détestent davantage. Au début, ils dissimulent les raisons qu'ils ont de se haïr sous les couleurs des sentiments les plus nobles l'intérêt de la dynastie seul les guide; les Trịnh ont à faire respecter l'autorité des Lê méprisée par les Nguyễn et les Nguyễn eux-mêmes ne tendent qu'à rendre aux Lê toute leur puissance usurpée par les Trịnh.

Les rivaux disposaient de forces importantes. Au dire des missionnaires qui vivaient alors dans le pays d'Annam et dont les témoignages concordent entre eux et avec les récits indigènes, les Trịnh avaient une armée de plus de 100.000 hommes, 500 éléphants et 500 grandes jonques armées chacune de trois canons au moins. D'après le P. de Rhodes, l'armement de ces jonques, leur rapidité et l'adresse de leurs canonniers les auraient rendues redoutables même aux vaisseaux européens que l'on voyait dans les mers de Chine à cette époque.

Bien que ces chiffres soient considérables, ils ne sont pas exagérés. La guerre était la seule préoccupation des mandarins et une bonne partie de la population vivait du métier des armes. L'organisation du royaume elle-même était favorable à cet état de choses. Chaque grand mandarin recevait en fief un certain nombre de villages dont il percevait les revenus à condition d'entretenir un nombre déterminé de soldats. Les officiers subalternes avaient droit aux mêmes faveurs. La solde des troupes était ainsi assurée. Ces avantages auxquels s'ajoutait l'espoir du pillage et de récompenses extraordinaires, attiraient sous les drapeaux de nombreuses recrues. D'autre part, les fiefs étant distribués en raison des services rendus, les chefs avaient tout intérêt à entretenir convenablement leurs troupes; ils savaient que leur zèle serait récompensé [38].

Nous avons des renseignements moins précis sur l'état des forces des Nguyễn, mais ce que nous savons, permet de conclure qu'elles étaient très sensiblement inférieures, quant au nombre, à celles des Trịnh. Le Tonkin avait plus de jonques de guerre, car la Cochinchine, avec ses fleuves aux barres difficiles, avec ses bassins étroits, se prêtait mal au développement des forces navales. Cependant en 1674, les Cochinchinois avaient 133 galères, au témoignage de B. Vachet [39]. Les Seigneurs du Sud paraissent avoir donné tous leurs soins à rendre leur armée de terre, plus nombreuse, mieux exercée et mieux armée; elle comptait vers 1674, au dire du même missionnaire, 40.000 hommes ainsi distribués 15.000 sur la frontière du Tonkin; 9.000 à la cour ; 6000 pour la garde des princes ; 10000 dans les provinces aux ordres des gouverneurs [40].

Noter que grâce à leurs relations avec les Portugais [41], il fut possible aux Nguyễn de perfectionner l'instruction et l'armement de leurs troupes. En outre, ils s'appliquèrent à renforcer les défenses naturelles de leurs frontières et construisirent à cet effet d'importants ouvrages. Ils élevèrent notamment deux grands murs, de direction oblique à la côte, qui fermaient l'accès du pays aux troupes venant du Nord. Le premier, le mur de Trương-dục, suivait d'abord un rameau du Nhựt-lệ [42], puis ce fleuve lui-même à partir du point de rencontre des deux cours d'eau; il avait une longueur de dix kilomètres environ, une largeur de six mètres à la base, et d'après les vestiges qu'il en reste, sa hauteur devait atteindre trois mètres au moins; il comprenait un camp et un grenier pour l'approvisionnement des troupes. Il formait obstacle au passage d'un ennemi qui aurait voulu remonter le Nhựt-lê.

L'autre, le plus important, était le mur de Đông-hới construit en 1631; il s'étendait du mont Đâu-mâu à l'embouchure du Nhựt-lê. Ce mur atteignait une hauteur de six mètres; du côté extérieur, on avait planté des madriers en bois de fer; du côté intérieur, on avait construit, au

[38] Extrait de L. CADIÈRE (loc. cit., p. 126-128), qui cite le P. de Rhodes et renvoie au *Miroir*.

[39] Mémoire de la Cochinchine, publié par M. L. Cadière (Bull. Com.Arch. Indoch.. 1943, p. 1-77), p. 21. Lire au même lieu le récit d'une revue navale.

[40] Ibid. suivent des détails sur le recrutement, l'armement, la formation et la vie des soldats.

[41] Voir ci-dessous, chapitre II, les *Européens en Pays d'Annam*, § 3, in fine.

[42] Le rameau, appelé vulgairement Rào-đá, le fleuve des pierres ; quant au Nhựt-lê, son embouchure est à un kilomètre environ au Nord-Est de Đông-hôi, capitale actuelle du Quang-binh, appelée alors Đông-hai.

moyen de terre rapportée, cinq degrés où les éléphants et les chevaux pouvaient circuler. La longueur totale du mur était d'environ dix-huit kilomètres. Tous les douze ou vingt mètres, se trouvaient des ouvrages contenant des canons de gros calibre; tous les quatre mètres, il y avait un pierrier [43].

La rivalité des Nguyễn et des Trịnh devint lutte ouverte au commencement du dix-septième siècle ; elle prit fin dans les premières années du dix-neuvième siècle avec l'anéantissement des Trịnh. Mais les hostilités ne furent pas continues. On peut y distinguer deux périodes :

1° De 1620 à 1674, les campagnes des Trịnh contre les Nguyễn ou des Nguyễn contre les Trịnh se succèdent à des intervalles rapprochés ;

2° En 1774, les Trịnh profitent des difficultés que crée aux Nguyễn la révolte des Tây-Sơn pour recommencer les hostilités et s'emparer de Hué.

Entre ces deux périodes se produit une trêve d'un siècle (1674-1774) : les Trịnh achèvent d'enlever aux Lê le pouvoir effectif, tandis que les Nguyễn étendent leurs conquêtes vers le Sud [44].

Nguyễn Hoàng, mort en 1613, eut pour successeur son sixième fils, Nguyễn Phúc-Nguyễn, né en 1563, appelé par les écrivains occidentaux Sài Vương [45]. Deux des frères de celui-ci se soulevèrent ; les Trịnh s'apprêtaient à leur porter secours, mais la rébellion fut réprimée avant qu'ils ne fussent en état de rien tenter.

Quelques années plus tard (1627), Trịnh Tráng, fils de Trịnh Tùng, réclama à Sài Vuong l'impôt des deux provinces de Thuân- hoá et de Quảng-nam qui, depuis 1620, n'avait pas été envoyé à la capitale. Sài Vương répondit que les récoltes avaient été mauvaises, que lorsqu'elles seraient bonnes, il songerait à s'acquitter de cette obligation. Trịnh Tráng, peu satisfait de cette réponse, envoya cinq mille hommes de troupes sur la frontière ; puis il dépêcha un nouveau messager pour mettre Sài Vương en demeure de payer l'impôt et de venir rendre hommage à son seigneur, Lê Thần-Tôn, de qui l'ordre était censé émaner. Sài Vương ne s'y trompa point. « Notre souverain est plein de bienveillance, dit-il ; comment pourrait-il oublier ou haïr les descendants des hommes qui ont acquis tant de mérites au service de ses ancêtres ? » Puis il renvoya le messager après l'avoir traité magnifiquement [46]. A une nouvelle démarche de Trịnh Tráng, il répondit par une nouvelle fin de non-recevoir et le Seigneur du Tonkin entra en campagne aussitôt. Sài Vương rassembla ses troupes et les mit en marche. La rencontre eut lieu sur les bords du Nhựt-Lệ. Les Tonkinois furent à plusieurs reprises repoussés et Trịnh Tráng, abusé par de faux rapports sur de prétendus soulèvements dans le Nord, se décida à abandonner la lutte ; quant à sa flotte, elle fut presque entièrement anéantie à l'embouchure du Nhựt-lệ.

Trois ans après(1630), les Nguyễn prirent l'offensive et occupèrent le Bố-chính méridional [47]. En 1634) les Tonkinois, appelés par Ánh, troisième fils de Sài Vương et gouverneur (trấn-thủ) du Quảng-nam, s'avancèrent jusqu'au mur de Đồng-hới pour se joindre aux révoltés ; mais ils furent repoussés par les soldats cochinchinois fidèles à leur prince. En se retirant, Trịnh Tráng laissa dans le Bô-chinh septentrional [48] une garnison pour s'opposer à toute nouvelle tentative d'annexion.

---

[43] V. la traduction de l'inscription du Long Pont, dans CADIÈRE p. 132-133, et la note 4 de la page 133.

[44] L'histoire des progrès des Trịnh au Tonkin et des Nguyễn en Cochinchine et au Cambodge fait l'objet du chapitre 3.

[45] Nguyễn Hoàng était lui-même appelé Tiên Vương ; les Nguyễn sont surtout connus sous ces noms, usités d'abord par les missionnaires dans leurs lettres ou dans leurs relations ; c'est pourquoi ils sont employés ici de préférence aux noms personnels et aux titres sous lesquels les documents officiels désignent les Seigneurs du Sud. Il faut noter aussi qu'à partir de ce fils de Nguyễn Hoàng, tous les princes de la branche royale de la famille portent le nom de Nguyễn Phúc (ou Phuoc).

[46] CADIÈRE, *loc. cit.*, p. 121. Voir le détail des diverses expéditions de 1620 (p. 117), de 1627 (p.119), de 1634 (p.141), de 1643 (p. de 145), de 1648 (p. 159), de1655 (p. 166), de 1661(p. 211), de 1672 (p. 214).

[47] Correspondant à peu près à la partie méridionale de la province moderne de Hà-tinh; c'est le Bố-trạch d'aujourd'hui.

[48] Actuellement Quang-trạch ; cette circonscription dépendait alors du Nghê-an, qui comprenait à cette époque le Hà-tinh actuel et le nord du Quảng-Bình.

A la fin de l'année suivante, Sai Vương mourut. Son fils Nguyễn Phúc-Lan, héritier présomptif depuis la mort du premier fils en 1631, lui succéda; il est nommé Công-Thượng Vương. Son frère Ánh refusa de reconnaître son autorité, et secondé par quelques Japonais de Fai-fo, se révolta ; Công-Thượng Vương le battit près de Tourane, s'empara de sa personne et le fit transporter à Hué où il fut mis à mort ; par mesure de sécurité, il jeta en prison quatre autres de ses frères nés de concubines.

L'ordre rétabli dans le royaume, Công-Thượng Vương n'attendit pas que les Trịnh vinssent l'attaquer ; il envahit le Bô-chinh septentrional. Les *Historiographies* disent qu'il songea à s'avancer plus loin encore et qu'il conçut le projet d'attaquer le Tonkin. Il fit d'importants préparatifs, passant fréquemment en revue les troupes de terre, les habituant à manœuvrer et à combattre. Il établit aussi un champ d'exercice pour l'armée navale et pendant sept mois les marins furent entraînés à ramer et à tirer le canon.

Mais Trịnh Tráng prit les devants ; au printemps de l'an 1643, il envoya un corps d'avant-garde qui rencontra les troupes ennemies dans le Bô-chinh septentrional et les culbuta à l'embouchure du Sông-Gianh [49]. Trịnh Tráng et Lê Thần-Tôn suivirent avec le gros de l'armée, mais ne dépassèrent pas les limites du territoire reconquis.

En 1648, les Tonkinois poussèrent jusqu'à l'embouchure du Nhựt-lệ ; le commandant du poste cochinchinois ne put les arrêter ; des troupes furent envoyées contre eux qu'ils mirent en fuite ; ils passèrent le Nhựt-lê; le mur de Đồng-hới entre leurs mains, l'échec définitif des Nguyễn semblait proche. Mais le gouverneur du Bô-Chinh, Trương-phuc-Phân, réussit à contenir l'ennemi devant le mur de Trương-duc ; il y soutint héroïquement les attaques des Tonkinois supérieurs en nombre, et qui malgré les brèches, ne purent pas forcer l'obstacle. Cette résistance permit aux renforts d'arriver ; sous la conduite de l'héritier présomptif, général brave et habile, l'ennemi fut tourné et, pris entre deux feux, subit une terrible défaite ; les fuyards furent poursuivis jusqu'au Sông-Gianh.

Cette même année, le 19 mars, Công-Thượng Vương mourut, ayant appris le succès complet de ses armes ; le vainqueur, Hiền Vương, lui succéda.

Pendant les sept années qui suivirent, la paix régna. Mien Vương cependant se préparait à la lutte et il profita, en 1655, de l'incursion d'un officier des Trịnh dans le Bô-chinh méridional pour rouvrir les hostilités ; cette fois, elles allaient durer six ans.

Dès le début de la campagne, les deux généraux Nguyễn-hữu Tấn et Nguyễn-hữu-Dật, qui commandaient l'armée cochinchinoise, envahirent le Bô-chinh septentrional et furent vainqueurs des Tonkinois en plusieurs engagements partiels. Ils ordonnèrent de suspendre partout des proclamations invitant la population à se rallier aux Nguyễn. Le nombre des soumissions s'accrut si vite que bientôt les sept sous-préfectures du Nghê-an situées au sud du Sông Ca (fleuve de Vinh) passèrent sous l'autorité des Nguyễn.

Trịnh Tráng, effrayé, envoya de nouvelles troupes sous les ordres de ses fils Trịnh Tạc, héritier présomptif, et Trịnh Toàn, jeune encore, mais chef habile et très aimé des soldats. Pendant que les Cochinchinois s'efforçaient de se créer des intelligences jusque dans le Sơn-nam, les troupes tonkinoises s'apprêtaient à les refouler au Sud. Trịnh Toàn remporta d'abord quelques petits avantages, mais vers le milieu de l'année 1656, repoussé par les Cochinchinois, il était réduit à camper au nord du Sông Ca.

A la fin de l'année, Trịnh Tạc fut brusquement rappelé à Hanoi par la nouvelle d'une grave maladie de son père. Arrivé dans la capitale, il envoya sur le théâtre de la guerre ses deux fils Trịnh Cân et Trịnh Đồng, pour surveiller son frère en qui il voyait un compétiteur probable. Lorsque Trịnh Tráng mourut (mai 1657), Trịnh Toàn fut accusé de rébellion, envoyé à Hanoi et emprisonné ; Trịnh Cân le remplaça à la tête de ses troupes.

Pendant plus d'un an, les adversaires se fatiguèrent en plusieurs rencontres sans obtenir d'avantage appréciable; mais au commencement de l'année 1569, Trịnh Cân remporta une grande victoire. Quelque temps après, les troupes cochinchinoises s'étant reformées, il les mit de nouveau en déroute. Le résultat de cette double défaite fut la perte pour les Nguyễn des sept sous-

[49] C'est le nom vulgaire du Linh-giang.

préfectures au Sud du fleuve de Vinh. Trịnh Cân poursuivit quelque temps les Cochinchinois, mais il s'arrêta bientôt de crainte de tomber dans un piège.

En 1661, rappelé par le souverain, il se rendit à Hanoi où il fut reçu en triomphateur ; il en partit quelques mois plus tard, avec des troupes fraîches. Les Cochinchinois, sous le commandement de Nguyễn-hữu-Dật, s'étaient retirés derrière le mur de Đồng-hới ; les Tonkinois campèrent en face, occupant la route de terre et la route de mer. Mais Nguyễn-hữu-Dật, à l'abri, ne leur offrit pas la bataille pendant plus d'un mois, il les laissa inactifs, dans le pays dévasté. Les vivres furent bientôt épuisés et les troupes tonkinoises commencèrent à se démoraliser; le moindre échec devait se transformer en déroute. Quand il jugea le moment opportun, Nguyen-hữu-Dật, pendant une nuit obscure, fit attaquer l'ennemi sur ses derrières ; en même temps, à grand bruit de tambours et de canons, il stimulait une attaque générale sur le front ; la panique se mit au camp des Tonkinois. Trịnh Cân lui-même, posté sans doute non loin de là, fut entraîné dans la fuite éperdue de l'armée. Ainsi finit par un désastre cette campagne si brillamment commencée.

Trịnh Tạc fut profondément affecté de cette défaite ; dix années [50], il médita sa revanche et prépara une nouvelle invasion avec le plus grand soin. Vers le milieu de l'an1672, il prit les armes. Les forces qu'il mit sur pied s'élevaient cent mille soldats ; il prit part à l'expédition ainsi que Lê Gia-Tôn lui-même ; Trịnh Cân fut chargé de la conduite des opérations. Les troupes pénétrèrent dans le Bô-chinh septentrional vers la fin de l'année 1672 ; Trịnh Cân adressa, aussitôt après avoir franchi le Sông-Gianh, une proclamation aux habitants du Thuân-hoá et du Quảng-nam pour les engager à se soumettre aux souverains légitimes, aux Lê.

« On a envoyé à Hien Vương, ces dernières années, disait-il, une lettre pour lui notifier les grandes lois qui régissent les rapports du souverain et des sujets on lui montrait les deux alternatives extrêmes, le malheur ou la prospérité. Il n'a pas voulu ouvrir les yeux. Il creuse des fossés profonds, il dresse de hautes murailles. Et c'est pour cela qu'il lève de lourds impôts, qu'il impose des taxes écrasantes, qu'il opprime le peuple. Il vous force à prendre en main la lance et le javelot, à négliger l'étude des livres, l'étude des rites. Comment y aurait-il de l'ordre dans l'administration des choses publiques ? » La population était exhortée à rentrer dans le chemin du devoir et à se soumettre au souverain légitime. « On pardonnera aux notables, on récompensera ceux qui auront du mérite ; les corvées seront diminuées et les charges qui frappent les petits seront allégées. Quant aux Tonkinois transfuges, s'ils montrent du repentir, ils seront pardonnés ; s'ils persévèrent dans l'erreur, un châtiment terrible les attend. »

Les troupes cochinchinoises sous le commandement du prince. Hiêp, quatrième fils de Hiên Vương, prirent position derrière les divers ouvrages de défense élevés dans le Quâng-binh le mur de Đông-hới et deux autres construits postérieurement, le mur de Trần-ninh sur la rive gauche du Nhựt-lệ, le mur de Sa-phu sur la rive droite et un peu en amont de l'embouchure.

Trịnh Cân, de son côté, fit établir un mur jusqu'au rivage de la mer; un grand nombre de jonques de guerre furent placées tant à l'embouchure du Sông-Gianh qu'à l'embouchure du Nhựt-lê la flotte se tenait en contact avec l'armée de terre et était prête à agir en liaison avec elle. Le choc des Tonkinois porta d'abord contre le mur de Bong-hÓ'i et la première rencontre fut défavorable aux troupes de Hien Vmrag. Mais l'attaque de Trịnh Cân vint se briser contre les ouvrages de Tran-ninh. Trịnh Tạc fit venir les officiers et les réprimanda, puis il ordonna de nouveau l'assaut. Les Tonkinois comblaient les fossés et les tranchées tout en combattant. Les Cochinchinois, au haut du mur, pointaient les canons, tiraient sur les ennemis qui montaient à l'assaut, serrés comme des fourmis. Pour se défendre contre la grêle des boulets et des balles, les Tonkinois creusèrent des fossés et élevèrent des retranchements ; ils lançaient des cerfs-volants enflammés et des projectiles incendiaires ; en l'espace d'un jour, le mur faillit être pris à trois ou quatre reprises. Le commandant des Cochinchinois, ne pouvant plus résister, demanda l'autorisation de se replier,

[50] En fait, dès 1670, s'il faut en croire les *Historiographies*, il avait voulu attaquer le Seigneur du Sud. Comme il faisait de nouveau réclamer l'impôt, Hiên Vuong aurait éconduit les messagers en leur répondant qu'il obéirait aux ordres dont ils étaient porteurs s'ils émanaient du souverain Lê et non du chúa Trịnh. Furieux de cette réponse, Trịnh Tac voulait punir son auteur incontinent ; son entourage l'en avait dissuadé (CADIÈRE, p. 214, note 4); il prit patience deux années encore.

mais le prince Hiêp lui donna l'ordre de tenir ferme ; promettant des renforts. Lorsqu'ils arrivèrent, il était nuit noire ; Nguyễn-hữu-Dât, qui les conduisait, fit allumer des torches ; une grande brèche de cent vingt mètres fut réparée sous les yeux des ennemis, qui n'osèrent pas renouveler l'assaut [51].

Les attaques semblent avoir duré encore plusieurs jours, mais les Tonkinois furent impuissants à renverser les obstacles accumulés ; malgré un petit succès que relate seul le *Livre complet*, Trịnh Tạc s'éloigna du théâtre des hostilités, et à la douzième lune (15 janvier-18 février voyant qu'après plusieurs mois d'efforts le mur de Tran-ninh tenait encore, que ses soldats supportaient mal l'humidité et le froid rigoureux, il se retira avec Lê Gia-Tôn sur la rive gauche du Sông-Gianh; de là, il regagna le Tonkin. Trịnh Cân, de son côté, fit appareiller la flotte et le général commandant les troupes de terre, se voyant sans soutien, profita de la nuit pour battre en retraite.

Des deux côtés cependant, on s'attribua la victoire ; Trịnh Cân fut nommé « prince du Midi pacifié » et des titres furent conférés par Lê Gia-Tôn à ses officiers. Quant à Hiên Vuong, il dispensa d'impôts les habitants des régions ravagées par la guerre ; il fit ensuite des sacrifices d'actions de grâce en l'honneur du Ciel et de la Terre, et manifesta, par de pompeuses cérémonies, sa reconnaissance à ses ancêtres. Il se réjouissait à juste titre désormais les Nguyễn sont les maîtres au Sud du Sông-Gianh et leur indépendance est en fait reconnue par leurs ennemis du Nord.

Le succès final des Cochinchinois était dû à plusieurs causes. S'ils possédaient moins de troupes et moins de ressources que leurs adversaires, ils avaient du moins l'avantage de combattre chez eux. Les Tonkinois étaient en outre dans l'obligation de conduire les opérations le plus rapidement possible ; si elles traînaient en longueur, le manque de vivres, la mauvaise saison, les maladies les obligeaient bientôt à la retraite ; le nombre considérable de leurs soldats était même, dans ces conditions, une cause d'infériorité. D'autre part, les Cochinchinois paraissent avoir fait preuve d'union et d'harmonie ; les chefs étaient fidèles au chúa, les soldats obéissaient aux chefs désignés ; ils se battaient contre l'étranger » ainsi que disait Nguyễn-huu-Dât, et pour leur indépendance. Les Tonkinois, au contraire, faisaient la guerre pour les Trịnh qu'ils ne considéraient pas comme leurs véritables souverains; la présence des Mac, encore remuants dans le Nord, était, pour les Trịnh et les Le, une menace constante, pour les mandarins tonkinois mécontents une invite à la trahison.

Enfin, et ce ne fut point là une cause négligeable de succès, les Cochinchinois eurent l'appui des Européens, des Portugais en particulier ; les Tonkinois, après avoir vainement sollicité et espéré le concours des Portugais et des Hollandais, furent réduits à leurs seules forces.

CHAPITRE II

LES EUROPÉENS EN PAYS D'ANNAM (I)

Les rivages indochinois, dès le seizième siècle, furent connus des navigateurs européens [52]. Mais des relations suivies entre Annamites et Occidentaux ne s'établirent qu'au siècle

[51] Loc., cit., 226-228

[52] Les Portugais, arrivés les premiers dans les mers des Indes, ne tardèrent pas à s'occuper de la presqu'île indochinoise. En -après la prise de Malacca, d'Albuquerque envoya une ambassade au Siam. En Fernand Perez, en 1524 Duarte Coelho, et en i535 Antonio Faria (envoyé par Fernand Mendez Pinto), reconnurent certaines parties du littoral indochinois plus tard d'autres voyageurs visitèrent les côtes du Cambodge (Cochinchine actuelle). Et l'on connaît bien cette tradition qui montre le Camoëns, jeté par la tempête aux bouches du Mékong (1572), se sauvant à la nage en élevant d'une main au-dessus des eaux le manuscrit des *Lusiades*; il a chanté le Mékong « souverain des eaux », « fleuve secourable », dans son poème ; il a parlé aussi du Champa « chargé de forêts » et de la Cochinchine « de renommée obscure ». Au milieu du

suivant, c'est-à-dire à l'époque où commencèrent les hostilités ouvertes entre les Nguyễn et les Trịnh.

Les Européens qui vinrent alors dans le pays d'Annam étaient soit des marchands, soit des missionnaires. Il ne peut être question d'étudier en détail les travaux évangéliques des uns et les entreprises commerciales des autres ; nous tenterons seulement de signaler ce que leurs efforts présentent d'intéressant pour l'histoire de la Cochinchine et du Tonkin.

1. Les missions jésuites.

Les jésuites fondèrent les premières missions parmi les Annamites [53]; ils furent amenés dans le pays par des navires portugais. En effet, des négociants de Macao, à l'exemple des Chinois et des Japonais, avaient contracté l'habitude de venir régulièrement tous les ans trafiquer avec les Annamites et, par suite de circonstances qui vont être relatées, ils prirent à leur bord des missionnaires jésuites. Il n'est pas d'exemple que ces missionnaires aoient arrivés directement des

---

seizième siècle, des aventuriers portugais s'immiscèrent dans les luttes que se faisaient, sans trêves, les souverains de l'Arakan, du Pégou, du Laos, du Siam et du Cambodge ; vers 1580, on trouve, à la cour de ce dernier royaume, un Portugais, Diego Belloso, et un Espagnol, Blas Ruis de Hernan Gonzalez, qui jouèrent un rôle important dans les affaires publiques (en lire le récit dans CABATON, traduction si riche de notes de la *Breve y verdadera relacion de los successos del Reyno de Camboxa*, par Gab. DE SAN ANTONIO ; *Documents espagnols et portugais*, Journal asiatique, 1908, p. 263 et suiv., et *l'Espagne en Indo-Chine*, Revue de l'histoire des Colonies françaises, p. 83 et suiv.; dans la première de ces études on trouvera l'indication de documents d'archives relatifs à la Cochinchine et au Champa). Mais, comme on le voit, ces faits ne se rapportent que de fort loin à l'histoire de l'Indochine orientale.

[53] Il ne s'agit ici que des missions qui furent fondées en pays d'Annam et qui prospérèrent. L'étude de certaines tentatives faites en d'autres régions de la péninsule ou même exceptionnellement en Cochinchine (Annam actuel) et qui demeurèrent vaines, ne saurait entrer que d'une manière artificielle dans notre cadre ; voici cependant, à titre d'indication, quelques faits et quelques dates. A Malacca s'était constituée, presque dès l'occupation portugaise, une province de l'ordre de Saint-Dominique, la province de. Sainte-Croix des Indes orientales; elle envoya vers 1550 au Cambodge le premier missionnaire dont le nom nous soit connu, Gaspard da Cruz ; il pénétra dans le royaume par le port de Hà-tiên. Ses efforts ne rencontrèrent aucun succès, et deux autres dominicains, venus après lui, les pères Lope Cardoso et João Madeira, ne furent pas plus heureux. Plus tard, le P. Silvestre d'Azevedo jouit de la faveur du roi du Cambodge, Prahuncar Langara, mais ne réussit pas mieux que ses prédécesseurs à faire œuvre évangélique parmi ces Cambodgiens bouddhistes fort attachés à leur religion et dédaigneux, bien que tolérants, des nouveautés européennes. La province du Saint Rosaire de Manille (dominicains espagnols) voulut aussi entreprendre de prêcher la foi catholique dans la presqu'ile ; elle fit partir deux de ses pères pour le Cambodge, mais les habitants, excités par quelques bonzes, sortirent de leur habituelle indifférence et forcèrent les missionnaires à se rembarquer, non sans les avoir maltraités assez, durement. En 1593, Diego Belloso et Blas Ruis de Hernan Gonzalez, dont il a été question dans la note précédente, furent envoyés aux Philippines par le roi du Cambodge pour solliciter du gouverneur son aide contre le Siam. Le gouverneur se contenta, d'offrir sa médiation; mais son successeur, obéissant aux désirs des ordres religieux, dominicains et augustins, ordonna une expédition. Trois vaisseaux furent équipés portant 120 soldats espagnols sous les ordres du capitaine Juan Juarez Gallinato, et trois dominicains, dont le P. Diego Aduarte. A la suite de divers incidents (dont on trouvera le récit dans le second article de M. Cabaton, p. 98 et suiv.), les Espagnols, arrivés à Cachan (c'est-à-dire Tourane, dit M. Cabaton, mais M. Pelliot [Journal asiatique, juil.-août 1914, p. 199, note] fait remarquer qu'il est très possible et même probable qu'il s'agit de Fai-Fo. En effet, Cachan ou Cacciam n'est autre que Quang-Nam, dont la ville principale est Fai-Fo), se prirent de querelle avec des Japonais que les Annamites soutinrent; il y eut bataille; un navire espagnol fut brûlé; les autres prirent la mer laissant sur le rivage le P. Diego Aduarte blessé et un autre moine. Ils furent tous deux rachetés assez longtemps après, semble-t-il C'est probablement pendant ce séjour forcé que le P. Aduarte se livra à l'évangélisation des Annamites. Mais l'on est réduit à des conjectures là-dessus; ce qui parait certain, c'est qu'avant lui, aucun missionnaire n'avait séjourné longuement dans le domaine des Nguyễn et que jusqu'à l'arrivée des premiers jésuites, aucun autre n'y résida.

ports du Sud, même plus tard ; de Goa ou de Malacca, ils allaient à Macao où ils recevaient, après un stage plus ou moins long au collège que la Compagnie y possédait, leur destination définitive.

La mission du Japon, fondée par François Xavier, l' « apôtre des Indes », de 1549 à 1552, avait été d'abord très florissante ; mais, dans les premières années du dix-septième siècle, les autorités du pays avaient cessé de se montrer tolérantes ; elles prirent bientôt des mesures rigoureuses afin d'enrayer toute nouvelle tentative de propagande [54]. Plusieurs jésuites, venus d'Europe pour évangéliser le Japon, furent donc à ce moment immobilisés à Macao. Or, il se trouva qu'un négociant portugais, nommé Ferdinand da Costa, vint alors précisément proposer un champ nouveau à leur zèle, Il retournait d'un voyage en Cochinchine, et il fit aux supérieurs de la maison des jésuites de tels rapports sur l'état de ce pays qu'ils se décidèrent à y envoyer des religieux [55]. Au commencement de 1615, la nouvelle mission fut fondée ; et, pendant près de deux cents ans, — plusieurs années même après la suppression de la Compagnie de Jésus — environ 180 religieux de cet ordre allèrent prêcher en Cochinchine et au Tonkin. Leurs succès furent grands, malgré bien des traverses. Pour caractériser ce qui nous intéresse ici dans leur œuvre, il suffira de nommer les fondateurs et les « principaux ouvriers » des missions nouvelles, et de signaler ceux qui, par leurs récits, par leurs « relations » contribuèrent à faire connaître en Europe la contrée qu'ils voulaient gagner à la religion catholique [56]. Parmi les jésuites de Macao, Francesco Busomi, Napolitain, et Diego Carvalho, Portugais, furent d'abord choisis pour aller en Cochinchine; ils quittèrent la Chine au commencement ,de l'année 1615, et, le 18 janvier, ils arrivèrent à Tourane. Autorisés à s'y installer, ils y bâtirent une église ; plus tard ils se fixèrent à Fai-Fo, où les Portugais venaient commercer et où vivait une importante colonie japonaise. Diego Carvalho ne fit qu'un court séjour en Cochinchine et partit dès 1616 [57]. Francesco Busomi, qui resta dans le pays jusqu'en 1639, peut donc être considéré comme le véritable fondateur de la nouvelle mission.

Il était né à Naples en 1576 ; envoyé en Asie orientale en 1608, il avait enseigné cinq ans la théologie au collège de Macao. Il. demeura plus de vingt ans en Cochinchine; il fut le premier supérieur de la mission qui prospéra sous le règne tolérant de Sài-Vương.

Pendant les dix premières années, la mission reçut une vingtaine de jésuites (17 pères et 4 frères), en majorité Portugais [58]. Un Italien, Cristoforo Borri, né à Milan en 1585, mort à Rome en

---

[54] Le 27 janvier le souverain du Japon porta un édit de bannissement contre tous les prêtres européens qui se trouvaient dans ses Etats. Voir Pagès, Histoire de la religion chrétienne du Japon, p. 253,254 ; Cardim, Relation: p. 2. Bien que l'activité des missionnaires fût en partie détournée du Japon et que de nouvelles missions fussent fondées dans les "régions voisines, l'ensemble de toutes les missions jésuites d'Extrême-Orient (Macassar, Cochinchine, Champa, Cambodge, Tonkin, Siam, Laos) continua à porter le nom de Province du Japon avec son siège à Macao. Les missions de Canton et de l'île de Hai-nan étaient aussi rattachées à cette province.

[55] Voir A. DE Rhodes, les *Divers Voyages et Missions*, p. 68 (édition de 1663).

[56] A vrai dire, ceux qui ont écrit sur le pays se souciaient bien moins d'apporter des renseignements sur le « temporel », comme ils disaient, ,que de tracer un tableau des progrès et de la foi chrétienne et des possibilités de la développer encore ; mais leurs récits contiennent maints détails pris sur le vif et constituent l'une des sources les plus précieusesde l'histoire d'Annam à cette époque.

[57] Il alla au Japon et y fut martyrisé en 1624. (Voir Charlevoix,, Histoire du Christianisme, II, 335; Pagès, op. cit., 577.)

[58] Il y eut 10 Portugais, 5 Italiens, 5 Japonais, 1 Français. On remarquera la proportion relativement élevée des Japonais ; deux raisons expliquent ce fait la présence en Cochinchine d'une importante colonie japonaise et, en outre, l'avantage que constituait la connaissance des caractères chinois pour l'œuvre d'évangélisation entreprise. Parmi ces religieux, il faut citer le P. Pedro Marquez, venu en Cochinchine en 1618 et qui fit dans le pays deux longs séjours au cours desquels il fut plusieurs fois supérieur de la mission. Parmi les Portugais, on peut signaler les PP. Barreto et Borges, venus en 1617 et en 1622. Le Français fut le P. de Rhodes dont il sera question ci-dessous.

Les dates citées au cours de cet exposé sont établies à l'aide des oeuvres mêmes des missionnaires (soit relations, soit recueils de correspondances, comme les *Lettres édifiantes et curieuses* (édition Mérigot) et. le *Weltbott* ; de la *Bibliothèque* de la *Société* de *Jésus*, du *Catalogus patrum jet fratrum*. et des *Mémoires et Travaux des Missionnaires de la Compagnie de Jésus. II, Mission de la Cochinchine et du Tonkin*. Dans le

1632, arrivé en 1618, est l'auteur de la première relation imprimée sur la mission de Cochinchine [59]. Elle fut publiée presque simultanément en italien à Rome (1631), en français (traduite par le P. Antonin de la Croix) à Lille en latin à Vienne en hollandaise à Louvain(1632). Des traductions en allemand et en anglais furent faites dans la suite. C'est dire le succès réservé à ce livre qui fournissait sur un pays lointain des renseignements de valeur inégale, il est vrai, mais tout à fait dignes d'intéresser les lecteurs européens, religieux ou laïcs. Une première partie traite de la situation, du climat, des productions, du gouvernement, des ressources, du commerce de la Cochinchine, des mœurs et coutumes des habitants, de leur façon de vivre, de se vêtir, de se médicamenter, etc.; la seconde partie a pour objet de décrire les progrès de la foi dans le pays.

En 1625, la mission de la Cochinchine promettant de nombreux fruits [60], les supérieurs des jésuites songèrent à ouvrir une mission au Tonkin. Ils envoyèrent dans ce pays le P. Giuliano Baldinotti [61] qui a écrit pour ses supérieurs une relation de son voyage. Il s'embarqua le 2 février 1626 avec le frère japonais Giulio Piani, sur un bateau de marchands portugais qui, pris par là tempête et ayant perdu sa route, mit trente-six jours à faire le voyage. Il fut très bien reçu par Trịnh-Trang qui voulut le retenir ; mais, chargé seulement de voir « en quelle disposition se trouvait le royaume de recevoir la parole de Dieu », il quitta le Tonkin avec le navire qui l'y avait conduit, le 18 août 1626. A la suite du rapport qu'il fit [62], la création d'une mission au Tonkin fut décidée et le P. Alexandre de Rhodes choisi pour en être le premier chef.

Alexandre de Rhodes était déjà en Cochinchine depuis deux ans environ. Il convient de parler de lui avec quelques détails, car cet homme, un Français, est celui qui a travaillé le plus efficacement à donner des notions exactes sur le pays annamite, Né à Avignon en 1591, il était entré dans la Compagnie de Jésus à l'âge de dix-neuf ans; ayant exprimé le désir de se consacrer aux missions de l'Asie, il partit de Lisbonne en fit des séjours à Goa, à Salsete, à Malacca et arriva à Macao le 20 mai 1623. Il devait être dirigé sur le Japon, mais les portes de ce royaume étant fermées aux missionnaires, ses supérieurs résolurent, vers la fin de l'année 1624 de l'envoyer dans la principauté des Nguyễn. Il partit avec le P. Gabriel de Matos, Portugais, nommé visiteur de la mission de Cochinchine, et cinq autres jésuites dont un Japonais « qui entendait fort bien les lettres chinoises [63]. » Aussitôt arrivé, il se mit à l'étude de l'annamite et, au bout de six mois d'efforts, il était capable de prêcher aux indigènes dans leur langue. Ce fut la raison qui décida ses supérieurs à le choisir pour ouvrir la nouvelle mission du Tonkin. Il y demeura plus de trois ans (mars 1627 à mai 1630) avec le P. Pedro Marquez [64] et fit un nombre considérable de chrétiens. Mais Trịnh-Tráng, qui l'avait d'abord reçu avec faveur, le chassa du pays à la suite de rapports calomnieux [65].

---

cas où ces diverses sources ne concordent pas, je me suis arrêté à la date la plus vraisemblable sans croire nécessaire de fournir, sur ces points de détail, les raisons de mon choix.

[59] *Relatione della nuova Missione delli PP. della Compagnia di Giesu al Regno della Cocincina*. Cf. *Notice biographique et bibliographique*, par Ch. B. Maybon, *Revue Indochinoise*, 1908, p. 343.

[60] « En l'année 1625, la religion chrétienne fut prêchée en tous les principaux endroits de la Cochinchine; nous y étions dix religieux qui avions bien de l'exercice et nos travaux ne nous étaient nullement fâcheux, parce que le Maître à qui nous servions, nous faisait voir à l'œil que la grâce travaillait avec nous, avec des succès qui surpassaient et nos forces et nos espérances. A. DE Rhodes, les *Divers Voyages*. p. 74.

[61] Né à Pistoia en parti d'Europe en 1621, mort en 1631 à Macao.

[62] Publié en 1629, à Rome, dans un recueil intitulé : *Lettere dell' Ethiopia delV anno 1626 fino al Marzo del 1627. E della Cina dell' anno 1625 fino at. Febraio del 1626* ; ce recueil, traduit en français, parut aussi à Paris en la même année 1629. La relation de Baldinotti occupe les p. 121-123 ; elle est datée de Macao, 12 novembre 1626.

Le texte et une traduction nouvelle en français ont paru dans le *Bulletin de l'École française d'Extrême-Orient*, 1903, p.71.

[63] Les *Divers Voyages*. p.71 ; la plus grande partie de ce qui suit est extraite du même ouvrage.

[64] Le P. Paul Saïto, Japonais, vint les rejoindre en 1629.

[65] Lire les détails de l'accueil que lui fit Trịnh Tràng, ibid., p. 92-94. Le P. de Rhodes avait apporté en présents une horloge à roue, un poudrier (sablier) et un livre de Mathématiques fort bien doré imprimé en lettres chinoises ». Voir, p. suiv., les causes et les circonstances de son expulsion.

Après avoir vainement tenté de passer en Cochinchine, il rentra à Macao, où il demeura six années durant, s'occupant des Chinois convertis et professant la théologie au collège. En 1640, il fut envoyé de nouveau en Cochinchine pour remplacer le P. Busomi qui venait de mourir. Mais la situation n'était guère favorable; le Seigneur, Công-Thieng Vuong, commençait à s'irriter de la propagande catholique, et les Portugais qui avaient amené le P. de M Rhodes le pressèrent de se rembarquer avec eux lorsqu'ils eurent terminé leurs affaires. Ils craignaient en effet que leurs privilèges ne leur fussent retirés si le Seigneur apprenait qu'ils avaient amené un missionnaire. De son côté, le P. de Rhodes appréhendait que sa présence ne fût préjudiciable aux chrétiens indigènes; il partit donc avec le navire portugais, Mais il revint dès la première occasion qui se présenta, et durant l'espace de quatre ans et demi, il fit plusieurs fois le voyage, aller et retour, sans se lasser, restant dans le pays le plus longtemps possible, ne le quittant que lorsqu'il en était chassé. Pendant qu'il était absent, des catéchistes formés par lui le remplaçaient dans l'œuvre d'évangélisation.

Enfin, le 3 juillet 1645, à la suite d'une persécution qui coûta la vie à plusieurs convertis, après avoir été condamné à la décapitation, puis gracié, puis banni avec défense sous peine de mort de revenir dans le pays, il fut embarqué sur un navire portugais en partance et quitta « de corps la Cochinchine, mais certes non pas de cœur », comme il le dit lui-même.

Ses supérieurs estimèrent que ce serait témérité que de l'y renvoyer et jugèrent plus utile de le faire partir en Europe pour chercher du secours spirituel et temporel ». Ils le chargèrent de remplir auprès du pape une mission dont les résultats qu'ils ne prévoyaient certes pas furent considérables pour l'établissement et l'extension de l'influence française dans le pays d'Annam.

Alexandre de Rhodes quitta Macao le 10 décembre 1645 et ne parvint à Rome que le 26 juin 1649, après un voyage de trois ans et demi qui fut abondant en péripéties et en aventures de toutes sortes. II séjourna à Malacca qu'il avait connu portugais et qu'il retrouvait entre les mains des Hollandais, à Batavia où il fut tourmenté et emprisonné, à Bantam où les Anglais le reçurent bien, à Surate d'où il partit pour la Perse à Ispahan où il trouva « quasi autant de religieux que d'autres chrétiens laïques » à Tauris « qui est, comme l'on dit, cette ancienne Ecbatana, la capitale du royaume de Médie », la ville la plus grande, la plus peuplée, la plus marchande qu'il ait vue dans ses voyages à Smyrne enfin où, après un trajet terrestre qui avait duré douze mois, il s'embarqua pour Gênes.

Il fit à Rome un séjour de trois ans, s'occupant de faire partager aux cardinaux et au pape son opinion au sujet de l'établissement d'une hiérarchie ecclésiastique complète dans les chrétientés de l'Extrême Asie. La congrégation de *Propaganda Fide* [66] avait à plusieurs reprises prouvé qu'elle était convaincue de la nécessité de créer des évêques dans les nouvelles missions afin de pouvoir y constituer un clergé indigène. Et quand le P. de Rhodes, par commission expresse de ses supérieurs, adressa à Innocent X une supplique à l'effet d'obtenir la nomination d'évêques pour les églises d'Annam, deux décrets (2 août et 26 septembre 1650) ordonnèrent l'examen de la question [67]. Mais il fallait compter avec les lenteurs romaines ; il fallait aussi abattre la résistance que le roi de Portugal opposait à une pareille institution, conçue, estimait-il, en violation de ses droits.

Les Portugais, venus les premiers en Extrême-Orient, y avaient longtemps joui d'un grand prestige ; ils ne vivaient guère au dix-septième siècle que des souvenirs de leur grandeur passée, mais, malgré leur situation diminuée, malgré l'abaissement de leur pays, la faiblesse du gouvernement et le vide du trésor, ils ne renonçaient pas aux privilèges qui leur avaient été consentis par les papes. Ils prétendaient garder le monopole des avantages matériels et autres que pouvait offrir l'évangélisation des Indes. Sans remonter à la bulle d'Alexandre VI (1493) qui leur

[66] Constituée définitivement sous ce nom le 22 juin 1622 par la bulle *Inscrutabili* de Grégoire XV (Clément VIII, dès 1597 avait réuni une congrégation pour régler les affaires relatives aux missions). Les attributions principales de la Sacrée Congrégation de la Propagande sont l'administration spirituelle et temporelle des missions, l'envoi de missionnaires dans les pays à évangéliser, la nomination d'évêques et de vicaires apostoliques dans ces pays, etc.

[67] Voir *Documents historiques relatifs* à la *Société des Missions-Étrangères,* supplique du P. de Rhodes, p. 506, et le texte des deux décrets, p. et 512.

avait, comme on le sait, attribué la propriété de pays découverts ou à découvrir [68], ils avaient reçu, au cours du seizième siècle, de Léon X (1514 et 1516), de Paul III (1539), de Grégoire XIII (1575), de Paul V (1616), des droits sur les pays convertis ou à convertir [69].

Tous les missionnaires étaient tenus de s'embarquer à Lisbonne et ne pouvaient donc partir pour les Indes qu'avec l'agrément de la cour; une fois arrivés, ils relevaient du siège archiépiscopal de Goa auquel rassortissaient toutes les missions [70]. Et la prétention de ce pays allait jusqu'à considérer comme soumises à son autorité non seulement les contrées qu'il avait conquises, mais celles aussi avait perdues, et celles même qu'il ne pouvait conquérir ni évangéliser. D'un autre côté, les cardinaux de la congrégation de *Propaganda Fide*, ou tout au moins certains d'entre eux, n'étaient pas éloignés de penser que le Portugal affaibli était déchu des prérogatives qui lui avaient été accordées au temps de sa grandeur, mais personne n'osait le dire ouvertement à Rome. L'influence morale du Portugal restait considérable et s'exerçait puissamment contre les projets du P. de Rhodes. Celui-ci, reçu avec faveur par Innocent X, ne put rien obtenir et il se décida, deux ans après sa première supplique au pape, à en adresser une nouvelle, plus pressante.

Le pape, dit-on, songea à le sacrer lui-même évêque, mais il refusa cet honneur et on ne put vaincre sa résistance. Il fut alors chargé de trouver des prêtres consentant à assumer le devoir de diriger les missions d'Annam et il raconte lui-même qu'il alla dans ce but en France [71]; il quitta Rome le 11 septembre 1652. A Paris, il se mit en relations avec une association de jeunes prêtres qui se réunissaient auprès du P. Bagot, jésuite, et qui, entrant dans ses vues, résolurent de se consacrer aux missions; il reçut l'appui de la reine, de plusieurs grandes dames et de membres importants du clergé de France. Mais, malgré toutes les instances, il n'aboutit pas; désigné pour fonder une mission en Perse, il dut quitter l'Europe sans que Rome eût réalisé ses vœux. Il mourut dans sa nouvelle mission en 1660.

Cependant l'idée était lancée ; elle fit son chemin, nous le verrons plus tard.

Le P. de Rhodes, pendant plus de sept années qu'il demeura au Tonkin et en Cochinchine prit de la langue, des mœurs, du caractère des Annamites, ainsi que des ressources et de l'histoire du pays, une connaissance approfondie. Il écrivit plusieurs ouvrages, publiés pendant son séjour en Europe, qui forment l'ensemble des notions les plus complètes et les plus sûres que l'on ait eues longtemps sur le pays d'Annam. Sa relation des heureux succès de la foi au royaume de Cochinchine parut en italien à Rome (1650) et à Milan (1651) [72], en français à Paris (1652). Il publia à Lyon une histoire du Tonkin en latin (1652) dont la version française eut trois éditions de

---

[68] Voir le texte dans *Documents historiques*, p. 225 « Omnes etsingulas insulas et terras firmas inventas et inveniendas versus occidentem et meridiem vobis boeredibusque Vestris motu proprio donavimus… ».

[69] Bullarum Colleciio quibus Serenissimis Lusitaniae, Algarbiorumque Regibus. jus Patronatusa Summis Pontificibus, liberaliter conceditur, dans *l'Histoire générale de la Société des Missions-Étrangère*s, I, p. 17. Ces bulles « accordèrent an Portugal le droit de présentations aux évêchés et aux bénéfices dans les pays conquis et à conquérir sur les infidèles » Voir aussi un résumé de la question par Mgr Pallu dans le chapitre ix de la Brevis et perspicua expositio (Documents historiques, p. 321); une • lettre du même à Louis XIV qui, sous l'influence du P. de la Chaise, son confesseur, considérait avec sympathie la cause soutenue par le Portugal, fait ressortir avec habileté que les prétentions portugaises s'exerçaient « beaucoup moins contre le Pape que contre tous les princes chrétiens. Pallu, Lettres, II, p. 289

[70] L'archevêque de Goa portait alors le titre de primat des Indes orientales. C'était en 1534 que l'évêché de Goa avait été créé, relevant de l'archevêché de Funchal ses limites s'étendaient du cap de BonneEspérance à la Chine; en 1557, deux diocèses avaient été formés, ceux de Cochinchine et de Malacca et, en 1575, celui de Macao, tous suffragants du siège de Goa.

[71] « J'ai cru que la France, étant le plus pieux royaume du monde, me fournirait plusieurs soldats qui aillent à la conquête de tout l'Orient. que j'y trouverais moyen d'avoir des Evêques qui fussent nos Pères et nos Maîtres en ces Eglises je suis sorti de Rome à ce dessein le 11 septembre 1652. Les Divers Voyages 3° partie, p. 76-77.

[72] Relazione de délici successi della Santa Fede predicata da Padri della Compagnia di Giesu nel Reguo di Tunkino. Pour la Bibliographie des ouvrages du P. de Rhodes, consulter Bibliothèque de la Compagnie de Jésus et Bibliotheca Indosinica.

1651 à 1656 [73]. Il fit encore une sorte de résumé [74] des deux premiers ouvrages ; ce livre, qui s'adresse à toutes les personnes capables de s'intéresser à l'œuvre des Missions, parut à Paris en 1653 et eut deux nouvelles éditions en 1666 et en 1668. Il est écrit d'une manière facile et attrayante. Le P. de Rhodes y apparaît avec cette humeur toujours égale, ce besoin de sacrifice, cette modestie, cette foi, cette naïveté et, en même temps, cette finesse qui explique ses succès auprès des Annamites de toute condition;

Indépendamment de ces livres destinés à faire connaître en Europe le pays d'Annam, il fit imprimer à Rome un catéchisme en latin et en annamite rédigé pour les indigènes et un dictionnaire annamite-latin-portugais à l'usage des missionnaires [75].

Ces ouvrages sont les premiers livres imprimés où les caractères romains ont été employés pour rendre les sons annamites.(1)

———

(1) Le mode de transcription employé est connu sous le nom de quoc-ngu ; cette expression est formée de deux mots sino-annamites qui signifient *parler du pays, langage national*; c'est par une extension abusive de son sens qu'elle a été appliquée au système employé pour rendre les sons de la langue annamite, soit de l'annamite vulgaire, soit du sino-annamite (c'est-à-dire la langue chinoise dont les Annamites se servent pour les pièces officielles, mais qu'ils prononcent d'une manière qui leur est propre). S'il parait certain que le système de transcription de l'annamite en caractères romains a été inventé par les missionnaires, il est difficile de déterminer précisément les auteurs de cette invention. On a accoutumé de dire que ce sont les missionnaires portugais » il ne serait pas impossible que cette opinion dût être mise au nombre des erreurs adoptées sans contrôle en Indochine. En effet, elle a surtout pour base ce fait que le système de transcription dit quoc-ngu attribue à certains groupes la valeur qu'ils ont en portugais. Mais on sait que le portugais était la langue commerciale usitée depuis le dix-septième siècle dans les rapports entre Annamites et Européens; il était employé non seulement par les marchands de toute nationalité, par leurs interprètes ou jure bas, mais encore par les missionnaires, ceux d'origine portugaise, cela va sans dire, et ceux aussi d'origine espagnole, italienne ou française. Rien d'étonnant, par conséquent, à l'influence du portugais dans la formation du quôc-ngu. M. Salles, inspecteur des colonies en retraite, dans une note encore inédite qu'il a bien voulu me communiquer, fait d'ailleurs ressortir avec raison que la a notation n'est pas toute portugaise », que le g se prononce à l'italienne au commencement des mots et parfois, à leur fin, il la française ». Le P. de Rhodes l'indique dans les notions de grammaire qui font suite à son dictionnaire. Et le jésuite français explique cette diversité de notation, en disant à plusieurs reprises : « Sic enirn commodius visum est. » Il serait donc aventuré de soutenir l'opinion courante au sujet de l'origine du quôc-ngu. Si son invention fut sûrement une œuvre collective, il ne parait pas que des Portugais y aient seuls collaboré. Et une seule chose est certaine lorsque l'imprimerie européenne (en l'espèce les presses de la Propagande dont l'imprimerie polyglotte avait été créée en 1627 par Urbain VIII) fit pour la première fois fondre des caractères quôc-ngu, ce fut à l'occasion des ouvrages d'un missionnaire français. D'après une communication à la Commission 'archéologique de l'Indo-Chine (séance du 15 février 1912; *Bull, de la Commission*, année p.443, le P. Cardière indique que les documents qu'il a dépouillés à la Bibliothèque Vaticane, lui ont permis de se rendre compte, « d'une façon certaine, que le système de transcription dit quốc-ngữ, que l'on se plait à attribuer complètement aux missionnaires portugais, est bien, dans son étant actuel, une œuvre française, celle de Mgr d'Adran ».

---

[73] *Histoire du royaumes du Tunquin et des grands progrès que la prédication y a faits en la conversion des infidelles depuis l'année 1627 jusques ci l'année 1646.*

[74] Les *Divers Voyages et Missions* du P. Alexandre DE Rhodes *en la Chine et autres royaumes de l'Orient.*

[75] Dans l'avertissement placé en tête de ce dernier livre, le P. de Rhodes indique qu'il a utilisé, pour le composer, les travaux de deux jésuites portugais, Gaspar de Amaral et Antoine Barbosa, un dictionnaire annamite portugais du premier et un dictionnaire portugais-annamite du second. Mais ;I faut remarquer que ces deux missionnaires arrivèrent au pays d'Annam plusieurs années après le P. de Rhodes, alors que celui-ci possédait parfaitement Ja langue annamite en laquelle il prêchait depuis longtemps; s'il s'est servi des dictionnaires que ses deux confrères avaient faits, chacun sans doute pour son propre usage surtout, on peut cependant supposer qu'il possédait à ce moment déjà un mode personnel de romanisation des sons annamites. Dans tous les cas, il faut dire que cet ouvrage est, pour l'époque où il fut publié, une manière de chef-d'oeuvre. Ce lexique est resté la base de tous les travaux ultérieurs, qui l'ont simplement complété et parfois gâté. Les connaisseurs y goûtent un sens très fin de la phonétique et l'ingéniosité d'une transcription qui a défié jusqu'ici tous les assauts. » (L. Finot, les Études indochinoises, Bull. Ec. fr. E.-O., 1908, p. 226.)

Quelques mois après que le P. de Rhodes eut quitté définitivement la Cochinchine, deux jésuites furent désignés pour le remplacer, les PP. Metello Saecano et Balthazar Caldeira, qui débarquèrent à Tourane le Il février 1646. Ils apportaient de forts beaux présents à Công-Thuong Vuong qui les accueillit sans que rien dans sa conduite ne marquât du ressentiment. Mais au bout de quelque temps et, sans doute, à la suite de quelque différend avec les marchands de Macao, le Seigneur de Cochinchine prit en horreur tout ce qui était portugais il chassa Caldeira; Saccano, Italien, obtint de rester, mais avec défense de prêcher. Le P. Carlo de Rocca, Sicilien, fut envoyé de Macao pour remplacer Caldeira. Il obtint l'agrément du Seigneur. « Des lettres de notre Père Visiteur, pleines de supplications très humbles et accompagnées de deux belles perles et de lingots d'or d'une grosseur considérable, ne contribuèrent pas peu à nous obtenir ce bienveillant accueil [76]. »

Le chúa parait s'être adouci par là suite, car nous le voyons, quelque temps après, recevoir en audience des capitaines portugais. Il avait jugé avantageux de se maintenir en bons termes avec ces étrangers qui pouvaient l'aider contre ses ennemis, « dont les présents flattaient sa vanité et son avarice et dont le commerce enrichissait ses États et surtout le trésor royal »

Saccano, malgré l'interdiction qui lui avait été faite de propager sa religion, se mit en rapport avec les anciens catéchistes indigènes du P. de Rhodes et continua l'œuvre de son prédécesseur. Il a laissé, lui aussi, une relation qui fait connaître surtout les progrès de la mission pendant les années 1646 et 1647; elle a été publiée à Paris en 1653.

Quelques années plus tôt, une autre relation avait paru, la première à notre connaissance où, en même temps que du Tonkin et de la Cochinchine, il soit question du Laos. L'auteur en était le P. Cardim, qui l'avait écrite en sa langue maternelle, le portugais; des éditions en italien (1645) et en français (1646) furent aussi publiées [77].

Parmi les autres- auteurs de relations au dix-septième siècle, il faut encore citer Giovanni-Filippo de Marini, Manoël Ferreira (2) et Joseph Tissanier.

(2) Ces religieux, ainsi qu'un autre jésuite, le P. Fuciti (de Savoie, arrivé en Cochinchine en 1661 et en 1671), se distinguèrent par les difficultés qu'ils s'efforcèrent de créer aux vicaires apostoliques; un décret du 6 décembre 1677 les appela à Rome et leur interdit d'entendre les confessions et d'administrer les sacrements (*Documents*, p. 58). Voir deux lettres (Pallu, II, p. 79 et 80) à Clément X, où les griefs de Pallu contre Marini sont exposés. « Stupenda sunt quae dictus Pater Philippus Marini contra Missionem nostram Constitutionesque apostolicas in favorem nostrum editas dixit, scripsit et fecit. Un autre décret de rappel fut pris le 29 janvier 1680 (*Documents*, p. 89) visant de nouveau Ferreira et Fuciti et, en outre, deux autres religieux, le P. Candone dont il est question ci-dessous, et le P. Bartholomeu da Costa dont l'aventure mérite d'être relatée, car elle renseigne sur les rapports des autorités de Macao avec le Seigneur de Cochinchine. Le P. da Costa (Japonais, venu en Cochinchine en 1668) se trouvait à Macao sur le point de s'embarquer pour l'Italie, quand il rut enlevé du milieu de ses frères par ordre du gouvernement portugais et renvoyé en Cochinchine. Cet acte de violence, qui contrariait également les ordres des supérieurs et l'obéissance du religieux, avait pour motif les réclamations du roi de Cochinchine. Ce prince affectionnait particulièrement le P. da Costa, qui était Japonais, et qui, depuis longtemps, était attaché à sa personne, en qualité de médecin; il menaça donc les Portugais, s'ils ne lui rendaient au plus tôt ce missionnaire, de faire

[76] Relation des progrez de la Foi au Royaume de Cochinchine, ès années 1646-1647, par le P. M. SACCANO. La citation est extraite de Voyages et Travaux des Missionnaires de la Compagnie de Jésus. p. 212. Le P. Saccano était né à Messine en il mourut au Japon en 1662.

[77] Antonio-Francesco Cardim, né près d'Evora en 1596, parti aux Indes en 1618, venu au Tonkin en 1631, mort à Macao en 1659. Cf. *Bull*. Ec. fr. E.-O., 1910, p. 428, note. L'auteur de la traduction française est le P. Jacques de Machault. Elle forme la première partie de l'ouvrage intitulé : *Relation de ce qui s'est passé depuis quelques années, jusque$ en l'an au Japon, à la Cochinchine, au Malabar, en Isle de Ceilan*. *Première partie Relation de la Province du Japon*. *Ecrite en portugais* par le P. François Cardim.

saisir et de confisquer tous les vaisseaux qu'ils avaient dans ses ports. Les magistrats de Macao crurent devoir obtempérer, et, malgré le provincial et le visiteur des jésuites, malgré le P. da Costa lui-même, ils ramenèrent ce religieux à la cour du roi de Cochinchine. D'après une lettre du P. Philipucci, visiteur de la Chine et du Japon, au Père général de la Compagnie, en date du 19 octobre 1688, citée dans *Voyages et Travaux*, p. 254-5.

———

Le premier a vécu une douzaine d'années en Cochinchine et au Tonkin ; né en 1608 en Ligurie, il partit pour les Indes en 1638 ; il publia en 1663 une relation en cinq livres [78] dont une partie, celle qui a trait au Tonkin et au Laos, a été traduite en français en 1666.

Manoël Ferreira, né à Lisbonne en 1631, partit pour le Tonkin, en 1658. Il a composé un dictionnaire portugais-annamite ; il a fait imprimer un récit, dédié à Dom Pedro II, des persécutions qui eurent lieu en Cochinchine [79].

Joseph Tissanier, né à Agen en 1618, mort à Macao en 1688, fut au Tonkin à une époque troublée; il fournit de curieux détails sur ce qu'il a vu dans le pays. Parti de Bordeaux pour le Portugal le 30 août 1654, et, le 21 mars 1545, de Lisbonne pour les Indes, il arriva à Macao dans les derniers mois de 1656, après un séjour à Goa. Il s'embarqua pour le Tonkin le 5 avril 1658 et y parvint après un voyage de huit jours seulement [80]. Trịnh Tạc venait de succéder à Trịnh-Tráng et ne faisait pas preuve de la même tolérance que son père. Il ne tarda même pas à montrer, vis-à-vis des missionnaires et leurs disciples, des sentiments d'hostilité déclarée. Joseph Tissanier raconte que deux mois après son arrivée, six jésuites furent chassés du pays [81], car Trịnh Tạc craignait que les assemblées de chrétiens ne donnassent lieu à quelque soulèvement Tissanier obtint à grand-peine de rester avec le P. Borgès, Portugais, et tous deux durent prendre les plus grandes précautions pour exercer leur ministère; ils ne furent pas, néanmoins sans courir quelques dangers. En 1663, Tissanier, exilé par Trịnh Tạc, .fut obligé de partir [82]; Borgès mourut la même année [83]. Six ans plus tard quelques jésuites (les PP. Fuciti, de Rocca et Fieschi) revinrent secrètement auprès de leurs néophytes [84].

En même temps que les chrétiens étaient tourmentés au Tonkin, Hien Vuong qui, jusque-là, s'était montré plutôt bienveillant à leur- égard, refusait de laisser les missionnaires continuer leur œuvre et faisait périr un grand nombre de leurs disciples [85]. Peut-être ce revirement était-il dû, en Cochinchine comme au Tonkin, à l'irritation qu'éprouvaient les deux Seigneurs de n'avoir pas reçu des Européens, durant les dernières campagnes (1655-1661), les secours qu'ils en avaient espérés. D'autre part, il faut tenir compte que l'action des missionnaires ne s'exerçait pas sans léser quelques intérêts; les bonzes, certains mandarins de la cour et des provinces usaient de toute leur influence — et les prétextes ne leur manquaient pas — pour exciter les souverains contre les prédicateurs de la foi chrétienne.

---

[78] *Delle Missioni de'Parlri della Compagnia di Giesu nella Provincia del Giappone et particolarmentr di quella di Tumlcino. Cf. Notice biographique et bibliographique*, in Revue Indochinoise, 1910, 2e sem., p.14.

[79] *Noticias summarias das perspguiçoes da missam de Cochinchina*.

[80] *Relation du voyage du P. Joseph Tissanier, de la Cornpagnie de Jésus. Depuis la France jusqu'au royaume du Tonquin. Avec ce qrri s'est passée de plus mémorable dans celte missions depuis les années 1658, et 1660*. On peut trouver le texte rajeuni de cette relation dans les *Voyages et Travaux*. p. 65. Un appendice (extrait de Mémoires portugais) y a été joint et relate la persécution de 1663-1665.

[81] Les PP. Raugel, Portugais, Agnese, Marini, de Rocca, Italiens ; d'Oliveira, de Macao ; Albier, Français. Le bateau qui les portait fit naufrage sur la côte de l'île de Hai-nan.

[82] Il ne paraît pas avoir quitté l'Extrême-Orient. En 1664, il était. supérieur de la mission du Siam; en 1684, il était visiteur des provinces de la Chine et du Japon; les Voyages et Travaux (Introd., p. XXXVIII) disent ignorer la date de sa mort; mais la Bibliothèque de la Société de Jésus donne mort à Macao, le 24 décembre 1688.

[83] *Voyages et Travaux*, p. 39; le lieu de la mort n'est pas indiqué.

[84] *Ibid*., p. 202; les noms des jésuites arrivés en 1669.

[85] Voir le récit de M. CHEVREUIL dans les Relations des Missions des Evesques françois, volume paru en 1674 (dédié au cardinal de Bouillon), p. 97.

Quelles qu'aient été les véritables causes de l'interdiction dont la religion d'Occident fut à ce moment objet, des mesures de rigueur furent prises pour la combattre. Durant la dernière partie du dix-septième siècle, les chrétiens furent à plusieurs reprises persécutés; des indigènes furent massacrés, des églises brûlées, des missionnaires emprisonnés ; d'eux d'entre eux moururent des mauvais traitements qui leur furent infligés [86].

2. Fondation de la Société des Missions-Étrangères.

Il a été question des démarches que fit Alexandre de Rhodes pour donner des évêques aux missions d'Annam. Il faut maintenant indiquer comment les négociations entamées à Rome amenèrent la fondation de la Société des Missions-Étrangères. La plupart des auteurs qui ont écrit sur l'Annam ont négligé d'en parler ou Font fait sans précision. Cependant l'histoire de la nouvelle Société est intimement liée avec l'histoire de l'influence française en Indochine l'un de ses fondateurs, Pallu, a noué les premiers liens entre la cour d'Annam et la cour de France; le plus célèbre de ses missionnaires, l'évêque d'Adran, les a officiellement resserrés ; l'action de ses membres a provoqué les premières interventions armées. Ce sont là des raisons suffisantes pour fournir quelques renseignements sur les circonstances de sa création [87].

Depuis la visite du P. de Rhodes à Paris en 1652-1653, l'affaire de la création des évêques était devenue une affaire française. Le pape a prévenu que des prêtres français étaient disposés à aller dans les missions d'Annam et du Tonkin, avait chargé le nonce à Paris d'en choisir trois parmi eux pour les élever à l'épiscopat. Des bienfaiteurs, au premier rang desquels il faut citer la duchesse d'Aiguillon, nièce de Richelieu, réunirent les fonds nécessaires à la fondation de trois évêchés. Mais dès la 'reprise des négociations, des oppositions se firent jour dont la plus redoutable vint naturellement du Portugal; le souverain de ce pays craignait de voir la France s'introduire en Extrême-Orient à la suite des missionnaires. L'ambassadeur portugais auprès de Saint-Siège alla

[86] Sur une persécution de 1698 en Cochinchine, voir, (*Lettres édifiantes et curieuses*, édit Mérigot, t. XVI, p. 408) une lettre du P. Pellisson, datée, de Canton, 9 décembre 1700, au P. de la Chaise, confesseur du. roi; elle contient le résumé d'une lettre du P. Antonio de Arnedo, datée de Sinoa, capitale de la Cochinchine, 31 juillet 1698. (V. aussi Weltbott, nos 44, 87). Cf. Launay, *Histoire générale*, I, p. 402 et suiv. Le P. Arnedo, né en Aragon, venu en Chine en 1687, était « mathématicien » de Minh Vuong ; il avait été arrêté avec deux autres jésuites, les PP. Candone et Belmonte, et deux membres des Missions-Étrangères, MM. Langlois et de Capponi (sur ces deux derniers, v. LAUNAY, *Histoire générale*, 1, p. 369 et 407), mais il avait été bientôt remis en liberté par ordre du chûa, qui ne pouvait se passer de ses services. En 1712, Minh Vuong l'envoya à Macao pour traiter de quelques affaires avec les autorités portugaises. (V. *Voyages et Travaux*, p. 258.)

[87] Consulter, sur cette question *Constitutiones Apostolicæ, brevia, décréta, etc., pro missionibus Sinartam, Tunquini, etc*.. Paris, 1676, et les ouvrages déjà cités *l'Histoire générale de la Société des Missions-Étrangères* de LAUNAY, *les Lettres de Mgr Pallu et les Documents historiques relatifs à la Société des Missions-Étrangères*. Parmi ces documents, extraits des archives des Missions-étrangères et de la Propagande, il en est un rédigé par Mgr Pallu au cours de son dernier voyages de France en ExtrêmeOrient (1682), qui mérite particulièrement l'attention; c'est la *Brevis et pérspicua expositio eorum quæ Romæ gesta sunt in instituenda stabiliendaque missione vicariorum apostolicorum Chinæ, Tunkini, Cocincinæ, Alexandro Vil, Clententе IX, Clemente X et lnnocentio XI, summis ponUficibus* (p. 142-247).

Sur les débuts de la Société en Cochinchine, lire les lettres et les nouvelles insérées dans la *Relation abrégée des Missions et des Voyages des evesques français*, publiée en et dans la Relation des. missions des Evesques françois. publiée en 1674. Voir aussi *Annales de la Congrégation des Missions-Étrangères*, n°1 (1865) à 5 (1868).

Pour les notices biographiques des missionnaires de la nouvelle Société, elles ont été dressées. à l'aide du *Mémorial de la Société des Missions-Étrangères*, publié à Hong-kong en 1888 sans nom d'auteur (M. Rousseille) et de l'ouvrage publié sous le même titre par Adrien LAUNAY, en 1912, qui fait autorité. En cas de désaccord entre les deux ouvrages, il a pu paraître utile de reproduire les indications de l'une (R) et de l'autre (L).

jusqu'à menacer Rome de faire emprisonner les missionnaires français qui seraient envoyés aux Indes. A cette nouvelle, on s'émut à Paris ; des membres du clergé, dont l'un des plus illustres, Vincent de Paul, adressèrent-une supplique à Innocent X [88] et, faisant allusion aux « dissensions des rois chrétiens », ils proposèrent de nommer, non pas véritablement des évêques « avec les pouvoirs et le titre d'ordinaire », mais des vicaires apostoliques dépendant directement du pape. Cette intervention n'eut aucun résultat appréciable sur la marche de l'affaire; et lorsque, après la mort d'Innocent X (7 janvier 1655), l'Assemblée générale du Clergé de France décida (13 avril 1655) décrire à son successeur Alexandre VII [89], cette nouvelle démarche n'eut pas plus de succès. Mme d'Aiguillon employa son crédit sans compter, fit instances sur instances, plaça sur les établissements religieux du Comtat d'Avignon une somme destinée à produire les revenus nécessaires à l'entretien des évêques [90], rien ne put briser la résistance des adversaires de l'entreprise [91]. La cause semblait perdue. Or, en 1657, quelques ecclésiastiques français, parmi lesquels François Pallu [92], chanoine de Tours, l'un des prêtres dont le nonce avait proposé quatre ans auparavant la nomination à Innocent X se trouvaient à Rome ; Pallu a lui-même raconté comment il fut conduit à reprendre les démarches abandonnées [93]. Alexandre VII se souvint « que le bon P. de Rhodes avait laissé un mémoire sur cette affaire et reçut les prêtres français. Dans leur adresse, ils firent en sorte de détruire toutes les objections ils montrèrent que les sommes nécessaires à la pension des évêques étaient souscrites, proposèrent de gagner l'Extrême-Orient sans passer par Lisbonne et demandèrent enfin, pour la Cochinchine et le Tonkin, des évêques *in partibus infidelium* [94], représentants directs du pape, au lieu d'évêques titulaires dont la nomination aurait été interprétée comme une atteinte à la juridiction de l'archevêque de Goa, des évêques de Macao et de Malacca.

[88] Elle est datée du mois de juillet 1653 ; en lire le texte dans LAUNAY, op. cit., I, p, 19.

[89] La lettre fut signée par Godeau, évêque de Vence.

[90] Ces revenus étaient calculés à raison de 200 écus pour chaque évêché. Rome devait exiger, avant de nommer les évêques, qu'une pension leur fût constituée, car les évêques *in partibus* n'avaient pas de mense épiscopale, donc pas de ressources pour assurer leur existence. V. *Documents*, p. 522, une note sur la constitution des pensions; et p. 442 et suiv., le chapitre *Donations et pensions.*

[91] Un moyen de réussir paraît avoir été suggéré à Pallu entrer dans la Compagnie de Jésus. Il venait de recevoir une lettre du P. de Rhodes qui allait bientôt quitter Paris pour se rendre en Syrie et en Perse; tous ses compagnons étaient, déjà en Portugal prêts à s'embarquer pour les Indes. « A moins que d'être Jésuites, écrivit alors Pallu, on ne nous y laisserait pas embarquer. J'ai de la peine à entrer dans cette Compagnie si ce n'est pour cet emploi déterminément, je ne puis goûter toutes leurs fonctions deçà, non pas même les apostoliques dans la manière ordinaire. *Lettres* de Mgr PALLU, II, p. 321.

[92] François Pallu, né le 31 août 1626, au diocèse de Tours ; parti de Paris le 8 novembre 1661 et de Marseille le 2 janvier évêque d'Héliopolis en vicaire apostolique du Tonkin ; déchargé du vicariat apostolique du Tonkin en 1679 et nommé le 1er avril 1680 administrateur général des Missions de Chine ; vicaire apostolique du Fou-Kien, le 15 avril 1680 ; mort à Mo-yang (Fou-Kien) le 29 octobre 1684. Il était fils d'un conseiller et avocat du roi au présidial de Tours. Voir dans LAUNAY (Histoire, I, p. 23, note) une liste d'ouvrages qui renferment des renseignements sur Pallu.

[93] *Expositio eorun quæ Romæ gesta sunt*, manuscrit des Archives des Missions-Etrangères, cité par Launay.

[94] On distingue deux classes de vicaires apostoliques ceux qui administrent un diocèse vacant ou pourvu d'un évêque devenu incapable de remplir ses-fonctions; ceux qui sont envoyés dans les pays infidèles où il n'y a pas de diocèses. C'est de cette classe qu'il s'agit ici; leur nomination leur conférait un titre d'un ancien diocèse, envahi par les infidèles. C'est ainsi que François Pallu reçut le titre d'évêque d'Héliopolis; la cité de Baal-Baalbek, située au pied de l'Anti-Liban, avait pris ce nom d'Héliopolis après la conquête d'Alexandre; colonie romaine depuis Auguste, embellie par Antonin, était devenue ensuite un évêché; à l'époque des croisades, sa possession avait été très disputée. LAMARTINE, Voyage en Orient, et BENAN, Mission en Phénicie, parlent de ses ruines imposantes. Béryte célèbre à l'époque du Bas Empire comme l'un des foyers de la science des lois, *legum nutrix*. n'est autre que Beyrouth.

Alexandre VII leur dit qu'il voulait prendre soin de cette affaire et qu'il voulait en confier l'examen à une commission de quatre cardinaux, ce qu'il fit avec tant de diligence, dit un contemporain, que ceux qui savent la manière d'agir de Rome en ont été surpris [95].

Toutes les difficultés n'étaient cependant pas résolues et les Portugais ne manquèrent pas de s'insurger violemment contre la décision du pape [96]. Néanmoins la Propagande, dans son assemblée du 13 mai proposa de désigner François Pallu et Pierre de la Motte-Lambert, alors directeur de l'hôpital de Rouen [97]. Le 17 août, un bref pontifical nomma le premier évêque d'Héliopolis et le second évêque de Béryte, tous deux *in partibus infidelium*.

Ainsi l'affaire entamée en 1650 par la première supplique du P. de Rhodes aboutissait après huit années; la Société des Missions-Étrangères était virtuellement créée; elle le fut réellement lorsqu'un séminaire eut été fondé [98] et que le recrutement des collaborateurs des vicaires apostoliques fut ainsi assuré.

Un troisième vicaire apostolique devait être désigné suivant les instructions du pape; le choix se porta sur M. Ignace Cotolendi, curé à Aix-en-Provence, qui fut sacré en 1660 évêque de Métellopolis [99]. L'évêque de Béryte quitta la France le 27 novembre 1660, avec deux missionnaires, MM. de Bourges et Deydier ; l'évêque de Métellopolis partit de Marseille le 3 septembre 1661, accompagné lui aussi de deux missionnaires; enfin M. Pallu, toutes les affaires étant en ordre à Paris, se mit en route le 2 janvier 1662 avec sept compagnons.

Nous ne les suivrons pas dans leur long et pénible voyage [100] ; avant d'arriver au but, six d'entre eux moururent, dont M. Cotolendi. M. de la Motte-Lambert, arrivé le premier au Siam le 22 août 1662, fut en butte à l'hostilité des Portugais; son titre d'évêque fut révoqué en doute; on tenta même de l'enlever [101]; et comme une telle haine, qui ne paraissait pas près de désarmer, portait obstacle à sa mission, il envoya l'un des prêtres qui lavaient accompagné, M. de Bourges, exposer la situation au pape et lui demander juridiction sur les royaumes de Pégou, de Siam, de Cambodge et de Champa [102].

---

[95] PALLU, Lettres, II, 324, note.

[96]) « Dès le mois de juin 1661, il arriva à Goa des ordres exprès du Roi de Portugal de se saisir des Evesques François lorsqu'ils passeroient sur ses terres dans les Indes, et de les renvoyer au Portugal par le premier vaisseau qui partiroit. Mémoire présenté aux Cardinaux par M. de Bourges, in *Documents*, p. 42.

[97] Pierre Lambert (c'est ainsi qu'il signe) était fils de Pierre Lambert, sieur de la Motte (nom d'une terre), vice-bailli d'Evreux; il était né en On l'appelait de la Motte-Lambert, bien que son nom fût en réalité Lambert' de la Motte (LAUNAY, Histoire, 1, p. 31, note). Il était né le 28 janvier 1624 à la Boissière, diocèse de Lisieux; parti de Marseille le 27 novembre 1660; évêque de Béryte le 29 janvier reçoit en 1665 juridiction sur le Cambodge et le Champa; administrateur général des missions de Siam, Cochinchine et Tonkin; mort à Ayuthia le 15 juin 1679.

[98] Voir *Documents*, p.. 292, demande à la Propagande pour l'érection du Séminaire (1658); p. 303, cession d'immeubles; p. 324, lettres patentes de Louis XIV (1663). Arch. Nat., carton M. 204, dos. 1, n° 1.

[99] Ignace Cotolendi, né à Brignoles, diocèse de Fréjus, le 23 mars 1630 ; parti de Marseille le 3 septembre 20 septembre évêque de Métellopolis, vicaire apostolique de Nankin, etc., mort à Palacol, diocèse d'Hayderabad, le 16 août 1662.

[100] De Marseille à Alexandrette, puis de ce port à Ispahan; de là à Bender-Abass, sur le détroit d'Ormuz, par terre; de Bender Abass à Surate, d'où ils traversèrent l'Inde pour s'embarquer à Mazulipatam pour Mergui; de ce port, ils remontèrent jusqu'à Ayuthia, la capitale du Siam.

[101] Le Chapitre de Goa lui enjoignit de montrer ses pouvoirs, *Document*, p. 183; voir aussi LAUNAY, *Histoire*, I, p. 93, et Pallegoix, *Description*, II, p. 104,105 et,117. « Ils (les Portugais) allèrent à main-forte dans sa maison pour l'enlever dit Mgr Pallu (Lettres, II, 212). Ils ne s'en tinrent pas là, d'après de Bourges « les Portugais eux-mêmes ont avoué dans une rencontre particulière que deux d'entre eux s'étaient chargés de le venir assassiner dans sa maison. » *Documents*, p. 43.

[102] Le Mémoire de M. de Bourges en 17 articles est reproduit dans les Documents, p. 42etsuiv. Le même missionnaire, du diocèse de Paris, a publié une *Relation du voyage de Mgr de Bérythe*. Jacques de Bourges, né vers 1630 à Paris; parti de Marseille le 27 novembre 1660; missionnaire au Tonkin; évêque d'Anren le novembre 1679; vicaire apostolique du Tonkin Occidental; mort à Ayuthia, le 9 août 1714.

M. Pallu rejoignit l'évêque de Béryte le 27 janvier 1664 ; peu de temps après son arrivée, la nouvelle parvint au Siam des persécutions qui sévissaient alors dans toute l'Indochine annamite ils appréhendèrent que leur présence dans les pays troublés ne provoquât des mesures plus rigoureuses contre les chrétiens et résolurent de rester au Siam pour y fonder un séminaire. Cependant, ils envoyèrent en Cochinchine l'un des compagnons de Cotolendi, M. Chevreuil, avec le titre de pro vicaire [103].

C'est le premier missionnaire de la nouvelle société qui ait pénétré dans le royaume des Nguyễn. Il débarqua à Fai-Fo le 24 juillet ; les jésuites qui se trouvaient alors en Cochinchine [104] l'accueillirent bien, mais les Portugais et, entre autres, un certain Jean de la Croix, fondeur de canons au service du Seigneur, s'efforcèrent de lui nuire dans l'esprit des mandarins. Mais la persécution redoubla, des chrétiens furent mis à mort, et le 9 février 1665 les trois jésuites furent obligés de s'embarquer sur un navire en partance pour le Siam ; Chevreuil, qui avait d'abord échappé à l'exil, dut les suivre dès le mois suivant, les Portugais ayant réussi « parleurs intrigues et leurs calomnies à obtenir son expulsion [105].

Au Tonkin, François Deydier [106] fut plus heureux ; en 1666, la persécution ordonnée par Trịnh Tạc durant encore, il réussit à entrer dans le pays sous des habits de matelot; caché près de Hung-yên dans la maison d'un interprète de la factorerie hollandaise, il put se mettre en relation avec les catholiques indigènes, catéchistes et catéchumènes des jésuites, et bientôt s'acquitta de son ministère. Durant ce temps, M. Chevreuil était retourné en Cochinchine avec un autre missionnaire, Antoine Hainques [107] mais au lieu d'aller directement à Fai-Fo, il avait débarqué sur la côte, non loin de Baria. Tombé gravement malade, il laissa son compagnon se rendre seul dans les provinces du Nord, et, une fois rétabli, alla au Cambodge. Sur la dénonciation d'un prêtre portugais, il fut saisi et conduit à Macao ; il y resta cinq mois en prison. On le transporta ensuite à Goa où il fut déféré au tribunal de l'inquisition et retenu en captivité pendant plus d'un an [108]. Hainques fut aussi tourmenté par les Portugais en Cochinchine, dénoncé aux catholiques comme imposteur, au Seigneur comme fauteur de troubles et agent de l'étranger [109] il put néanmoins vivre dans une tranquillité relative, Hien-Vuong étant revenu à ses sentiments naturels de tolérance.

En 1671, il mourut empoisonné, ainsi qu'un autre missionnaire, Brindeau, qui était venu le rejoindre; les Portugais furent accusés de leur mort [110].

---

[103] Louis Chevreuil, né vers 1627 à Rennes; parti de Marseille le 3 septembre 1661 missionnaire au Siam; pro vicaire en Cochinchine en 1664; au Cambodge en procureur général au Siam en 1677; mort à Ayuthia le 10 novembre 1693.

[104] Ils étaient au nombre de trois le P. Marquez dont il a été question (les *Voyages et Travaux*, p. 386, le font à tort partir en 1663), supérieur de la mission, le P. Fuciti résidant il Hué et le P. Beaudet, à Tourane.

[105] Voir (LAUNAY *Histoire*, 1, p. 122 et suiv.) et Louvet (Cochinchine religieuse, I, p. 176 et suiv.) qui utilisent la relation de la persécution rédigée par Chevreuil lui-même pour M. de la Motte-Lambert.

[106] Né à Toulon le 2 mai 1637, venu avec M. de la Motte-Lambert; provicaire le 24 décembre 1670; évêque d'Ascalon le 25 novembre 1679, vicaire apostolique du Tonkin Oriental mort le 1er juillet 1693 dans la province de Hâi-duong. Launay donne (Histoire, I, 127) un vivan t portrait de ce missionnaire d'après Bénigne Vachet; sur ce dernier, voir ci-après. Quand Deydier arriva au Tonkin, il n'y avait plus de prêtres européens, les jésuites ayant été chassés comme on le sait; ce ne fut qu'en 1669 que des religieux de cet ordre, dont le P. Fuciti, revinrent dans le pays. Ce dernier ne paraît pas avoir fait preuve vis-à-vis de Deydier de la même bonne volonté qu'il avait manifestée envers Chevreuil.

[107] Hainques, de même que Chevreuil, avait été un des compagnons de Cotolendi; il était né le 24 janvier 1657 à Beauvais; « c'était un petit régent de cinquième », dit Fallu (Lettres, 11, 22); il mourut dans la province du Quang-ngâi à la fin de l'année 1670.

[108] Voir PALLU, Lettres, I, p. 139, et surtout une lettre à Colbert, II, p. 212; Clément X condamna les actes des Inquisiteurs de Goa, Documents, p. 21. Mais Chevreuil perdit l'esprit à la suite des tourments dont il avait été l'objet. Pallu, Lettres, 1, p. 340.

[109] LAUNAY, Histoire, I, p. 126; Jean de la Croix joua un rôle actif dans cette persécution.

[110] Le fait semble ressortir d'un récit ,fait au Siam par Mgr de la Motte-Lambert par deux prêtres et deux catéchistes cochinchinois (LAUNAY, ibd., p. 146; Louvet, *Cochinchine*, I, p. 287). Pallu, dans une lettre à la Propagande (II, p. 62), datée de Bantam, 4 juin 1672, dit avoir appris que Brindeau et Hainques étaient

Pallu était retourné en Europe, en 1665, pour s'occuper de plusieurs affaires concernant les intérêts de la mission et afin de faire régler définitivement la question de l'indépendance des vicaires apostoliques vis-à-vis du Portugal. Pendant l'absence de son confrère, l'évêque de Béryte, accompagné de deux missionnaires, de Bourges et Bouchard, fit (août 1669) un voyage au Tonkin[111]. Apprenant ensuite, après son retour au Siam, que la Cochinchine n'avait plus de prêtres de sa société, Hainques et Brindeau étant morts, il décida de s'y rendre ; il emmena deux missionnaires, Mahot et Vachet [112], et trois prêtres indigènes. Il trouva la mission toute bouleversée, les chrétiens indigènes tenant les uns pour les jésuites, les autres pour les nouveaux missionnaires et les Portugais envenimant les discordes. Il fit son possible pour remédier à cette situation et partit au commencement de l'année rentré au Siam, il envoya à Hien Vuong des lettres et de beaux présents. Le Seigneur se montra satisfait et permit aux prêtres des Missions-Étrangères de demeurer dans le pays et d'y construire des églises.

Pallu avait quitté l'Europe en ayant obtenu de Rome les avantages qu'il avait demandés en faveur des vicaires apostoliques [113]. En outre, Louis XIV lui avait confié la mission de porter une lettre et des présents au roi du Siam.

Par suite du règlement du cérémonial de l'audience, la remise des lettres au roi du Siam, Phra Naret, n'eut lieu que vers la fin de l'année 1673; elle se fit en grande pompe. Phra Naret écouta avec plaisir la lecture des lettres et fit aux évêques de nombreuses questions sur la France et son roi; dans la suite, il leur témoigna en toutes circonstances une grande bienveillance et leur accorda la liberté de faire connaître leur religion [114].

Le bruit de cette faveur se répandit dans les contrées environnantes et Pallu pensa qu'il serait opportun d'en profiter pour se rendre au Tonkin. Il se renseigna auprès de Deydier et de Bourges qui étaient assez bien vus à cette époque à la cour de Lé Gia-Tôn et qui lui donnèrent l'assurance qu'il serait accueilli avec faveur. Il s'embarqua donc, muni de présents pour le roi, le 20 avril sur le navire d'un Français, M. de Hautmesnil [115]; mais il fut jeté par la tempête sur les côtes des Philippines et trois mois après son départ du Siam, il abordait à Cavite [116]. Le gouverneur, Manuel de Léon y Saravia, le fit arrêter, non seulement parce que la guerre menaçait d'éclater entre l'Espagne et la France, mais aussi parce qu'il avait été trouvé « chargé des mémoires d'un projet

---

morts épuisés par leurs incessants travaux, « continuis laboribus consumptos ». Brindeau (Pierre), né vers 1636 à Rennes, parti de Marseille avec Pallu; mort en Cochinchine en 1669.

[111] De Bourges rentrait alors de sa mission en Europe. Bouchard (Gabriel), né vers 1636 à Evreux, parti le 11 mars 1666, en Cochinchine en 1674, mort à Fai-fo le 14 février 1682), venait d'arriver. Un navire français les porta au Tonkin où ils arrivèrent peu de temps après le retour des jésuites; les marchands portugais et hollandais, inquiets d'une concurrence possible de la part de la Compagnie française, dénoncèrent les missionnaires; voir détails dans LAUNAY, *Histoire*, l, p. 138 et suiv. et ci-après § 3.

[112] Guillaume Mahot, né à Argentan, diocèse de Séez, vers 1630, parti le 14 mars 1666, succéda à la Motte-Lambert comme vicaire apostolique de la Cochinchine en 1680, avec le titre d'évêque de Bide; il mourut à Fai-fo en juin 1684. Bénigne Vachet, né à Dijon le 31 octobre 1641; « doué d'une imagination exubérante, dit Launay (Histoire, 1, p. 147), d'un jugement plus hardi que sûr t, Vachet a beaucoup écrit; la *Relation des Missions des Evesques* contient beaucoup de ses lettres, mais la plus grande partie de ses écrits est restée inédite. Le P. Cadière a publié récemment, en le faisant précéder d'une intéressante introduction, un mémoire de lui sur la Cochinchine (*Bull. Corn. arch. Indoch.*, 1913, p. 4 et suiv.). Vachet fut envoyé d'abord au Siam, en Cochinchine ensuite (1673), et retourna au Siam en 1680; il mourut à Paris, au Séminaire, le janvier 1720.

[113] Voir, sur les séjours qu'il fit à Rome en 1667, 1668 et 1669, plusieurs de ses lettres, notamment une lettre à Louis XIV (Lettres, II, p.289); sur les décrets qu'il obtint, *Documents*, p. 159; Launay, *Histoire*, I, p. 163, p.179 et suiv.

[114] Le récit de cette audience solennelle, qui eut lieu le 18 octobre 1673, a été souvent fait; voir notamment PALLEGOIX (*Description*, II, p. 145 et suiv.), on y trouvera le texte des lettres de Louis XIV et du pape; Lanier, *Relations de la France et du Siam*, p. 143. Pallu, dans une lettre à Colbert (*Lettres*, II, p. 25), rend compte de la réception de la lettre de Louis XIV.

[115] Sur ce M. de Hautmesnil, voir PALLU, *Lettres*, 1, p. 467.

[116] Pallu, dans une lettre au gouverneur des Philippines (ibid. p. 259), raconte les incidents de sa navigation

pour l'établissement de la Compagnie royale des Indes dans le royaume du Tonkin » [117]. Au bout d'une détention de sept mois environ, Pallu fut renvoyé devant le conseil souverain des Indes, siégeant en Espagne. Il fut embarqué sur un navire en partance pour le Mexique et arriva à Cadix à la fin de l'année 1676. Conduit à Séville est, de là, à Madrid, il reçut, au mois de janvier 1677, le jugement du Conseil des. Indes son innocence était reconnue, mais l'acte arbitraire du gouverneur des Philippines n'était pas désapprouvé [118].

Durant ce temps, La Motte-Lambert s'était rendu en Cochinchine (1676) et, après un séjour à Hué, était allé visiter les provinces du Nord. Au moment de son départ, il fut reçu en audience solennelle par Hiên Vuong qui lui promit de donner la liberté religieuse à son royaume [119]. La Société des Missions-Étrangères paraissait donc installée en Cochinchine aussi solidement qu'au Tonkin.

Profitant de son voyage forcé en Europe, Pallu avait de son côté réussi à faire admettre à Rome un plan d'ensemble d'organisation des vicariats apostoliques. Par une suite de décrets, la Propagande divisa les Missions d'Extrême-Orient en six grands vicariats : 1° la Chine septentrionale (six provinces); 2° la Chine méridionale (neuf provinces); 3° et 4° le Tonkin et le Laos ; 5° la Cochinchine (comprenant le Champa et le Siam); 6°, le Japon. Un vicaire apostolique fut assigné à chacun de ces vicariats [120] deux délégués administrateurs généraux (dépendant directement de la Propagande) furent en outre nommés par un décret du 17 juillet 1678 : Mgr Pallu pour les missions de Chine, Mgr de La Motte-Lambert pour toutes les autres missions [121].

Le Tonkin formait deux vicariats : Tonkin oriental dont Deydier, sous le nom d'évêque d'Ascalon, fut le premier vicaire apostolique; Tonkin occidental qui fut confié à Jacques de Bourges, évêques d'Auren. En 1693, après la mort de Mgr Deydier, le vicariat oriental passa aux Dominicains espagnols de Manille à l'aide desquels Pallu avait fait appel dès 1673; ils y sont restés depuis [122].

En 1679, La Motte-Lambert mourut; cinq ans après, Pallu s'éteignit en Chine dans la province de Fou-Kien. L'œuvre à laquelle, depuis vingt-cinq ans, il avait consacré toutes ses pensées et toutes ses forces était en pleine prospérité; il pouvait disparaître.

3. Relations commerciales entre Européens et Annamites au XVIIe siècle.

[117] Lettres des Directeurs du Séminaire des Missions-Étrangères à Colbert, 5 mai 1676 LAUNAY, *Histoire*, I, p. 234.

[118] Le gouverneur fut excommunié par le pape. Sur cette détention et ce qui s'ensuivit, voir de très nombreuses lettres dans le deuxième volume de la correspondance de Pallu; voir aussi le chapitre vrr de la *Brevis et perspicua expositio* (*Documents*, p. 192); des lettres relatives à ces faits ont été publiées dans la *Relation des Missions et des Voyages des évesques*, 3e et 4e parties. Cf. Launay, *Histoire*, 1, p. 224 et 233; quelques détails dans Blair and Kobertson, *The Philippine Islands*, XL1I, p. 140, 149.

[119] Il tint parole; la persécution, qui durait depuis près de trente ans sur un point ou un autre de ses Etats, ne se renouvela plus sous son règne. LOUVET, *Cochinchine*, 1, p. 304.

[120] A la Chine septentrionale, le P. Lopez, dominicain chinois; à la Chine méridionale, Pallu; au Tonkin et au Laos, Deydier et de Bourges; à la Cochinchine, La Motte-Lambert au Japon, Laneau (du diocèse de Chartres, mort au Siam en 1690).

[121] Ces décrets peuvent être trouvés dans les *Documents*, p. 65 et suiv.; ils sont traduits en partie par LAUNAY, Histoire, I, p. 239 et suiv.

[122] Chacun des deux vicariats ayant été subdivisé en 1846 et en 1848, on en compte donc quatre Tonkin occidental et Tonkin méridional, Tonkin oriental et Tonkin central ce dernier fut attribué aux Dominicains en 1895, le Tonkin occidental a été divisé en Tonkin occidental et Haut Tonkin et, en 1901, en Tonkin occidental et Tonkin maritime. La Cochinchine ne forma qu'un vicariat jusqu'en 1844; à ce moment, elle fut divisée en Cochinchine orientale et en Cochinchine occidentale ; en 1850, un autre vicariat fut créé, celui de la Cochinchine septentrionale (premier titulaire Mgr Pellerin, évêque de Biblos), et le vicariat apostolique du Cambodge fut séparé de la Cochinchine occidentale.

Au moment où les premiers missionnaires jésuites arrivèrent en Cochinchine (1615), des marchands européens étaient déjà, comme on le sait, en relations commerciales avec les sujets des Nguyễn.

Les échanges se faisaient à Fai-Fo. « Le plus beau port où arrivent tous les étrangers, dit le P. Cristoforo Borri, qui vint dans le pays en 1618 [123], est celui de la province de Cacciam [124]. On y entre par deux embouchures de mer. L'une s'appelle Pulluciambello et l'autre Touron. »

Les Chinois et les Japonais venaient à Fai-Fo de longue date ; les Portugais y fréquentaient régulièrement depuis le commencement du dix-septième siècle ; il est même probable qu'ils y étaient venus avant 1600 [125].

Fai-Fo était plutôt un grand marché qu'une ville au sens propre du mot. Il y résidait peu d'Annamites; la population était surtout chinoise et japonaise. « Les Chinois et Japonais, dit encore le P. Borri, sont ceux qui font le principal négoce de la Cochinchine en une foire qui s'assemble tous les ans en un de ses ports. Le roi de la Cochinchine permit autrefois aux Japonais et Chinois de choisir là un lieu et place commode pour s'y bâtir une ville, pour plus grande aisance de la foire dont nous avons parlé. Cette ville s'appelle Fai-Fo, laquelle est si grande qu'on peut bien dire qu'il y -en a deux, l'une des Chinois, l'autre des Japonais. Chacune ayant pris leur quartier à part, et leurs gouverneurs séparés, et vivant à leur mode les Chinois selon les lois et coutumes particulières de la Chine, et les Japonais selon les leurs [126]. »

On se rappelle qu'en 1614 avait commencé une longue période de persécutions au Japon ; un édit avait ordonné l'expulsion de tous les missionnaires ; après leur départ, les églises devaient être détruites et les fidèles obligés de renoncer à la foi d'Occident ; les chrétiens refusant d'apostasier devaient être punis d'exil, sous peine de la vie [127]. En 1635 (7 décembre), le shogun Iemitsu avait encore accru la rigueur de ces mesures [128] en 1636 et en 1638, nouveaux édits de proscription et d'interdiction [129]; les relations commerciales entre la Cochinchine et le Japon cessèrent presque

---

[123] Voir ci-dessus, p. 63. Le texte des citations extraites de Borri (édit. française de 1631) et des autres auteurs de relations de la même époque a été rajeuni au double point de vue de l'orthographe et de la ponctuation ; il a paru inutile, dans un travail tel que celui-ci, de se soumettre à la contrainte d'une fidélité rigoureuse, d'autant plus que l'orthographe, peu fixée alors, offre souvent et dans un même ouvrage, des différences notables.

[124] La province de Cacciam était, dit Borri, située entre le Sinua (Thuân-hoa et le Quamguia (Quâng-ngâi ou Quâng-nghïa) c'est donc le Quang-nam.

[125] BIRWOOD (*Report on the miscellaneous old Records at the lnclia Office,* p. 175) estime que c'est aux environs de 1540 que les Portugais établirent leur commerce » avec la Cochinchine. Fernand Perez y avait abordé en 1516 et d'Albuquerque y avait envoyé Duarte Coelho en 1524 ; d'après la lettre du Florentin André Corsali à Julien de Médicis, on sait que les Portugais étaient arrivés pour la première fois en Chine en 1514 (H. CORDIER, *l'Arrivée des Portugais en Chine, T'oung-pao,* 1911, p. 483 et suiv.). Il faut noter, et le fait est intéressant à signaler au début de ce paragraphe, que les Portugais, à la différence des Hollandais, des Anglais, des Français, des Danois, ne confièrent pas leur commerce avec les Indes à une Compagnie favorisée par l'État d'une sorte de monopole.

[126] Voir, à la fin du paragraphe, une note concernant Fai-fo et l'état de la ville à la fin du 17e siècle.

[127] Cf. PAGÈS, *Histoire de la religion chrétienne au Japon,* I, p. 254.

[128] Aucun navire japonais ne devait sortir du royaume si des Japonais s'embarquaient pour d'autres pays, ou s'ils revenaient après un long séjour au dehors, ils étaient passibles de la peine capitale, etc. Une traduction de cette ordonnance (d'après Valentijn, *Oud en Nieuw OostIndiën,* t. V, 2e partie, p. 98) se trouve dans PAGÈS, *op. cit.,* II, p. 395; voir aussi I, p. 812. Cette rigueur s'explique par le fait que, depuis l'interdiction de 1614, les chrétiens japonais se rendaient en Annam remplir leurs devoirs religieux. C'est le P. DE RHODES lui-même (*Histoire,* ch. XVI) qui le raconte : les chrétiens « y allaient à si grandes troupes, principalement au temps du Carême et, hors de ce temps-là, trois ou quatre fois l'année, pour s'y confesser à des pères de la Compagnie qui entendaient la langue japonaise et recevoir la communion, qu'ils remplissaient trois ou quatre navires ce qu'ils faisaient librement sous prétexte du commerce et qu'ils avaient continué de faire près de dix ans avec leur grande satisfaction et consolation spirituelle »

[129] PAGÈS, op. cit., p. 817. En 1636, les exils volontaires se multiplièrent; le 22 octobre partirent quatre galions portugais avec 287 personnes emportant plus de six millions et demi de florins en argent.

complètement [130], mais la colonie japonaise, déjà importante, se grossit de nombreux arrivants qui n'avaient pas voulu renier la foi chrétienne ou qui, ayant quitté leur pays, redoutaient d'y retourner.

L'ouverture de la période des échanges à Fai-Fo coïncidait à peu près avec l'époque du nouvel an chinois. Les indigènes avaient pris l'habitude d'apporter alors les produits du pays, soie grège et soie ouvrée, bois d'ébénisterie, bois d'aigle (3), sucre, musc, cannelle, poivre, riz, et les navires

(3) Bois d'aigle, bois d'aloès, agalloche, calambac, produit végétal très employé comme aromate en Orient et Extrême-Orient; pour son histoire, ses usages, son étude au point de vue botanique, sa valeur, voir YULE and BURNELL (*Hobson-Jobson*, p. 144 et 335), CABATON (*Nouvelles Recherches*, p. 49 et suiv.), et surtout Fillastre (*Bois d'aigle et bois d'aloès, Rev.lndoch*., 1905, 1er sem., p. 248-311.) qui a, dans une étude d'ensemble, réuni tout ce qui a trait à cette substance. Le nom de bois d'aigle provient sans doute, d'après Yule et Barnell, d'une corruption du sanscrit *agaru, aguru*, malayalam *agil, akil*, d'où le portugais *aquila*; *pao de aguila*, « bois d'aguila », donna *lignum aquilæ* et bois d'aigle, eagle-wood. Le nom de Calambac, d'après Crawford, cité par Yule et Burnell, serait javanais, « but it perhaps came with the article from Champa »; on le trouve cité en 1810 par Warthema qui l'appelle *calampot*, en 1516 par Barbosa, *calembuco*; en 1539 par F. M. Pinto, *calamboa*; en 1610, Pyrard de Laval le nomme *calambo* et dit qu'on le croit venu du Paradis terrestre. Les missionnaires et les voyageurs auteurs de relations en parlent tous avec détail (v. FILLASTRE, *loc. cit*., p. 253 et suiv.; Poivre, *Rev. Extr. Orient*, III, p. 114). Le bois d'aigle constituait une part importante du tribut envoyé par le Champa à la cour de Hué; les Annamites en reconnaissent plusieurs qualités, ki nam et trâm-huong (ch. tch' en hiang). V. aussi PELLIOT, in *Bull*. Ec. fr. E.-O., IV, p. 217, n° 3.

chinois ou européens arrivaient chargés de porcelaines grossières et fines, de papier, de thé, de pièces et de barres d'argent, d'armes, de soufre, de salpêtre, de plomb, de toutenague (4), de

(4) Ou totanague, ou tutenague, ou tootnague; de tutiya, oxyde de zinc, et nak, comme; le toutenague était un mélange de zinc, de cuivre et de fer qui fut l'objet d'une grande exportation de Chine en Inde jusqu'à ce qu'il fût remplacé par le zinc de Silésie (BIRDWOOD, op. cit., p. 53). Dans les *Renseignements sur le Tonkin de quelques auteurs japonais (Exc. et Recon*., n° 13, 1883, p. 44) on trouve le produit appelé *to-tan*, ou zinc (la prononciation to-tan est en effet plus usitée dans la langue populaire que aen, prononciation régulière des caractères). Voir aussi Yule and Burnell (op. cit., p. 932); le mot, d'origine portugaise, aurait servi à désigner un oxyde de zinc impur, le *po-yuan* chinois (plomb blanc), dans le commerce avec l'Inde, mais aurait représenté dans le commerce avec la Chine, le *po-tong* chinois (cuivre blanc), alliage de cuivre, de zinc et de nickel. Voir quelques détails complémentaires dans Maybon, *Factorerie anglaise*, *Bull. Ec.* fr. E.-O., 1910, p. 168, n° 2). D'après Poivre (p. 108), l'importation chinoise du toutenague était devenue considérable à son époque; le Seigneur en faisait des sapèques et, achetant le picul 14 quans (1 quan = 10 mace, 1 mace = 60 sapèques), il en tirait jusqu'à 50 quans de monnaie.

marchandises d'Occident [131]. Les opérations duraient de février à septembre, soit environ six ou sept mois ; lorsqu'elles étaient terminées, les marchands étrangers partaient avec leurs cargaisons de retour.

[130] Le P. DE RHODES, qui écrivait vers dit dans son *Histoire* : « Pour les Japonais qui y (au Tonkin) apportaient autrefois force argent pour l'achat des soies et force épées avec toutes autres sortes d'armes à vendre, il y a déjà plus de vingt-cinq ans qu'ils n'y paraissent plus ». Les témoignages des rapports étroits qui s'étaient, antérieurement à établis entre la Cochinchine et le Japon sont très nombreux; les Japonais avaient de tout temps trafiqué dans les ports d'Annam nous avons vu d'autre part, dans le chapitre précédent, que les supérieurs des jésuites s'inquiétèrent à plusieurs reprises d'envoyer des religieux japonais en Cochinchine et au Tonkin pour prendre soin des catholiques de leur nation qui s'y trouvaient; le P. de Rhodes avait été accompagné du P. Marquez et le P. Baldinotti du frère Piani.

[131] Principalement étoffes, venant vraiment d'Europe, comme les draps rouges, verts et noirs qui étaient achetés en grande quantité par la cour et les mandarins, ou bien fabriquées aux Indes loar les Européens (cf. YULE and Burnell, article *piece-goods*, p. 708), telles que calicot (longcloth), cotonnades imprimées (chintz), cotonnades bleues (moories), étoffes peintes à la main (pelongs), etc.; V. aussi dans Birdwood (*op. vit*., p. 223) une intéressante liste de *piece-goods* en 1675.

Le commerce était ouvert à tous. Les Annamites eux-mêmes ne faisaient guère que du cabotage, allant d'un port à l'autre du golfe du Tonkin et jusqu'au golfe du Siam, mais les souverains du Tonkin et de la Cochinchine étaient « fort faciles, comme le dit le P. Borri, à donner entrée en leurs ports aux étrangers ». Et l'on voyait des marchands venus non seulement du Nord et du Sud du pays d'Annam, mais aussi « des contrées les plus éloignées comme .de la Chine, de Macao, du Japon, de Manille et de Malacca » Les Seigneurs retiraient de ces échanges un grand bénéfice, non seulement parce qu'ils recevaient de fort beaux présents et s'adjugeaient la part la plus précieuse des cargaisons, mais aussi parce que l'entrée et la sortie des navires étaient frappées de droits assez considérables. On verra inaugurer plus tard, à l'imitation de ce qui se faisait en Chine, un autre système de taxer les transactions; mais au dix-septième siècle, les jonques, les sommes (grosses jonques pontées), les navires européens devaient, lorsqu'ils arrivaient dans les ports annamites et lorsqu'ils remettaient à la voile, acquitter des taxes variables suivant leur point de départ et leur origine [132].

Les Portugais envoyaient de Macao un ou plusieurs navires aux environs des mois de décembre ou de janvier; ils restaient en Cochinchine le temps nécessaire pour écouler leurs marchandises et pour acquérir les commodités du pays, comme on disait alors, mais il ne paraît pas qu'ils n'y aient jamais possédé d'établissement fixe, de véritable factorerie avec un personnel à demeure. Ils eurent seulement une sorte de courtier ou de représentant qui préparait les achats de soie, de sucre, de poivre, de bois d'aigle, etc.,qui faisait des marchés en dehors de la saison des échanges et qui, pendant la saison, servait d'interprète.

Le Français Poivre accuse les Portugais de trafiquer à la manière des Chinois, « en s'assujettissant aux usages du pays qui les. rendent esclaves des grands » Leur commerce, ajoute-t-il, est « souvent interrompu par des contrariétés qui les forcent à faire des démarches serviles et. déshonorantes ». Cette opinion date du règne de Võ Vương, mais ce que l'on sait des habitudes des Portugais dans le commerce des Indes, permet de supposer qu'elle pouvait être fondée un siècle auparavant.

Un autre des renseignements que fournit Poivre sur les Portugais se trouve d'ailleurs confirmé par le P. Borri qui les voyait à l'œuvre et qui ne pourrait être suspect que de partialité à leur égard, Les Portugais, dit Poivre, paraissent s'appliquer à entretenir les Cochinchinois dans la haine des Hollandais. Et Borri, de son côté, raconte que les Hollandais étant venus trafiquer en Cochinchine, les Portugais de Macao. prirent dessein de dépêcher un ambassadeur vers le Roi qui, au nom de tous, le suppliât que les Hollandais, comme leurs ennemis jurés, fussent exclus de la Cochinchine Le capitaine Ferdinand da Costa, celui-là même sans doute que nous avons vu décider les jésuites à venir en Cochinchine, fut chargé de cette mission et il « en vint heureusement à bout, quoique non sans beaucoup de difficultés. » Il obtint en effet, paraît-il, un édit interdisant aux Hollandais de faire du commerce. Non contents de ce premier résultat, les Portugais envoyèrent au Seigneur une autre ambassade pour « faire entendre au Roi qu'il y allait de son intérêt et que, s'il n'y pourvoyait, il y avait à craindre que les Hollandais, avec le temps, comme fort accorts et rusés qu'ils sont, ne s'essayassent d'envahir une partie du Royaume de la Cochinchine, ainsi qu'ils avaient déjà fait en quelque autre endroit des Inde ». Mais le Seigneur était trop avisé et connaissait trop bien ses intérêts pour entrer dans les vues des Portugais. Il fit écrire aux représentants de la Compagnie néerlandaise à Patani et à Ligor (presqu'île de Malacca) pour les

[132] Voici quelques chiffres, extraits d'une note des *Historiographies* (prélim., X, 26 et 27), qui permettent de se faire une idée de l'importance de ces taxes en Cochinchine. Elle est rédigée à propos d'un incident survenu sous le règne de Võ Vương, mais cite à ce sujet ce qu'il était d'usage de faire à l'origine du royaume ». L'impôt des bateaux de commerce était fixé ainsi qu'il suit jonques de Changhai et du Kouang-tong, 3.000 ligatures à l'arrivée et 300 au départ ; jonques du Fou-kien, 2000 et 200 ligatures; navires européens, 8.000 et 800 ; bateaux de Macao et du Japon, 4.000 et 400 ; bateaux du Siam et des Philippines, 2.000 et 200. Les capitaines qui dissimulaient des marchandises voyaient confisquer leur navire et sa cargaison ; pour les navires se présentant à vide, on ne leur permettait pas l'entrée du port. Le revenu total produit par ces taxes atteignait ligatures les mauvaises années et dépassait 30.000 ligatures lorsque les transactions étaient abondantes.

décider à venir commercer dans ses États; la baie de Qui-nam (Quang-nam) était excellente, le trafic avec les Chinois et les Portugais fort important et la soie de très bonne qualité (5).

(5) Lettre en date du 20 septembre 1617, de Cornelius van Nyenrode, résidant à la cour de Siam, au gouverneur général de Batavia; lettre du 4 octobre 1618 adressée de Patani au Conseil de la Compagnie en Hollande voir L. C. D. Van DIJK, *Neerlands vrægste betrekkingen met Cambodia*…, et l'étude qu'en a tirée le Dr. Winkel dans *Exc. et Rec*. (n° 12, 1882, p. 492). La Compagnie néerlandaise fut créée en 1602 après le retour de la seconde expédition commandée par Cornelius Houtman; la guerre commença aussitôt avec les Portugais. On peut consulter parmi une très abondante littérature *Recueil des Voyages de la Compagnie des Indes Orientales des Hollandais* (1730); *Archiej voor de geschiadenis der Oude Hollandsche zending*; Du Bois, *Vies des gouverneurs généraux*; Temminck, *Coup d' œil général sur les possessions néerlandaises*; Valentijn, *Oud en Niewo Oost Indien*, et surtout la publication, commencée en 1887 par la Société des Sciences de Batavia, des documents les plus importants extraits des registres de la Compagnie tenus depuis 1624, le *Dagh Register gehouten int' casteel Batavia*. C'est de ces deux derniers ouvrages surtout qu'a été extrait le résumé qui suit; afin de ne point multiplier les références, disons qu'on peut se reporter au *'Dagh register* à la date indiquée, car les documents y sont à leur place chronologique; pour ce qui a trait au Tonkin, voir spécialement dans Valentijn le vol. III, 2e partie, *Beschryvinge van Tonkin* (la liste des chefs de la factorerie tonkinoise se trouve à la p. 31); quelques études de détail, indépendamment de celle du Dr WINKEL, out été aussi utilisées en premier lieu, A.-J.-C. Grerts, *Voyage du yacht hollandais Grol du Japon au Tonkin, 31 janvier 1634-8 août 1637,* c'est le journal dressé par le chef de l'expédition dirigée. au Tonkin par le comptoir de Hirado ; l'ayant traduit en français, M. Geerts l'adressa à la rédaction des *Excursions et Reconnaissance*s qui l'inséra dans son n° 13 (1882, p. 5 et suiv.); M. J. M. Dixon en fit pour les *Transactions of the Asiatic Society of Japan* (vol. XI, 1883, p. 180 et suiv.) une traduction anglaise très fidèle qui reproduit même les notes parfois erronées, souvent insignifiantes du Dr Maget. Le même volume des *Transactions* contient (p. 51 et suiv.) une énumération d'autres documents d'archives dont un certain nombre, se rapportant à l'époque qui nous intéresse, mériteraient d'être mis en lumière. Signalons aussi deux études de la Revue Indochinoise PANNIER, *Notes sur quelques Français d' Extrême-Orient au dix-septième siècle* (1904, 1er sem., p. 601); et Ch. DR Coutouilly, *Missionnaires et Commerçants au Japon au dix-septième siècle* (1903, p. 1129 et, 1906, p. 1995, 109i et 1395). Dumoutier a publié sous le titre *Le Comptoir hollandais de Phô-hien on Phô-khach* (*Bul. Géogr. hist. et desc*, 1895, p. 270) un article qui, pour la partie historique, s'inspire uniquement du journal du Grol et de Valentijn, mais qui apporte par contre quelques détails nouveaux sur les emplacements des comptoirs européens et quelques traductions de stèles et d'inscriptions annamites. *Le Comptoir portugais* de *Hung-yên* (*An*. Ext. - Or., X, p. 278) du même auteur n'est qu'un résumé de l'article précédent.

Deux navires, de retour du Japon, reçurent l'ordre de faire escale en Cochinchine, mais les équipages s'étant révoltés, il ne put être donné suite à ce projet. Il semble que la Compagnie hollandaise ne prit définitivement pied en Cochinchine qu'une quinzaine d'années après cette première tentative. On voit encore en 1633 un chef marchand, Paulus Traudenius, envoyer de l'île de Poulo Cham, où il avait jeté l'ancre, des délégués à Fai-Fo, avec la mission de se rendre compte des possibilités de commerce; ils devaient s'entendre à ce sujet avec le chef des Japonais,. Ils étaient chargés aussi d'offrir au « roi » [133] quelques présents et de le remercier d'avoir renvoyé divers employés de la Compagnie dont un navire avait fait naufrage. Au début de l'année 1636, il y eut enfin un comptoir à Qui-nam dirigé par le chef marchand (opper-koopman) A.braham Duijcker. Le 6 mars en effet, deux bateaux hollandais, le *Warmont* et le *Grol* (dont il sera question tout à l'heure) arrivèrent à Tourane, venant du Japon ; Duijcker, bien reçu par le mandarin de

[133] Le Seigneur était alors Sai-Vuong ; mais sous le nom de « roi », les Européens désignaient souvent, et ce doit-être le cas ici, le gouverneur de la province de Quang-nam, ordinairement prince du sang. On se rappelle que le tran-thu était, en 1633, le prince Ánh, ce troisième fils de Sâi Vu'o'ng qui avait secrètement fait appel aux Tonkinois et qui devait, deux années plus tard, prendre ouvertement les armes contre l'héritier légitime du Seigneur; il va être question ci-après de cette affaire.

Tourane, se rendit à Fai-Fo, où le « roi lui fit aussi un aimable accueil, lui disant qu'il était attendu depuis longtemps [134].

Duijcker avait une réclamation à adresser. Un navire perdu sur les bancs des Paracels, le *Grootenbrook,* dont l'équipage avait été sauvé par les Annamites, portait une somme de 25 580 réaux que les sauveteurs s'étaient appropriée ; le chef était chargé de demander restitution de ces fonds. Il lui fut répondu que les faits s'étant passés sous le règne du précédent Seigneur, il convenait de n'en plus parler; mais que les Hollandais recevraient à l'avenir liberté entière de conduire leurs opérations commerciales et seraient dispensés de taxer, si, dans la suite, quelque navire hollandais venait à se perdre sur les côtes, aucun droit ne serait exercé sur la cargaison. Force fut à Duijcker de se contenter de ces belles paroles et les transactions commencèrent. Le mars il fut avisé que le Grol, venant du Japon, approchait de Tourane; le but de ce nouveau voyage était, non plus la Cochinchine, mais le Tonkin. Le chef de la factorerie hollandaise de Hirado [135], Nicolaas Koeckebakker, avait pris, par l'intermédiaire des Japonais résidant au Tonkin, des renseignements sur les conditions économiques de cette contrée, et le Conseil de Batavia avait décidé d'y envoyer une expédition. Le moment paraissait bien choisi, car les Japonais, obligé, par suite des édits dont on a parlé, de renoncer au commerce avec les pays étrangers, laissaient dans le royaume des Le une place importante prendre. Le journal tenu par le chef de l'expédition, Karel Hartsingh, donne sur le voyage du *Grol* et sur le séjour des marchands au Tonkin des détails que complètent heureusement les documents du Dagh Register.

Lors du passage de son collègue à Tourane, Duijcker lui fournit un mémoire sur le Tonkin qui peut paraître intéressant à divers titres; il fait connaitre que les rois du Tonkin et de la Cochinchine étaient en état d'hostilité, mais que le commerce n'était pas interrompu cependant entre les marchands des deux pays; que des jonques appartenant aux Portugais venaient d'arriver au Tonkin et que le prix de la soie avait, en conséquence, augmenté de 45 à 60 taëls le picul que les Portugais avaient remis 40 000 taëls au roi qui leur avait promis de la soie pour cette somme que parmi ces 40000 taëls se trouvaient de ces pièces d'argent japonaises (30 caisses) nommées par les Hollandais *schuitjes* ou *schityeld* [136].

Le *Grol* portait lui-même, à destination du Tonkin, de l'argent (40 caisses), du fer, du cuivre, des marchandises européennes et japonaises pour une valeur totale d'environ 190000 florins; il avait pris à Formose, où il avait relâché [137], deux pièces de canon qui devaient être offertes en

---

[134] Le gouverneur du dinh de Quang-nam n'était plus le prince Ánh. En effet, celui-ci, comme on le sait, avait refusé, après la mort de Sài Vuro'ng (survenue le 19 novembre 1635), de reconnaître l'autorité de son frère Công-Thương-Vương qui marcha contre lui, le défit et s'empara de sa personne. Le P. Cadière qui reproduit (op, cit, p.146, p. 147), d'après le *Dagh Register*, le récit de cette révolte fait par Duijcker à ses chefs, remarque le rapport du marchand hollandais traduit mot à mot, dirait-on » les sources annamites (*Historiographies*, *prélimi*., III, p. 2, 3, et Biographies, prélim., VI, p. 32, 33). V. sur le commerce des Hollandais, le mémoire de B. VACHET, loc eit., p. 16.

[135] Cette factorerie, appelée Firando dans les documents hollandais, avait été ouverte en 1609); elle était située au N.-E. de l'île. Birado (lat. N. 32° 22',long. Gr. 120° 35'). Les Portugais de Macao y avaient aussi formé un établissement; mais, en 1636 leur propagande religieuse irritant le shogun, ils avaient été parqués dans la petite ile factice dee Deshima, à l'entrée de Nagasaki ; en 1639, tout commerce fut interdit entre Macao et le Japon. En 1641,seuls Européens tolérés dans l'ernpire, les Hollandais furent leur tour transférés de Hirado à Deshima où ils eurent, à subir toutes sortes de vexations. V. Pagès. op. cit., 1, p. 817, 866, 867. Leur commerce n'en était moins considérable, ce qui valait bien à leurs yeux quelques humiliations et de continuelles blessures d'amour-propre ; la cargaison de 1638 fut deprès de 4 millions de florins, la cargaison de retour de 1640 fut de 8 millions, soit environ 49 millions de francs. L'apogée fut atteint en 1643; les retours donnèrent 99% de bénéfice. Ibid., p. 849, 877.

[136] Ou schuiten, nom (hollandais) d'une monnaie japonaise valant environ13 florins.

[137] Les Hollandais s'étaient installés à Formose (T'ai-wan) en 1625; ils avaient nommé leur établissement Casteel Zelandia; ils en furent chassés en 1661 par Tcheng Tch'eng-kong, le Koxinga (ou Cojinga) des récits européens, qui, après avoir battu à Nankin et à Amoy les génél'aux mandchous, crut trouver à Formose un sûr asile. Voir Wm. CampBELL, *Formosa under the Dutch*, et les vol. III et IV (1628-1661) de *Archief voor de Geschiedenis der oude Hollandsche Zending.*

présent au roi du Tonkin. Le navire arriva à l'embouchure de la rivière [138] le 29 mars; l'interprète japonais Guando monta à bord; des négociations, accompagnées d'échange de cadeaux, furent entamées avec le mandarin local et l'interprète se chargea de faire prévenir la cour de l'arrivée des étrangers; le 17 avril, se présentèrent les délégués royaux. Ils étaient porteurs d'une lettre du roi [139] disant que l'arrivée des Hollandais lui était agréable et que des délégués leur étaient envoyés pour les accompagner à la cour avec leurs marchandises.

Le lendemain, ils partirent avec dix barques, laissant quelques caisses d'argent à la garde du capitaine du Grol; ils séjournèrent à Kê-cho (Hanoi) du 22 avril au 2 juillet et eurent. à se défendre contre la rapacité des kapados (6),

(6) Les Hollandais donnent ce nom à des sortes d'agents douaniers désignés par la cour pour visiter les navires et se rendre compte des cargaisons. Il signifie sans doute simplement agent commissionné, revêtu d'un brevet, pourvu d'une *chapa* ; ce dernier mot, très employé dans la langue commerciale de l'Extrême-Orient (il l'est encore de nos jours sous la forme anglaise *chop*) signifie cachet, sceau et, par extension, pièce qui porte l'empreinte d'un cachet, d'un sceau, d'où brevet, passeport, licence, etc. Les documents anglais parlent aussi des *capadoes* du prince ; on y trouve encore la désignation d'autres agents dont les attributions paraissent avoir été analogues, les *despachadores* il semble que ce dernier terme n'ait guère été employé qu'en Cochinchine et au Tonkin. Sur ces divers mots, voir Ch. B. Maybon, *Factorerie anglaise*, dans *Bull. Ec. fr*. E.-O., 1910, p. 174 (n.1) et 190 (n.2).

des interprètes japonais [140]. des mandarins et du Seigneur lui-même.

Karel Hartsingh put être admis en présence du « roi », qui le reçut bien et l'autorisa à se livrer au commerce dans le pays. Un comptoir fut fondé à Hung-yên [141]; l'établissement, commencé en 1637, fut assez prospère, car les Hollandais, au Tonkin comme ailleurs, surent se plier aux circonstances; ils obtinrent, après quelques années, l'autorisation de s'établir à la capitale même, à Kê-cho; en 1663, le comptoir resta fermé, mais les affaires furent reprises deux ans plus tard et durèrent sans nouvelle interruption jusqu'en 1700. Nous verrons plus loin les tentatives que firent les souverains du Tonkin pour obtenir l'aide des Hollandais contre l'ennemi du Sud.

L'année même du passage à Tourane du navire le *Grol*, Abraham Duijcker eut à faire tenir au gouverneur de Batavia une lettre de Công-Thuong Vuong par laquelle le Seigneur disait sa satisfaction de voir les Hollandais venir trafiquer dans son pays; à la lettre était jointe en présent une demi-livre de bois d'aigle.

Mais les bonnes dispositions du souverain cochinchinois ne durèrent pas longtemps. Il est probable que les Hollandais l'avaient mécontenté par leur voyage au Tonkin. Le mémoire remis par Duijcker à Hartsingh indiquait la possibilité de mettre utilement le « roi du Tonkin au courant

[138] Sur la « Rivière » du Tonkin, v. à l'Appendice.

[139] Il est difficile de décider s'il s'agit de Lê Than-Tôn ou de Trịnh-Trân : il est probable que la lettre était plutôt du second. Les missionnaires et les marchands varient dans leur manière de désigner le souverain régnant et le *chua*; ils paraissent cependant être arrivés à distinguer exactement les attributions de l'un et de l'autre. Quand les Hollandais vinrent pour la première fois au Tonkin, ils n'étaient peutêtre pas bien renseignés, mais plus tard, on les voit donner au Le et au Trịnh les titres qui leur conviennent ; d'autre part Dampier, Baron (et même Tavernier) décrivent assez exactement la part de chacun d'eux dans le gouvernement. Dans les relations des missionnaires, on trouve de très précises descriptions des pouvoirs des deux maîtres du Tonkin, Vua ou Bua et Chua; voir notamment A. de Rhodes, *Histoire*, ch. Il, ni, Iv; B. VACHET, loc. cit., p. 9; aussi *Voyages et travau*x, p. 361et suiv.; assez souvent, les missionnaires appliquent le titre de roi au chûa, le roi de fait, celui qui gouverne (cf. Relation du P. Tissanier, in *Voyages et travaux*, p. 102, n. 2; p. 113, n.1).

[140] « On se plaint de l'infidélité des Japonais qui nous étaient nécessaires comme intermédiaires dans les achats faits aux populations. On conclut qu'il faudra amener l'année suivante des interprètes de notre comptoir de Quinam ou d'autres endroits. » journal de K. Hartsingh, loc. cit., p. 37.

[141] Ou, plus exactement, à Hien-nam, capitale du Haut Son-nam; la ville est appelée Hien, Hean dans les relations et les lettres de marchands. Le commerce des Portugais y avait été assez actif. Les Chinois, d'après Dampier (op. cit., p. y vivaient en grand nombre.

de l'affaire des 23.580 réaux; peut-être ce souverain voudrait-il s'entremettre pour faire restituer la somme par le « roi de Quinam »; et l'on voit en effet qu'à la date du 2 juin, Hartsingh entretint de l'affaire un *kapado* du roi. Mais Duijcker avait bien recommandé de traiter de la question avec précautions, « car, disait-il, tout ce qui se passe à la cour du Tonkin est rapporté secrètement à la cour de Quinam, et si cette dernière prenait connaissance de nos tentatives, tous les officiers de la compagnie qui sont attachés au comptoir de Quinam seraient exposés aux plus grands dangers; alors cette nation brutale ne tarderait pas à entamer une véritable tragédie . Il ne paraît pas impossible que ces craintes se soient trouvées justifiées; d'autre part, le Seigneur de Cochinchine, qui ne voyait pas d'un bon œil les Hollandais se rendre au Tonkin, avait sûrement connu par ses espions les demandes de concours qui avaient été adressées aux marchands par son rival de Hanoi. Et les Hollandais, malgré leur prudence coutumière, ne s'étaient peut-être pas montrés assez avisés en ces circonstances.

Quelle qu'ait été la vraie cause du changement de Công-Thuong Vuong, on voit dans les documents hollandais que ses promesses relatives à l'exemption de taxes ne furent pas tenues, que deux navires ayant échoué en 1641 non loin des îles de Poulo Cham, les hommes qui les montaient furent, en grande partie, jetés en prison. Des difficultés nouvelles étaient sans cesse créées aux marchands [142]; on apprend qu'en cette même année 1641, les Hollandais avaient abandonné leur comptoir de Fai-Fo et qu'un Japonais, nommé Risemondono, habitant Hué [143], était chargé de leurs intérêts. Des ambassadeurs tonkinois, envoyés à Batavia, prirent passage sur un navire hollandais commandé par van Liesvelt, qui toucha à Fai-Fo au commencement de 1642; il est fort vraisemblable que Công-Thuong Vuong fut mis au courant de ce fait et rien d'étonnant à ce qu'il en ait ressenti de l'humeur. Il refusa de rendre la liberté aux Hollandais qu'il retenait prisonniers.

La Compagnie néerlandaise résolut alors d'employer la manière forte; cinq navires, montés par cent cinquante-deux marins et soixante-dix soldats, furent envoyés en Cochinchine; l'un des chefs de l'expédition, van Liesvelt, fit une descente, mais attaqué par les forces du Seigneur, il fut tué ainsi qu'une dizaine de ses soldats ; un autre chef, van Linga, fit décapiter vingt Annamites antérieurement pris comme otages sur la côte, mais n'essaya pas de s'aventurer à terre pour venger ses compagnons [144], un des marchands prisonniers fut mis à mort par Công-Thuong Vuong ; par représailles, van Linga s'empara de cent-sept Annamites dans divers villages sur le bord de la mer et fit voile pour le Tonkin. Les Hollandais se décidèrent à ce moment à porter ouvertement secours aux Tonkinois, comme il sera dit tout à l'heure.

Il est aisé de comprendre que ces conditions n'étaient guère favorables au développement des transactions commerciales; la Compagnie hollandaise le comprit et, en changea de politique. De son côté le Seigneur, Hien-Vuong, qui avait succédé à son père en fit savoir à Batavia qu'il était prêt à faire la paix. Un négociateur, Verstege, fut envoyé en Cochinchine et le 9 décembre 1651, un traité fut conclu on passait l'éponge sur les dissentiments anciens; les prisonniers étaient rendus; les Hollandais pouvaient venir librement en Cochinchine et y installer un nouveau comptoir; les Annamites et les Hollandais coupables d'un crime seraient à l'avenir jugés par leurs juges respectifs; assistance de part et d'autre serait donnée en cas de naufrage et des droits convenables payés pour les marchandises sauvées, etc.

---

[142] A cette époque, la capitale des Nguyễn, primitivement dans le Quang-tri, venait d'être transportée près de son emplacement actuel (V. Cadière, Résidence des rois de Cochinchine, loc. citat.,p.119,125,132) Les documents hollandais désignent la capitale sous les noms de Senua, Les documents correspondant à l'annamite Thuân-hoa.

[143] Lire dans le Mémoire de Vachet (loc. cit., p. 16 et suiv.) comment furent traités par le vice-roi (le tran-thû du Quâng-nam) les facteurs hollandais coupables d'avoir fait exécuter de leur propre autorité un domestique cochinchinois qui les avait volés les marchandises et les meubles du comptoir furent brûlés dans la cour; l'or, l'argent et tout ce qui pouvait résister au feu, fut coulé en pleine mer ; sept marchands furent décapités et deux envoyés à Batavia sur un navire étranger pour rendre compte de ce qui s'était passé.

[144] Quelques-uns le blâment, écrivit le gouverneur de Batavia le décembre 1642; d'autres l'excusent. »

Le bon accord ne se maintint pas; dès le mois de janvier 1654, les directeurs estimèrent qu'il n'était plus possible à leurs agents de se soumettre aux vexations qui leur étaient infligées; il y allait du prestige de la Compagnie. La guerre fut donc décidée, mais il ne semble pas que les Hollandais l'ait menée avec beaucoup de vigueur; dans tous les cas, de ce moment date la fin de leur comptoir en Cochinchine [145].

Lorsque Karel Hartsingh, en 1637, était arrivé au Tonkin, les Portugais depuis longtemps trafiquaient, dans le pays; ils n'y avaient pas cependant créé de factorerie. D'après les récits de l'époque, des expéditions régulières partaient de Macao vers le Tonkin comme vers la Cochinchine, mais on ne voit pas que des marchands portugais n'aient jamais songé à s'installer dans le domaine des Lê.

Le fait est dû vraisemblablement à ce que les Portugais, menant leur négoce en marchands libres, indépendants de toutes règles administratives imposées par une compagnie commerciale [146], n'avaient pas besoin d'avoir un comptoir permanent pour conduire des opérations telles que celles qui se faisaient avec les Annamites. Un particulier de Macao, ou peut-être un groupe d'habitants plus ou moins directement associés soit aux affaires du gouvernement, soit aux intérêts des missionnaires, formaient une cargaison de marchandises propres au Tonkin et affrétaient un navire ou une grosse jonque qu'ils faisaient partir généralement au début de l'hiver; pendant la durée des transactions, leurs mandataires pouvaient prendre domicile soit dans des maisons qui leur étaient assignées par les autorités indigènes [147], soit chez les interprètes [148], ou bien encore, après l'établissement de la mission chez les jésuites, la plupart de ces religieux étant, comme on le sait, originaires du Portugal. Et l'on peut considérer que la présence dans le pays de compatriotes, interprètes ou missionnaires, prêts à leur servir, sinon d'agents réguliers, du moins d'intermédiaires dans certains cas, paraissait aux Portugais une condition des plus favorables, les dispensant de faire les frais nécessaires à l'entretien d'une factorerie. Lorsque leurs marchandises étaient vendues et que la cargaison de retour, formée principalement de soie grège pour le Japon (7),

(7) *La soie grège était en effet l'un des principaux objets du commerce « d'Inde en Inde » et celle qui venait du Tonkin était importée en grande quantité au Japon par les marchands étrangers. On en trouve de nombreuses preuves dans les documents de cette époque. On lit dans une lettre de 1678 des facteurs anglais du Tonkin que quatre jonques chinoises sont venues acheter de la soie pour le Japon; en 1689, ils écrivent « Le grand commerce que font ici les Hollandais est réalisé par l'échange de salpêtre, soufre, dons de girofle contre de la soie grège qu'ils envoient ensuite au Japon. » (Ch. B.-Maybon, loc. cit., p. 179 et*

[145] D'une lettre du gouverneur de Batavia en Europe, en date du 16 décembre 1659, il ressort que Hiên Vuong fit faire une démarche auprès des Hollandais pour les décider à revenir s'établir dans son royaume, mais il ne paraît pas qu'elle ait été suivie d'effet.

[146] Cette indépendance ne paraissait pas, aux yeux des Hollandais, constituer un sérieux avantage. En effet, dans leur entretien avec le premier mandarin annamite qu'ils rencontrèrent, les compagnons de Karel Hartsingh firent observer qu'ils étaient les agents d'une compagnie commerciale et non, comme les Japonais ou les Portugais, de simples marchands particuliers » (*loc. cit*., p. 17).

[147] Ce fut le cas des Portugais qui avaient conduit le P. Baldinotti au Tonkin. Il en est question dans un passage de la relation du religieux qui vaut d'être reproduit tout entier pour ce qu'il fait connaître de l'accueil que le Seigneur fit alors aux Portugais. « J'allai, raconte-t-il, dès l'arrivée, avec le frère Giulio (Piani) en compagnie de tous les Portugais, faire visite au roi qui nous reçut avec une allégresse extrême, nous donnant la bienvenue, nous offrant des mets nombreux et variés, en nous promettant de nous assister en tout ce dont nous aurions besoin. Il fit au capitaine et à moi des présents de robes du pays, ordonnant en outre que nous fussions logés dans les meilleurs maisons de la cité. Et tant que nous restâmes au Tonkin, il nous combla de faveurs... il nous invita souvent à voir ses fêtes et nous invita également aux comédies. Toutes ces grâces, le roi nous les fit, semblait-il, poussé par le désir qu'il a d'avoir commerce avec les Portugais, à cause du, bruit qui court en ce royaume du grand profit qu'ils apportent avec leurs navires. » (Trad. de la relation de Baldinotti publiée dans Bull. Ec. fr. E.-O., 4903, p. 75 et suiv.)

[148] Le portugais, avec des apports locaux, a été la langue principale des transactions; les interprètes des marchands, s'ils n'étaient pas tous d'origine portugaise (certains étaient des Japonais), portaient du moins des noms portugais ; il ne serait pas surprenant qu'ils aient été en majorité des convertis des jésuites.

192.) Baron, qui était au Tonkin en 1678 et écrivait en 1685, dit : « La principale richesse et, à la vérité, la seule « commodité » qui soit objet de commerce est la soie, grège ou ouvrée. Les Portugais et les Espagnols autrefois, les Hollandais récemment encore, exportaient de grandes quantités de soie grège pour le Japon; les Chinois se livrent maintenant à ce commerce; quant à la soie ouvrée, les Anglais et les Hollandais en prennent la plus grande partie (op. cit., 3° édit., p. 126). Dampier, venu en 1688, raconte (op. cit., p qu'il y avait au Tonkin deux marchands chinois « qui négociaient tous les ans dans le Japon en soie crue et travaillée, et en rapportaient surtout de l'argent ». Pour ce qui est du trafic des Portugais eux-mêmes, on trouve dans le journal de Karel Hartsingh quelques détails intéressants. A la date du 21 mai, remontant la rivière, ils rencontrent « la jonque à prêtres (paters jonk) portugaise et une galiote accompagnées d'une galère du roi. Nous apprenons qu'elle est -chargée de 620 piculs de soie brute. La jonque était venue en novembre et la galiote en décembre de l'année passée. D Et bonnes âmes, ils émettent le regret de n'avoir pas un de leurs navires croisant devant l'embouchure pour s'emparer de cette précieuse marchandise. A la date du 1er mai, ils notent « La galiote portugaise pleinement chargée descend la rivière e; ils apprirent deux mois après que cette galiote avait fait naufrage à Hai-nan, « les 350 piculs de soie sont perdus, l'équipage est sauvé; les prêtres sont partis de là pour Macao » (loc. cit., p. 23, 28 et 36).

———

— était réunie, ils regagnaient Macao après avoir pris soin de préparer les transactions de l'année à venir, c'est-à-dire après avoir laissé, à titre d'avances, entre les mains des intermédiaires ordinaires, une certaine quantité de caisses d'argent destinées aux achats de soie de la saison suivante [149].

Les moyens employés par les Portugais étaient-ils ou non susceptibles de donner d'heureux résultats, il est malaisé de le dire, mais on n'a pas de preuves que leur commerce ait été bien florissant au Tonkin. Lorsque le débouché du Japon leur fut fermé par suite de l'interdiction du shogun, c'est-à-dire à partir de 1639, ils durent laisser les voies libres à leurs concurrents Chinois et Hollandais, mais dès avant cette époque, il n'apparaît guère qu'ils aient fait des transactions considérables au Tonkin et les opérations conduites en Cochinchine ont été certainement plus lucratives pour eux, sans avoir été très importantes [150].

La Compagnie anglaise des Indes (8), au dix-septième siècle, ne songeait pas encore à faire des acquisitions territoriales ; son ambition se limitait à établir des comptoirs partout où les Hollandais n'étaient pas assez forts pour l'en empêcher.

———

(8) Le succès du voyage du Hollandais Houtman (1596-1597) décida les Anglais, qui avaient fait plusieurs tentatives par les passages du Nord-Ouest et du Nord-Est, à suivre la route du Cap pour atteindre les Indes. Le 31 décembre 1600, la « London East India Company a (communément appelée dans la suite « Old Company » reçut sa charte de la reine Elisabeth sous le titre « The Governour and Company of Merchants of London trading into the East Indies D. Il faut noter que si les souscripteurs se présentèrent dès le début avec enthousiasme, un certain nombre d'entre eux montrèrent peu d'empressement à payer leur contribution et c'est ce qui fit que les premiers voyages furent entrepris sous la condition que chaque souscripteur personnellement contribuerait aux frais et prendrait part aux profits de chaque voyage; de là, le nom de separate voyages donné aux douze premières expéditions de 1601 à 1612; à partir de cette date, les expéditions furent faites à frais communs, ce sont les joint stock voyages ». La « New Company » ou « General Society », de son nom exact « The English Company trading to the East Indies », fut fondée en 1698; les deux compagnies, l'ancienne et la nouvelle, fusionnèrent en 1702-1708-1709 sous le nom « The United Company of Merchants of England trading to the East Indies elle fut officiellement appelée a The

[149] Bien qu'en principe les Européens trafiquant au Tonkin fussent autorisés à entrer en relation avec la population, les transactions ne se faisaient guère que par l'entremise des mandarins, des *kapados* ou des interprètes et il était d'usage de remettre à ces intermédiaires de grosses sommes qu'ils devaient consacrer aux achats. Pour les ventes, il fallait aussi laisser les marchandises aux mains des acheteurs pendant plusieurs mois avant d'en recevoir le montant. Les témoignages à ce sujet et les plaintes se trouvent à chaque page dans les lettres et les Journaux des marchands.

[150] Le trafic de Macao avait été fort grand, écrivait le P. de Rhodes vers 1650, et les Portugais y devenaient fort riches en peu de temps, mais depuis la persécution du Japon et la rupture avec les Espagnols qui tiennent les Philippines, ils sont demeurés à sec, parce que c'était le commerce de ces deux îles qui leur donnait tout ce qu'ils avaient de meilleur. » (*Divers voyages*, p. 59.)

Honourable East India Company Voici quelques indications bibliographiques relatives à l'histoire des entreprises anglaises en pays d'Annam. Pour les documents manuscrits, voir les catalogues du Record Department de l'India Office (Cf. List of Marine Records, List of Factory Records, List of General Records) et les renseignements donnés au cours de Une factorerie anglaise au Tonkin. (Bull. Ec. fr, E.-O., 1910, p. 159 et suiv.). Les impressions de documents d'archives (Calendars of State Papers de Noel Sainsbury, Calendar of Court Minutes de Miss E.-B. Sainsbury, Letters received by the East India Company de Denvers et Foster, The English Factories in India de Foster) ne couvrent encore que la première partie du XVIIe siècle. Hakluyt Society a publié, entre autres récits ou journaux, le Diary de Cocks (en 1883) qui prit part au huitième voyage et dont il sera question ci-après. D'assez importants fragments de lettres et de rapports sont reproduits dans l'appendice (B. Early English Trade at Formosa) de l'ouvrage déjà cité de M. Campbell, Formosa under the Dutch., p. 498. M. P. Villars a tiré d'un volume des archives de l'India Office (Factory Records, China and Japan, n° 17) la matière d'un attachant article intitulé les Anglais au Tonkin (Revue de Paris, 1903). Voir aussi certains des ouvrages cités ci-dessus et ci-dessous à propos des Hollandais et des Français, ainsi que les relations de William Dampier et de Samuel Baron. Ce dernier était né au Tonkin d'une femme indigène et d'un marchand hollandais, Hendrick Baron, qui fut chef du comptoir de Hanoi en 1663; il entra lui-même au service de l'East India Company dès avant 1672 et aurait obtenu la naturalisation anglaise; envoyé au Tonkin en 1678, il paraît y être demeuré plusieurs années; lorsqu'il écrivit sa relation, en 1685, il se trouvait à Madras; son principal but, en notant ce qu'il savait du Tonkin, était, dit-il, de réfuter les erreurs du récit de Tavernier. Sur Tavernier, v. Bibliotheca Indosinica, col. 2418-2423.

_____

En 1613, Richard Cocks, chef de la factorerie de Hirado que venait d'ouvrir John Sarris [151], envoya en Cochinchine une jonque commandée par le marchand Peacock. Celui-ci, arrivé à Fai-Fo, fit descendre à terre l'un de ses agents, nommé Walter Carwarden, avec des lettres du roi d'Angleterre et des présents. Carwarden fut reçu avec faveur et réussit à vendre au « roi » [152] plusieurs pièces de drap d'Angleterre. Les affaires étant ainsi entamées sous d'heureux auspices, le chef de l'expédition crut pouvoir se rendre à son tour auprès du « roi » pour recevoir le prix des marchandises. Mais au moment où il débarquait, les Annamites se jetèrent sur lui et le massacrèrent avec son interprète et ceux qui l'accompagnaient. Ce n'était pas un heureux début.

Quelques années plus tard (vers 1616), des expéditions furent dirigées de Hirado vers Formose, les Pescadores et vers le Tonkin; mais pour s'être terminée moins tragiquement que celle de la Cochinchine, l'entreprise du Tonkin ne paraît pas avoir été, au point de vue du commerce, couronnée de plus de succès. D'ailleurs, toutes les tentatives anglaises, en butte à l'hostilité inlassable des Hollandais, étaient alors vouées à l'échec. De 1620 à 1625, les Anglais furent chassés de leurs établissements du Sud [153] et, leurs adversaires étant devenus les maîtres du commerce de l'archipel, ils se virent forcés de renoncer pour un temps à la lutte ; c'est alors qu'ils fermèrent leurs comptoirs de Formose et du Japon.

Après la défaite des Hollandais en Europe, le traité de Westminster (1654), accordant à la Compagnie anglaise certains privilèges pécuniaires et moraux, relève sa situation, restaure son prestige et donne un nouvel essor à son commerce; assise dans l'archipel plus solidement, que par le passé, elle reprit ses projets d'établissement dans les mers de Chine et du Japon. En 1672, des navires furent envoyés, avec la mousson favorable, au Tonkin, à Formose et au Japon. Une somme de 10000 réaux fut consacrée à l'expédition du Tonkin et cinq agents européens, sous la direction de William Gyfford, formèrent le personnel du nouveau comptoir [154]. La frégate *Zant*, capitaine

[151] Le capitaine John Sarris dirigea le huitième des « separate voyages » parti en 1611 d'Angleterre avec trois navires (*Clove*, *Hector, Thomas*), il aborda à Hirado en 1613; son journal, du 8 avril 1611 au 17 nov. 1613, est conservé dans les *Marine Records de l'India Office* (Sect. I, XIV; pour Cocks, sect. III).

[152] Il doit être ici question, comme à l'ordinaire, du gouverneur de la province de Quang-nam.

[153] En 1620, de Pularoon et de Lantore (mer de Banda); en 1621, de Bantam (à l'ouest de Batavia); en 1623, d'Amboine où plusieurs marchands furent mis à mort. Les Anglais se rétablirent bientôt à Bantam où avait été pendant plusieurs années le principal siège de la Compagnie l'agence de Bantam fut de nouveau érigée en Présidence en 1634.

[154] Consultation du 10 mai 1672. Une « consultation » était une assemblée des marchands d'une factorerie, d'une agence ou d'une présidence réunis pour délibérer.

Andrew Parrick, partit de Bantam à la fin du mois de mai et arriva à l'embouchure de la rivière du Tonkin le 25 juin 1672 [155]; « nous vînmes sur la barre en grand hasard et danger, raconte le chef-marchand Gyfford, mais (Dieu en soit béni !) sans accident, ne perdant qu'une embarcation et une ancre. »

Gyfford était porteur d'une lettre du conseil de Bantam adressée « au grand et puissant roi du Tonkin avec souhaits de longue vie sur la terre et de victoire sur ses ennemis ». Elle exposait que la grande bonté dont le roi faisait preuve à l'égard des Hollandais, des Portugais, des Chinois et de tous les étrangers, était connue du monde entier; notre grand roi d'Angleterre, disait-elle ensuite, a donné l'ordre à l'Honorable Compagnie des Indes de demander que les Anglais soient admis en votre faveur et confiance comme gens de votre maison et qu'il leur soit permis de vivre et de commercer librement. »

Gyfford ne put présenter cette lettre dès son arrivée, Lê Gia-Tôn et TrÁnh Tic étant à ce moment hors de la capitale; une expédition contre la Cochinchine était alors entreprise et le souverain, ainsi que le chúa, y avaient pris part. Ils revinrent au début de l'année 1673 et Gyfford put être reçu en audience le 14 mars. Il offrit les présents dont il était chargé, remit la lettre du Conseil de Bantam et fut autorisé à ouvrir le commerce anglais dans le pays.

On lui fixa Hiên-Nam pour résidence ; il s'y installa avec ses compagnons, mais il ne semble pas que leurs efforts aient rencontré tout d'abord une grande réussite; il fut même question, dès les premières années, d'abandonner l'entreprise [156]. Le séjour de Gyfford dura quatre ans [157] et il lui fallut beaucoup de souplesse et beaucoup d'énergie pour résister aux difficultés qu'il eut à combattre; elles ne se rattachaient pas toutes aux conditions ordinaires du commerce dans le pays; l'établissement -eut encore à souffrir de l'état des relations de l'Angleterre avec la Hollande qui faisait obstacle aux voyages réguliers des navires et à la formation des approvisionnements. Une première guerre, comme on le sait, avait eu lieu en 1652 et s'était terminée par la défaite des Provinces-Unies, consacrée par le traité de Westminster. Sous Charles II, les hostilités recommencèrent ; après la bataille de Texel gagnée par le duc d'York (1665) et plusieurs rencontres non décisives, mais où Ruyter infligea aux Anglais de rudes pertes, la lutte se prolongea malgré le traité de Bréda, on voit qu'à l'époque qui nous intéresse les navires anglais en partance pour les Indes orientales avaient commission de navires de guerre ; qu'en 1674, la compagnie anglaise faisait vendre à Londres des marchandises provenant de navires hollandais saisis; qu'en 1677, les Javanais, à l'instigation des Hollandais, mirent à sac l'agence de Bantam (de laquelle dépendait la factorerie tonkinoise) et assassinèrent l'agent [158]. En fait, l'hostilité entre Anglais et Hollandais, parfois latente, était toujours irréductible.

Gyfford fut mal récompensé de ses peines ; ses subordonnés l'ayant accusé d'avoir fait du commerce pour son compte personnel, le Conseil de Bantam le destitua [159]. Ses successeurs se

---

[155] Le journal de bord d'Andrew Parrick de Bantam au Tonkin (27 mai-27 juin) est conservé dans les *Factory Records (Original Correspondence*, vol. 33, n° 3645).

[156] Le fait est indiqué par une lettre de Bantam (antérieure à juin 1676) qui a pour but de répondre aux critiques dont la factorerie avait été l'objet et de faire ressortir les conséquences fâcheuses qu'entraînerait sa suppression les Hollandais se moqueraient de nous; notre départ discréditerait la compagnie dans toute la Chine; les Tonkinois, très probablement, ne nous permettraient pas plus tard de faire une nouvelle installation; s'ils nous laissaient revenir, ils nous soumettraient à des charges plus fortes encore que la première fois. D'ailleurs la soie du Tonkin est de bonne qualité; les dépenses faites en deux années ne sont pas élevées, elles n'ont pas atteint 1 000 réaux, et il en coûterait fort cher pour se retirer.

[157] Du 25 juin 1672 au 28 juin 1676, d'après le journal de la factorerie; c'est donc par erreur que BARON, dans sa préface, assigne au séjour de Gyfford un durée de près de six ans.

[158] Cf. Bidwood, op. ci.t., p. 50, 225, 268.

[159] La compagnie paraît être revenue sur des préventions qu'avaient pu lui faire concevoir les accusations dont Gyfford avait été l'objet, car elle lui confia dans la suite d'importante fonctions. On le voit en effet en 1683 nommé Président de la Côte de Coromandel, du Bengale, etc., et Gouverneur du fort Saint-Georges. Samuel Baron servit sous ses ordres à Madras, et dans la dédicace qu'il lui fit de sa description,

montrèrent inférieurs à leur tâche et le comptoir ne prospéra guère sous leur direction; ils obtinrent cependant, à force d'instances, de résider à Kê-cho. Les Hollandais y étaient déjà depuis plusieurs années et il paraissait aux marchands anglais que, dans la capitale, ils pourraient lutter avec plus de succès contre leurs concurrents. Ils s'établirent à Hanoi en 1683, sur le bord du fleuve, à l'endroit qui leur fut désigné ; ils firent construire plus tard une factorerie et des magasins ; c'est là que Dampier les vit en 1688 (9).

(9) Une lettre des facteurs anglais, en date du 3 décembre 1687, fait savoir qu'ils ont, quoique avec difficultés, pu bâtir une factorerie dans la ville, à l'abri des dangers d'incendie des magasins pour les marchandises légères sont au-dessus des chambres. Dampier la décrit ainsi elle « est très agréablement située au Nord de la ville, et regarde la rivière. C'est une fort jolie maison basse et la meilleure que j'aie vue dans la ville. Il y a au milieu une belle chambre où l'on mange et, de chaque côté, des appartements propres pour les marchands, les facteurs et les domestiques qui appartiennent à la Compagnie, avec plusieurs autres commodités. Cette maison est parallèle à la rivière et à chaque bout il y a d'autres maisons plus petites, destinées à d'autres usages, comme v la cuisine, des magasins, etc., qui font une ligne depuis le corps du logis jusqu'à la rivière et forment deux ailes, avec une cour carrée qui est ouverte du côté de la rivière », op, cit., p. 58. La gravure représentant Kê-cho, dans la description de Baron, montre les deux factoreries anglaise et hollandaise (la gravure est reproduite en réduction dans la *Revue Indo*., 1914, 2e sem., p. 71).

Mais ce changement ne suffit pas à donner à leurs affaires le développement qu'ils avaient espéré; sans parler de l'incapacité des chefs, des dissensions régnant parmi les facteurs (10), des manœuvres hollandaises et des intrigues des Portugais, prêtres ou laïques, il aurait suffi peut-être des exigences et de la mauvaise foi des Annamites, mandarins et souverains, pour rendre impossibles toutes transactions régulières et durables, car c'est bien là, semble-t-il, la cause dominante des échecs subis par les marchands européens au Tonkin.

(10) Les registres de la factorerie contiennent maintes preuves du peu d'accord qui régnait parmi les marchands ; ils étaient toujours prêts à s'accuser les uns les autres des pires méfaits. L'accusation la plus courante était celle qui fut portée contre Gyfford par ses subordonnés faire du commerce à son compte, donc au détriment de la Compagnie. Mais il était bien d'autres reproches dont les facteurs se chargeaient mutuellement. Notons que les Anglais n'étaient pas les seuls à agir de la sorte; les Hollandais n'avaient rien à leur envier à ce sujet, et la vie des facteurs européens, quelle que fût leur origine, ne différait pas grandement sans doute. M. P. Villars fait une peinture vivante de ce qu'elle devait être voir dans l'article cité quelques intéressants détails tirés des manuscrits anglais.

Les renseignements abondent à ce sujet et se confirment, quelle que soit leur origine. L'avidité des autorités indigènes, les dénis de justice dont elles se rendaient coupables forment fréquemment le thème des doléances des marchands. D'autre part, ils ne réussissaient pas toujours, ou du moins, n'y arrivaient , qu'au prix des plus grandes difficultés à faire rentrer les sommes qui leur étaient dues, montant de la valeur de marchandises achetées ou remboursement d'avances non employées. Les vieilles dettes sont presque désespérées, dit une lettre de 1680, et ce que les mandarins achètent, ils le paient rarement. Il n'est guère possible d'arriver jusqu'au prince pour se plaindre de ces agissements sans passer par l'intermédiaire des concubines, et c'est là une grave source d'abus.»

Les Anglais fermèrent leur comptoir trois années avant que les Hollandais, plus patients, ne se décidassent à abandonner le leur; ils s'embarquèrent le 30 novembre sur la *Mary Bowyear*, non toutefois sans esprit de retour, car ils ne cessèrent pas tout commerce avec les Tonkinois. Ils eurent encore avec eux des rapports intermittents jusque vers 1720 [160], ce qui prouve que s'il

loue la patience, la prudence, la discrétion et l'habileté de l'Anglais qui, le premier de sa nation, ouvrit le commerce au Tonkin. (111954)

[160] Hamilton's, *Account of the East Indies* (*Collection Pinkerton*, VIII, p. 483). Cet auteur attribue la cessation du commerce au Tonkin à la conduite du subrécargue d'un navire anglais qui voulut enlever à son

n'était, guère possible d'entretenir un établissement fixe au Tonkin, il pouvait paraître fructueux d'y venir, à intervalles irréguliers, négocier quelques opérations.

A l'époque où la Compagnie anglaise allait se voir contrainte à l'abandon de sa factorerie de Hanoi, elle fit une tentative en Cochinchine (11).

_____

(11) On a cru devoir donner quelques détails sur cette tentative, car elle n'a pas été signalée, semble-t-il, par les auteurs qui ont écrit de l'Indo-Chine. Les renseignements fournis sont extraits des archives de *l'India Office* ; ils sont compris dans un registre des *Factory Records (Miscellaneous, 18*) sous le titre Book containing several copies of Letters Instructions Journals, etc., relating to the Pegu and Cochin China Trade. Les documents relatifs à la Cochinchine sont 1° la lettre d'Higginson au roi datée de Fort Saint-Georges, 2 mai 1695 ; 2° les instructions données à Bowyear, même date; 3° les instructions particulières signées du gouverneur et des membres du conseil de la Compagnie, même date; 4° le rapport de Bowyear, daté de Fai-Fo, 30 avril 1696, p. 5-20 ; 5° la traduction de la lettre du roi de Cochinchine, datée du jour du 12° mois de la 46^{e} année chinh-hoà (pour chinh-hoà, période inaugurée en 1680 par Lé Hi-Tôn, 1675-1705; on n'ignore pas en effet que les Nguyễn, même après s'être séparés politiquement du Tonkin, continuèrent à dater leurs actes officiels en employant les titres de période des Lê) soit 16 janvier 1696. Dalrymple, dans *l'Oriental Repertory* (vol. l, p. 77, 1808) a publié le quatrième de ces documents. J'ai remis la copie complète des cinq documents, prise par mes soins à l'India Office, au rédacteur du *Bulletin des Amis du vieux Hué* qui en prépare la publication.

_____

Le 18 août 1695, le navire le *Delphin* jeta l'ancre à trois lieues à l'est de Poulo Cham; à bord se trouvait le subrécargue Thomas Bowyear, porteur d'une lettre adressée « au très illustre et puissant Prince le Roi de Cochinchine par Nathaniel Higginson, président pour la nation anglaise sur les côtes de Coromandel, la baie du Bengale, de Sumatra et les mers du Sud. »

Cette lettre [161] demandait de la part de la noble Compagnie la permission de vendre les marchandises apportées par le Delphin, d'acquérir des « commodités » du pays et d'envoyer l'année suivante un autre navire; elle se terminait par cette assurance « il est bien connu dans toutes les parties de l'Inde où les Anglais ont établi leur commerce qu'ils se conduisent avec justice et vivent en gens paisibles, ne cherchant pas à acquérir des royaumes [162], mais à conduire leurs affaires pour le grand bénéfice du pays où ils trafiquent. »

Il s'agissait en Cochinchine de faire une expérience, Bowyear étant seulement chargé d'étudier la possibilité d'ouvrir des rapports avec le pays. Ses instructions portaient que, n'étant pas informé des conditions du commerce et des produits de la Cochinchine, le président Higginson désirait que le roi lui fasse fournir une liste des sortes, quantités et prix des commodités achetées et vendues.

---

bord une Tonkinoise ; malgré les réclamations, il refusa de se séparer, d'elle ; des actes d'hostilité s'ensuivirent; morts des deux côtés; le capitaine Wallace, commandant du navire, succomba ; « however, the English bravely carried off their prize, but I never heard any more of the Tunkin trade since. »

[161] Elle débutait ainsi « Dieu a fait le ciel pour le trône de sa gloire et la terre pour l'habitation de l'humanité; il l'a divisée entre quelques hommes que leur sagesse et leur valeur rendent dignes de gouverner. Votre Majesté est l'un de ces hommes elle a reçu le pouvoir sur un peuple nombreux et vaillant, elle possède une contrée vaste, riche, bénie de la généreuse nature, produisant les choses utiles à la vie plus abondamment qu'il ne le faut à votre peuple. certains pays ont des produits que d'autres n'ont pas et Dieu, dans sa Providence, a ordonné que tous les pays entrent en rapports les uns avec les autres afin que, par un amical échange, toutes les parties du monde jouissent des rares trésors dévolus à l'ensemble du monde… La lettre contenait, à propos du Tonkin, une demande qui présente quelque intérêt Higginson sollicitait l'aide de Minh Vuong pour faire parvenir des lettres à la factorerie du Tonkin un navire y avait été envoyé depuis deux ans et l'on n'avait pas encore reçu de nouvelles des marchands; le bruit courait que le roi du Tonkin empêchait le navire de partir.

[162] Ce qui était parfaitement vrai à cette époque ; les acquisitions territoriales n'ayant commencé qu'après la fusion des deux compagnies.

S'il était prouvé que le commerce pût devenir favorable, une factorerie serait établie pourvu que le roi voulût consentir les privilèges dont la Compagnie jouissait dans les autres pays, soit [163]:

1. Concession d'un terrain pour construire une factorerie;

2. Pouvoir pour le chef de cette factorerie de juger tous les cas intéressant les Anglais et les cas relatifs aux dissensions entre Anglais et indigènes;

3. Pouvoir pour le chef de punir les coulis et serviteurs (payés au tarif usité dans le pays) quand ils seraient coupables d'une faute;

4. Liberté d'importer et d'exporter sans acquitter de droits de douane;

5. Concession d'un terrain sur le bord d'un fleuve ou sur une île, propre à élever un dock où les navires pourraient être construits ou réparés;

6. Les navires jetés à la côte ne seraient pas confisqués et les équipages et les cargaisons, au sauvetage desquels devraient travailler les indigènes, seraient remis à la factorerie

7. Droit de transporter en franchise les marchandises entrant dans la factorerie ou en sortant et, pour les employés, droit de voyager sans être molestés.

Les instructions particulières remises par le Conseil de Madras à Bowyear contenaient des recommandations d'un autre ordre il devrait s'enquérir des noms et titres du roi; de sa famille, de ses principaux fonctionnaires, des favorites (ou favoris ?) ; du mode de gouvernement et surtout de ce qui concerne le commerce avec les étrangers ; des règlements de douanes ; de l'état des rapports (guerre ou paix) de la Cochinchine avec le Tonkin, le Siam et le Cambodge; de la possibilité d'établir un commerce avec le Japon; de l'importance des capitaux consacrés au commerce ; du nombre des vaisseaux venant annuellement, de la nature des cargaisons; de la possibilité d'importer du drap d'Angleterre au Japon par jonques-annamites; du prix de toutes les marchandises, soit produites ou fabriquées dans le pays, soit importées ; du commerce que les Hollandais entretiennent ou ont entretenu en Cochinchine et des dispositions du roi à leur égard ; enfin, dernière recommandation « Vous n'avez pas à conclure un accord avec le roi, mais seulement à faire et à recevoir des propositions. »

Peut-être ces précautions paraîtront-elles marquées au sceau d'une prudence excessive, mais il faut songer que les Anglais avaient fait des essais malheureux, qu'ils voulaient s'assurer contre le retour des pertes et des désagréments éprouvés au Tonkin. Il n'a pas semblé inutile de montrer sur quelles bases, à la fin du dix-septième siècle, ils voulaient ouvrir un commerce avec le pays d'Annam; on comprendra mieux ainsi que, n'ayant pu réunir toutes les garanties de, succès, ils aient préféré s'abstenir et l'on s'expliquera mieux, en outre, leur inactivité au cours du siècle suivant.

Bowyear, dès le 20 août, constatant que les nombreux pêcheurs qu'il voyait ne s'approchaient pas du *Delphin*, envoya le commissaire à terre; le 2l, le subrécargue lui-même se rendit à Fai-Fo [164]. Il entra en rapports avec les autorités indigènes, leur remit la lettre destinée au roi; le navire fut conduit dans le port et amarré devant la maison de la douane; les dispatchadores se présentèrent; formalités diverses; visite de la cargaison, débarquement des marchandises dans un terrain

[163] La liste de ces « privilèges » a paru intéressante à reproduire ; elle renseigne en effet sur les procédés des Compagnies commerciales à cette époque. Notons que les instructions de Bowyear sont closes par cette recommandation significative « Prenez garde que tous ceux qui appartiennent à votre navire se conduisent avec civilité et avec tempérance, qu'aucune atteinte ne soit apportée aux droits du gouvernement et que les indigènes n'aient à souffrir d'aucun tort. »

[164] Fai-Fo, à trois heures de la barre, dit Bowyear (qui l'appelle Foy-Fo), était alors constitué par une rue sur le bord de la rivière et par deux rangées de maisons, au nombre d'une centaine environ, habitées surtout par des Chinois; il s'y trouvait aussi quatre ou cinq familles de Japonais. Les Japonais, autrefois, étaient les principaux habitants et étaient les maîtres du commerce du port, mais leur nombre ayant diminué et leur richesse étant fortement réduite, la direction des affaires était passée aux mains des Chinois. Il y tenait environ dix ou douze jonques annuellement du Japon, de Canton, de, Siam, du Cambodge et de Batavia. Les jonques japonaises ne venaient pas régulièrement depuis l'interdiction de l'exportation de l'argent ; celles qui touchaient à Fai-Fo avaient d'abord relâché en Chine où elles avaient déposé partie de leur cargaison et chargé d'autres marchandises, principalement du cuivre et des soieries.

désigné, réunion d'échantillons à soumettre à la cour. L'envoyé d'Higginson quitta Fai-Fo le 4 octobre et se rendit par terre à Hué, où il arriva le 9. Minh Vuong, à ce moment, était en un lieu de plaisance et il avait interdit qu'aucune pétition ou adresse lui fût envoyée. C'était un retard que Bowyear employa à faire ses arrangements avec les dispatchadores (12) ;

(12) Le document contient au sujet de ces agents des renseignements qui éclairent un peu les notions que nous possédons sur leurs fonctions et sur leur rôle. Bowyear eut affaire à deux dispatchadores, Ung (évidemment ông, titre de respect) Coy Backe et Ung Cookey Thoo; le premier avait le plus d'autorité; il voyait journellement le souverain qui avait en lui une grande confiance; c'était un homme moral et modéré; bien que recevant les ordres du souverain, il n'était pas porteur de la « chape » royale (il n'ava.it pas reçu l'investiture régulière de la charge qu'il exerçait) parce qu'un des oncles du roi visait à occuper sa place, et cette insécurité lui enlevait toute énergie, au grand préjudice des marchands. L'autre était plus actif dans son rôle d'agent douanier, car il avait été nourri pour ces fonctions; il tenait les livres et transmettait par l'intermédiaire d'un eunuque les rapports venant des marchands ou qui leur étaient destinés; il était d'une apparence rude, mais courtois, doux et parlant bien. Bowyear conte que le dispatchadore lui demanda, pour prendre soin de ses affaires de manière à le contenter, une somme de 500 taëls; ce chiffre fut réduit à 100 taëls, l'interprète ayant affirmé au dispatchadore que les Anglais ne manquaient pas de bien reconnaître les services qu'on leur rendait et il fut décidé, dit; Bowyear, que s'il faisait mon affaire en calculant le prix de mes marchandises et que je pusse ainsi avoir mon dispatch (permission de vente) à temps pour continuer mon voyage, je lui donnerais une gratification proportionnée à mon petit stock.

il fit traduire ses propositions en portugais, puis du portugais en annamite, et eut le plaisir d'apprendre qu'elles ne contenaient aucun article que le roi ne pût accorder. Enfin le 2 novembre, il fut conduit au palais par le second dispatchadore et reçu en audience; le présent fut offert, le chúa l'en remercia et ainsi prit fin l'entrevue. De retour à la maison qu'il occupait, Bowyear reçut de la part de Minh Vuong dix mille sapèques, un porc, deux sacs de riz, deux jarres de poisson salé et deux pots d'alcool. Il envoya des présents à la reine-mère et aux oncles du roi [165]. Mais bientôt, les jours s'écoulant sans qu'il obtînt aucune réponse, le subrécargue commença à se plaindre des lenteurs apportées au règlement de son affaire il perdait son temps, il risquait d'avoir fait un voyage inutile. Sept semaines après sa première audience, le 27 décembre, il fut admis à exposer devant Minh Vuong les propositions de la Compagnie. La réponse fut que, au cas où une factorerie devrait être établie, les demandes produites seraient prises en considération et que, s'il plaisait à Bowyear, il pouvait dès à présent faire choix d'un terrain. Le «hua ordonna ensuite qu'on montrât au subrécargue les canons qui se trouvaient dans l'enceinte de la demeure royale afin de savoir si la Compagnie pourrait en fournir de pareils; c'étaient des canons de 7 à 8 livres de balle. Puis les livres de douane furent produits et Minh Vuong ordonna que les marchandises choisies pour son usage fussent payées en or, comme Bowyear le désirait. Mais le payement se fit à un tel taux que le subrécargue protesta et le chúa lui fit remettre deux barres d'or en supplément. Le moment de quitter la capitale était venu; la lettre et le présent de Minh Vuong à Higginson étaient prêts; le gong fut battu et notice fut donnée aux acheteurs de marchandises anglaises que, s'ils ne payaient pas leur dette, ils perdraient leur office. Le 17 février, Bowyear partit pour Fai-Fo ; il eut la désagréable surprise de trouver ses affaires en désordre ; certaines marchandises avaient été rejetées; d'autres étaient encore à solder; les Japonais, qui s'étaient plu à embrouiller les comptes, avaient partagé entre eux et les fonctionnaires de la douane ce qui leur avait convenu parmi les marchandises retournées par la cour. Il fit de son mieux pour remédier à cet état de choses et, ayant fini de charger à la date du 24 mars tout ce qu'il avait pu rassembler des marchandises non vendues, il voulut partir. Mais pour diverses raisons; et notamment à cause des vents et de la saison avancée, les Anglais décidèrent d'attendre la mousson. Bowyear mit à profit son séjour à Fai-Fo pour rédiger son rapport (daté du 30 avril 1696); on vient de voir un résumé de la première partie; la deuxième a pour but de répondre aux questions posées dans ses instructions particulières

[165] Minh Vuong, qui avait succédé à son père Ngai-Vuong en avait vingt ans au moment du voyage de Bowyear, étant né en 1675. Bowyear dit que ses oncles, au nombre de quatre et appartenant à la lignée maternelle, tenaient les rênes du gouvernement.

et nous sommes déjà renseignés sur les sujets traités. Il reste à, analyser ce que contient d'intéressant la lettre que Minh Vuong avait fait remettre à Bowyear à Hué pour répondre à celle de Nathaniel Higginson [166]. Le chúa disait, après quelques lieux communs sur les rapports entre nations et quelques paroles de politesse Pour ce qui est des marchandises apportées par votre navire, nous les avons adressées à nos ministres pour être examinées en vue de la vente au prix courant de l'année, car il n'est pas dans notre, nature de rien faire clandestinement; pour ce qui est de Fessai relatif à l'envoi du navire, de ce que nous devrions recevoir et autres choses de cette nature sur lesquelles on est en discussion, il est trop tard maintenant pour traiter ces questions, la saison étant passée ainsi que l'occasion de l'année courante [167]; mais si le navire revient l'an prochain, nous accorderons libéralement toutes les choses (demandées) et nous introduirons une nouvelle méthode de commerce; en tirant partie de toutes les richesses qui sont sous le ciel, nous gagnons l'amour de toutes les nations du septentrion et du midi. »

Le chúa annonçait ensuite la remise d'un présent comprenant une livre de bois d'aigle, de l'or, de la soie (300 pièces) et du bois de belle qualité.

Cette lettre, conçue en termes bienveillants [168], révélait d'excellentes dispositions et permettait d'augurer un avenir de bons rapports commerciaux; soit cependant que les garanties n'en aient pas paru suffisantes à la Compagnie anglaise, soit que les résultats du voyage du *Delphin* aient été jugés peu encourageants, ou pour toute autre cause étrangère aux conditions mêmes qu'offrait la Cochinchine, il ne fut pas donné suite à l'entreprise conçue par Higginson il n'y a, dans tous les cas, pas de traces que la mission de Bowyear ait abouti à autre chose qu'aux négociations sans grand résultat pratique qui ont été relatées,

Lors de leur premier voyage, en 1672, les Anglais avaient trouvé des Français au Tonkin [169].

Mais il est assez malaisé de déterminer avec exactitude ce que pouvait être le commerce français à cette époque.

Le directeur de la factorerie anglaise écrit, au courant de la première année de son installation, que le chef et le second du comptoir français étaient des « Padres » ce qui, à première vue, ne laisse pas de surprendre [170]. Plus tard, il fait cette remarque « Les Français ont une maison ici, mais nous ne pouvons démêler si c'est pour le commerce ou dans des vues de propagande religieuse. » Ce qui semble certain, c'est que des relations commerciales ne furent tentées qu'après l'institution des vicariats apostoliques et il ressort de documents provenant des Missions-Étrangères que la première compagnie française de commerce « à la Chine » fut créée [171] pour

---

[166] Écrite en caractères chinois, cette lettre avait été traduite en latin (peut-être par l'un des « Padres », pour qui Bowyear avait des lettres de recommandation), puis du latin en anglais.

[167] La traduction de ce membre de phrase est incertaine; le texte anglais est peu clairement écrit et comporte des abréviations; dans l'impossibilité de le confronter avec l'original chinois ou la traduction latine, il a été rétabli ainsi (orthographe modernisée) as to the trial relating to the ship and what we were to receive and others things of that nature that were in controversy the season and opportunity of this year are now past.

[168] Une note suivant la traduction de la lettre fait remarquer que les intervalles de respect usités dans les pièces officielles y sont observés chaque fois qu'il est question de la Compagnie des Indes it is to be observed as a mark of great Honour to begin a new Parag. wheresoever ye name of ye Lord Gov[ernour] is mentioned.

[169] Quand ils arrivèrent à la barre, le pilote français vint à leur bord en même temps que les pilotes hollandais, portugais et chinois (d'après le journal de bord du capitaine Parrick).

[170] On se rappelle que les jésuites, chassés en 1661 et en 1663, étaient revenus secrètement en 1669 (ci-dessus, p. 40); malgré l'appellation de « Padres », il ne peut être question d'eux dans la lettre de Gyfford (sur l'emploi de ce mot à cette époque, v. Yule and Burnell, op. cit., s. v. Padres). Il s'agit certainement, comme on le verra plus loin, de Deydier, des Missions-Étrangères, qui avait réussi à entrer au Tonkin dès 1666, et de l'un des missionnaires venus en 1669 avec Mgr de Béryte (cidessus, p. 62, 64).

[171] Les documents des archives des Missions Étrangères ne laissent point de doute à cet égard; voir : 1° un passage d'une lettre de Pallu à la Propagande datée du 16 décembre 1660 ;

2° un extrait d'un accord conclu le 14 septembre 1698 par devant les notaires garde-notes du roi entre Pallu et le capitaine et maître du navire » Thomas Arney, Hollandais (Pallu, Lettres, II, p. 5 et 384). Dans

transporter les membres de la nouvelle société ; ils ne pouvaient en effet, comme on le sait, s'embarquer à Lisbonne les Hollandais, d'autre part, refusaient de les prendre sur leurs navires et ils désiraient éviter la voie de terre, si pénible à suivre.

Un riche armateur de Rouen, nommé Fermanel, publia un projet pour la constitution de la Compagnie ; il fallait environ deux cent vingt mille livres pour construire un navire et pour acheter une cargaison ; cent quarante mille livres seulement furent souscrites [172]. Mazarin consentit à être le chef de la Compagnie; les article, au nombre de vingt-trois, furent réglés par le sieur L'Hoste, avocat en Parlement, le 15 avril 1660 ; on y voyait notamment que l'objet principal de la Compagnie était la gloire de Dieu et la propagation de la foi ; qu'on débarquerait les évêques en un ou plusieurs ports du Tonkin, de la Cochinchine ou de la Chine, à leur choix ; que les évêques seraient suppliés de veiller à ce que l'on ne détournât rien des fonds de la Compagnie et qu'il fût tenu bon registre des ventes et achats par les commis; qu'ils pourraient faire donner de l'argent à ces commis pour des besoins extraordinaires, etc. Les fondateurs de la nouvelle société l'unirent à la Compagnie de l'Orient et de Madagascar [173], qui, fondée en 1642, n'avait pu s'attacher qu'à la première partie de son programme l'installation à Madagascar [174].

Le contrat d'union fut aussitôt exécuté et un navire, le *Saint-Lou*is, fut construit en Hollande. Lorsqu'il fut terminé et que de Thou, l'ambassadeur de France, en eut pris possession au nom du roi, les Hollandais avertis des projets des Français et craignant de les avoir pour rivaux au Tonkin, s'opposèrent au départ. Protestations de l'ambassadeur ; l'affaire portée devant les États généraux, discussions pendant lesquelles le navire, battu par la tempête, fut brisé dans le Texel (19 décembre 1660). Ce désastre, qui ne découragea point Pallu, mit fin cependant aux entreprises de la Compagnie ; il n'en est plus question désormais.

Le premier vaisseau français qui passa la barre de la rivière du Tonkin paraît avoir été celui qui portait, neuf ans plus tard (le 30 août 1669), Mgr de La Motte-Lambert, évêque de Béryte, et les missionnaires de Bourges et Bouchard (voir p.41, note 111). L'expédition fut-elle fructueuse au point de vue du commerce ? On ne saurait le dire. Mais pour l'heureux succès des projets de propagande de l'évêque, elle arrivait certainement dans des circonstances peu favorables; si la

---

une lettre du 2 janvier 1672 à Colbert, Pallu, après avoir montré l'utilité d'établir un comptoir au Tonkin, ajoute « Il est bon de remarquer que le voyage du Tonkin pour le secours de cette église naissante, a été le premier objet de l'établissement de la petite Compagnie des Indes qui se forma il y a treize ou quatorze ans… » (Ibid., p. 223.) Voir LAUNAY (Histoire, I, p. 55-58) qui fait l'histoire de cette éphémère compagnie Guyon, Histoire des Indes Orientales, III, p. et suiv., donne d'amples détails sur sa formation « Quoique le privilège de la Compagnie des Indes Orientales parût comprendre généralement tout ce qui est au delà du Cap de BonneEspérance, il s'en forma néanmoins une nouvelle dans le même temps, c'est-à-dire en 1660, qui prit le commerce de la Chine pour son objet particulier. » Guyon dit que Fermanel a semble en avoir été l'auteur et le principal conducteur » il a dont, ignoré le rôle qu'a joué Pallu dans l'affaire. Il faut noter d'ailleurs que Fermanel, le marchand de Rouen, était le père de Luc Fermanel (de Favery), un des directeurs du séminaire des Missions-Étrangères. A côté de ces documents des Missions Étrangères, on peut citer un long manuscrit de la Bibliothèque Nationale visé par Madrolle, *les Premiers voyages à la Chine*, p. XVIII et suiv.

[172] Voir les noms des souscripteurs et le chiffre de leur contribution dans MADROLLE, loc. cit., et dans Guyon, op. cit., p. 152, 153 ; on y trouve tous les principaux soutiens de la Société des Missions-Étran.gères, la duchesse d'Aiguillon, le conseiller du roi d'Argenson, le président Garibal, Arnaud de Pompone, Pellisson, Desportes, etc. Fermanel lui-même souscrivait pour 40000 livres (était-ce en son nom seulement ?).

[173] On trouvera dans les Lettres de PALLU (II, appendice, p. 379) le texte du traité conclu avec les directeurs de la Compagnie de l'Orient et de Madagascar achat à frais communs d'un navire de trois à quatre cents tonneaux, d'une barque et d'une chaloupe droit pour l'évêque d'emmener avec lui vingt personnes, ecclésiastiques ou autres, jusqu'aux îles Célèbes; de là, l'évêque pourra être conduit au Tonkin pourvu qu'il se trouve du fret et qu'un prix soit payé pour le passage; permission à l'évêque et à ceux de sa suite de charger des marchandises du Tonkin, Macassar et autres lieux pour France; risques, périls et fortune de mer courus en commun, etc.

[174] KAEPPELIN, op. cit., p. 2 et 3. H. WEBER, la Compagnie française des Indes, p. 73 et 74.

persécution avait grandement perdu de sa violence, les dispositions qui l'avaient provoquée animaient encore les autorités annamites, et Deydier, arrivé, on le sait, depuis 1666, était réduit à se cacher pour pouvoir remplir son ministère. Averti de la venue de l'évêque, il réussit à lui faire tenir un avis l'engageant à la prudence. En effet, dès que les officiers chargés de la visite du navire montèrent à bord, ils demandèrent s'il n'y avait pas de prêtres cachés; il leur fut répondu qu'il y avait un aumônier, selon l'habitude des Français, et on leur présenta La Motte-Lambert « qui seul avait gardé le costume ecclésiastique [175]. Quant au navire, il fut représenté comme appartenant à la Compagnie des Indes orientales [176] qui voulait ouvrir une factorerie au Tonkin.

Ces déclarations aplanirent les difficultés. Cependant, à la suite d'une démarche des Hollandais (ils dénoncèrent nommément l'évêque et les missionnaires), de nouvelles perquisitions furent ordonnées, au cours desquelles l'évêque fut maltraité; une surveillance rigoureuse fut ensuite établie autour du navire. Grâce à l'intermédiaire d'un eunuque chrétien qui exposa à Trịnh-Tráng les avantages du commerce avec la France, grâce aussi à toutes les précautions prises pour déguiser le but religieux du voyage, les Français finirent par obtenir l'autorisation de descendre à terre et furent même invités à assister à une revue de l'armée tonkinoise. Pendant ce temps, l'évêque de Béryte appelait près de lui les catéchistes, se faisait reconnaître par eux pour leur évêque légitime, en choisissait sept et les ordonnait prêtres [177] .Tel paraît avoir été le principal résultat du voyage de ce navire français qui demeura dans le pays jusqu'au mois de février de l'année suivante.

Il y en eut sans doute un autre qui ne fut pas sans importance de ce moment en effet daterait le premier établissement français au Tonkin. C'est Pallu qui le donne à supposer « Monsieur de Béryte a obtenu du roi pour deux de ses ecclésiastiques qui étaient déguisés en marchands, le pouvoir d'y demeurer et de faire bâtir une maison dans un beau lieu qui leur fut assigné dans l'espérance qu'il donne que la Compagnie française y pourrait bien venir prendre un établissement[178]. »

Pallu d'ailleurs, de son côté, n'était pas demeuré inactif après l'avortement de son premier projet. Sans aller jusqu'à affirmer que l'échec de la Compagnie de la Chine fut pour quelque chose dans la création de la Compagnie des Indes Orientales [179], il faut reconnaître du moins que Pallu,

---

[175] Ce renseignement, fourni par LAUNAY (Histoire, I, p. 139) et qui doit provenir de documents auxquels je n'ai pas eu accès, semble contredit par Pallu. En effet, après avoir rappelé dans sa Brems et perspicua expositio, les conditions de la mission tonkinoise à cette époque (cum enim ejectis. e î.'unkino missionariis, omnes illiusEcclesiœ jamdudum pastoribus orbarentur; neque esset vero simile brevi ad eas aditum missionariis patefieri posse.), Pallu dit en termes exprès que l'évêque de Béryte se donna lui-même pour agent de la Compagnie des Indes et prit l'aspect d'un marchand (causatus est se régies Galliarum Societatis res agere, et in Tunkinum mercatoris specie pervasit, *Documents*, p. 173). Le fait en lui-même n'a pas grande importance, mais il mérite d'être signalé, car il peut éclairer la discussion qu'on trouvera ci-après sur le rôle des missionnaires dans les entreprises françaises au Tonkin.

[176] La Compagnie dont il est question ici est la nouvelle Compagnie des Indes Orientales que Colbert voulut organiser sur les plans de la Compagnie hollandaise, autorisée par Louis XIV au mois d'août 1664 et enregistrée au Parlement le 1er septembre; voir bibliographie de la question dans KAEPPELIN (*loc. cit.*, p. xu et suiv.) qui, dans les trois premières parties de son ouvrage, le plus récent et le mieux informé publié jusqu'ici, étudie les origines de la Compagnie et la période de son existence qui nous intéresse. Voir aussi WEBER (*op. cit.*, bibliographie, p. XXVIII) qui étudie l'histoire de la Compagnie de Colbert dans la deuxième-partie de son ouvrage. Pour les tentatives antérieures, voir un résumé dans KAEPPELIN (p. 2 et suiv.), dans WEBER (p. 51 et suiv.) et quelques détails dans MALLESON (*History of the French in India*, p. 6 et suiv.) et surtout dans Guyon (op. cit., III, p. 81-150).

[177] LAUNAY, Histoire, I, p. 140; le récit de cet auteur, exactement informé pour ce qui a trait aux Missions-Etrangères, a été suivi ici; s'y reporter pour de plus amples détails.

[178] Lettre à Colbert du 2 janvier 1672 (Lettres, II, p. 223).

[179] Comme le veut Launay, *Histoire*, I, p. 58; voir aussi p. 165, 166 noter en effet que les mémoires dont il fait usage sont postérieurs à 1664, date de la fondation de la Compagnie des Indes Orientales. Ce qui est certain, c'est que Fermanel, qui avait pris à la tentative de 1660 la part que l'on sait, fut chargé par Colbert, en 1664, de faire connaître dans les ports de l'Ouest le projet de constitution d'une nouvelle Compagnie et

professant l'opinion courante à son époque que l'on pouvait poursuivre en même temps la propagation de la religion, la gloire du roi et le développement du commerce, s'employa de toutes ses forces à diriger l'activité de la Compagnie vers le royaume du Tonkin. En 1672 (lettre déjà citée), il disait à Colbert « Je vous supplie, Monsieur, pour l'intérêt de la foi d'où dépend celui de la Compagnie et pour l'honneur et la gloire du roi très chrétien, de porter Messieurs les Directeurs généraux à disposer incessamment tout ce qui est nécessaire pour l'établissement d'un comptoir en ce royaume, ou au moins pour y faire un voyage. Cette affaire ne peut être que très avantageuse à la Compagnie [180]. » Dès avant cette date, il avait prouvé, notamment par maints mémoires aux Directeurs [181], à quel point il «'intéressait à la réussite des plans de la Compagnie, mais il n'est pas, dans sa correspondance, de preuve plus convaincante du désir qu'il avait de voir la France s'établir ouvertement au Tonkin.

Le chef de la factorerie anglaise disait en 1674, non sans quelque ironie, que les Français entretenaient des padres sous prétexte de commerce et qu'on ne voyait jamais arriver le navire dont ils parlaient sans cesse [182]. Et ce n'était certes pas la faute de Mgr Pallu si ses missionnaires en étaient réduits à vivre ainsi d'espoir. De passage à Surate, il décida Blot et Baron à écrire au roi d'Annam (le 10 février 1672) pour lui témoigner leur désir d'installer une factorerie au Tonkin et le prier d'agréer quelques présents. La même année, il se trouvait à Bantam au moment où se préparait l'expédition anglaise sous les ordres de Gyfford; il fit prier les Anglais de lui accorder le passage pour le Tonkin [183]; ils ne crurent pas pouvoir le satisfaire, a-t-il écrit. Cette réponse ne fut pas sans doute pour le surprendre, mais, tellement vif était son vœu d'atteindre ce pays, qu'il comptait pour peu de chose le désagrément d'un refus à essuyer. Enfin, las de compter sur une occasion et ses instances auprès des directeurs généraux bien v disposés à son égard mais fort empêchés alors d'envoyer un navire au Tonkin demeurant toujours vaines, il s'adressa à M. du Hautmesnil, marchand français, qu'il avait eu l'occasion d'obliger [184]; je suis résolu, écrivait-il le 31 janvier 1674, d'y aller comme chapelain du vaisseau et de faire tenter par nos braves marchands d'y être admis en qualité de chapelain de leur factorerie. »

Il partit en effet le 20 août 1674, bien muni de présents pour Lê Gia-Tôn, mais il ne devait pas arriver au but après une traversée périlleuse dans les mers de la Cochinchine, le navire qui le portait fut saisi par un typhon et forcé d'aborder aux Philippines. On se rappelle l'accueil qu'il y trouva, sa détention de sept mois et son voyage forcé en Espagne; on se souvient aussi que ses confrères du séminaire de Paris attribuèrent la conduite du gouverneur des Philippines à ce fait que l'évêque était chargé des mémoires d'un projet d'établissement de la Compagnie des Indes au Tonkin. Quoi qu'il en soit, Pallu dut renoncer une fois encore à réaliser les plans qui lui tenaient tant à cœur. Il ne les oublia cependant point durant son séjour en Europe, après que le Conseil des Indes, siégeant à Madrid, l'eut, déclaré innocent. Il obtint que le pape envoyât une lettre et des

---

d'y recruter des adhésions (KAEPPELIN, op. cit., p. 4); il s'acquitta de cette mission avec le plus grand zèle, menant une véritable campagne de propagande dans tout le nord-ouest de la France et agissant aussi auprès des négociants hollandais. (WEBER, op. cit., p. 129, et n. 2.)

[180] Et Pallu poursuivait, ne perdant pas de vue le point de vue spirituel En la faisant, elle pourvoira solidement à une chrétienté qu'on fait monter à 300.000 personnes qui ont reçu le saint baptême, et qui est en très grand péril si on tarde trop à la secourir. » (*Lettres*, II, p. 223.)

[181] Voir notamment *Lettres*, II, p. 191 (Syracuse, 14 mars 1667) p. 207 (Fort-Dauphin, 5 août 1671).

[182] MAYBON, *Factorerie*, loc.,. cit., p. 203, note.

[183] Il le raconte lui-même dans une lettre aux directeurs de la Compagnie des Indes (*op. cit*., II. p. 233); une erreur de date commise dans cette lettre pourrait prêter à confusion il dit qu'il était arrivé à Bantam « le dernier de juillet » or nous savons pertinemment que la frégate Zant portant Gyfford et les facteurs destinés au Tonkin avait quitté Bantam le 27 mai (MAYBON, loc. cit., p. 195); une autre lettre de Pallu, au gouverneur général de la Compagnie hollandaise (ibid., p. 230), est d'ailleurs correctement datée de Bantam 23 mai 1672.

[184] Voir une lettre de Pallu, I, p, 167. Ce du Hautmesnil ou d'Hautmesnil était au nombre des « cinq ou six Français » qui assistèrent à la remise des lettres du pape et de Louis XIV à Phra Naret en 1673 ; il avait été envoyé au Siam par ordre des directeurs de la Compagnie des. Indes (V. Lanier, op. cit., p. 444).

présents au roi du Tonkin [185]; il fut aussi reçu par Louis XIV qui lui fit remettre francs pour les frais de son voyage, des lettres pour les rois du Siam et du Tonkin, ainsi qu'une somme de 20000 francs pour offrir des présents à ces souverains [186].

Il quitta la France le 26 mars 1681 [187], satisfait des résultats de ses efforts : « Nous ne pouvons pas, écrivait-il de Nantes peu de jours avant de s'embarquer, désirer nos affaires dans une meilleure assiette, ayant obtenu en cour de Rome tout ce que nous demandions contre nos émules et ayant trouvé le moyen de nous réconcilier avec eux [188] ; le roi s'étant aussi montré favorable à nos desseins avec toute la cour, c'est-à-dire tout Paris et la France entière[189] »

Pendant que Pallu était en France, Baron avait donné satisfaction à l'un des vœux les plus chers du prélat ; il avait envoyé un navire au Tonkin. Déjà, dans son intention d'étendre le commerce d'Inde en Inde [190], il avait fait plusieurs expéditions dans les comptoirs de la côte de Malabar, à Pondichéry et au Siam; enfin au mois de mai 1660, il avait affrété un navire, nommé à cette occasion le *Tonquin*, qu'il avait confié au marchand Chappelain avec 3000 réaux de marchandises pour établir le comptoir demandé depuis si longtemps par l'évêque d'Héliopolis. Le *Tonquin* toucha à Bantam le 28 mai de Guilhem, chef de la factorerie française de cette place, qui était au courant des efforts faits par les Anglais au Tonkin depuis huit années, trouva indigne de la Compagnie de paraître avec une cargaison peu importante dans le pays où elle prétendait fonder un établissement; il emprunta 20 000 écus au roi de Bantam et expédia le navire le 26 juin [191]. Le

---

[185] Il est question de ce présent du pape dans plusieurs lettres (I, p. 252, 282); une lettre à Deydier et de Bourges (p. 259) en donne l'énumération une très belle pendule sonnante et qui montre les heures dans l'obscurité de la nuit, deux beaux miroirs, des fleurs de soie, quatre grands vases pleins de fleurs, des tableaux dont l'un représentait le miracle de Constantin. Voir aussi *Document*., p. 67, décret de la Propagande du 21 mars 1678.

[186] LAUNAY, *Histoire*, I, p. 251. Il n'en avait pas espéré autant, ainsi qu'en témoigne une lettre de Saint-Germain, 16 janvier 1681 (I, p. 346) où il dit Le roi nous fait espérer quelques secours sur des bénéfices, mais il n'est pas disposé à nous donner aucun autre secours. Il faut espérer que Dieu nous aidera par une autre voie. Mme de Montespan me prépare un assez beau présent; j'ai reçu des sommes assez considérables de MM. de Seignelay et de Beauvilliers; M. de Chevreuse Il, fera pas moins. Voir aussi une lettre à Louis XIV du mois de décembre 1680 (II, p. 298).

[187] Deux navires partirent à cette date pour Surate, le *Blancpignon* (600 tonneaux) et le *Président* (300 tonneaux). Voir Tableau de la navigation des Français aux Indes de 1665 à 1720, dans KAEPPFLIN, op. cit., p. 655.

[188] Voir, aux *Arch. Nat*., cart. M. 203, une pièce intitulée Articles convenus entre les supérieurs et procureurs des Missions des Indes Orientales de la Compagnie de Jésus et les supérieurs et directeurs du Séminaire des Missions-Étrangères de Paris, approuvés par Mgr l'Archevêque de Paris et autorisés par le Roy. A l'archevêché de Paris le 16 mars 1689. Il y a 16 articles. Ont signé pour les Jésuites, les P. P. Le Picart, provincial; de la Chaize, confesseur du Roy; Vasjus (?), procureur des Missions Orientales; Sachard, supérieur des missions françaises dans les Indes Orientales; pour les Missions-étrangères, MM. de Brizacier, supérieur du Séminaire et Thiberge, directeur et 1er assistant du Séminaire.

[189] *Lettres*, I, p. 348. Fénelon, dans un discours prononcé aux Missions Etrangères, parle de Pallu au moment de son séjour à Paris « Nous l'avons vu, cet homme simple et magnanime, qui revenait tranquillement de faire le tour entier du globe terrestre. Nous avons vu cette vieillesse prématurée et si touchante, ce corps vénérable courbé non sous le poids des années, mais sous celui de ses pénitences et de ses travaux, nous l'avons vu qui venait de mesurer la terre entière. Mais son cœur plus grand que le monde était encore dans ces contrées si éloignées ». Launay, *Histoire*, 1, p, 257.

[190] On appelait ainsi le commerce que faisaient les Européens d'une contrée à l'autre de l'Asie sans dépasser à l'ouest le Cap de Bonne-Espérance. La Compagnie française se l'était au début réservé, puis, en 1722, à l'exemple des Compagnies étrangères, en laissa l'exploitation à ses employés, à l'exception toutefois du trafic avec la Chine et Moka. WEBER, o*p. cit*., p. 492, note 3.

[191] Lettres de Guilhem, 25 janvier 1681, citée par Kaeppelin (op. Cit., p. 485); les renseignements relatifs à cette expédition sont empruntés de cet auteur qui utilise surtout, pour la période qui nous intéresse, les mémoires de François Martin, conservés aux Archives nationales. WEBER 1 {*op. cit*., p. 229, note) fait brièvement allusion à l'expédition de Chappelain.

chef de l'expédition, le capitaine, dit Launay [192], on ne sait trop pourquoi, dès son arrivée au Tonkin prit conseil de Mgr Deydier ; « il offrit au roi, aux princes et aux officiers des présents qui parurent rares et magnifiques il vendit ses marchandises à plus bas prix que les Anglais [193]. »

Bien accueilli du prince et des mandarins, Chappelain obtint liberté entière de commerce et ouvrit un comptoir à Hưng-yên où il plaça un sous-marchand [194] et un commis. Le *Tonquin* revint à Bantam le 10 février 1681; de ce premier et heureux voyage, il rapportait du musc et quelques soieries.

Dès qu'il fut de retour à Surate (octobre 1681), Pallu pressa Baron, qu'il a trouvé tout plein de bonté pour nous et de zèle pour nos missions », de lui donner un navire pour passer au Tonkin [195]; il concevait l'espoir que les recommandations du pape, accompagnées de celles de Louis XIV, pourraient quelque chose auprès du roi de ce pays [196]. Il fit état du succès du voyage du *Tonquin* pour engager Baron à expédier un navire plus grand, le *Président* [197]; mais les directeurs jugèrent plus avantageux de l'envoyer à Pondichéry pour y charger des marchandises de Coromandel et du Bengale.

À propos des instances de Pallu, il faut citer une lettre par laquelle un marchand nommé Roques met la Compagnie en garde contre l'ambition et l'esprit envahissant des missionnaires; profitant de la piété de Baron, dit-il, ce sont eux qui le poussent à fonder partout des comptoirs, notamment au Tonkin, afin, d'y pouvoir établir leurs missions., sans souci des dépenses que ces entreprises causent à la Compagnie » [198]. C'est à des accusations de ce genre et peut-être à celle-là même que Pallu répondait qu'il n'avait pas fallu à Baron, pour entreprendre les voyages du Siam et du Tonkin, d'autres raisons que l'opinion qu'il avait que le commerce en ces pays pouvait être rémunérateur; qu'il est certain d'ailleurs qu'il n'a porté les missionnaires qu'une fois au Siam et une fois au Tonkin; que dès que les missionnaires sauront « que ce n'est ni l'intention ni l'avantage de la compagnie, ils se donneront bien de garde de ne rien faire contre, puisqu'il est vrai qu'ils regardent son intention comme une loi et ses intérêts comme les leurs propres » [199].

Quoi qu'il en soit des motifs et des mobiles des décisions de Baron, on vient de voir, par le refus qu'il fit à Pallu de mettre à sa disposition le *Président*, qu'il savait donner le pas aux intérêts de la Compagnie sur l'intérêt des Missions; il pensait envoyer le Tonquin comme l'année précédente, mais, ce navire ayant manqué, il fit aménager un petit bâtiment [200], le *Saint-Joseph*,

---

[192] Il ne cite pas, d'ailleurs, le nom de ce capitaine, ni d'autres noms que ceux des missionnaires.

[193] *Histoire*, 1, p. 279; mais Launay, par' erreur, place le voyage en 1681. Le *Tonquin* portait des missionnaires à son bord, Belot (d'Avallon, parti en 1678,mort en 1717) et Guisain (mort en 1723); ils furent l'un et l'autre vicaire apostolique du Tonkin, le premier sacré évêque de Basilée en 1702 et le second évêque de Laranda en 1721.

[194] C'est probablement de ce sous-marchand que parle le chef de comptoir anglais lorsqu'il dit dans une lettre à Bantam, datée du 16 janvier 1682, que le chef des Français a épousé Monica Dabada, propriétaire d'une maison autrefois louée par les Anglais.

[195] Baron le lui promit et tint sa promesse comme on le verra. Pallu y comptait si bien à l'avance qu'il écrivait de Surate, le 5 novembre aux directeurs du séminaire des Missions-Etrangères « On ira infailliblement au Tonkin où nous tâcherons de faire un pont d'or à ceux qui gouvernent pour y obtenir la liberté de conscience » (I, p. 350).

[196] Lettre à Berrier, président de la Chambre générale des directeurs de la Compagnie II, p. 302.

[197] KAEPPELIN (op. cit., p. Le *Président* était un vaisseau de 300 tonnes.

[198] Cette lettre, citée par KAEPPELIN (ibid.), se trouve dans l'un des registres de la Correspondance générale de la Compagnie.

[199] Mémoire pour les missionnaires de Mgr Pallu, afin de prouver la fausseté de quelques accusations d'imprudence et de manque de désintéressement. PALLU, Lettres, Il, p. 309.

[200] « Un petit bâtiment qui ne demande pas plus de dix hommes d'équipage (*ibid*, l, p. 639), une quêche, précise KAEPPELIN (*op cit*., p. 177), que Baron fit ponter; une quêche ou caiche portait deux mâts et servait ordinairement d'aviso. D'après une lettre de Pallu à la Propagande (II, p. Baron fit l'expédition à ses frais (navem ipse suis sumptibus instruxit ut ea veheremur quocumque ire decernerem), c'est-à-dire, sans doute, aux frais de la Compagnié, La même lettre donne pour le départ du *Saint-Joseph* la date du 24; celle du 23 est donnée dans les Mémoires de François Martin, in Kaeppelin, *ibid.*

qui fit voile le 23 avril 1682 pour le Siam. Il était chargé de porter des ordres à Boureau Deslandes, chef du comptoir que la Compagnie venait d'ouvrir au Siam [201] et devait laisser dans le pays, dit Pallu, une partie de nos frères avec tous les objets qui sont pour le Siam, pour la Cochinchine « « de là, ajoutait-il, nous irons au Tonkin. » Mais il devait encore -se voir obligé de renoncer à ce voyage. Pour plusieurs raisons qu'il est superflu d'exposer ici [202], il jugea utile en effet de rester au Siam; de Bourges, qui venait d'être, à Ayuthia, sacré évêque d'Auren et qui retournait au Tonkin, partit à sa place avec cinq missionnaires [203] à deux desquels fut confiée la mission de remettre à Lê Hi-Tôn (ou plutôt à Trịnh Tạc) la lettre et les présents du roi très chrétien. Quant à la lettre et aux présents du pape, Pallu décida, sur l'avis de f évêque d'Auren, de ne point les expédier [204].

Le *Saint-Joseph* partit du Siam le 15 juillet la lettre de Louis XIV portait après avoir remporté tant de victoires, nous avons aussitôt donné dès ordres à la Compagnie royale de s'établir dans votre royaume le plus tôt qu'elle pourra, et aux sieurs Deydier et de Bourges de demeurer auprès de vous afin d'entretenir une bonne correspondance entre nos sujets et les vôtres et de nous avertir aussi des occasions qui se pourraient présenter, où nous puissions vous donner des marques de notre estime et du désir que nous avons de concourir à votre satisfaction et à vos avantages. Pour commencer de vous en donner des marques, nous avons commandé qu'on vous portât quelques présents que nous avons cru qui vous seraient agréables (13). »

---

(13) Une première lettre avait été écrite par Louis XIV aux souverains des royaumes dans lesquels Pallu comptait se rendre; elle était datée du mois d'octobre 1661 et Pallu l'avait sans doute emportée lors de son premier départ de France le 3 janvier (ci-dessus, p. 44); mais elle n'avait vraisemblablement pas été remise; il n'en est question dans tous les cas ni dans les lettres publiées de Pallu, ni dans les ouvrages de Launay.

Cette lettre accréditait Pallu auprès des souverains de la Cochinchine, du Tonkin et de la Chine; un brouillon fort raturé s'en trouve aux Archives des Affaires étrangères ; il a été seulement publié à ma connaissance par M. Gabriel Marcel (L'Expédition de Siam en 1687. Revue de l'Extrême-Orient, II, 1887, p. 442). En voici des extraits :

« Très illustre, très excellent et magnifique prince notre très cher ami, « Si c'était par un motif d'avarice ou d'ambition ou par une vaine curiosité que notre cher et bien-aimé le sieur Pallu, gentilhomme français, eut entrepris le voyage qu'il va faire vers vos contrées d'un pays qui en est aussi éloigné que le nôtre, nous ne lui en aurions pas accordé la permission et moins encore confié ces marques de notre amitié vers votre personne pour vous les présenter de notre part et vous témoigner la disposition où nous sommes d'avoir et d'entretenir avec vous une bonne correspondance par tous les meilleurs moyens qui s'en pourront offrir. Mais c'est cet esprit de charité qui apprend aux hommes à s'entr'aider et secourir les uns les autres dans leurs besoins, qui établit l'hospitalité parmi eux, qui nous fait compatir aux maux de nos semblables, et Je désir que ledit sieur Pallu, notre sujet, nous a fait paraître de vouloir conserver parmi les vôtres pour, selon ce même esprit, apprendre' l'usage qu'ils font de cette vertu et la communiquer aux nôtres. La présente n'étant pour autre fin, nous prierons le Dieu tout- puissant de vous tenir, très illustre, très excellent et magnifique prince notre très cher ami en sa sainte et digne garde. Ecrit en notre maison royale de Fontainebleau le jour d'octobre 1661. »

Trois jours après la remise de la lettre, Trịnh Tạc mourut ; son fils Trịnh Cân, qui lui succéda, « n'osa marquer les débuts de son administration par une approbation publique du catholicisme jusqu'alors interdit; il se contenta de donner de bonnes paroles aux missionnaires et, dans sa réponse au roi de France, de protester de ses dispositions en faveur des négociants français. Il remit aux missionnaires, pour Louis XIV, de superbes soieries brochées d'or, ornées d'arabesques

[201] KAEPPELIN, op. cit., p. 177, 187et suiv. LANIER, loc. cit., p. 151.

[202] Elles se trouvent tout au long, dans sa lettre du 29 novembre d682 à la Propagande; Lettres, II, p. 150 et suiv.

[203] Même lettre, p.151 ; Geffrard (du diocèse d'Amiens, parti de France en 1674, mort au Siam en 1690) et Lefebvre (du diocèse de Rouen, qui venait d'arriver avec Pallu) étaient chargés de porter la lettre et lettre de Boureau-Deslandes à Baron (SEPTANS, *Commencements de l'IndoChine*, p. 49) indiquerait que de Bourges et Geffrard avaient reçu cette mission, ce qui est erroné.

[204] Lettre à la Propagande déjà citée, II, p. 151.

entourant le dragon impérial. Le grand profit que l'on retira de cette ambassade fut, pour les chrétiens, une paix relative et la cessation temporaire des vexations causées par l'avarice ou par la haine des mandarins [205].

D'après William Hodges, chef du comptoir anglais à cette époque, le résultat de la mission fut tout différent ; on lit en effet dans une lettre du 27 décembre 1682. » Les Français ont reçu un navire du Siam ; il n'est pas venu dans un but commercial, mais pour apporter une lettre et un présent du roi de France au roi du Tonkin. Nous vous envoyons ci-joint une copie de la lettre, aussi bien traduite que nous l'avons pu faire. Le présent vaut au moins 1200 livres sterling ; on dit généralement qu'il vaut beaucoup plus. Il a été remis au roi peu avant sa mort et il l'a reçu froidement. Les Français n'ont pu obtenir de « dispatch » du présent roi (Trịnh Cân) qu'à grands frais et peines et ils n'ont pas été admis en sa présence. Il s'est contenté d'envoyer une insignifiante réponse au roi de France et un petit présent consistant en soie grège et en « pièce goods » du Tonkin d'une valeur de 150 taëls.[206] »

Peut-être y a-t-il exagération de part et d'autre; il ne faut pas perdre de vue que les Anglais voyaient dans toute tentative d'établissement de commerce européen une entreprise contre leur propre situation. Ils avaient d'ailleurs lieu d'éprouver quelque inquiétude, car le fameux navire tant de fois annoncée était arrivé deux ans auparavant et la Compagnie française avait enfin pris pied au Tonkin.

Par malheur, lès circonstances allaient se montrer défavorables à cet établissement. Déjà les marchandises du *Tonquin*, mises à bord du *Soleil d'Orient* qui devait les emporter comme échantillons des productions annamites, n'avait pu arriver en France [207]. D'autre part Baron et Martin [208] voyant bien les avantages que la Compagnie pourrait tirer d'une installation permanente au Tonkin, manquaient des ressources nécessaires pour la créer. Enfin, un événement dont le retentissement fut grand parmi les facteurs européens de toute nationalité, porta le dernier coup au comptoir de Chappelain. Les Hollandais, fortement établis à Batavia, avaient depuis longtemps formé le projet de s'emparer de Bantam, seule ville où les autres nations européennes leur faisaient librement concurrence; les circonstances leur furent propices en 1682. Anglais, Français, Danois furent contraints de quitter Bantam et perdirent leurs approvisionnements et leurs marchandises [209]. De Guilhem, puis Martin produisirent réclamations sur réclamations, en vain il fallut accepter le fait accompli. Ainsi prit fin l'unique établissement que la Compagnie française n'ait jamais formé dans l'île de Java et la factorerie tonkinoise le suivit dans sa ruine. En fait, on le voit, les entreprises de la Compagnie des Indes Orientales dans le royaume des Lô se réduisirent à une seule expédition de caractère commercial, celle de la quêche le Tonquin et à une tentative d'établissement, celle du comptoir Chappelain [210]. Est-ce à dire que là se borna l'activité du

---

[205] Launay, Histoire, l, p. 282; on y peut lire aussi le texte de la lettre de Louis XIV (cf. Mayron, Factore1'ie, p. 200) je n'ai pu trouver à l'India Office la traduction qu'en avaient fait faire les facteurs anglais). Launay n'indique pas la source des renseignements qu'il fournit au sujet de la réception de la lettre par Trịnh Can; il n'est pas question de cette affaire dans les lettres de Pallu qui ont été publiées.

[206] D'après le Journal-registre de la factorerie anglaise, *Arch. India Office (China and Japan,* 17), Maybon, loc. cit., p. 199, note 4.

[207] On sait en effet que le SoLeil d'Orient, à bord duquel se trouvaient les ambassadeurs envoyés par le roi du Siam à Louis XIV (LANIER, op. cit., p. et suiv,) mit à la voile en septembre 1681et se perdit corps et biens sur la côte orientale de Madagascar. Ce naufrage eut les conséquences les plus funestes et l'on a pu y voir l'une des causes de l'abandon du comptoir du Tonkin (Kaeppelin, op. cit., p. 186), puisque les échantillons qu'il, portait des produits du Tonkin ne furent pas connus en France où ils auraient pu trouver des appréciateurs.

[208] Baron mourut le 14 mai 1683, après une longue maladie et François Martin lui succéda: il avait pris, en fait, la direction des affaires depuis son arrivée à Surate, le 22 août 1681.

[209] Voir le récit de KAEPPELIN (op. cit., p. 186), d'après des documents français. Voir aussi citation de documents le l'East India Company dans Charles B. MAYBON (Factorerie, loc. cit., p. on trouvera au même lieu quelques indications bibliographiques et un résumé des faits.

[210] CASTONNET Des Fosses (*Relations de la France. Bull. Soc. Acad. Indo-ch.,* 1882, p. 76) parle d'un agent de la Compagnie des Indes, nommé Le Chappelier, qui se serait rendu au Tonkin en 1684, « le

commerce français au Tonkin? Sans nul doute, il n'y eut pas d'autre, entreprise commerciale proprement dite, ce qui eût constitué d'ailleurs une atteinte au privilège de la Compagnie des Indes, mais on ne saurait affirmer que des Français n'y firent pas d'actes de commerce. En effet, ces missionnaires que nous avons vus arriver et vivre au Tonkin « sous des habits de marchands, comment eussent-ils porté les mandarins soupçonneux à croire à la réalité de la qualité qu'ils se donnaient s'ils n'avaient pas fait quelques transactions, si peu importantes fussent-elles, avec les indigènes ?

Il paraît logique de le croire, mais il est malaisé de l'établir. Une double difficulté, de droit et de fait, complique en effet le problème et, faute de renseignements précis, on en est réduit à des conjectures. La question vaut cependant d'être succinctement traitée.

Les papes Urbain VIII et Clément IX avaient formellement défendu aux missionnaires de se livrer au commerce [211]; et Pallu qui, en sa qualité de vicaire apostolique, était chargé de faire respecter les volontés des souverains pontifes (14), n'était pas homme à les laisser délibérément violer par ses propres missionnaires ce que nous savons de son caractère, de son esprit droit et rigide, ne permet pas de le supposer.

---

(14) Il paraît souvent préoccupé de bien remplir ce rôle. Voir notamment à ce sujet la *Brevis et perspicua expositi*o (*Documents*, p.170 et suiv.), et une lettre au cardinal Bona (5 janvier 1675) à qui il recommande plusieurs grandes et importantes affaires parmi lesquelles l'exécution de la Bulle *Sollicitudo pastoralis* a contre le commerce des réguliers et nommément des pères jésuites de la province du Japon » (*Lettres*, II, p. 68). En 1631, dans une lettre au père jésuite Bagot, autour de qui, vers 1650, il formait avec quelques jeunes prêtres une association pieuse, (ci-dessus p. 35), et avec qui il n'avait cessé de se tenir en relations, il parlait déjà de cette question il s'en était entretenu avec le P. Cardoso, vicaire de Tenasserim « Le bon père, qui a été trois ans procureur de Macao et de la province du Japon, m'a confessé que cette province négociait et qu'il était impossible qu'elle subsistât par autre voie, qu'elle était en dette de plus de vingt mille pataques (pièce de monnaie équivalant à « un dollar ou une pièce de huit », *Hobson-Jobson*, p. 683; l'étymologie donnée dans cet ouvrage est des plus curieuses) et qu'il y avait un privilège exprès pour cela. Ce n'est pas ce qui donna lieu de parler contre la Compagnie, ce sont quelques particuliers qui, comme partout ailleurs, se mêlent de trop d'affaires et donnent sujet de scandale. » (*Lettres*, If, p. 23.) Vers le même temps, Pallu rencontra au Siam le P. Tissanier et un autre jésuite exilé comme lui du Tonkin « Quibus, dit-il, probrosa illa quorumdam corisuetudo admodum displicebat (*Documents*, p. 171); il eut avec le jésuite français plusieurs conversations à ce sujet; de là sortit une dissertation sous le titre Religiosus mercator. Cf. *Bibliothèque de la Compagnie de Jésus* (s. v. Tissanier) qui indique comme un écrit probable de ce religieux *Redigiosus negotiator sive Dissertatio brevis in qua queritur an Sopietatis Jesu Religiosis liceat in Indiis orienta.libus negotinri* ? Et le même ouvrage ajoute « Il parait par deux écrits de Mgr d'Héliopolis, présentés à la Congrégation de la Propagande contre le P. Oliva, général des jésuites, que ce traité a été composé à Siam par le P. Tissanier, jésuite, de concert avec les vicaires apostoliques », vers 1663. (*La Morale pratique des Jésuites*, dans les *OEuvres* d' Arnaud, t. xxxvi, p. 554, note.) D'après la

---

premier Français, dit-il, qui ait paru, revêtu d'un caractère officiel, dans l'Indo-Chine». Cette àffirmation au moins est inexacte. Quant au nom (très proche de Chappelain). il était porté en par un des directeurs de la Chambre générale de la Compagnie des Indes à Paris (cf. Pallu, *Lettres*, II, 204) et il est peu vraisemblable qu'un agent de cette importance ait été envoyé pour fonder un comptoir au Tonkin plus de dix ans après, comme le pense et le dit Launay (Pallu, *Lettres*, l, p. 113, note). Mais cet auteur, comme plusieurs autres, s'appuie sans doute sur l'autorité de Castonnet Des Fosses. Kaeppelin ne cite pas ce nom, mais seulement celui de Chappelain, dans son paragraphe intitulé La. fin du comptoir du Bantam ; le comptoir du Tonkin. Weber, de même, ignore Chapelier et cite Chappelain (op. cit., p.229). Pour ma part, dans les documents d'archives français que j'ai consultés, je n'ai pas trouvé trace d'un Le Chappelier ou Chapelier envoyé au Tonkin. Doit-on croire à une mauvaise lecture de Castonnet Des Fosses ? Il faut noter que son mémoire, hâtivement compilé sans doute, contient des erreurs manifestes sur d'autres points et que la plupart des noms propres y sont mal transcrits.

[211] Constitution d'Urbain VIII (Ex debito pastoralis) en 1633, confirmée en 1669 par Clément IX (Sollicitudo pastoralis), qui interdit dans des termes très énergiques aux réguliers et aux clercs, sous peine d'excommunication ipso facto de faire du commerce dans les Indes orientales et en Amérique. Cf. Documents, p. 21, 62 (quarto), 171.

Brevis et perspicua expositio, cette dissertation comportait deux parties dans la première, il était prouvé qu'il est interdit aux jésuites de faire du commerce parce qu'ils sont prêtres, parce qu'ils sont missionnaires, parce qu'ils sont religieux, et religieux d'une Compagnie qui défend tout. négoce à ses membres; dans la seconde partie, que les raisons que font valoir ceux. qui commercent sont vaines, contraires à l'esprit apostolique et ne tendent qu'à déguiser la cupidité sous le voile de la piété.

———

Mais le bien de la religion primait tout pour lui ; et s'il reconnaît que le commerce des religieux donne lieu « à une infinité d'abus qui croissent tous les jours, qui altèrent de plus en plus la vertu et la vigueur des ouvriers apostoliques et qui minent et désolent entièrement le bien des missions [212] », il n'est pas sans penser que, dans certains cas définis, il soit légitime d'admettre quelques dérogations aux défenses édictées. Et l'interdiction du commerce, qui ne tend qu'à empêcher des abus nuisibles à la propagation de la foi, peut-être sinon levée, du moins atténuée, lorsque l'intérêt supérieur de la propagation de la foi est en jeu.

Les cardinaux de la Propagande et le pape lui-même semblent approuver cette interprétation quand ils ont confiance dans le jugement de leurs mandataires. En 1664, par exemple, sur une question posée par de Bourges, un décret de la Sacrée Congrégation admet que les missionnaires peuvent, sans enfreindre les défenses, changer une partie de leur viatique pour du corail [213]. Pallu alla plus loin, et il n'apparaît pas qu'il en ait été blâmé; dans cette *Brevis et perspicua expositio* qui contient l'essentiel de sa doctrine, il dit, en effet, après avoir rappelé l'autorisation relative au corail « Il est manifestement permis, comme la Sacrée Congrégation elle-même l'a suggéré, de couvrir l'œuvre d'évangélisation du voile du commerce, quelquefois et pour des causes graves, et de jouer le rôle de négociant lorsqu'en assumant temporairement ce rôle, on se tiendra éloigné de l'esprit mercantile et qu'il en résultera la plupart du temps un préjudice matériel plutôt qu'un réel profit [214].»

Et Pallu cite, à titre d'exemple, — le cas de Hainques achetant du riz avec une partie de son, viatique, parcourant des provinces en proie à la famine et, sous-prétexte de distribuer son riz, visitant de nombreux chrétiens privés de consolation, et le cas, que nous connaissons, de l'évêque de Béryte se montrant au Tonkin comme agent de la Compagnie des Indes, tandis que ses missionnaires restaient dans le pays en qualité de marchands. Les gains réalisés ainsi dans la propagation de la religion, ajoute l'évêque, sont à peine croyables et c'est à une sagesse extraordinaire qu'il convient d'attribuer cette simulation pieuse, pour ainsi parler, qui a produit pour l'Église tant de bénéfice. »

Mais le principe admis, Pallu en limite avec soin et sévèrement l'application ; il s'élève contre l'esprit de lucre qui pourrait pousser certaines personnes à faire du commerce impunément contre les lois de l'Église, sous le prétexte de servir les intérêts de la mission. Aucun missionnaire ne pourra prendre l'habit et le caractère de marchand sans la permission des vicaires apostoliques, qui, de leur côté, devront s'entourer de tous les avis utiles et les peser avec exactitude avant de s'arrêter à une décision ; la permission accordée, il est par-dessus tout recommandé aux missionnaires de se garder de la tache de la cupidité, d'éviter même l'ombre du péril, il leur est

---

[212] Lettre au cardinal Bona, du 5 janvier 1675 (Lettres, II, p. 68).

[213] Décrets du 13 janvier 1665 : « ….6° Petente an liceat Missionariis partem viatici in corallum convertere, et illud secum ferre, majoris commoditatis gratia; et an dicta ratio sit contra decreta mercimonium missionariis interdicentia; Sacra Congregatio respondit posse per modum permutationis in hac specie tan tum. » (*Documents*, p. 51.)

Sur l'importance du viatique à cette époque, je n'ai rien vu de précis; voici quelques renseignements sur ce qu'il était un siècle plus tard « On donnait annuellement à chaque missionnaire 100 piastres qui font environ 550 livres, les évêques en recevaient 200 (au moment de la création des vicariats le revenu de chacun avait été fixé à 600 livres. Ils mettaient tous leur viatique en commun chacun ne prenait que le plus strict nécessaire; le surplus avec peu d'aumônes qu'on recevait d'Europe ou sur les lieux, était employé à l'entretien des collèges, des catéchismes, à l'impression des livres. » *Nouvelles des Missions orientales reçues en 1782, 1791, 1792*, préface, p. VII).

[214] « Cum hœ tune temporis usurpatœ ab animo negotiandi longe semoveantur, et plerumque plus damni in fortunis afferant quam emolumenti. » (*Documents*, p. 173.)

interdit de transporter des marchandises en dehors de la région où ils travaillent, de mêler à leurs affaires des confrères résidant en d'autres royaumes, et les vicaires apostoliques ne devront pas cesser de surveiller diligemment les missionnaires qui l'autorisation de trafiquer aura été donnée, etc.

Il est donc acquis que des membres des Missions-Étrangères, avec le consentement de leurs supérieurs, se sont conduits en marchands, et il est d'autre part hors de doute que leurs opérations commerciales n'ont été qu'une façade destinée à masquer l'œuvre d'évangélisation. Mais en quoi consistaient ces opérations, voilà ce qu'il n'est pas facile de préciser ; achats de corail ou, sans doute aussi, d'autres marchandises légères et peu encombrantes eu égard à leur valeur ; vente de ces marchandises, car il fallait bien s'en défaire; acquisition et distribution de riz pendant les époques de disette diverses occupations, telles que réparation de montres, horloges et instruments de mathématiques, fabrication de la poudre, etc. [215]. C'est du moins tout ce dont on trouve, trace dans les ouvrages ; ce n'est pas bien important et, à voir d'ailleurs les restrictions imposées par Pallu, il n'est pas vraisemblable que les affaires conduites par les missionnaires aient jamais pu prendre une grande extension. Et l'on est, dans tous les cas, semble-t-il, autorisé à conclure, malgré l'absence de données précises et abondantes, que le commerce français, n'ayant guère eu, en pays d'Annam, d'autres représentants que les missionnaires, ne fut susceptible de donner aux indigènes qu'une idée fort inexacte du rôle joué par la France en Europe au dix-septième siècle.

Il paraît utile, avant de clore ce chapitre, de donner quelques détails sur l'aide que les Européens apportèrent aux Nguyễn et aux Trịnh de 1620 à 1674. Les efforts que firent les souverains de l'Asie pour s'assurer dans leurs guerres le concours des Européens constituent en effet un des traits les plus caractéristiques de leurs relations avec l'Occident [216].

Il n'est pas douteux que les Cochinchinois aient été puissamment aidés par les Portugais. Un métis portugais, nommé Jean de la Croix, s'était fixé en Cochinchine dès avant l'arrivée des missionnaires jésuites; il était maître d'une fonderie de canons qu'il avait établie non loin de Hué, au lieu appelé encore de nos jours *Thợ- đúc*, « les Fondeurs »; plusieurs des pièces de canon qui furent trouvées dans la citadelle après l'affaire du 5 juillet 1885, portaient le nom de ce Jean de la Croix [217].On sait d'autre part que les navires portugais apportaient du plomb, du soufre et du

---

[215] Dampier raconte (*op. cit.*, p. 118) avoir appris, de la bouche d'un « religieux français », qu'il n'était pas permis aux missionnaires d'aller à Kê-cho sans la permission du gouverneur et la faveur de quelques mandarins demeurant à la capitale pour qui l'évêque ou tout autre missionnaire doit faire quelque sorte d'ouvrage. Car les missionnaires qui sont ici ont appris exprès pour cela, à raccommoder les montres, les horloges et quelques instruments de mathématiques cela leur fournit l'occasion d'être souvent appelés à Cachao par les mandarins; et lorsqu'ils y sont, il font durer de dix à douze jours un petit ouvrage de cinq ou six heures, ils se procurent par là le moyen d'aller voir leurs disciples et de les enseigner secrètement. Ils vont aussi voir les marchands anglais et hollandais où ils sont toujours les bienvenus. Les marchands anglais donnent un témoignage de ces rapports dans une lettre à Bantam de 1673, où il est dit : Ci-joint un petit paquet pour les Français de Bantam que nous désirons que Vos Honneurs aient pour agréable de leur remettre. Nous sommes forcés de nous tenir en relation avec ces « padres » aussi intimement que nous le pouvons sans nuire aux affaires de la Compagnie, parce qu'ils ont une grande influence sur le peuple et spécialement sur un de nos dispatchadores, en position de nous rendre service. » C'est aussi sur un renseignement de Dampier qu'est fondée la supposition que les missionnaires français devaient fabriquer de la poudre; l'un d'eux demande à Dampier la manière de s'y prendre et on les voit tous deux procéder à la fabrication de cette matière ; notre opération réussit si bien qu'il (le religieux) en eut une joie extrême ». (Ibid., p. 119.)

[216] Il est superflu de dire que nous allons utiliser des sources européennes, récits de missionnaires, lettres de marchands; les ouvrages annamites sont naturellement très sobres de renseignements sur ce sujet.

[217] Détails empruntés à CADIÈRE, Mur de Dông-hôi, loc. cit., p. note 2. Voir aussi Louvet, *Cochinchine religieuse*, I, p. 267; à vrai dire, on peut se demander si le Jean de la Croix dont parle ce dernier auteur, « qui avait une grande influence à la cour, où il avait été appelé pour fondre des canons » et qui se trouvait en Cochinchine vers 1665 (Cf. Launay, Histoire, 1, p. 126) était bien le mêmes que celui dont il est question dans le Mur de Dong-hôi, établi en Cochinchine « dès les premières années du dix-septième siècle ». Une serait pas impossible qu'il y ait eu plusieurs personnages portant ce nom de la Croix;

salpêtre pour la fabrication de la poudre; ils y joignaient aussi probablement des armes, canons et fusils.

Il serait plus aventuré d'affirmer que les Cochinchinois aient reçu des secours en hommes ou qu'ils aient eu des instructeurs portugais, mais le fait ne paraît pas impossible. En effet, au cours des luttes entre le Nord et le Midi, les Cochinchinois employèrent au moins une fois le stratagème suivant ils placèrent sur une hauteur des mannequins de paille à la ressemblance de soldats portugais, armés de bâtons en guise de fusil et les Tonkinois, dit le P. de Rhodes qui rapporte la chose, trompés par cette apparence, refusèrent le combat [218]. Si les Tonkinois étaient susceptibles de tomber dans un pareil piège, c'est donc que le fait d'un secours portugais prêté à leurs ennemis n'offrait à leurs yeux rien d'invraisemblable.

On craignait sans cesse d'ailleurs, à la cour des Lê, de voir les Nguyễn bénéficier d'une aide étrangère. Le P. Baldinotti raconte que les Portugais qui l'avaient amené furent accusés d'être des espions et que le roi leur fit faire le serment de se montrer toujours pour lui des amis bons et fidèles et de ne pas aller en Cochinchine favoriser ses ennemis. On peut voir aussi dans le récit de Rhodes, comme dans celui de Baldinotti, la joie que l'on ressentit à Kê-cho de l'arrivée des Portugais et les témoignages d'amitié que leur donna Trịnh-Tráng pour obtenir leur appui; il espérait recevoir d'eux des renforts, car il avait entendu dire qu'ils en avaient fourni aux Chinois contre les Tartares au moment où la dynastie des Ming luttait contre l'envahisseur du pays [219].

Mais, dans la suite, ajoute le P. de Rhodes, Trịnh-Tráng se rendit compte que les Portugais ne pouvaient être détachés de leur ancienne amitié pour les Cochinchinois et la bienveillance qu'il leur avait d'abord montrée commença dès lors à décroître [220].

Notons d'ailleurs, toujours au témoignage du P. de Rhodes, que les Nguyễn, de leur côté, n'étaient pas moins ombrageux. Lorsqu'il voyageait, en 1646, près de la frontière du Tonkin, les chrétiens tonkinois qui habitaient la province de Bô-chinh lui écrivirent pour le prier de les aller voir; « mais on me remontra pourtant, ajoute-t-il, que je ne pouvais passer dans le Tonkin sans traverser la grosse muraille qui sépare les deux royaumes, que ceux qui la gardent pour le roi de la Cochinchine ne manqueraient pas de lui faire le rapport de ma sortie de son royaume pour aller en celui de son ennemi, que cela le mettrait en défiance contre moi et en colère contre les chrétiens. Ces raisons me semblèrent si bonnes que je préférai la paix des chrétiens de Cochinchine au désir de ceux du Tonkin ». Dans une autre occasion, alors que le missionnaire était envoyé de Cochinchine au Tonkin, il retourna d'abord à Macao ; Qu'on crut, dit-il, qu'il y eût eu du péril à passer de la Cochinchine droit au Tonkin, parce que ces deux royaumes étaient en guerre et le roi du Tonkin fût entré en grand ombrage s'il eût su que je venais des terres de son ennemi. Cela m'obligea de m'en aller droit à Macao ».

Trịnh-Tráng, voyant qu'il ne pouvait compter sur les Portugais, se tourna du côté des Hollandais [221] . En 1637, lorsqu'il reçut Hart Singh en audience, le 9 mai, il lui demanda s'il était

---

da Cruz. Une lettre de Barisy (1801) reproduite par CADIÈRE (*Documents*, loc. cil., p. 52) parle de mortiers en fonte coulés en 1670 par uu nommé Paul da Cruz. Poivre, dans son journal (Rev. Ext. Or., 1884, p. 479), cite un Joan d'Acrus d'Acunha qui aurait travaillé en Cochinchine en 1661 et indique en note « ce Joan avait fait naufrage dans un vaisseau de Macao sur la côte de Cochinchine ; ses compagnons, 'parmi lesquels était Camoëns, allèrent au Cambodge; il se fixa en Cochinchine où il vécut à l'aide de son art. Il est aujourd'hui adoré comme l'esprit inventeur de la fonte est tous les ans les plus grands mandarins d'armes sont obligés d'aller faire des sacrifices sur son tombeau. Il avait formé plusieurs élèves, mais il ne reste plus ici aucun ouvrier capable de fondre un canon de quatre. »

[218] Rhodes, *Tunchinensis historiæ*, lib: sec., p. 32. Le passage vaut d'être reproduit « qui (Cocincinenses) ut hostes arte vincerent quibus robore inferipreserantstramineasquasdam statuas Lusitanico habitu in prœcelëo montis vertice collocaverunt oblungo armntrzs baculo instar catapulte quorum specie objecta decepti TunchinenBes praelium detrectarunt ».

[219] *Tuncliinensis historiée*, lib. sec., p. 153 quod eorum interventu speraret copias auxiliares a Lusitanis quales audierat missas esse Cinis ad versus Tartaros. »

[220] « Verum ubi postea perspexit dimoveri non posse Lusitanos ab antiqua Cocincinensium amicitia, coepit etiam ipse statim ab illa priori erga nostros benevolentia paulatim deficere. » *Ibid*., p. 154.

vrai que la Compagnie hollandaise avait fait au chua de Hué des offres d'achat pour l'ile de Poulo Cham. Hart Singh répliqua que ce bruit, qu'il accusa les Portugais d'avoir répandu par malveillance, était dénué de tout fondement; que la Compagnie n'avait pour but que d'étendre son commerce et ne se souciait pas d'acquérir des terrains. A quelques jours de là, Trịnh-Tráng chargea un kapado de revenir sur ce sujet et fit en outre demander à Hart Singh si la Compagnie entendait réclamer à Hué les sommes prises par les Cochinchinois à bord des navires hollandais naufragés. Certainement, répondit Hart Singh. Et le kapado lui posa alors nettement la question la Compagnie hollandaise serait-elle disposée à aider le Tonkin contre la Cochinchine? La réponse du marchand fut évasive il ne pouvait prendre sur lui de rien promettre; l'affaire était de la compétence du Conseil de Batavia.

En 1641, un navire, le *Meerman*, étant venu au Tonkin, Trịnh-Tráng, qui avait envoya des jonques aux Hollandais pour remonter le fleuve, fit preuve d'empressement à leur égard et les reçut le jour même de leur arrivée à Kê-cho. Mais Hart Singh ne dut, pas plus qu'en 1637, prendre l'engagement formel de venir en aide aux Tonkinois; on voit dans tous les cas que, dans le rapport qu'il adressa à ses chefs, il leur recommanda de ne faire aucune promesse écrite et il les engagea à ne point se départir de la plus grande prudence pour éviter d'exposer à la colère du Seigneur de Hué leur établissement de Cochinchine. Trịnh-Tráng, à la suite de ce voyage, fit tenir à la Compagnie deux lettres l'une de Lê Thân-Tôn, l'autre de son fils ; cette dernière demandait au gouverneur de Batavia, son assistance dans le cas où le Tonkin serait en guerre contre l'un de ses voisins. Elle rappelait que cette assistance avait été précédemment demandée contre la, Cochinchine. Quelques mois après, un autre vaisseau ayant fait escale au Tonkin, Trịnh-Tráng en profita pour adresser lui-même une lettre au chef du comptoir hollandais de Formose, Paulus Traudenius. Il le priait d'accepter quelques présents [222], lui manifestait son désir de voir un navire hollandais venir chaque année au Tonkin, car, ajoutait-il, je suis lié d'amitié avec le gouverneur général », et il exprimait son intention d'envoyer des ambassadeurs tonkinois à Batavia.

L'année suivante, le navire qui portait ces ambassadeurs relâcha à Fai-Fo, ce qui n'était pas d'une suprême habileté; un des marchands hollandais retenus alors par Công-Thương-Vương essaya de décider Van Liesveth, commandant des Hollandais, à acheter la mise en liberté de ses compatriotes en livrant au Seigneur les Tonkinois qui étaient à son bord; van Liesvelt refusa énergiquement d'employer un tel moyen.

Il paraît bien que les Hollandais, partagés entre la crainte d'irriter Công Thương-Vương et le désir de satisfaire Trịnh-Tráng, eussent préféré demeurer vis-à-vis de celui-ci dans une expectative pleine de promesses sans jamais passer des paroles aux actes. Le 26 avril 1643, le *Kievit* et le *Nachtegaels* arrivèrent au Tonkin; Trịnh-Tráng, qui était à ce moment parti pour son expédition de Cochinchine, en fut prévenu et adressa une lettre au chef du comptoir hollandais, Bronckhorst, le priant de lui envoyer immédiatement les deux bateaux ainsi qu'un troisième, le *Woeckende Boode*, qui se trouvait dans les eaux du Tonkin. Il demandait en outre qu'on fît partir le sous-marchand Isack Davits pour le mettre à la tête de la flotte tonkinoise dans le Sông-Gianh. ,Bronckhorst ne paraît pas avoir tenu compte de ces demandes, car Lê-Thân-Tôn écrivit le 19 août au gouverneur de Batavia pour se plaindre il avait été obligé d'interrompre la campagne parce que les vaisseaux sur lesquels il comptait n'étaient pas arrivés; aussi les Hollandais étaient-ils devenus la risée des Cochinchinois et la population de Hanoi était-elle si excitée contre eux qu'ils n'osaient plus sortir de leur maison.

Il n'était guère plus possible de se dérober. Déjà, quelque temps auparavant, cinq marchands du comptoir, accusés d'avoir vendu des armes eux Mac qui tenaient encore Cao-bàng, avaient été

---

[221] Le P. Cadière (ibid., p. 151 et suiv.) a extrait dès documents du *Dagh Register* ce qui touche aux tentatives faites par les Tonkinois pour s'assurer le secours des Hollandais et j'ai utilisé ses traductions; s'y reporter. On peut trouver des informations complémentaires, pour la période du début, dans le journal de Karel Hart Singh, et, pour la conclusion de l'affaire, dans. 1 article déjà cité de M. Winkel. Il faut en effet, pour bien comprendre la conduite des Hollandais vis-à-vis des Tonkinois, suivre l'histoire de leurs démêlés avec les Cochinchinois à cette époque.Voir ci-dessus p.25-28

[222] Mille taëls de soie blanche et mille taëls de soie jaune.

jetés en prison et il fallait prévenir les effets de la colère du roi. D'autre part les Hollandais avaient à se venger personnellement des traitements que leur avaient infligés les Cochinchinois.,

Trois vaisseaux, sous le commandement de Pierre Baeck, furent expédiés de Jambee (Sumatra) vers la fin de l'année 1643 [223].

Arrivés à la hauteur des « Quatre Caps », les Hollandais eurent à soutenir le choc d'une soixantaine de jonques de guerre cochinchinoises, commandées, disent, les *Historiographies*, par l'héritier présomptif le futur Hien-Vuong. Le vaisseau amiral, le plus lourd des trois et le moins rapide, fut atteint par quatre galères qui brisèrent son gouvernail, abattirent son mât et-s'attachèrent à ses flancs; le capitaine hollandais, désespérant de se sauver, mit le feu aux poudres et se fit sauter. Les deux autres navires, dit Jean Gobyn, trouvèrent à grand' peine un refuge à l'île des Perles. L'un d'eux, suivant le P. de Rhodes, poursuivi par les Cochinchinois, se brisa sur un écueil, tandis que l'autre réussit à s'échapper; mais le roi du Tonkin, furieux de cet échec, défendit qu'il fût reçu dans aucun port et lui refusa même des provisions [224].

Vachet, Bowyear et Poivre, lorsqu'ils vinrent en Cochinchine, l'un vers 1674, l'autre en 1695, le dernier quelque cinquante années plus tard, trouvèrent encore vivace le souvenir de la défaite des Hollandais, qui eut à coup sûr un très grand retentissement parmi les Annamites.

Vachet indique la baie de Tourane pour le lieu du combat ; l'un des vaisseaux se plaça à l'entrée de la baie, les deux autres y pénétrèrent attendant que la marée les conduisît dans la rivière de Han; six galères cochinchinoises seulement auraient pris part au combat et réussi, par une heureuse manœuvre, à se rendre maîtres des deux navires qui étaient les plus proches de la terre ; le troisième aurait réussi à s'enfuir.

Bowyear place la scène au large entre la baie de Tourane et la bouche de la rivière de Hué [225]; la bataille, dit-il, dura tout le jour et le plus gros des trois navires hollandais fut détruit; mais il ajoute «, Combien de galères cochinchinoises eurent le même sort, je l'ignore. » Et il attribue à cette perte la colère du Seigneur, qui fit saisir la factorerie hollandaise et brûler les marchandises qui s'y trouvaient plus de trente facteurs furent conduits à la cour pour être exécutés, mais, à la remarque des mandarins que ces facteurs ne pouvaient être tenus responsables des méfaits commis par leurs compatriotes des navires, grâce de la vie leur fut accordée ; l'année suivante, ils furent renvoyés à Batavia sur des jonques chinoises.

---

[223] Le P. Cadière place le fait en 1644, mais sur la foi seulement des *Historiographies*; le P. De RHODES (*Tunchinensis historiée*, lib. pr., p. 13-14) qu'il cite et dont la narration est des plus intéressantes, ne donne aucune date; le *Dagh Register* qu'il a consulté ne paraît pas avoir jugé à propos de relater le fait. La date de 1643 ressort d'une lettre de Batavia qui raconte, d'après le journal du s0us-marchand Jean Gobyn, la défaite des Hollandais, et qui est datée du 10 décembre 1643 (Winkel, loc. cit., p. 512). Ce témoignage a, peut-on croire, plus de poids que celui des auteurs annamites.

[224] Le P. de Rhodes raconte que Công-Thuong Vuong fit couper le nez de sept Hollandais qui avaient échappé au désastre, ainsi que des cadavres qui furent recueillis ; il envoya ensuite ces tristes trophées au roi du Tonkin avec ce message (que l'édition française qualifie d'aigre et de piquant, mais qu'elle ne traduit pas) « En, o Rex, exercitus tui partem selectissimam. Alia si me audis et tutiora tibi nunc quaere praesidia ut quam praeceperas animo de me victoriam possis assequi ; Voici, ô Roi, l'élite de ton armée ; cherche maintenant, si tu m'en crois, de nouveaux concours plus solides afin que tu puisses imiter de moi cette victoire que tu avais escomptée. »

[225] Rapport de Bowyear sur sa mission. Voir ci-dessus, p. 53 et suiv. Il donne sur les origines du conflit deux interprétations différentes d'après les uns, dit-il, le souverain avait ordonné qu'on perquisitionnât à bord des navires hollandais pour s'assurer qu'ils ne portaient pas des Tonkinois ennemis ou des Cochinchinois à qui il était interdit de s'expatrier les Hollandais refusèrent de laisser visiter les navires, d'où la querelle. D'après d'autres, le conflit avait été causé par des marins hollandais qui, étant entrés en discussion avec des indigènes de Poulo-Cham, en avaient enlevé un certain nombre à leur bord. Ce dernier fait est confirmé par un document d'origine hollandaise qui a été utilisé cidessus, p. 101. Vachet fixe une date antérieure à ces faits (provoqués, dit-il, par l'exécution d'un domestique cochinchinois des Hollandais; voir ci-dessus, p. 72, n° 1) et dit que l'expédition des Hollandais n'eut d'autre cause que d'en tirer vengeance.

Quant à Poivre, il relate l'affaire avec quelques variantes qu'explique suffisamment le long temps écoulé depuis l'événement, au moment de son voyage [226]; on lui montra, raconte-t-il, quelques pièces de canon « monuments de cette victoire »; cependant il émet des doutes ; il lui semble étrange que des galères de Cochinchine aient pu vaincre des navires européens. Il y a cependant toutes sortes de raisons de croire qu'il en fut ainsi [227].

C'est le seul fait de ce genre sur lequel il nous soit parvenu des détails; il est douteux que les nations européennes aient souvent consenti à prêter des navires. Il n'y aurait cependant pas à s'étonner que des Portugais eussent parfois fourni des secours aux flottes des Nguyễn; mais, en l'absence de tout renseignement précis, il n'est pas possible de l'affirmer.

Les maîtres de la Cochinchine et du Tonkin n'étaient d'ailleurs pas toujours aussi exigeants que Trịnh-Tráng et se contentaient d'être alimentés en armes et en munitions par les marchands européens. C'est ainsi que dans les lettres et les rapports que les chefs d'agence écrivaient pour leurs chefs, et nous avons des détails très complets sur la correspondance des Hollandais et des Anglais, il est assez souvent question d'achat de canons, de munitions, de poudre et de salpêtre. Au Tonkin, le roi avait seul le droit, semble-t-il, d'acheter des canons ; les marchands anglais, en 1678, demandaient à la présidence de Bantam de leur envoyer un fondeur capable d'enseigner son art aux Annamites. Ces derniers, comme on le sait, étaient d'assez habiles fondeurs dès cette époque [228] ; il s'agissait sans doute de leur apprendre les méthodes européennes.

Le roi se montrait difficile ; ayant acheté six canons aux Anglais, il refusa de prendre livraison de deux pièces qui portaient des bavures près de la gueule ; elles restèrent dans la cour de son palais jusqu'au moment où les Anglais eurent l'opportunité de les faire enlever ; ils les vendirent au sultan de Bantam. En 1680, on voit encore dans les registres que des canons ont été échangés contre de la soie ; en 1689, une lettre apprend que le roi n'a accepté que sept canons sur les vingt qui avaient été envoyés [229]. En Cochinchine, les seigneurs paraissent, eux aussi, avoir montré beaucoup de goût pour l'artillerie européenne ; on a déjà vu le métis portugais Jean de la Croix établir une fonderie près de Hué dès avant 1615. En 1695, Minh Vuong fit demander à Bowyear s'il pourrait lui fournir des canons de 7 à 8 livres de balles. Poivre raconte qu'il a vu autour du palais du chua douze cents pièces de canon, toutes de bronze, « parmi lesquelles il y en a beaucoup de campagne de différents calibres aux armes de Portugal et d'Espagne »; quatre couleuvrines de dix-neuf pieds de long lui parurent « d'une beauté achevée »[230].

Indépendamment des pièces de canon fondues en Cochinchine, le Seigneur en possédait donc d'origine européenne. Les unes avaient été vendues ou données par les marchands qui venaient commercer à Fai-Fo; c'est ainsi qu'en 1689, le Sénat de Macao décida d'offrir au roi dè Cochinchine, en échange de l'exemption de certains droits, deux pièces de canon de bronze qui

---

[226] Il y a à la Cochinchine une tradition mémoriale qui semble prouver que les Hollandais y sont connus depuis longtemps. Cette tradition dit qu'il y a environ soixante ans que quatre vaisseaux hollandais vinrent mouiller à l'embouchure de la rivière de Faifao; qu'ils y firent une descente, brûlèrent plusieurs villages et s'avancèrent dans le pays; que le roy envoya ses galéres qui coulèrent un de ces vaisseaux et qui obligèrent les autres de se retirer après avoir pris et tué beaucoup de monde » (loc. cit., p. 120).

[227] Le P. DE Rhodes fait encore illusion à la défaite des Hollandais dans ses *Divers voyages* (p. 63), en quelques lignes bien nettes.« Les Hollandais….ont expérimenté à leur préjudice qu'elles (les galères annamites) peuvent attaquer avec avantage leurs grands vaisseaux avec lesquels ils se croient les maitres de la mer.

[228] On en trouverait une preuve nouvelle dans le fait fourni par Dampier (op. cit., p. 123-124) et par la correspondance des facteurs anglais (MAYBON, loc. cit., p. 191) que le Siam commandait des cloches au Tonkin ; « deux cloches du poids de cinq cents livres chacune ou environ, que les Tonkinois avaient achetées à Cachao pour Monseigneur Faucon, premier ministre d'Etat du roi de Siam, et qui étaient pour l'usage de quelques églises chrétiennes de ce royaume-là.

[229] MAYBON, loc. cit., p. 22 (h); 23 (14 k et 46); 32 (8).

[230] « On y voit des dragons qui sont les armes du roi, des sphinx, des léopards fort bien exécutés et une main qui semble faite par la nature même, qui tient un foudre et des traits enflammés avec cette devise Ostendunt tela parentem. » (Loc. cit., p. 90.)

devaient être achetées à la Compagnie de Jésus, aux frais de la ville [231]. Sept années plus tôt, deux autres pièces avaient été données en présent par la Compagnie française des Indes et apportées, au Seigneur par l'évêque de Métellopolis [232]. D'autres pièces provenaient des navires jetés à la côte par la tempête ou qui avaient fait relâche par suite d'avaries; celles notamment dont parle Poivre et qui portaient les armes d'Espagne peuvent avoir eu cette origine; elles avaient appartenu sans doute aux vaisseaux de l'expédition envoyée des Philippines vers la fin du seizième siècle pour secourir le roi du Cambodge contre le Siam [233].

———

Pour résumer et coordonner ce qui vient d'être dit, voici un tableau tracé par Dampier et qui paraît refléter assez fidèlement les conditions du commerce européen en terre d'Annam vers la fin du dix-septième siècle.

Le principal commerce de ce pays est soutenu par les Chinois, Anglais, Hollandais, et autres marchands étrangers, lesquels y font leur résidence, ou y reviennent tous les ans. Ils en tirent les denrées du pays, et y apportent celles qu'ils savent y être de bon débit. Les marchandises qu'on y entre sont, outre l'argent, du salpêtre, du soufre, des draps larges d'Angleterre, des ratines, des toiles peintes, du poivre et d'autres épiceries, du plomb, du gros canon, etc.; mais, entre les canons, les longues couleuvrines sont ici les plus estimées. On vous donne pour ces marchandises de l'argent monnayé ou d'autres marchandises, selon la convention que vous faites. Mais le pays est si pauvre que les marchands sont obligés d'attendre trois ou quatre mois pour recevoir leur marchandise après qu'ils l'ont payée, parce qu'on n'occupe les pauvres ouvriers qu'à l'arrivée des vaisseaux et qu'alors on les fait travailler avec l'argent qui est venu par cette voie.. Le roi achète des canons et quelques pièces de drap large ; mais il paye si mal, que les marchands ne souhaiteraient pas avoir affaire avec lui s'ils pouvaient l'éviter. Pour ce qui est de ceux qui se mêlent de trafic, ils sont si justes et si honnêtes au rapport de tout le monde, que j'ai ouï dire à une personne qui avait négocié dix années parmi eux, et qui avait employé durant ce temps-là plusieurs milliers de livres sterling, qu'il n'avait jamais perdu la valeur de dix livres sterling avec eux [234]. »

———

CHAPITRE III

LE PAYS D'ANNAM DE 1674 A 1775. — LES TRỊNH AU TONKIN. LES NGUYỄN EN COCHINCHINE ET AU CAMBODGE

Après la campagne de 1672-73, la paix entre le Sud et le Nord dura près d'un siècle ; les Trịnh pendant ce temps travaillèrent à développer leur autorité, les Nguyễn à affermir leur

[231] Délibération du Fidèle Sénat (municipalité) de Macao en date du 19 février 1689 (Conselhos geraes de 1685 à 1709, f. 34 et 35), cité parle vicomte DE SAN JANUARIO, *Documents sur les missions portugaises*, *Bull. Soc. Acad. Indoch.*, II, p. 184.

[232] SEPTANS, *Commencements de l'Indo-Chine*, p. 49. Mgr de Métellopolis (Lanneau, parti en 1662 avec Pallu, vicaire apostolique au Siam), vint en Cochinchine en 1682 pour notifier à M. Mahot le bref qui l'instituait vicaire apostolique. LAUNAY, Histoire, p. 283.

[233] Ci-dessus, p. 27, note 52. Cabaton, *Brève et véridique relation*, p. 125-126.

[234] Dampier, op. cit., p. 79, 80. La dernière phrase s'il y est du moins question, comme on peut le penser, des intermédiaires obligatoires entre les marchands européens et les indigènes est contredite par de nombreux renseignements ci-dessus rapportés. Mais, dans son ensemble, le tableau est assez exact pour être reproduit.

puissance et à accroître leur territoire.

1. Les Trịnh au Tonkin.

Au Tonkin, les Trịnh continuent à faire et à défaire les rois. On a vu Trịnh Tùng mettre à mort Lê Ánh-Tôn et placer Lê Thé-Tôn sur le trône (1573); à la mort de celui-ci, il écarta l'héritier présomptif Duy Tri et désigna pour régner le second fils du souverain défunt, Duy Tân, âgé de douze ans, dont le nom fut Lé Kinh-Tôn (1599); il lui donna sa fille pour épouse, ce qui ne l'empêcha pas, vingt ans plus tard, de le faire étrangler. Ni Lê Than-Tôn, qui succéda en 1619 à Lé Kinh-Tôn, ni ses fils [235] ne s'opposèrent à l'entière mainmise des Trịnh sur les affaires du royaume; l'un d'eux, Lê Huyen-Tôn, accorda même à Trịnh Tạc des privilèges inusités il lui avait donné le titre de généralissime, il lui laissa prendre celui de « Roi de l'Ouest », lui permit de s'asseoir, pendant les audiences solennelles, à la gauche du trône, le dispensa des formules de respect et des salutations. Cet effacement des souverains s'accentua davantage encore après la guerre contre les Nguyễn ; de retour de sa campagne, Trịnh Tạc plaça sous sa propre autorité les six départements ministériels, dont les bureaux furent transportés dans son palais [236], et lorsque son fils Trịnh Cân revint à son tour de l'expédition, il lui décerna le titre de second roi ; il agissait en toutes choses comme le maître du royaume.

L'un des successeurs de Trịnh Tạc, Trịnh Cuong, força le souverain à abdiquer et le remplaça par un prince de sa propre descendance, Duy Phuong (1729). Ce prince, après quatre années de règne, fut déposé par Trịnh Giang, fils de Trịnh Cuong, qui lui donna un simple titre de duc et le fit étrangler trois années plus tard (1735). Le souverain de son choix, Lê Thuân-Tôn, ne tarda pas à lui porter ombrage ; mais son règne fut de courte durée il mourut après quatre ans de règne Trịnh Giang le remplaça par un membre de la famille royale qu'il avait élevé dans son palais; ce fut Lê - I-Tôn (1735-1740) qui, en 1739, proclama Trịnh Giang « Roi supérieur de 1'Annam ». Mais Trịnh Giang mort, son fils, Trịnh Dinh, força Lê-I-Tôn à abdiquer et appela sur le trône le prince Duy Diêu qui fut Lê Hien-Tôn et régna quarante-sept ans. Il serait de peu d'intérêt de poursuivre cette énumération; et il est temps de reconnaître que si les Trịnh accaparaient tout le pouvoir, ils en prenaient les responsabilités. Ils payèrent largement de leur personne pendant la guerre avec les Seigneurs du Sud ; ils s'efforcèrent de rétablir la sécurité dans les provinces ; ils réussirent à vaincre définitivement les Mac et à replacer dans le domaine royal le territoire de Cao-bàng qui en était sorti depuis un siècle et demi. C'est à Trịnh Tạc que revint cet honneur.

Après avoir perdu, en 1592, la capitale des Lê, Mac Mâu-Hop avait pu se dérober quelque temps aux vainqueurs et avait désigné son fils Mac Toàn pour lui succéder. Mais, tombé ensuite au pouvoir de Trịnh Tùng, il avait été égorgé et son fils avait subi le même sort. Un autre membre de la famille, Mac Kinh-Chi, s'étant proclamé roi, Trịnh Tùng avait eu la bonne fortune de le capturer aussi et l'avait fait exécuter le même jour que Mac Toàn. Tous ces événements s'étaient passés dans un laps de temps de deux mois environ (fin 1592 et début de 1593) [237].

Malgré tant de meurtres, la dynastie des Mac n'est pas éteinte.

Sa puissance est en fait presque anéantie, mais elle gouverne encore une notable portion du territoire annamite [238]. Pendant quatre-vingts ans, trois de ses représentants vont se succéder à

---

[235] Lê Thân-Tôn régna trente-huit années, à deux reprises différentes. Il occupa le trône une première fois de 1619 à 1643; puis il abdiqua en faveur de son fils aîné Le Chân-Tôn; à la mort de celui-ci (1649), il remonta sur le trône; il mourut en 1662, à l'âge de cinquante-six ans, laissant la couronne à son second fils Lê Huyên-Tôn.

[236] En fait les six ministères, luc bô, ne furent pas supprimés, comme on l'a dit quelquefois, mais leurs attributions étant transférées à six bureaux sous l'autorité directe des Trịnh, ils ne furent plus, dans la machine administrative, qu'un rouage presque inutile.

[237] Les dates précises sont données par le *Livre complet* ; le *Miroir* est beaucoup plus vague. Ces deux ouvrages placent à cette date (1593) la fin de la dynastie des Mac (Cadière, *Tableau chronologique*, p. 121, 122.) En fait, elle continua à régner plus de quatre-vingts ans.

[238] Un passage du Miroir (liv. XXXI, p. 10-11) fait savoir qu'en 1610 les provinces de Thai-Nguyễn et de Lang-son constituaient le territoire encore soumis aux Mac.

Cao-bang, et pour la Chine, ils conservent le même rang que les souverains de la dynastie légitime, jusqu'au moment toutefois où les Ts'ing, victorieux de leurs adversaires, consentirent à accorder aux Lé l'investiture royale. Cet événement important eut lieu en 1667, c'est-à-dire dix ans seulement avant la fin des Mac ; l'Empereur avait exigé préalablement la remise du sceau envoyé à Lê Thân-Tôn par le prince Ming et lorsque cette condition fut remplie, il fit porter à Lê- Huyên-Tôn le brevet d'investiture royale ainsi qu'un sceau d'argent doré [239].

L'état de faiblesse où se trouvaient les Mac au dix-septième siècle ne les empêchait pas d'être, pour les Lê restaurés, des voisins fort remuants. Sous Lê Thân-Tôn (1619-1643) notamment, Mac Kinh-Cung réussit à plusieurs reprises à fomenter des révoltes en s'alliant à des mandarins mécontents ; en 1625, il fut fait prisonnier par les troupes royales et décapité; un de ses parents, Kinh-Khoan, se soumit à Lê Than-Tôn qui lui conféra le titre de duc. Mais son fils Mac Kinh-Hoàn refusa de payer le tribut; en 1660, défait plusieurs fois par Trịnh Tạc, il se vit forcé de passer la frontière. L'armée des Le prit alors possession du territoire conquis; mais la cour de Chine donna l'ordre à Le Huyen-Tôn de le restituer (1669) et le roi d'Annam s'exécuta . Huit années plus tard, Mac Kinh-Hoàn revenu dans son fief et enhardi par l'appui de la Chine, fit de nouvelles tentatives pour étendre son autorité, Trịnh Tạc envoya une armée contre lui; il fut battu, mais il réussit, non sans peine, à échapper aux poursuites et il gagna la ville de Nan-ning (Kouang-si); l'histoire ne fait plus mention de son nom.

Les Annamites réoccupèrent le territoire de Cao-bằng et le gardèrent désormais [240]. La date de 1677 marque la fin des Mac. Au point de vue administratif, les premiers Lê, on le sait, avaient déjà beaucoup fait la division administrative avait été définitivement fixée, les services provinciaux établis, la Cour des Censeurs (rouage intermédiaire entre les services provinciaux et le pouvoir central) avait été constituée, les six ministères [241] créés, l'armée avait été organisée [242].

---

[239] Voici un résumé des rapports de l'Annam avec les Ts'ing jusqu'à l'époque de l'investiture. En 1659, lorsque Tchou Yeou-lang fuyait devant l'armée tartare, le roi d'Annam dépêcha des fonctionnaires vers les généraux de cette armée. En 1662, suivant le *Répertoire administratif des Ts'ing*, la cour de Pékin reçut une lettre par laquelle le roi d'Annam faisait sa soumission et les envoyés remirent à l'Empereur, à titre de tribut, des objets d'or et d'argent, de l'aloès, des parfums, du taffetas blanc, des cornes de rhinocéros et de l'ivoire. En cette même année le gouvernement annamite aida la Chine dans la répression des pirates et livra à l'empereur Chouen-tche un des derniers rejetons des Ming; l'Empereur accorda en retour au roi d'Annam des lettres et des présents; en 1663, il décida que l'Annam enverrait le tribut tous les trois ans. Lorsque son père mourut, Lê Huyen-Tôn en avisa le gouverneur du Kouang-si et, sur le rapport de celui-ci, le gouvernement annamite fut autorisé à envoyer des délégués à Pékin pour recevoir respectueusement les ordres de la cour, En 1664, l'Empereur fit rédiger la prière destinée à être brûlée devant la tablette funéraire du roi défunt et fit préparer des dons mortuaires; des envoyés portèrent l'une et les autres à la cour d'Annam. Enfin en 1666, le sceau reçu des Ming fut remis par l'Annam et en 1667 (la date est donnée par Phan-huy-Chu, 5^{e} année de Huyên-Tôn et 6^{e} année K'ang-hi) deux hauts fonctionnaires vinrent en Annam remettre à Lê Huyên-Tôn le brevet d'investiture et le sceau royal. Phan- huy-Chu reproduit la teneur du brevet; quant au sceau, sa poignée représentait un chameau, emblème de vassalité. L'investiture fut alors régulièrement conférée aux souverains d'Annam jusqu'à l'époque troublée de la révolte des Tây-son. Cf. Deveria, *op. cit*., p. 6 à 8.

[240] D'après les documents utilisés par Devéria, il semble que l'empereur K'ang-hi renonça cette fois à intervenir en faveur des Mac parce que la Chine avait assez à faire pour réduire la révolte du général Wou San-kouei qui troubla pendant plusieurs années les provinces méridionales et particulièrement le Yun-nan..

[241] Luc bô ou Luc viên : Emplois civils, Finances, Rites, Guerre, Justice, Travaux. A la tête d'un ministère se trouvait un président, thuong-tho, et deux assistants, thi-lang, de droite et de gauche.

[242] A la base, l'escouade, doi (20 hommes); la section so (20 dôi); le régiment, vê (5 ou 6 so, soit 2 000 à 2400 hommes). A côté du vê, sans se confondre avec lui, se trouvait le tu, comptant 400 hommes. Les troupes intérieures comprenaient 6 tu et 51 vê, soit environ 112000 hommes. Cf. *Miroir*, liv. XX, p. 2, 22, 23, 31, et Cadière, ibid., p. 127, note 3. Le P. Cadière fait remarquer que cette organisation fut sans doute grandement modifiée dans la suite, par la révolte un moment triomphante des Mac et par la sécession des provinces confiées au gouvernement des Nguyen. Il n'en est pas moins vrai qu'à l'époque de la lutte des Seigneurs du Nord contre les Seigneurs du Midi, les premiers disposaient d'une armée de terre comptant plus de 100 000 hommes et d'une armée navale de 500 jonques.

L'œuvre législative des Lê avait été considérable ; au cours de la période Hông-duc, un code avait été promulgué qui déterminait avec précision les peines attribuées aux divers délits et crimes. Ce code ne nous est pas parvenu, mais il nous reste des fragments de deux recueils ayant contenu les actes législatifs promulgués par Lê Thanh-Tôn [243] et qui permettent de se rendre compte de l'importance des réformes réalisées par ce souverain. Pour l'organisation financière, des mesures sages avaient été prises révision des rôles à époques fixes, répartitions des habitants en catégoriels [244], etc. Le principe fondamental du système avait été le suivant établissement des rôles d'après le chiffre réel des inscrits et détermination de l'impôt personnel d'après la catégorie à laquelle était rattaché le contribuable.

En résumé, les Trịnh avaient trouvé au Tonkin un ensemble administratif de premier ordre; quelques difficultés dans le fonctionnement s'étaient produites en conséquence des troubles politiques, mais il avait été relativement aisé d'y remédier, le calme revenu ; et les Trịnh n'avaient pas eu à créer de toutes pièces, comme nous verrons que les Nguyễn eurent à le faire.

Ils s'occupèrent du gouvernement du pays avec activité et, il faut le dire, avec succès; presque tous eurent à cœur de bien remplir les obligations afférentes aux charges qu'ils se faisaient attribuer et furent à la hauteur de la tâche qu'ils assumaient. Au dix-huitième siècle, définitivement assis, ils eurent même le souci d'innover. Entre tous, Trịnh Cuong (1709-1729) se distingua par d'importantes réformes. Il fit commencer le cadastre et refaire les registres fonciers; il augmenta les ressources du pays par l'organisation d'un nouveau système d'impôts qui frappaient les produits du sol et des mines; il fit agrandir et améliorer les ports des provinces du Nghê-an et du Thanh-hoa. Il remit en vigueur les dispositions du Code Hông-Duc qui n'étaient-plus appliquées ; il interdit aux mandarins de créer des villages et de les placer sous leur protection, car c'était un moyen de soustraire les habitants aux obligations de l'impôt, de la corvée et du service militaire en temps de guerre. Au point de vue judiciaire, il fit promulguer un règlement concernant la vérification des jugements de juridiction en juridiction les jugements rendus étaient vérifiés et la Cour des Censeurs devait, au début du dernier mois de chaque année, soumettre au Conseil du gouvernement, Chinh-duong, ses propres registres de vérification ainsi que ceux des juridictions inférieures. Les règles de procédure furent complétées et améliorées; les formalités d'appel réglementées ; des instructions furent données pour la diminution des procès [245]. Les Trịnh ne s'occupèrent pas du droit civil, mais leur œuvre propre fut l'organisation, on pourrait presque dire la création, de la procédure. Les nombreuses lois promulguées à ce sujet constituèrent un véritable code de procédure qui paracheva la législation annamite.

Trịnh Giang (1729-1740), fils de Trịnh Cương, fut aussi un bon administrateur. Ses principales réformes portèrent sur l'organisation financière ; il abolit les droits qui frappaient le commerce du sel; il réglementa l'exploitation des-mines; il diminua le taux des impôts payés par les Annamites et, en retour, augmenta le montant des taxes acquittées par les Chinois. Afin d'encourager la librairie annamite, il fit imprimer des éditions des livres canoniques, des livres classiques et des Annales; la vente des éditions chinoises fut interdite.

Cependant les actes d'arbitraire et de despotisme des Seigneurs du Nord avaient fini par paraître insupportables à certains membres de la famille du souverain qui n'acceptaient qu'à contrecœur de se voir de parti-pris écartés des affaires. Ils fomentèrent des révoltes et soulevèrent le peuple contre les Trịnh. Les troubles les plus sérieux eurent lieu en trois membres de la famille royale, Lê Duy-Trúc, fils de Lê Hi-Tôn, Lê Duy-Qui et Lê Duy-Mât, tous deux fils de Lê Duy-Tôn, étaient à la tête d'un vaste complot. Mais ils furent dénoncés ; les deux premiers princes furent pris et exécutés ; Lê Duy-Mât échappa à la vengeance de Trịnh Giang. Avec un assez grand nombre de partisans, il prit la campagne ; il se fixa dans le Thanh-hoa où ses compagnons lui faisaient une

[243] Recueils retrouvés à Hué en 1909 par M. Maitre. Cf. Deloustal , *op. cit*., 1909, p. 91 et 1911, p. 30.

[244] Voir, pour se faire une idée complète de la question, le paragraphe intitulé : *Etablissement des rôles. Recensement. Répartition des impôts*, dans le travail de M. Deloustal (1910, p. 461-477).

[245] « Les moeurs du peuple se sont relâchées, provoquant une augmentation considérable du nombre des procès; les juges, pour la plupart, restent indifférents, ne montrant aucun désir d'enrayer le mal. Ces abus doivent être réformés. » traduction (de Deloustal, op. cit., 1908, p. 210) d'une instruction de 1748.

sorte de cour. Plus tard, vers 1740, serré de près par les soldats de Trịnh-Giang, il passa dans les montagnes du Trân-ninh où il devait trouver plus de sécurité ; il paraît y avoir vécu plusieurs années. Mais il ne cessait pas cependant d'inquiéter les Trịnh ; en 1753, on voit Trịnh Dinh (ou Doanh) demander à Võ Vương de laisser des troupes passer par Cam-lô pour atteindre Lê Duy-Mât ; Võ Vương n'y consentit pas. Trịnh Dinh put du moins capturer plusieurs des chefs qui avaient embrassé le parti du prince et qui venaient faire des incursions sur le territoire tonkinois ; mais il ne parvint pas à s'emparer de la personne de Lê Duy-Mât. Celui-ci, en 1764, demanda du secours au Seigneur de Cochinchine ; Võ Vương tenait sans doute à ne pas sortir de l'impartialité la plus stricte, car il refusa d'aider le prince de même qu'il avait refusé d'aider Trịnh Dinh. En 1767, à la mort de Trịnh Dinh, Le Duy-Mât se crut assez fort pour prendre l'offensive et marcha sur la capitale. Trịnh Sum, fils de Trịnh Dinh et son successeur (1767-1782), envoya contre les rebelles le général Bùi-thê-Đạt avec une armée considérable et une nombreuse artillerie. Lê Duy-Mât, dont les forces étaient grandement inférieures, battit en retraite et fut obligé de s'enfermer dans sa capitale à Trân-ninh. Bùi-the-Dat l'y poursuivit contre toute attente et mit le siège devant la ville. Bientôt Duy-Mât se rendit compte que toute résistance était impossible, les canons de l'ennemi faisant de larges brèches dans ses remparts. Alors, plutôt que de se rendre, il fit entasser des caisses de poudre et se fit sauter (1770) [246].

Les Trịnh étaient donc venus à bout de cet adversaire qui, pendant trente années, avait lutté contre eux. Mais leur puissance néanmoins ne devait plus durer longtemps.

Trịnh Sum fut le dernier des grands chúa du Nord ; il garda l'autorité pendant une quinzaine d'années (1767-1782) sous le long règne de Le Hien-Tôn (1740-1786). C'est durant son passage au pouvoir que le Nord prit sa revanche sur le Sud et que les Trịnh purent entrer en vainqueurs dans la capitale des successeurs de Nguyễn Hoàng.

De graves événements, dans le dernier tiers du dix-huitième siècle, bouleversèrent le royaume des Seigneurs de Cochinchine [247]. Trịnh Sum, apprenant que les princes étaient faibles et sans autorité, que le peuple s'irritait contre les brutalités et les exactions du régent, que l'insurrection des Tây-Sơn s'étendait victorieuse à travers les provinces méridionales, jugea les circonstances favorables à une nouvelle expédition. Les plus grands soins néanmoins furent apportés à la préparer; trente mille hommes de troupes exercées furent rassemblés dans le Nghê-an ; le haut commandement fut confié à des officiers qui avaient fait leurs preuves et venaient de se distinguer dans la répression de la révolte de Le Duy-Mât, Hoàng-ngu-Phuc et Bùi-thê-Dat d'importants dépôts de grains furent établis pour l'approvisionnement de l'armée.

L'expédition commença vers le milieu de l'année 1774 [248]. D'après , ses instructions, Hoàng-ngu-Phuc devait, pour endormir les soupçons des mandarins cochinchinois de la frontière, proclamer qu'il n'avait d'autre but que d'aider les Nguyễn à réduire les Tây-Sơn. Mais la cour de Hué, ne croyant pas aux intentions désintéressées de Trịnh Sum, envoya des troupes pour s'opposer à la marche des Tonkinois, qui, dès le mois d'octobre, passèrent le Sông-Gianh. Le chúa, Huê Vuong [249], fils de Võ Vương parti contre les Tây-Sơn [250], était revenu en toute hâte dans la capitale dès la première nouvelle du progrès des ennemis; il essaya, de négocier pour gagner du temps et les Cochinchinois prirent position derrière le mur de Dông-hôi. Mais les hommes et les choses avaient changé depuis Hien Vuong ; des défections nombreuses se produisirent parmi les officiers et les soldats des Nguyễn ; Hoàng-ngu-Phuc et les Tonkinois, poussant de l'avant, traversèrent sans combat ce fameux mur de Trân-ninh qui passait pour inexpugnable et contre

[246] C'est la date donnée par le *Miroir*, liv. XLIII, p. 27; quelques auteurs européens donnent 1767.

[247] Voir chap. v, §§ 1 et 2.

[248] V. CADIÈRE, Mur (p. 238 et suiv.), pour le récit détaillé de l'expédition.

[249] Voir ci-dessous, §2, *in fine*, les circonstances de son élévation au trône.

[250] Il était parti depuis le mois d'août, mais s'était arrêté au port de Tu-dung, passe de la lagune Est de Huê, tandis que le prince Nghiên paraît (d'après les Biographies, princ., XXX, p. 5) avoir marché contre les rebelles. Nghiên revint à Hué avec Huê Vuong et Nguyễn-cuu-Dât et prit le commandement des troupes combattant les Tây-son.

lequel avaient échoué les efforts de leurs ancêtres ; au milieu des cris de joie, l'ouvrage fut rasé. Le Quâng-binh fut occupé.

A ces nouvelles, Trịnh Sum partit à son tour à la tête d'une seconde armée pour appuyer Hoàng-ngu-Phuc. Celui-ci s'avança jusqu'à la limite du Quang-tri actuel et fit alors une proclamation aux Cochinchinois il n'était venu que pour chasser le régent qui opprimait le peuple et pour écraser les Tây-Sơn. Truong-phuc-Loan, le régent, lui fut livré [251], mais il ne s'avança pas moins vers la capitale. Huê Vuong fit marcher contre lui le prince Thiêp qui se fit battre; une nouvelle armée, levée à la hâte, eut le même sort, et le 29 janvier 1775, les Tonkinois étaient devant Hué. Un semblant de résistance les arrêta pendant quelques heures aux portes de la ville et le chúa mit ce temps à profit pour s'enfuir [252]. Ils pénétrèrent dans la capitale; puis s'avançant dans le Sud, ils furent bientôt maîtres de tout le Quâng-nam. Une lettre du mois de juillet 1775 [253] donne quelques détails En mai dernier, les Tonkinois ont pénétré dans la province de Cham (Quâng-nam). Ils se sont battus avec les rebelles pendant trois jours. Ces derniers ont enfin obligés sont entrés jusque dans la province de Quâng-ngai. Là, une grande maladie leur a enlevé beaucoup de monde; ce qui, joint à quelques troubles élevés dans le Tonkin, les a déterminés à se retirer ici, a Hué, province de la cour, où ils sont encore. Les Tonkinois y ont traité le peuple non en ennemis, mais en pères et en frères [254] »

Ils restèrent dans le pays pendant douze ans, jusqu'au moment où ils furent chassés à leur tour par les Tây-Sơn victorieux (1786). Trịnh Sum mourut en 1782. Le fils qu'il avait choisi pour son successeur, Trịnh Cân, fut écarté du pouvoir ; une faction y plaça un autre de ses fils, Trịnh Khai (1782) qui, battu par Nguyễn Van-Huê, se coupa la gorge en 1786.

Un dernier Trịnh est signalé par les documents, c'est Trịnh-Phùng. Son rôle fut de courte durée; défait par les Tây-Sơn en plusieurs rencontres pendant l'année 1787, il s'enfuit on ne sait où ; on ne trouve pas de traces de sa fin et la famille des Trịnh disparut devant le triomphe éphémère des Tây-Sơn.

2. Les Nguyễn en Cochinchine et au Cambodge.

Les Seigneurs du Sud, de leur côté, mirent à profit la trêve de cent ans que leur laissèrent les Trịnh. Leur indépendance assurée, sinon formellement reconnue, ils surent administrer avec sagesse et, d'un effort constant, reculer de plus en plus leurs frontières méridionales. Ils annexèrent les derniers districts du Champa, étendirent leur suzeraineté sur le Cambodge dont ils occupèrent une partie et peu à peu dotèrent d'institutions perfectionnées le pays définitivement ouvert par eux à l'influence annamite.

Les premiers Nguyễn ne tendirent guère, au début de leur administration, qu'à imiter les modèles offerts par le gouvernement des Lê ; mais ils ne manquèrent pas de mieux tenir compte, au fur et à mesure que leur domination s'affermissait, des besoins de ce pays nouveau, différents de ceux du Tonkin.

C'est ainsi que , pour l'établissement des rôles et la fixation de l'impôt, Sài Vuong (1613-1635), qui fut le premier à travailler d'une manière suivie à l'organisation du domaine des Nguyễn, adopta en 1632 les méthodes fixées par Lê Thânh-Tôn en 1465 et encore en vigueur au Tonkin à cette

[251] Des ordres furent donnés pour qu'il fût transporté à Hanoi, mais il mourut en route, disent les Biographies (prélim., VI, p. 36).

[252] Le prince Duong, fils de l'héritier présomptif Hiêu, dont il sera question plus tard, l'avait précédé, prenant la route de terre par le col des Nuages.

[253] M. Halbout à un directeur du séminaire des Missions-Etrangères, Nouv. Lettr. édif.,t. VI, p. 203. Noter que le missionnaire, en sa qualité d'habitant du Tonkin, taxe de rebelles les sujets des Nguyễn.

[254] Cf. CRAWFURD (op. cit., p. 312) qui dit tenir des marchands chinois que le gouvernement des Tây-son était doux et juste.

époque [255]; un grand recensement avait lieu de six ans en six ans et un petit recensement tous les trois ans; la population était répartie en huit catégories [256]. Les opérations avaient lieu ;à la fin de la récolte principale de la région ; elles duraient un mois ; quand elles étaient terminées, on fixait la quotité de l'impôt à payer, déterminée suivant les catégories. L'impôt foncier fut fixé en tenant compte, autant que possible, de la superficie des champs qui fut officiellement mesurée, de la nature des cultures, de la valeur des ,terrains; il était perçu soit en nature, soit en argent [257]. Un bureau de l'agriculture fut établi par Hien Vuong ; le défrichement des terrains incultes fut encouragé [258] les terrains cultivés furent répartis en plusieurs catégories ; les colonies militaires, créées au quinzième siècle par les souverains du Tonkin dans les territoires pris aux Chams et qui se trouvaient maintenant dans le domaine des Nguyễn, furent distribuées en fiefs temporaires à des mandarins méritants [259]. L'impôt personnel, tel qu'il avait été fixé par Sâi Vuong, était appelé impôt proportionnel en argent; il frappait suivant une échelle déterminée les huit catégories de la population et les étrangers; il variait à peu près de deux ligatures à cinq dixièmes de ligature; les indigents étaient exempts. Il y avait d'autres impôts en argent l'impôt des prémices [260], l'impôt des anniversaires, l'impôt de remplacement des frais de transport des grains. Les exemptions étaient assez nombreuses.

Comme au Tonkin, les inscrits des deux premières catégories devaient le service militaire les robustes ou soldats étaient versés directement dans l'armée ; les militaires ou inscrits étaient appelés sous les drapeaux au fur et à mesure des besoins. L'organisation militaire parait avoir été l'objet de tous les soins des Seigneurs de Cochinchine ; à la base se trouvait la thuyên ou section comprenant de 30 à 50 hommes du même village ou de villages voisins; ensuite venait la

---

[255] Se reporter à DELOUSTAL (*loc. cit.*, 1910, p. 462 et suiv.) et CADIÈRE, *Mur* (p. 195, note 1). Avant 1632 et pendant la période qu'on pourrait appeler d'installation, aucune prescription régulière n'existait. On voit de 1558 à 1586 des fonctionnaires envoyés par les Trịnh dans les deux provinces (Thuân-hôa et Quâng-nam) pour prélever l'impôt; à cette époque, d'après une note des *Historiographies* (prélim., I, p. 14), l'impôt n'avait pas été fixé quant à la quantité et, chaque année, au moment de la récolte, on envoyait des percepteurs pour inspecter les rizières ainsi que les terres sèches cultivées et prélever une redevance. Ces renseignements et ceux qui suivent dans le texte sont extraits en majeure partie soit du méMoire cité, soit de notes manuscrites que le Cadière a bien voulu me communiquer. Pour les premiers, je renvoie une fois pour toutes au *Bull*. *Ec*. fr. E.-O., pour les autres, j'indiquerai, d'après ses notes, la source originale.

[256] Il n'y en avait que six au Tonkin; les deux supplémentaires étaient en Cochinchine celles des malades et des fugitifs; les autres catégories sont les mêmes; noter quelques différences dans la traduction des dénominations ap. Cadière et Deloustal.

[257] Les rizières les plus imposées payaient par mâu 40 écuellées de riz non décortiqué et 8 poignées de riz décortiqué ; les moins imposées trois dixièmes de ligature. On peut d'après un calcul fort intéressaut. de M. DELOUSTAL (loc. Cit., 1910, p.467, note 2), évaluer le taux de ces .taxes. Les, premières équivaudraient à 107 kilogrammes et 21 kilogrammes. D'après une disposition de la même époque de Lê Huyên-Tôn (1664, la fixation de l'impôt en Cochinchine date de 1669 et il est probable que l'on peut ici raisonner par analogie sans grand risques d'erreur), les 100 écuellées de paddy sont rachetables à raison de 3 ligatures; 40 écuellées valaient donc 1 ligature 2 dixièmes; et la taxe la plus faible de 3 dixièmes valait 10 écuellées.

[258] « Ceux qui défricheront des terrains vers le pied des montagnes et en feront des rizières seront considérés comme les propriétaires de rizières particulières; ils cultiveront ces rizières dans la suite en acquittant l'impôt ». *Historiographies*, prélim., V, p. 5 et 6.

[259] Les colonies militaires étaient formées par des soldats-agriculteurs qui pourvoyaient à leur propre subsistance, soit par eux-mêmes, soit à l'aide de condamnés mis à leur service. C'est par ce système, perfectionné par Lê Thânh-Tôn, en 1481, sous le nom de dôn-diên (*Miroir*, XXIII, p. 36, 37), ou colonies militaires, que les Annamites prenaient possession des territoires éloignés et nouvellement rattachés au royaume. Il était employé par les Chinois de longue date; les Ts'in avaient envoyé, dès le deuxième siècle avant l'ère chrétienne, des colons de ce genre dans les Yue. Ces colons travaillant le sol, le faisant valoir, y fondant des familles, étaient aussi capables de le défendre contre les retours de l'ancien possesseur et même de l'accroître par des expéditions heureuses contre des voisins affaiblis. C'est ainsi, ense et aratro, que les Annamites ont colonisé les terrains pris aux Chams et ceux qu'ils enlevèrent aux Cambodgiens. Cf. Durwell, *Ma chère Cochinchine* ; on y trouvera, p. 31-54, une étude intéressante sur les colonies militaires.

[260] Sans doute des présents à offrir aux mandarins au moment de la récolte (CADIÈRE).

compagnie ou dôi commandée par un dôi-truong et un cai-dôi, comptant suivant les cas deux, trois, quatre et même cinq thuyên. Le co ou régiment, commandé par un cai-co et un truong-co, se subdivisait parfois en thuyên, mais était le plus souvent formé de dôi divisées en thuyên; il comportait généralement de six à dix thuyên, mais on a l'exemple d'un co de soixante thuyên ; son effectif variait à l'ordinaire entre 250 et 600 hommes. Enfin la légion ou dinh était commandée par un truong-dinh qui paraît avoir eu sous son autorité les truong-co ; elle contenait à peu près le même nombre de soldats que le régiment [261].

Vers le milieu du dix-huitième siècle, les Nguyễn, leur frontière du Sông-Gianh étant respectée du côté du Nord, ayant étendu leur domination vers le Sud comme nous allons le voir, divisèrent le pays en douze provinces ou dinh [262]. A la tête de chaque dinh étaient un gouverneur, tran-thu, un trésorier, cai-bô, et un juge provincial, ki-luc.

Ce personnel, ainsi que le personnel des divers bureaux de la capitale et des provinces, était recruté par voie d'examens ; un assez grand nombre de mandarins avait suivi Nguyễn Hoàng en 1558 et en d'autres étaient certainement venus se joindre à lui dans l'intervalle mais il est aisé de concevoir que les en ne comptèrent pas sur les fonctionnaires du Tonkin pour administrer leur domaine. Dès 1632, Sài Vuong institua des examens pour subvenir aux besoins des bureaux provinciaux; les candidats qui avaient réussi pouvaient acheter certaines charges de ces bureaux, dès, qu'une vacance se produisait. Công-Thuong Vuong lui aussi permit l'accès de quelques emplois de préfectures, tels que ceux de tri-phu, huân-dao et de lê-sinh, aux candidats ayant satisfait à des examens spéciaux, dits examens généraux d'automne [263] .Une innovation assez intéressante fut faite par Hien Vuong; il institua en 1675, à la suite des épreuves écrites ordinaires, une interrogation portant notamment sur la situation respective des soldats et de la population civile et sur ce qui concernait les Lê et les Trịnh ; c'était une sorte d'examen pratique ; sept candidats furent admis et promus aux places vacantes du bureau judiciaire.

Indépendamment des examens qui ouvraient la carrière administrative, il y en avait d'autres qui avaient lieu tous les six ans au moment du grand recensement ; c'étaient les examens provinciaux de printemps les lauréats étaient dispensés d'impôt jusqu'au recensement suivant. Ainsi les études étaient encouragées et souvent il arrivait que ces candidats heureux se présentent aux examens généraux d'automne.

La pensée était naturellement venue aux Nguyễn, à mesure que leur puissance devenait plus réelle, de la faire reconnaître par la Chine. Leur situation étant ainsi consacrée par le suzerain dont nul, malgré les apparences, ne méconnaissait la prééminence suprême, ils eussent pu être considérés à juste titre comme indépendants de la capitale, supérieurs aux Trịnh, égaux aux Lê. Mais l'Empereur ne prêta pas les mains à cet ambitieux projet. En 1702, Minh Vuong envoya au vice-roi du Kouang-Tong des ambassadeurs chargés de présents et d'une lettre par laquelle il demandait à verser régulièrement le tribut au puissant Empereur ; pour se rendre le haut

[261] Il est difficile d'apporter dans cet exposé plus de précision que ne font les documents eux-mêmes; d'autre part, il est certain que les diverses unités de l'armée cochinchinoise étaient d'un effectif et d'une composition fort variables. Au point de vue de l'importance des troupes réunies pour une expédition, on voit par les *Historiographies* (liv. IV, p. 4, 5) qu'en une grande revue fut passée près de Hué par Hiên Vuong qui allait attaquer le Champa; avec l'infanterie de la garde (3 280 hommes) et la marine de la garde (6410), les troupes passées en revue formaient un total de 22 740 hommes.

[262] Nous venons de trouver le mot dinh avec la signification de légion il représentait à l'origine le « camp », la résidence du Seigneur à Ai-tu- (sur cette résidence, voir les très intéressants détails donnés par le P. Cadière dans le *Bull. Com. Arch. Indoch*., 1914-16 p.104 et suiv. et la carte de la page 125); elle fut appelée plus tard, en 1635, *l'ancien camp*, Curu dinh et aussi Cilt dinh (ou vulgairement, Dinh Cât), c'est-à-dire le *camp du sable*. Le mot dinh désigna enfin une circonscription administrative. Au moment de l'expédition de contre les Trịnh, il n'y avait que quatre dinh le Quâng-binh (centre et sud du Quâng-binh actuel); le Chinh-dinh (Thùa-thiên, Quang-tri sud et central); le dinh du Quangnam le dinh de Trân-biên (Phu-yên).

[263] *Historiographies*, prélim., III, 11. Les tri-phû étaient les préfets, les huan-dao des fonctionnaires de l'enseignement et les lê-sinh des fonctionnaires des sacrifices.

fonctionnaire favorable, le Seigneur avait choisi des ambassadeurs chinois. La réponse impériale fut il n'y a pas lieu d'accepter le tribut ni d'accorder d'investiture, puisqu'il existe une dynastie annamite régnante. Une nouvelle tentative faite en 1756 par Võ Vương ne fut pas couronnée de plus de succès.

Les Chams ne s'étaient pas relevés de la défaite que leur avait infligée Lê Thânh-Tôn dans la seconde moitié du quinzième siècle, et les mesures qu'il avait prises pour détruire leur puissance avaient été efficaces. Les princes Nguyễn, dans leur mouvement d'expansion, ne trouvèrent pas grande difficulté à absorber peu à peu les districts habités encore par cet adversaire sans ressources ; dès 1629, on voit le dinh de Trân-biên formé aux dépens du roitelet du Champa [264]; en 1653, Hien Vuong fait une expédition qui le rend maître du-dinh de Thai-khang [265]. En 1692, Bà TrÁnh, roi des Chams, se révolte ; Minh Vuong s'empare de lui, d'un de ses ministres Kê-bà-tu et d'un de ses parents ; ce qu'il restait du Champa devient la province de Thuân-thành des fonctionnaires annamites sont placés à Phan-rang et à Phan-ri. La même année, le nom de la province est changé; c'est désormais le phu de Binh thuân ; le ministre Kê-bà-tu qui, sans doute, avait donné des gages de sa fidélité, est nommé à un emploi. Mais les indigènes, sous la conduite d'un Chinois, se soulèvent contre la domination annamite la révolte est bientôt réprimée et, à la fin de l'année 1694, Kê-bà-tu est nommé prince du trân de Thuân-thành (on était revenu au nom primitif) avec la charge de payer l'impôt. En 1697, le phu de Binh-thuân fut rétabli, mais un prince cham continua d'y régner ; il en est encore question en 1714 dans les *Historiographies*. En 1720, des officiers de la Compagnie française des Indes purent voir de leurs yeux ce fantôme de roi (15).

---

(15) Voici les faits : Deux officiers de la frégate de la compagnie française la *Galathée* commandée par M. Le Gac, étant descendus à terre, furent retenus et maltraités par les indigènes. Le capitaine en second, M. Gravé de la Bellière, se rendit auprès du fils du roi et les trois officiers furent escortés jusqu'à Fanerie (Phan-ri), résidence du roi. Un missionnaire n'épargna rien pour leur être utile. (Charles Gouges, né vers 1654 à Montcornet, diocèse de Reims; parti en 1689; missionnaire au Siam ; en Cochinchine en 1700 ; pro vicaire en 1730 ; mort en Cochinchine le 9 novembre 1733.) Le lendemain de 1''arrivée des officiers à Phan-ri, le roi leur envoya dire qu'il désirait les voir. Ils partirent aussitôt accompagnés du missionnaire. D'APRÈS DE MANEVILLETTE (*Neptune Oriental*, édit. de 1775, col. 148-152) a le premier publié ce récit en 1749, d'après la relation que M. Gravé de la Bellière avait faite de cette aventure pour la Compagnie.

Il se trouvait donc encore au Binh-thuân, au début du dix-huitième siècle, un roitelet cham et les Nguyễn entretenaient auprès de lui un envoyé spécial. De ce roitelet une héritière vivait en 1905; en effet, le P. DURAND, dans une étude sur la dernière capitale des Chams (*Notes sur les Chams, Bull*. Ec. fr. E.-O., 1905, p. 382) cite d'après le texte fort inexact de Bouillevaux le récit dont il vient d'être question et, après la description de la salle d'audience du roi de 1720, dit :

« Voilà tout ce que nous pouvons savoir de Bal Canar de Phan-ri, dernière capitale du Panduranga. La vieille princesse héritière du dernier roi, Pô Côn qui, en 1822, passa au Cambodge avec toute une colonie d'exilés, la Pô Bià, « la reine » comme l'appellent toujours les Mois ignorants et fidèles, y réside encore et achève d'y mourir, gardienne vigilante du « Trésor des Rois », la seule épave sauvée du naufrage de la nationalité chame ». Voir aussi PARMETIER et DURAND, le *Trésor des Rois chams* (ibid.,, 1905, p. 3-5); il y est question de Bal Canar (village de Tinh-mï, sur la nouvelle route mandarine, à dix kilomètres environ à l'ouest du port de Phan-ri) et de la vieille princesse (femme d'un ancien sous-préfet cham, nommé Hat-Vinh), héritière à ce moment des trésors royaux de la région.

Ils furent conduits à la salle d'audience ; l'édifice « n'offrait rien qui pût charmer les yeux ; il n'était relevé ni par l'architecture, ni par la richesse des ornements. C'était seulement une espèce de halle, composée de deux grands corps de bâtiments, sans étages, soutenus par des colonnes de bois rouge fort simple. Le trône où le Roi était assis ne se ressentait en rien de l'éclat et de la magnificence de ceux de ces Rois orientaux dont plusieurs voyageurs ont laissé de si pompeuses descriptions. C'était un simple marchepied, élevé et couvert d'un tapis ; derrière, il y avait un paravent de vernis de la Chine. L'habillement du roi consistait en une robe de damas noir, brodée

[264] *Historiographies*, prélim., liv. 1, p. 14; c'est ce dinh qui reçut plus tard le nom de Phu-yên.
[265] C'est le Khanh-hoa actuel *Historiographies*, liv. IV, p. 5.

d'or, mêlée de nacre, avec des agrafes, et au-dessus une toile de coton fort fine, garnie par le bas d'une frange d'or, surmontée d'un petit galon d'or du Japon. Il avait pour chaussure de petites bottines : j'observerai qu'il n'y a que lui à qui dans le royaume il soit permis d'être chaussé. La garde qui l'environnait était composée de douze hommes, vêtus de soie rouge, avec un turban de la même couleur. Chacun d'eux tenait un sabre dont la poignée était garnie d'or. A sa gauche on voyait quatre Mandarins Loyes, habillés comme le roi, à l'exception des bottines et qui avaient aussi des gardes. A sa droite un Mandarin de la Cochinchine, ensuite plusieurs autres Mandarins, placés chacun selon son rang, avec environ deux cents officiers, tous mis fort proprement. »

Quelle qu'ait été l'autorité de ce souverain, il est certain qu'à partir de l'annexion du Binh-thuân, l'influence des Annamites ne cessa de grandir dans le pays; ils en devinrent vraiment les maîtres, et les restes misérables de la population chame, dominés par les sujets des Nguyễn, méprisés par eux, accablés d'impôts, menés « comme des buffles », furent si durement traités que leur race manqua d'être complètement anéantie (16).

———

(16) *Voici une sorte de lamento qui conserve les souvenirs de ces jours de deuil :*

« Parmi les fils des Chams, le chef des prêtres dévore ses larmes parce que l'Annamite lui commande.

Pitié soit de notre pays ! Le fils de l'Annamite commande aux Chams comme aux buffles.

L'Annamite commande et rit, il a un roi, lui !Mais le Cham est orphelin !

Quand finiront nos misères ! Les Chams sont aussi stupides que les sauvages Churus et les Hommes des bois.

Liés, nous attendons que le Seigneur du Ciel vienne. Des Chams et des sauvages il sera le recours.

Je demande que Ciel me donne un peu de joie. Je ne demande qu'à travailler à la corvée, comme nos aïeux sous les rois chams. »

(Extrait d'une conférence faite à l'école coloniale, le 2 avril 4906, par M. A. CABATNO; *Conférences publiques sur l'Indo-Chine*, ann. scol. 1905-1906.)

La conférence est à lire ; elle montre les Champs actuels, héritiers misérables d'un glorieux passé, campés partie en Annam dans les vallées étroites de Phan-ri et de Phan-ray, partie au Cambodge ou disséminés en infimes communautés au Siam et en Cochinchine; à la question de savoir s'ils sont une race a jamais décHuê et vouée à une disparition prochaine, l'auteur répond que le jugement pourrait manquer de 'justesse autant que d'indulgence et fait ressortir que les Chams du Cambodge qui ont échappé au joug annamite, mêlés aux Malais et aux. Khmers se montrent actifs et pleins de vitalité.

———

C'est ainsi que les Annamites, au cours du dix-septième siècle submergeaient peu à peu la région jadis occupée par un peuple riche et puissant, pont les descendants dégénérés paraissent avoir fait preuve d'une singulière apathie; puis ils s'infiltraient dans la population du Cambodge dont ils arrivaient à constituer un élément important.

A vrai dire les Annamites qui essaimaient ainsi n'étaient pas toujours, au point de vue de la morale stricte, des individus de choix; c'étaient, pour la plupart, des bannis, des déserteurs, des gens sans feu ni lieu, des vagabonds, mais c'étaient aussi ,des .tempéraments bien trempés, accoutumés aux privations, à l'épreuve de la fatigue et ils apportaient, là où ils s'établissaient, leurs qualités d'endurance et d'activité.

Au dix-septième siècle déjà, des colonies d'Annamites s'étaient formées au territoire cambodgien, dans les lieux dits de Dông-nai et de Môi-xui [266], où ils cultivaient des terres que les Cambodgiens paresseux ne faisaient pas valoir. De telles colonies ont toujours précédé l'annexion et, en 1658, l'on vit en effet le gouverneur du dinh de Trân-biên (conquis en 1629 sur le Champa) occuper officiellement la région de Moi-xui sous prétexte que le roi du Cambodge, Ang Chan avait violé la frontière annamite [267]. Les Cambodgiens s'opposèrent la prise de possession, mais les

[266] Soit, approximativement, dans le territoire des provinces actuelles de Biên-hoà et de Bà-ria.

[267] *Description de Gia-dinh*, par TRỊNH-HOÀI-DUC ; traduction AUBARET (*Histoire de la Basse-Cochinchine*, p. 2), Cf. Biographies, princ. (XXI, p. 1). D'après la Chronique royale du Cambodge (traduite par DOUDART De LAGRÉE, annotée et publiée par-Fr. GARNIER dans *Journal asiatique*, 1871 et 1872), la cause de l'intervention des Annamites serait autre les princes Sor (titre: Prea botum reachea) et Tan (Prea Outey) étaient entrés en lutte contre leurs frères, le roi Ang Chan et le prince Em (Prea Keo fea); la mère du roi

troupes annamites les mirent en fuite et firent prisonnier Ang Chan. Le gouverneur du Trân-biên l'envoya à Hien Vuong enfermé dans une cage. Le Seigneur fit grâce au royal prisonnier après qu'il se fût reconnu vassal de l'Annam et qu'il eût promis de payer le tribut ; il lui donna même une escorte pour le conduire jusqu'à sa capitale. Mais l'ordre ne régna pas dans le pays ; Sor et Tan, frères révoltés de Ang Chan, continuèrent la lutte; ils avaient battu leur jeune frère Em ; ils parvinrent à vaincre les Annamites et à les chasser [268]; puis ils se firent rois.

En 1672 [269], de nouveaux troubles commencèrent au Cambodge; Sor, le premier roi, fut assassiné par son gendre qui s'empara du pouvoir; Tan, le second roi [270], chercha refuge auprès des Annamites. L'usurpateur fut tué l'année suivante par la femme du second roi ou sur ses ordres [271] et le fils aîné du premier roi, nommé Chi, monta sur le trône. Mais les Annamites, heureux de l'occasion nouvelle qui leur était offerte de s'immiscer dans les affaires cambodgiennes, étaient entrés en campagne; ils s'emparèrent des forts de Saigon, de Khu-bich (Kampot) et de Nam-vinh (Phnom-Penh) [272]. Tan conduisit les troupes cochinchinoises à Ou-dông. Le roi Chi, surpris de la soudaineté de l'attaque, s'enfuit, mais en emportant des trésors considérables et accompagné d'une armée assez forte ; ainsi le royaume resta comme divisé entre l'oncle et le neveu [273]. Au bout de

---

elle-même aurait alors prié les Annamites d'intervenir contre son fils; ils seraient arrivés aussitôt (les dates concordent année cyclique mou siu = année cambodgienne 1580=1658). Moura, qui traduit une autre chronique cambodgienne dans le *Royaume du Cambodge, II*, ne parle pas de ce fait.

[268] D'après la *Chronique* (GARNIER, p. 369); lès documents annamites me parlent pas d'un échec. La même *Chronique* fait mourir Ang Chan en captivité, l'année de sa défaite (1658); Fr.. Garnier propose, pour concilier les données de la *Description* et celles de la *Chron2que*, de porter la date de cette mort en 1659 au moment de la « tentative de rétablissement faite par les Annamites en faveur d'Ang Chan et que repousseront Sor et Tan; ne peut-on admettre aussi que les Annamites vaincus par les deux princes (héritiers légitimes si Ang Chan était mort) étaient venus au Cambodge dans un but de conquête ? Les *Biographies* font mourir Ang Chan en 1674 seulement; c'est une erreur manifeste.

[269] Date des *Chroniques* (GARNIER, p. 370; Moura, p. 63); la *Description de Gia-dinh et les Biographies* ne prennent les événements qu'au moment où le second roi Tan (nommé par la *Description* Neac-tai et par les *Biographies* O-dai, d'après son titre Prea Outey; la *Relation des missions des évêques* l'appelle Ouday) entre en lutte avec l'aide des Annamites, fait que ces documents placent en 1674 et la *Chronique* en 1675 (à propos des dates de la traduction d'Aubaret, qui donne ici 1675, noter qu'elles sont généralement erronées par suite d'une mauvaise lecture des dates cycliques ; il s'agit bien ici de l'année kia-yin qui correspond à 1674). Il est notable que la *Description*, parlant de l'entrée des Annamites en territoire cambodgien, donne la même année cyclique (kia-yin) pour la prise des forts et la défaite de Chi, mais accompagne la mention de ce dernier événement de l'indication année cambodgienne 1594, ce qui correspondrait à 1672, année cyclique jen-tseu.

[270] Ce premier et ce second roi n'étaient autres que les frères de Ang Chan dont il a été déjà question et qui régnaient depuis 1659, l'autorité restant, paraît-il, entre les mains du premier. Celui-ci (Prea botum reachea) avait eu en 1659 un fils nommé Chi et avait donné, après sonaccession au trône, sa fille ainée à l'un de ses neveux qu'il aimait beaucoup ; comme il voulait favoriser son gendre, Chi, pour échapper à la mort, s'enfuit dans les forêts ; mais impatient de régner, le mari de la fille aînée assassina le roi lui-même en 1672 et c'est alors que Tan, effrayé, s'enfuit chez les Annamites.

[271] La femme de Tan était restée au Cambodge tandis que son mari passait en territoire annamite; elle fit mettre à mort le roi par des Malais, disent les *Chroniques* (v. Garnier, p. 371; cf. Moura, p. 63-64). La *Relation des missions des évêques* fait un récit plus romanesque (Garnier, ibid., note 2) la reine avait inspiré à l'usurpateur une violente passion ; elle feignit d'y céder après une longue résistance, mais dans le seul but de « tuer dans son lit le roi devenu son amant ». Dès le matin elle proclama, hautement ce qu'elle avait fait; on voulut lui décerner la couronne, mais au lieu de profiter de cette occasion, pour élever son mari avec elle, elle fit rechercher le prince Chi, fils aîné de Sor, qui avait le plus de droits à régner et lui remit le pouvoir. Elle en fut mal récompensée : Chi la fit mourir.

[272] Description de Gia-dinh, trad. AUBARET, p. 3

[273] Ce sont les données de la *Relation des massions des évêques* qui sont utilisées ioi. Il est difiicile de faire concorder les sources annamites et cambodgiennes ; d'autre part, chacune d'elles n'est pas toujours très conséquente avec elle-même. J'ai essayé de faire un récit suivi en écartant les contradictions et en ne conservant que ce qui paraît vraisemblable.

deux ans, Tan mourut ; Non, son fils adoptif, fut reconnu comme second roi par Hien Vuong et régna à Saigon, et un autre prince, fils du roi Sor et par conséquent frère de Chi, fut premier roi, avec résidence à Ou-dông [274]; l'un et l'autre durent payer tribut au Seigneur de Hué.

En 1679, Non combattit son cousin Ang Sor qui demanda l'aide du Siam et, grâce aux soldats qui lui furent envoyés, put vaincre son adversaire. Non s'enfuit chez les Annamites [275], mais nous le verrons bientôt reprendre sa tentative manquée.

En cette même année 1679 [276], deux officiers chinois, Yang Yen-ti et Tchen Cheng-ts'ai, partisans de la dynastie Ming que les Mandchous venaient de renverser [277], arrivèrent à Tourane avec 3000 hommes et 50 jonques. Ils firent connaître à Hien Vuong que, fidèles sujets de la dynastie vaincue, ils refusaient de se soumettre aux Ts'ing contre lesquels ils avaient combattu et préféraient vivre sous l'autorité annamite. Hien Vuong hésita sur la manière dont il convenait d'accueillir ces discours : il doutait de la bonne foi des Chinois, mais il pouvait difficilement les repousser puisqu'ils venaient se donner à lui. Il trouva expédient de les envoyer s'établir dans le Sud et écrivit à Ang Non de les bien recevoir, qu'il n'avait rien à redouter de leur part. Il réussissait ainsi à se débarrasser d'hôtes peu sûrs et, en même temps, à faire occuper une partie du territoire cambodgien sans sacrifices d'aucune sorte.

Les Chinois remirent à la voile et, parvenus à la baie de GÁnh-rai, se divisèrent les uns, sous les ordres de Tch'en, remontèrent le Donnai jusqu'à la hauteur de Biên-hoà où ils s'établirent; les autres, commandés par Yang, s'engagèrent dans la branche orientale du Mékong et se fixèrent à Mi-tho. La colonie de Biên-hoà forma un centre agricole et commercial où vinrent trafiquer des Européens, des Chinois, des Malais et des Japonais, tandis que la colonie de My-Tho, composée d'aventuriers indisciplinés et plus hardis, menaçait le royaume cambodgien de Ou-dông et rançonnait la navigation du grand fleuve ; ils avaient établi au nord de Mitho un fort armé de canons d'où ils dirigeaient, en véritables pirates, des expéditions contre les Cambodgiens. Le roi régnant à Ou-dông, Ang Sor, avait de son côté fait construire des fortifications pour résister à ces dangereux voisins. Mais, en 1682, le roi de Saigon, Ang Non, aidé par les Chinois et les Chams

---

[274] La *Chronique* (GARNIER, p. 373) signale la mort de Tan (prea reamea thuphdey) en 1675; son neveu Non (fils du dernier des quatre frères Chan, Sor, Tan, Em), qui était aussi son fils adoptif, lui succéda, mais GARNIER fait remarquer qu'il ne figure pas sur la liste officielle des rois du Cambodge et qu'il doit donc être considéré comme un usurpateur aux yeux des Cambodgiens (p. 373, note 1); la *Chronique* traduite par MOURA (*ibid*.) dit que Ang Non prit la direction des affaires avec le titre de abjoréach et sous, le nom de Somdach-préa-batom-réachéa et que, cinq mois plus tard, le fils de Sor revendiqua ses droits à la couronne, réunit des partisans et mit Ang Non en fuite; noter aussi, ce qui parait une confirmation de la situation irrégulière de Non, la sorte d'investiture de second roi que lui confère Hiên Vuong (*Description, p. 3*) et son établissement à Saigon, tout près des possessions annamites. Le fils de Sor, habitant Ou-dông, reconnu comme premier roi par Hiên Vuong, figure dans la liste officielle des souverains cambodgiens (voir GARNIER, p. 360 et 372; MOURA, p. 64) qui lui donne le nom de Prea Ang Sor ; la *Description* le nomme Neac-thu et les *Biographies* Thai-Tich. Quant à Chi (Prea Ketf fea), il serait mort en 1673 ou 1675, d'après les *Chroniques* et seulement en 4677, d'après la *Relation* ; GARNIER (p. 372, note 2) paraît le confondre tour à tour avec Tan (Neac Tai) et avec Thu (Ang Sor); il est possible qu'il ait gardé un semblant d'autorité dans les régions du Nord en même temps que Non régnait à Saigon et Thu à Ou-dông.

[275] *Chronique*, p. 373. Peut-être s'enfuit-il tout simplement à Saigon d'où il était venu et où l'influence annamite était grandissante. Il n'est pas question de cette expédition dans les sources annamites elle est cependant intéressante à signaler parce qu'on y voit le roi légitime des Cambodgiens réclamer le secours du Siam contre le protégé des Annamites.

[276] Année cyclique ki-wei, trente-deuxième année de Hiên Vuong; AUBARET donne par erreur 1680.

[277] Le général Wou San-kouei, qui avait opposé aux Mandchous une résistance acharnée dans les provinces du Sud, était mort en 1678, après avoir perdu le Fou-kien et le Kiang-si ; son fils s'était retiré avec les débris de son armée dans le Yun-Nan où il se suicida en 1681 les Mandchous, de succès en succès, continuaient à soumettre les régions qui s'étaient jusqu'à ce moment soustraites à leur autorité. On peut supposer que les Chinois qui vinrent demander la protection du Seigneur de Cochinchine, avaient fait partie des troupes de Wou San-kouei, et peut-être de celles du dernier souverain Ming vaincues plusieurs années auparavant.

[278], marcha contre son cousin, le battit et entra dans Phnom-Penh et dans Ou-dông; mais il se contenta sans doute de piller le pays et de rançonner les habitants, car dès l'année suivante, on voit Ang Sor régner de nouveau dans sa capitale [279].

En 1688, Non, qui avait à se plaindre des Chinois dont il avait fait ses alliés en 1682, réclama contre eux le secours du chúa [280]; c'était alors le second fils de Hien Vuong (mort en 1687), Nguyễn Phuc Trân, appelé par les auteurs européens Ngai Vuong. A la fin de l'année, il envoya une armée dans le pays; le général annamite trompa les Chinois en leur faisant accroire qu'il allait combattre Ang Sor, s'empara de leur chef qu'il tua, détruisit leur repaire, puis faisant appel à Tch'en qui vint de Biên-hoà, il les enrégimenta sous les ordres de celui-ci. Avec ces auxiliaires, il partit contre le premier roi, renversa les obstacles accumulés et s'empara de Phnom-Penh. Ang' Sor, sans songer à combattre, offrit sa soumission et promit un tribut considérable pourvu que l'armée se retirât: Le général annamite ramena ses soldats à Saigon. Le temps venu de renouveler le paiement du tribut, Ang Sor avait oublié ses promesses (1689). Sur les rapports qui lui furent adressés, Ngai-Vuong destitua le général coupable de s'être laissé abuser et de n'avoir pas poursuivi ses succès ; un autre général fut désigné (1690) qui porta aussitôt la guerre chez Ang Sor, le défit, se rendit maître de sa personne et l'emmena à Saigon [281]. Non mourut à Saigon cette même année [282]. Il fut proposé à Ngai Vuong de nommer à sa place son fils Em, mais la daté de l'avènement de ce prince est incertaine [283]. Ce qui parait moins discutable, c'est qu'à partir de l'expédition qui vient d'être racontée, le territoire de l'an Cambodge d'eau passa sous la domination annamite. En effet, Non étant mort, il ne fut plus désigné de roi de Saigon et, en 1698, il fut envoyé un gouverneur annamite dans le territoire de Dông-nai; on créa le dinh de Phiên-tran (Gia-dinh), le dinh de Trân-Biên (Biên-hoà); à Saigon fut constitué le huyên de Tan-Binh. Dans chaque

[278] Chronique (GARNIER, p. 373; Mouna, p. 65). Les sources annamites ne parlent pas plus de cette campagne que de celle de 1679.

[279] D'après MOURA, il fut battu à Ou-dông en 1682; son armée fut dispersée et il fut obligé de fuir; il aurait recommencé la guerre en 1684, mais aurait été de nouveau défait.

[280] Année cyclique mou-tch'en, 2e année de Ngai-Vuong (1688). Telle est la version de la *Description de Gia-dinh*. La *Chronique* (GARNIER), après avoir raconté qu'en 1688, Ang Sor avait défait les Chinois qui étaient venus le combattre, fait savoir qu'en 1689, Non demanda aux Annamites des troupes pour attaquer son cousin ; elle attribue d'ailleurs la victoire à Ang Sor ; il « vainquit les Annamites qui retournèrent dans leur pays ». La version est assez différente dans Moura qui parle à cette date de 1689 de deux faits bien distincts une entreprise faite avec l'aide de Non, mais par des Chinois ; puis, après la défaite de ceux-ci par Ang Sor, une expédition de Non lui-même à la tête de vingt-mille Annamites mais il fut battu à Phnom-Penh et abandonné de ses alliés. On va voir que la *Description*, qui place l'expédition en 1688, confirme la retraite des Annamites, mais non le fait d'un insuccès subi par eux.

[281] *Descript.de Gia-dinh*, trad. AUBARET,8.Aucune mention de ces faits dans les chroniques cambodgiennes

[282] *Chronique*, GARNIER, p. 375; d'après la source de MOURA, il mourut en à Srey-Santhor ; d'ap. la *Description*, il se suicida. Ce dernier ouvrage dit que le roi Nac Ong Thu (Ang Sor) mourut aussi, mais de maladie ; en fait, sa mort n'eut lieu qu'en 1724 ; il avait alors soixante cinq ans et depuis seize ans vivait complètement à l'écart des affaires (GARNIER, p. 382). L'erreur que commet Trịnh-hoài-Đức en plaçant sa mort en 1689 s'explique par le fait que ce roi, l'un des souverains cambodgiens qui vécurent le plus longtemps, abdiqua à plusieurs reprises; les documents le montrent fréquemment se retirant pour un délai plus ou moins long-dans une bonzerie; sa prétendue mort ne serait donc, comme le dit GARNIER, qu'une de ses abdications temporaires (p. 376, note 1). Les *Biographies* parlent encore de lui en 1700 (XXXI, 13); noter que cet ouvrage, par suite d'une erreur difficile à expliquer, raconte l'expédition de 1688 sous la date 1698 (mou-jin).

[283] Nac Yêm (*Description*, p. 8); Trịnh-hoài-Đức donne dans une note la date cambodgienne 1622, et l'on voit en effet dans la *Chronique* (GARNIER) sous cette année (soit que Ang Sor abdiqua en faveur de Em qui avait vingt ans (p. 376); Garnier estime que ce fut une concession faite aux Annamites (*ibid.*,. note 3). Mais il est possible qu'il exerçât un semblant d'autorité avant 1700 ; en 1693, on voit Ang Sor se rendant au-devant de son neveu « qui revenait du pays annamite » il lui conféra (en 1697, MOURA ; en 1698, GARNIER) le titre de Prea Keo fea et lui donna sa fille en mariage. Em semble avoir vécu non loin de son oncle, car on le voit en 1712 passer chez les Annamites. L'enchaînement des événements n'apparaît pas bien clairement (cf. MOURA, p. 67 et 69), Ce qui semble hors de doute, c'est qu'il ne régna pas à Saigon.

dinh furent placés un luu-thu, gouverneur résident, un cai-bô ou trésorier et un ki-luc ou juge ; des régiments, des compagnies et des sections, des soldats d'élite constituèrent des forces de terre et de mer.

Pour peupler ce vaste territoire, qui d'après le recensement fait à cette époque ne contenait qu'environ 200 000 habitants (40000 familles), on fit appel à des colons du Nord ; il en vint même du Quâng-binh. Des villages et des bourgs furent fondés ; les terrains de culture furent mesurés et l'impôt fut fixé. A ce moment furent dressés les rôles de la population ; les Chinois habitant dans les deux dinh furent comme les Annamites soumis à l'impôt. Ainsi l'éviction des propriétaires primitifs fut consommée.

Mais là ne devait pas s'arrêter la domination annamite le territoire des Nguyễn s'étendait jusqu'au Mékong ; ses limites vont bientôt atteindre le golfe de Siam.

Dans les dernières années du dix-septième siècle, un Chinois, nommé Mac Cuu, originaire de la préfecture de Lei-tcheou, dans le sud du Kouang-tong, chassé lui aussi de sa patrie par le triomphe des Ts'ing, était passé en Cochinchine, puis s'était établi au Cambodge [284]. Sur les bords du golfe de Siam, dans la région appelée à ce moment Péam et Mang-kham [285] par les Cambodgiens, Phuong-thành et plus tard Hà-tiên par les Annamites, Kang-k'ao par les Chinois, et plus particulièrement aux environs du lieu dit Sài-mat (Banteay mas), à l'embouchure du Rach Giang-Thanh, s'était formé un centre de quelque importance où trafiquaient, sans grands scrupules [286], des Annamites, des Chinois, des Malais et des Cambodgiens ; parmi cette population mêlée, le jeu chose peu surprenante, était fort en honneur. C'était là que Mac Cuu vint se fixer ; il offrit ses services au mandarin cambodgien qui y résidait et sut s'en faire si bien apprécier que la ferme des jeux lui fut confiée [287]. Il s'enrichit rapidement ; venir des colons en grand nombre (appartenant à la classe où ces sortes de gens se recrutaient d'ordinaire, vagabonds, bannis et malfaiteurs qui n'étaient pas pour déparer la population réunie déjà en ce lieu), sut prendre sur eux de l'ascendant

[284] La date de l'arrivée de Mac Cuu (prononciation annamite des caractères qui forment son nom, en cantonnais Moôc Kao, en mandarin Mou Kieou) est donnée par la *Description de Gia-dinh* (trad. AUBARET, p. 21) « Un Chinois nommé Mac Cuu… passa en Cochinchine durant la 19e année khang-hi » soit 1680. Il aurait lui aussi quitté sa patrie à cause de la défaite définitive des partisans des Ming. Les *Biographies* (prélim., VI, disent que les Mandchous victorieux avaient obligé les Chinois à se raser les cheveux (sur le devant de la tête et à porter la tresse); Cuu voulant garder les siens, s'était enfui au Sud. Outres ces deux ouvrages annamites et les Annales cambodgiennes, j'ai utilisé pour cette histoire succincte de la principauté de Hà-tiên, les notes si riches en renseignements de la publication de M. Cl.-E. MAITRE, *Documents sur Pigneau de Behaine* (*Rev. Indoch*., 1913) et un article de la même revue (*Histoire militaire de la région d'Hà-tiên*, par le lieutenant REGNIER, 1903, p. 1003) qui, parmi beaucoup d'erreurs, contient quelques détails intéressants; l'auteur a pu consulter des documents conservés dans les pagodes de Hà-tiên.

[285] Peam signifie « l'embouchure » la province cambodgienne de Peam réduite aujourd'hui à un district situé au Nord-Ouest de la province cochinchinoise de Hà-tiên, comprenait autrefois la région de Hà-tiên et avait son chef-lieu dans la ville dont elle tirait son nom (Cl.-E. MAITRE, loc. cit., 1913, 1er sera., p. 165, note6). Le nom de Mang-kham est donné par la *Description de Gia-dinh* (trad. AUBARET, p. 21) et par M. REGNIER (loc. cit., p. 1004); Phuong-thành, la citadelle Phuong a peut-être pour origine le nom cambodgien et serait alors « la citadelle Pèam » (MAITRE, ibid.). Pour le nom de Hà-tiên, voir ci-après, p. 123, note 2. Kang-k'ao, sous sa forme cantonaise, est une traduction de Peam et signifie « l'embouchure de la rivière ce nom est employé dans les documents chinois contemporains; on le trouve dans les lettres des missionnaires de cette époque sous la forme Cancao. Sàimat désignait une montagne au nord de la citadelle (*Description de Giadinh*, trad. AUBARET, p. 270) et s'est appliqué à un district de la province; le nom cambodgien correspondant est Banteay mas que l'on trouve dans la *Chronique* (GARNIER, p. 380) et, sous la forme Ponteamas, dans la relation du capitaine Alexander HAMILTON (*Account of the Fast Indies*, Collection Pinkerton, VIII, p. 477 et 478). PALLEGOIX (*Description du Royaume thai*, II, p. 95) parle de Phuthaimàt.

[286] Le plus clair des occupations de la plupart d'entre les habitants semble avoir été la piraterie; la rade de Hà-tiên leur offrait un mouillage sûr, ils y trouvaient un abri après avoir écumé les côtes et les îles voisines, arrêté les jonques de commerce qui naviguaient dans le golfe de Siam.

[287] Une taxe frappait les joueurs et la collection de cette taxe était donnée à un fermier moyennant un cautionnement et la garantie du versement d'une somme déterminée ce système fonctionnait en maint endroit et les Chinois étaient considérés par les autorités locales comme d'excellents fermiers.

et fonda plusieurs villages qui prospérèrent, notamment à Kampot, dans l'île de Phu-quoc, à Hà-tiên [288], à Rach-Gia et à Cà-mau. Mais au milieu des troubles qui agitaient périodiquement le Cambodge, la colonie naissante manqua d'être détruite. Voici en quelles circonstances. Ang Sor, qui avait en abdiqué en faveur du prince Em, agréé par les Annamites, avait repris le gouvernement dès l'année suivante et abdiqué de nouveau en 1702 [289], mais cette fois en faveur de son propre fils. En 1714 ce nouveau roi, Prea Srey thomea, et son frère cadet Prea Ang Tong [290] combattirent leur beau-frère Em. Celui-ci, aidé des Annamites et des Laotiens, réussit à bloquer dans Lovek [291] les deux princes qui, après une résistance de trois mois, purent s'enfuir; ils se réfugièrent à Ayuthia auprès du roi de Siam pour essayer de le mettre dans leurs intérêts [292]. Em régna pendant ce temps à Oudông ; en une petite armée de Siamois [293] vint dans la province de Battambang pour rétablir Prea Srey thomea. Em se refusa à tout arrangement et les Siamois, qui sans doute ne se sentaient pas en force, regagnèrent leur pays; mais ils revinrent, dès l'année suivante, avec Ang Tong, chargé par son frère de soulever le pays. Le roi Em se porta immédiatement, avec des troupes annamites, à la rencontre des envahisseurs; il blessa Ang Tong qui se réfugia dans les montagnes de la province de Pursat, attendant d'autres secours. Le roi du Siam résolut d'attaquer son voisin de deux côtés; il envoya une armée dans l'Est en même temps qu'il prenait lui-même la mer à la tête de 3000 hommes montés sur de fortes barques [294]. Il vint attaquer Hà-tiên ; Mac Cuu fit dans la défense des prodiges de valeur, mais la ville nouvellement établie, sans murailles ni fossés, ne put opposer une grande résistance aux assaillants. Les Siamois l'emportèrent et mirent au pillage tout le pays avoisinant; mais leur flotte fut détruite par une tempête et son chef, après avoir rassemblé les quelques navires qui avaient échappé au désastre, fit

[288] C'est le nom nouveau donné à l'agglomération où Mac Cuu s'était d'abord fixé ; il s'étendit plus tard à la province tout entière ce nom, qui signifie « le génie de la rivière », vient, d'après les documents annamites, d'une légende locale les habitants croyaient qu'un génie (tiên) allait et venait sans cesse sur la rivière (hà), le Rach Giang-Thanh.

[289] En 1701, d'après Moura, p. 69.

[290] La *Description* (trad. AUBARET, p. 282) et les *Biographies* (prélim., liv. VI, p. 3) appellent le premier Nac-ông-Thâm le second est nommé par la *Description (ibid*.) Tan; les Biographies n'en parlent pas.. Il est difficile de déterminer ce qu'était devenu Em depuis 1702; il n'est pas question de lui dans les textes annamites et les Chroniques sont très peu prodigues de détails sur son compte. On peut supposer qu'il était resté au Cambodge après avoir été privé du pouvoir qu'Ang Sor lui avait transmis, pour obéir, semble-t-il, à la pression annamite; il avait sans doute des intelligences avec le Laos ; on le voit en effet défenseur des Laotiens en 1710 (MOURA, p. 70) ou en 1712 (Garnier, p. 378); après avoir ainsi transgressé les ordres du roi, il se réfugia « d'abord chez les sauvages, puis chez le roi annamite » (GARNIER).

[291] Au nord de Ou-dông; Lovek avait été capitale du Cambodge au commencement du seizième siècle.

[292] GARNIER (p. 379) dit que Em (Prea Keo fea) se rendit aussi au Siam avec les deux princes; l'erreur doit provenir du fait que le fils de Prea Srey thomea amené au Siam par son père, s'appelait aussi Em (MOURA, p. 70). Il paraît plus problable que son oncle soit resté au Cambodge; il se sentait en effet fort de l'appui des. Annamites et il ne lui était guère permis d'espérer, à cause justement de ces attaches, que le roi du Siam jugeât le différend à son prof . On peut donc s'en tenir probablement à la Description « Thâm suivi de son frère Tan s'enfuit au Siam et le prince Iêm lui succéda sur le trône du Cambodge. (Trad. AUBARET, p. 282.)

[293] 15 000 hommes, précise MOURA, p. 71.

[294] Trịnh-hoài-Dùc, pour les événements de 1713 à 1717 (AUBARET, p. 282-283) cite les documents cambodgiens et son récit, à quelques détails près, se rapproche de celui de la *Chronique* (Garnier, p. 378-381). Les *Biographies* (princip.), dans le livre XXXI consacré en grande partie au Cambodge, indiquent faussement que Thâm revint au Cambodge parce que Em était mort; l'armée venue par le Nord aurait compté 10 000 hommes, et l'armée navale 5000; Moura, p. 71, donne les mêmes chiffres; d'après le capitaine HAMILTON, ils étaient respectivement 50 000 et 20000, ce qui paraît exagéré (*loc. cit*., p. 472). Je ne sais où Garnier a pris les chiffres de 1500 et de 3000 hommes qu'il attribue à Hamilton (p. 380, note 2). Peut-être a-t-il fait confusion avec les chiffres du secours annamite qui est évalué ainsi par HAMILTON hommes pour l'armée de terre, 3 000 dans des galères bien équipées: Les forces siamoises étaient au moins, sur terre, doubles et sur mer, quadruples, des forces annamites et cambodgiennes réunies (*ibid*., p. 477).

voile pour le Siam [295]. Pendant ce temps, l'armée de terre était arrivée à Ou-dông, renforcée d'un grand nombre de Cambodgiens. Em se porta contre elle, mais, au lieu de combattre, il reconnut l'autorité du Siam et offrit au roi, en guise de soumission, des fleurs d'or et d'argent [296]. L'armée siamoise, sacrifiant les intérêts des princes qu'elle était venue défendre, se retira alors [297]. Le principal résultat de cette série de campagnes fût la reconnaissance de la suzeraineté siamoise par le roi Em il crut trouver sans doute dans l'investiture de la cour d'Ayuthia de quoi grandir son autorité sur son peuple, autorité discutée sans t cesse par ses beaux-frères et leurs partisans. Mais son nouveau suzerain ne put le défendre contre les empiétements des anciens protecteurs. A deux reprises, en 1731 et en 1732, les Annamites envahirent le royaume, mirent en fuite les troupes cambodgiennes et remontèrent le Mékong jusqu'à Long-ho (Vinh-long); ils formèrent deux nouvelles provinces, celles de Dinh-tuong et de Long-hô [298]. En 1736, sous le règne du fils du roi Em, Sotha, la guerre régna de nouveau dans la famille royale et les Annamites, comme on le verra plus loin, tirèrent profit de ces dissensions pour obtenir d'autres avantages.

Quant à Mac Cuu, après avoir été vaincu par les Siamois, il s'était enfui [299], mais la guerre terminée, il songea à se donner un protecteur plus puissant que le roi du Cambodge et envoya deux délégués porter à Hué une supplique par laquelle il demandait au Seigneur de le désigner comme gouverneur de la province de Hà-tiên ; Minh Vuong (1691-1725), bien qu'il n'eût aucun droit sur le territoire, s'empressa d'accéder à cette demande et plus tard Mac Cuu se rendit en personne à la Cour pour le remercier [300]. Mac Cuu s'occupa de relever de ses ruines l'établissement qu'il avait

---

[295] Version de la *Description*; elle s'écarte de celle des *Chroniques* qui ne parlent pas de la tempête ; le document traduit par Moura dit même qu'à Hà-tiên l'avantage fut pour les Cambodgiens qui réussirent à couler plusieurs navires siamois à coups de canon et à forcer les autres à s'éloigner (p. 72). Le capitaine HAMILTON dit que les Siamois envoyèrent leurs petites embarcations pour piller et brûler la ville de Hà-tiên, ce dont elles s'acquittèrent (200 tonnes de défenses d'éléphant notamment furent détruites) pendant ce temps les navires et les jonques de charge étaient à quatre milles du port ; les Annamites les attaquèrent, en incendièrent un certain nombre et forcèrent les autres à s'échouer. Les petites embarcations, engagées dans la rivière de Hà-tiên, ne purent venir à leur aide, car la marée était basse. Sur terre, les Siamois, trouvant la contrée toute désolée, manquèrent de vivres et battirent en retraite après avoir tué leurs bœufs, leurs chevaux et leurs éléphants pour subsister (*loc. cit*., p. 477).

[296] Cette décision fut prise par Em après consultation de ses mandarins, dit le texte de Moura (p. 72). « Tous furent unanimes à reconnaître l'impuissance où l'on était de prolonger la lutte, on députa aussitôt un grand mandarin au commandant en chef de l'armée siamoise pour lui faire des propositions très avantageuses pour son gouvernement, à la condition qu'il se retirerait et ramènerait à Siam le roi et les princes cambodgiens qui étaient dans son camp. L'usurpateur promettait entre autres choses d'envoyer au roi de Siam des cadeaux mêlés à des fleurs artificielles en or, ce qui était un signe convenu de vassalité. En présence de ces offres inespérées, le général siamois sacrifia les intérêts des princes khmers.

[297] *Chroniques* (GARNIER, p 381; MOURA, p. 72) ; *Description*, p. 282. relate l'envoi du tribut fait par Em et ajoute aussi que le général siamois, voyant alors que son armée était devenue inutile ; s'en retourna dans son pays.

[298] La *Chronique* (Moura, p. 74) reconnaît la prise de possession des nouveaux territoires par les Annamites, mais affirme cependant que les Cambodgiens avaient été vainqueurs.

[299] D'après les *Biographies* (prélim., VI, 1 et 2), il serait allé d'abord au Siam, puis s'échappant, se serait rendu près de la rivière Long-ki, qui coule à l'ouest de Kampot la. Description dit qu'il s'était réfugié là après sa défaite (trad. Aubaret, p. 281 et 283) et qu'il retourna à Hà-tiên vers le milieu de 4715 (4^{e} mois de l'année yi-wei, p. 281); la date est certainement erronée et en contradiction avec les renseignements de la page 283 qui placent exactement la prise de Hà-tiên en (année cyclique ting-yeou) d'après les *Annales cambodgiennes* TRỊNH-HOÀI-ĐỨC prend la précaution d'avertir que toutes ces dates sont incertaines. HAMILTON dit avoir vu la ville encore en ruines en l'année 1720 (loc. cit., p. 478).

[300] A vrai dire, il semble, d'après la *Description* (p. 10), que le fait se soit passé avant la campagne de 1718, puisque la nomination de Mac Cuu comme général est reportée à l'année Les *Biographies* (prélim., VI, 2) placent en 1708 l'envoi des délégués de Mac Cuu à Hué, mais disent formellement que c'est après la guerre qu'un Annamite résidant à Hà-tiên conseilla à Mac Cuu de se donner à Hiên Vuong ; s'il faut en croire M. REGNIER (*loc. cit*., p. les documents qu'il a consultés fixent « vers 1724 » la démarche de Mac

fondé ; il construisit des forts et des remparts, établit différents postes sur les ports et les rivières et forma une milice; il choisit parmi les habitants des hommes capables de l'aider dans son œuvre de réorganisation. En 1735, quand il mourut, la ville et la région tout entière commençaient à prospérer.

Il eut pour successeur son fils Mạc Thiên-tử [301] que Minh Vuong, en 1736, confirma dans la charge de son père. Le Seigneur de Hué donna au nouveau gouverneur trois fortes jonques qui furent dispensées de tout droit [302] il lui permit de fonder une fabrique de sapèques. Sous le gouvernement de Mạc Thiên-tử, la province se développa ; non seulement il construisit des citadelles, perça des routes et ouvrit des marchés, mais encore il fit appel à des lettrés qui vinrent l'aider de leurs conseils et de leur savoir ; des mandarins civils et militaires furent nommés et l'on s'efforça d'administrer ce coin de terre reculé de la même manière que les provinces du royaume.

Au Cambodge, le fils de Em, Prea sotha qui avait succédé à son père en 1736, n'eut pas un règne paisible ; à la suite de troubles, il fut contraint de s'enfuir et de demander asile aux Annamites (1738) pendant que ses oncles, Prea Srey Thomea et Prea Ang Tong, avec l'aide des Siamois, reconquéraient le royaume et s'établissaient à Phnom-Penh. En 1739, ils entreprirent de rétablir leur domination sur la province de Hà-tiên; la lutte fut rude, mais Mạc Thiên-tử eut raison de ses adversaires qui furent obligés de battre ,en retraite. Le Seigneur Võ Vương (1738-1765), avisé de ce succès, adressa ses félicitations à Mạc Thiên-tử et lui conféra le titre de général [303].

A partir de ce moment, les souverains du Cambodge ne tentèrent plus rien contre Hà-tiên. Mais Ang Snguon [304], fils et successeur de Prea Srey Thomea, mort en 1747, eut à soutenir une guerre désastreuse contre les Annamites. Le prétexte fut une violation de frontières dont les Cambodgiens se seraient rendus coupables [305]; en réalité Võ Vương paraît avoir voulu profiter des difficultés que l'invasion birmane créait aux Siamois pour s'agrandir encore au préjudice de son voisin. Il envoya une armée qui remonta le Vaico occidental, mit en fuite les troupes cambodgiennes envoyées à sa rencontre et marcha sur Phnom-Penh ; Ang Snguon s'enfuit dans la province de Vinh-long. A l'automne, des pluies abondantes firent suspendre les hostilités. L'année suivante, l'armée annamite se réunit à My-tho et fit partir en avant une colonne formée de 10 000 indigènes environ que les Cambodgiens refoulèrent jusqu'au delà de Tây-ninh. Les Annamites se portèrent à leur secours, pénétrèrent plus profondément dans le pays et arrivèrent jusqu'à Phnom-Penh dont ils s'emparèrent. Ang Snguon chercha refuge auprès de Mạc Thiên-tử qui s'entremit en sa faveur auprès de Võ Vương ; le Seigneur voulut bien accorder la paix au roi du Cambodge moyennant l'abandon de tout le territoire au sud de Gia-dinh jusqu'au bras du Mékong qui passe à My-Tho [306]. Il ne s'arrêta pas en si bonne voie ; en 1757, Ang Snguon mourut; son oncle devint régent et demanda l'investiture de Võ Vương qui posa comme condition la cession des provinces

---

Cuu. Cette date paraît acceptable. Mais toute cette chronologie est tout à fait indécise et il n'y a même aucune concordance entre les dates de la *Description et celles des Biographies*.

[301] Ce fils de Mac Cuu, dont le nom était Thiên-tu et l'appellation Si-lân (*Biographies*, prélim., VI, 3), a été, sur la foi D'AUBARET, appelé Mac-ton par plusieurs auteurs (dont moi-même). M. MAITRE (loc. cit., p. 167, note 1) a relevé la méprise d'Aubaret qui a pris pour le nom du personnage la première partie du titre nobiliaire de marquis de Tôn-duc qui lui fut décerné en 1736 par Minh Vuong et qui a cru que ce Mac Ton imaginaire était le frère de Mac Thièn-tu-. En fait, il faut lire ainsi le passage traduit par AUBARET (p. 44) Mac Thiên-Tu, appellation Si-lân, dii gouvernement de Hà-tiên, reçut les titres de général et de marquis de Tôn-duc (il était le fils aîné de Mac-Cuu) et succéda à son père.

[302] Ces jonques qui, d'après la *Description de Gia-dinh*, se procuraient ou achetaient de riches produits que Mac Thiên-tu offrait ensuite au Seigneur, devaient, suggère AUBARET (p. 29, note 2) faire tout simplement, la piraterie au profit du Seigneur et de Mac Thièn-tu lui-même.

[303] *Description de Gia-dinh et Biographies*, ibid.

[304] Nommé Nac Ong Nguyễn par les Annamites.

[305] Aucun accord au sujet de la date de cette campagne dans les documents annamites. Les *Biographies* (princip., XXXI, 4) donnent la date keng-wou (1750), La *Description* donne (p. 12) kia-siu (1754) et (p. 24) yi-hai (1758); les *Biographies* (prélim., VI, 5) donnent ping-tseu (1756).

[306] Les districts actuels de Go-công et de Tân-an.

cambodgiennes de Bassac et de Prea-pateng. Mais une révolte fut fomentée contre le régent [307] le prince Ang Tong, fils du roi défunt, menacé dans ses jours, s'enfuit à Hà-tiên; Mac Thiên-tir et le gouverneur de Gia-dinh prièrent Võ Vương d'intervenir. Le Seigneur ne se fit pas prier une armée annamite fut envoyée au Cambodge, rétablit l'ordre et mit Ang Tong sur le trône. Pour prix de ce secours, les Annamites obtinrent tout le territoire au Nord de Bassac. Quant à Mạc Thiên-tử, il reçut cinq districts, notamment ceux de Kampot et de Kompong-som ; il fit construire des forteresses à Rach-Gia et à Long-xuyên les nouveaux territoires furent divisés, des villages y furent établis et l'on fit venir des mandarins pour les administrer. Quant aux Annamites, ils profitèrent de l'occasion pour élever des citadelles à Sa-dec et à Châu-dôc où ils s'établirent solidement. Ainsi Châu-doc devenait tête de frontière et marquait la limite du mouvement réalisé par les Annamites vers l'Ouest; le domaine administré par MacThiên-tu au nom du Seigneur de Hué s'étendait sur le golfe de Siam, de Kampot à Cà-mâu.

Le royaume de Siam, après des guerres désastreuses contre les Birmans et la prise de la capitale (8 avril 1767), commençait à se relever de ses ruines sous le gouvernement d'un métis chinois, Phya Tak, d'abord gouverneur d'un district du Nord, devenu chef de partisans, général, enfin roi. Il entreprit de faire valoir les droits du Siam sur le Cambodge et demanda à Ang Tong de lui payer tribut. Sur le refus de celui-ci, il désigna comme roi le prince Ang Non qui se trouvait au Siam depuis plusieurs années [308] et le fit accompagner au Cambodge par une armée siamoise. Elle attaqua les Cambodgiens à Angkor, mais fut incapable de briser leur résistance ; elle s'en retourna, emmenant en esclavage les gens du peuple dont elle avait pu s'emparer [309].

Après la prise d'Ayuthia par les Birmans, deux fils du roi, Chiêu Thuy et Chiêu Sî-xoàng (Prea Chau Sisang), s'étaient enfuis à Hà-tiên où ils avaient été accueillis avec faveur par Mạc Thiên-tử. La situation du Siam encourageait les visées ambitieuses du gouverneur et il avait compris tout le parti qu'il pouvait tirer de la présence auprès de lui des héritiers légitimes du trône d'Ayuthia ; il avait consulté la cour de Hué et elle lui avait donné carte blanche [310]. Mais Phya Tak, que ses succès sur les Birmans avaient enhardi et qu'une partie du Siam reconnaissait comme souverain, s'inquiéta de savoir réfugiés à Hà-tiên des membres de la famille 1 royale. En 1768, il demanda à Mạc Thiên-tử de les lui livrer; il promettait de lui consentir en échange des avantages territoriaux et lui faisait remettre, pour gagner sa bienveillance, de magnifiques présents, entre autres deux grands canons européens [311]. Mạc Thiên-tử essaya de jouer au plus fin [312]; il répondit évasivement

---

[307] Sur ces troubles et la fuite du prince, voir MOURA, p. 82-83.

[308] Il s'y était réfugié depuis l'avènement du fils de Ang Snguon(V. MOURA, p. 87.)

[309] La rencontre eut lieu à Lo-khu (*Description*, trad. Aubaret, p. 29) ou Angkor (MOURA, p. 87). Le missionnaire Leva Vasseur fait savoir que les Siamois arrivèrent près de sa résidence (après le 19 juin) et défirent les Cambodgiens, mais que, la famine s'étant mise parmi eux, ils abandonnèrent le prince (*Abrégé dit Journal de M. Leva Vasseur. pendant les années 1768, 1769, 1770* ; *Nouv. Lett. édif.*, VI, p. et 236). Les *Biographies* (princip., XXIII, 5) disent tout simplement qu'Ang Non (qui était venu disputer le pouvoir à Ang Tong) reçut des secours du roi de Siam; qu'il fut vainqueur et qu'il fut nommé roi. Il paraît y avoir là une confusion avec le résultat de l'expédition de 1771. Tout le paragraphe qui contient le passage est sous la date (p. 4) et le paragraphe suivant porte 1769.

[310] Ces renseignements, qui expliquent fort bien l'attitude de Mac Thiên-tu, ne se trouvent que dans un ouvrage composé en 1818 par un Annamites fonctionnaire à Hà-tiên (*Histoire généalogique des Mac gouverneurs dé Hà-tiên*) utilisé pour la première fois par M Cl.-E MAÎTRE (loc. cit., p. 177). Cet ouvrage contient, notamment sur les rapports de la province avec le Siam, maintes informations que ne donnent pas les histoires officielles. Des deux princes réfugiés à Hà-tiên, l'un, Chau Sisang, réussit, à l'insu de Mac Thiên-tu; à passer au Cambodge; le gouverneur crut que les missionnaires du collège de Tôn-dat avaient favorisé sa fuite, et les fit jeter en prison. On trouvera plus loin (chap. IV, § 1, in fine) des renseignements sur cette affaire du prince siamois » qui fut pour les missionnaires une cause de troubles et de soucis.

[311] Ce détail est fourni par J. Silvestre (*Politique française dans l'Indo-Chine, in Ann. de l'Ec. des Sc. polit.*, juill. 1895, p., 402) qui, admis à consulter les archives de la *Société des Missions-Etrangères*, a pu lire des lettres qui n'ont pas trouvé place dans les divers recueils publiés par cette Société.

[312] Le récit de M. Cl.-E. Maître est suivi ici; il retient ce que les documents annamites et les lettres des missionnaires offrent de concordant et complète ces sources les unes par les autres. S'y reporter (loc. cit., p. 189, 190) pour les références.

et envoya à Bangkok [313] une flotte commandée par son propre gendre qui, sous prétexte d'apporter une cargaison de riz, devait s'emparer par surprise de la personne de Phya Tak. La machination échoua ; Phya Tak, prévenu par ses espions, fit saisir la cargaison et emprisonner les commandants des navires. Mạc Thiên-tử, dépité de cet échec, crut tenir une occasion favorable de s'en venger et, en même temps, d'arriver à ses fins, lorsqu'il apprit (septembre 1769) le départ de Phya Tak pour Ligor [314]. Une flotte considérable fut équipée ; elle débarqua sur les côtes du Siam une armée de 50000 hommes. Les troupes siamoises la tinrent en respect et elle resta plusieurs mois immobilisée dans le camp où elle s'était retranchée ; frappée de la peste, elle fut réduite à se retirer ; 10000 hommes seulement regagnèrent Hà-tiên, parait- il.

Revenu victorieux de son expédition à Ligor, Phya Tak songea à porter la guerre contre son voisin. A la fin de l'année 1771 [315], il prit en personne le commandement de l'armée et vint mettre le siège devant Hà-tiên. Mạc Thiên-tử- dépêcha un courrier à Gia Dinh pour demander des secours, mais il ne put attendre leur arrivée; au bout de dix jours, la citadelle fut prise d'assaut et il s'enfuit; ses trois fils, qui avaient joué un rôle actif dans la défense, réussirent aussi à échapper à la poursuite des Siamois et trouvèrent un refuge au delà de la rivière de Rach-Gia. Phya Tak s'empara seulement du prince siamois Chiêu Thuy qu'il fit mettre à mort plus tard, lorsqu'il fut de retour à Bangkok. Il fixa son quartier général à Hà-tiên d'où il dirigea deux armées contre Mạc Thiên-tử- qui avait gagné Châu-doc et contre le roi du Cambodge [316]. L'une et l'autre remportèrent des succès marqués; Mac-Thiên-tu recula jusqu'à Long-ho où il se mit sous la protection des Annamites [317] et Ang Tong, dès l'approche des ennemis, se déroba sans essayer de combattre. Phya Tak, qui commandait lui-même les troupes, entra dans Phnom-Penh, déposa Ang Tong et nomma à sa place Ang Non roi du Cambodge. Mais sa conquête ne devait pas être de longue durée. Les Annamites, déconcertés un moment par la brusque irruption des ennemis, prirent activement, sur les ordres du Seigneur de Hué, des dispositions pour défendre leur territoire menacé et pour chasser les Siamois du Cambodge. Des troupes furent envoyées du Binh-Thuân et du KhÁnh-hoà et des jonques de guerre réunies sous les ordres des généraux et Trân-phuc-Thanh; le gros de l'armée remonta le fleuve antérieur, tandis que deux colonnes le soutenaient, l'une marchant sur Châu-doc par le fleuve postérieur, l'autre venant de Rach-Gia qu'elle avait atteint par la voie d'eau. Une bataille eut lieu à Phnom-Penh même; les Annamites furent victorieux et

[313] Phya Tak, devenu roi, avait abandonné Ayuthia, d'ailleurs complètement détruite par les Birmans, et avait fixé sa résidence à Thanapuri, Bangkok. Sur Ayuthia capitale, v. *Bull. Ec*. fr. E.-O., 1904 p. 253 et p. 586 ; cf. *T'oung pao*, 1912, p. 451.

[314] Sur la date de cette expédition, voir MAÎTRE (p. 190, note 2). PALLEGOIX (*Description du royaume thai*, Il, p. 96) donne aussi la date de 1769.

[315] Les sources siamoises utilisées par PALLEGOIX lacent (op. cit., II, p, 95) cette expédition contre Phuthaimàt (le phu de Sài-mat. Banteay-mas) et Kankao avant celle de Ligor. Mais la date de 1887 est donnée par les sources annamites (*Description* de *Gia-dinh*, *Biographies*, Historiographies) et n'est pas contredite par les lettres des missionnaires.

[316] Il y a incertitude sur la date de l'arrivée au Cambodge des soldats siamois; la *Description* et les *Historiographies* parlent de la fin de l'année 1771, les *Biographies* donnent été jen-tchen (1772). La première date est plus probable, car les Annamites reprirent le Cambodge en 1776 et l'on sait, en outre, que Phya Tak était à Bangkok au commencement de 1772, « quelques mois après son retour de Hà-tiên ; il reçut dans sa capitale Mgr LE BON le 25 mars et le 2 avril (Lettre de Mgr Le BON, *Nouv. Lett. édif*. V, p. 519, 520, 523). MAÎTRE, p. note 5.

[317] Les Annamites avaient déjà pris part à la lutte et d'après la *Description de Gia-dinh*, qui donne plus de détails que les autres sources annamites, avaient réussi, à la suite de l'entrée des Siamois à Châu-doc, à arrêter la marche des ennemis victorieux. Les Siamois ne connaissant pas la route se trompèrent et donnèrent dans des arroyos sans issue, ce qui offrit à l'armée annamite l'occasion de défaire complètement ces brigands ».Trad. AUBARET, p. 34.

entrèrent dans la place; Phya Tak s'enfuit à Hà-tiên et de là à Bangkok [318]; Ang Non gagna Kampot [319] en toute hâte. Ang Tong remonta sur le trône.

L'année suivante (1773), Mạc Thiên-tử fit des offres de paix à Phya Tak qui les reçut favorablement et rappela les troupes qui tenaient garnison à Hà-tiên. Mais le pays qu'elles abandonnèrent n'était plus qu'un désert, les habitants, chassés par la guerre, s'étaient dispersés de tous côtés, les habitations avaient été détruites, le sol dévasté n'avait plus reçu de culture. Accablé de douleur, Mạc Thiên-tử resta à Cân-tho et envoya à Hà-tiên son fils Mac Tu-hoàng qu'il chargea de réparer tant de maux et de rappeler le peuple dans le territoire ruiné [320].

Ang Tong, remonté sur le trône grâce au secours des Annamites, ne s'y sentait pourtant pas bien affermi; Ang Non tenait toujours la campagne et il désespérait de le réduire; pour mettre fin aux maux dont souffrait le peuple pendant cette guerre de compétition, il se décida à laisser la place à son rival (17).

---

(17) C'est la version de la *Chronique cambodgienne* (Moura, op. cit., p. 89) qui, sauf en ce qui concerne la désignation d'Ang Than comme troisième roi, n'est pas en concordance avec les sources annamites (*Historiographies*, prélim., XII, 13; *Biographies*, princ. XXXI, 5; *Description de Gia-dinh*, trad. AUBARET, p. 118); Ang Ton aurait abdiqué en faveur de son frère Ang Van. Le texte utilisé par DOUDART de LAGRÉE et GARNIER présente une lacune pour cette période (elle s'étend de 1739 à 1778 environ), et GARNIER s'est contenté de suivre la traduction AUBARET de l'ouvrage de Trịnh-hoài-Đức il n'y a donc pas lieu d'invoquer ce témoignage. La version de la *Chronique cambodgienne* paraît offrir le plus de garanties de véracité le prince en faveur duquel abdique Ang Ton montre une hostilité de parti-pris contre les Annamites (les *Nouv. Lett.* édif. en fournissent aussi des exemples, notamment, VI, p. 301) et l'on peut sans doute, à ce signe, reconnaître Ang Non. D'autre part, la *Chronique* paraît aussi plus véridique dans la conclusion qu'elle donne à l'expédition annamite de 1776 ; si les Annamites, comme le prétendent les *Biographies* et les *Historiographies*, avaient été vainqueurs, il est certain qu'ils auraient, à leur habitude, détrôné Ang Non; ils n'auraient pas eu à le combattre en 1779.

Après avoir assemblé ses ministres, il abdiqua en faveur de son cousin et prit le titre de « roi retiré »; son jeune frère, Ang Than, fut nommé troisième roi. Ang Non, pensant que son élévation ne serait pas approuvée par les Annamites, fit des préparatifs pour les combattre. Mais la révolte des Tây-Sơn créait alors d'autres soucis au gouvernement de Hué. En 1776, le gouverneur de Gia-dinh demanda même à Ang Non de l'aider à réprimer l'insurrection [321]. Le roi du Cambodge refusa son concours et exprima la volonté de n'entretenir aucun rapport avec l'Annam [322]. Pour tirer vengeance de cet affront, le gouverneur annamite, dès qu'il put disposer de quelques troupes [323], les envoya contre Ang Non. L'expédition se termina f par la défaite des Annamites.

Au moment de l'abdication de Ang Ton, le seigneur de Cochinchine était un fils de Võ Vương que l'on appelle Huê Vuong, parfois Dinh Vuong, ou même, de son titre posthume, Duê-Tôn. Au moment du décès de Vo-Vuong en 1765, l'héritier présomptif, son neuvième fils Hieu, était déjà

---

[318] *Biographies*, prélim., VI, 8 ; princ., XXX, 5; *Historiographies*, prélim., XI, 16. Description de Gia-dinh (trad. Aubaret), p. 36. La *Chronique cambodgienne* note l'échec final de Phya-Tak après « plusieurs combats indécis devant Phnom-penh (MOURA, op. cit., p. 88).

[319] Où Phya-Tak le laissa avec 500 hommes seulement ; mais le prince n'abandonna point la lutte; il leva des soldats dans les provinces voisines et avec une armée mal équipée, mais nombreuse, il s'apprêta à combattre (MOURA, ibid.).

[320] *Description de Gia-dinh*, p. 38 ; *Biographies*, prélim., VI, 3 c'est par erreur qu'Aubaret nomme Mac-diên le fils de Mac Thiên-tu; les textes portent Mac Tu-hoàng.

[321] Ce ne serait pas le gouverneur annamite qui aurait demandé secours contre les Tây-Son, mais Mac Thiên-Tu lui-même, si l'on en croit le missionnaire Leclère : « Le gouverneur de Can-cao… a envoyé pi ici le roi du Cambodge de lui donner quelques troupes auxiliaires » (*Nouv. Lett. édif.*, VI, p. 301).

[322] La *Description de Gia-dinh* (trad. AUBARET, p. 118) dit que le nouveau roi du Cambodge refusa de se reconnaître vassal de l'Annam; d'après les *Biographies*, il refusa de payer le tribut.

[323] En réalité après la reprise de Saigon par Hué Vuong aidé de Mac Thiên-tu.

mort depuis cinq ans; son fils aîné était mort aussi. Il semble donc (18) que la succession eût dû revenir au second fils,

(18) C'est avec intention que la forme hypothétique est employée. Des missionnaires et les auteurs européens ont souvent obéi à cette tendance de juger des choses annamites comme des choses de leur pays. En fait, il n'y a pas de loi de succession au trône, en Annam pas plus qu'en Chine; aucun prince, contrairement à ce qu'on pense ordinairement, n'a de droits particuliers de par sa naissance; le souverain choisit lui-même son successeur parmi les enfants qu'il a eus de la souveraine ou des concubines de divers rangs; cet héritier présomptif, le souverain peut, après l'avoir désigné, le dégrader pour en désigner un autre; le seul héritier légitime est celui qu'il a choisi. Il y a une condition cependant à laquelle il ne peut se dérober il importe, dans le cas où il n'a pas de fils, que l'héritier désigné soit d'une génération postérieure à la sienne afin de pouvoir régulièrement accomplir les sacrifices rituels. Notons cependant, dans le cas particulier qui nous occupe, que Chuong Vo, l'aîné des fils vivants du chúa, avait été par celui-ci admis à l'exercice du pouvoir; il pouvait donc être considéré parmi les fils de Võ Vương comme le mieux désigné pour succéder à son père bien qu'il n'eût pas eu le titre d'héritier présomptif. Voir, sur ce prince, les *Historiographies*, prélim., XI, 1 et suiv. C'est cette sorte d'association au pouvoir qui a sans doute conduit Duong-hiêu-Hiên, l'auteur de l'histoire de la dynastie des Nguyễn dont il a été question (Introd., p. xi) à dire que Chuong Vo succéda à son père Võ Vương ; en fait, d'après les Biographies, le prince mourut l'année même de l'avènement de Huê-Vuong ; d'après Duong-hiêu-Hiên, il fut, ainsi, que le septième fils de Võ Vương, Y Quân, assassiné par Truong-phuc-Loan, chef de la faction qui mit Huê Vuong sur le trône. Les auteurs de l'Introduction du volume VI des *Nom. Lett. édif.*, rédigée avec soin à l'aide de documents provenant des missionnaires, racontent que deux des principaux ministres voulurent soutenir les droits de Chuong Vo mais échouèrent dans leurs projets. » Ce prince, détenu dans une espèce de prison, y finit ses jours la même année, laissant deux fils en bas âge ». Ces deux fils étaient Phuc Bong et Phuc Ánh, le futur Gia-long.

Chuong Vu [324] déjà associé au pouvoir depuis quelques années. Mais un parti puissant écarta ce prince du trône pour y porter un enfant de douze ans, en alléguant « faussement » [325], que telle était la volonté du seigneur défunt. Cet enfant, seizième fils de Võ Vương, né d'une concubine affectionnée, fut assisté d'un conseil de régence composée naturellement des plus importants parmi les mandarins qui avaient contribué à le mettre sur le trône. A leur tête était Truong-phuc-Loan [326], qui eut le titre et exerça les fonctions de régent; son gouvernement tyrannique excita bientôt le mécontentement général. Trịnh Sum, on l'a vu, sut en profiter ; il fit en 1774 une campagne heureuse contre le royaume de la Cochinchine. Les troupes tonkinoises s'installèrent à

[324] Qui reçut plus tard de son fils Nguyễn Phuc-Ánh (Gia-long) le titre rituel et impérial posthume Hưng Tổ Hiếu Khang Hoàng Đế.

[325] Disent les documents ; voir sources citées par CADIÈRE (Tableau, p. 140, et Mur, p. 236); voir aussi la biographie du régent dans les Biographies (prélim., VI, 34); mais il faut se souvenir que ces documents ont été établis sur les ordres des descendants directs de Chuong Vo, ce qui atténue sensiblement la valeur de leurs affirmations. L'Introduction du volume VI des Nouv. Lett. édif. IX, ne confirme pas l'accusation de mensonge portée par les documents annamites contre le parti de Truong-phuc-Loan (p. LIII) « Vers l'an 1765, le roi de Cochinchine nommé Vo-Vuong voulut faire placer sur le trône, après sa mort, le fils d'une concubine qu'il aimait éperdument, au préjudicie aîné et légitime, qui avoir déjà été reconnu par la nation pour héritier de la couronne. Il chargea secrètement de l'exécution de ce dessein un de ses ministres; celui-ci entra dans ses vues et prit des mesures pour réussir; il fit garder à vue le prince héritier légitime et déplaça les mandarins qu'il croyait opposés à son entreprise : Le roi étant mort la même année, ce ministre fit proclamer roi, sous le nom de Huê-vuong, le fils de la concubine, encore en bas âge, et se fit déclarer régent du royaume. »

[326] La plupart des auteurs l'appellent Truong-phuc-Man, par suite d'une lecture erronée du troisième caractère ; Loan est la prononciation indiquée par Phan-duc-Hoà (*Index des caractères chinois*). V. CADIÈRE, Mur, lot. cit., p. 236.

Hué en 1775, au moment même où les Tây-Sơn menaçaient d'abattre la puissance des Seigneurs de la Cochinchine.

On trouvera dans l'un des chapitres suivants le développement de ces divers faits.

———

CHAPITRE IV

LES EUROPÉENS EN PAYS D'ANNAM (II)

1. Les Missions au dix-huitième siècle.

Dans la première partie du dix-huitième siècle, la Société des Missions-Étrangères eut à souffrir d'une véritable pénurie d'hommes et de ressources. Le séminaire fut quelquefois vide; « les Missions gavaient à peine de prêtres pour se soutenir »; en 1722, il n'y avait au Siam que quatre membres des Missions-Étrangères, trois en Chine, quatre au Tonkin et autant en Cochinchine; en 1728, le vicariat apostolique de la Cochinchine passa à un barnabite italien, missionnaire de la Propagande, Alexandre de Alexandris, évêque de Nabuce [327] et la Société des Missions-Étrangères perdait ainsi la direction de la mission; trois de ses membres restaient encore dans le pays Gouges, de Sennemand et de Flory [328];

La présence de ce religieux italien à la tête de la mission de Cochinchine, donna naissance à de nombreux conflits. L'autorité du. vicaire apostolique s'étendait en effet à des religieux de diverses congrégations et de diverses nationalités; exercée parfois sans souplesse, elle n'était pas supportée sans irritation. Maintes plaintes avaient été envoyées à Rome, présentant sous les couleurs les plus diverses, suivant leur origine, les événements de Cochinchine. Ce qui paraissait certain toutefois, c'était le trouble de la mission, les exemples de discorde donnés aux indigènes, l'intransigeance des Portugais persistant à méconnaître l'autorité des missionnaires apostoliques et, aggravant encore la

[327] Ce n'était pas le premier vicaire apostolique de la Cochinchine qui ne fût pas Français. En 1691, François Perez (né vers 1643, à Tenasserim, d'un Philippin et d'une Siamoise, prêtre à Ayuthia depuis 1668, n'appartenant pas à la Société des Missions-Etrangères) avait été consacré évêque de Bugie et vicaire apostolique de Cochinchine par M. Laneau, évêque de Métellopolis (V. *Nouv. Lett. édif.*, VIII, p. 383). Cet essai ne fut pas heureux (LOUVET, op. cit., 1, p. 311) et on donna au nouvel évêque, qui montrait « des antipathies nationales, spécialement contre les missionnaires français », un coadjuteur européen dans la personne de Charles-Marin Labbé, du diocèse de Bayeux, qui fut nommé, le 15 janvier 1697, évêque de Tilopolis et mourut le 24 mars 1723, cinq ans avant François Perez. Celui-ci avait auprès de lui, indépendamment de son coadjuteur français, un franciscain déchaussé, le Fr. Geronimo de la Santissima Trinitad, dont ne parlent pas les historiens de la Société des Missions-Étrangères, et qui partageait vis-à-vis des prêtres de cette Société les mauvaises dispositions de son évêque.

[328] Gouges, du diocèse de Reims, dont il a été question à propos de l'aventure de la *Galathée* (ci-dessus, p. 114); de Sennemand, né vers 1660, du diocèse de Limoges, parti en 1693, mort à Tho-duc le 23 janvier 1730 ; de Flory, Charles, de Lyon, parti en 1712, mort à Tho-duc le 3 janvier 1733. Il s'agit de lui dans des lettres du Fr. Geronimo de la Santissima Trinitad adressées au légat apostolique en Chine, Mezzabarba, où « Carlos Flori » est traité de « janséniste français venu pour jeter le trouble dans ces missions » (V. De LEON PINELO, Epitome, I, col. 98). On sait que cette accusation de jansénisme n'était pas nouvelle de la part des ennemis des Missions-Etrangères ;PALLU et plusieurs de ses missionnaires en avaient été atteints (V. notamment lettre de Pallu à la Propagande, Lettres, II, p. 438). Flory avait été excommunié par le vicaire apostolique de Alexandris; lorsqu'il mourut, la sépulture CHRÉTIENNE lui fut refusée. FAVRE, prêtre suisse dont il va être question, dit, dans l'analyse d'une lettre du mois d'août que tous ceux qui révèrent la mémoire de M. Flory sont traités de jansénistes par les Jésuites (1, p. 274; voir aussi sur le cas de Flory, p. 111 à 120). Arch. Nat., cart. K. 1230.

situation, l'état des esprits excités par la querelle des Rites [329], Mgr de Nabuce et les jésuites et les franciscains en grande majorité s'était prononcés pour la tolérance, les missionnaires français ayant pris la position contraire.

Le pape Clément XII, dans ces pressantes conjonctures, chercha un prélat capable de faire une enquête impartiale et de ramener la paix dans la mission; son choix tomba sur un prélat français, Mgr de la Baume [330], remarqué déjà pour ses mérites et ses vertus par Benoît XIII, évêque d'Halicarnasse et assistant au trône pontifical. Il l'envoya en 1738 vers la Cochinchine, revêtu du titre de visiteur apostolique et de toute l'autorité nécessaire pour bien remplir sa mission. Mgr de la Baume, accompagné de trois prêtres, dont M. Favre, prêtre suisse qui a laissé un récit détaillé du voyage [331], débarqua à Macao le 15 juillet 1738. Il y fit un assez long séjour et n'arriva en Cochinchine que le 1er mai il se trouva en butte à toutes sortes de difficultés qui semblent bien avoir été soulevées par les jésuites [332]; mais, avec une patience et une constance inlassables, il étudia les hommes et les choses et, ayant pris de la situation une-connaissance parfaite, il rendit sa décision le 2 juillet 1740.

Il assigna aux jésuites les provinces du Nord, la moitié de la province de la capitale, la partie du Dông-nai qui n'allait pas aux franciscains, la moitié du Quang-Nam, le Quâng-ngai; aux Missions-Étrangères l'autre moitié des provinces de Hué et du Quang-nam, les provinces de Qui-Nhơn , de Phu-yên et de KhÁnh-hoà (nom actuel), le Champa ; aux Franciscains qui n'étaient venus que sur la fin du jour », dit Favre (soit en 1719), la plus belle partie du Dông-nai, celle qui avait le plus de chrétiens, et tout le Cambodge [333].

Par cette répartition, les missionnaires français se trouvaient au milieu des jésuites et des récollets (franciscains). M. le Visiteur avait demandé à Rome un évêque français et il espérait que cet évêque pourrait contenir les jésuites dans les bornes prescrites, eux qui étaient si favorisés; et que les récollets, éloignés des jésuites et de leurs brigues, vivraient en bonne intelligence avec les Français. Cette répartition était juste et raisonnable; outre le bien commun de la mission, tous les missionnaires y trouvaient leur avantage particulier ». Elle fut, sauf de légères modifications, approuvée par le pape le 19 septembre 1741 et la Propagande la publia le 23 novembre de la même année. D'une manière générale, les jésuites eurent juridiction sur les provinces du Nord; les Missions-Étrangères sur les provinces du Sud, de Hué à ce qu'il restait du Champa; les franciscains sur la partie méridionale de la Cochinchine et sur le Cambodge.

---

[329] LAUNAY, *Histoire*, I, p. 530; LOUVET, op. cit., I, p. 343. Sur la question des Rites, voir H. CORDIER, *Bibliotheca Sinica*, 2e édition, col. 869-926 et on y trouve une table chronologique donnant les dates principales de « cette fameuse querelle que la mauvaise foi, les malentendus et l'ignorance ont, autant que le désir d'arriver à la vérité, contribué à envenimer ». Il est permis de supposer, d'après des lettres visées par le P. CADIÈRE (*Documents relatifs à l'époque de Gia-long*, p. 22-23, notamment discussion entre le roi et l'évêque sur le culte des ancêtres), que Mgr d' Adran, quelque quarante ans après la querelle des Rites, au moment de son apostolat en Cochinchine, était disposé à partager sur certaines difficultés l'avis des Jésuites; sa connaissance profonde des mœurs des Annamites et sa grande intelligence l'éloignaient des « opinions sévères ».

[330] Elzéar-François des Achards de la Baume, né à Avignon le 29 janvier 1679; il mourut le 2 avril dans sa soixante-deuxième année, et fut enterré dans l'église de la chrétienté de Tho-dûc le 10 avril.

[331] *Lettres édifiantes et curieuses sur la visite apostolique cle M. de la Baume, évêque d'Halicarnasse, à la Cochinchine en l'année 1740.*. Des extraits de l'ouvrage, principalement les renseignements géographiques qu'il contient, ont été faits pour la Compagnie des Indes sans doute et se trouvent dans le volume 1686-1748 de la Correspondance générale, Arch. Nation., C'1 Colonies), M. H. CORDIER les a reproduits dans sa *Revue de l'Extrême-Orient*, 1883, p. 346.

[332] Il faut lire quelques-unes des lettres de Favre à M. de Nicolaï pour concevoir une idée de l'état des missions de Cochinchine à cette époque; on y trouvera de précieux renseignements sur le personnel des missions, sur les fidèles indigènes, maints détails frappants et une documentation de première main fort intéressante; il suffira de se tenir en garde contre certaines exagérations, d'ailleurs assez manifestes. Favre, rentré eu Europe, vit son ouvrage condamné par Mgr de Boccard, évêque élu de Lausanne, dont il dépendait. Voir les pièces du procès dans le tome III de l'édition de 1753 de ses *Lettres édifiantes et curieuses*.

[333] D'après Favre, op. cit., I, p. 138.

Le 6 octobre M. Lefebvre, nommé évêque de Noélène, fut placé à la tête des provinces dévolues à la Société des Missions-Étrangères.

On a vu qu'au dix-septième siècle, les chrétiens étaient plus inquiétés au Tonkin qu'en Cochinchine; il en fut de même au dix-huitième siècle. Les persécutions furent nombreuses dans le domaine des Trịnh; en 1712, en 1721, en 1737, en 1745, en 1773, des mesures furent prises pour empêcher les missionnaires de prêcher leur foi; en 1723 et en 1737, des jésuites furent décapités; en 1745 et en 1773, des dominicains furent jetés dans les fers et condamnés à mort [334].

En Cochinchine, pendant ce temps, la mission jouissait d'une paix relative. Il La religion, depuis bien des années, se professait et se prêchait publiquement et les onze dernières années, l'exercice s'en était fait dans une entière liberté dit une lettre du P. Chauseaume, datée de Macao, 5 décembre 1750 [335].

En 1724, il est vrai, Minh Vuong avait promulgué un édit d'expulsion contre les missionnaires et avait interdit à ses sujets la profession du catholicisme, mais ces mesures n'avaient pas été appliquées avec une très grande sévérité ; Ninh Vuong, qui lui succéda en 1725, fit, pendant tout son règne, preuve de la plus large tolérance [336]. Il mourut en 1738 et son fils Võ Vương se montra encore plus favorable au christianisme jusque vers 1750 ; mais à cette époque, il ordonna brusquement de chasser tous les prêtres étrangers qui se trouvaient dans ses États [337].

Vingt-huit missionnaires furent recherchés et jetés dans les fers ; l'un d'eux, le P. Michel de Salamanque, franciscain espagnol, mourut en prison le 14 juillet; les autres furent embarqués de force pour Macao le 26 août ; c'étaient, d'après une lettre déjà citée, (deux évêques, savoir M. de Noélène, vicaire apostolique, et son coadjuteur et successeur désigné, M. d'Eucarpie, tous deux du séminaire des Missions-Étrangères ; sept autres missionnaires du même séminaire; deux de la

[334] Sur ces diverses persécutions, v. *Lett. édif. et cur*., t. XVI, p. 27, 69, 180; et *Nouv*. *Lett*. *édif*. pour la persécution de 1773, t. V, p. 251; *Weltbott*, n^{os} 160, 204, 313, 316, 527; *Voyages et Travaux*, p. 285, 203 (trad. du n° 313 du Weltbott), 313, 329, 334 aux n°403 et suiv. sont cités les noms des jésuites et des dominicains qui trouvèrent la mort au cours de ces persécutions. Un passage des *Lettres édifiantes* (ibid., p. 182) permet de se faire une idée de la mission du Tonkin avant la violente persécution de 1737 ; elle comptait 250.000 chrétiens ; les jésuites en avaient 120. 000, les Missions-étrangères 80.000, les religieux de la Propagande 30.000 et les dominicains espagnols 20.000. D'autre part, « les jésuites y avaient 4 religieux européens; 3 du Tonkin et 3 prêtres séculiers ; les Missions-étrangères, 1 vicaire apostolique, 3 missionnaires européens et 15 prêtres tonkinois ; la Propagande avait 4 augustins déchaussés, quelques prêtres chinois et un vicaire apostolique ; les dominicains y étaient au nombre de 4 ».

[335] *Lett. édif*., t. XVI, p. 466. Cf. *Voyages et Travaux*, p. 319 « Depuis environ un demi-siècle, l'Eglise de la Cochinchine jouissait presque sans interruption d'une paix profonde de légers orages survenus dans l'intervalle n'avaient fait que passer sans presque laisser de traces. En 1750, tout prospérait encore… »

[336] Il révoqua les décrets de proscription (Voyages et Travaux, p. 259). « Sous ce prince la loi du Seigneur du ciel put être enseignée et pratiquée dans le royaume. Partout on bâtit des églises; on en compte même jusqu'à cinq dans la ville de Hué. »

[337] La lettre du P. CHAUSEAUME fait connaître les causes probables du changement d'attitude du Seigneur vis-à-vis des missionnaires. Launay (*op. cit*., p. 507) raconte que, pour faire partager au souverain leur haine des chrétiens, les mandarins firent paraître devant lui « le fantôme des vaisseaux européens secourant le Tonkin » et ajoutèrent que les plus dangereux des Européens étaient les missionnaires». Cela est fort plausible. La guerre avec les Trịnh ne recommença, il est vrai, que quelque dix ans après la mort de Võ Vương, mais les Cochinchinois se tenaient toujours sur leurs gardes et ils paraissent avoir redouté, du vivant même de ce chua, une attaque de l'ennemi du Nord. En 1747, d'après Kôffler, on faisait des préparatifs pour repousser une invasion des Tonkinois, on construisait des fortifications, et des jonques de guerre croisaient sur les côtes (*Weltbott*, V, n° 714). Voir aussi *Lett*. *édit*. (Panth. littér.) IV, p. 559. Noter pour mémoire que des documents d'archives accusent Pierre Poivre d'avoir provoqué l'expulsion; voir ci-dessous, § 2, ce qui a trait au voyage de Poivre en Cochinchine.

Sacrée Congrégation de la Propagande de la Foi; neuf de l'Ordre de Saint-François et neuf de notre Compagnie [338].

Un membre de la Compagnie de Jésus était seul autorisé à demeurer dans le pays le P. Kôffler, médecin de Võ Vương dont il sera question plus tard [339]. Les églises furent pillées et détruites, les catholiques indigènes furent recherchés, emprisonnés, punis d'amendes, battus, condamnés à des travaux pénibles il ne paraît pas cependant qu'aucun d'eux ait été mis à mort.

D'une manière générale, on peut dire que les Nguyễn témoignèrent toujours de moins de dureté que les Lê et les Trịnh dans la répression du catholicisme et certains d'entre eux firent même preuve de réels ménagements vis-à-vis des propagateurs de la religion d'Occident. Pour quelle cause ? Il faut noter que l'évangélisation fit bien plus de progrès au Nord qu'au Sud et peut-être les maîtres du Tonkin craignaient-ils que le développement d'une religion étrangère n'inspirât à leurs sujets quelques désirs d'indépendance ou ne détruisît leurs sentiments de soumission; peut-être les missionnaires, plus nombreux, se montrèrent-ils moins prudents et moins respectueux de l'autorité. Il n'est guère possible à l'aide des seuls témoignages qui nous sont parvenus de résoudre la question avec exactitude. Mais le fait est certain que les Nguyễn réussirent à obtenir des secours des Européens, tandis que les efforts des Seigneurs du Tonkin pour se concilier l'aide des Portugais et des Hollandais furent vains. En outre, au cours du dix-huitième siècle, on vit des jésuites occuper à la cour des Nguyễn dès fonctions importantes, comme leurs confrères en avaient occupé à la cour des Ts'ing, à Pékin. Alors que les Trịnh paraissent n'avoir jamais songé avec quelque constance à trouver dans les missionnaires des représentants' de la science occidentale, on voit, dès 1686, Hiên Vuong réclamer avec menaces au Sénat de Macao son médecin, le P. Bartholomeu da Costa [340]. Vers la fin du dix-septième siècle, Minh Vuong entretenait auprès de lui, en qualité de mathématicien, le P. Antonio de Arnedo ; en il était entouré de trois jésuites les PP. Sanna et Pires, le P. de Lima, mathématicien et astronome [341], Võ Vương employa comme mathématicien et astronome le P. Neugebauer et, en qualité de médecin, le P. Siebert qui mourut à Hué en 1745 [342]. Il fut remplacé par le P. Slamenski [343], et, après la mort prématurée de ce dernier,

---

[338] Lettre du P. CHAUSEAUME, loc. cit., p. 160. L'évêque de Noélène était Armand-François Lefebvre (L.) ou Lefèvre (R.), né le 21 décembre 1709, du diocèse de Boulogne ; parti le 14 novembre 1737; missionnaire au Siam; évêque de Noélène, vicaire apostolique de la Cochinchine, le 6 octobre mort au Cambodge le 27 mars 1760. L'évêque d'Eucarpie était Edmond Bennetat, de Troyes, né en parti en 1735; évêque d'Eucarpie en (L.) ou en 1748 (R.); en 1758 coadjuteur du Tonkin occidental, mort le 22 mai 1761 à l'Ile de France.

[339] Lire sa lettre du 30 juillet 1754 à la comtesse Fugger où il raconte ses vains efforts pour faire revenir le Seigneur sur sa décision (*Weltbott*, n° 721; v. trad. *in Rev. Indoch*., 1912, 1er sem., p. 551.)

[340] Le *Leal Senado* tint à ce sujet une délibération « Le 1er février a été lue au Sénat une lettre du prince de la Cochinchine, par laquelle ce prince demandait au Sénat qu'il lui envoyât pour son service le P. Bartholomeu da Costa, de la Compagnie de Jésus et il ajoutait que s'il n'était pas fait droit à sa demande, il se déclarerait l'ennemi de cette ville (fol. 140, verso, du registre des *Conselhos geraes*, de 1685 à 1709). D'après DE SAN-JANUARIO, *Documents sur les Missions portugaise*s (in Bull. Soc. Acad. IndoC, II, p. 184).

[341] Jean-Baptiste Sanna, de Sardaigne, arrivé en 1714 en Cochinchine et mort à Hué en 1726; Sébastien Pires et François de Lima, tous deux Portugais, étaient arrivés en 1723 et en 1720. Voir dans le *Weltbott* une lettre du P. Pires du 20 juillet 1725 (II, n° 316).

[342] Joseph Neugebauer, Allemand, fut en Cochinchine de 1740 à 1749; on a d'intéressantes lettres de lui dans le *Weltbott* son arrivée dans le pays (V, n° 704); il est nommé astronome (n° 709); voir aussi n° 715 et716. Jean Siebert, né à Iglace en 1708, vint en Cochinchine vers 1740; il raconte son arrivée à l'audience qu'il obtint du Seigneur dans une lettre à la comtesse Fugger datée de Hué 6 août 1741 (*Weltbott*, n° 706) traduite dans *Voyages et Travaux*, p. 261. Voir aussi *Weltbott*, n° 589, extraits de lettres du P. Fridelli qui montrent le crédit dont P. Siebert jouissait la cour.

[343] Charles SLAMENSKI, Hongrois (?), qui, avant d'entrer dans la Compagnie de Jésus, avait été chirurgien-major dans les troupes de l'Empire. Son séjour en Cochinchine fut de courte durée ; il mourut au bout de six mois (Voyages et Travaux, p.281) Kôffler dans une lettre au P. Ritter, datée de Hué, 7 juillet 1747 (Weltbott, n° 714) parle de Slamenski comme d'un homme « très expérimenté dans les arts de la médecine, de la chirurgie et de la préparation des remèdes.

par le P. Jean Kôffler, né à Prague en Kôffler fut à la cour jusqu'en 1755 ; de retour au Portugal, il fut emprisonné, avec un grand nombre de jésuites, par ordre du ministre Pombal, et c'est dans les prisons du château Saint-Julien à Lisbonne qu'il composa une très curieuse *Description de la Cochinchine*, publiée en latin au commencement du dix-neuvième siècle, à Nuremberg [344].

Deux ans après l'expulsion en masse de 1750, Võ Vương avait auprès de lui à Hué, outre le P. Kôffler, un géomètre dans la personne de Xavier de Monteiro et un médecin, Jean de Loureiro [345]. Ce dernier mérite mieux qu'une simple mention; né en 1710 à Lisbonne, il partit en 1742 pour la Cochinchine où il fit un long séjour ; naturaliste de grande valeur, il entreprit l'étude scientifique de la flore de Cochinchine. A la mort de Võ Vương, survenue en 1765, il resta à la cour et ne quitta la Cochinchine que douze années plus tard [346]. Il retourna en Europe en 1781 il fut membre de la Société Royale de Londres et de l'Académie des Sciences de Lisbonne. Les Mémoires de cette Société publièrent de lui des observations astronomiques faites dans le royaume de la Cochinchine et, en 1790, il fit paraître sa *Flora Cochinchinensis* [347]. Il mourut en 1791.

C'est à peu près à l'époque du départ de Loureiro que la mission des jésuites termina ses travaux en terre d'Annam; la Compagnie fut supprimée, comme on le sait, en 1774 ; ceux des missionnaires qui étaient dans le pays y restèrent encore quelques années; le dernier fut le P. Amoretti qui mourut en 1783 [348]. Au Tonkin, il paraît certain que plusieurs d'entre eux « ont prolongé leur vie et leurs travaux » jusqu'en 1787 ou 1788.

Quant à la Société des Missions-Étrangères, sa situation en France s'était améliorée [349], l'état financier était plus prospère, le recrutement plus abondant. La suppression de la Compagnie de Jésus donna à son développement une impulsion nouvelle [350].

Il semble apparent, dans les négociations qui eurent lieu alors entre Rome, le gouvernement français et les Missions-Étrangères, que cette Société avait une particulière inclination pour

---

[344] *Historica Cochinchinæ Descriptio*.Une traduction française a paru dans la *Revue Indochinoise* en 1911. Voir, pour des renseignements sur KÔFFLER, sur son œuvre et sur l'état de la mission jésuite, Ch.-B. Maybon, *Jean Kôffler, auteur de… Rev. Indoch*., 1912,1er sem. p.539, Le rédacteur du *Voyage de Poivre* (Rev. Extr. Or.. III, p. 104) fait de lui un curieux portrait : « Le hasard l'a fait premier médecin du roi et l'ignorance lui a donné la vogue. J'ai vu ce jésuite sur une galère dorée, vêtu d'une robe de gaze noire à fleurs, d'une chemise et d'un canasson couleur de feu avec un bonnet doctoral énormément grand, parsemé de fausses pierreries. »

[345] Ils étaient arrivés le 19 mars 1752, accompagnés d'un troisième jésuite, un peintre (*Weltbott*, V. n° 721 et 723; et *Rev*. *Indoch*., loc. cit., p. 553) qui ne fut pas autorisé à demeurer ; Xavier de Monteiro, Portugais, était, d'après les *Voyages et Travaux*, p 389, déjà venu en Cochinchine en 1741; il serait mort en 1776 à Fai-Fo.

[346] Sur le navire anglais le *Rumbold*; v. ci-après, § 2.

[347] Réimprimée avec des notes en 1793, à Berlin, et analysée par Jussieu en 1806.

[348] Je vous apprends la mort de M. MOUTOUX, notre cher confrère, et celle du P. AMORETTI, ancien jésuite, L'un et l'autre sont morts dans mes bras ; le premier, le 9 avril…., le second, le 12 mai de la présente année. « Lettre de M. Longer, des Missions-Étrangères, datée du juin 1783 (*Nouv. Lett. édif*., VI, p. 340).

[349] Un long procès l'avait cependant déchirée dans la seconde moitié du dix-huitième siècle et s'il n'avait pas mis en péril son existence même, il avait du moins menacé d'affaiblir son action et son rayonnement dans les pays à évangéliser. Il ne nous appartient pas d'en faire l'historique; il s'agissait dé la possession du séminaire de Paris que se disputaient les supérieur et directeurs dudit séminaire d'une part, et les vicaires apostoliques d'autre part. On trouve des pièces très nombreuses à ce sujet aux Archives nationales [Carton M. 204, dossier 2 (24 pièces), dossier 3 (12 pièces), dossier 5 (10 pièces), dossier 7 (10 pièces); Carton M. 205, une dizaine de pièces non classées].

[350] Noter qu'en 1774, peu de mois avant que les Tonkinois se rendissent maîtres de Hué, le successeur de Võ Vương publia un édit accordant la liberté aux Annamites « confesseurs de la foi détenus depuis 1749 et leur permettant le libre exercice de leur religion ,1. En voir la traduction dans CADIÈRE, d'après les Archives des Missions-Etrangères (*Documents*, loc. cit., p. 3) ou dans RICHARD (*Histoire naturelle*. p. 346) qui la reproduit de la *Gazette d'Amsterdam* où elle avait été publiée le 13 février 1776.

l'Indochine. On lui propose de prendre charge de la mission jésuite de Pékin, de celle de Perse et elle refuse ; elle n'accepte que par ordre la mission de Pondichéry ou mission malabare; mais elle demande expressément que les provinces de Cochinchine et du Tonkin, administrées par les jésuites, soient confiées à ses missionnaires. Une supplique, remise au pape par l'intermédiaire de l'ambassadeur de France à Rome, le cardinal de Bernis, énumérait les titres qu'une Société française avait à administrer des missions qui, dans leur forme actuelle, ont été commencées et entretenues jusqu'à présent grâce à la libéralité des Rois très chrétiens et de nombreux fidèles de France »[351] . Mais les franciscains de Cochinchine et les dominicains du Tonkin avaient introduit des demandes tondant au même effet; ils étaient soutenus par leur gouvernement respectif.

Le 20 mai 1786, la Propagande décida que, pour le Tonkin, les districts resteraient partagés entre les dominicains et la Société des Missions-Étrangères ; en Cochinchine, celle-ci obtint les districts qu'elles avaient demandés au Nord de la capitale.

Ces décisions de principe eussent été difficiles à appliquer incontinent elles avaient été prises à Rome par des personnes qui ne savaient rien de l'état du pays. En effet, l'Indochine tout entière était alors dans l'anarchie au Tonkin, désordres et batailles, les partisans des Le et des Trịnh aux prises, l'armée de Nguyễn-Van-Huê luttant contre les Trịnh, celle de Nguyễn Van-Ngac envahissant le pays; en Cochinchine les Tây-Sơn victorieux, mais impuissants à rétablir l'ordre, les Tonkinois chassés de Hué, les provinces septentrionales en proie au pillage; au Sud, les Tây-Sơn harcelés par les partisans de Nguyễn Ánh, les provinces en révolution, ravagées par des perturbateurs de toute origine, Annamites, Cambodgiens, Chams, Siamois, Malais ; au Cambodge, querelles dans la famille royale, appel aux étrangers, combats entre les princes; an Siam enfin, où les invasions birmanes n'avaient laissé que ruines, usurpations, luttes entre les mandarins, guerres civiles.

Les circonstances étaient vraiment peu favorables au développement de l'œuvre des missions.

D'ailleurs, depuis l'exode de 1750 et la tentative de retour qui l'avait suivi en les membres des Missions-Étrangères n'avaient fait que reparaître en Cochinchine où nous avons vu pourtant que les jésuites étaient revenus; ils s'étaient retirés au Cambodge [352] avec ou sans l'assentiment des franciscains espagnols ; le souverain, dans tous les cas, ne songeait pas à les inquiéter l'indifférence native de ses sujets lui était une sûre garantie contre les progrès de la prédication. L'évêque, Mgr Lefebvre, avec l'un de ses prêtres qui devait lui succéder en 1760, M. Piguel [353], s'était fixé non loin de Ou-dông, alors capitale du royaume, et, de ce point, il essayait de maintenir des relations avec la Cochinchine par le moyen des Annamites qui venaient pêcher dans le Grand Lac. En 1765, Piguel, devenu évêque, eut occasion de secourir des confrères du Siam plus malheureux que lui réduits à fuir le pays à la suite des victoires birmanes, ils avaient songé d'abord, sous la direction des missionnaires Kerhervé et Artaud [354], à chercher eux aussi asile près du Cambodge et à placer à Chantaboun le séminaire général; mais, craignant que cette retraite fût trop peu sûre, ils se transportèrent dans la province de Hà-tiên. Ils furent très bien accueillis par

[351] Lire le texte de cette supplique, in LAUNAY, histoire, II, p. 100 et suiv.

[352] Du Cambodge proprement dit, ils envoyèrent, à plusieurs reprises (LOUVET, *Cochinchine relig.*,1, 367 et suiv., et LAUNAY, *Histoire*. I, p. 574) des missionnaires, séjourner dans les provinces méridionales du royaume des Nguyễn, mais non point en Cochinchine propre, l'Annam actuel. On ne saurait mettre trop en garde le lecteur contre les confusions que peut occasionner l'emploi du nom de Cochinchine.

[353] Guillaume PIGUEL, né le 4 décembre1722 à La Mézière, diocèse de Rennes, avait quitté la France en 1747 (R.), 1749 (L.); évêque de CANATHE et vicaire apostolique de la Cochinchine le 19 octobre 1764; mourut au Cambodge le 21 juin 1771.

[354] Pierre Jean KERHERVÉ, né vers 1725, du diocèse de Quimper ; parti pour le Siam le 20 septembre 1749; nommé, avec le titre d'évêque de Gortyne, vicaire apostolique du Sseu-Tch'ouan en 1762, ne put à cause des troubles aller en Chine; mourut à Chantaboun en 1766. Jean-Baptiste ARTAUD, de Clermont-Ferrand, parti d'Amsterdam en 1762, mourut à Hà-tiên le 28 novembre 1769. Jacques ANDRIEUX, né à Apchon, diocèse de Clermont; parti en 1748, missionnaire au Siam, pro vicaire en 1756, alla rejoindre Artaud et Kerhervé à Hon-Dat; il mourut un mois après son arrivée, le 10 décembre 1766 (Lettre de Morvan, du 22 mars 1771, *Nouv. Lett. édif*., V, p. 498).

Mạc Thiên-tử qui leur proposa trois différents endroits pour-s'établir ; ils choisirent Hôn-dât, promontoire situé sur le bord de la mer à quatre heures de Hà-tiên [355]. Les franciscains, qui y étaient déjà fixés, avaient été autorisés à construire une église. Ils ne virent pas d'un bon œil l'arrivée des Missions-Étrangères dans leur domaine spirituel, et lorsque les nouveaux venus eurent installé leur séminaire, ils leur intentèrent un procès pour les forcer à partir [356].

C'est à Hôn-dât que les missionnaires du Siam reçurent de Mgr Piguel des ressources qui leur permirent d'élever leur collège; deux confrères vinrent bientôt les y rejoindre et les aidèrent dans leur tâche l'un d'eux était M. Pigneau que Mgr Piguel nomma bientôt supérieur du séminaire [357].

Pierre-Joseph-Georges Pigneau était né le 2 novembre 1741 à Behaine, dans la commune d'Origny-en-Thiérache (département de l'Aisne). Il avait commencé ses études au collège de Laon et les avait terminées au Séminaire des Missions-Étrangères ; il avait quitté la France en 1765 [358]. Arrivé à Hôn-dat [359], il prit la direction du misérable séminaire de bambou et de paillottes qui contenait alors une quarantaine d'élèves annamites, chinois et siamois. Il n'y fut pas longtemps tranquille.

Au commencement de 1768, un prince siamois, fuyant la haine de l'usurpateur Phya Tak, vint demander asile aux missionnaires [360]. Phya Tak apprenant qu'il était passé dans le territoire de Hà-tiên, le réclama à Mạc Thiên-tử, le fils du fondateur de la principauté. Celui-ci, bien que peu désireux de satisfaire son voisin, ordonna des recherches. Les franciscains accusèrent leurs confrères français d'avoir recueilli le prince et de l'avoir aidé à passer au Cambodge [361]. Mạc

---

[355] D'après une lettre du missionnaire MORVAN (*Nouv. Lett. édif*., V, p. 490). Levavasseur indique, quelques années plus tard, les raisons pour lesquelles Mac Thiên-tu faisait bon accueil aux missionnaires « Le gouverneur de Cancao favorise les chrétiens par politique, sachant que c'est un moyen d'attirer des sujets dans sa domination, surtout des Cochinchinois, qui y trouvent le libre exercice de leur religion qu'ils n'ont pas dans leur patrie » Abrégé du Journal de M. LEVAVASSEUR. *Nouv. Lett. édif*., VI, p. 232).

[356] Cf. SILVESTRE, *Politique française (Ann. de l'École des sciences politiques*, X, p. 401). C'était d'ailleurs avec le consentement des franciscains que les Missions-étrangères avaient établi leur collège à Hôn-dât car à cette époque, ces religieux s'attribuaient les provinces de Saigon et de Long-ho. Je dois ces renseignements à M. J. Silvestre qui a eu accès aux archives de la Société des Missions-htrangères et qui a pris connaissance de quelques pièces inédites. Il faut reconnaître que les prétentions des franciscains étaient justifiées puisque la décision de Mgr de la Baume leur avait attribué, en 1740, la Cochinchine méridionale et le Cambodge. Dès avant 1764, des difficultés s'étaient élevées entre les missionnaires français et le P. Diego de Junvilla, jeune, vif, altier, ami de l'indépendance, dit Mgr Piguel (communiqué par M. Silvestre).

[357] LAUNAY (*Histoire*,II, p.57) dit :« Mgr Piguel se priva de deux de ses collaborateurs, Pigneau de Behaine et Morvan, et les envoya au séminaire général. » Sous cette forme, l'indication n'est pas exacte. Il apparaît en effet, d'après une lettre de Morvan lui-même qui a raconté l'histoire de l'installation à Hôn-dât, que Pigneau était destiné à la Cochinchine, mais que passant par le collège, il y fut retenu et, quelques mois après, fut établi supérieur par Mgr PIGUEL. Cela se passait au mois de mars 1767 et Pigneau remplaça Andrieux qui venait de mourir (Lettre du 22 mars 1771, *Nouv. Lettr. édif*., V, p. 496 et suiv.). Quant à Morvan lui-même, qui n'était arrivé de France à Macao qu'en 1767, il n'était auprès de Piguel que le 15 mai 1768 et ne partit pour Hôn-dât que le 5 juin (*Nouv. Lett. édif*., VI, p. 222).

[358] Voir *Documents sur Pigneau de Behaine* (Rev. Indoch., 1913), mémoire déjà cité où M. Cl.-E. Maître a rassemblé, sur l'origine et la vie de Pigneau, des renseignements épars dans divers ouvrages. Les principales sources à consulter sur ce personnage sont énumérées dans 1 Introduction du mémoire (p. 2 et suiv.); la *Revue de l'histoire des Colonies françaises* (1913, p. 378) donne l'indication de quelques autres publications relatives à l'évêque d'Adran. V. aussi *Bibliotheca Indosinica*, col. 2096-98

[359] Voir dans *Nouv. Lett. édif*., VI, p.474, une intéressante lettre de Pigneau à sa famille,datée du 3juil.1767.

[360] Ci-dessus, p. 129, une *Relation de l'emprisonnement et les souffrances de MM. Artaud et Pigneau, missionnaires français, et d'un prêtre chinois à Cancao près du Cambodge en 1768*, rédigée à Paris en 1770 d'après leurs lettres, se trouve dans les *Nouv. Lett. édif*., V, p. 466 et suiv. Il en est question dans une lettre de Boiret (né vers 1735 à la Flèche ; parti le 9 janvier 1761, amené du Siam au Cambodge par Mgr Piguel en 1765) datée de Prambichun (Prambei Chom, près des ruines de Lovêk, sur le Tonlé Sap, MAITRE, loc. cit., p. 188, note) 19 juin 1768. Sur toute cette affaire; voir Cl.-E. MAITRE, *loc. cit*., p. 478 et suiv.

[361] Le fait ressort d'une lettre inédite de Mgr Piguel, en date du 22 juin 2770, visée par M. SILVESTRE (*loc. cit*., p. 402) qui me l'a communiquée elle n'a pas trouvé place, pour des raisons qu'on devine et qu'on

Thiên-tử, furieux, fit arrêter Pigneau ainsi que ses compagnons et les mit à la cangue; leur détention dura près de trois mois. Quand ils purent retourner au collège, ils le trouvèrent en bon ordre [362]; les anciens élèves l'avaient administré. Ils s'efforcèrent dès lors d'éviter-toute compromission avec les partis; il leur semblait que l'intérêt du collège était de demeurer neutre. Mais sur ce littoral découpé si propice aux rassemblements et aux surprises, aux abords de cette frontière imprécise où se heurtaient les déserteurs et les hors la loi, la lie des armées et des clans, Chinois, Cambodgiens, Annamites, Siamois, Malais, il y avait peut-être autant de dangers à regarder avec indifférence toutes les causes qu'à se montrer favorable à l'une d'elles. Les malheureux missionnaires vivaient continuellement dans l'inquiétude; enfin, au mois de novembre 1769, l'événement fatal eut lieu. Une bande de pirates chinois et cambodgiens s'introduisit dans l'établissement, le mit à sac et l'incendia trois églises, le collège, toutes les maisons des chrétiens furent la proie des flammes; quelques écoliers annamites furent massacrés. Pigneau put en sauver dix-sept et s'enfuir avec eux, mais il fut obligé de laisser derrière lui M. Artaud, qui, gravement malade et vivement impressionné par les scènes de pillage dont il avait été le témoin, mourut le 28 novembre.

A la suite de ces événements, Pigneau prit la décision de transporter en un pays moins exposé l'œuvre dont il avait la charge. Il passa à Malacca, puis à Pondichéry où il fut au mois de juin et installa près de cette ville, à Virampatnam, le séminaire général. C'est là qu'il reçut la nouvelle de sa nomination, avec le titre d'évêque d'Adran, de coadjuteur de Mgr Piguel qui avait depuis longtemps remarqué son activité et son esprit de décision [363]. Mgr Piguel étant mort (21 juin 1771), il lui succéda en qualité de vicaire apostolique de la Cochinchine, mais il ne put être sacré avant le 24 février à Madras.

Il fit donc un assez long séjour dans cette ville de Pondichéry, ;pleine de bruit, de mouvement, d'intrigue, d'activité vraie aussi, surtout à ce moment où le privilège de la Compagnie des Indes ayant pris fin, le commerce étant devenu libre, des initiatives est des convoitises privées s'étaient éveillées et mettaient tout en branle, il vécut quatre années environ dans cette cité animée ainsi d'une vie nouvelle, où il trouvait ample matière à observation et à méditation; il enrichit son expérience personnelle, il apprit à mieux connaître les hommes et les choses de cet Orient \lointain, il éveilla des sympathies, se créa maintes relations qui se purent changer, quelque quinze ans plus tard, en d'agissants concours.

Mais, aussitôt sacré vicaire apostolique de la Cochinchine, il ne pensa plus qu'à rejoindre sa mission dont l'état de faiblesse et d'impuissance l'inquiétait à juste titre ; avec M. Morvan et les séminaristes, il s'embarqua au mois de juillet (1774) pour Macao. Il demeura quelques mois dans la ville portugaise pour réunir et former un personnel qui lui permît de réorganiser la mission de la base au faîte et c'est avec une escorte de quatre missionnaires, huit séminaristes et trois prêtres annamites qu'il s'embarqua, le 28 février 1775. Il arriva à Bassac vers le milieu du mois de mars est, delà, se rendit à Hà-tiên, dans ce port où il avait rassemblé pour la fuite, cinq ans plus tôt, les restes de sa malheureuse mission. De la sorte, il allait reprendre l'œuvre sacrée au même point où il avait dû l'abandonner. Cette région rappelait à son cœur la mort d'élèves chéris, d'un confrère vénéré, la destruction par le feu de pauvres édifices patiemment élevés, la ruine d'espoirs longtemps nourris; mais il y revenait avec des forces, des ressources, une autorité nouvelles. Le même Mạc Thiên-tử qui, en lui avait fait porter l'ignominieuse cangue, l'appelait maintenant

---

ne saurait blâmer, dans les recueils de lettres publiés au dix-huitième siècle. Mgr Piguel fait savoir que les franciscains espagnols cherchaient à chasser les missionnaires français de la Cochinchine et qu'ils n'hésitaient pas sur le choix des moyens pour atteindre ce but ils accusaient les membres des Missions-*Etrangères.*

1° d'avoir été rebelles contre le roi de Siam et d'avoir prêté l'aide de leurs chrétiens aux Birmans lors de la prise de la ville royale ;

2° de vouloir, avec le roi du Cambodge et un prince siamois, faire la guerre à la Cochinchine ;

3° d'enseigner l'art de la guerre dans le collège, etc.

[362] *Relation de l'emprisonnement. loc, cit*., p. 478; LAUVAY, *Histoire*, II, p. 63.

[363] *Mgr* Piguel l'avait demandé comme coadjuteur dès 1768. (Lettre du 22 juin ; J. Silvestre.

auprès de lui, « Le gouverneur de Cancao vient de se faire instruire de la religion et m'a fait dire qu'il attendait mon arrivée avec grande impatience, écrivait-il à son père et à sa mère [364]. Comme je l'ai autrefois beaucoup connu, je présume qu'il veut me demander le baptême. » Cet espoir ne se réalisa pas, mais pour que Mạc Thiên-tử l'ait laissé concevoir, il fallait qu'il attachât un grand prix au retour de l'évêque à Hà-tiên. Aussi l'accueillit-il avec empressement Je reçus, dit Pigneau [365], beaucoup de marques d'attachement et de considération de la part du gouverneur et de ses enfants.

Malgré tout l'attrait d'une pareille bienvenue, Pigneau abrégea autant qu'il le put faire son séjour à Hà-tiên pour aller au Cambodge où l'appelait l'intérêt de la mission. Mais il revint bientôt, après avoir vaqué au plus urgent; le gouverneur m'ayant fait, dit-il, les plus vives instances pour m'y engager, je ne crus pas devoir me refuser à sa demande à cause des suites qu'aurait pu avoir son mécontentement. Son intention, quoique politique, peut devenir avantageuse à la religion. »

Cette parenthèse « quoique politique » échappée à la réserve habituelle de l'évêque, montre que la religion n'était pas l'unique sujet de ses entretiens avec Mạc Thiên-tử; il devait être aussi question des événements dont la Basse-Cochinchine était le théâtre et qui intéressaient au plus haut degré le gouverneur de Hà-tiên, partisan déterminé des Nguyễn ; Pigneau se prêtait aux désirs de son hôte, dans l'intérêt supérieur de la propagation de la foi, c'est bien entendu, mais il est important de signaler l'accord qui s'établissait ainsi entre ces deux hommes remarquables, que l'on verra travailler de concert pendant quelques mois à la même œuvre la restauration des Seigneurs de Cochinchine.

2. Les entreprises et les projets de commerce.

Les Anglais avaient définitivement quitté le Tonkin en 1697; les Hollandais trois ans plus tard; les Français continuaient à y être représentés par des missionnaires [366]. En Cochinchine, les comptoirs européens ne paraissent pas avoir subsisté davantage ; mais les opérations des Portugais de Macao ne décrurent pas sensiblement ; ils continuèrent à envoyer des navires chargés de porcelaine grossière, de thé, de toutenague ; ils emportaient en retour du sucre, de la soie grège et du bois d'aigle. Poivre dit que l'on soupçonnait les jésuites d'être les véritables armateurs de ces navires et de faire ainsi un commerce avantageux sous prétexte d'envoyer le viatique aux missionnaires.

Malgré ces expéditions de Macao, il est permis de dire que, dès les premières années du dix-huitième siècle, les rapports commerciaux des Annamites du Nord et du Sud avec les Occidentaux s'étaient considérablement ralentis; et ils avaient perdu cette régularité que pouvaient assurer des établissements permanents ou des voyages annuels. Les échanges se faisaient d'une manière intermittente on ne voyait que par accident des navires porter des cargaisons complètes destinées au pays et y chercher une cargaison .de retour.

Les causes de cette diminution générale des transactions entre :Européens et Annamites peuvent être l'avidité des princes et des mandarins qui réduisait à l'extrême les bénéfices des marchands; le peu de part que le peuple prenait dans le négoce; l'ouverture de marchés nouveaux et le développement des affaires avec les Chinois de Canton, commerçants avisés [367]. D'autre part,

[364] De Macao, le 21 novembre 1774; lettre publiée par Faure, op. cit., p. 26.

[365] Lettre du 8 juin 1775 aux directeurs du séminaire à Paris. Nouv. Lett. édit., VI, p. 278.

[366] Le P. Le Royer, jésuite, écrivait en effet en 1714 du Tonkin : « Le plus grand éclat qu'ait produit ce nouvel édit (d'interdiction, mai 1712) a été la sortie de MM. les évêques d'Auren et de Basilée et de M. Guizain qui passa au Tongking avec moi. Ces Messieurs demeuraient ici publiquement en qualité de facteurs de la Compagnie de commerce de France. » (*Lett. édif.*, édit. du Panth. littér., IV, p. 52.)

[367] Malgré les entraves apportées aux affaires par les autorités chinoises à Canton, malgré les dettes que les marchands hanistes, exploités par le vice-roi et les représentants de l'empereur, contractèrent vis-à-vis des marchands européens, les transactions furent assez fructueuses pour durer et se développer au cours du siècle. Les agents des diverses com pagnies européennes ne se seraient pas soumis aux exigences ni aux

on peut remarquer que, de 1674 à 1774, la paix régna entre le Nord et le Sud ; les princes n'avaient donc plus intérêt, comme au siècle précédent, à rechercher l'appui des Européens. Enfin on doit bien avouer que la conduite des Européens résidant ou passant dans le pays n'était guère pour fortifier leur situation et augmenter leur prestige. Dissensions finissant en disputes et même en batailles n'étaient pas des événements rares dans la vie des marchands. Le P. de Rhodes raconte q à sa contusion », qu'il fut témoin, au Tonkin, d'une bataille entre un Français et un Portugais; et les Annamites « qui les virent tous deux les armes à la main étaient étonnés de cette fureur et me disaient avec indignation qu'ils n'avaient jamais vu une telle barbarie [368]. Les lettres des facteurs, anglais et hollandais font aussi allusion à des faits de ce genre. Ils se querellaient même entre compatriotes.

Les religieux ne donnaient pas un meilleur exemple. Il n'en arrivaient pas jusqu'à échanger des horions; mais ils ne laissaient pas d'étaler aux yeux des indigènes le spectacle de leurs discordes et même n'hésitaient pas à les y associer. On sait l'antagonisme des religieux portugais et des prêtres français que divisait « la question de la juridiction »; et l'on n'ignore pas que certains jésuites portugais employèrent tous les moyens en leur pouvoir pour empêcher les vicaires apostoliques de remplir leur tâche.

Si, d'une manière générale et pour toutes ces causes, l'importance des échanges fut considérablement réduite au dix-huitième siècle, par contre on ne vit jamais naître plus de « projets de commerce » qu'à cette époque. Les Français tiennent la tête parmi les fonctionnaires ou les marchands particuliers qui, tout au cours du siècle, préparèrent ou commencèrent à exécuter des plans d'établissement dans le pays. Ils distancent de loin les Anglais qui se montrèrent beaucoup moins actifs, bien que la chose puisse à première vue paraître surprenante [369] ils firent montre d'un esprit d'entreprise que la Compagnie des Indes fut impuissante à encourager suffisamment et que l'indifférence du pouvoir central n'arriva pas à décourager, l'événement le prouva bien, lorsque, dans les dernières années du siècle, des officiers et des volontaires, en leur nom privé, entraînés par un homme d'énergie, jouèrent un rôle si marquant dans les destinées du pays d'Annam.

Mais il importe maintenant de retracer l'histoire d'efforts plus pacifiques. Les deux tentatives que firent les Anglais seront relatées en leur temps un essai d'installation à Poulo Condore en 1702 et, en 1778, un voyage de Calcutta en Cochinchine, voilà à quoi se réduisit leur activité, .si l'on laisse de côté quelques relâches accidentelles ou sans résultat pratique faites soit à Qui-Nhơn , soit à Tourane [370].

Poulo Condore, à la fin du dix-septième siècle et au début du dix-huitième, attira l'attention des deux Compagnies française et anglaise. Dès 1686, Véret, agent de la Compagnie française, chargé de reconnaître un emplacement favorable à l'établissement d'un comptoir, avait conseillé d'occuper Poulo Condore. « Il faut, disait-il, que les vaisseaux de la Chine, Tonkin, Macao, Manille,

---

humiliations qui leur furent imposées s'ils n'avaient pas trouvé de sérieuses compensations dans la prolongation des échanges. Aussi, malgré les tentatives dont il sera question ci-dessous, car elles se rattachent à l'histoire des projets de commerce à ouvrir en Cochinchine faites pour fixer le siège des échanges ailleurs qu'à Canton, c'est dans cette ville qu'il fut maintenu, en accord avec le désir des Chinois. Voir Henri CORDIER, les *Marchands hanistes de Canton, T'oung-pao*, 1902, p. 281.

[368] Mais il faut remarquer, après M. H. CORDIER (*Conflit entre la France et la Chine*, p. 22) que les Anglais ont été, dans peu de cas, les premiers possesseurs de leurs colonies; ils les ont le plus souvent acquises des Portugais, des Hollandais ou des Français, soit par conquête, par achat, ou par cession volontaire.

[369] Mais il faut remarquer, après M. H. CORDIER (*Conflit entre la France et la Chine*, p. 22) que les Anglais ont été, dans peu de cas, les premiers possesseurs de leurs colonies; ils les ont le plus souvent acquises des Portugais, des Hollandais ou des Français, soit par conquête, par achat, ou par cession volontaire.

[370] La plus importante de ces relâches fut celle des vaisseaux de Macartney en 1793;Barrow, l'un des officiers qui accompagnaient l'ambassadeur, a laissé un récit dont il sera question à plusieurs reprises ci-après. Pour la bibliogr. relative à cette ambassade en Chine, voir *Bibliotheca Sinica*, 2e éd., col. 2381-2393.

Cochinchine, etc., qui veulent faire le commerce dans les Indes viennent reconnaître cette ile de fort près, de même que les vaisseaux des Indes qui veulent aller dans les mers de Chine, anglais et hollandais, y passent en allant et en revenant, et ce passage-là est aussi avantageux que si l'on avait les deux détroits de la Sonde et de Malacca. De plus, il faut compter le commerce de Cambodge et de Laos comme quelque chose de considérable ; car outre qu'ils ont les mêmes marchandises qu'à Siam, de plus ils ont de l'or, du benjoin, du musc ; des rubis, de l'ivoire, du bois d'aigle, enfin plusieurs marchandises précieuses [371].

On ne sait si la Compagnie anglaise des Indes eut vent de ces renseignements d'un optimisme excessif, ou si, comme il est plus probable, elle se détermina d'après ses propres informations, mais le fait est que, dès 1702, elle s'installa à Poulo Condore et y fit construire un fort (19).

(19) L'histoire de la factorerie anglaise de Poulo Condore n'a pas encore été faite, à ma connaissance du moins ; on en peut trouver les éléments dans les Archives de l'India Office (*Original Correspondence, General Records, Rome Miscellaneous*, n° 711-712); un certain nombre de pièces, s'étendant du n° 7971 (6 juillet 1702, Instructions pour le gouvernement de l'île) aux n08 8339, 8340 (3 mars 1705, détails sur le massacre) et comprenant quelques numéros relatifs au commerce (8220 à 8224, *Account of the trade*) permettraient de retracer les vicissitudes de cette factorerie éphémère. Noter qu'elle est comprise dans la liste des établissements anglais jointe l'acte d'union des deux Compagnies des Indes, l'ancienne et la nouvelle, qui fusionnèrent comme on l'a vu en 1702-8-9 (cf. BIRDWOOD, Report, p. 233, 235). Renault (voir ci-dessous, p.153) disait en 1723 que dans le Nord-Est de la grande baie était une anse de sable en arrière de laquelle se trouvait une plaine sablonneuse et marécageuse ; là s'élevaient quarante à cinquante cases d'indigènes. « C'est là aussi, poursuivait-il, que l'on découvre les vestiges du fort des Anglais, un mauvais magasin, un four et des morceaux de porcelaine cassée. Ils n'ont occupé cette île que pendant cinq ou six ans et depuis dix-huit à vingt ans qu'ils furent égorgés par les Malais qu'ils avaient à leur service, ils n'ont fait aucune démonstration d'y revenir s'établir, apparemment parce que cet établissement leur croûtait plus qu'il ne produisait. » *Rev. Ext. Or*., H, p. 310. Al. Faure (loc. cit., XXIV, p. 344) parle aussi de cette occupation de Poulo Condore par les Anglais, non sans commettre quelques méprises.

Le président Allen Catchpole, chef de la factorerie de Chusan, vint dans l'ne et rédigea des instructions pour le marchand Daniel Doughty qui devait diriger les affaires jusqu'à l'arrivée du lieutenant Rashell, gouverneur titulaire ; mais la factorerie de Chusan ayant été fermée en cette même année 1702, Allen Catchpolé prit lui-même la tête du nouvel établissement [372]. Les Macassars qu'il avait engagés pour former la garnison du fort ayant été retenus au delà du terme de leur contrat, se révoltèrent et, pendant la nuit, mirent à mort tous les Européens qui se trouvaient dans l'enceinte fortifiée [373]. Les autres, dont le Rev. Docteur Pound et M. Solomon Lloyd, purent s'enfuir sur une barque et, au prix de surhumaines fatigues, atterrirent dans les possessions du roi de Johore (à la pointe méridionale de la presqu'ile de Malacca); c'est par eux que l'on connut la ruine de l'établissement. La Compagnie ne fit rien pour le relever.

[371] Ces lignes sont extraites d'une pièce du registre 1686-1748 de la *Correspondance générale* de la Cochinchine; c'est principalement à l'aide des documents de cette série qu'a été établie l'histoire des projets français au dix-huitième siècle ou plus exactement jusque environ. Sur ces sources, v. Introduction, p. IV. M. GASTONNET Des FOSSES (mémoire cité), M. Septans (ouvrage cité) et M. Al. FAURE (*Les origines de l' Empire français de l'Indo-Chine, Rev. de Géogr.*, XXIV et suiv.) ont fait usage de quelques-uns de ces documents, mais ils ont besoin, à des degrés divers, d'être contrôlées. La Revue Indochinoise (*Documents historiques relatifs à la Cochinchine et au Cambodge*, 2e sem., p. 83) a publié trois documents lettre du duc de Praslin à Poivre, accompagnée d'un mémoire (29 février 1768); réponse de Poivre (1er août 1768) l'introduction, signée A. d'Epinay, contient un certain nombre d'erreurs.

[372] HAMILTON (*loc. cit*. p. 470) c'est il Catchpole (il écrit Allan Ketchpote l'autre orthographe est celle des documents de l'India Office) que serait dû le « mauvais choix de la place. V. sur les Anglais à Poulo Condore un passage de Crawfurd (*op. cit*., p. 196).

[373] Des Macassars, Hamilton dit que ces eastern desperadoes », pleins de fidélité lorsque les contrats faits avec eux sont bien observés, deviennent vindicatifs et cruels dans le cas contraire. Or, Catchpole les retint au delà des trois années que devait durer leur engagement. L'un des rescapés, Solomon Lloyd, était une Il vieille connaissance du capitaine Hamilton.

Quelques années après ces événements, en 1721, la Compagnie française jugea bon de faire étudier de nouveau la question d'un établissement à former dans l'île. L'agent qu'elle envoya, nommé Renault [374], ordonnateur à Port-Louis, fut loin de partager l'opinion de Véret. Dans un rapport aux directeurs, daté du 25 juillet il faisait connaître que Poulo Condore était pauvre, sans ressources, mal habitée ; que les incommodités du climat mettrait les Européens hors d'état de travailler; il tirait argument de ce que les Anglais n'avaient pas montré l'intention de revenir; il affirmait qu'il faudrait beaucoup de temps, d'argent et de monde pour obtenir un mince résultat, que la place « était à abandonner plutôt qu'à occuper il concluait en disant que c'était à la Compagnie de juger si le profit à retirer d'un tel établissement pouvait être en proportions avec les dépenses qu'il faudrait engager pour le former, l'entretenir et le conserver soit en temps de paix, soit en temps de guerre.

Mais la Compagnie des Indes avait des raisons de chercher dans la mer de Chine un point où s'établir, et de nouvelles tentatives furent faites. La persévérance que montrèrent alors les marchands français s'explique en partie par les conditions pénibles où se trouvait à cette époque la factorerie de Canton. L'établissement français n'était pas d'ailleurs seul à souffrir. Déjà les abus du marchand chinois qui, au début du dix-huitième siècle, centralisait le commerce avec les étrangers, avaient conduit vers 1720 à la création due la corporation des marchands hanistes [375], intermédiaires privilégiés du commerce; mais le surintendant des douanes chargé de l'inspection des Européens (hoppo) et le vice-roi de la province n'en avaient, pas moins continué à soulever toutes sortes de difficultés, à entraver le développement du commerce par leurs exigences et leurs demandes continuelles d'argent. Ces causes incitaient les marchands étrangers à s'installer dans des ports plus hospitaliers que ne l'était devenue la capitale du Kouang-Tong [376]; les uns songèrent à aller à Amoy, d'autres à Ning-Po; les Français semblent avoir eu surtout pour objectif la Cochinchine. On va voir que certains marchands français de Canton firent ou firent faire auprès du Seigneur de Hué des démarches pour obtenir le droit de trafiquer; d'autres, qui se contentèrent de rédiger des projets d'établissement, connaissaient aussi la place de Canton et ses difficultés.

En 1744 [377], de Rothe, négociant dans cette ville, fréta un navire portugais pour la Cochinchine; il en confia l'expédition à Friel, neveu de Dupleix [378], qui commerçait aussi à Canton; il y avait, dit-il lui-même, fait une petite fortune qu'il devait en partie aux envois faits en Cochinchine sur des sommes chinoises [379]. Il fut chargé de prendre des informations sur les conditions du commerce, de demander la permission d'envoyer chaque année des navires, et même d'obtenir, s'il était possible, une promesse de réduction de taxes et le droit de résidence pour quelques employés. Friel paraît avoir assez bien réussi dans cette mission; Võ Vương, qui lui fit un bon accueil, lui

---

[374] CASTONNET DES FOSSES (p. 86) et, son imitation, SEPTANS (p. 50) et J. SILVESTRE (Politique française, loc. cit., juillet 4895, p. 398) l'appellent Renauly. Al. Faure lui donne son nom exact, mais lui attribue des opinions diamétralement opposées à celles qu'il émet dans son mémoire.

[375] Voir H. CORDIER, *les Marchands hanistes de Canton, loc. cit*. Voir aussi, du même auteur, *la France en Chine au dix-huitième siècle.*

[376] H. CORDIER, *loc. cit*., p. 286. Deux pièces des *Arch. Aff. étr*. (Asie, vol. 19, fol. 97 et 76) sont intéressants à consulter à ce sujet une lettre d'Entrecasteaux du 16 septembre 1787 au sujet d'un établissement à créer à Emoui (Amoy) ou peut-être mieux à Tourane et des observations du 24 mai suivant au sujet de cette lettre.

[377] Cette date ressort d'une lettre de Poivre au duc de Praslin (*Rev. Indoch*., 1904, 2° sem., p. 87); Poivre, qui voyageait à la, même époque en Extrême-Orient, rectifie justement, dans sa lettre au ministre, un renseignement d'un mémoire plaçant en 1740 la tentative de de Rothe; il était donc sûr de son fait.

[378] En réalité, neveu de Mme Dupleix par alliance ; Friel était Irlandais ; son nom est quelquefois orthographié Friell.

[379] Lettre de Friel à Godeheu du 26 janvier 1647 (*Rev. Extr. Or. 1887*, p. 355). C'est ce Godeheu, à ce moment directeur de la Compagnie à Lorhot, qui fut chargé sept ans plus tard, en qualité de membre du Conseil des directeurs, de l'exécution de Dupleix.

accorda une « chappe » l'autorisant à venir négocier avec ses sujets [380]. Il aurait beaucoup gagné, raconte-t-il à Godeheu, s'il avait eu des interprètes et des courtiers habiles; il a été forcé d'apprendre la langue et le chúa lui a confié deux jeunes gens pour leur enseigner le portugais [381]. Il offre à la Compagnie d'organiser le commerce à la Cochinchine ; l'or lui a donné 33,5 pour 100 de profit, l'arec et les cauris près de 80 pour 100 ; le sucre donnera plus de 100 pour 100 ; il dit avoir reçu des « propositions flatteuses » de Batavia est de Madras tant l'affaire paraît sûre. Mais il préfère travailler pour son pays.

De Rothe, encouragé par le résultat obtenu, mais n'ayant pas de navires français à sa disposition, envoya Friel à Pondichéry pour demander à Dupleix de faire les frais d'une nouvelle expédition. Dupleix, commandant général des établissements français dans les Indes depuis 1742, n'avait pas renoncé aux opérations qu'il avait entreprises dès l'époque où il n'était que directeur du comptoir de Chandernagor; il continuait à exploiter pour son compte le commerce d'Inde en Inde [382]; et l'on n'ignore pas que les navires frétés par ses amis, les marchands et les banquiers associés à ses spéculations, Français, Arméniens, Hindous, Hollandais et même Anglais, voguaient de la mer Rouge à la mer de Chine, partout où quelques intérêt pouvait les appeler. II n'hésita pas à entrer dans les vues qui lui étaient exposées, « tant il trouva l'affaire bonne dit encore Friel, et ordonna qu'un navire fût préparé. Mais la lutte maritime et coloniale avec l'Angleterre, interrompue depuis quarante années, recommençait à l'occasion de la guerre de la succession d'Autriche; le commerce d'Inde en Inde resta en partie suspendu et le projet d'expédition en Cochinchine fut momentanément oublié.

Dès avant la paix d'Aix-la-Chapelle (1748) qui mit fin à la guerre [383], il fut repris cependant. Friel paraît être resté à Pondichéry et c'est un autre agent nommé Dumont, au courant lui aussi du commerce de Canton, qui fut envoyé en Cochinchine [384].

Mais, pendant que Dupleix faisait cette nouvelle tentative pour entrer en rapports avec les Nguyễn, on élaborait à Paris un plan dans le même dessein. Le promoteur en était Pierre Poivre (20).

---

(20) Pierre Poivre (il est quelquefois appelé Le Poivre dans les documents), parmi les Français dont les noms sont ici relevés, mérite une mention spéciale; si on lui a reproché (M. Cultru) d'avoir été, au cours de sa carrière de voyageur en mission et d'administrateur, clairvoyant surtout quand il s'agissait de ses intérêts et d'avoir particulièrement réussi dans l'art d'obtenir des pensions, on ne doit cependant pas manquer de lui reconnaître des qualités d'initiative, d'énergie et de décision ses divers mémoires sont remplis d'observations justes et les erreurs de faits y sont moins fréquentes que dans les écrits des voyageurs qui, comme lui, devaient se contenter souvent de rapporter des on-dit et qui le faisaient sans critique. Poivre était né à Lyon le 23 août (le 13, d'après certains auteurs) 1719 ; il appartenait à une famille de

---

[380] Il l'avait obtenue, dit-il, par l'intermédiaire d'un jésuite allemand, mathématicien fort aimé du roi, sans doute le P. NEUGEBAUER (ci-dessus, note 342.)

[381] Ces deux jeunes gens (nommés Hiêu et Luong) paraissent avoir été baptisés à Pondichéry, ils reçurent les prénoms de Damase et de Miguel. Ils étaient de retour en Cochinchine lorsque Poivre y vint en 1749; le premier, dit-il, « n'avait d'autre qualité que celle d'interprète»; quant au second, il avait reçu de Poivre lui-même, à Pondichéry, en 1746, des leçons de dessin et de peinture et, doué de beaucoup de dispositions, avait fait de rapides propres. Il avait plu au Seigneur par ses connaissances et son talent de peindre et jouissait de sa faveur. Poivre se l'attacha comme interprète durant son séjour, mais n'eut pas à se louer de ses services (*Voyage de Pierre Poivre en Cochinchine*, loc., cit., p. 366 et suiv.).

[382] Ce commerce était parfaitement légitime à cette époque, comme nous le savons ; les résultats en avaient été des plus heureux et le comptoir de Chandernagor avait pris une vie nouvelle. La question des bénéfices personnels que DUPLEIX tira de ce commerce a été discutée; voir CULTRU, *Dupleix, ses plans, sa politique, sa disgrâce*, p. 157.

[383] La lutte, interrompue pour une huitaine d'années (jusque la guerre de Sept ans) entre les deux couronnes, continua cependant d'une manière plus ou moins ouverte entre les deux Compagnies.

[384] On a publié une intéressante lettre de cet agent, où il raconte l'essai que firent les Anglais en 1755 pour s'établir à Ning-Po et, qui concerta terriblement les marchands chinois de Canton. (H. CORDIER. loc. cit., p. 286.)

commerçants. Entré au séminaire des Missions-Étrangères, il se préparait au sacerdoce mais le goût des voyages fut sans doute plus fort que la vocation religieuse, car il partit vers 1740 pour les mers de Chine c'est au titre -de simple particulier, semble-t-il, qu'il visita Canton, la Cochinchine les îles de la Sonde. Lors de son voyage de retour, le navire qui le portait, le *Dauphin*, eut à subir dans le détroit de Banca le choc d'une flottille anglaise. Le *Dauphin* soutint, malgré la supériorité de l'ennemi, une lutte désespérée au cours de laquelle Poivre fut grièvement blessé à l'avant-bras droit. Quant au navire, entouré de toutes parts, il fut capturé; les prisonniers furent transportés à Batavia. Poivre, amputé par un chirurgien anglais, profita de son séjour dans le chef-lieu des établissements hollandais pour étudier la culture des « épiceries fines », vanille, girofle, cannelle. Libéré au bout de quatre mois, il se rendit à Pondichéry où il arriva après la prise de Madras (1746). La Bourdonnais (dont on sait les différends avec Dupleix à cette époque) le fit embarquer avec lui en qualité de secrétaire et l'emmena à l'Ile de France et de là à la Martinique et en Angleterre. Poivre, tandis que La Bourdonnais et son aide de camp étaient retenus prisonniers, fut mis en liberté et gagna la France; il arriva à Paris vers le 15 juin 1748. Il ne persévéra pas dans 'ses desseins d'entrer aux Missions-Étrangères, dit LAUNAY (*Histoire*, I, p. 305) sans noter toutefois que son infirmité lui interdisait la prêtrise. Le ministre de la marine lui confia une double mission créer des relations commerciales avec la Cochinchine et acquérir des plants d'épices pour l'Ile de France ; de 1748 à 1757, il voyagea entre Canton, les Philippines, la Cochinchine et l'Ile de France ; en 1757, au cours d'un voyage à Madagascar, il fut pris de nouveau par les Anglais; il put néanmoins rentrer en France dès la même année. En récompense des services rendus, il reçut des lettres de noblesse, le cordon de Saint-Michel et une gratification de 20 000 livres; il fut aussi nommé correspondant de l'Académie des Sciences. Dix ans plus tard, le duc de Praslin (qui avait remplacé son frère Choiseul en 1766 au ministère de la Marine) l'envoya aux Iles de France et Bourbon en qualité d'intendant; il y passa six années et se conduisit en excellent administrateur, réglementa la traite, adoucit le sort des esclaves, perfectionna les cultures et fit fleurir les îles, après les malheurs de la guerre, d'une prospérité nouvelle. Il demanda son rappel en 1773 et reçut dé Turgot une pension de 12 000 livres ; il mourut près de Lyon le 6 juin 1786.

Dupont de Nemours a écrit sur sa vie une notice qui parut l'année même de sa mort. Il n'a lui-même, ce qui peut paraître étonnant, rien imprimé ; mais on a tiré de ses mémoires à l'Académie de Lyon (voir notice sur l'ouvrage, p. XLI) un livre qui fut publié, sans son aveu, sous le titre *Voyages d'un philosophe* (1768) et qui eut plusieurs éditions. Voici dans quels termes en parle un voyageur anglais qui, comme lui, fit un séjour en Cochinchine. Ce livre ne contient en réalité aucune découverte nouvelle, fournit des renseignements en petit nombre, pas toujours exacts et abonde en déclamations; il a pourtant été lu et est lu encore avec plaisir et quelque leçon en peut être tirée » (BARROW, *A voyage, to Cochinchina*, préface, p. VI). Voir la *Bibliographie* des *Voyages d'un philosophe*, traduits en plusieurs langues, dans *Bibliotheca Indosinica*, col. 2494-6. M. Cordier a publié un important mémoire de POIVRE conservé au Muséum d'Histoire naturelle (*Rev*. de *l'Hist*. *des Colon*, fol., 1918, p. 5-88) et des lettres du même, tirées de la *Bibliothèque de l'Institut (T'oung-pao*, 1914, p. 307-338)

_____

Poivre, au cours d'un premier voyage en Extrême Orient, avait rédigé un rapport détaillé [385] où il étudiait la situation géographique de la Cochinchine, le gouvernement, les impôts, les mœurs, la religion, les productions, les conditions du commerce, etc. Ce qu'il dit confirme, et parfois complète, ce que nous savons déjà à ce sujet. Les Cochinchinois ne sont ni riches, ni habiles commerçants; ils sont réduits à se contenter des marchandises que les Chinois veulent bien apporter, mais il s'en faut qu'ils soient aussi habiles que les Chinois qui n'ont pas grand' peine à les tromper. Les marchandises qui sont importées de Chine sont la toutenague, le cuivre, le thé, la porcelaine, la soie brochée, des drogues et médecines de toute espèce, du papier, des peintures, des toiles. Les sommes venant soit d'Annoy, soit de Ning-Po, apportent quelquefois des marchandises du Japon [386], cuivre rouge et lames de sabre; d'autres viennent du Cambodge et du Siam. Les Chinois exportent de l'or, de l'ivoire, du bois d'aigle, du sucre, de l'arec, du bois de teinture, du

[385] *Correspondance générale*, 4686-1748, *Mémoires sur la Cochinchine* (1744), fol. 18 et 82 (car il s'y trouve en double). Ce mémoire a été publié par M. H. CORDIER, *Rev. Ext.-Or*., 1883, p. 324. Il a été analysé, sans grand soin, par CASTONNET DES FOSSES (*loc. cit*., p. 92) qui l'attribue à Dumont ; SEPTANS (*op. cit*., p. 53), sur la foi de CASTONNET DES FOSSES, tombe dans la même erreur.

[386] Ces renseignements concordent avec ceux que donnait déjà Bowyear en 1695. Les jonques du Japon, disait-il, ne viennent plus en Cochinchine, mais apportent leur cargaison en Chine et touchent communément à Ning-Po.

poivre, du musc, du poisson salé, des nids d'oiseaux, des drogues, des cornes de rhinocéros et de la gomme-gutte. Le port le plus considérable est celui de Fai-fol ; il est profond et les vaisseaux y sont en sûreté ; l'entrée en est facile, c'est une grande rivière qui vient des montagnes du Laos. Fai-Fo est l'endroit le plus commerçant de la Cochinchine; il y a près de six mille Chinois qui sont les plus gros marchands.

On trouve en arrivant à Fai-Fo des factoreries à louer autant qu'on veut ; les plus grandes coûtent ordinairement cent piastres pour tout le temps de la mousson. Sur le commerce que les Européens pourraient faire en Cochinchine, Poivre se contentait de dire « II est aisé de voir par ce qui a été dit ci-dessus quelles sont les marchandises qu'ils en peuvent tirer soit pour les porter à la Chine, à la côte de l'Inde ou même en Europe. » Il notait que bien des choses de mince valeur en France sont précieuses en Cochinchine (quincaillerie, verrerie, étoffes légères de belles couleurs); toutes sortes de pierreries, du fil d'or et d'argent, se vendraient très cher, mais il n'en faudrait pas porter une grande quantité. Il y aurait peut-être à gagner sur le cuivre, le soufre, les drogues. Beaucoup d'autres marchandises de France seraient trop chères pour les Cochinchinois; bien des choses sans doute seraient d'un bon débit, mais il n'y a que l'expérience qui puisse l'apprendre. Pour le roi, « prince fort curieux et de boa goût » il faudrait des présents tels que glaces, horloges, pierreries, pièces de brocart, ouvrages de cristal, instruments d'optique et de mécanique, tapis et tapisseries.

« Outre les avantages que les colonies de France peuvent tirer -du commerce de ce pays-là, soit en allant y charger pour la côte, soit pour la Chine, où il y aurait des profits considérables à faire [387], on peut encore trouver en Cochinchine, ajoutait Poivre, des avantages d'un autre genre qui paraîtront plus précieux et plus réels à quiconque connaît le vrai bien d'une colonie et ce qui peut lui être utile. On pourrait en rapporter des hommes et des hommes ouvriers pour le sucre et la soierie; on pourrait en transporter des laboureurs et des charpentiers, etc. Après cette proposition assez surprenante d'exporter des Cochinchinois; Poivre concluait modestement « Je ne prétends pas par ce court mémoire donner une idée juste et assez détaillée de tout ce qui regarde la Cochinchine. Je n'ai fait qu'indiquer légèrement ce qu'il est le plus nécessaire de savoir si l'on veut y ouvrir un commerce »

Poivre était à peine de retour à Paris, vers le 15 juin 1748, qu'il entra en relations avec la Compagnie des Indes. Dans une pièce [388] qui semble être de M. de Montaran, procureur du roi près le Conseil des Directeurs, ou tout au moins d'un fonctionnaire élevé de .la Compagnie, on peut lire que les propositions de Friel (communiquées par Godeheu) avaient été reçues avec plaisir bien qu'on y vît percer la préoccupation de l'intérêt personnel; que, d'un autre -côté, des officiers de l'Inde avaient fait savoir que Friel serait un mauvais appui auprès du roi de la Cochinchine [389], mais que Poivre arriverait prochainement en France et qu'on pourrait .attendre de lui de plus grands éclaircissements. Ainsi annoncé, porteur d'une lettre de David, gouverneur de l'Ile de France, le recommandant aux commissaires du roi et mettant en lumière les motifs de la confiance qu'on pouvait avoir en lui [390], Poivre eut J'avantage d'exposer lui-même ses idées en présence de ceux qui avaient le pouvoir de les réaliser. Il sut les convaincre et l'expédition fut décidée après

[387] Cette idée de prendre part au commerce de la Cochinchine avec la Chine était familière à tous les agents qui voyaient trafiquer les Chinois.

[388] Pièce VIII de H. CORDIER, *loc. cit*., p. 359; la rédaction de cette pièce indique sans discussion que l'auteur occupait une place importante dans le Conseil de la Compagnie des Indes; l'hypothèse qu'elle pourrait être de Montaran lui-même n'est fondée que sur cette phrase d'une autre pièce (IX de H. Cordier, p. 372) « M. de Montaran a fait une réflexion bien juste en disant que comme le sieur Friel en a mal agi avec les deux jeunes gens que le roi de la Cochinchine lui avait confiés, il pourrait y avoir du danger à le renvoyer dans ce pays-là. » Cf. la note suivante.

[389] « II n'avait pas fait l'usage qu'il devait des deux Cochinchinois que le roi lui avait confiés pour leur faire apprendre la langue portugaise. Il les avait traités en esclaves et s'en était servi même en public, et leurs justes plaintes avaient passé jusqu'en Coehinchine où l'on doutait que le sieur Friel osât reparaître » (*loc. cit*., p. 361).

[390] *Loc. cit*., p. 372. Arrivée de M. Poivre à Paris.

une minutieuse préparation [391]. La mission de Poivre devait comporter deux objets bien distincts : 1. ouvrir le commerce dans la Cochinchine et fonder un comptoir; 2. enlever aux Hollandais le monopole du commerce des épiceries fines -cannelle, poivre, gingembre, girofle et muscade [392]. Depuis l'établissement du commerce des Indes sous M. Colbert, disait l'auteur du rapport déjà cité, je ne crois pas qu'il se soit rencontré à traiter deux points de commerce aussi importants. »

Le 23 octobre, après quatre mois environ de séjour en France, Poivre s'embarquait à Lorient sur le vaisseau le *Montaran*, commandant du Colombier-Jolif; il arriva à l'Ile de France le 13 mars 1749. Sur les instructions reçues de Paris, le gouverneur, David, arma un petit navire pour Poivre [393]; c'était le *Sumatra* une prise anglaise de 160 tonnes qui partit de Port-Louis le 16 avril 1749. Poivre était décidé, « en cas d'une trop longue traversée de l'Ile de France à Ceylan, à passer tout droit de cette dernière île à Malacca afin de pouvoir arriver de bonne heure à la Cochinchine mais le Sumatra fut incapable d'un tel voyage, et Poivre dut relâcher à Pondichéry le 21 juin.

Dupleix se montra vexé de n'avoir pas été consulté au sujet de l'expédition; blessé dans son amour-propre, menacé dans ses intérêts, il ne manquait pas non plus sans doute d'éprouver quelque contrariété de voir la réalisation des projets qu'il poursuivait lui-même confiée à un autre. C'est ce dont Poivre ne paraît pas tenir assez de compte dans une plainte qu'il adressa le'1er juillet 1749 au Comité secret de la Compagnie, à Paris (21).

———

(21). *Corr. gén*. (1748-1750), fol. 10, Les quelques lignes entre guillemets citées ci-dessus sont tirées de cette lettre. Il paraît bon d'en faire un plus ample extrait pour montrer l'état d'esprit de Poivre et du gouverneur général. « M. Dupleix, après les premiers interrogatoires au sujet de notre voyage, dont il ignorait absolument l'objet (noter que dans un projet de réponse à Poivre registre 1750-1768, fol. 93 vraisemblablement rédigé après l'envoi du premier mémoire, on lit en post-scriptum « Pour vous satisfaire, nous écrivons une lettre à M. Dupleix »), s'est beaucoup récrié sur ce qu'on ne l'avait pas consulté avant de former l'entreprise. Vous me dispenserez, Messieurs, de vous rapporter ici les termes dont s'est servi ce gouverneur qui vous doit toute son autorité. Je me contenterai de vous faire remarquer qu'on aurait bien voulu ici avoir tout l'honneur ou les profits de l'entreprise dont vous m'avez chargé. » Plus loin, après avoir rapporté ses tentatives auprès de Friel, il se plaint que celui-ci lui ait répondu « par des discours peu dignes d'un Français et auxquels il à peine à donner l'épithète convenable » ; il ajoute « le Conseil est convenu que sa réponse était plus que suffisante pour faire chasser du Conseil tout autre que le neveu de M. Dupleix. »

———

L'effet de ce mécontentement fut que Friel, qui était devenu membre du Conseil supérieur, refusa de communiquer à Poivre les renseignements qu'il possédait et de lui remettre la *chappe* qu'il avait reçue de Võ Vương; ou plus exactement, il lui en demanda une somme si considérable que Poivre dut renoncer à l'acquérir [394]. Mais Dupleix ne voulut pas contrevenir aux ordres de ses chefs et mit un navire disposition du voyageur ; il lui fit tenir en même temps des instructions signées des membres du conseil de Pondichéry par lesquelles il lui était conseillé de ne point parler tout d'abord de ses projets et de faire en sorte que la cour ne fût pas effrayée de son arrivée sur un navire armé de trente canons ; lorsqu'il aurait persuadé les Cochinchinois de ses intentions pacifiques, il pourrait prier le roi de lui permettre de laisser du monde pour attendre un second

[391] Plusieurs documents prouvent que l'on étudia dans les bureaux de la Compagnie les propositions de Poivre avec le plus grand soin et que, l'expédition arrêtée en principe, on s'efforça de prévoir les éventualités qui pourraient se présenter. Voir dans H. CORDIER, *loc. cit*., les pièces VIII, IX, X, XI, p. 359 à 398, correspondant aux pièces des folios 73(et 97),45(57-131),153 et 148 du registre,de la *Correspond générale*.

[392] Le premier seul de ces objets doit nous arrêter ici: il faut cependant noter que le second était du plus haut intérêt ; il s'agissait d'acclimater à l'Ile de France les épices dont les trafiquants de l'Océan Indien .et des mers de Chine tiraient d'importants bénéfices, et, pour atteindre .ce but, il fallait se procurer des plants et des graines dont les Hollandais avaient, sous les peines les plus sévères, interdit l'exportation.

[393] *Corr. gén*, 1748-1750, fol. 8; analyse d'une lettre de David du 26 mars 1749.

[394] Le Conseil accorda à Friel 3 000 pagodes pour l'abandon de sa chappe (lettre déjà citée de Poivre); il en avait demandé 5000. *Pagoda* ou *pardao* était une monnaie en usage dans l'Inde du Sud; il y en avait d'or et d'argent; v. *Hobson-Jobson*, p. 653 et 672. La valeur de cette monnaie a beaucoup varié; au moment où la roupie devint la monnaie principale en Inde (1808), on admit la correspondance: 1 pagoda = 3 roupies ½.

vaisseau et lui demander du terrain pour établir une loge; il devait s'attendre à être traversé par les missionnaires portugais; il serait à souhaiter qu'on pût introduire dans le palais un médecin français qui pourrait supplanter le P. de Loureiro, jésuite portugais [395], l'établissement qu'on se propose de faire, soit à Tourane, soit à l'entrée de Fai-Fo, serait avantageusement isolé et placé sur une île… [396].

Poivre, sur le navire le *Machault* partit de Pondichéry le 10 juillet et arriva à Tourane le 29 août. Le moment était mauvais ; les Chinois et les Portugais avaient déjà enlevé toutes les marchandises disponibles. Poivre se mit en route pour Hué ; il offrit à Võ Vương les présents qu'il avait apportés tapis, miroirs à cadres dorés, lustres et girandoles, sans oublier des portraits du roi de France [397]. Le Seigneur le reçut avec faveur; il voulut voir les marchandises que la Compagnie avait à vendre. « On les lui envoya toutes. Il en acheta quelques-unes; mais quand il fut question de retourner les autres, elles avaient passé par tant de mains qu'il ne s'en trouva pas la moitié. On se plaignit au roi qui ordonna aux mandarins de les restituer, ce qu'ils ne firent assurément pas. Le roi même, par une mauvaise foi qui n'a point d'exemple, refusa sous différents prétextes de payer celles qu'il avait achetées. Ainsi presque tout fut perdu.(22) »

---

(22) Le registre C'2 (*Arch. nat*.) de la *Correspondance générale* de la Cochinchine (1748-1750) contient deux documents d'où sont extraits les renseignements qui suivent ce sont, fol. 43 *Journal d'un Voyage à la Cochinchine* depuis le 29 août 1749, date de notre arrivée, jusqu'au 11 février 1750, et, fol. 161 *Description de la Cochinchine,. Voyage du vaisseau de la Compagnie le Machault à la Cochinchine, en 1749 et 1750*. Le premier est le copieux journal de l'expédition rédigé par Poivre ; le second a plutôt l'aspect d'un rapport officiel et fournit des considérations d'ordre général. Le même registre contient, fol. 230 et 234, quelques pièces comptables et fol. 25 le journal du second de Poivre, LAURENS (lettre d'envoi, fol. 23). Une copie de ce journal avait été remise à M. d'Estaing ; cette pièce, dit-il, « contenait le détail des vexations et des avanies essuyées en Cochinchine » sur le point d'être pris par les Anglais, d'Estaing jeta ses papiers à la mer ; « leur perte est médiocre », ajoute-t-il (Lettre datée de Paris, 23 février 1673, *Corr. gén*.,1750-1778, C'3, fol. 134). Ce dernier registre contient d'autres pièces relatives au voyage, pour la plupart états de comptes, inventaires, lettres de Poivre. Les deux premiers documents, la *Description de la Cochinchine et le Journal de Poivre* ont été publiés, dans cet ordre, par H. CORDIER (*Rev. Ext. Or*., p. 81-121 et 364-510). Le passage cité est extrait des p. 86 et 87. Bien que la *Description de la Cochinchine* parle de Poivre à la troisième personne, ce qui permet de penser qu'il n'en est pas le rédacteur, il est peu douteux que ce rapport reproduise ses idées et ses opinions elles s'accordent trop bien avec celles qu'il émet dans son propre journal.

Cependant Poivre ne se découragea pas. Il essaya de vendre au Seigneur l'argent qu'il avait apporté, mais il ne put réussir malgré les instances les plus pressantes; il obtint cependant que les piastres qu'il avait fussent marquées « au coin du roi et eussent cours dans le royaume; mais, par suite des intrigues des mandarins e tous faux monnayeurs l'argent tomba dans un décri extraordinaire. Il ne fut plus question de s'en défaire [398].

Mais la nouveauté et la variété des marchandises composant la cargaison parurent à Poivre et à son second Laurens une ressource dont il pouvait être tiré parti. « Les unes pouvaient flatter le luxe des grands par leur richesse et les autres paraissaient proportionnées aux facultés bornées du petit peuple par leur médiocre valeur. Toutes ces marchandises furent admirées, mais personne n'en acheta. A peine la compagnie put-elle en vendre trois cents quans [399]. Le roi et les mandarins volèrent les plus belles ou les achetèrent et ne les payèrent point. »

---

[395] Voir la fin de ce paragraphe.

[396] *Correspondance générale* ,1748-1750, fol. 13. Ces instructions, datées du 5 juillet sont signées de Dupleix et des membres du Conseil supérieur, dont Friel.

[397] Ibid.; registre 1750-1788, fol. 11,

[398] Voir l'édit rendant la piastre monnaie courante in Rev. Exi. Or., III, p. 428. La « piastre effective » est évaluée par Poivre à 5 liv., 2 sols, 5 den. (ibid., p. 486).

[399] Le *quan*, divisé en 10 *maces* (*Hobson-Jobson*, p. 530) de 60 *coshes* (ibi'd., p. 167) ou *sapèques*, valait alors, d'après Poivre, de 4 liv. 5 sols (*Rev. Ext. Or*., II, p. 333) à 4 liv. 10 sols (*ibid*., III, p. 390).

Pendant qu'il faisait ces essais infructueux, Poivre tentait de former une cargaison de marchandises d'exportation. Il était d'ailleurs, remarque-t-il, en fort mauvaise situation pour se livrer à cette opération. N'ayant pu échanger son argent pour de la monnaie du pays, ni convertir en espèces les marchandises qu'il avait apportées, il manquait des fonds nécessaires pour faire des achats et, ainsi, fut « obligé d'abandonner une entreprise détruite. par des circonstances et des contrariétés que toute la prévoyance humaine ne saurait empêcher » Il essaya cependant de se procurer des produits du pays, mais, comme on l'a vu, il était arrivé à une époque trop tardive les marchandises qui restaient étaient de rebut; et l'on éprouva les plus grandes difficultés à trouver quelques pièces de soieries des dernières qualités et 300 ou 400 piculs de sucre des secondes sortes qui furent payées plus cher que ne valent les premières dans la saison [400].

D'ailleurs, même en temps ordinaire, les transactions sont rendues très difficiles par le fait que le commerce de certaines marchandises de prix comme l'or [401], le bois d'aigle, l'ivoire et la soie n'est pas libre. « Pour en obtenir, il faut avoir des intrigues et des correspondances secrètes, briguer la bienveillance des mandarins et des chefs qu'il faut soudoyer, sans quoi on est exposé au pillage ou a des contrariétés ruineuses. »

Et le rapport note très justement que la constitution même de l'État, le mauvais gouvernement, l'ignorance et l'avarice du prince constituent les plus sûrs obstacles au développement du commerce. Le prince, pour accumuler des richesses, se sert de moyens avantageux en apparence, mais ruineux pour le peuple; on le voit du reste s'emparer de vive force de ce que ses sujets peuvent avoir de rare et de précieux. Les grands l'imitent. Il résulte de là que le peuple fait en sorte de paraître plus pauvre encore qu'il ne l'est, vint dans une grande obscurité, enterre son argent et ce qu'il a de meilleur pour éviter la persécution.

Il semble que le voyageur philosophe touchait là à l'une des causes principales qui ont fait échouer toutes les tentatives commerciales des Européens en pays annamite le peuple n'avait aucune part aux affaires et, sans le peuple, il n'était pas possible de former des relations solides et durables.

Dans de telles conditions, il n'est pas surprenant que « la Compagnie ait trouvé des difficultés insurmontables à l'établissement et au commerce qu'elle se proposait de faire Pour espérer quelque succès, il faudrait des « privilèges et des immunités qui lui rendent le commerce libre et facile, qui la mettent à l'abri des vexations des grands, qui la distinguent des Chinois et des Portugais, et qui lui assurent des retours certains et avantageux. C'est ce qui n'est pas possible d'espérer à la Cochinchine. Tout y paraît contraire le mauvais gouvernement, les lois, la barbarie et le génie de la nation. D'ailleurs les objets de commerce annoncés à la Compagnie, quoique réels et effectifs, ne sont pas également abondants. L'or, qui est essentiel, y est très rare ou plutôt on n'y en trouve plus. Je crois même qu'il serait difficile, si on excepte le sucre et le poivre, de faire une cargaison assortie des autres marchandises. Ce n'est pas que le pays ne puisse en produire beaucoup plus, mais il faudrait substituer à l'ignorance et à la grossièreté des Cochinchinois les talents et l'intelligence qui leur manquent pour en tirer un meilleur parti. »

Cependant, au cas où l'on persisterait dans l'intention de prendre pied dans le pays malgré ces conditions peu favorables, il faudrait tenir compte de quelques précautions essentielles. « Une compagnie qui voudra s'établir à la Cochinchine et prendre des arrangements solides pour y faire un commerce avantageux, doit s'y annoncer avec les moyens capables de s'y faire craindre et respecter. Elle les trouvera dans la situation du pays en général et surtout de la baie de Tourane où il est aisé de se fortifier. Le moindre fortin donnerait la loi, en coupant la communication d'une province à l'autre et on ne trouverait qu'une faible résistance dans les habitants, timides et moins aguerris que les Malais. Cette entreprise demande une connaissance exacte du pays. »

---

[400] Comparer l'état de chargement du *Machault*,au départ de Tourane, Corr. gén., C'3 (*Arch. nat.*) fol.88.

[401] On ne peut s'empêcher de rapprocher cette constatation des affirmations produites par Poivre dans son mémoire de 1744 : Il est permis à tout le monde, même aux étrangers, de travailler et de faire travailler à ces mines (d'or)… cet or, ramassé en poudre ou en petits morceaux, se réduit en pains et se porte au marché où il se vend comme tout autre sorte de marchandise. » *Rev. Ext. Or*., II, p. 328, 329.

Le *Machault* quitta la Cochinchine le 26 février 1750 ; de l'Ile de France, Poivre écrivit à la Compagnie pour lui rendre compte de sa mission. Il lui communiquait « la traduction » d'une lettre du roi de la Cochinchine au roi de Fiance qui, à l'examen, ne paraît pas offrir de très solides garanties d'authenticité (23); sans affirmer qu'elle soit forgée, il est permis de s'étonner de certaines expressions qu'il serait difficile d'imputer dans leur ensemble à la seule inexpérience du traducteur.

———

(23) Poivre, dans son journal, avant de reproduire le texte de la lettre (*loc, cit*., p. 496), indique qu'il a reçu copie de la traduction de Mgr de Noélène qui la tenait lui-même du missionnaire chargé de la transporter de l'annamite en français; l'évêque, dit-il, « m'assure que la traduction conserve scrupuleusement le sens de l'original Malgré cette affirmation de Poivre, on ne peut que concevoir des doutes quand on lit « L'illustre royaume de France n'a pas été rebuté d'un voyage long et difficile, des flots et des vents et a envoyé un homme intelligent et habile pour porter un paquet de lettres avec des présents et par là faire connaître tout ce qu'il y a dans son cœur et « nous conjurons et nous demandons que ce royaume-ci avec le royaume de France soient en joie et soient dorénavant comme un », etc. Il faudrait trouver la traduction du missionnaire aux archives des Missions-Étrangères pour lever tout soupçon de forgerie et encore pourrait-on penser, en l'absence de l'original, qu'elle n'est peut-être pas fidèle. M. Septans qui, pour son récit de la mission de Poivre, a consulté des documents de première main, n'a publié qu'une faible partie de cette lettre (*op. cit*., p. 59) hésitant sans doute à reproduire des expressions qui évoquent invinciblement le soupçon. M. Castonnet des Fosses la donne entièrement (loc. cit., p. 102); cet auteur fournit à la page suivante de son mémoire la mesure de son sens critique lorsqu'il écrit a Pour Poivre, l'avenir de la France résidait en grande partie en Indo-Chine.

———

Poivre, tout en usant de quelques réticences et de certaines habiletés, ne fit pas de grandes difficultés, il faut le dire, pour reconnaître son « défaut de réussite »[402] ; et dans la relation du voyage du *Machault*, on peut lire la Compagnie paraît avoir abandonné l'entreprise projetée puisqu'elle n'a laissé dans le pays personne pour « l'instruire des circonstances contraires ou favorables au parti qu'elle aurait jugé à propos de prendre. Elle aurait pu établir une correspondance par le moyen des sommes chinoises qui retournent de Cochinchine en Chine. En y laissant un homme intelligent qui se serait appliqué à approfondir les objets de commerce, acquérir des connaissances locales en parcourant l'intérieur du pays, et surtout à apprendre la langue, elle aurait été en état de juger sainement et de ne rien donner au hasard. *Cependant je suis porté à croire qu'elle a bien agi, puisqu'elle n'a pas jugé à propos de le faire*. »

Ainsi les agents mêmes choisis pour mener l'entreprise jugeaient qu'on avait eu raison de ne lui donner aucune suite. Telles n'étaient cependant pas les dispositions de la Compagnie avant d'avoir été exactement renseignée ; elle était décidée à poursuivre l'exécution du projet conçu. On en trouve la preuve dans les arrangements qu'elle faisait en 1748 pour diriger vers la Cochinchine une nouvelle expédition aussitôt après celle de Poivre. Elle prévoyait que dans les deux cas, « soit de l'établissement projeté à Fai-Fo, soit seulement de l'obtention de la permission d'y négocier chaque année sans avoir pu ou voulu faire d'établissement, il serait envoyé un second vaisseau à la Cochinchine On laisserait à Poivre le soin de décider s'il fallait expédier une simple frégate ou un vaisseau d'Europe et, en attendant, on mettrait à la disposition de David un des navires destinés à la Chine qu'on lui adresserait de bonne heure pour servir en cas de besoin; ce navire porterait « un supplément de quelques articles de présents demandés par Le Poivre (sic) pour le roi de Cochinchine et pour les mandarins [403]. Ces dispositions furent abandonnées lorsque fut connu le

[402] L'expression « défaut de réussite » se trouve dans le résumé d'une lettre de POIVRE, *in Corr. gén.*, 1750-1778, C'3 (*Arch. nat.*), fol. 45; il y est dit aussi que, pour tirer avantage de ce voyage, Poivre a recueilli des plants utiles à 1 Ile de France, du gibier de différentes espèces, des graines de vers à soie, des moulins pour la préparation du riz… C'était évidemment là de précieuses fiches de consolation.

[403] *Corr. gén.*, 1750-1778, C'3 (*Arch. nat.*), fol. 42.

résultat du voyage du *Machault*. Poivre remplit les autres devoirs de sa mission [404] sans qu'il fût question pour lui d'un retour en Cochinchine.

Mais si les directeurs renonçaient à faire une autre tentative, Dupleix, de son côté, restait fidèle aux desseins qu'il s'apprêtait à réaliser au moment de l'arrivée de Poivre à Pondichéry. On se souvient qu'au courant du mois d'août 1750, c'est-à-dire six mois environ après le départ du *Machault* — Võ Vương chassa tous les missionnaires qui se trouvaient en Cochinchine à l'exception du P. Kôffler, son médecin (24).

———

(24) Voir ci-dessus, p. 139. Dans une lettre adressée de Canton, le 31 décembre à Messieurs du Comité secret (*Corr. gén.*, même registre, fol. 4), POIVRE fait allusion à cet événement : « Après la tentative de commerce que je viens de faire l'année dernière par vos ordres à la Cochinchine, je ne puis me dispenser, Messieurs, de vous faire part de la révolution surprenante qui y est arrivée cette année. Le roi a chassé Français, Allemands, Portugais, Espagnols et Italiens, tous ont été compris dans la même disgrâce à l'exception d'un jésuite allemand resté à la Cour à titre de médecin. » Poivre indique que les causes de cette décision sont les intrigues d'un mandarin, note que le chúa n'ignorait pas que la discorde régnait entre « prédicateurs d'une même religion » et ajoute que plusieurs missionnaires se mêlaient trop d'affaires temporelles. Il est curieux de noter que Mgr Joachim [*Joachim Enjobert de Martillat (L.) ou Martillat (R.), né en 1706, du diocèse de Clermont; bachelier en Sorbonne ; embarqué le 3 octobre 1727 en 1731 au Sseu-tch'ouan: en 1739, évêque d'Ecrinée, vicaire apostolique; en 1752, procureur à Rome mort en 1755*], vicaire apostolique du Yun-Nan, par une lettre à la Compagnie datée du 13 septembre 1751, accusa Poivre d'avoir provoqué la mesure d'expulsion; il aurait excité la colère du Seigneur en enlevant un jeune Cochinchinois (*Corr. gén.*, fol. 67). La même accusation se trouve dans une lettre encore inédite d'un missionnaire des Missions-Étrangères, M. BOURGINE, datée du 17 novembre « J'entendis dire que l'officier, M. Doc, revenu récemment de la Cour, débitait dans la province de Qui-Nhơn où j'étais alors, que le vaisseau français était parti (c'était un vaisseau que la Compagnie des Indes avait envoyé cette année dans le royaume pour y ouvrir le commerce) et qu'en partant il avait furtivement enlevé un Cochinchinois qui lui avait servi d'interprète (c'est un crime digne de mort dans ce royaume d'enlever un sujet du Roy), que cet acte avait tellement irrité le Roy que dans le premier moment de sa colère, il avait donné ordre d'arrêter généralement tous les missionnaires. (*Arch. nat*., carton M. 214. Relation de ce qui est arrivé dans le Fou-yên, province du Royaume de Cochinchine, touchant la persécution en 1730.) Poivre, dans son Journal (*loc. cit*., p. 509 et suiv.), reconnaît avoir enfermé dans son navire, à la veille d'appareiller, l'interprète Miguel « pour le punir de toutes ses friponneries. » Mais le fait de l'enlèvement serait-il certain qu'on ne peut en conclure qu'il ait causé la mesure de rigueur prise à l'égard des missionnaires; en effet Poivre partit le 41 février et l'expulsion eut lieu dans la nuit du 26 au 27 août (Voyages et Travaux, p. 321); l'intervalle parait considérable.

———

Parmi les membres des Missions-Etrangères ainsi expulsés se trouvait M. Edmond Bennetat, coadjuteur du vicaire apostolique Armand Lefebvre, évêque de Noélène. De Macao, M. Bennetat partit pour Pondichéry où Dupleix « désirait le voir et s'entretenir avec lui. » Bennetat plut au gouverneur qui « le pria de lui servir de négociateur afin d'établir des relations solides entre Pondichéry et la Cochinchine, de fonder des factoreries et d'acquérir quelque coin de terre sur la côte. » Bien qu'il fût proscrit, le missionnaire accepta de se rendre auprès du chúa; il partit sur un navire frété uniquement pour lui et chargé de présents destinés à Võ Vương. Celui-ci, averti de son retour, et mis au courant de l'affaire qu'il avait à traiter, ainsi que de la liste des cadeaux qu'envoyait le gouverneur général de l'Inde, lui donna audience; « il l'accueillit en souriant, lui parla de son exil comme promenade d'agrément, et lui permit de rester dans le pays et de reprendre l'église et le presbytère de la paroisse de Tho-duc, voisine de Hué, qui avaient été confisqués

[404] Il s'agissait, comme on le sait, de réunir dès plants d'épices à acclimater à l'Ile de France; après son voyage en Cochinchine, Poivre se rendit à Java (14 juillet 1750), à Macao (8 août 1750), à Manille, à Canton. David lui avait demandé quelques renseignements sur cette dernière place, car il avait l'intention d'établir avec elle un commerce d'Inde en Inde.

pendant la persécution. Cette réception faisait espérer que les négociations ne seraient pas sans aboutir à quelque résultat [405].

Mais, au bout de peu de temps, sur les plaintes d'un mandarin, M. Bennetat fut arrêté, conduit en prison, puis embarqué pour Macao (1752). C'était un nouvel échec.

Dupleix n'en fut pas lassé ,et, malgré la grave partie qui à ce moment se jouait dans l'Inde [406], chargea l'un de ses subordonnés, M. de Rabec, d'aller en Cochinchine [407]; il est difficile de préciser le temps que cet agent y demeura ; peut-être la disgrâce de Dupleix causa-t-elle son départ, peut-être y prolongea-t-il plus longtemps son séjour. Un document inédit ([408] fait seulement savoir qu'il retourna à Pondichéry « en abandonnant l'établissement commencé » et que la guerre de Sept ans (1756) et « la fâcheuse position où s'est trouvée la Compagnie ont suspendu le projet ». Des avantages assez sérieux avaient été cependant obtenus droit d'acquérir, de construire des maisons et des magasins, liberté de faire le commerce à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

A la même époque, un mémoire était présenté à M. de Silhouette, garde des sceaux (24 février 1753), dont l'objet était de décider la Compagnie des Indes à ouvrir le commerce non plus en Cochinchine, mais au Tonkin. L'auteur du mémoire était un ancien missionnaire, Charles-Thomas de Saint-Phalle; il avait travaillé douze ans dans les missions et passé huit années au Tonkin dont il avait promptement su la langue [409]. « Ce royaume, disait-il, est un des plus puissants des Indes…, sa ville royale m'a paru être égale en grandeur à Paris et contenir autant d'habitants. J'y ai été plusieurs fois; elle est située sur un fleuve nommé le Grand Fleuve; le nombre des bateaux en rend l'abord difficile, il surpasse nos pensées. » Saint-Phalle continuait sur le même ton, parlant d'une population considérable, de bourgs et de villes sans nombre contenant de trente à cent mille habitants, d'une infinité de canaux, de rivières et de fleuves aussi grands que les plus fameux d'Europe et d'Asie. Quant au commerce, il pouvait être très avantageux, disait-il, et, en second lieu, il était très aisé à tenter. Saint-Phalle trouvait, pour démontrer ces deux propositions, des arguments plus nombreux que .solides; il n'y a pas apparence d'ailleurs qu'ils aient entraîné les directeurs de la Compagnie à rien tenter [410].

Un autre projet fut adressé deux -ans après (15 mai 1755), à M. de Machault, contrôleur général des finances, par Protais Leroux, négociant et subrécargue français fixé depuis huit ou neuf ans

---

[405] Launay, *Histoire*, I, p. 569-574; on y trouve quelques détails sur toute cette affaire et notamment les raisons présumées du revirement de Võ Vương.

[406] Dupleix qui, selon le mot de Macaulay, était devenu, pendant les années qui suivirent la paix d'Aix-la-Chapelle (1748), « le plus grand potentat de l'Inde », soutenait alors une lutte sans merci contre Robert Clive. C'était le moment où, après quelques échecs subis, « il intriguait, comme le dit encore Macaulay, recourait à la corruption, aux promesses, prodiguait sa fortune personnelle, a.busait de son crédit, se procurait de nouvelles lettres patentes à Delhi, créait partout des ennemis nouveaux au gouvernement de Madras et savait trouver des instruments même parmi les alliés de la Compagnie anglaise. Il faut admirer qu'au milieu de tels soucis, il pensât encore à la Cochinchine. Comme on le sait, les efforts d'une aussi indomptable énergie furent dépensés en pure perte. Godeheu, envoyé par les directeurs de la Compagnie en 1754, le désavoua et le fit embarquer pour la France le août de la même année.

[407] De Rabec fut directeur de la Compagnie en 1770 ; voir H. CORDIER, *la France en Chine*, p. 6. Il fut désigné par le ministre de Mariné en 1787 pour examiner les propositions de l'évêque D'ADRAN (*Arch. nat*., Colonies, B. 195, fol. 38).

[408] Réflexions politiques et secrètes sur les royaumes de Cochin. et de Cambodge (*Corr. gén.*,C'3, fol. 141).

[409] L'abbé Richard a utilisé les MÉMOIRES DE SAINT-PHALLE dans son *Histoire naturelle, civile et politique du Tonquin*, 2 vol. in 12, Paris 1778, St-Phalle, né vers 1700,du diocèse de Sens;parti en 1727 missionnaire au Tonkin occidental ; quitte la mission et la Société des Missions-Étrangères en 1736 (L.), en 1739 (R.).

[410] *Corr. gén., ibid*., fol. 72. Un document sans signature du même registre (fol. 119) discute un projet de voyage au Tonkin sans nom d'auteur. Il y est dit que contrairement aux affirmations du projet, le Tonkin ne produit pas de thé en quantité notable, qu'on en importe du Yun-Nan qui n'est pas bon ; quant à la soie, elle n'y est pas abondante. Et à une phrase du mémoire d'après laquelle les Anglais, les Hollandais et les Portugais auraient des comptoirs au Tonkin, le critique répond qu'il n'est pas venu de vaisseaux européens depuis trente ans.

dans les Indes. Son but était d'exposer les avantages que 'on pourrait tirer d'un établissement à Poulo Condore « située à du détroit de Malac ». L'île, d'après Protais-Leroux, comptait 1 500 habitants; autrefois, elle était à peu près déserte, se nombreux Cochinchinois, chassés de leur patrie par la tyrannie, étaient venus s'y établir et l'avaient rendue fertile et agréable; ces Cochinchinois étaient d'un naturel « doux, paisible, traitable, industrieux, laborieux »; en les traitant avec douceur, « on aura d'eux tous les secours que l'on voudra et par ce moyen l'on pourra faire un commerce considérable dans tous les parages des mers de Chine, ce qui serait profitable pour la Compagnie de France et ruineux pour celles d'Angleterre et Hollande » Protais-Leroux faisait valoir aussi des raisons stratégiques. L'ile offrirait un abri aux vaisseaux d'Europe qui vont en Chine ; « on peut hiverner caréner, raccommoder solidement toutes sortes de vaisseaux dans le port du Nord, avec des bois de construction que l'on aura en cas de besoin. Le port du Sud pourra être aussi d'une grande utilité. » Ayant considéré pendant plus de quatre année de suite l'utilité de l'île, Protais-Leroux suppliait M. de Machault de faire faire l'établissement le plus promptement possible ; si l'on ne s'y installait dans l'intention d'y commercer, du moins serait-il bon de le faire pour y créer un entrepôt et un lieu de relâches. Si les Français avaient eu cet établissement lors de la dernière guerre, la Compagnie n'aurait pas perdu ses vaisseaux de Chine et de Manille, le commerce des Hollandais et des Anglais serait réduits à son dernier période et celui de la Compagnie serait des plus florissants en Europe et aux Indes. Si la guerre se déclarait de nouveau, cet établissement serait très avantageux pour l'État. Il suffirait pour le créer d'un vaisseau avec cent soldats européens et d'une somme de cinquante à soixante mille roupies. Et Protais Leroux invoquait l'opinion du marquis de Dupleix, alors présent à Paris, sans se douter que l'ancien gouverneur n'était plus en position de jouer un rôle dans les conseils de la Compagnie des Indes.

Et d'ailleurs ces propositions n'arrivaient pas à un heureux moment; peut-être, en de plus favorables circonstances, essentielles été accueillies avec intérêt, mais la situation de la Compagnie des Indes ne permettait pas aux directeurs de songer à de telles entreprises. La Compagnie cessa d'exister, comme on le sait, en depuis la victoire de Clive à Plassey (1757), la Compagnie anglaise était devenue prépondérante dans la péninsule et l'ancienne association londonienne de marchands s'était changée en une puissance conquérante et militaire devant laquelle la Compagnie française, de plus en plus effacée, finit par disparaître.

Mais à cette époque justement, le pouvoir central, Choiseul étant ministre, vint à s'émouvoir. Dans le désir de compenser les pertes subies, on étudia les dossiers, et l'on crut voir dans les tentatives que des particuliers et la Compagnie des Indes avaient faites pour établir la France en Cochinchine des preuves de l'utilité qu'un tel établissement pourrait présenter pour la nation [411]. Et les conquêtes des Anglais, les revenus qu'ils venaient d'acquérir aux Indes, tous ces avantages qu'ils avaient obtenus sur la France « excitèrent toute l'attention et la vigilance de notre ministère. L'importance de la matière donna lieu à un comité dans lequel on agita la question de savoir s'il y aurait des moyens de procurer à la France des établissements dans quelque partie de l'Asie qui pussent balancer dans quelque proportion ces avantages

Le ministre, duc de Praslin, interrogea M. de Rothe que nous avons vu à l'œuvre une vingtaine d'années plus tôt; Rothe désigna Poivre comme l'homme le plus compétent dans la question sur l'avis du voyageur philosophe, la décision d'agir fut prise, l'exécution d'un projet fut arrêtée [412].

---

[411] Tels sont, à peu de chose près, les termes d'un rapport inédit qui sous le titre déjà cité de *Réflexions politiques et secrètes*… résume le contenu de projets précédents sur un établissement eu Cochinchine. Ce qui suit est emprunté au même document.

[412] A ce moment Poivre était à l'Ile de France, où le duc de Praslin l'avait envoyé en qualité d'intendant. Le duc lui écrivit confidentiellement le 29 février 1768 pour lui demander son opinion; il est intéressant de noter que le duc envisageait la .possibilité d'user de la force pour s'établir en Cochinchine,. Poivre répondit nettement, se rappelant sans doute son « défaut de réussite » La voie de la persuasion et celle de la négociation n'opéreront rien d'utile; quant à montrer des forces navales dans le pays, il faudrait les montrer telles que l'on fût assuré du succès il faut être en état d'agir en les montrant. Il faut surprendre le palais et le prince pour avoir son trésor ou ne montrer aucunes forces. Cette opinion sur l'emploi de la manière forte est une preuve de plus de la perspicacité de Poivre.

Mais le chancelier Maupeou et les ennemis de Choiseul, à ce moment, réussirent à provoquer la disgrâce et la chute du ministre; l'entreprise fut suspendue.

Elle ne devait cependant pas être oubliée. Louis XVI, à son avènement (10 mai 1774), appela aux Affaires étrangères M. de Vergennes qui, ambassadeur à Constantinople sous le ministère de Choiseul, avait été le collaborateur du ministre dans son oeuvre du maintien de l'équilibre en Orient. Il continua, d'accord avec le ministre de la Marine, de Sartine, la politique de Choiseul affranchir la France de la suprématie anglaise établie depuis 1740 par les guerre§ maritimes et coloniales. Ce souci apparaît très nettement dans là rédaction des *Réflexions politiques et secrètes* où l'on voit d'abord rappelés les efforts esquissés depuis 1747 aussi bien que les progrès menaçants des Anglais de la mer Rouge à l'Insulinde, et où l'on peut lire en conclusion : « Il semble qu'il ne reste plus que la Cochinchine qui ait échappe jusqu'ici à la vigilance des Anglais mais peut-on se flatter qu'ils tarderont à y porter leurs vues ? S'ils s'y décident avant nous, nous en serons exclus pour jamais ; nous aurons perdu un point d'appui important dans cette partie de l'Asie, qui nous rendrait les maîtres d'intercepter aux Anglais, en temps de guerre, leur commerce civec la Chine, en protégeant le nôtre par toute l'Inde et les tiendrait dans une continuelle inquiétude.

MM. de Sartine reçut « un projet d'armement pour une nouvelle branche de commerce en Cochinchine »; il fut arrêté que l'expédition serait faite sous le nom d'un armateur, en réalité agent du ministère, mais qui garderait les apparences d'agir à son compte. L'armateur choisi devait être de Rothe, auteur du projet qui fut accepté à Versailles le 21 septembre 1775 [413].

MM. de Sartine et de Vergennes, dit le document, ayant désiré, pour des raisons de politique et d'économie, que M. de Rothe exécutât lui-même le projet à ses risques, sauf encouragements et secours dont il plairait au roi de favoriser l'entreprise, M. de Rothe s'engage à prendre à sa charge personnelle l'armement sous les conditions suivantes : 1° le roi fera délivrer la flûte la Nourrice munie de quatorze canons, armes, munitions, etc., pour une campagne de vingt mois avec soixante hommes d'équipage ; 2° les réparations seront aux frais du roi ; le commandant en chef et un intendant seront dans le secret de l'expédition ; 3° M. de la Carrière, capitaine de brûlot à l'Ile de France [414], qui a été deux fois en Cochinchine, s'embarquera sur la *Nourrice*, se transportera de Fai-Fo à Hué pour obtenir du roi au moyen de présents le droit de vendre et d'acheter librement et, en outre, le renouvellement de l'ancien traité ; le sieur Moreau, pilote, qui a fréquenté la Cochinchine, suivra l'expédition comme second de la Carrière ; 4° au retour du bâtiment à l'Ile de France, on gardera le secret sur l'expédition; s'il y a lieu, de la Carrière (ou, à son défaut, Moreau) apportera au ministre un mémoire au sujet des opérations faites ; 5° les présents pour le roi de la Cochinchine seront achetés au compte du roi de France ; ils seront donnés au nom de l'armateur pour éviter de laisser soupçonner aux Anglais les vues du gouvernement; 6° M. de Rothe prendra à sa charge les dépenses : 7° il ne sera redevable d'aucune indemnité en cas de perte du bâtiment.

Ce projet avait déjà été soumis au duc de Praslin, mais il n'avait pas été exécuté ; il semble que l'on ait été en 1775 sur le point d'agir, car, dès le 23 septembre, ordre fut donné au commissaire général ordonnateur de la marine à Lorient de mettre à la disposition de M. Foucaud, représentant de M. de Rothe, la flûte du roi la *Nourrice* radoubée, gréée, etc., [415].

Mais on ne sait quelles influences contraires s'exercèrent; des objections furent élevées qui décidèrent le ministre à refuser de mettre au compte du roi les frais de l'expédition. Il est

---

[413] *Corr. gén., ibid*, fol.144; il n'est question de cet important projet ni dans le livre de Septans ni dans le mémoire de Castonnet-Desfosses.

[414] Le grade de capitaine de brûlot correspondait à celui de capitaine d'infanterie; il fut supprimé à la Révolution. Il y avait en 1780 vingt-six capitaines de brûlot dans la marine française (JAL, *Glossaire nautique*). Cet officier, Le Floch de la Carrière, est l'auteur de la carte de la baie de Tourane que d'Après de Mannevillette reproduit dans son atlas du *Neptune Oriental*.

[415] Cet ordre se trouve en double dans le recueil de la *Correspondance générale*, fol. 146 et 157. Une autre pièce, sous le titre *Observations* (fol. 149), reproduit les conditions essentielles du projet de Rothe et spécifie qu'après le voyage en Cochinchine, de la Carrière devra revenir tout de suite en France pour en rendre compte au ministre.

intéressant de signaler les raisons que firent valoir les adversaires du projet; certaines d'entre elles ne manquent pas de force, d'autres ne semblent que des prétextes toutes renseignent sur l'état d'esprit qui régnait à la Cour.

On avait appris la mort de Võ Vương (survenue en 1765) et l'on craignait que le nouveau prince (Duê Tôn ou Huê Vuong, 1765-1776) ne montrât pas les mêmes dispositions que son père ; on faisait ressortir que toutes les connaissances que l'on possédait sur la Cochinchine se rapportaient à un état de choses, ancien, que ce pays était sujet à de fréquentes révolutions, que l'on ne pouvait tabler sur d'autres avantages que sur ceux qui résultaient de sa position physique.

On venait de recevoir une lettre de M. de Rothe demandant un autre vaisseau, la *Normande* au lieu de la *Nourrice*, avec troupes et effets et l'on en tirait argument pour prouver que si le bâtiment était chargé d'effets et de troupes, il n'y aurait pas de place pour faire, au voyage d'aller, une cargaison avantageuse.

D'ailleurs, si l'on supposait résolues les difficultés de toute nature et formé l'établissement projeté, combien en coûterait-il pou r soutenir cet établissement ? On n'a pas de quoi subvenir aux dépenses de l'Ile de France et des Indes, ni pour s'établir solidement à Madagascar « qui est à nos portes » et l'on songerait à aller en Cochinchine Que penseraient les Anglais d'un tel établissement? Les Espagnols en seraient mécontents et nous devrions renoncer à notre commerce direct avec les Philippines.

Les armements pour le compte du roi sont très coûteux et il serait imprudent de tenter une expédition dont la réussite n'est pas certaine. Donner un vaisseau du roi, c'était « le hasarder dans des mers peu connues », « alarmer le commerce inutilement ».

Bref, le refus du ministre d'engager ces dépenses était tout à fait fondé ; mais les propositions de l'armateur méritaient d'être retenues. M. de Rothe devrait faire l'expédition à ses frais; il serait d'ailleurs possible de récompenser son zèle par l'avance des mille livres destinées à l'achat des présents et par une gratification au retour, si l'affaire tournait bien. Et, dans une proposition qui ne paraît pas en parfait accord avec les idées précédemment émises, le rédacteur de la critique disait quelles que soient les suites de l'entreprise, ce sera un « acte de bonne administration » que d'acquérir dès connaissances sur un pays intéressant par sa situation physique.

Ainsi de Rothe, qui avait dû à l'origine n'être guère qu'un prête-nom, était destiné, à la suite du revirement du ministère, à devenir la cheville ouvrière de l'entreprise. II ne se laissa pas, apparemment, tenter par la générosité du gouvernement et l'espoir d'une gratification ne suffit pas à le faire agir.

Quant au cabinet de Versailles, il paraît VISIBLE qu'il se détermina surtout, comme en une autre occasion plus importante dont il sera question, pour des raisons d'économie. Le désir de dédommager la France des pertes subies aux Indes, la volonté de supplanter les Anglais dont on représentait l'installation en Indochine comme imminente, ne pesèrent pas assez pour entraîner les ministres dans une expédition que l'on jugeait aventureuse, sur les côtes annamites. D'ailleurs d'autres questions, à ce moment, sollicitaient le ministère; une occasion s'offrait, plus tentante, de lutter contre l'ennemi national, une entreprise plus populaire se préparait et c'était sur un théâtre autrement vaste que la France allait bientôt faire face à l'Angleterre [416].

Cependant l'année même où la décision officielle fut prise d'intervenir aux États-Unis, les Anglais et les Français s'occupèrent de la Cochinchine. La situation de ce pays était fort troublée à cette époque ; Hué, depuis 1775, était tombée entre les mains des Tonkinois; la révolte des Tây-

[416] La déclaration d'indépendance des treize États américains réunis en Congrès date du 4 juillet 1776 ; la même année Franklin, envoyé en France pour solliciter des secours, jouissait de l'admiration des savants et des philosophes; l'hostilité contre l'Angleterre se manifestait parmi la noblesse, l'armée, la marine. Le gouvernement hésitait ; de Vergennes, chansonné, persistait à ne pas déclarer la guerre avant d'être assuré du concours de l'Espagne. La capitulation de Burgoyne à Saratoga, le 17 octobre 1777, emporta les dernières hésitations du cabinet un traité de commerce, d'amitié et d'alliance fut signé avec les EtatsUnis le 6 février 1778. Il ne pouvait plus être question d'aucune entreprise en Cochinchine; et les victoires même de Suffren, en 1782 et 1783, ne contribuèrent pas à donner de l'actualité aux plans d'établissement ou d'intervention formés depuis le début du siècle.

Sơn était maîtresse des provinces situées au Sud de la capitale, et le chúa, accompagné des principaux membres de sa famille, errait fugitif dans les territoires acquis sur le Cambodge au courant du siècle.

Voici dans quelles conditions eut lieu la tentative anglaise [417]. Vers la fin de l'année 1777 ou au commencement de l'année suivante [418], un navire anglais, le *Rumbold*, retournant de Chine en Inde, relâcha dans la baie de Tourane pour contrôler de très favorables renseignements qu'avaient recueillis ses propriétaires sur la Cochinchine. Le P. de Loureiro qui se trouvait encore dans le pays, mais qui souhaitait le quitter à cause des événements politiques, pria le capitaine de lui accorder passage jusqu'au Bengale et de conduire dans la région de Saigon deux mandarins de la famille royale qui voulaient aller rejoindre Nguyễn Ánh. Le capitaine, sachant les services rendus en 1764 par le P. de Loureiro à l'équipage d'un navire anglais, *Admiral Pocock*, que le mauvais temps avait forcé à se réfugier dans la baie de Tourane [419],s'empressa d'accéder à la demande du missionnaire. Mais un fort coup de vent et un courant violent l'empêchèrent de s'arrêter à l'embouchure de la rivière de Saigon; il fut contraint de mener tous ses passagers jusqu'au Bengale.

Le P. de Loureiro et les deux mandarins furent admis en présence du gouverneur Warren Hastings qui les traita avec faveur; au mois d'avril, un petit bâtiment, la *Jenny*, capitaine Hutton, fut affrété pour ramener les mandarins dans leur pays et il fut décidé qu'un navire de la Compagnie serait en même temps envoyé en Cochinchine. Ce navire, *l'Amazon*, capitaine Maclennan, portait à son bord un agent de la Compagnie, Charles Chapman, chargé d'établir des rapports commerciaux avec la Cochinchine et d'obtenir du souverain de ce pays les privilèges et les avantages qu'il voudrait accorder. Les bénéfices que l'on espérait retirer du trafic étaient l'extension de la vente des produits d'Europe et de l'Inde et, en retour, l'importation des produits cochinchinois.

Chapman rapporte que les deux mandarins, par l'intermédiaire du P. de Loureiro, avaient noué des intrigues avec Chevalier, chef de l'établissement français de Chandernagor ; ce fut, dit-il, pour les déjouer, sans parler de la raison d'humanité, que l'on se décida à reconduire les mandarins plus honorablement qu'on n'avait d'abord pensé le faire [420].

L'Amazon partit le 16 avril; la *Jenny* l'avait précédé de quelques jours. Les navires arrivèrent à l'embouchure de la branche occidentale du Mékong le 25 juin ; Chapman apprit alors que toute la région était entre les mains des rebelles Tây-Sơn. Le mandarin qui se trouvait à bord de l' *Amazon*

---

[417] Le récit en a paru, sous la signature de Charles Chapman, dans trois périodiques anglais à ma connaissance, entré 1801 et 1852 ; une traduction a été publiée par Malte-Brun. Le texte utilisé est celui de *The Asiatic Journal and monthly Register*, 1816-17. V. le jugement de Barrow (op. cit., p. 344-346) sur le voyage de Chapman.

[418] La date de l'arrivée du *Rumbold* à Tourane n'apparaît pas d'une manière bien nette dans la relation de Chapman qui dit seulement : iri the month of February two mandarines of Cochin China were brought to Calcutta.

[419] C'est Chapman qui indique cette cause de la relâche du navire : « driven into Turon Bay by stress of weather » ; il n'en est pas question dans le récit que le capitaine Blomfield du Pocock a lui-même fait de son séjour en Cochinchine. Il y arriva au mois de décembre 1764 et y demeura cinq mois; au bout de ce temps, il partit pour Canton, ayant fait une cargaison de sucre dont il se débarrassa avec un bénéfice de 25 à 30 pour 400. Blomfield ne se soucia pas d'acquérir d'autre marchandise, mais il signale qu'il y a du bois de charpente de bonne qualité, des nids d'hirondelles venant des Paracels, du bois d'aigle, des pi1longs (ou pelangs, « a kind of chintz bed cover, sometimes made of beautiful patterns p, d'après *Hobson-Jobson*, p. 708; v. Maybon, *Factorerie*, p. 468, note 1) et des damas considérablement meilleur marché qu'en Chine, que l'or s'y trouve en abondance (on lui en oïirit des lingots de quatre à cinq onces). Le récit de Blomfield est placé en appendice à la suite de la relation de Chapman; je ne l'ai pas vu signalé dans les ouvrages relatifs à l'Indochine.

[420] « One incitement, added to the motive of humanity, for sending the Mandarines home in a more creditable manner than first intended, was to frustate the intrigues Mr Chevalier, the French chief at Chandernagore, had begun to set on foot with them, through Padre Loreiro, who had retired to that settlement". On trouvera des renseignements sur les projets de Chevalier à deux reprises ci-dessous : p. 180 et dans le chap.VI, § 1, lorsqu'il s'agit des démarches de l'évêque d'Adran en France p. 225.

(l'autre, embarqué sur la Jenny, état mort durant le voyage) donna des marques du plus grand effroi et Chapman réfléchit que, s'il devait prendre la décision d'éviter toute localité en possession des rebelles, il n'avait qu'à retourner à Calcutta; mais ne voulant pas quitter la Cochinchine sans être mieux informé sur ce pays qu'il ne l'était avant de mettre à la voile, il résolut de continuer son voyage malgré les craintes de son passager. Il jeta l'ancre dans la baie de Qui-Nhơn pour faire de l'eau et fut reçu par le « frère du roi » [421] qui l'engagea à aller à la Cour ; il se rendit auprès de Nguyễn Van-Nhac et lui dit qu'il était envoyé par le gouvernement anglais du Bengale pour établir des relations commerciales et amicales avec la Cochinchine. Nhac répondit que la réputation des Anglais était venue jusqu'à lui, qu'il serait heureux de leur permettre de trafiquer dans ses ports ; il demanda ensuite à Chapman à quelles conditions il consentirait à lui prêter la Jenny et Y Amazon pour combattre ses ennemis. Chapman fit entendre qu'il n'était pas muni de pouvoirs suffisants pour prendre part aux luttes qui se livraient dans le pays. Lors d'une autre entrevue, Nguyễn Van-Nhac manifesta le désir qu'il ait que le gouverneur du Bengale lui envoyât une personne compétente pour instruire son peuple dans l'art de la guerre. Il expliqua à Chapman ses intentions, qui ne tendaient à rien moins qu'à soumettre le Cambodge, toute la péninsule indochinoise jusqu'au Siam, et le Tonkin ; pour les réaliser, il souhaitait vivement recevoir l'assistance de quelques vaisseaux anglais et promettait en revanche une cession de territoire. Chapman se contenta de répondre qu'il en référerait au gouverneur général [422].

Le 28 juillet, il fit voile vers le Nord ; il jeta l'ancre dans la baie de Tourane le 2 août; il y trouva quatre navires de Macao qui se plaignaient très fort d'avoir subi de lourdes pertes par suite des taxes dont ils avaient été frappés. Chapman alla visiter Fai-Fo qui était en partie détruit, puis Hué où il fut conduit devant le vice-roi gouvernant la province au nom de Lé Hiên-Tôn; il fut admirablement traité. Pour l'encourager dans son projet de former des relations commerciales avec le pays, le vice-roi lui accorda remise entière du droit d'ancrage et des taxes dc toute sorte. Le général en chef des troupes tonkinoises à qui il rendit aussi visite lui fit moins d'accueil et reçut son présent avec indifférence. Cependant an commença à faire quelques transactions ; il vendit des métaux (cuivre, plomb, fer), de la quincaillerie, de la verrerie, des étoffes de Madras et du Bengale; les Portugais l'avisèrent qu'il n'avait pas à espérer un paiement comptant de ces marchandises; d'après les usages, les comptes ne seraient réglés qu'au moment du départ des navires. Bientôt il eut à supporter les exigences des mandarins qui, à tout propos, venaient lui demander des présents; lés Chinois répandirent des bruits calomnieux sur son compte; des plaintes s'élevèrent; il supporta des vexations journalières et n'en put obtenir justice… Ainsi allèrent les choses jusqu'au mois d'octobre. À cette époque, il apprit de différents côtés que le général, qui ne lui avait jamais été favorable, avait réussi à exciter contre lui la majorité du conseil et que le vice-roi serait bientôt incapable de le protéger. Il ne tint pas grand compte de ces avis; mais le-mandarin qu'il avait amené avec lui sur *l'Amazon* lui fit savoir que le roi, ou plutôt le chúa du

[421] Probablement Nguyễn Vân-Lû, frère de Nguyễn Vân-Nhac, l'aîné des Tây-son, qui, maître du Moyen et du Bas-Annam, se proclama roi en cette même année 4778. Voir ci-dessous, chap. v, § 1.

[422] Ce ne furent pas les seules ouvertures de ce genre que reçut Chapman. Lorsqu'il allait s'embarquer à Qui-nhon, des soldats et, des notables lui déclarèrent qu'ils subissaient à regret le joug qui leur était imposé ; ils exprimèrent leurs souhaits de voir les Anglais les prendre sous leur protection, ajoutant qu'à la moindre manifestation qui serait faite, tout le pays se joindrait à eux. Lorsqu'il se rendit à Hué, le mandarin qui avait, été envoyé à sa rencontre lui suggéra que, si les Anglais s'en souciaient le moins du monde, ils pourraient se rendre maîtres du pays; mais, ajoute-t-il, le piège était trop grossier (the hook was too unskilfully covered for the bait to allure, I utterly and entirely disclaimed such intention). A Tourane, les Chinois, croyant qu'il avait d'autres desseins que ceiui de trafiquer, lui offrirent de lever un corps de leurs compatriotes pour lutter soit contre les Tây-son, soit contre les Tonkinois. Enfin le mandarin qu'il avait amené de Calcutta et qui vivait caché aux environs de Hué le fit entrer en rapport avec des membres de la famille des Nguyễn et avec d'anciens fonctionnaires du chûa fugitif; tous étaient animés de l'espoir que les Anglais fles aideraient à reconquérir: leurs droits et ils s'entendaient à dire qu'il ne faudrait, pour atteindre cette fin, qu'un bien petit nombre des beaux soldats du Bengale. Il paraît utile de noter ces demandes; elles montrent que l'intérêt d'une intervention européenne était, dès ce moment, pleinement réalisé par les belligérants.

Tonkin, poussé par le général et amorcé par l'espoir du butin, avait donné l'ordre de saisir la Jenny, alors mouillée à l'entrée de la rivière de Hué. Des galères étaient armées et des troupes réunies; il devait songer à sa sécurité. C'est à grand' peine que les Anglais échappèrent aux dangers qui les menaçaient ; la *Jenny* réussit à quitter son mouillage, non sans avoir fait feu de ses pierriers et de ses canons et rejoignit *l'Amazon* dans la baie de Tourane. Bien que la saison ne fût pas propice, Chapman résolut de partir incontinent vers le Sud, avec l'intention de s'arrêter à Qui-Nhơn pour voir Nguyễn Van-Nhac.

Le gros temps, à plusieurs reprises, rejeta les deux navires dans la baie; le 18 décembre seulement, ils purent prendre la mer, mais le vent fut si contraire que Chapman abandonna tout espoir de joindre la côte; le 23, *l'Amazon* passait Poulo Condore et le 16 février 1799, après un arrêt de huit jours à Malacca, arrivait enfin à Calcutta.

L'expérience n'avait guère été heureuse ; Chapman cependant, à la fin de sa relation, est loin de se montrer pessimiste. Il énumère les productions de la Cochinchine propres à entretenir un commerce avantageux, cinnamone, cardamome, poivre, soie, coton, sucre, bois d'aigle, bois de sapan [423], ivoire ; il signale en outre qu'un établissement en Cochinchine permettrait de remédier à la pénurie d'espèces dont souffre l'Inde [424], il montre que la situation géographique est très favorable au commerce grâce au voisinage de la Chine, du Tonkin, du Japon, du Cambodge, du Siam, de la côte malaise, des Philippines, etc., grâce aussi aux ports commodes qui s'y trouvent, particulièrement celui de Tourane où peuvent se réfugier les navires de tout tonnage durant les plus mauvais mois de l'année.

Chapman produit aussi des arguments que nous avons déjà vu les négociants français mettre en lumière. Les difficultés créées au commerce par les autorités chinoises du Kouang-Tong s'étaient encore accrues ; les transactions avaient à supporter le poids de charges écrasantes, sous forme de taxes régulières ou d'exactions. Si l'on était obligé d'abandonner les factoreries de Canton, le besoin d'un nouvel établissement se ferait durement sentir et d'autre part les Chinois, pour écouler leurs produits, devraient s'adresser aux marchée de Java et des Philippines. Les Anglais auraient donc à les acquérir des Hollandais ou des Espagnols et dans ce cas, l'existence d'un établissement anglais en Cochinchine serait d'un double avantage, résultant d'abord de sa situation à proximité de la Chine et ensuite du fait que les Chinois sont depuis longtemps accoutumés à venir à Fai-Fo. Les marchandises chinoises seraient achetées en Cochinchine à des prix plus raisonnables qu'à Canton et certainement les marchands auraient à subir des conditions moins humiliantes. Le commerce entre la Cochinchine et le Japon, monopolisé par les Hollandais, pourrait être repris ; des rapports pourraient être établis avec les Philippines et ainsi les étoffes de Madras et du Bengale trouveraient un débouché dans l'Amérique du Sud ; le Siam et le Cambodge apporteraient leurs produits en Cochinchine pour les échanger ou les vendre ; l'opium indien, dont l'usage est déjà, en quelque, mesure, devenu pour les Chinois une des nécessités de la vie, ferait l'objet d'un commerce plus considérable, car il serait importé, non plus seulement à Canton, mais, par des jonques chargées en Cochinchine, dans tous les ports chinois ; il atteindrait ainsi les régions les plus lointaines de l'Empire. Chapman insistait sur un autre point : il avait profité de toutes les occasions pour s'informer sur la production de l'or en Cochinchine ; il avait appris que le minerai était exceptionnellement riche, qu'il pouvait être obtenu sans grand travail dans les mines des provinces situées au Nord de Hué et il disait : sous la direction d'un habile métallurgiste, quels profits ne pourrait-on pas tirer d'une telle source ?

Aux avantages commerciaux s'ajoutait un avantage d'un autre ordre la baie de Tourane offrirait un abri aux navires de la Compagnie des Indes, et de ce point l'on pourrait arrêter les navires

[423] *Cæsqlpina sappan* (Lin.), vulgairement *brésillet des Indes*, bois de teinture. Voir Maybon, *Factorerie*, p. 188, n. 2.

[424] Cette pénurie s'expliquait par le fait que les nations européennes trafiquant en Chine ne pouvaient former des cargaisons assez riches pour les troquer contre les produits du pays; les marchands étaient donc obligés d'envoyer à Canton de considérables quantités d'or et d'argent pour combler la différence de valeur des marchandises importées et des produits exportés. Au sujet de l'argent à verser en Chine, comparer Barrow, op. cit., p. 339

ennemis ; les Anglais deviendraient ainsi de formidables voisins pour les Hollandais et les Espagnols. Enfin, cet établissement, qui serait pour la Compagnie d'une utilité si grande, serait créé sans grands frais. Chapman faisait état de ses rapports avec les parents ou les anciens mandarins des Nguyễn ; ils l'avaient pressé d'employer tous ses efforts à obtenir l'assistance du gouverneur du Bengale ; la restauration du prince légitime serait une mesure si populaire, disait Chapman, que la sincérité de ces offres ne pouvait être mise en doute et il serait digne de l'humanité du peuple anglais de délivrer un malheureux peuple de l'oppression la plus tyrannique. Il suffirait d'un secours de cinquante fantassins européens, de vingt-cinq artilleurs et de deux cents cipayes ; un corps d'Annamites bien disciplinés et bien payés contribueraient ensuite à la défense des possessions acquises, et se montreraient aussi fidèles que le sont les cipayes dans l'Inde.

Pour conclure, Chapman affirmait tant que la Cochinchine demeurera dans l'état d'anarchie où elle se trouve, les plus grandes chances de succès sont promises à la nation européenne qui tentera de prendre pied dans le pays. Il est à supposer que les Français nourrissent un projet de ce genre ; il y a trois ans une frégate française [425] est venue prendre des informations sur l'état économique et l'état politique du pays, et tout- récemment M. Chevalier doit avoir reçu du P. de Loureiro les renseignements les plus exacts. Cette connaissance des choses cochinchinoises, jointe au désir de balancer les préjudices supportés aux Indes, décideront probablement les Français à exécuter les projets qu'ils ont formés. S'ils ne le font pas, une autre puissance pourra adopter leurs plans. La Compagnie n'a pas de temps à perdre si elle ne veut pas se laisser devancer.

Les craintes de Chapman pouvaient paraître fondées ; depuis le commencement du siècle, les Français avaient fait preuve de plus d'activité que les Anglais en Cochinchine et Chevalier, le commandant de Chandernagor, n'avait pas attendu d'avoir vu le P. de Loureiro pour comprendre l'avantage qu'il y avait à tirer du soulèvement des Tây-Sơn. Il avait en effet envoyé un vaisseau, la *Diligente*, prendre des informations sur le pays et, dès le 12 février 1778, à peu près au moment où, sans doute, le *Rumbold* arrivait à Calcutta, il écrivait à M. de Bellecombe, gouverneur général à Pondichéry, pour lui faire part des nouvelles reçues ; les événements dont la Cochinchine était le théâtre devaient ouvrir, disait-il, « une belle carrière à la nation. » Il regrettait que le cabinet de Versailles n'autorisât pas le gouverneur à mettre à profit cette occasion favorable et déplorait de voir de si vastes projets reçus avec indifférence [426].

On comprend que les conversations qu'il eut avec le P. de Loureiro, dont le séjour en Cochinchine avait duré plus de vingt cinq ans, lui fournirent maints arguments nouveaux en faveur des projets qu'il préconisait. Le missionnaire le mit en rapport avec ses compagnons de voyage et l'on a vu que les Anglais en avaient pris ombrage ; les mandarins de Hué, sans nul doute, appuyèrent de leur autorité de membres de la famille royale les paroles et les propositions de Loureiro [427]..

Peu de jours après leur départ de Calcutta en compagnie de Chapman, Chevalier écrivit [428] au gouverneur une lettre plus pressante; au moment où les Anglais s'apprêtaient peut-être à profiter des troubles survenus en Cochinchine, il mettait en lumière tout une intervention immédiate en

[425] Peut-être la *Diligente* dont il sera question ci-dessous.

[426] Corr. gén., 1750-1778, fol. 168. Je n'ai pas vu que cette lettre ait été jusqu'à présent visée; Septans (op. cit., p. 69) cite seulement celle qui fut écrite plus tard sur le même sujet, dont il va être parlé ci-après.

[427] M. Maitre, Documents sur Pigneau de Behaine, Rev. Indoch., 1913, 1er sem., p. 526), montrant, à propos de l'expédition Chapman, que l'attention des Français de l'Inde était dès cette époque éveillée sur les avantages de relations commerciales et politiques avec la Cochinchine, suggère l'hypothèse qu'on pourrait attribuer ce fait à l'action personnelle de l'évêque d'Adran. Nous savons en premier lieu que les Français de l'Inde avaient des vues sur la Cochinchine avant l'arrivée de P. de Behaine eu Ext. Or., et d'autre part il n'est guère possible de douter du rôle joué par Loureiro auprès de Chevalier en 1778. Il est certain cependant que, dès son premier passage dans l'Inde, Pigneau de Behaine a noué des relations avec les résidents français peut-être même a-t-il connu Chevalier entre 1770 et 1774; mais, si des relations ont existé entre les deux personnages, il est encore difficile, faute de documents suffisants, d'en déterminer l'importance.

[428] Lettre du 30 avril 1778 (*Corr. gén.*, fol. 161); *l'Amazon* avait mis à la voile le 16 avril, suivant la *Jenny* il quelques jours de distance.

faveur du souverain légitime, le descendant des Nguyễn il s'appuyait sur l'opinion du P. de Loureiro pour affirmer qu'il fallait, « sans différer, commencer par envoyer au roi un secours de deux cents Européens avec une bonne artillerie et deux cents à trois cents cipayes » on voit qu'il aurait estimé un peu faible le secours proposé par Chapman. Il insistait, toujours bien certainement d'après les conseils du jésuite, sur la nécessité de mettre à la tête de ce secours des officiers choisis, « d'une sagesse, d'une modération et d'un caractère de conciliation et d'aménité à toute épreuve». Le P. de Loureiro lui-même se chargerait d'accompagner les troupes auprès du prince et ferait ressortir que « c'est par ses sollicitations vives et pressantes qu'il a obtenu ce secours, et qu'il s'est empressé de le lui amener pour soumettre ses ennemis et le raffermir sur le trône » Chevalier, dans cette lettre ou plutôt dans ce mémoire, ne s'arrêtait pas à des propositions plus ou moins nettes; il esquissait encore le plan du traité qui, d'après lui, devait lier les deux parties et qui déterminerait les avantages consentis par l'une en récompense de l'aide apportée par l'autre. Son projet se complétait ainsi, prenait plus de corps et revêtait l'aspect d'une affaire avantageuse. Remarquons qu'il proposait seulement d'appliquer à l'Indochine la politique si heureusement suivie autrefois par Dupleix dans l'Inde; le souvenir des résultats acquis par cette méthode d'intervention dans les démêlés des princes militait en faveur d'une action similaire en Cochinchine et le concours assuré d'un ambassadeur tel que le P. de Loureiro, *persona grata* à la cour des Nguyễn pendant de si longues années, constituait une nouvelle garantie de succès. On reviendra plus tard sur le traité proposé par Chevalier. Ce qu'il importe maintenant de souligner, c'est que le ministère de Versailles n'eût certainement pas, à ce moment, prêté les mains à l'exécution d'un tel dessein; plus tard, après la campagne de Suffren dans les mers des Indes, un projet d'intervention eût pu être bien accueilli, mais il ne paraît pas qu'aucun des hommes sur qui reposaient alors les destinées de la France en Extrême-Orient ait eu le loisir d'y songer avec quelques application [429].

Ce qu'il est plus difficile d'expliquer que la politique des ministres français, c'est l'abstention de Warren Hastings. Chapman, moins pressant que Chevalier, demandait cependant, et de façon fort .précise, une intervention qu'il promettait facile et peu croûteuse. Ses suggestions étaient d'un agent clairvoyant et avisé, ses raisons étaient fortes, et l'on est porté à s'étonner que .Warren Hastings ait hésité à agir, quand on se rappelle surtout que le célèbre gouverneur ne manquait ni d'audace ni d'initiative, qu'à ce moment même il travaillait activement à donner une vie nouvelle au commerce avec la Chine et multipliait ses efforts pour relever les bénéfices décroissants de la Compagnie des Indes.

Mais il appartenait à des Français de se faire les ouvriers de la tâche tracée aux Européens en Cochinchine; on les verra, malgré l'effacement du pouvoir central, contribuer à rétablir l'ordre dans ce pays désolé par vingt-cinq ans de guerres civiles et, sous l'autorité d'un énergique prélat, cimenter la première assise de l'influence française dans le Pays d'Annam.

CHAPITRE V

LA RÉVOLTE DES TÂY-SƠN NGUYỄN ÁNH

L'affaiblissement des deux grandes familles qui ont dominé sur l'Annam pendant plus de deux cents ans semble être la cause principale de l'état de désordre où se débat le pays tout entier, des frontières de Chine au golfe de Siam, vers la fin du dix-huitième siècle. Nous avons assisté aux progrès des Nguyễn et des depuis 1550 et nous avons vu comment, au dix-septième siècle, leur puissance s'est consolidée. Minh Vuong, Võ Vương ont été d'excellents administrateurs, des rois énergiques et habiles, sinon de grands souverains ; à la cour du Nord, plus éloignée des influences européennes, Trịnh Cuong, ses deux fils et son petit-fils Sum, ont

[429] Les archives des Colonies ne contiennent aucun document de 1778 à 1785.

gouverné le pays avec intelligence et n'ont pas laissé porter atteinte à l'autorité conquise ils l'ont même affermie davantage par un long exercice.

Mais les successeurs de Võ Vương et de Trịnh Cuong sont inégaux à leur tâche. Tandis que la puissance des Lê chancelle, les Seigneurs du Nord, après avoir réussi à abattre leurs adversaires séculaires en s'emparant de Hué, se montrent indignes d'une vie- dont ils ne savent pas profiter ; et les Seigneurs du Sud sont représentés au pouvoir par un malheureux prince sans courage et sans prestige que domine un ministre impudent, cruel et avide. Des hommes de peu, mais à qui l'on doit reconnaître les qualités d'audace et d'énergie qui manquent le plus aux héritiers de tan de princes illustres, vont s'imposer par la force et par la ruse au pays dévasté.

1. Les Tây-Sơn et les Nguyễn

Les créateurs de la dynastie usurpatrice des Tây-Sơn appartenaient à une famille du Nghê-an, établie depuis longtemps dans le Binh-dinh [430]. Leur ancêtre à la quatrième génération était fixé à Tây-Sơn, dans la région du plateau d'An-khê, et c'est là que prit naissance le grand mouvement, connu sous le nom de révolte des Tây-Sơn, qui s'étendit graduellement à tout le pays d'Annam (25).

———

(25) C'est donc le lieu d'origine des trois frères qui donna son nom au mouvement dont ils furent les chefs ; on les appela, eux et leurs partisans, les pirates de Tây-Sơn; et l'appellation abrégée, « les Tây-Sơn » employée ordinairement, est fort légitime ; on n'en saurait dire autant de celle des « Montagnards de l'Ouest usitée quelquefois. D'après une note des *Biographies* (liv. XXX, p. 1), il y aurait eu deux localités appelées Tây-Sơn, correspondant aux villages actuels de An-khê et de Cuu-an. Ces deux villages portent encore ces noms ; ils appartiennent au canton d'An-khê, comptant quatorze villages et dépendant du huyên de Binh-khê, dans le phu de An-nhon, préfecture méridionale de la province de Binh-dinh qui en comprend deux. Voir sur cette région une étude documentée de M. TRINQUET dans la *Revue Indochinoise* (1906, 2e sem., p. 1061, le *Plateau d'An-khê*); certains détails méritent d'être reproduits parce qu'ils permettent de se faire une idée de ce que pouvait être la région à l'époque qui nous intéresse,-dans la mesure du moins où il est possible de juger du passé par le présent en de pareilles circonstances. Le plateau se trouve sur la route de Qui-Nhơn à Kontum et Attopeu, « grande voie commerciale du pays *moi* suivie par de nombreux Annamites commerçants de la plaine qui montent continuellement faire des échangés chez les différentes peuplades de l'Ouest ; ils vont jusqu'en plein cœur du pays Djarai, à la limite de la ligne de partage des eaux entre l'Annam et le Laos… le port de Qui-Nhơn est le débouché naturel de ces immenses régions peu connues, mais assez peuplées ». La partie défrichée du plateau s'étend sur les deux rives du Sông Ba (Krong Apuu des Bahnar) autour justement d'An-khê et de Cuu-an, — les deux Tây-Sơn; — elle est cultivée par les Annamites. Quant à la population, si elle était composée comme elle l'est de nos jours, il n'y a pas à s'étonner que Nhac ait pu trouver rapidement des recrues pour sa bande. La population annamite stable (environ 7 à 8000 âmes) est formée en majeure partie de descendants des don-diên (v. ci-dessus, p.79,note 259) et des exilés qu'on envoyait jadis à An-khê ; quant à la population flottante (« quelques milliers ») elle « comprend un grand nombre de voleurs de chevaux et de bestiaux qui viennent près de la région moi pour pouvoir échapper plus facilement à la justice de leur pays En 1849, le nom du village dont les Tây-Sơn étaient originaires fut changé par Gia-long en celui de An-Tây, Ouest pacifié (*Historiographies*, Gia-long, LX, 5; *Biographies*, princip., XXX, 55).

———

Les trois frères qui en furent les chefs s'appelaient Nguyễn Van-Nhac, Nguyễn Van-Lu et Nguyễn Van-Huê. L'aîné avait d'abord fait le commerce du bétel avec les peuplades Moi et Bahnar du territoire où il vivait, puis était devenu percepteur à Vân-dôn.

Ayant dilapidé les fonds dont il était responsable, il s'enfuit dans les montagnes par crainte du châtiment. Il attira autour de lui les gens tarés, les déserteurs, les condamnés à l'exil et eut ainsi

[430] Les *Biographies*, partie principale, consacrent un livre entier, le trentième, à Nguyễn Van-Nhac et à sa famille; la plupart des renseignements fournis ici sont, extraits de cette source. Les *Historiographies, la Description de Gia-dinh* ont été aussi utilisées ; il convient de se rappeler que tous ces ouvrages, composés sous l'inspiration des Nguyễn, retracent souvent avec partialité l'histoire de cette période.

sous ses ordres une véritable bande de malfaiteurs qui ne tarda pas à se faire connaître par ses exploits. Mais en même temps qu'il recrutait les hommes sans ressources et sans scrupules par l'appât du vol et du pillage, il secourait les pauvres à l'aide de biens dérobés aux riches et, pour étendre son autorité, flattait adroitement les sentiments de haine que le peuple avait conçus à de Truong-phuc-Loan [431]. Le régent, disait-il, est le véritable maître du pouvoir, il désorganise le pays, il concussionne, il trafique des emplois publics; notre devoir est de débarrasser la cour de cet homme malfaisant et de donner le trône au prince Duong [432] qui est intelligent, vertueux et seul capable de rétablir l'ordre.

Des notables crurent à son désintéressement et l'aidèrent de leurs deniers. Bientôt, il fut assez fort pour s'emparer de la ville de Qui-Nhơn ; il saisit le trésor public et s'établit solidement dans la citadelle (1773).

La cour s'émut et fit partir des soldats contre les révoltés. Nguyễn Van-Nhac les mit en complète déroute. Ce succès augmenta sa puissance. Deux partisans chinois, Tâp Dinh et Li Tài, négociants devenus pirates, se donnèrent à lui. Nhac forma deux troupes de soldats chinois ; il y joignit des Annamites robustes et de haute taille, cheveux rasés et portant la tresse. Avant le combat, il abreuvait d'alcool ces guerriers, puis les lançait contre les ennemis, le torse nu et des papiers votifs suspendus à leur cou. Les royaux ne tenaient pas longtemps contre l'élan de ces en ragés. Dès la fin de l'année, les rebelles occupaient toute la partie de l'Annam qui s'étend du Quang-ngai à Phan-rang.

Vers les derniers mois de l'année suivante (1774), la cour envoya de nouvelles troupes contre eux sous les ordres du prince Nghiêm, mais le chúa se vit à ce moment obligé de faire face aux Tonkinois qui envahissaient le pays. Le prince Nghiêm fut rappelé à Hué et Nguyễn-Cuu-Dât [433] prit le commandement des troupes opérant contre les Tây-Sơn. On se rappelle que Huê Vuong fut incapable de résister aux Tonkinois qui, au début de l'an entrèrent dans la capitale des Nguyễn.

Huê-Vuong réussit à leur échapper et rejoignit Nguyễn-Cuu-Dat; il donna le titre d'héritier présomptif au prince Duong. Ainsi agissait-il en avisé politique, se conciliant les adversaires de l'ancien régent Truong-phuc-Loan [434] et enlevant en même temps un prétexte aux Tây-Sơn qui se réclamaient du fils du prince Hiêu [435]. Des défections se produisirent en effet dans leurs rangs et nombre de leurs partisans passèrent au prince Duong resté dans le Quang-Nam, tandis que le chúa était parti avec Nguyễn-Cuu-Dât pour chercher des renforts dans les provinces méridionales [436] fidèles à la dynastie. Nhac agit alors avec décision; il dirigea Li Tài avec des marins vers le Sud et, suivant lui-même la voie de terre, prit à revers les troupes de Nguyễn-Cuu-Dât et les écrasa, mais il ne put s'emparer de Huê Vuong qui s'enfuit par mer jusque dans la province de Gia-dinh [437].

---

[431] Voir ci-dessus, p.93, note 326.

[432] Petit-fils de Võ Vương par Hiêu, neuvième fils ; Hiêu avait été désigné par son père comme héritier présompti; et bien qu'il fût mort cinq années avant Võ Vương, son fils Duong pouvait, à défaut d'autre désignation, être fort bien considéré comme héritier légitime, tout au moins par les ennemis de Truong-phuc-Loan qui voyaient en Huê Vuong une sorte d'usurpateur.

[433] On trouve une notice sur Nguyễn-Cuu-Dât dans les *Biographies*, prélim., IV, 11.

[434] Que les Tonkinois, on se le rappelle, avaient emmené captif après avoir pris Hué ; ci-dessus, p.77, note 251.

[435] Nhac, pour afficher son prétendu loyalisme, appelait même ses troupes « soldats du Hoàng Tôn c'est-à-dire « soldats du petit-fils royal ». *Biographies*, princ., XXX, 2.

[436] En fait, ce territoire méridional ne constituait alors qu'une province, celle de Gia-dinh ou de Bong-na-i on a vu (d'après les *Historiographies*, ci-dessus, p. 121) comment ce territoire conquis sur les Cambodgiens était organisé à la fin du dix-septième siècle; depuis le milieu du dix-huitième, il comprenait cinq districts, le Khânh-hoà et le Binh-thuân ayant été rattachés, sous l'autorité d'un gouverneur résidant à Saigon, aux dinh de Trân-biên (Biên-hoà) de Phiên-tran (Gia-dinh) et de Long-hô (Vïnh-long). *Description de Gia-dinh*, trad. Aubaret, p. 12 et 41.

[437] C'est alors, d'après les *Biographies* (prélim., VI, 9) et la *Description de Gia-dinh* (Aubaret, p. 41), qu'il reçut l'hommage de MacThiên-tu et de ses enfants. L'année précédente, Mac Thiên-tu avait envoyé au chùa, dont il avait appris la détresse, un chargement de riz que les Tây-Son avaient intercepté (*Biographies*,

Sans perdre de temps à le poursuivre, il prit ses dispositions pour se rendre maître de la personne de Duong, ce qui devait bien mieux servir ses projets ; il y parvint à l'aide de Tâp Binh et de Li Tài (mai 1775); il traita le prince avec la plus grande déférence et lui donna l'une de ses filles en mariage ; il s'efforça de le décider à se proclamer roi, pensant bien garder pour lui le pouvoir effectif.

Cependant, le général tonkinois Hoàng-ngu-Phuc, poursuivant sa marche après la prise de Hué, occupait la province du Quang nam, Nhac commença de s'inquiéter. Il envoya en avant-garde Tâp Binh, suivant lui-même avec la troupe de Li Tài et ses propres soldats. Mais Tâp Dinh ayant été culbuté, il fut obligé de battre précipitamment en retraite. Pendant ce temps, un chef fidèle aux Nguyễn, Tông-phuc-Hôp, venant du Sud, marchait contre lui et atteignait le Phu-yên [438] .Risquant d'être pris entre ces deux adversaires, Nhac se retira dans le Binh-dinh, puis décida de faire sa soumission à celui qui lui paraissait le plus fort. Il fit partir l'un de ses officiers au-devant de Hoàng-ngu-Phuc avec des présents d'or et de soie et offrit au général tonkinois de combattre sous ses ordres contre les Nguyễn. Cette proposition fut agréée et. Nhac reçut un grade avec un sabre et un étendard. Encouragé par le succès de cette négociation, il se tourna alors vers Tông-phuc-Hôp; il parvint à le persuader que son unique ambition était de restaurer les Nguyễn dans la personne du prince Duong.

La défiance de Tông-phuc-Hôp ainsi endormie, Nhac fit des préparatifs pour le combattre et, le moment opportun venu, lança contre lui son frère Nguyễn Vân-Huê ; les troupes royales furent taillées en pièces.

L'aîné des Tây-Sơn se fit un mérite de cette victoire auprès de Hoàng-ngu-Phuc qui lui octroya un nouveau titre. A ce moment les Tonkinois furent contraints d'arrêter leurs progrès; une terrible épidémie se déclara parmi eux et l'armée, réduite de moitié, retourna à Hué. Nhac, se sentant les coudées franches, fit route aussitôt vers le Quang-nam; il y établit de vive force son autorité, y laissa des troupes et revint à Qui-Nhơn .

Dès le printemps de 1776, il envoya son frère Lu dans la province de Gia-dinh où s'était retiré Huê Vuong après la défaite de Tong-phuc-Hôp. Le Seigneur n'était pas en état de se défendre, il abandonna Saigon et se réfugia à Cantho, auprès de Mạc Thiên-tử [439]; Lu pénétra dans la ville presque sans coup férir.

Mais son succès ne fut pas de longue durée; à la lune (16 juin-juillet), il fut vigoureusement attaqué par les troupes de Mac-Thiên-Tu et par les volontaires de Đông-sơn [440] qu'un officier des Nguyễn, Đổ-Thành-Nhơn [441], avait levés dans la région de Tamphu. Les Tây-Sơn plièrent et Lu-

---

ibid., 8-9). Depuis l'aide si efficace que lui avaient apportée les Annamites dans sa lutte contre le Siam (ci-dessus, p. Mac Thiên-tu n'avait cessé de montrer à la famille des Nguyễn la plus vive reconnaissance..

[438] Nguyễn-cuu-Dât, après sa défaite, était mort en mer en essayant de rejoindre Huê Vuong à Gia-dinh. La vie de Tông-phuc-IIôp est aussi, racontée dans les Biographies, prélim., IV, 6 et suiv.

[439] Au moment de l'invasion d'Hà-tiên par les Siamois en 1771, Mac Thiên-tu s'était installé à Cân-tho avec l'autorisation des Annamites ; après la campagne de 1772 et le départ des Siamois en 1773, il n'était pas revenu dans son territoire ravagé que son fils Mac Tu-hoàng était allé administrer ; voir ci-dessus p.91 et suiv.

[440] Ces volontaires prirent ce nom, dit Trịnh-hoài-Đức (*Description*, AUBARET, p. 43), par opposition à celui de Tây-Son (Dông = Est, Tây= Ouest); cette troupe se rendit redoutable dans les provinces du Sud ; elle compta jusqu'à 3000 hommes ; ils portaient des vêtements imitant la peau de tigre et marchaient la figure peinte pour épouvanter leurs adversaires. La région dans laquelle ils avaient été en grande partie recrutés se trouve dans la province (actuelle) de My-tho le nom de Tam-phu correspond au nom vulgaire Ba-giông, « Trois hauteurs » de nombreux giông se trouvent dans la même région, ce qui la rend facile à défendre les troupes royales s'y sont souvent retirées après un échec. Les Annamites y élevèrent de nombreuses fortifications après la prise de la citadelle de My-tho en 1861 (*Description*, p. 43 et 198).

[441] Dô-Thanh-Nhon (voir son histoire, *Biographies*, princ., XXVII, 21 et suiv.) était originaire des environs de Hué ; il se trouvait parmi les officiers qui accompagnèrent Huê Vuong lors de sa fuite vers le Quang-nam en 1775. Les sources annamites lui font tout l'honneur de la reprise de Saigon (*Biographies*, princ., XXVII, 21 et XXX, 8; *Description* p. 43) et ne parlent pas de Mac Thiên-tu; mais il paraît établi par les témoignages des missionnaires que le gouverneur de Hà-tiên (qui en 4775, nous l'avons vu, était venu

fut contraint de battre en retraite ; il eut toutefois le temps de dévaliser les magasins à riz avant de quitter la ville.

Quelques mois après ces événements, le prince Duong échappa à son terrible protecteur Nguyễn Van-Nhac ; mal surveillé dans la pagode où il avait été logé, il put tromper ses gardiens, prendre la mer et gagner Gia-dinh ; il se trouva bientôt rejoint par Li Tài qui lui offrit ses services. A Saigon, Duong retrouva son oncle Huê Vuong ; celui-ci abdiqua en sa faveur et prit le titre de roi retiré tandis que Duong lui-même recevait celui de Vuong [442]. Li Tài ne fut pas étranger à cet événement qui n'eut pas, semble-t-il, l'approbation de tous les partisans des Nguyễn, de Đổ-Thành-Nhơn notamment [443].

Au commencement de 1777, Nguyễn Van-Nhac envoya un ambassadeur à Trịnh Sum pour implorer de lui le gouvernement du Quang-nam et le titre de généralissime. Trịnh Sum, satisfait de la possession de Hué et peu désireux de combattre pour augmenter ses conquêtes, accorda à l'ainé des Tây-Sơn ce qu'il demandait et combla ses vœux en le nommant grand-duc. Nhac ne songea plus alors qu'à s'assurer le delta du Mékong. Il prépara une nouvelle expédition contre Gia-dinh et mit à la tête des troupes de terre et de mer ses frères Lu et Huê.

Les événements dès lors se précipitent; les Tây-Sơn se heurtent aux bandes de Li Tài et en font un grand carnage; ils s'emparent de Saigon, puis, maîtres de la province, n'arrêtent pas leur marche; ils poursuivent les princes qui se sont enfuis de divers côtés.

Huê Vuong et Duong furent atteints et mis à mort (26) ainsi que le prince Phuc-Dông, frère aîné de Phuc-Ánh [444]; ce dernier échappa au massacre et prit la fuite avec un petit nombre de fidèles.

_____

(26) Le fait de leur mort parait bien certain, mais les sources annamites varient sur les circonstances et la date; les témoignages européens ne permettent pas de trancher la question. Voici ce qui semble probable. Au moment de leur fuite de Saigon, les princes prirent des directions différentes Duong aurait été atteint le premier, tué en combattant d'après les uns, amené d'après les autres à Saigon où il aurait été mis à mort ; Huê Vuong, accompagné de ses autres neveux, les frères Phuc-Bong et Phuc-Ánh, se réfugia d'abord

---

rendre hommage à Huê Vuong) prit une part importante à cette affaire. « Le gouverneur de Can-cao, dit le missionnaire LECLERC le 26 juillet 1776 (*Nouv. Lett. édi*t. VI, 301), a recouvré la province de Dông-nai pour le roi de Cochinchine,. Voir la discussion de MAÎTRE (*Documents sur Pigneau de Behaine*, loc. cit., 1913, 2e sem., p. 339-343), d'où il résulte que Huê Vuong « s'était réfugié auprès de Mac Thiên-tu et avait dû au concours de ce personnage la reprise de Gia-dinh ».

[442] *Historiographies*, prélim., XII, 12; Duong s'enfuit au mois de novembre et fut proclamé roi le 14 décembre (*ibid*., p.14). La date de ce dernier fait n'est pas donnée dans la partie préliminaire des Biographies (II, p. 29; cf. CADIÈRE, *Tableau*, p. 441) et fixée seulement à l'année par la partie principale (XXX, 9); quant à la 1er section des *Historiographies* (consacrée à Gia-long) elle ne dit rien de cette attribution de titres ; elle est même muette sur le compte du prince Duong qui cependant était héritier des Nguyễn au même titre que Nguyen Ánh et porta quelques mois le titre souverain.

[443] Le chef des Dông-son n'avait aucune confiance en la droiture de Li Tài (voir sa Biographie); et cela suffirait à expliquer sa conduite; mais sa répugnance à reconnaître Duong pour souverain avait probablement pour cause l'attachement qu'il avait déjà voué à l'autre neveu de Huê Vuong, Nguyễn Ánh.

[444] D'après les *Historiographies* (prélim., XII, 19-20) qui font mourir Huê Vuong à Long-xuyên, le prince Phuc-Dông aurait été tué en même temps au même lieu. D'après Duong-Hiêu-Hiên, l'auteur de l'histoire d'Annam sous la dynastie des Nguyễn dont il a été question ci-dessus, (Introd., p. ix), Chuong Vo aurait eu cinq fils. Phuc-Cao, Phuc-Dong, Phúc-Ánh, Phûc-Mân et Phûc-Diên. Duong-Hiêu-Hiên dit seulement que quatre de ces fils moururent jeunes et sans enfants. D'après la généalogie officielle de la famille des Nguyễn, utilisée par M. Orband (*les Tombeaux des Nguyễn, Bull. Ec.fr*. E.-O.,1914, n° 7), le prince Chuong Vo, nommé par cette généalogie Luân ou Go, aurait eu six fils ; mais le quatrième serait mort en naissant et la généalogie ne donne pas de nom pour le désigner ; pour les noms des autres, il y a concordance avec ceux que donne Duong-Hiêu-Hiên. Mais une difficulté cependant se présente d'après le document cité par M. Orband, les deux fils les plus jeunes, Mân et Diên, seuls survivants avec Phûc-Ánh de toute la famille, seraient morts, l'un en 1775 (tué à la guerre), l'autre en 1783 (tué par les rebelles). D'après les *Historiographies*, ils moururent tous deux en 1783, l'un au cours de la 2e lune (3 mars-1er avril), l'autre au cours de la 6e lune (30 juin-28 juillet). V. ci-dessous, p. 201.

auprès de Mạc Thiên-tử à Cantho- (*Biographies*, prélim., VI, 9); Mạc Thiên-tử envoya contre les Tây-Sơn son fils Mac Tu-Duyên qui se fit battre; le loyal gouverneur voyant qu'il ne pouvait s'opposer aux progrès des rebelles, forma le projet d'emmener le prince, par voie de mer, hors de l'atteinte de ses ennemis; il alla en personne à Rach-Gia attendre l'arrivée d'un navire européen qu'il avait envoyé chercher pour transporteur la famille royale et pendant ce temps Huê Vuong se rendit à Long-xuyên ; c'est là qu'a attaqué par les Tây-Sơn, il aurait trouvé la mort ; la date de cette mort est placée le 18 octobre 1777 par les *Historiographies* (prélim., XII, 19 et section Gia-long. I,3); les Biographies (princ., XXX, 9) ne la précisent pas. D'après la *Description* (p. 45 et 285) les Tây-Sơn s'emparèrent de Huê Vuong et de Duong et les conduisirent à Gia-dinh ; le 5e jour du 1er mois de l'année suivante, l'armée prit le deuil, ce qui signifierait, d'après une note d'Aubaret, que Huê Vuong fut exécuté à ce moment ; noter que dès le mois de décembre 1777, comme on va le voir, Nguyễn Ánh était maître de Saigon il paraît difficile d'admettre que les Tây-Sơn y aient pu faire une exécution quelconque au mois de février les *Biographies* (prélim.; II, 31) fixent la mort de Duong en 1778(keng-siu [1790] est une erreur évidente pour Mo-siu ; cf. Cadière, Tableau, p. 141); le même ouvrage (VI, 10)dans la Biographie des Mac qui contient de nombreux détails sur les efforts de Mạc Thiên-tử. pour secourir les princes, indique aussi que Huê Vuong fut conduit à Gia-dinh. Les Nouv. Lett. édif. (VI, introd., p. lvii) font savoir que Huê Vuong, s'étant enfui à Cân-tho, tomba entre les mains des Tây-Sơn qui le mirent à mort et que Duong, trahi par les siens, se rendit à discrétion, fut d'abord traité avec égards, puis secrètement exécuté. Le rédacteur de 1'État actuel (II, p. 163) fait mourir Huê Vuong décapité sur la place publique de Saigon.

_____

Après de vaines recherches, les Tây-Sơn se décidèrent à revenir à Saigon; Nguyễn Van-Huê, ayant laissé garnison dans la province de Gia-dinh, retourna à Qui-Nhơn auprès de son frère ainé.

Celui-ci, maître du Moyen et du Bas-Annam, se considère alors comme débarrassé de la famille des Seigneurs de Cochinchine; il se proclame empereur [445] et prend le titre de période de Thai-Duc.

C'est cependant à partir de ce moment que le neveu de Hué Vuong, Nguyễn Phuc-Ánh, sorti sain et sauf de toutes les épreuves subies avec son oncle, va se révéler digne du titre de chef ; après des années de luttes sans merci, grâce à son énergie et à sa prudence, grâce aussi à des concours précieux, il sera à même d'abattre la dynastie usurpatrice.

Ce petit-fils de Võ Vương, qui tient dans l'histoire de l'Annam une si grande place, s'appelait Chung [446]; il avait reçu le nom personnel de Phuc-Ánh [447]; on le nomme généralement Nguyễn Ánh. Il était né dans le village de Gia-mieu. sous-préfecture de Tong-son, le 8 février 1762, trois années avant la mort de son père et de son aïeul. Il était donc bien jeune quand les Tonkinois entrèrent à Hué et qu'il fut entraîné dans la fuite de son oncle au Quang-Nam d'abord, en Basse-Cochinchine ensuite. Il avait une quinzaine d'années lors de la prise de Saigon par les troupes de Nguyễn Van-Lu et de Nguyễn Van-Huê; on raconte cependant qu'il protégea la retraite de son oncle et qu'il l'escorta avec les Đông-sơn et leur chef Đổ-Thành-Nhơn jusqu'à Cân-tho, où se trouvait le fidèle Mạc Thiên-tử, puis, de là, à Long-xuyên.

Lorsque Huê Vuong fut pris, Nguyễn Ánh se déroba à grand' peine à la poursuite des Tây-Sơn et, fuyant devant eux, il finit par trouver un refuge dans l'île de Poulo Panjang (Thô-chu). Mais avant d'atteindre cette sûre retraite, à 200 kilomètres environ de la côte, il dut errer longtemps, traqué par les rebelles, dans la région située au Sud de Long-xuyên, à travers les marécages de Cà-

[445] D'après les *Biographies* (princ., XXX, 96); d'après le Miroir (XLVI, 15), il prit simplement le titre de Thiên Vuong (cf. Cadière, *Tableau*, p. 429); la première de ces deux sources (*ibid*., p. 90) dit qu'il s'était proclamé Tây-Son Vuong deux ans auparavant à la 2e lune (soit 20 mars-17 avril 1776); les *Historiographies* (prélim., XII, 9) rapportent le fait à la 3e lune.

[446] Certains auteurs européens (dont le rédacteur de *l'Etat actuel*) le désignent par le nom de sa famille et ce nom personnel Nguyễn Chung (II, p. 163, note). D'autres (et Barrow, *A voyage to Cochinchina*, le premier) emploient, ce qui paraît à première vue étrange, le titre de période (Cảnh-hưng) de Lê-Hiên-Tôn en vigueur à ce moment et l'appellent Caung-shung.

[447] On a pu remarquer (ci-dessus, p. 126, note 444) que les noms personnels des cinq fils de Chuong Võ commencent par le même caractère Phuc; on pourrait aussi noter que les seconds caractères comprennent tous la même clef, celle du soleil ; cet usage de donner aux enfants d'une même génération cette sorte de signe distinctif a été suivi par la famille régnante.

mau ; s'étant risqué un jour sur l'une des rivières qui coulent de cette plaine vers le golfe de Siam [448], arrivé à l'embouchure et prêt de s'embarquer pour Poulo Panjang, il faillit être pris par les barques des Tây-Sơn croisant à peu de distance. Il dut son salut, disent ses historiographes, à un hasard miraculeux [449], mais il semble bien en vérité que, depuis la défaite de Long-xuyên, c'est à un secours tout humain (dont les mêmes historiographes ne parlent pas) qu'il fut redevable de sa liberté conservée, au secours que lui prêta Pierre Pigneau de Behaine, évêque d'Adran.

2. Nguyễn Ánh et Pigneau de Behaine.

La question s'est posée de savoir à quel moment s'étaient nouées les premières relations entre l'évêque et l'héritier malheureux des Seigneurs de Cochinchine.

Les ouvrages annamites sont muets sur la rencontre des deux personnages [450] et les auteurs européens ne s'accordent pas sur la date de ce fait. Cependant on peut, semble-t-il, la fixer avec une certaine exactitude. On se souvient que Huê Vuong et les princes trouvèrent auprès du gouverneur de Hà-tiên un accueil empressé lorsqu'ils furent chassés de Saigon par Nguyễn Van-Lu- [451]; or, Pigneau, appelé avec insistance du Cambodge par Mạc Thiên-tử l'année précédente, se trouvait auprès du gouverneur à cette époque et il n'est pas impossible qu'il ait vu les princes.

S'il ne connut pas le jeune Nguyễn Ánh à ce moment, ce fut sans doute après la seconde prise de Saigon ; car il paraît acquis, selon les témoignages européens, « qu'en septembre-octobre 1777, Nguyễn Ánh se cacha pendant quelque temps dans une forêt voisine du lieu où était installé le collège, que l'évêque d'Adran lui fit parvenir régulièrement des subsistances par l'intermédiaire de Paul Nghi [452] et qu'il favorisa sa fuite à Poulo Panjang dès que les Tây-Sơn se furent retirés » [453].

---

[448] Elle est nommé Khoa-giang; par les *Historio et Descript de Gia-dinh* ; c'est le Sông Ong-dôc actuel. L'île de Poulo Panjang, disait Trịnh-hoài-Đức vers 1830 (AUBARET, p. 277), « est couverte d'arbres non anciens, mais d'une belle végétation. Au bas de cette île sont des grottes dans lesquelles les hirondelles (salanganes) vont construire des nids. On y trouve de l'écaille de différentes sortes et des holothuries, toutes choses qui ne se trouvent que dans l'eau ; c'est pourquoi les habitants se livrent tous à la pêche ».

[449] Un crocodile apparut devant sa barque au moment où elle allait prendre la mer et resta visible toute la nuit ; le lendemain, on apprit, que les barques des rebelles qui surveillaient la côte avaient croisé jusqu'au matin devant l'embouchure (*Historiographies*, I, 4; *Description*, p. 85). Et Trịnh-hoài-Đức ajoute : « C'est par la protection évidente du ciel que toutes ces choses eurent lieu. »

[450] Il n'est pas dit que les ouvrages annamites ne parlent pas de Pigneau, mais seulement qu'ils ne notent pas la première rencontre de l'évêque et du prince. Les *Historiographies*, rédigées comme on le sait par ordre chronologique, citent pour la première fois le nom de l'évêque en 1783, 7^{e} lune, 29 juillet-27 août (II,4). Il y est raconté que Nguyễn Ánh (alors fugitif) envoya chercher à Chantaboun le Français Bach-da-Lôc qui avait voyagé souvent au Cambodge et en Cochinchine (Bâch-da-lôc est la prononciation annamite des caractères Pei-to-Iou, par lesquels les catholiques chinois transcrivent le prénom de Pierre, Petrus); l'évêque « fut traité comme visiteur de marque » dit le texte, et Nguyễn Ánh lui demanda d'obtenir des secours du roi de France. Dans les *Biographies* (princ., XXVIII, 8) il est dit qu'en 1780 Nguyễn Ánh fut proclamé roi à Gia-dinh et que Pigneau vint lui proposer son concours qui fut accepté.

[451] Voir ci-dessus, p. 259. Dans une lettre datée de Can-Cao, 26 juillet 1776 (*Nouv. Lett. édif.*, VI, p. 296), Pigneau dit de Mac Thiên-tu : « Il est souverain dans ses Etats et très puissant en Cochinchine et au Cambodge ; c'est lui aujourd'hui principalement qui soutient le roi de Cochinchine, et qui peut-être le rétablira. Et le missionnaire Leclerc écrivait à la même époque (*ibid*., p. 300) « La guerre de Cochinchine fait trembler le Cambodge. L'ancien roi de Cochinchine, ne pouvant tenir contre les rebelles, vient de se réfugier chez le gouverneur de Can-Cao. »

[452] C'était un prêtre annamite très dévoué à l'évêque d'Adran; nous le retrouverons plus tard.

[453] Telle est la conclusion de la critique que fait M. Maitre (ibid., p. 344-347) de témoignages émanant des missionnaires, de Barrow et de La Bissachère; nous n'hésitons pas à la faire nôtre, bien qu'il soit infiniment probable que les témoignages de Barrow et de La Bissachère ne constituent pas deux autorités distinctes, le rédacteur du mémoire paru à Londres sous le nom de La Bissachère s'étant très vraisemblablement inspiré de l'ouvrage de Barrow. Voir, à ce sujet, notre publication de la relation de la Bissachère,

Quant à Mạc Thiên-tử, on peut penser que, dès l'époque où il connut le sort de Huê Vuong, il ne fut pas loin de considérer la cause des Nguyễn comme perdue; il ne paraît point, dans tous les cas, avoir fondé beaucoup d'espoirs sur le jeune prince survivant, car il cessa de prendre une part active aux événements qui se passe en Basse-Cochinchine; réfugié d'abord sur les confins du Siam, ou peut-être dans l'île de Phu-quoc, il reçut des avances de la part des rebelles et les repoussa; il réserva un meilleur accueil à l'offre que lui fit faire Phya Tak de se rendre auprès de lui. Il alla donc à Bangkok, accompagné d'un membre de la famille royale, le prince Xuân [454]; il y fut rejoint par ses fils. Mais il n'eut pas que des amis à la cour et Phya Tak, d'un naturel soupçonneux et cruel, n'était que trop enclin à prêter l'oreille aux calomnies. En 1780, Mạc Thiên-tử, victime des machinations de ses ennemis, désespéré de la mort de son fils Mac Tu -duyên tué par l'ordre du roi, mit lui-même un terme à sa vie. Ainsi finit ce dévoué serviteur des Nguyễn [455].

Cependant, au moment même où il avait quitté le territoire de Hà-tiên pour se rendre au Siam, le sort avait commencé à se montrer plus favorable aux armes royales.

En effet, Nguyễn Ánh, averti que les frères Tây-Sơn ayant laissé quelques troupes à Gia-dinh étaient repartis à Qui-Nhơn , rejoignait en toute hâte le dévoué Đổ-Thành-Nhơn [456] au mois de, novembre, s'emparait de Long-ho et, quelques jours après, rentrait victorieux dans Saigon.

Au commencement de l'année suivante (1er mois, du 28 janvier au 26 février 1778), Đổ-Thành-Nhơn et les autres officiers des troupes royales offrirent à Nguyễn Ánh le titre de « généralissime, chargé des affaires du royaume ». [457]; il avait alors seize ans. A cette occasion, des titres posthumes furent conférés à Huê Vuong et au père de Nguyễn Ánh.

Dans le courant de l'année, la province de Gia-dinh fut pacifiée et purgée des détachements ennemis qui s'y trouvaient encore ; Đổ-Thành-Nhơn détruisit la flotte Tây-Sơn et tua son chef; des fortifications furent élevées à Saigon; des barques de guerre furent construites et approvisionnées en matières incendiaires. Une expédition fut dirigée vers le Binh-Thuân sous les ordres de Lê-van-Quân [458] qui réussit à y établir pour un temps l'autorité royale. Nguyễn Ánh envoya des ambassadeurs au Siam pour faire avec le roi de ce pays un traité d'amitié et pour s'informer du sort de Mạc Thiên-tử et du prince Xuân [459].

Mais à ce moment des événements se produisirent au Cambodge qui amenèrent l'intervention des Annamites. En 1777, Ang Non avait fait tuer le troisième roi Ang Than ; le roi retiré Ang Ton était mort peu après son frère. En 1779, des mandarins se soulevèrent contre Ang Non; le gouverneur de Bassac, le mandarin Mu, se mit à leur tête et demanda l'aide des Annamites. Il était trop conforme à la politique des Seigneurs de Hué d'intervenir dans les affaires du Cambodge pour que cette occasion nouvelle manquée; d'ailleurs, il fallait venger la défaite de 1776. Đổ-Thành-

---

[454] Dix-septième fils de Võ Vương, né le 1er décembre 1757.

[455] Voici quelques détails sur cette tragédie. Phya Tak venait de recevoir (en 1780) des envoyés de Nguyễn Ánh, quand il apprit qu'un de ses navires qui faisaient le commerce à Canton avait été pillé par le mandarin annamite de Hà-tiên ; furieux à cette nouvelle, il fit jeter en prison les ambassadeurs. Sur ces entrefaites, un Cambodgien accusa Mac Thiên-tu et le prince Xuân de vouloir, de connivence avec Nguyễn Ánh, s'emparer de la capitale siamoise. Le roi ordonna de mettre les accusés à la torture ; Mac Tu-duyên, protestant violemment de son innocence, fut tué sans autre forme de procès ; c'est alors que son père se suicida. Non satisfait de ce sang versé, Phya Tak ordonna le massacre de deux autres fils du gouverneur, du prince Xuân, des envoyés de Nguyễn Ánh et des Annamites qui se trouvaient à sa cour. *Biographies*, prélim., VI, 9 à comparer *Description*, p. 46-47, dont le récit, en ce qui concerne la fin de Mac Thiên-tu, est à peu de chose près le même.

[456] Il n'avait pas suivi les princes dans leur fuite de Cân-tho à Long-xuyên, mais était allé lever des renforts dans le Binh-Thuân.

[457] *Historiographies*, I, 4. Les documents officiels considèrent tous l'année 1778 comme la première où Nguyễn Ánh commença à exercer ¡le pouvoir, mais sans porter encore le titre de Vuong. Cf. CADIÈRE, *Tableau*, p. 141.

[458] Pour l'histoire de Lê-van-Quân, voir *Biographies*, princ., XXVII, 1 et suiv.; il était originaire de la province de Dinh-tuong. C'était un homme d'une force peu commune, mais d'un caractère violent et entêté; il suivit Nguyễn Ánh au Siam en 1784; ayant perdu la faveur du prince, il se suicida en 1791.

[459] Dont la malheureuse fin a été relatée plus haut.

Nhơn qui, depuis la retraite de Mạc Thiên-tử, était devenu le plus important des partisans des Nguyễn, reçut le commandement de l'expédition. L'armée cambodgienne fut défaite à Kompong-chnang, à l'entrée du Grand Lac ; Mu réussit à s'emparer d'Ang Non et le fit mettre à mort. Quelques mois après, un fils d'Ang Ton à peine âgé de six ans, Ang Eng, fut placé sur le trône eut Mu prit la régence. Đổ-Thành-Nhơn laissa comme protecteur du royaume un de ses officiers, Ho-van-Lân [460].

Pendant ce temps, Nguyen Ánh travaillait à l'organisation de la portion de la Basse-Cochinchine soumise à son autorité. La carte en fut dressée ; trois grandes circonscriptions, Trân-biên (Biên-hoà), Phiên-trân (Gia-dinh et Dinh-tuong) et Long-hô (Vinh-long et An-giang) furent établies ; un luu-thu fut chargé d'administrer ce territoire. Des mesures furent prises pour y attirer des colons [461].

Le premier jour de l'année suivante (5 février 1780), les mandarins prièrent Nguyen Ánh de prendre le titre de Vuong. Le prince s'y refusa d'abord, n'ayant pas reconquis son royaume sur les rebelles, disait-il; mais il finit par se rendre aux instances de ses sujets. Il distribua des récompenses, conféra des grades et des titres, désigna des ministres. L'un des plus honorés fut Dô-Thanh-Nhon; ce général se distingua encore cette année en faisant rentrer dans le devoir les Cambodgiens du phu de Trà-Vinh (dépendant de Vinh-long) qui avaient tenté de se rendre indépendants à la faveur des troubles. De retour de cette expédition, Do-Thanh-Nhon s'appliqua à l'amélioration de la flotte des jonques de guerre furent préparées et il fit instruire des marins.

C'est à ce moment (24 avril-22 mai 1781), qu'il fut mis à mort sur l'ordre — ou tout au moins avec l'assentiment — de Nguyễn Ánh. Les auteurs annamites s'efforcent d'expliquer ce meurtre, mais il paraît vraisemblable que le général, dont la réputation et l'influence étaient considérables, devait porter ombrage à son souverain de dix-huit ans ; ce fut peut-être là tout son crime (27).

———

(27) *Historiographies*, I, 11 ; *Biographies*, princ., XXVII, 24; *Description de Gia-dinh*, p. 201; les deux premiers textes offrent de très grandes ressemblances (des lignes entières ont été portées de l'un à l'autre); ils accusent Do-Thanh-Nhon d'être orgueilleux, arrogant, fier des services rendus, de ne pas observer les rites, d'agir en toutes choses à sa guise, de donner son propre nom à ses fidèles, d'avoir l'intention de trahir et même d'avoir voulu autrefois se soumettre aux Tây-Sơn. C'est un officier nommé Tông-phuc-Thiên, originaire de la même partie du Thanh-hoa que les Nguyễn (voir sa vie dans *Biographies*, princ., XIII, 1) qui, paraît-il, donna à Nguyễn Ánh l'avis que le chef des Đông-sơn faisait œuvre de trahison et par suite conseilla de le faire égorger sans forme de procès. Nguyễn Ánh obéit à cette suggestion ; il feignit d'être malade et fit appeler le général auprès de sa personne; quand celui-ci vint à la cour, il fut saisi et mis à mort. *Les Nouv. Lett. édif.*, dans une longue note (VIII, p. 181 et suiv.), fournissent de très intéressants détails d'où il ressort, entre autres choses, que l'évêque d'Adran s'était efforcé par tous les moyens de prévenir le meurtre que méditait le roi; Đổ-Thành-Nhơn mort, Nguyễn Ánh demanda conseil à l'évêque sur ce qu'il avait à faire, car « non content d'avoir ôté la vie à son ministre, il voulait encore lui ravir son honneur et sa réputation en lui imputant des crimes dont il n'était pas coupable ». Le prélat répéta ce qu'il avait déjà dit, « tant sur l'injustice de cette action que sur le danger de mécontenter les mandarins et l'armée et de les exciter à la révolte, et lui représenta que le moyen de réparer sa faute et d'éviter le danger auquel il venait de s'exposer n'était pas de commettre une double injustice envers le régent (remarquer ce titre qui ne correspond sans doute pas exactement à la dignité dont Do-Thanh-Nhon était revêtu, mais qui montre que ce mandarin devait être le premier personnage à la cour du jeune roi) en flétrissant sa réputation et lui refusant une sépulture honorable et convenable à son rang et à ses mérites; qu'au contraire, l'unique moyen de diminuer l'horreur et l'indignation publiques et d'empêcher les mandarins de se révolter pour venger la mort d'un homme qui leur était cher, était de lui rendre après sa mort des honneurs extraordinaires et

[460] Les sources annamites et cambodgiennes sont à peu près d'accord pour ce qui concerne cette campagne; voir MOURA, op. cit., p. 92-94; *Biographies*, princ., XIII, 13; XXVIII, 7 et XXXI, 6; *Historiographies, I, 7; Description, p. 119*. Ce dernier ouvrage dit que le mandarin Phuong fut envoyé au Cambodge; il ne s'agit pas d'un autre personnage que Dô-Thanh-Nhon qui portait le titre de duc de Phuong. La vie de Ho-van-Lân est retracé dans les *Biographies* (princ., XIII, 13 et suiv.); ce fut un bon serviteur de Nguyễn Ánh; il était originaire de la province de Dinh-tuong et mourut en 1815.

[461] *Historiographies*, I, 8; *Description de Gia-dinh*, trad. AUBARET, p. 19

proportionnés à la grandeur de sa dignité et de ses services. Le roi suivit ces conseils. Cette conduite produisit l'effet qu'en avait attendu Mgr d'Adran. »

———

Quoi qu'il en soit, l'acte fut impolitique ; les historiographes n'hésitent pas à conter qu'à la nouvelle du meurtre, le frère aîné des Tây-Sơn « sauta de joie et dit « Maintenant que Đổ-Thành-Nhơn est mort, je n'ai rien à craindre des officiers du prince [462]. »

Les Đông-sơn, quand ils connurent la mort de leur chef, refusèrent l'obéissance et bientôt entrèrent en rébellion ouverte ; ils s'étaient retirés à Tam-phu où Nguyễn Ánh dut envoyer des troupes pour les réduire ; on n'y parvint pas sans difficultés [463].

Pendant ce temps, le roi du Siam « toujours ombrageux » [464], soupçonnant le régent Mu de se lier trop étroitement avec les Annamites, avait entrepris de frapper un grand coup pour imposer son autorité. Au mois de novembre 1780, il avait mis en campagne trois corps d'armée le premier, sous le commandement de l'un de ses fils, avait marché sur Oudong ; le ministre de la guerre, à la tête du second, s'était dirigé vers Angkor et « un mandarin entreprenant n avait envahi la province de Kompong-Svay. Mu, en s'apprêtant à la résistance, avait averti Nguyễn Ánh du danger où il se trouvait. Un premier combat, livré dans la province de KompongSvay, avait été fatal aux Cambodgiens et les Siamois s'étaient avancés vers Phnom-Penh.

L'armée annamite, sous les ordres de Hô-van-Lân et de Nguyễn huu-Thuy [465], était postée aux Quatre-Bras ; il en fut détaché alors un corps de troupes pour barrer la route à l'ennemi. Mais à ce moment, vers le mois d'avril 1781 [466], les généraux siamois reçurent d'importantes nouvelles de Bangkok. Phya Tak, devenu fou, avait été attaqué dans son palais, la guerre civile avait éclaté, la révolution grondait. Oubliant tout projet de conquête, le ministre de la guerre et son collègue retournèrent en toute hâte au Siam où ils pensaient se faire, à la tête de leurs armées, les arbitres de la situation. Ils mirent à mort Phya Tak qui avait pris refuge dans une pagode et s'emparèrent du pouvoir. Le ministre de la guerre se fit roi; il fut, sous le nom de Phra Phuti Chao Luang, le premier souverain de la dynastie actuelle [467]. Le général qui l'avait accompagné au Cambodge fut nommé second roi. Le Cambodge, délivré des Siamois, ne recouvra pas cependant la tranquillité; aux compétitions entre les mandarins, aux intrigues ,de toutes sortes s'ajoutèrent d'autres causes de désordre, plus sérieuses encore. Les armées des Tây-Sơn que nous allons revoir victorieuses des troupes de Nguyễn Ánh et maîtresses de la Basse-Cochinchine, envahirent le Cambodge et en occupèrent une bonne partie. Le jeune roi Ang Eng fut emmené au Siam par des femmes de sa parenté qui se fixèrent aux environs de Bangkok [468].

En l'année 1781, les forces de Nguyễn Ánh, complètement réorganisées, comptaient environ trente mille soldats et quatre-vingts jonques de guerre auxquelles se joignaient deux navires français [469]. La révolution du Siam avait délivré le prétendant de toute inquiétude du côté du Cambodge et il pouvait se croire en état de résister à l'avenir aux entreprises des rebelles. Mais Nhac n'avait pas renoncé à ses projets et, comme on l'a vu, la disparition de Dô-Thanh-Nhon, le seul général habile de Nguyễn Ánh, prétendait-il, avait eu pour effet d'accroître encore sa confiance dans la victoire. Au mois de mars de l'année 1782, il fit avec son frère Huê une nouvelle

---

[462] *Historiographies*, I, 16; *Biographies*, princip., XXX, 10 ; ce livre (histoire des Tây-Son), contrairement aux livres XIII (*biographie* de Tông-phuc-Thiên), XXVII (*biographie* de Do-Thanh-Nhon) et aux *Historiographies* (loc. cita.), place, par erreur sans doute, la mort du général en 1782.

[463] *Historiographies*, l, 13 et sur Tam-phu, voir ci-dessus, p. 125, note 440.

[464] MOURA, op. cit., p. 95; les sources annamites concordent dans l'ensemble avec le récit cambodgien ; voir *Historiographies*, 1, 14 et suiv., *Description de Gia-dinh*, p. 119.

[465] Nguyễn-huu-Thuy était originaire de la sous-préfecture royale dans le Thanh-hoa ; il mourut l'année suivante assassiné par les Cambodgiens ; voir sa vie dans les *Biographies*, XIII, 5.

[466] « Vers le mois d'avril, le roi devint fou », dit MOURA, op. cit., p. 96; 1780, erreur pour 1781. « On dit, raconte de son côté Pallegoix, que les mandarins lui firent prendre certaines drogues qui le rendirent fou ; il s'imagina qu'il devenait semblable à Bouddha (*op. cit.*, II, p.97)

[467] PALLEGOIX, *op. cit.*, Il, p. 98.

[468] Le second roi du Siam épousa les trois sœurs de Ang Eng (MOURA, op. cit., p. 98).

[469] D'après les *Historiographies* (1, 13); ces chiffres ne paraissent pas excessifs.

tentative contre Saigon ; le prétendu dénonciateur de Dô-Thanh-Nhon, Tông-phuc-Thiên, se porta à leur rencontre à la tête de la flotte. Malgré une résistance acharnée au cours de laquelle se distingua le commandant d'un des navires français, nommé Manuel, qui, entouré d'ennemis, se fit sauter plutôt que de se rendre [470] l'entrée de la rivière de Saigon fut forcé et les Tây-Sơn victorieux pénétrèrent une fois de plus dans la ville, quatre ans après en avoir été chassés.

Nguyễn Ánh battit en retraite tout en combattant [471] et, avec quelques partisans fidèles, échappa à la poursuite de ses ennemis. Quant à l'évêque d'Adran, qui avait rejoint le prince après les succès de la fin de l'année il réussit de son côté, et non sans peines, à quitter la Cochinchine; il se retira au Cambodge avec le collège. « Je viens encore, écrivait-il à sa famille le 21 juillet 1782, de sortir tout nouvellement de circonstances très fâcheuses sans savoir quelles en seront les suites. Le pauvre roi de Cochinchine, avec qui j'étais si lié, vient d'être battu par les révoltés et obligé de se retirer dans une île. Tous ses généraux sont encore à se battre actuellement. J'ai été obligé de me réfugier au Cambodge, autre royaume de ma juridiction, pour y attendre l'événement de cette guerre. Il n'y a pas encore huit jours que je suis hors de danger. [472]. »

Pigneau trouva au Cambodge les missionnaires de ce pays et leurs chrétiens qui avaient dû abandonner leurs églises par suite de la guerre. Ils étaient tous dans une position lamentable; l'évêque put les secourir, car il avait eu la précaution, avant de quitter la Cochinchine, d'envoyer au Cambodge des bateaux chargés de vivres. Lorsque les armées siamoises, à la suite des événements qui ont été retracés, abandonnèrent le pays, la situation ne s'améliora guère. En effet, les Tây-Sơn, maîtres de toute la Basse-Cochinchine, avaient envoyé des troupes au Cambodge et obligé le roi à les reconnaître. L'ordre fut donné de saisir tous les Cochinchinois réfugiés dans le royaume; Pigneau et les siens se dérobèrent par le plus grand des bonheurs aux recherches dont ils furent l'objet ; « mes bateaux, dit-il, me suivirent dans les sinuosités inconnues de la rivière ; j'y restai près de deux mois.

Pendant ce temps, les bandes du prétendant guerroyaient çà et là, subissant plus d'échecs qu'elles ne remportaient de succès; vers le mois de juin pourtant, les Chinois au service des Tây-Sơn dans le Binh-Thuân tournèrent casaque et, joints aux soldats du prince Du [473], battirent complètement l'avant-garde des Tây-Sơn. Furieux de cette défaite et de cette trahison, Nhac ordonna le massacre de tous les Chinois, commerçants ou soldats, qui se trouvaient dans la province de Gia-dinh; plus de dix mille furent tués ; leurs cadavres, jetés dans la rivière, empestèrent les eaux dont les habitants n'osèrent pas boire pendant plus d'un mois [474].

---

[470] Ce Manuel, matelot breton, d'abord au service de Mgr d'Adran, dit BOUILLEVAUX (op. cit., p. 381, note), était venu de. Pondichéry avec l'évêque d'Adran en 4774 qui l'avait recommandé au prétendant. Les ouvrages annamites parlent de sa mort (Historiographies, I, 46; Biographies, princip., XXVIII, 8; Description de Gia-dinh, AUBARET, p. 49) et notent que Nguyễn Ánh lui accorda des honneurs posthumes et fit placer sa tablette dans la pagode où étaient honorés les sujets fidèles ; c'est la pagode située sur la route de Cho-lon qui fut appelée plus tard par les Français Pagode des Mares. Sur ce Manuel, voir aussi Barrow, op. cit., p. 256 et CRAWFURD, p. 256. D'après l'Etat actuel du Tonkin (p. 164 et BARROW (p. 257), Nguyễn Ánh aurait aussi disposé de navires portugais qu'il avait loués, mais ils l'abandonnèrent au milieu du combat.

[471] D'après les *Historiographies* qui, seules des sources annamites citées, donnent ce détail.

[472] Cité par FAURE (*Mgr Pigneau de Behaine*, p. 44); cet auteur publie des lettres inédites provenant de la collection de M. Meniolle, allié de la famille Pigneau, qu'il tenait de l'ancien curé d'Origny-en-Thiérache, M. Jardinier. Cette lettre est la seule que nous ayons de cette époque; mais dans une autre lettre du 20 mars 1785 (*Nouv. Lett. édif.*, VI, p. 415), la première qu'il lui soit possible d'envoyer aux directeurs du Séminaire depuis quatre ans, il revient sur les événements antérieurs (1782, 1783, 1784) et fournit de précieux renseignements qui permettent de compléter et de contrôler les sources annamites; plusieurs ernpruntg y seront faits. Il n'a été publié dans le même recueil. sur les événements de cette période, qu'une lettre du prêtre annamite André Tôn (*ibid*., p. 437) dont il est question ci-dessous, note 474.

[473] Père du prince Hôi qui remplit dans la, suite un rôle important; mort en combattant en 1783. *Biographies*, princip., IV, 8.

[474] *Historiographies*, I, 17; *Biographies*, princip., XXX, 10. Le chiffre des *Historiographies* est confirmé par la lettre d'André Tôn qui se trouvait à ce moment dans le pays. «Il est venu, cette année plus

Huê, le troisième des Tây-Sơn, prit en personne le commandement d'un corps de troupes considérable; il marcha contre l'armée royale qui essayait de se reconstituer et la tailla en pièces. Nguyễn Ánh put heureusement s'enfuir, ses officiers protégeant avec habileté sa retraite; il envoya demander du secours au Cambodge, mais son ambassadeur, Nguyễn-huu-Thuy, fut assassiné, tant les victoires des Tây-Sơn faisaient d'impression sur les Cambodgiens. Le prince, alors, avec une poignée de fidèles, se retira à Hà-tiên, d'où il s'embarqua pour l'île de Phu-quôc.

Nhac et Huê, au même moment, partaient pour Qui-Nhơn laissant à Saigon une faible garnison de trois mille hommes sous les ordres d'un ancien officier des Đông-sơn. Dans son refuge, le prétendant fut bientôt à même d'apprendre d'heureuses nouvelles plusieurs de ses officiers, parmi lesquels se distinguait Hô-van-Lân, tenaient encore la campagne et portaient aux Tây-Sơn des coups, assez faibles à la vérité un détachement surpris, quelques jonques enlevées mais qui fatiguaient l'ennemi et faisaient espérer une victoire décisive. En effet Chu-van-Tiêp et son beau-frère Lê-van-Quân, qui avaient réuni des soldats du Binh-Thuân, se portèrent avec le prince Mẫn [475], frère du prince Ánh, contre les rebelles, les battirent et entrèrent à Saigon. Nguyễn Ánh, averti, s'empressa de les rejoindre; l'évêque d'Adran, à son tour, y vint aussi vers la fin du mois d'octobre (1782) avec tout son monde. Mais ni le prince, ni Pigneau n'avaient grande confiance en la solidité de la conquête; les Tây-Sơn avaient été battus, il était vrai, mais les royaux, trop faibles encore, n'avaient pu s'opposer à la retraite d'une bonne partie de la garnison qui avait regagné Qui-Nhơn sans être inquiétée; un retour offensif, en grande force, était à appréhender, et Nguyễn Ánh, selon toutes probabilités, n'y pourrait résister.

Pigneau fait entendre que son propre retour avait surtout pour but « d'affermir les chrétiens et ajoute qu'il se préparait à une autre fuite qui « paraissait inévitable » Cependant, pour se mettre en état de tenir tête aux rebelles, Nguyễn Ánh fit une tentative il envoya une ambassade au Siam, chargée de remettre au roi des fleurs d'or et d'argent et de lui demander de l'aide. Il n'eut pas le temps d'en recevoir; au mois de mars Huê et Lu se présentèrent avec des forces importantes; la flotte royale s'avança leur rencontre et tenta d'incendier les jonques ennemies ; mais le vent et la marée étant défavorables, les brûlots, poussés contre ceux-là mêmes qui les avaient lancés, jetèrent parmi eux la confusion et la panique. Le prince Mân trouva la mort en fuyant ; des officiers et des soldats furent tués en grand nombre. Le mois suivant, les royaux ayant rassemblé quelques troupes, Huê se jeta contre eux et les mit en déroute. La poursuite fut rude Nguyễn Ánh ne put s'y soustraire sans grands risques. Il envoya sa famille à l'île de Phu-quôc et s'y rendit ensuite lui-même. Au courant du sixième mois (30 juin-28 juillet) il y fut découvert, mais il échappa encore grâce au dévouement de l'un des siens. A ce moment, un prince de la famille royale, Côc [476], qu'il avait chargé d'aller s'informer des mouvements des rebelles, fut pris ainsi que plusieurs officiers et le prince Bien, le plus jeune frère du prétendant; ils furent tous égorgés [477].

Nguyễn Ánh lui-même n'était pas hors de danger ; de Phu-quôc, il paraît s'être rendu dans l'ile de Koh Rong (28), par Koh Rong que de supposer le prince fugitif poursuivi par ses ennemis infatigables,

---

(28) Les textes annamites portent Côn-lôn, employant les deux caractères qui servent généralement à désigner l'île de Poulo Condore et presque tous les auteurs français, à la suite les uns des autres, ont admis, sans marquer d'hésitation, que Nguyễn Ánh traqué faisait la navette entre Phu-quôc et Poulo Condore. Aubaret traduisant aveuglément son texte, tient pour valable que ce double voyage, sans parler des détours, des arrêts forcés, s'est fait de la 6e à la 7e lune (p. 52, 53). Il paraît plus vraisemblable de traduire *côn-lôn* ,

---

de quarante vaisseaux chinois au port de Saigon on les y a reçus et laissés partir tranquillement; on avait massacré, dans le même port, dix à onze mille Chinois, en 1782 », *Nouv. des Miss. Or*., 1787, p. 49 et Nouv. Lett. édif., VI, p. 439.

[475] La généalogie (d'après Orland, loc, cit., p. 38) le fait mourir le 25 mars 1775. Cependant les *Historiographies* (I, p. 20) et les *Biographies* (en divers passages, notamment biographie de Chu-vân-Tiep, VI, 23) citent expressément son nom en 1783 en l'accompagnant de son titre de thieu-pho.

[476] Son histoire dans les *Biographies*, principe IV, 8

[477] *Historiographies*, II, 3. La généalogie (Orband, loc. cit., p. 38) fixe la mort du prince Bien (avant-dernier survivant des fils de Chuong Vo) à la date du 30 mars 1783.

capable de parcourir de telles distances. D'ailleurs, comme on va le voir, les Tây-Sơn ayant découvert la retraite de Nguyễn Ánh firent cerner l'ile d'un triple rang de jonques ; l'opération eût été fort difficile, sinon impossible à Poulo Condore. Et enfin si, comme le disent les textes annamites, Nguyễn Ánh réussit à s'enfuir à l'île de Koh Kut (Cô-côt) au sujet de laquelle il n'y a pas de confusion possible, il est infiniment plus vraisemblable d'admettre le voyage de Koh Rong à Koh Kut, que celui de Poulo Condore à Kot Kut. Côn-lôn pourrait aussi désigner, au lieu de Koh Rong, l'île Rong Sam lem située au sud de la première et qui offre divers abris suivant les vents ; la vaste baie du Saracen sur la côte Est présente notamment un excellent mouillage en mousson S.-O. et l'on y trouve deux bonnes aiguades. (Voir *Instructions nautiques, Mers de Chine de l'entrée du détroit de Malacea aux atterrages Sud de Hongkong*, p. 295 à 297, et la carte 5434 du Service hydrographique de la marine, *Golfe de Siam de la Baie de Riem à Koh Kong*, 1912.

Quant à l'emploi, pour désigner Koh Rong (ou Koh Rong Sam lem), des deux caractères qui désignent Poulo Condore et qui d'ailleurs servent à représenter d'autres noms géographiques (« on a mis des K'ouen-louen un peu partout », dit M. PELLIOT, *Bull. Ec. fr. E.-O.*, 1894, p. 218), on peut penser que c'est justement en raison de leur fréquent usage que le rédacteur annamite les a trouvés naturellement sous son pinceau pour transcrire le nom cambodgien.

à l'ouverture de la baie de Kompong-som; mais, au cours de la 7e lune (29 juillet-27 août), Nguyễn Van-Huê ayant découvert sa retraite [478], fit entourer l'île d'un triple cercle de jonques. Par bonheur, un terrible orage éclata; la mer gronda, les flots se soulevèrent et l'atmosphère s'obscurcit; des barques sombrèrent, d'autres furent entraînées par le courant et celle de Nguyễn Ánh passa heureusement à travers les mailles du réseau tendu pour la prendre ; elle aborda à l'île de Cô-côt (Koh Kut) [479], Peu de temps après, la mer, apparemment, étant libre, le prince cingla vers Phu-quoc; ses soldats, manquant de provisions, y souffrirent terriblement ; ils furent obligés de se nourrir de racines jusqu'au jour où, grâce à la générosité d'une commerçante de Hà-tiên, un navire chargé de riz arriva dans l'île.

Quant à l'évêque d'Adran, au commencement du mois de mars, après avoir fait les préparatifs nécessaires [480], il avait rejoint le collège [481], alors confié à M. Liot [482]; le 19 mars, il reçut la première nouvelle de l'approche des rebelles. Il s'enfuit alors avec les siens et deux franciscains espagnols, sortit par le port de Bassac et aborda, le second jour, en un point qu'il ne détermine pas exactement mais il conte qu'il y était depuis une semaine lorsque Nguyễn Ánh y arriva avec une cinquantaine de bateaux il prit alors le parti d'en sortir pour chercher un endroit plus retiré. Il le trouva dans une « grande île » du golfe de Siam (Phu-quoc?) où il passa dans le calme les fêtes de Pâques. Il se rendit ensuite dans « un endroit habité pour y faire réparer ses bateaux et c'est là qu'on vint lui apprendre que Nguyễn Ánh, poursuivi par les Tây-Sơn, n'était éloigné que d'une demi-journée. Le prince, fut-il rapporté, allait faire partir une barque chinoise pour Manille afin d'y demander du secours aux Espagnols et d'y acheter des vivres. Les franciscains, à cette nouvelle, firent toutes sortes d'instances pour être amenés auprès de Nguyễn Ánh, voulant profiter de cette occasion pour retourner dans leur couvent. « Il fallut acquiescer à leur désir ; et, malgré ma répugnance, je leur donnai un bateau et des gens pour les conduire où ils désiraient. »

Arrivés auprès du prince, ils trouvèrent « tout dans le trouble, à cause de l'approche des ennemis qu'on annonçait à tout moment et voulurent rejoindre Pigneau. Mais ils tombèrent entre

---

[478] Le récit des *Historiographies* (II, 4 et 5) est suivi ici.

[479] Voir *Description* (AUBARET, p. 277, 278) qui, après les îles de Phu-quôc et de Poulo-Panjang, énumère celles de Koh Rong, Koh Kong et Koh Kut; la position de cette dernière est assez exactement indiquée non loin du « commencement du golfe de Siam », elle « a 50 li de tour. »

[480] On ne pouvait songer à s'enfuir au Cambodge où la guerre et la famine ne laissaient aucune ressource; « nous n'avions d'autre refuge que dans les îles du golfe de Siam ; mais pour cela, il fallait des matelots, des pilotes et des provisions de bouche pour un an. ».

[481] A Mac-bat, dit LOUVET, Cochinchine, I, p. 404 Mac-bat, pour Mâc-bâc dans la province de Trà-vinh; voir ce nom dans la carte sur la rive gauche du fleuve Postérieur, à trente lieues environ de l'embouchure.

[482] Jacques Liot, né le 20 septembre 1751, à Freuilly, diocèse de Tours; parti le 20 décembre 1775 pour la Cochinchine ; provicaire en 1791; mort aux environs de Saigon le 28 avril 1811.

les mains des rebelles « sans que j'aie jamais pu savoir, dit l'évêque, la manière dont ils en avaient été traités [483] .»

Quatre ou cinq jours plus tard, Nguyễn Ánh éprouva une nouvelle défaite et l'évêque d'Adran, ayant perdu tout espoir de pouvoir retourner en Cochinchine, fit voile pour le Siam ; il arriva à Chantaboun le 21 août 1783.

Il aurait reçu là, dans le courant de la septième lune (29 juillet-août), une invitation de Nguyễn Ánh à venir le rejoindre. Il se serait alors rendu auprès du prince. Mais ce renseignement ne concorde pas avec ceux que fournit Pigneau lui-même; l'entrevue doit avoir eu lieu, comme nous le verrons, quelques mois plus tard. Il est cependant intéressant de remarquer que le fait même de l'entrevue est signalé par la source officielle annamite. Voici ce qu'elle indique en substance le prince pria l'évêque de lui procurer des secours français ; l'évêque accepta cette mission et demanda un gage ; Nguyễn Ánh lui confia alors son fils Cảnh qui venait d'avoir quatre ans [484].

Pour fixer la date de cette rencontre, on doit s'en tenir sans doute au récit de Pigneau qui décrit avec beaucoup de précision ses mouvements depuis son arrivée à Chantaboun, le 21 août 1783, jusqu'à son arrivée à Pondichéry, à la fin-du mois de février 1785. A Chantaboun, il se trouva tout déduite très occupé par l'installation du collège ; il fut obligé, vraisemblablement dans la première moitié du mois d'octobre, de se rendre à Bangkok dans le dessein d'obtenir l'autorisation de laisser le collège à Chantaboun ; il quitta le Siam le 12 décembre. Après avoir mis ordre aux affaires du collège, il partit pour Pondichéry vers la mi-janvier 1784. Comme il se trouvait au milieu des îles situées à l'ouest de la baie de Kompong-son, il fit la rencontre de barques qui lui donnèrent d'abord de vives inquiétudes, mais où il découvrit bientôt des mandarins de sa connaissance. Il apprit d'eux que Nguyễn Ánh était à une portée de canon de cet endroit ; il s'y rendit aussitôt et trouva le prince dans le plus pitoyable état [485]; il n'avait plus avec lui que six ou sept cents hommes, un vaisseau et une quinzaine de bateaux. Mais c'était encore trop puisqu'il n'avait pas de quoi les nourrir et que les soldats mangeaient déjà des racines [486]. Pigneau offrit une partie de ses provisions. « On ne saurait se figurer, dit-il, quels furent leur reconnaissance et les témoignages de sensibilité qu'ils firent tous éclater en recevant le peu de choses que je pus leur donner le roi fit si bien qu'en me remettant du jour au lendemain, il me retint avec lui près de quinze jours. Je partis enfin, et nous arrivâmes à l'île de Poulo Panjang le 6 février 1784. » Voilà donc une indication précise ; Pigneau, il est vrai, ne dit rien du sujet des conversations qu'il eut avec Nguyễn Ánh, mais, si l'on retient ce qui paraît légitime le témoignage des *Historiographies* au sujet de la demande de secours formulée par le prince, il est possible d'admettre que cette démarche eut lieu à l'époque indiquée par Pigneau pour son séjour auprès du prince, celui-ci n'ayant vraisemblablement pas gardé l'évêque avec lui durant quinze jours uniquement pour lui marquer sa reconnaissance.

De Poulo Panjang, Pigneau essaya de traverser le golfe du Siam; il n'y put réussir et, après avoir couru tantôt sur un bord tantôt sur l'autre, il dut relâcher à l'île de Poulo Obi pour y faire de l'eau ; une flotte Tây-Sơn de soixante-dix à quatre-vingts voiles s'y trouvait et lui donna la chasse ;

---

[483] « J'ai seulement ouï dire, poursuit-il, qu'ils avaient été conduits en Cochinchine, et qu'après avoir été rachetés par les chrétiens, moyennant une grande somme d'argent, ils avaient été obligés de se retirer au Cambodge. Il est regrettable que l'on n'ait pas les noms de ces moines ; s'agirait-il d'eux dans les *Biographies*, où l'on parle (XXVIII, 8) de deux Espagnols, Gia-dô-bi et Ma-nô-ê (?), qui, en 1783, furent envoyés par Nguyễn Ánh à Manille pour demander du secours ? En route, dit la source annamite, ils rencontrèrent les Tay-son qui les mirent à mort. Cf. Lettre de André Ton, *Nouv. Lett. édif.*, VI, p. 437. Il est question de ces fransciscains espagnols, semble-t-il, dans les *Nouv. des Miss. Or.*; l'un d'eux s'appelait Ferdinand ; le « chef des rebelles en Cochinchine prit en leur faveur un édit les déclarant « bénignement absous » et daté de Saigon, décembre 1783 (vol. publié en 1787, p.25).

[484] A la manière annamite; il était né en effet en 1780, à une date placée entre le 6 mars et le 5 avril d'après la généalogie (ORBAND, loc. cit., p. 40), le 6 avril d'après les *Historiographies*, I, 9.

[485] Noter que les *Historiographies* (II, 9) indiquent qu'à ce moment (1er mois, soit 22 janvier-21 février) Nguyễn Ánh se trouvait à Poulo Panjang où il était allé « se reposer ».

[486] Faut-il rapprocher cette indication de celle que fournissent les *Historiographies* (ci-dessus, p. 133)? C'est probable, malgré la différence des dates données par les deux sources.

il eut le bonheur d'échapper et retourna à Poulo Panjang. Là, on tint conseil le temps de la moisson étant passé, pas d'espoir d'aller à Malacca ; après avoir tout bien pesé, il fut décidé de se retirer *jusqu'au retour de la mousson* dans l'île de Poulo Way, située loin de la terre ferme (à plus de soixante heures). Ils y restèrent depuis le commencement de mars 1784 jusqu'au commencement de décembre de la même année. « Après avoir radoubé notre petit bâtiment, raconte Pigneau, nous quittâmes notre chère solitude avec les plus grands regrets ; nous fîmes voile vers Poulo Panjang pour, de là, traverser le golfe de Siam. Nous y vîmes une deuxième fois le roi de Cochinchine qui me raconta la manière dont il avait été emmené à Siam et s'étendit particulièrement sur la duplicité des Siamois qui, sous prétexte de le rétablir dans ses États, n'avaient cherché qu'à se servir de son nom pour piller son peuple. Ce fut alors qu'il me confia son fils, âgé de six ans, que j'ai amené ici (à Pondichéry). » Si l'évêque attendit le mois de décembre pour cingler vers Poulo Panjang, il est peut-être permis de conjecturer qu'il avait l'intention d'y retrouver Nguyễn Ánh et que rendez-vous avait été pris par les deux personnages pour la fin de l'année 1784 dans cette même île où ils s'étaient rencontrés au mois de janvier. Rien sans doute n'autorise à l'affirmer, mais la suite des événements le donne à supposer; et si l'évêque n'en parle pas, c'est par suite de sa discrétion naturelle, et c'est aussi par prudence, car il était interdit aux missionnaires de s'immiscer dans la politique du pays où ils avaient à exercer leur ministère bien que ses intentions fussent pures, Pigneau ne voulait pas donner aux calomniateurs l'occasion d'exercer leur malignité (29).

---

(29) II avait été déjà accusé à Rome ; « il le savait », dit LOUVET (op. cit., I, p. 410); « il n'ignorait pas que plusieurs de ses confrères, mal instruits des circonstances, blâmaient sa conduite. Et LAUNAY (Histoire, II, p. 437) « L'intimité de Mgr de Behaine avec Nguyễn Ánh excita chez ceux qui ne le connaissaient pas et préféraient blâmer plutôt que s'enquérir, la crainte que le vicaire apostolique n'oubliât ses devoirs d'apôtre on l'accusa même de s'occuper de guerre et de donner des conseils aux officiers sur l'art militaire. » Un missionnaire de Cochinchine, Jacques Liot, s'élève contre cette accusation dans une lettre que Launay, en 1894, a publiée pour la première fois une lettre aussi sortie des Archives des Missions-Étrangères nous apprend que l'évêque avait reçu des observations sur sa conduite de la part des directeurs du Séminaire il répondit le 21 juillet 1781 (LAUNAY, ibid., p. 138) qu'il ne s'arrêterait pas à s'excuser « car, disait-il non sans force, si j'étais capable d'oublier mon état jusqu'à ce point, je n'aurais pas scrupule de le nier quoique ce fût véritablement ». En 1783, une lettre du procureur de Macao (c'était alors Jean-Joseph Descourvières. né vers 1744 dans le diocèse de Besançon, parti le 20 décembre 1776, à son. arrivée sous-procureur à Macao, procureur en 1780, député de la mission au Séminaire en 1785, directeur du Séminaire en 1789, mort à Rome le 6 août 1804) montre que les ennemis de l'évêque, après l'avoir accusé de s'occuper de choses militaires, avaient dénoncé à Home son ingérence dans les affaires politiques. DESCOURVIÈRES écrit à la Congrégation de la Propagande (lettre publiée en 1885 par LOUVET, op. cit., I, texte latin p. 517, traduction partielle, p. 412) « Beaucoup de personnes ignorant les lois de la religion chrétienne et les vertus qu'elle fait observer, en voyant les missionnaires européens dont ils connaissent la supériorité, honorés de la faveur royale, se sont imaginé et ont facilement fait croire à d'autres qu'ils sont les conseillers du prince… Dans cette fausse persuasion, les ennemis du roi ont attribué aux missionnaires, et spécialement à l'évêque, qui tient le premier rang parmi eux, tout ce que le prince a fait. » Descourvières oppose à cette « persuasion du vulgaire » non seulement les lettres écrites par le vicaire apostolique lui-même, mais encore le témoignage de tous les missionnaires qui affirment que Pigneau « s'est abstenu avec soin d'entretenir de fréquents rapports avec le prince, encore plus de traiter d'affaires séculières et politiques En outre, un franciscain espagnol, le P. François de San Michèle, bien que mal disposé à l'égard de Pigneau qui exigeait de lui une soumission entière à la bulle établissant la juridiction des vicaires apostoliques, avait affirmé à Descourvières que l'évêque d'Adran, s pour éviter les inconvénients qu'il prévoyait devoir suivre de ses rapports avec le roi, avait le projet de s'échapper en secret ». Et pourtant, ajoutait le procureur, il n'a pas manqué de gens pour noircir l'évêque par les calomnies les plus atroces, et cela avec de telles apparences de vérité, qu'ils ont trompé les plus sages et les plus saints personnages » Parmi les calomniateurs, « qu'il est nécessaire d'indiquer se trouvaient le P. Didacus (Diego de Junvilla; il en a déjà été question ci-dessus, p. 100, note 356 et 361) « dont la raison de mal agir n'est pas inconnue de la Sacrée Congrégation » et des, marchands et des marins portugais de Macao excités contre l'évêque par le P. Didacus (les détails n'ont pas été traduits par Louvet et il est inutile de les reproduire ici). Un membre des *Missions-Étrangères*, Le Bon (Olivier Simon, né le 17 mars 1710 à Saint-Malo, parti le 18 mai 1745, procureur à Macao en 1754, évêque de Métellopolis en 1764, mort à Goa le 27 octobre 1780) avait accueilli ces calomnies et dénoncé aux

directeurs du Séminaire de Paris les excès attribués à l'évêque d'Adran. Mais les directeurs, d'après Launay (op. cil., Il, p. 254), prirent aussi la défense de Pigneau. M. BOIRET (Denis, né vers 1735 à La Flèche, parti le 9 janvier 1761 pour le Siam, en Cochinchine en 1765, envoyé à Rome en 1773 [R], directeur du Séminaire de Paris en 1776, mort à Rome le 16 février 1813) exposa même au cardinal Antonelli, préfet de la Propagande, que « Mgr d'Adran, ayant écrit plusieurs fois à la Propagande et n'en ayant reçu aucune réponse, s'était vu forcé de prendre une décision ». Il est regrettable que Launay ne donne pas la date de la lettre de Boiret, mais, indépendamment de ce fait qu'il ne nous appartient pas de juger la conduite de Pigneau au point de vue de sa fidélité aux instructions de ses supérieurs, il apparaît avec clarté que ceux-ci n'hésitèrent pas à le couvrir. Boiret va jusqu'à dire (ibid.) que son retour (à Pondichéry) était motivé par de graves circonstances et nullement contraire au règlement de la Société ».

_____

Dans l'intervalle de ses deux rencontres avec Pigneau (dans une ile de la baie de Kompong-som, au mois de février, et à Poulo Panjang au mois de décembre), Nguyen Ánh avait fait la triste expérience que l'amitié du Siam ne pouvait pas lui être d'un secours efficace pour conquérir son royaume. On sait qu'au commencement de l'année il avait déjà demandé du secours à Bangkok. D'autre part, Chu-van-Tiêp, fuyant, au printemps de la même année, devant les Tây-Sơn, avait cherché un asile au Siam; il fit parvenir à son prince, sans doute au début de l'année 1784, un message l'invitant de la part du roi à se rendre à la cour; un officier siamois alla même jusqu'à Long-xuyên où il rencontra, paraît-il, Nguyễn Ánh [487]. Un autre général annamite, Lê-van-Quân, qui venait de se faire battre [488], avait aussi pris refuge au Siam. Nguyễn Ánh se décida à rejoindre ses fidèles, accompagné du prince Hôi, mais laissa sa mère, sa femme et ses enfants à la garde d'un de ses officiers qui les conduisit à Poulo Panjang [489].

Lorsqu'il arriva, à Bangkok, il fut accueilli avec de grands égards; comme il paraissait triste, le roi lui demanda la cause de son chagrin. Le prince répondit « Je n'éprouve aucune crainte si je pouvais me saisir des Tây-Sơn et rassasier ma haine [490], je mourrais content. Ce qui m'afflige, c'est mon manque de talent, c'est mon impuissance à conquérir un pays sur lequel mes ancêtres ont régné plus de deux cents ans.

Le roi fit préparer une armée de vingt mille hommes et trois cents barques [491]. Nguyễn Ánh, de son côté, ayant réuni les troupes annamites, mit à leur tête Chu-van-Tiêp. Celui-ci remporta tout de suite plusieurs avantages ; au début de la 10e lune (13 novembre-décembre), il s'était avancé jusqu'à Sadec. Mais le 30 novembre, au 'cours d'un violent combat où les Tây-Sơn furent encore défaits sur la route de Vinh-long, il reçut une grave blessure ; il en mourut quelques jours plus tard. Le prince le regretta beaucoup [492]; il lui donna comme successeur Lê-van-Quân et l'armée poursuivit sa marche, de nouveaux partisans attirés par le succès venant la renforcer. Pendant ce temps, le contingent siamois, entré en campagne vers la fin du mois de juillet, avait aussi gagné du terrain, donnant la chasse aux Tây-Sơn en retraite, sans se priver toutefois de piller le pays et de dépouiller le peuple au nom du prétendant [493]. Mais Nguyễn Van-Nhac, avisé des progrès des royaux, avait en toute hâte envoyé à Saigon son frère Huê avec des troupes de renfort. Les Siamois, enhardis par l'heureuse issue des premiers combats, allaient de l'avant sans se garder; arrivés au Rach-gâm, non loin de My-tho, ils donnèrent dans un piège tendu par les Tây-Sơn et

[487] *Historiographies*, Il, 9-40; cf. *Description* (AUBARET, p. 53)

[488] A la 2e lune (21 février-20 mars 1784) le texte porte par erreur 1er lune intercalaire ; il y a bien une lune intercalaire cette année, mais c'est la 3e.

[489] *Historiographies*, II, autre présomption en faveur de cette hypothèse le prince et l'évêque s'étaient fixé rendez-vous à Poulo Panjang pour la fin de l'année 1784.

[490] Littéralement « manger leur chair et me faire de leur peau un tapis pour dormir »; expression passée à l'état de cliché.

[491] *Historiographies* (II, 12) et la *Description* (AUBARET, p. 85)sont d'accord-sur ces chiffres: le récit des deux sources varie peu d'ailleurs il est résumé dans les Biographies, princip., liv. XXX

[492] « Nous avons vécu ensemble, dit-il, les jours de joie et les jours d'amertume; et maintenant, ce brave serviteur me quitte au milieu du chemin. *Historiographies*, Il, 43.

[493] Nguyễn Ánh en était extrêmement affligé. A quoi bon reconquérir le pays, disait-il à ses officiers, si je dois pour cela perdre l'amour de mes sujets ? » (*Historiographies*, II, p. 14).

subirent de terribles pertes; deux à trois mille hommes à peine purent être ralliés. Lê-van-Quân fut entraîné dans la déroute.

Où se trouvait Nguyễn Ánh à ce moment ? Si l'on accepte comme exacte la date donnée par Pigneau (commencement de décembre) pour leur rencontre à Poulo Panjang, il faudrait que Nguyễn Ánh eût quitté ses troupes peu après la mort de Chu-van-Tiêp [494]; ce n'aurait pas été la première fois d'ailleurs que ses officiers eussent guerroyé sans lui.

Mais, peu importe la date précise de l'accord intervenu entre l'évêque et le prince, le fait même de l'accord n'est pas discutable. Et l'on ne peut qu'estimer fort plausible cet enchaînement l'évêque sachant les intentions de Nguyễn Ánh de s'adresser à une puissance européenne [495], et désirant qu'il fût fait appel de préférence à son pays, avait offert lui-même le secours de la France [496]; au début de l'année 1784, à un moment où la situation du prince paraissait désespérée, il avait renouvelé ses offres et, sans doute, ses instances. Le roi de Siam montrant à ce moment des dispositions amicales à l'égard du prétendant, celui-ci avait été tenté d'en profiter on avait donc renvoyé à la fin de l'année le soin de prendre une décision au sujet d'une tentative à faire auprès des autorités françaises. La campagne de 1784, commencée favorablement, ayant tourné en déroute, Nguyen Ánh autorisa l'évêque à agir et lui remit pleins pouvoirs pour traiter en son nom.

Les mandarins formant le conseil royal s'étant en effet réunis [497] pour délibérer « sur l'état présent des affaires publiques », il avait été résolu :

---

[494] Mais, si la défaite des Siamois se produisit à l'époque indiquée par les sources annamites (de la 11e à la 12e lune, soit approximativement décembre 1784-janvier 1785) Nguyễn Ánh l'ignorait au moment où il allait trouver Pigneau, ce qui est peu vraisemblable ; d'autre part, les Biographies (II,15) et la *Description* (AUBARET, p. 57) font connaître que Nguyễn Ánh était à Poulo Panjang à la 4e lune (9 février40 mars 1785) de l'année suivante. On devrait donc ou bien reporter la date donnée par Pigneau à deux mois plus tard, ou bien avancer d'autant celle des sources annamites. Mieux vaut croire, semble-t-il, à une erreur des historiographes, Pigneau fournissant toujours, et dans cette longue lettre surtout, des indications fort cohérentes quant aux époques des événements signalés. Noter d'ailleurs que, sous la 12e lune (11 janvier-8 février 1785), les *Historiographies* donnent les noms des deux mandarins chargés avec Bach-da-lôc d'accompagner le prince Cảnh en terre française ; — ce qui paraît confirmer le témoignage de Pigneau.

[495] Que l'on se rappelle qu'il fut sur le point d'envoyer des députés Manille en 1782 (ci-dessus, p. 203). Pigneau dit encore (dans la lettre du 20 mars 1785), après avoir parlé du prince Cảnh « si, dans la suite, son père vient à passer chez les Anglais ou chez les Hollandais, qui ne manqueront de le rétablir dans ses États. » Il devait avoir été souvent traité de cette question dans les nombreux entretiens des deux personnages depuis leur première rencontre. Dans tous les cas, des offres furent faites au prince ; on ne peut en douter. Launay, qui a pu lire aux archives des Missions-Étrangères maintes lettres que les recueils ont laissées de côté, dit nettement (op. cit., tI, p. 229): « Les Portugais de Macao, les Hollandais de Batavia, les Anglais de l'Inde avaient fait des offres de service au vaincu. » On trouvera plus loin d'autres indications tirées des archives françaises qui confirment le fait.

[496] La question de savoir si « cette grave démarche était raisonnable, apostolique, conforme aux intérêts de Rome, est discutée par LAUNAY (*Histoire*, II, p. 230) qui conclut par l'affirmative. Il indique notamment que Pigneau ne pouvait que s'opposer à une intervention des Anglais protestants et des Hollandais calvinistes en Indochine a l'hérésie y pénétrait avec eux »; quant aux Portugais, s'ils y prenaient pied, « les difficultés d'autrefois, à peine aplanies, renaissaient plus inextricables et plus désastreuses ». Voir, dans le même sens, Louvet, *Cochinchine*., I, p. 408 et 411.

[497] Peut-être à Poulo Panjang, au mois de décembre 1784; cependant cette « Délibération du Conseil royal de la Cochinchine » ou du moins la traduction de ce document, telle qu'elle est aux archives du ministère des Affaires étrangères (Asie 19, pièce 35, fol. 101-103; elle a été publiée pour la première fois par AI. FAURE, op. cit., p. 5-1), porte la date « 10e jour de la 7e lune de la 43e année du règne de Cảnh-Hung », ce qui correspond au 18 août 1782 ; il n'est pas impossible, quoique peu probable, que le conseil royal se soit réuni à cette époque en l'absence de l'évêque d'Adran (alors au Cambodge, du mois de mars jusque vers le mois d'octobre *Nouv. Lett. édif.*, VI, p. 416, 418); mais le texte original de la délibération faisant défaut, il est superflu de discuter sur la date que porte la traduction et qui peut être erronée. On peut parfaitement d'ailleurs, en dépit de cette obscurité, supposer le document authentique, surtout si l'on en rapproche la teneur de celle du traité définitif. Un avant-projet de traité, publié par M. J. Silvestre, d'après un auteur indigène « qui semble souvent fort bien renseigné (Politique française, loc. cit., XI, 1896, p. 50),

1° que le secours d'une puissance européenne devenant nécessaire pour rétablir le roi dans tous ses droits, Sa Majesté serait priée de remettre ses intérêts entre les mains du roi de France;

2° que pour mener une négociation de cette importance, il serait proposé au roi de s'adresser à M. l'évêque d'Adran;

3° que le roi le munirait de pouvoirs illimités pour demander à la cour de France les secours nécessaires;

4°que, pour assurer la cour de France de la droiture de ses intentions, le roi serait prié de remettre son fils unique entre les mains de l'évêque d'Adran;

5° que le roi serait prié de confier au prélat le sceau principal de sa dignité royale qui, pour toute la nation, en est regardé comme l'investiture afin que la cour de France fût assurée des pouvoirs de l'évêque d'Adran.

6° que deux principaux officiers de la cour seraient donnés comme gouverneurs au prince royal et pour accompagner l'évêque d'Adran, lesquels officiers seraient aussi garants du désir sincère qu'a le roi de traiter avec la cour de France.

En outre, dans une lettre adressée au roi de France Nguyễn Ánh s'exprimait ainsi :

« Malgré la différence d'étendue de mon pays et celle de votre illustre royaume, malgré la distance considérable qui nous sépare, persuadé que vous croirez à ma sincérité, je me suis décidé, d'après l'avis de l'évêque d'Adran, de m'adresser à vous. J'ai donc confié mon fils à l'évêque et lui ai remis le sceau de l'empire, afin que vous ayez toute confiance en lui, pour qu'il se rende auprès de vous et vous demande les secours nécessaires pour rentrer dans mon royaume. Connaissant vos vertus, je me flatte que vous daignerez accueillir mon jeune enfant, que vous aurez compassion de mon sort, et j'espère que dans peu j'aurai la joie de le voir revenir avec les secours nécessaires. J'attends avec impatience le retour de l'évêque, et soyez persuadé que je conserverai pour toujours le souvenir de vos bienfaits [498] ».

L'évêque d'Adran, ainsi accrédité, quitta Poulo Panjang avec le prince Cảnh et sa suite, et arriva le 19 décembre à Malacca. Il demeura plus d'un mois et demi à attendre M. Coudé qu'il devait sacrer évêque de Rhési et partit sans l'avoir vu [499]; il arriva dans la capitale des établissements français de l'Inde vers la fin du mois de février 1785. Dans sa lettre du 20 mars 1785 aux directeurs du Séminaire, il disait « Je n'attends que le temps favorable pour me rendre à Macao et de là passer à la haute Cochinchine. (30)»

_____

(30). *Nouv. Lett. édif.,* VI, p. 435. Al. FAURE (op. cit., p. 56), parlant de cette lettre qu'il ne connaît que par Louvet, dit Il Mgr Pigneau de Behaine écrivait de Pondichéry au directeur des Missions-Étrangères de Paris, pour l'informer que le prince Cảnh et les mandarins qui l'accompagnaient se rendraient, seuls, en

---

fournit des informations assez différentes en ce qui concerne l'importance des secours à obtenir de la France; mais il n'est en réalité qu'un décalque du prétendu traité publié par Barrow en 1806. Voir à l'appendice le texte de ces pièces.

[498] Une copie du texte chinois de cette lettre, certifiée conforme à l'original par de Guignes, agent du roi à Canton, se trouve aux *Arch. Aff. étr*. (Asie 21, pièce 11, fol. 66) accompagnée de sa traduction de la main du même de Guignes (pièce 15, fol. 67). Mais alors que la première pièce porte la date 22e jour de la 10e lune de la 60e année Cảnh-Hung, soit 29 novembre 1789, la seconde est datée, par inadvertance sans doute, d'ici « seconde lune, soit 7 avril 1789. La date du texte chinois est acceptable et concorde avec l'époque donnée par Pigneau pour sa seconde rencontre avec le roi. Cette sorte de lettre de crédit, vraisemblablement, a pu être remise alors à l'évêque. Mais comment a-t-elle passé par le canal de de Guignes ? C'est ce qui demeure peu explicable. Peut-être bien qu'il s'agit de cette lettre dans une pièce datée du 25 février 1791 (*Arch. Col., Correspondance de l'Intérieur sur l'Administration de l'Inde*, fol. 12) par laquelle le ministre de la Marine (de Fleurieu) renvoie à de Guignes une lettre du roi de la Cochinchine pour qu'il en fasse la traduction, « car M. Ruffin, interprète pour les langues orientales, observe qu'il ignore le cochinchinois. Dans le texte chinois, l'évêque est désigné par l'expression le *Maître supérieur Pierre* et Cânh par un caractère qui ne correspond pas à un nom connu du jeune prince; faute de copiste ?

[499] Il était mort en chemin, comme l'apprit Pigneau à Nicobar ; JosephLouis Coudé, né le 4 octobre 1750 à Auray, diocèse de Vannes, parti le 29 novembre 1773 pour le Siam, évêque de Rhési, mort le 8 janvier 1785 entre Bangkok et Quédah, avant sa consécration épiscopale.

France et que, quant à lui, il n'attendait qu'une occasion pour retourner en Cochinchine, mais en passant par Macao. Il n'est pas question le moins du monde, dans la lettre de Pigneau, de ce projet de voyage à Paris du prince Cảnh et des mandarins seuls ; l'ouvrage de LOUVET (1, p. 410) n'en parle pas davantage.

Il n'est pas permis d'autre part de penser que l'évêque d'Adran, parlant de passer à Macao, ait eu le désir de dissimuler ses intentions à ses supérieurs; il est plus conforme à la vérité, sans nul doute, de supposer que, rebuté par l'accueil qu'il avait trouvé à Pondichéry, fatigué des attaques dont il était l'objet de la part de certains missionnaires, il fût à ce moment disposé à abandonner ses projets et à se rendre en Annam par Macao suivant l'habitude, pour y rejoindre son coadjuteur Jean Labartette (né le 31 janvier 1744 dans le diocèse de Bayonne, parti le 29 novembre 1773 pour la Cochinchine, évêque de Véren et coadjuteur depuis 1784 ; sacré en 1793 seulement; vicaire apostolique à la mort de l'évêque d'Adran en 1799 ; mort le 6 août 1823 dans la province de Quang-tri) On a de LABARTETTE une intéressante lettre (15 juillet 1786, *Nouv. Lett. édif.*, t. VI, p. 489) où il fournit des détails sur l'état de la mission de la Cochinchine à cette époque.

———

Il apparaît clairement toutefois qu'il fit à Pondichéry des démarches auprès des autorités françaises pour obtenir les secours dont Nguyễn Ánh avait besoin [500]. Il s'adressa à Coutenceau des Algrains [501], qui venait de remplacer, par intérim, C. J. de Bussy à la-tête des établissements de l'Inde et qui regarda l'expédition proposée « comme étant contraire aux intérêts de la nation, à la saine politique, très difficile et très inutile [502]. Le capitaine de vaisseau de Souillac [503], qui se trouvait en inspection à Pondichéry à ce moment, fut aussi pressenti par l'évêque d'Adran a Il me proposa, écrit-il au ministre le 31 août 1786, de faire une expédition pour rétablir sur le trône de la Cochinchine le père du jeune enfant qui est avec lui. Je lui fis connaître que ce qu'il désirait ne pouvait s'exécuter quel d'après des ordres de Sa Majesté; mais je lui dis qu'en attendant des réponses de la cour, je pourrais peut-être expédier un bâtiment à la Cochinchine et charger quelqu'un d'y prendre des renseignements propres à déterminer ce que l'on pourrait faire. M. l'évêque d'Adran éluda cette proposition en me disant que l'affaire qu'il proposait était pressée et que si elle ne pouvait avoir lieu dans peu, elle serait manquée. Cette réponse me décida à ne plus m'en occuper et à attendre l'effet des comptes qui nous avaient été rendus, Monseigneur, à ce sujet. » Il avait été, en effet, officiellement référé à Versailles des propositions de Pigneau et en outre, l'évêque avait écrit lui-même au ministre, marquis de Castries, le 8 juillet 1785 [504]. Le comte de Solminihac de Lamothe, ingénieur militaire, fut chargé d'étudier la question [505]; dans deux

[500] Dans le mémoire de Solminihac de Lamothe dont il est question ci-dessous, on voit que le prince (Nguyễn Ánh) avait envoyé son fils unique à Pondichéry avec Mgr d'Adran « pour demander du secours au gouverneur général de l'Inde » (Corr. gén., T'oung-pao, vol. VII, p. 559). La lettre de Nguyễn Ánh au roi de France (vol. VIII, p. 551) ne laisse aucun doute à ce sujet « L'évêque d'Adran, arrivé dans l'Inde la même année (l785) n'ayant pu rien obtenir de ceux qui y commandaient au nom de Votre Majesté, se trouva obligé de continuer son voyage en France. D Si l'on note que cette lettre fut traduite en français par l'évêque luimême et envoyée par ses soins, on peut faire la réflexion que la discrétion qui s'imposait en 1785 n'était évidemment plus de mise en 1790, après le voyage en France.

[501] Né près de Meaux, le 28 mai 1730, mort à Paris en 1788 ; il était brigadier d'infanterie. *Arch. Nat.*, reg. Col. D^2 C.180, fol. 88, 90, 93.

[502] Dépêche de Cossigny au ministre. *Corr. gén.*, vol. VII, p. 571.

[503] François, vicomte de Souillac, né en Périgord, le 2 juillet 1732 ; la lettre dont il est cité un passage se trouve, in *Corr. gén*., vol. VII, p. 590. Souillac avait été nommé, le 15 août 1784, gouverneur général de tous les établissements français au delà du Cap de Bonne-Espérance (*Arch. nat.*, col. D2 ,C. 180, fol. 8).

[504] Le fait ressort d'une « Minute du Rapport sur l'arrivée en France d'Adran et sur l'objet de sa mission » qui énumère, parmi une série de pièces, cette lettre du 8 juillet et une aulre adressée de l'Ile de France le 8 septembre 1786 ; il est aussi fait allusion à ces deux lettres dans celle qu'écrivit le ministre à l'évêque au moment de son débarquement en France ; mais il ne paraît être resté trace.ni de l'une ni de l'autre dans nos archives.

[505] Ce qui le prouve, c'est la conclusion de son premier rapport « On s'est empressé de mettre sous les yeux de Monseigneur (le ministre) ces vues 'générales; s'il désire être plus particulièrement informé des

rapports (du 26 janvier et du 25 février 1786), il fait connaître les avantages d'un établissement en Cochinchine et dresse un projet d'instruction relatif à la connaissance de la côte et particulièrement du port de Tourane.

Quelques détails méritent d'être extraits du premier : « Un officier qui connaît ce pays, disait de Solminihac, et qui désire que ses connaissances soient utiles, va tâcher de démontrer l'importance des avantages qu'on pourrait retirer d'une telle expédition, leur influence sur le commerce général de l'Inde et la facilité de les acquérir. » La Cochinchine est riche, les objets de commerce précieux y abondent; le voisinage des Philippines rendrait l'entrepôt qu'on y ferait le plus riche comptoir de l'Inde ; au point de vue du commerce d'Inde en Inde, Tourane peut être considéré comme un point central entre la Chine, les Philippines et le détroit de Malacca; au, point de vue militaire, Tourane, par sa situation, permettrait d'intercepter « la branche de commerce la plus lucrative qu'aient les ennemis. »

Ces avantages seraient acquis au prix d'un léger sacrifice; il s'agit de remettre sur le trône le souverain légitime : « Un secours de huit cents hommes et de quatre cents Cafres, des munitions de guerre confiées à un militaire éclairé, désintéressé et d'un esprit conciliant, suffiraient pour opérer cette révolution [506].

3. Cossigny à Pondichéry. Nguyễn Ánh jusqu'à la reprise de Saigon (sept. 1788).

L'évêque d'Adran n'eut pas à attendre l'effet des communications adressées à Versailles. L'intérim de Coutenceau avait pris fin en effet et le gouverneur, Charpentier de Cossigny [507], montra de meilleures dispositions. « Sans entrer absolument, écrivait-il au ministre, dans les vues de Mgr l'évêque d'Adran, qui néanmoins paraissent celles d'un bon patriote, je ne saurais être de l'avis de M. de Coutenceau » [508]. Il n'alla cependant point jusqu'à prendre sur lui d'accorder à Pigneau des secours immédiats ; mais il lui donna passage aux frais du roi sur le bâtiment de commerce le Malabar, capitaine Pignatel. L'évêque, en effet, désespérant de rien obtenir à Pondichéry, se décidait à passer en France pour plaider la cause de Nguyễn Ánh.

---

détails relatifs soit au pays, soit à l'expédition, ses ordres seront exécutés avec le même zèle. *Corr. gén.*, vol. VII, p. 559 et suiv.

[506] Si l'on se reporte à ce que demandait Chevalier en 1778, sur l'opinion du P. de LOUREIRO (ci-dessus, p. 181), on voit que Solminihac se montrait plus exigeant; mais on remarquera que l'un et l'autre se trouvent d'accord au sujet des qualités requises des chefs de l'expédition « d'une sagesse, d'une modération et d'un caractère de conciliation et d'aménité à toute épreuves » Dans un passage de son second rapport (ibid., p. 562, 563), Solminihac insiste sur ce point qu'il faudrait débarquer à Tourane avec prudence, sans cependant « montrer trop de défiance » et ajoute : « On ne saurait employer trop d'adresse et de douceur pour se concilier les mandarins et le roi, »

[507] Joseph-François Charpentier de Cossigny appartenait à une famille de soldats et d'ingénieurs dont le plus ancien représentant connu est Nicolas Charpentier, commissaire général des poudres et salpêtres de Languedoc et de Provence en 1695. Deux des petit-fils de celui-ci, JeanFrançois et David, eurent l'un et l'autre le grade de maréchal de camp; le second commandait à l'île Bourbon en 1786 et mourut à l'Ile-deFrance en 1806. Joseph-François était le fils de Jean François; né à Palma en 1730 ; capitaine-ingénieur du roi, fortifia Port-Louis ; commanda à Pondichéry de 1785 à 1787; député-suppléant de l'Ile de France à l'Assemblée Constituante, ne siégea pas (Notice de, A. Brette, dans les *Constituants*, p. 193) Cossigny (de Palma) (Joseph-François Charpentier de), écuyer, chevalier de Saint-Louis, ingénieur du roi, capitaine d'infanterie, correspondant de l'Académie royale des sciences de Paris et de la Société littéraire des arts de Batavia, colon du quartier des plaines de Wilhems.

[508] *Corr. gén* vol. VII, p. 571. D'après la « Minute du Rapport » déjà citée (ci-dessus, p. 212, note 4), Coutenceau aurait écrit au ministre dès le 11 mars 1785 concernant l'évêque d'Adran ; je n'ai pas connu cette lettre.

Quel était son état d'esprit au moment où il demandait à Cossigny de faciliter son voyage ? On ne peut que l'imaginer. Mais une lettre qu'il adressait à Liot au mois de février 1786 [509] montre qu'il avait été déjà abreuvé de dégoûts. « Je ne vous dis rien de toutes les nouvelles qui regardent notre grande affaire, écrivait-il, celui qui vous porte cette lettre ne manquera pas de vous dire tout en détail. Je repasse en France pour cette raison, et il n'y a pas d'apparence que je puisse revenir avant dix-huit mois. Prenez patience. Je vous disais souvent avant de vous quitter, que j'allais entrer dans une carrière épineuse et pleine de dégoût; je ne me trompais guère, j'en ai déjà essuyé de toutes les manières et Dieu sait quelle sera la fin de toutes ces misères}. Le bon Dieu qui vous aime vous a éloigné de tout ce qui pourrait vous faire de la peine, et il me laisse dans le bourbier. »

Le *Malabar* partit au mois de juillet [510] avec l'évêque d'Adran, le prince Cảnh, un membre de sa famille et trois serviteurs annamites; il toucha à l'Ile de France où le gouverneur, M. de Souillac, était de retour de sa tournée d'inspection. Cet officier, écrivant au ministre de la marine, fit savoir qu'il avait revu l'évêque d'Adran ; sans discuter ouvertement l'initiative de Cossigny, il crut on de rappeler les rapports de Coutenceau et les siens et laissa percer qu'il était, comme par le passé, hostile aux projets de l'évêque. Mais il n'était plus en son pouvoir d'y porter obstacle.

Cossigny de son côté après avoir fait connaître au ministre la décision prise relativement au voyage de Pigneau, disait « Lorsque Mgr l'évêque sera auprès de vous, vous serez à même de juger de l'étendue de ses vues, de son esprit, de l'avantage que la nation pourrait tirer de cette expédition. En attendant, ajourait-il; de concert avec M. le chevalier d'Entrecasteaux [511], nous sommes convenus que la flûte du roi, le *Marquis de Castries*, commandée par M. de Richery [512], enseigne des vaisseaux de Sa Majesté, partirait le 20 de ce mois (juin) avec l'ordre d'aller relâcher dans l'île de Poulo Panjang, située dans le golfe de Siam, où Mgr l'évêque assure qu'on trouvera des lettres du roi de la Cochinchine détrôné et qu'on sait être réfugié auprès du roi de Siam; il est à présumer, dit l'évêque d'Adran, que d'après les lettres qu'il écrit, le roi de la Cochinchine viendra se jeter dans les bras de M. de Richery. »

Voici parmi les instructions de Richery, datées du 20 juin 1786, celles qui se rapportent à l'objet qui nous intéresse [513]. Le commandant du Castries devait recevoir à son bord trente-quatre [514] Annamites venus à Pondichéry avec l'évêque d'Adran ; aller avec ces guides prendre des connaissances sur l'état présent du roi de la Cochinchine ; débarquer ceux qui lui auraient été désignés à Trenganu, sur la côte orientale de la presqu'île de Malacca, et y prendre des

---

[509] Publiée par Louvet (*op. cit*., I, p.416) qui, sans doute, en a pris connaissance aux archives des Missions-Étrangères.

[510] La date n'apparaît pas d'une manière nette dans les documents mais la-dépêche de Cossigny au ministre, où il est question du passage accordé à Pigneau, est du 5 juillet et l'on sait que l'habitude était alors de donner la même date à toutes les pièces du « paquet celle du départ du navire qui le portait, même si certaines dépêches avaient été rédigées antérieurement (on en voit un bon exemple dans la Corr. gén., vol. VII, p. 623 : La deuxième lettre. »). C'est par une lettre du 5 juillet aussi que Cossigny avise Souillac du prochain passage de l'évêque d'Adran à l'Ile de France et Souillac, dans sa dépêche du 31 août, dit que le Malabar est en relâche dans l'ile. C'est donc à tort que Louvet (op. cit., l, p. 417) écrit que l'évêque s'embarqua le 21 octobre 1786; il éprouve le besoin d'ajouter aussitôt « Le voyage fut plus rapide qu'il ne l'était d'habitude alors. »

[511] C'est le célèbre navigateur Joseph-Antoine Bruni d'Entrecasteaux, né à Aix-en-Provence en 1739, mort à Java en 1793; il venait d'être nommé (1786) chef de division et commandant des forces navales aux Indes orientales.

[512] Joseph de Richery, né à Alons (Provence) le 13 septembre 1757 lieutenant de vaisseau en 1789; capitaine de vaisseau en 1793 ; contreamiral en 1795; mort en 1799.

[513] En fait, la mission confiée à de Richery relativement aux projets de l'évêque d'Adran n'était, comme s'exprime Cossigny le 19 juillet 1787 (*Corr. gén*., vol. VII, p. 619), « qu'un accessoire à la suite du voyage 1) dont l'objet était la reconnaissance des îles Andaman, pour laquelle uniquement elle (la flûte le *Marquis de Castries*) est expédiée, d'après l'intention du roi indiquée aux Instructions de Sa Majesté que nous a communiquées M. le Chevalier d'Entrecasteaux » (Instructions pour M. de Richery, ibid., p. 564).

[514] Ce chiffre n'est pas indiqué dans le document où il est resté en blanc; mais il ressort de deux autres pièces (*Corr. gén*., vol. VII, p. 629 et 639).

renseignements; se rendre à l'île de Poulo Panjang où il s'efforcerait de recueillir d'autres informations; soit de ce point, soit de tout autre plus à portée, faire parvenir ses dépêches au roi de la Cochinchine actuellement réfugié à la cour de Siam; faire route pour la Cochinchine après être convenu avec ses envoyés du temps de leur retour; parcourir les côtes cochinchinoises du 1ie au 18e degré, se renseignant, partout où il serait possible d'aborder, sur le génie, les mœurs des peuples, sur la nature de leur attachement pour leur souverain fugitif, sur les objets propres à notre commerce et sur les positions favorables à des établissements civils ou militaires; lever les plans des ports, baies, rades auxquels il lui sera possible de toucher; s'occuper particulièrement de bien reconnaître Tourane; user dans ses différents travaux de la plus grande circonspection tant pour la sûreté de son vaisseau que pour ménager et gagner l'affection des peuples avec lesquels il aura occasion de traiter; combiner la durée de cette course avec les moussons et l'époque de son rendez-vous avec les envoyés vers la cour de Siam près du roi de la Cochinchine. De retour dans le golfe de Siam au lieu du rendez-vous, M. de Richery devait s'inspirer des circonstances, et recevoir Nguyễn Ánh à son bord pour le conduire avec sa famille à Pondichéry, ou bien, si le roi préférait se tenir en contact avec ses sujets et rester dans l'île de Poulo Panjang, lui laisser quelques Européens avec des vivres et des munitions, pourvu que l'île offrît un asile susceptible de défense contre les attaques des rebelles. Mais, avant de lier le gouvernement au sort de ce prince infortuné, il devrait s'attacher a à pénétrer le caractère et le génie du prince, ses moyens, le nombre et l'espèce de ses partisans et quelles seraient dans l'avenir ses ressources pour dédommager la France des frais primitifs d'une semblable liaison; si elle n'offrait que des objets futiles et de peu d'importance, si le prince était un homme faible et de peu de génie, et que son .parti fût peu nombreux, tiède ou indécis», il faudrait se donner garde d'engager le gouvernement et se borner à venir rendre compte de la mission.

L'exécution de ce programme exigeait de la part de celui à qui elle était confiée beaucoup d'habileté et de finesse; il n'est pas possible de savoir si Richery méritait la confiance que ses chefs mettaient en lui, car il parait n'avoir rien tenté pour bien remplir sa mission. Parti de Pondichéry le 4 juillet [515], il relâcha à Trenganu, puis à Poulo Panjang ; là, il déposa quatorze des Annamites qu'il avait à son bord dont le prêtre indigène Paul Nghi (31).

(31) Ce prêtre indigène, de son nom complet Hô-van-Nghi (*Historiographies*, II, 21), fut le compagnon de tous les travaux de l'évêque d'Adran (*Nouv. Lett. édif.*, VI, p. 433) qui l'avait ordonné en 1776 (ibid., p. 294); il en est souvent question dans les lettres des missionnaires, sous le nom de Paul. Ce fut lui qui, pendant que Nguyễn Ánh fugitif, après la mort de son oncle était caché par les soins de l'évêque, apportait au prince sa nourriture quotidienne. Il ne paraît guère avoir quitté Pigneau au cours de tous ses déplacements jusqu'en 1786; pendant le séjour que fit l'évêque à Poulo Way (de mars à décembre), il l'aida à traduire en annamite des ouvrages religieux « à l'usage du collège particulier et des prêtres du pays p. Il était au nombre des Annamites qui accompagnèrent Pigneau et le prince Cảnh à Pondichéry en 1785; parti avec Richery et laisser Poulo Panjang, il se mit en rapport avec Nguyễn Ánh, puis retourna dans l'île pour attendre le retour du *Marquis de Castries* qui ne revint que le 21 février 1787 et le reconduisit à Pondichéry; il eut à souffrir de mauvais traitements de la part des officiers et quand Richery voulut l'emmener dans son second voyage, il s'enfuit pendant la nuit au Grand Mont près de Madras; il y resta jusqu'à l'arrivée de Conway à qui il adressa une plainte contre Richery (*Corr. gén.*, vol. VII, p. 629). Lorsque Pigneau revint de France, il reprit sa place auprès de lui il mourut deux ans après l'évêque, le 19 février 1801. Le Labousse (Pierre-Marie, né le 22 janvier 1759 dans le diocèse de Vannes, parti le 20 septembre 1784, mort dans le Khânh-hoà le 25 avril 1801) écrivait alors : « La mission de Cochinchine perd en M. Paul un de ses meilleurs ouvriers. C'était un homme puissant en œuvres et en paroles. Elevé à l'école de Mgr l'évêque d'Adran, qui l'avait instruit et promu au sacerdoce, il a fait voir, jusqu'à l'âge de soixante-sept ans, qu'il était le digne disciple d'un tel maître. Il avait accompagné ce grand prélat dans tous ses travaux et avait partagé avec lui ses fatigues et ses malheurs. Il ne s'en sépara qu'à Pondichéry, où il fut laissé avec les gens de la suite du jeune prince, en attendant son retour de France. Le roi de Cochinchine, dans le temps de ses désastres, fut heureux d'avoir le Père Paul pour se procurer les choses de première

[515] Les instructions signées de Cossigny et d'Entrecasteaux sont datées du 20 juin; mais cette date du 4 juillet est donnée pour le départ de Richery, dans un autre document (*Corr. gén.*, vol. VII, p. 625; Instructions pour la seconde mission de Richery); Paul Nghi dit être parti le 6 juillet.

nécessité aussi ce prince a-t-il toujours conservé pour lui beaucoup d'affection. C'était de lui que se servait Mgr l'évêque d'Adran toutes les fois qu'il fallait, envoyer quelqu'un à la Cour, pour quelque affaire que ce fût; et, depuis qu'il a plu au ciel de nous enlever notre chef, il était notre principale ressource et notre plus fort soutien. » *Nouv. Lett. édif*., VIII. Lettre du 20 avril 1801, p. 209.

———

— avec trois mois de vivres et partit ensuite, leur ayant donné rendez-vous dans la même île pour le mois de décembre (1786) ; mais il fut obligé par le mauvais temps, une voie d'eau s'étant déclarée, de faire voile pour les Philippines au lieu d'aller reconnaître les côtes de Cochinchine; il arriva à Manille le 11 septembre et « j'avoue, dit-il, qu'il était temps [516]. Il resta trois mois aux Philippines pour faire caréner la flûte, puis se dirigea vers Macao dans l'intention de s'informer de la vérité des rapports qu'il avait reçus sur les armements des Portugais pour la Cochinchine; « le temps, l'espace, les époques, tout s'accorde avec cette démarche et rien ne peut en être dérangé écrivait-il à Cossigny, oubliant simplement qu'il devait à ce moment même retrouver à Poulo Panjang les Annamites qu'il y avait laissés. Paul Nghi l'accusa publiquement de s'être livré au commerce pour son compte personnel et d'avoir porté du riz à Macao, où, par suite d'une famine, cette denrée était très demandée [517].

Paul Nghi et ses compagnons, laissés à Poulo Panjang, avaient construit une barque et avaient pu prévenir Nguyễn Ánh de l'arrivée prochaine du vaisseau français. Le prince, bien que tout disposé à se rendre à Pondichéry, en aurait été cependant empêché, même si Richery avait suivi ses instructions et s'était trouvé à l'époque fixée dans le golfe de Siam. Dans une lettre adressée à Cossigny, le prince dit en effet. Déjà j'étais prêt à suivre votre vaisseau et à venir vous rejoindre; mais il m'est arrivé une lettre de la reine de Portugal et une autre du gouverneur de Goa, m'offrant de m'embarquer sur un navire portugais. J'ai refusé cette' proposition parce que j'ai intention de ne lier amitié qu'avec les Français. Mais le roi de Siam commence à douter de moi, et il me sera difficile de partir avec le vaisseau du commandant Richery; je promets de lui donner une lettre pour vous; dans quelques mois, je le suivrai [518].

[516] Lettre de Richery à Cossigny, datée de Manille, 11 décembre1786 (*Corr. gén.*, vol. VII, p. 586); Richery dit avoir écrit précédemment de Trenganu pour rendre compte des motifs qui l'ont obligé à relâcher aux Philippines, « mais cette lettre n'est pas parvenue ».

[517] La « relation du voyage du Père Paul Nghi, missionnaire de la Cochinchine, sur la flûte du roi le *Castries* » fut écrite en latin et traduite par le procureur de la mission malabare ; elle porte la date du 5 octobre 1787. *Corr. gén*., vol. VIl, p. 629. Une copie de cette relation se trouve aussi aux *Archi. Aff. ét*. (Chine et Cochinchine, 1712-1822, vol. 21, fol. 61); c'est celle qu'avait envoyée Coway qui la certifie véritable.

[518] Il écrivit en effet en même temps à Richery, Paul Nghi en parle — aussi (*Corr. gén*., p. 630), mais cette lettre ne se trouve pas dans le registre de la *Correspondance générale*. Le fait des offres portugaises est confirmé par les *Historiographies* (III, 1) « au 1er mois (18 février-18 mars 1787; le fait a dû vraisemblablement se produire deux ou trois mois plus tôt), le roi étant à Bangkok, un Portugais, nommé An-Tôn-loi (Antonio Vincente da Rosa; Paul Nghi l'appelle M. Vincent ; c'était un capitaine portugais de Macao dont il est assez souvent question dans les documents de cette époque) apporta une lettre et des présents ; il offrit au roi du Siam des présents pour qu'il permit à Nguyễn Ánh de le suivre (conforme au récit de P. Nghi) ; mais celui-ci, voyant que le roi du Siam était mécontent, dit à Antonio de se retirer Paul Nghi dit de son côté a notre roi, n'apprenant aucune nouvelle de l'arrivée de votre vaisseau, donna audience à l'envoyé portugais, lui a donné une lettre pour le gouverneur de Goa, je n'en sais pas le contenu ». L'évèque d'Adran, pleinement informé de cette affaire à son retour de France, écrivait le 14 juin 1788 Les Portugais envoyés à Siam de Goa à la fin de 1786, manquèrent leur retour en 1787 et furent obligés de rester à Macao jusqu'au commencement de 1788. Ils partirent alors de cette ville avec deux envoyés du roi de la Cochinchine qui (comme ils me l'écrivent eux-mêmes de Macao) ne suivaient le vaisseau portugais que pour ménager cette nation qui faisait des offres au roi leur maître et se tenir en mesure de réclamer sa protection, dans le cas où la France ne viendrait pas à son secours. » *Corr. gén*., vol. VIII, p. 439.

Pendant ce temps, Paul Nghi et ses compagnons, las d'attendre er y et réduits à toute extrémité faute de provisions, passèrent dans une autre île [519]. Enfin, le 21 février, le Marquis de Castries reparut ; Paul Nghi pria Richery de prendre à son bord le roi qui était prêt à s'embarquer; l'officier refusa ; il opposa une nouvelle fin de non-recevoir à la demande que lui fit Paul Nghi d'envoyer un pilote à Nguyễn Ánh ; il ne permit même pas au prêtre d'aller rejoindre son souverain et l'emmena de force, ainsi que les autres Annamites, à Pondichéry.

Lorsqu'ils y arrivèrent, l'évêque d'Adran était parti et nous verrons même qu'à cette époque il se trouvait déjà en France. D'Entrecasteaux et Cossigny crurent aux explications- de Richery qui s'était d'ailleurs acquitté de là partie de sa mission relative aux renseignements d'ordre nautique à recueillir; le 19 juillet 1787, le gouverneur écrivit au ministre [520] « M. d'Entrecasteaux a bien voulu se charger de vous envoyer le mémoire et le journal de la campagne qu'a faite cet officier qui a rempli parfaitement sa mission, quoique d'une manière incomplète d'après les circonstances [521]. Cossigny et d'Entrecasteaux décidèrent de faire partir Richery pour un second voyage afin de « porter à leur perfection les reconnaissances qu'il a déjà faites et particulièrement celles que nous l'avions chargé de faire du port de Tourane, des côtes de la Cochinchine, etc. s il devait en outre, s'acquitter de la partie de ses instructions qu'il n'avait pas remplie, concernant les relations à établir avec Nguyễn Ánh.

Richery partit avec le *Marquis de Castries*, le 24 juillet 1787; il aurait dû emmener Paul Nghi, mais celui-ci, effrayé, s'était enfui avec plusieurs autres Annamites près de Madras et ne retourna à Pondichéry que deux mois plus tard. C'est alors qu'il rédigea sa plainte contre Richery que le comte de Conway (32),

---

(32) Thomas, comte de Conway, était né à Kerry, en Irlande, le 27 février entre au service de la France; lieutenant au régiment de Clare en 1747; privé de son emploi le 21 avril rétabli dans son grade le 1er août 1756 ; fait la campagne d'Allemagne en 1760 et 1761 ; aide-major le 1er mars 1763 ; rang de capitaine le 17 mars 1765 major le 9 juillet 1769 rang de colonel le 9 novembre 1772 ; major du régiment d'Anjou le 26 avril 1775 ; parti en Amérique ; pendant la guerre de l'Indépendance, reçoit le grade de major général ; quitte le service des Etats-Unis à la suite de dissentiments avec Washington et après s'être battu en duel avec le général Cadwalader. Rentré en France, aide-major général de l'armée en Flandre le 1er juillet 1779 ; brigadier le 1er mars 1780; colonel du régiment de Pondichéry le 3 mars 1781 ; maréchal de camp le 1er janvier 1784 ; commandant de tous les établissements français de l'Inde le 9 mars 1787 ; arrivé à Pondichéry le 11 septembre de la même année ; procède à 'l'évacuation militaire de Pondichéry, part le 6 octobre 1789 pour l'Ile de France où il arrive le 12 novembre 1789 avec le titre de gouverneur général de tous les établissements français à l'Est du Cap de Bonne-Espérance (brevet enregistré au Conseil supérieur de l'Ile de France le 14 novembre 1789) ; convoque l'Assemblée coloniale qui se réunit le 27 avril 1790 ; paraît, avec le concours des contre-révolutionnaires de l'île, avoir préparé un coup d'Etat dont l'exécution aurait été prévenue, le 18 juin 1790, par l'arrivée du *Stanislas*, navire qui apportait le décret de la Constituante du 8 mars 1790 ; remplacé par Cossigny le 15 août 1790. En 1792, il se trouvait à l'armée de Coblentz ; les princes lui confièrent la direction du mouvement royaliste dans le Midi ; on ignore la date de sa mort.

Cette biographie, détaillée à dessein, car tout ce qui peut aider à faire connaître le personnage est utile à rapporter, s'inspire des renseignements pris à diverses sources et contrôlés autant qu'il a été possible de le faire. *Biographie Universelle*; H. CORDIER, *T'oung-pao*, 1906, p. 607, note; Etats de service du ministère

---

[519] Vraisemblablement à Koh Kut, car c'est là, d'après une lettre de Cossigny à Nguyễn Ánh, que Richery retrouva Paul Nghi M. de Richery qui à été dans l'île de Coucoute où il a trouvé le révérend père Paul Corr. gén., p. 569.

[520] C'était encore à ce moment le marquis de Castries, mais il ne devait pas recevoir la lettre de Cossigny car, dès le 25 août, le comte de Monˆ morin, déjà chargés du portefeuille des Affaires étrangères, allait le remplacer par intérim; le 26 décembre 1787, le comte de la Luzerne reçut la direction du département de la marine et la garda jusqu'au 24 octobre 1790.

[521] *Corr. gén.*, vol. VIII, p. 620; voir aussi la pièce XXI (p. 622) rédigée au Ministère (résumé du contenu de deux dépêches de Cossigny) et les Instructions nouvelles données à Richerr (p. 625); la lettre de Cossigny à Nguyễn Ánh, dont il parle dans sa seconde dépêche et qui est visée ci-après, n'est pas à la place qu'indiquerait l'ordre chronologique on la trouve au début du registre (*ibid*., p. 569).

de la Guerre (Prentout, *L'Ile de France sous Decaen*); E. DAUDET, *Histoire des Conspirations royalistes dans le Midi* (J. SILVESTRE, loc. cit., juillet 1895, p. 414); *Arch. Nat*., Officiers civils et militaires, Inde 1783-91,Col. D^2 C. 180, fol. 89, 99.

_____

qui avait remplacé Cossigny à la tête de l'Inde française, envoya à Versailles le 12 octobre1787. Il fut observé au ministère que le voyage à Macao, quel qu'en fût le motif, avait été entrepris au moment où le navire devait retourner à Poulo Panjang « à une époque même où le retour de Pondichéry devait être très avancé... Le sieur de Richery ne peut alléguer, pour motiver le refus de prendre le roi de la Cochinchine à son bord, que le retard de vingt jours que cela aurait occasionné, parce qu'il n'avait pas été à même de sonder d'après l'article de ses instructions le caractère et le génie de ce prince et que d'ailleurs le parti que M. de Cossigny a pris d'expédier une deuxième fois la flûte le *Marquis de Castries* annonce qu'il espérait beaucoup des moyens qui restaient au roi détrôné ».

Cossigny et d'Entrecasteaux, informés par l'évêque d'Adran, n'appréciaient pas inexactement en effet les ressources du prince et, ce qui le prouve mieux que la discussion des documents, c'est le récit même des faits. Mais, avant de montrer que Nguyễn Ánh trouva chez ses partisans assez de fidélité et de force pour profiter des occasions favorables qui se présentèrent dans la suite, il faut fournir quelques détails sur les événements qui suivirent son retour au Siam au commencement de l'année 1785 [522]. De Poulo Panjang, il partit pour le Siam le 9 avril ; il parvint à Bangkok dans le courant du mois suivant après un arrêt dans l'île de Koh Kut. Sa suite se composait des princes Huy [523] et Hôi, de quelques mandarins et d'une cinquantaine de soldats elle tenait toute en cinq jonques. Le roi du Siam se montra, paraît-il, fort mécontent de la conduite de ses généraux et les eût punis sans l'intervention de Nguyễn Ánh. Le prince attribuait en effet ses échecs à la volonté du Ciel plutôt qu'à la malice des hommes et, ne voyant qu'il ne pouvait rien contre la puissance des Tây-Sơn, se soumit à son mauvais sort. C'est l'attitude du moins que lui prêtent les historiographes; il nous est permis de croire qu'il se préparait ainsi, sans éveiller les susceptibilités d'un hôte ombrageux, à attendre le résultat de la mission confiée à Mgr Pigneau. Il fit venir au Siam les membres de sa famille laissés à Poulo Panjang; Lê-van-Quân l'y vint rejoindre avec quelques centaines d'hommes; de nombreux soldats fidèles imitèrent cet exemple. Il envoya secrètement des émissaires à Gia-dinh afin de recruter des partisans; quelques officiers d'autre part engagèrent de petits combats avec les troupes Tây-Sơn qui se trouvaient dans le territoire de Long-xuyên.

Ainsi se passa l'année 1785 ; en 1786, Nguyễn Ánh prit une part active à la lutte du Siam contre les envahisseurs birmans. En reconnaissance de ses succès, le roi lui offrit de nouveau de l'aider à conquérir Gia-dinh. Nguyễn Ánh réunit son conseil ; il se rangea à l'opinion de Nguyễn-van-Thành [524] qui fit ressortir les inconvénients d'introduire une fois de plus les Siamois en Cochinchine et proposa d'attendre des circonstances favorables pour agir alors avec les forces annamites dont on disposerait. Sur ces entrefaites, des émeutes, provoquées par les Malais, troublèrent le Siam; le roi fit encore appel à son hôte qui mit à sa disposition un corps de troupes commandé par Lê-van-Quân ; l'ordre fut bientôt rétabli. Peu de temps après, Nguyễn Ánh apprit d'importants événements le cadet des Tây-Sơn s'était emparé de Hué, en avait chassé les Trịnh et continuait sa marche victorieuse vers le Tonkin [525]; l'aîné, inquiet de ces succès, commençait à soupçonner son frère de vouloir le trahir. C'est alors que Hô-van-Nghi (Paul Nghi) arriva à

---

[522] D'une manière générale, le récit des *Historiographies* est suivi ici, car elles constituent la source la plus complète (II, 15-22); la *Description* (AUBARET, p. 55-59) donne un plus rapide aperçu des faits ; les *Biographies* sont aussi à consulter ; on s'est reporté aux articles concernant les divers chefs qui jouèrent un rôle de 1785 à 1788

[523] C'était un petit-fils de Võ Vương par le cinquième fils Y Công,prince Duc ;voir sa vie dans les *Biographies*, IV, 1 et suiv. il prit une grande part jusqu'à sa mort, survenue en 1792, à la lutte contre le Tây-son.

[524] *Historiographies*, II, 9; vie de Nguyễn-vân-Thành dans *Biographies*, XVI, 23; il était originaire de la province de Gia-dinh.

[525] Pour le récit de ces faits, voir le chap. VIII

Bangkok apportant à Nguyễn Ánh la nouvelle du départ de l'évêque d'Adran pour la France [526]. Cependant le prince ne demeurait pas inactif ; s'il éludait les offres du Siam, s'il se contentait d'atermoyer quand les Portugais lui proposaient des secours, il envoyait néanmoins ses officiers lever des soldats en Basse-Cochinchine et il se tenait informé de tout ce qui pouvait concourir au succès de sa cause. Au cours de la 2e lune (19 mars-18 avril), l'un de ses plus dévoués serviteurs, Tong-phuc-Dam [527], vint lui apprendre que Nguyễn Van-Nhac avait rappelé à Qui-Nhơn les troupes de Gia-dinh et qu'il était opportun de se mettre en campagne. Nguyễn Ánh, retenu par la crainte de voir le roi du Siam s'opposer à son départ, fit d'abord embarquer sa famille en secret et, le 13 août s'enfuit lui-même nuitamment. Un chef de pirates chinois, Hà Hi-vân, vint lui offrir ses services qu'il accepta et, ayant mis en sûreté sa mère et son épouse dans l'île de Phu-quoc, il se dirigea sur Long-xuyên. Il reçut la soumission de plusieurs chefs et des volontaires se joignirent en grand nombre à la troupe de ses partisans. Mais, à mesure qu'il approchait de Saigon, les renseignements devenaient moins satisfaisants le gouverneur de Gia-dinh pour les Tây-Sơn, Pham-van-Sâm, gardait solidement la province et Nguyễn Van-Lu' s'avançait avec des renforts.

Nguyễn Ánh s'avisa d'un stratagème pour détacher Sam de ses maîtres. Il avait fait prisonnier un officier Tây-Sơn accompagné Qu'une femme nommée Lôc: il fit écrire une lettre, adressée à Nguyễn Van-Lu et portant le cachet parfaitement imité de Nhac, par laquelle le cadet des frères Tây-Sơn était mis en garde contre Pham-van-Sâm, a traître dont il fallait se débarrasser ». Puis, il promit à Lôc la vie sauve, à la condition qu'elle livrerait adroitement la fausse lettre à Sâm. Arrivée devant Saigon, elle se laissa prendre et fut aussitôt fouillée; la fausse lettre fut portée au gouverneur. Sâm tomba dans le piège furieux de l'injustice qu'il attribuait à ses chefs, il arbora le drapeau blanc sur la citadelle. À cette vue, Nguyễn Văn-Lữ, croyant que la ville se rendait, fit faire volte-face à ses troupes [528]; il retourna peu après à Qui-Nhơn , laissant Pham-van-Sâm livré à ses seules ressources.

Celui-ci résista plus de dix mois aux royaux qui, commandés par les princes Huy et Hôi, par Lê-van-Quân, Vu Tinh, Lê-văn-Duyệt, ne parvinrent qu'au prix des plus grands efforts à surmonter tous les obstacles [529]. Autant qu'il est possible de découvrir un plan d'ensemble dans la série des engagements que relatent les sources indigènes, les opérations furent menées à la fois de l'Ouest et du Sud. De Long-xuyên, le gros des troupes se dirigea vers Sadéc et Vinh-long, Nguyễn Ánh se détachant avec quelques forces pour aller battre à Cantho un Cambodgien partisan des Tây-Sơn. En même temps deux corps de troupes, remontant le fleuve postérieur et la branche méridionale du fleuve antérieur, s'assuraient de Bassac d'abord, puis de Trà-ôn et de Trà-Vinh où des fortifications avaient été élevées, et chassaient les rebelles de tout le territoire compris entre les deux cours d'eau. Un renfort arriva de l'Est à Nguyễn Ánh ; il lui fut apporté par Vu Tinh qui s'était créé une sorte de fief dans le territoire semé de petites élévations avoisinant Không-tuoc(Go-công); il avait une dizaine de mille hommes aguerris qu'il consentit à mettre à la disposition de Nguyễn Ánh et qui pourraient, le cas échéant, prendre à revers les Tây-Sơn marchant à la rencontre des troupes royales. Celles-ci, leur jonction opérée, durent faire une longue pause devant le sông Ba-lai où Pham-van-Sâm leur opposa une résistance acharnée ; ses jonques sillonnant les branches septentrionales restèrent plusieurs mois maîtresses des communications. A force de ténacité, les royaux ayant franchi le fleuve, purent dès lors avancer

[526] Les *Historiographies* (II, 21) placent le fait à la fin de la 6e lune (26 juin-24 juillet); on sait que Pigneau était parti vraisemblablement dans les premiers jours du mois de juillet; il y a donc par aventure concordance entre les documents des deux sources, européenne et indigène.

[527] *Biographies*, VIII, 32 ; il était originaire de Thua-thiên et servait les Nguyễn depuis de longues années; il mourut en 1794.

[528] *Historio*, III,p.4;voir aussi *Biographies*,notamment l'article consacré à Tong-phûc-Dam qui reproduit avec quelques variantes le récit du stratagème et attribua à Dam lui-même l'imitation du cachet de Nhac.

[529] Pour le détail de cette campagne, voir surtout les *Historiographies*, III, 4-15; la *Description* (Aubaret, p. 59 et suiv.) en donne un résumé; les *Biographies* (principalement les articles relatifs aux deux princes, à Lê-vân-Quàn, *loc. cit*., à Vu Tinh, VI, 4 à Lê-van-Duyêt, XXII tout entier) fournissent maintes informations circonstanciées. On retrouvera Vu Tinh et Lê-van-Duyèt dans la suite du récit.

plus aisément pendant que Vu Tinh harcelait les flancs et les derrières de Pham-van-Sâm. L'effort final fut fourni au cours de l'été de l'année 1788 (7e lune, soit 2-30 août). Nguyễn Ánh remit à ses généraux deux mille brevets en blanc destinés à récompenser les plus braves ; il s'établit à Tam-phu et ordonna le mouvement général contre Saigon. A la suite de combats heureux, le 7 septembre, il entra victorieux dans la ville. Il la gardera désormais [530].

———

CHAPITRE VI

L'ÉVÊQUE D'ADRAN

1. L'Évêque d'Adran en France (février-décembre 1787).

L'évêque d'Adran était arrivé à Lorient au commencement du mois de février 1787. Il avait écrit aussitôt au ministre de la marine, qui lui avait fait tenir la réponse suivante, datée du 14 février [531] "« J'ai reçu, Monsieur, les lettres que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire de Pondichéry le 8 juillet 1785, de l'Ile de France le 8 septembre 1786 et le cinq de ce mois de Lorient où vous êtes arrivé avec le fils du roi de la Cochinchine, un de ses parents et trois gens de leur suite. Il eût été à désirer que vous n'eussiez pas pris le parti de les amener avant d'être informé des intentions du roi, mais dans l'état où en sont les choses, vous pouvez vous rendre avec eux à Paris. J'en proviens les Supérieurs du séminaire des Missions-Etrangères avec lesquels il est nécessaire que vous vous entendiez pour- leur logement. J'écris à M. Thévenard [532] de vous procurer les secours dont vous pourrez avoir besoin. »

Cette lettre ne présageait pas un accueil enthousiaste. Le succèsde l'évêque, arrivé à Paris, fut d'ailleurs plus vif tout d'abord dans les salons que dans les bureaux des ministères. La mode s'établit un moment de s'intéresser à son protégé, le prince Cảnh, dont l'origine lointaine, le jeune âge et les malheurs touchèrent les cœurs sensibles. Des fêtes furent données en son honneur, des couplets lui furent dédiés

Que son sort est intéressant !
Fait pour porter le diadème,
On le voit assis parmi nous,
Royal enfant, consolez-vous
Vous régnerez : Adran vous aime [533].

---

[530] Le général Tây-sơn, la ville prise, réussit à s'enfuir avec quelques jonques jusqu'à Can-gio, d'où il gagna le Cua Ba-lai, atteignit Vinh-long et descendit la branche de Bassac ; il ne fut pris que l'année suivante à la 1er lune, 26 janvier-24 février 1789.

[531] *Arch.Nat.*, Colonies B. 195, fol. 19; LAUNAY (*Histoire*, II, p. 236) en a aussi publié le texte tiré des archives des Missions-Etrangères.

[532] Commandant de la marine à Lorient, depuis le 43 mars 1779 ; chef, d'escadre en 1784 ; ministre de la marine en en remplacement de Fleurieu. Voici la lettre que lui écrivait de CASTRIES, intéressante à quelque titre « M. l'évêque Dradan (sic) m'avait annoncé son arrivée à Lorient est le Sr GUÉRET, procureur du roi de l'amirauté, m'a marqué qu'un fils du roi de la Cochinchine et un de ses parents avec trois domestiques étaient arrivés avec lui. Je préviens M. l'évêque Dradan qu'il peut se rendre avec ces deux princes au Séminaire des Missions-Etrangères à Paris, je vous autorise à lui fournir les sommes dont il pourra avoir besoin pour ce voyage. Vous me ferez plaisir de me marquer l'opinion que vous avez de ces étrangers auxquels le procureur du roi de l'amirauté a bien fait de ne pas appliquer les dispositions des règlements de police concernant les gens de couleur. *Arch. Nat.*, Colonies B. 195, fol. 19.

[533] Voir ces couplets, qui se chantaient sur un air du vaudeville du *Maréchal*, dans LOUVET (*op. cit.*, 1, p. 526). Le même auteur donne (p. 419) d'autres détails sur les succès du prince Cânh et ajoute fort judicieusement « Il y avait plus de bruit que de réalité sérieuse au fond de cet engouement passager; mais

Durant ce temps, l'évêque menait dans les milieux administratifs une campagne plus sérieuse [534], rédigeant des notes et des mémoires, s'efforçant de .gagner à sa cause les personnages en position de la servir. Il n'était pas d'ailleurs sans s'être attiré la faveur d'un certain groupe politique; il avait trouvé des protecteurs puissants en Loménie de Brienne, archevêque de Toulouse, en l'abbé de Vermond et en l'archevêque de Narbonne, primat des Gaules, Arthur-Richard Dillon [535]. Grâce à ces appuis, et à la suite de nombreuses conférences avec les hauts fonctionnaires des - ministères, il obtint d'être reçu par Louis XVI; de Montmorin, ministre des affaires étrangères [536], et de Castries [537], ministre de la marine, furent présents à l'audience qui eut lieu vraisemblablement au commencement du mois de mai.

Quels arguments Pigneau mit-il en œuvre pour montrer l'opportunité d'une expédition en Cochinchine ? On les trouve en plusieurs pièces de nos archives, et ils ne diffèrent pas grandement en vérité de ceux que faisaient valoir tant d'auteurs de projets et de mémoires rédigés de 1744 à 1778 par Poivre, Saint-Phalle, Protais-Leroux, de Rothe et Chevalier. Le dossier des plans d'établissement en Cochinchine était, en effet, fort riche et ce n'est pas -diminuer le mérite de l'évêque d'Adran que de constater le fait que : plusieurs Français, au courant des choses de l'Extrême-Orient, avaient soutenu déjà les mêmes idées que lui.

On se rappelle aussi que le duc de Praslin, les ministres de Vergennes et de Sartine s'étaient tour à tour vivement intéressés à tous ses projets qui promettaient de nous dédommager des pertes subies aux Indes. Des raisons d'économie peut-être, et finalement la décision d'intervenir dans la querelle des États américains et de leur métropole avaient détourné de la Cochinchine l'attention : des pouvoirs publics. Mais certains fonctionnaires des Indes suivaient avec attention les événements dont l'Indochine orientale -était le théâtre ; et le fait nouveau de la rébellion des Tây-Sơn et de l'état anarchique qui s'en était suivi avait été exploité, comme on le sait, par Chevalier qui se plaisait à y voir une circonstance favorable à l'intervention. Neuf mois avant le voyage de Pigneau en France, le commandant de Chandernagor était même allé jusqu'à rédiger un projet de traité dont les dispositions n'étaient pas sans analogie avec celles du projet dont l'évêque était lui-même porteur. Voici quelles auraient pu être, d'après lui, les bases d'une entente avec l'héritier des Nguyễn Alliance offensive et défensive contre tous les ennemis, sans exceptions, des deux parties contractantes entretien des troupes françaises à la charge du prince ; construction d'une loge à Fai-Fo et droit pour la France d'y tenir garnison cession d'une province; liberté entière du commerce.

---

enfin, la cause du jeune prince en profitait. C'est ce qui permettait à son grave et pieux précepteur d'accepter pour son pupille ces délassements un peu mondains. »

[534] Le ministre de la marine lui avait adressé le 16 mars la lettre suivante : « Mes occupations ne me permettent pas, Monsieur, de discuter avec vous tous les détails de l'affaire qui vous a amené en France. J'ai chargé M. de LAUNAY, commissaire général de la marine, et M. de RABEC, directeur de l'ancienne Compagnie des Indes, d'aller recueillir de vous ceux qui peuvent être relatifs aux événements que le roi de la Cochinchine a éprouvés; je vous .prie de leur communiquer également vos vues et ils m'en rendront compte et j'en conférerai ensuite volontiers avec vous. » Arch. Nat., Colonies B. 195, fol. 38.

[535] FAURE (op. cit., p. 78) et, après lui, LAUNAY (*Histoire*, II, p. 236) disent que LOMÉNIE de BRIENNE venait d'être nommé contrôleur des finances ; en fait, il parvint au ministère quelques mois plus tard : l'Assémblée des notables, ouverte au mois de février, fut le théâtre où il s'illustra par sa lutte contre Calonne, qu'il remplaça le 1er mai 1787 ; l'appui de la reine, que lui avait gagné Vermond, ne, fut pas étranger à cette élévation: L'abbé de Vermond avait été professeur de français de Marie-Antoinette à Vienne, en 1769, au moment où la princesse venait d'être fiancée au dauphin; un moment éloigné pendant la faveur de Madame de Polignac, il était rentré en grâce et possédait un réel ascendant snr l'esprit de la souveraine. Quant à Dillon, il était le cinquième fils du général Arthur Dillon, Irlandais au service de la France, mort en 1733; il jouissait d'une influence assez considérable dans le parti opposé aux tendances nouvelles ; il présida l'Assemblée du clergé l'année suivante.

[536] Depuis le 13 fév, à la place de Vergennes.« Esprit éclairé, de jugement droit, appliqué au travail mais timoré. Il permit à la Reine et aux ambassadeurs d'entremêler leurs combinaisons aux siennes. Plus encore que Vergennes. il fut gêné par l'état misérable des finances. » (LAVISSË, *Hist. de France*, IX, p. 126.)

[537] Le marquis de CASTRIES était depuis plusieurs années déjà à la tête du département de la marine ; il y avait remplacé Sartine le 18 octobre 1780.

Les documents les plus récents du dossier, les rapports de Solminihac de Lamothe [538], rédigés à la demande du ministre, étaient aussi en faveur de l'entreprise. Contenceau et de Souillac avaient, à la vérité, fait entendre dans le concert quelques discordances, mais leur opinion était fortement combattue par l'évêque qui, venu en personne défendre ses vues, prêt à rétorquer de vive voix et sur-le-champ les objections soulevées, animé d'une conviction inébranlable, apportait à la discussion, en même temps que plus de lumière, la chaleur et la vie qui lui avaient jusqu'à ce moment fait défaut.

En présence de Louis XVI et des ministres, il s'attacha à montrer premièrement, la justice de la cause pour laquelle il implorait les bontés du roi secondement, la facilité du succès de l'expédition; troisièmement, les avantages qui devaient en résulter pour le commerce français dans les mers de l'Asie, au moyen des concessions auxquelles le prince de la Cochinchine s'engageait, dans le cas où l'entreprise aurait d'heureuses suites [539].

Par des notes, des mémoires, des conversations, l'évêque fit en sorte de présenter l'affaire sous un jour avantageux ; et il semble bien d'autre part qu'elle ait fait dans les bureaux l'objet d'une étude attentive. Mais elle n'était pas sans soulever une certaine prévention et comment en eût-il été autrement, alors qu'elle était soumise à des représentants d'une administration particulièrement soucieuse à ce moment d'éviter toutes dépenses dont l'utilité n'était pas démontrée ? Or, pendant que l'on pesait les arguments pour et contre l'intervention, un événement important se produisit qui, par contrecoup, donna un intérêt d'actualité tout nouveau à la question d'un établissement à créer en Extrême-Orient. Les rapports d'amitié qui nous liaient à la République des Provinces-Unies depuis le traité de Vergennes du 10 novembre furent brusquement rompus (33).

———

(33) Les événements de Hollande ne peuvent être passés sous silence ici. FAURE, dans son ouvrage sur Pigneau, leur consacre deux chapitres, ce qui est manifestement exagéré; mais il a fort bien vu le rapport qui les lie à l'histoire du traité de la France avec le pays d'Annam ils font mieux connaître les circonstances ainsi que les personnages qui furent -mêlés aux négociations; ils montrent à quel degré d'effacement la pénurie du Trésor réduisait la France enfin, ils marquent la rupture d'équilibre de notre politique extrême-orientale, nous obligeant à porter attention, comme le disait MONTMORIN, « sur un établissement nouveau (*Corr. gén*., vol. VII, p. 647).

En voici donc un résumé très succinct. Deux partis étaient en présence dans les Provinces-Unies les républicains ou « patriotes » dont la France souhaitait le succès; les orangistes, ou parti du stathouder Guillaume V, neveu du roi George III, soutenu par les Anglais. Les républicains tendaient à retirer au stathouder les prérogatives que ne lui reconnaissait pas la Constitution; le prince d'Orange voulait empiéter sur l'autorité des provinces et des villes. Maints conflits éclatèrent qui prirent la forme de violences et d'émeutes. Le stathouder, homme inintelligent, pusillanime et d'une énergie intermittente, avait épousé Wilhelmine de Prusse, princesse imbue des droits que lui donnait sa naissance et assez douée de volonté et de constance pour les faire triompher. Au moment où les troubles étaient à leur plus haut période, le 28 juin 1787, elle décida, avec l'agrément du ministre anglais, sir James Harris, de partir pour La Haye et de se mettre à la tête de ses partisans. Arrivée à la frontière de la province de Hollande, elle fut priée de s'arrêter on lui représenta que sa démarche risquait d'avoir les pires conséquences et elle dut retourner en Gueldre. L'affaire fut dénaturée; un dramatique récit des outrages infligés à sa sœur fut adressé à Frédéric-Guillaume II, qui exigea un désaveu formel du fait et la punition des coupables. Les Etats de Hollande nièrent qu'il y eût eu attentat contre la princesse et refusèrent de s'humilier. La situation devint de jour en jour plus grave. La France encourageait les « patriotes » dans leur résistance ; le roi de Prusse menaçait de mobiliser ; la Grande-Bretagne s'engageait, en cas de guerre, à soutenir la Prusse jusqu'au bout. Les troupes prussiennes passèrent le Rhin le 12 septembre ; en moins d'un mois, toute résistance était brisée, l'autorité du stathouder plus forte que jamais ; les principaux des « patriotes » exilés. La France, après des paroles de menaces, avait laissé faire ; une simple démonstration aurait peut-être retenu le roi de Prusse et arrêté l'Angleterre ; Montmorin n'en prit pas la responsabilité et la France renonça à une alliance qu'elle avait eu tant de peine à

[538] Cet ingénieur fut envoyé, en cette même année 1787, à l'lIe de France « pour rendre le port plus sûr et plus commode » avec le titre an. *Arch. Nat*., Colonies B. 195, fol. 99.

[539] Ce résumé est officiel il est extrait du *Mémoire du Roy suivi d'instruction particulière au sieur comte de Conway. Corr. gén*., vol. VII, p. 608. Référence est faite ici et dans la suite au registre de la Correspond. générale 1785-1791 publié par M. H. CORDIER dans le *T'oung-pao* en 1906 et 1907. (vol. VII et VIII).

réaliser. Le 27 octobre, la Cour déclara « ne conserver aucune vue hostile relativement à ce qui s'était passé». La joie fut grande à Londres et à Berlin. A Paris, l'humiliation fut profonde. L'étonnement fut général en Europe. Voir P. COQUELLE, *l'Alliance franco-hollandaise* contre l'Angleterre et surtout P. DE WITT, *Une invasion prussienne en Hollande*, qui donne (p. XXIII) une bibliographie des ouvrages traitant de la question et à qui nous avons emprunté la conclusion de notre récit.

Nos combinaisons politiques dans l'Inde étaient ainsi modifiées et nous ne pouvions plus regarder le cap de Bonne-Espérance ou l'île de Ceylan comme des points d'appui ou de refuge [540]. La nécessité de former un établissement à notre usage était donc envisagée par le gouvernement. Mais, se demandait-on, la Cochinchine conviendrait-elle [541]?

Elle est suffisamment éloignée du siège de la puissance anglaise et c'est là, certes, un avantage; toutefois, elle est à trop grande distance de l'Ile de France, et, en temps de guerre, elle risquerait d'être coupée de ce centre des forces et des ressources françaises. Les Anglais qui viennent de s'installer à Poulo Penang [542] nous fermeraient le détroit de Malacca, tandis que les Hollandais pourraient nous interdire le passage du détroit de la Sonde. Notre établissement de la Cochinchine serait isolé, réduit à lui-même, hors d'état de résister à une attaque [543].

Mais les partisans de l'établissement répliquaient que les avantages offerts étaient dignes d'examen les cessions de territoire, le privilège exclusif du commerce, l'importance d'une position voisine de la Chine peuvent engager le gouvernement à accueillir les propositions qui lui sont faites et à suivre l'exemple des Anglais leur récent établissement à Penang semble nous avertir de nous placer plus avantageusement encore. L'occasion, une fois manquée, peut ne plus jamais se retrouver.

Quant à l'argument tiré de la « justice de la cause » de Nguyễn Ánh, il faut convenir qu'il n'est pas pour s'imposer avec une grande force quelque pressant que puisse paraître à la cour le désir de réintégrer dans la plénitude de son autorité un prince malheureux, il ne semble guère conforme aux principes d'une saine politique de céder à la seule impulsion de ce sentiment. Des raisons plus péremptoires sont nécessaires pour déterminer la cour ? À agir il doit être prouvé que l'expédition sera peu coûteuse et, en même temps, fructueuse [544].

Pigneau insiste sur la facilité du succès et les avantages de l'entreprise; mais ses raisons ont quelque chose de « spécieux » [545] ; l'évêque n'était pas arrivé en effet, malgré son habileté, à détruire tous les doutes et toutes les appréhensions dans la pensée du roi et de ses ministres « à six mille lieues, disait Montmorin, il n'est pas difficile de se faire illusion. Sa Majesté ne se l'est pas dissimulé. »

---

[540] *Corr. gén.*, vol. VII, p. 647. Lettre de MONTMORIN à Conway, 2 décembre 1787.

[541] *Corr. gén.*, vol. VII, p. 647. « Voilà, disait MONTMORIN, ce que le roi commet à votre jugement et à vos connaissances. »

[542] Voir, dans les *Nouv. des Miss*. Or. (1789), un extrait fort intéressant d'une lettre de LÉTONDAL, procureur de la mission à Macao, datée du 6 janvier 1788 et relative à la cession de Poulo Penang aux Anglais. Dans une pièce des *Arch. Aff. étr*. (Asie 49, fol. en date du mois de novembre 1787, on lit « Les Anglais se sont emparés depuis la paix d'une île dans le détroit de Malac. ils y ont formé un port qui leur sera très utile en temps de guerre. Les Anglais étendent et s'ouvrent continuellement de nouvelles branches de commerce dans toutes les parties du monde. Les Français au contraire négligent toutes celles que les circonstances leur présentent. On ne doit pas laisser échapper celles que les révolutions de la Cochinchine leur offrent en ce moment.

[543] Cf. lettre D'ENTRECASTEAUX à MONTMORIN (ibid., p. 663); un passage de cette lettre, mis à contribution dans notre texte, fait ressortir parfaitement l'inconvénient résultant de la difficulté de correspondre avec l'Ile de France en temps de guerre.

[544] II fallait qu'Elle (Sa Majesté) y vît peu de danger pour ses troupes, peu de sacrifices à faire en finances, peu d'étendue à donner à sa protection; mais en retour, des concessions précieuses pour l'augmentation de sa puissance en Asie, pour l'extension du commerce de ses sujets dans cette partie intéressante du globe. *Ibid*.

[545] Le mot se trouve au moins deux fois dans les documents dans le *Mémoire pour le roi* (que Louis XVI approuva d'ailleurs) en date du 25 novembre 1787 (ibid., p. 653) et du 2 décembre (p. 609).

Comment, dans cet état d'esprit, le roi autorisa-t-il le ministre des affaires étrangères à discuter et à arrêter avec le représentant du roi de la Cochinchine la nature, l'étendue et les conditions des secours à fournir à ce souverain ? C'est ce qu'il est difficile d'expliquer ; il serait peut-être oiseux de le rechercher. Car les faits sont là. Le 25 novembre, le projet de convention étant déjà connu et approuvé par Louis XVI et « avant que de passer à la signature », l'administration des colonies, dans un nouveau mémoire, ayant d'abord résumé les avantages qu'on espère de l'expédition, développe quelques considérations « propres à balancer peut-être la résolution à laquelle Elle (Sa Majesté) semble s'être arrêtée ». Ces considérations portent :

1° sur les frais de l'expédition seule, évalués à 200.000 piastres (au lieu des 100.000 dont parlait Pigneau) et les dépenses annuelles de l'établissement une fois formé, qu'il faut fixer à 5 ou 600.000 francs au moins ;

2° sur les oppositions, les réclamations et les demandes d'indemnités que la Compagnie des Indes pourrait élever par la suite de la similitude des objets de commerce en Chine et en Cochinchine [546]. Sans aller jusqu'à conseiller de renoncer à l'entreprise, le rédacteur du mémoire demande qu'il plaise à Sa Majesté d'en confier la direction au comte de Conway, maréchal de ses camps et armées, commandant général de ses troupes dans l'Inde et que soient laissés « à la sagesse et à l'intelligence de cet officier tous les détails de l'opération et de ses suites qu'il est impraticable et qu'il serait même dangereux de régler ici [547] ».

Louis XVI approuva ces propositions.

Trois jours après, le 28 novembre, les mandataires des deux souverains signèrent, — sans restriction et sans allusion aux pouvoirs étendus qui doivent être remis à Conway, — un « traité d'alliance offensive et défensive » en dix articles [548]. Pigneau avait été revêtu, le jour même de la signature, du titre de Commissaire du roi de France auprès du roi de la Cochinchine [549].

Cinq jours plus tard, le 2 décembre, des instructions particulières furent adressées au commandant des troupes dans l'Inde, aux termes desquelles Sa Majesté voulant « se tranquilliser sur des doutes, qu'elle ne peut résoudre elle-même, par la plus grande marque de confiance dans la sagesse du sieur comte de Conway », daignait abandonner à celui-ci « le pouvoir de procéder à l'expédition ou de surseoir à l'exécution de ses ordres » [550].

Ainsi, l'intervention en Cochinchine à peine résolue et définie par un traité en bonne forme, le gouvernement estimait que l'inaction offrait aussi des avantages et, dans son indécision, remettait

---

[546] La Compagnie des Indes était rétablie depuis le 14 avril 1785 (date de l'arrêt du Conseil). Elle avait été dissoute le 6 avril 1770, son privilège étant suspendu depuis le 13 août 1769. Elle fut définitivement supprimée le 3 avril 1790.

[547] *Corr. gén*., vol. VII, p. 636. Noter que le document donne à Conway son titre exact cdt général des troupes du roi dans l'Inde; c'est à tort que les auteurs (sauf FAURE) le nomment gouverneur de Pondichéry ou des établissements de l'Inde. La lettre du 9 nov 1786 du ministre de la marine est fort explicite à cet égard : « Le roi m'autorise à vous prévenir, écrivait en effet de Castries, qu'il vous destine le commandement des troupes des établissements que Sa Majesté a dans l'Inde. Il n'a pas jugé à propos de vous donner le titre de gouverneur, qui ne convient qu'à un genre d'établissement que l'état actuel des choses dans cette partie du monde ne comporte pas. » (FAURE, op. cit., p. 132.) Cf. *Arch. Nat*., registre Col. D^2 C.180, fol. 99.

[548] Plus un article séparé et une déclaration de l'évêque. Voir l'Appendice. Noter que trois mois environ avant la signature du traité, les titulaires des ministères de la marine et de la guerre, de Castries et de Ségur, avaient donné leur démission. De MONTMORIN s'était chargé d'assurer l'intérim du ministère de la marine et Loménie avait placé à la guerre son propre frère, le comte de Brienne, lieutenant-général des armées du roi.

[549] *Arch. Aff. étr*., Asie 19, fol. 120. « Nous le nommons et constituons par ces présentes notre Commissaire auprès du roi de la Cochinc, le chargeons de veiller sur nos intérêts et ceux de nos sujets et lui donnons mandement et pouvoir spécial de faire tout ce qui sera jugé nécessaire et convenable pour l'intérêt et parfaite exécution des articles 3,4,5,7,8 du Traité signé aujourd'hui entre nous et le Roi de Cochinchine. »

[550] Les termes du mémoire du 23 novembre sont, il faut le noter, singulièrement dépassés, puisqu'il ne s'agissait alors que de laisser à Conway « les détails de l'opération et de ses suites ».

à une tierce personne, arrivée en Extrême-Orient depuis quelques mois [551], le soin d'agir suivant son opinion personnelle.

La lettre jointe aux instructions envoyées à Conway et qui le désignait pour commander l'expédition, mérite d'être analysée, car elle jettera, plus que toute discussion, de la clarté sur les événements qui suivirent l'arrivée de Pigneau à Pondichéry. Cette lettre indiquait qu'une partie des instructions était « ostensible » suivant l'usage que la prudence suggérerait à son destinataire d'en faire, l'autre « secrète ». Cette dernière laissait Conway « maître de ne point entreprendre l'opération ou de la retarder », d'après les renseignements qu'il aurait « tant sur la facilité du succès que sur les avantages de l'établissement projeté ». Et le ministre ajoutait « une telle marque de confiance de la part de Sa Majesté vous prouve combien elle se repose sur vos lumières et sur votre zèle. » Allusions étaient faites ensuite à la révolution de Hollande, puis à « l'état d'épuisement où se trouvent les finances du Roi » ; « ce n'est pas pour elles un effort médiocre, précisait la dépêche, que avoir consacré un fonds extraordinaire de deux cent mille piastres à l'expédition et aux premiers fondements de l'établissement. » La plus grande économie était recommandée au général dans « l'emploi de ce sacrifice ». Au cas où l'expédition serait faite, il fallait reconsidérer deux éventualités l'échec, et alors on devrait se replier à l'Ile de France; la réussite, et alors Conway aurait à s'occuper de l'établissement militaire et à préparer les plans d'un établissement :civil et commercial en se bornant « à des aperçus de dépenses le ,plus strictement nécessaires ». Si l'expédition ne se faisait pas, il faudrait veiller avec M. de Moracin [552] à ce que le fonds extraordinaire ne fût diverti à aucune autre espèce de destination jusqu'à ce que fussent manifestées les intentions royales à ce sujet. Le paragraphe final était ainsi rédigé [553] : « Je suis persuadé, Monsieur, que je n'aurai à rendre au Roi que des comptes satisfaisants sur la .conduite que vous aurez tenue, et quelque parti que vous ayez pris, dans une occasion qui intéresse aussi essentiellement le bien de son service. Je n'ai pas moins lieu d'espérer que l'exemple de votre zèle et de votre désintéressement, soutenu d'une juste fermeté, maintiendra l'ordre, l'émulation, la pureté, la vigilance et l'économie parmi tous ceux qui se trouveront employés sous vos commandements.

À la même date du 2 décembre 1787, communication du traité et des pièces annexes était faite à d'Entrecasteaux, gouverneur général des Iles de France et de Bourbon, qui, dans le cas du repli sur File de France, devrait remettre le commandement à Conway, son supérieur en grade. Une dépêche secrète donnait quelques détails à d'Entrecasteaux sur les circonstances du traité et le mettait au courant de la liberté laissée à Conway « de suspendre ou de retarder l'expédition »; mais il était prié de n'en point parler à l'évêque d'Adran.

Quelques semaines plus tard, le 11 février (1788), Montmorin écrivait à La Vauguyon, ambassadeur de France en Espagne, le chargeant de faire connaître à la Cour de Madrid la décision prise de porter secours au roi de la Cochinchine ; il complétait sa communication par ce post-scriptum significatif « Je crois devoir ajouter, Monsieur, à ce que j'ai l'honneur de vous mander du projet d'expédition pour la Cochinchine, que le roi l'a subordonné à la position des choses dans ce royaume, et que Sa Majesté s'en est rapportée, à cet égard, à la sagesse de M. le comte de Conway qui doit commander l'expédition. Je suis porté à croire que des circonstances locales paraîtront à cet officier général devoir y mettre obstacle, en sorte qu'il est probable qu'elle n'aura pas lieu » [554].

---

[551] Conway avait quitté Paris au mois de mars et était à Pondichéry depuis le 11 septembre Noter qu'il avait fait un précédent séjour dans l'Inde en qualité de colonel du régiment de Pondichéry en 1781. Voir p.191, note 661.

[552] Commissaire général, ordonnateur à Pondichéry.

[553] Il paraît utile de le reproduire, parce que le satisfecit donné plus tard à Conway en est la suite.

[554] *Arch. Aff. étr.*, cour d'Espagne, vol. 624; lire le texte du document dans Silvestre (*Politique française, loc. cit*., juil. 1895, p. 412) qui l'a fait connaître le premier ; le passage suivant est digne aussi d'être souligné Sa Majesté a pris cette détermination (d'agréer les propositions de Nguyễn Ánh et de lui accorder des secours) moins pour se procurer cet établissement de commerce dans les eaux de la Sonde que pour empêcher d'autres puissances, et notamment les Anglais, de se mettre à notre place. S'ils y étaient parvenus,

En peu de temps, le gouvernement français avait donc, semble-t-il, progressé dans la voie de la non-intervention. L'évêque d'Adran ne s'en doutait pas; les secrétaires d'État n'avaient même pas jugé bon et l'on ne peut excuser ce manque de netteté de le mettre au courant du rôle décisif confié au général commandant à Pondichéry.

Les frégates la *Dryade*, commandée par le chevalier de Kersaint [555], et la *Méduse*, commandant de Tanouarn, étaient parties de Lorient le 27 décembre 1787 [556]; la première portait à son bord Pigneau, le prince Cảnh, sa suite et quelques missionnaires (34).

(34) Les instructions de Kersaint contiennent un passage intéressant: « Sa Majesté ayant bien voulu procurer au sieur Evêque d'Adran, au jeune prince cochinchinois confié à ses soins et à sa suite les moyens d e retourner à Pondichéry pour être plus à portée de profiter des occasions de le faire conduire dans sa patrie, elle a choisi la frégate la *Dryade* pour cette mission; en conséquence, elle enjoint au sieur chevalier de Kersaint de recevoir à son bord ledit sieur évêque d'Adran, le jeune prince cochinchinois, sa suite et le nombre de missionnaires auxquels il a été ci-devant prescrit de donner passage. Elle lui recommande d'avoir tant pour le sieur évêque d'Adran que pour le jeune prince tous les égards possibles et de leur procurer les moyens de commodité et d'agrément qui seront en son pouvoir ; l'intention de Sa Majesté étant que les pages de ce jeune prince asiatique mangent à la même table que les officiers, elle le charge de leur ordonner de les y admettre et de les traiter d'une manière convenable. Le sieur chevalier de Kersaint tiendra particulièrement la main à l'exécution de ce qui lui est recommandé à cet égard. » (*Corr. gén.*, vol. VII, p. 644.) Les pages du prince sont désignés, dans le rôle de la *Méduse* qui porta Cảnh et Adran en Cochinchine en 1789 (FAURE, *op. cit*., p. 243) sous les noms de Paul, Gilles, Barthélemy et Nam. Les missionnaires qui accompagnaient le prélat étaient MM Boisserand, Le Blanc, Pillon, Tarin, Pocard, Lavoué, Grillet et Le Labousse. Les quatre premiers allèrent en Cochinchine en même temps que Pigneau, au mois de juin 1789 ; les quatre autres les avaient précédés, les uns passagers de la *Dryade* avec Paul Nghi et Le Labousse à bord du *Pandour* (15 août 1788). Au moment de la mort de Pigneau de Behaine en 1799, sept de ces missionnaires étaient déjà décédés ; l'unique survivant, Le Labousse, mourut en 1801, probablement dans le KhÁnh-hoà.

Ces deux bâtiments, sur lesquels étaient embarquées des recrues pour l'artillerie, étaient destinés, avec les frégates *l'Astrée* et la *Calypso* ; à l'expédition navale dont M. de Saint-Riveul, commandant la station de l'Inde, devait être le chef sous les ordres de Conway. Enfin deux gabarres [557]allaient être expédiées, chargées de « huit mois de vivres pour les troupes de l'expédition, ainsi que de la totalité ou d'une partie des fonds extraordinaires que Sa Majesté consacre tant aux frais de l'expédition qu'à ceux de l'établissement primitif et (de l'établissement) militaire qu'il faudra former à la Cochinchine »

La *Dryade* arriva à l'Ile de France le 8 avril 1788, après cent deux jours de navigation. D'Entrecasteaux en avisa le ministre le 18 avril; faisant allusion à la « lettre secrète » reçue de Montmorin par la *Dryade* et relative au projet d'expédition en Cochinchine, il disait : « Je dois

ils auraient eu une position qui les aurait mis en mesure de prévenir la navigation vers la Chine et d'inquiéter les possessions espagnoles et hollandaises dans cette partie du monde.

[555] Guy-Pierre de Coëtnempren, comte de Kersaint, frère d'Armand-Simon qui fut député de Paris à l'Assemblée législative, né à Brest le novembre entré dans la marine en 1763, lieutenant de vaisseau pendant la guerre d'Amérique, capitaine de vaisseau en 1786, émigré en 1790, rentré en France en préfet maritime d'Anvers en 1814, préfet de la Meurthe en 1815, mort à Suresnes en 1822.

[556] Lettres de Thévenard à Montmorin, Lorient, le 28 déc. 1787 : « Les frégates la *Méduse* et la *Dryade* sont enfin parties pour leur destination hier à 2 heures et demie du soir. *Corr. gén.*, vol. VII, p. 656.

[557] Les gabarres étaient des navires de construction spéciale, très larges, et mâtés en trois mâts carrés, destinés à transporter du matériel et des objets de ravitaillement. A défaut de gabarres on se servait pour cet usage — et ce fut le cas ici — d'autres bâtiments armés en flûte, dont on avait enlevé l'artillerie et modifié les aménagements de manière à obtenir le plus grand volume de cales. La flûte le *Dromadaire* partit de Brest, le 7 février 1888 et arriva à Pondichéry le 27 septembre seulement (FAURE, op. cit., p. 246); le *Chameau*, était arrivé le 10 août (Lettre de Conway à La Luzerne du 27 août 1788, *Corr. gén*., vol. VIII, p. 468). Une autre flûte, d'après la liste de FAURE (op. cit., p.247) qui ne cite pas le nom du *Chameau* — partit de Brest le 5 avril 1788; c'est le *Mulet* qui arriva à Pondichéry le 10 septembre.

vous prévenir, Monseigneur, que tous les détails de cette expédition ont été publiés je ne sais par quelle voie presqu'au moment de l'arrivée de cette frégate [558]. » Le gouverneur s'empressa de prendre des dispositions pour obéir à ses instructions [559] et, dès le 14, l'évêque d'Adran pouvait écrire à Versailles : « Tout ce qui pouvait être relatif à l'expédition de la Cochinchine et, selon les ordres, devait s'exécuter d'ici, est déjà terminé. » Et dans un post-scriptum, il ajoutait « J'oubliais, Monsieur le Maréchal, de vous dire un mot de M. le chevalier d'Entrecasteaux, vraiment digne d'avoir été appelé par vous au gouvernement des Iles… je ne crois pas qu'il puisse jamais être remplacé. Il joint aux lumières étendues d'un administrateur, la douceur et l'honnêteté d'un homme fait pour le bonheur de la société [560].»

L'évêque reçut à Port-Louis des lettres de missionnaires de la Cochinchine et du Tonkin; les nouvelles paraissaient très « avantageuses » la mission qu'il avait à remplir, écrivait-il à La Luzerne. Il y était question, en effet, des succès de Nguyễn Van-Huê au Tonkin et des dissentiments qui s'étaient élevés entre les frères Tây-Sơn. « On ajoute, disait-il, que le rétablissement du prince dans tous ses droits est la chose du monde la plus facile » et il concluait ces nouvelles « assurent le succès et le grand bien de notre expédition ».

2. A Pondichéry (mai 1788-juin 1789). Adran et Conway.

Lorsque la *Dryade* remit à la voile, le 26 avril, Pigneau était donc plein d'espoir; il avait hâte d'être en Inde où il comptait trouver auprès de Conway le même, accueil que lui avait ménagé d'Entrecasteaux; quelle raison, en effet, aurait-il eu de suspecter les dispositions à son égard de cet officier général, protégé comme lui de Loménie de Brienne [561] et jouissant de la faveur de la cour (35).

(35) Le Mémoire pour le Roi, du 25 novembre, se termine par le paragraphe suivant « Les services distingués qu'a rendus cet officier général, la confiance qu'il mérite, étaient déjà pour lui des titres aux grâces de Votre Majesté. Si M. le comte de Brienne, d'après ces motifs et les instances du ministre de la Marine (Montmorin depuis la démission de Castries), juge à propos de le proposer à Votre Majesté pour une des premières places de commandeur de l'ordre de Saint-Louis, je ne puis m'empêcher, dans ce cas, de solliciter en sa faveur la permission d'en porter d'avance la décoration. » II fut nommé commandeur de Saint-Louis le 7 décembre 1787; quelques auteurs racontent que Pigneau fut chargé de lui apporter le cordon (ou plus exactement le ruban, car le cordon était réservé aux grands-croix) la chose est possible, bien qu'il n'y ait rien dans les archives publiques, à ma connaissance du moins, qui permette de l'affirmer ; il parait exagéré de prétendre, comme certains le font, que le général dût cette distinction aux instances de l'évêque. La proposition fut faite par Montmorin, aucun doute sur ce point. Notons que de Castries, s'il fût

[558] *Corr. gén.*, vol. VII, p. 662. Conway, quinze jours après l'arrivée de la *Dryade* à Pondichéry, n'hésitait pas à rendre Pigneau responsable des indiscrétions commises. « Le secret, écrivait-il au ministre, n'a pas été gardé par M. l'évêque, d'Adran lui-même. La dernière gazette de Madras vient de faire mention de ce projet. » Dépêche du 6 juin 1788; *Arch. Aff. étr.*, Asie 19, fol. 173.

[559] L'expédition devait comprendre un des régiments de Pondichéry, 200 hommes d'artillerie et 250 Cafres environ de l'Ile de France. D'Entrecasteaux était chargé de rassembler les Cafres et de préparer la formation du corps de 200 artilleurs en prenant sur ceux de l'Ile de France, ceux de Pondichéry et les recrues récemment arrivées. Les canons et les munitions de guerre devaient être tirés des magasins de Pondichéry. (*Corr. gén.*,vol.VII, p.652) D'Entrecasteaux, n'ayant pas à sa disposition *l'Astrée et la Calypso*, prit des mesures qu'il indique dans sa lettre « secrète » au ministre en date du 18 avril. (*Corr. gén.*, p. 662)

[560] L'évêque écrivit à la même date (4 avril), à La Luzerne et à de Castries deux lettres qui ne diffèrent guère que par l'existence de ce postscriptum la lettre à de Castries seule lefporte. (*Corr. gén.*, vol. VII, p. 660-662). De Castries, comme on le sait, avait quitté le ministère le 24 août 1787; il fit remettre la lettre d'Adran à de Vaivre, intendant général des colonies, le 28 août 1788. Montmorin, après la démission du maréchal, avait assumé la charge des deux départements, Affaires étrangères et Marine jusqu'au 24 décembre. C'est à cette date (trois jours avant l'embarquement de l'évêque) que le lieutenant-général de la Luzerne était devenu ministre de la Marine.

[561] Son frère, officier général lui aussi, avait épousé la sœur du contrôleur des finances.

demeuré au pouvoir, eût sans doute hésité à la contresigner. En effet, dans la lettre déjà citée par laquelle, le 9 novembre 1786, il avisait Conway de sa nomination à Pondichéry, il disait « Je ne dois pas vous laisser ignorer que Sa Majesté a connaissance de l'opinion publique sur l'incompatibilité de votre caractère. Elle a daigné présumer qu'averti de cette opinion, vous vous surveillerez avec assez d'attention pour qu'elle ne regrette pas de vous avoir accordé une préférence que vous justifierez sans doute par vos talents, votre fermeté et par la plus grande exactitude dans l'exécution des ordres que vous recevrez. » Il apparaît, d'après cet avertissement formel, que Conway s'était rendu coupable de quelques incartades; et ce que l'on sait de son passage aux Etats-Unis permet de ne point trop s'en étonner. Mais on lui reconnaissait des mérites et il était fortement soutenu par le parti de la reine cela suffit à expliquer le choix dont il fut l'objet. Quant au jugement que le roi portait sur lui, il n'était pas des plus favorables sans doute, et sa nomination à un commandement important ne prouve pas que Louis XVI ait eut bonne opinion de lui. Cependant, en dehors de ce que donne à supposer la lettre du maréchal de Castries, on ne possède, sur ce point, qu'un témoignage qui ne laisse pas, d'être sujet à critique. Le voici, traduit de l'original anglais : « Louis XVI, semble-t-il, éprouvait un fort éloignement à l'endroit de cet officier qui était, dans son opinion, un homme immoral, dépourvu de principes, orgueilleux, hautain et brouillon… Vous vous êtes laissé prévenir en faveur de Conway, observa le monarque, s'adressant à l'évêque ; croyez-moi il vous causera beaucoup d'inquiétude et probablement portera obstacle au succès de l'expédition. Si je l'ai fait gouverneur général en Inde, c'est uniquement dans le dessein de prévenir ses intrigues ici et ses tentatives pour mettre toutes choses en confusion; je sais bien en effet que son frère, lui-même et Dillon sont incapables de rester un instant en repos. Il peut être un bon soldat et se conduire assez bien à Pondichéry, mais je n'aurais pas de confiance en lui à la tête d'une armée. Cependant je lui donnerai, à cause de vous, le ruban rouge (« red ribband » dit le texte, ajoutant en français cordon rouge) et le rang de lieutenant général.)

Ce témoignage a été apporté pour la première fois par Barrow (*A voyage to Cochinchina in the years and 1792 and 1793*…p. 264). L'ignorance où l'auteur nous laisse de ses informations dans ce cas particulier, sa tendance à recevoir pour vrais des renseignements erronés (voir le texte qu'il publie du traité de Versailles), de nombreuses erreurs de détails et d'assez sérieuses méprises, toutes ces raisons commandaient la réserve, et pourtant la plupart des écrivains qui ont écrit sur l'Indochine ont .accueilli le récit de Barrow comme s'il émanait d'une autorité indiscutable, parce qu'il répondait trop bien sans doute à leur opinion sur le personnage peu sympathique que se trouve être Conway.

———

Il l'avait d'ailleurs connu à Paris au moment où le général qui venait d'être nommé commandant des troupes de l'Inde (9 mars 1787), s'apprêtait à partir pour Pondichéry; il l'avait mis au courant de son projet et n'avait recueilli que des applaudissements [562].

Cependant, dès l'arrivée de la *Dryade* à Pondichéry, après un voyage d'une vingtaine de jours, le premier heurt se produisit. La frégate ayant mouillé dans la rade le 18 mai, l'évêque d'Adran descendit à terre le lendemain matin et demanda, dès ses premières entrevues avec le général [563], qu'il fût pourvu à son entretien, à celui du prince et de sa suite, aux frais du roi. Conway fit beaucoup de difficultés pour l'accorder, « opposant, dit Pigneau lui-même, qu'il n'avait aucun ordre à se sujet, que la cour lui recommandait la plus grande économie, que la colonie était sans argent… » [564]. Il céda sur une déclaration formelle de l'évêque attestant les intentions du roi qu'il

[562] L'entrevue avait eu lieu certainement dès le début du séjour de l'évêque en France; on se sourit qu'il était arrivé au mois de février 1787 et Conway s'embarqua le mois suivant. Pigneau fait allusion à cette rencontre dans une lettre adressée à Conway lui-même « Rappelez-vous surtout ce que vous disiez à Paris de ce projet » (*Corr. gén.*, vol. VIII, p. 443); et le général lui répond « Je me rappelle parfaitement, Monseigneur, qu'à Paris comme ici, j'ai pris un véritable intérêt à tout projet qui portait l'apparence d'un établissement avantageux pour le roi » (*ibid.*, p. 444). Quand il passa à l'Ile de France en 1787, il devait être d'ailleurs dans des dispositions favorables à l'expédition il n'aurait pas, s'il en eût été autrement, exprimé à de Souillac (comme lui-même le rapporte, *Corr. gén.*, vol. VIII, p. 504) le regret que Richery n'eût pas amené à Pondichéry le roi de la Cochinchine. Souillac combattit cette opinion ; et le revirement de Conway commença peut-être à se faire sentir à la suite de ses conversations avec le gouverneur général des Etablissements français au delà du Cap de Bonne-Espérance.

[563] C'est une hypothèse que justifie la date (20 mai) de la déclaration écrite de l'évêque et de l'ordre consécutif de Conway à Moracin.

[564] Lettre de l'évêque d'Adran à La Luzerne, 28 août 1788, *Corr. gén.*, vol. VII, p. 668.

connaissait par Montmorin ; alors seulement, il ordonna à l'intendant Moracin de subvenir aux besoins des nouveaux arrivés.

C'était mal débuter ; mais là ne se bornèrent pas les discussions. Conway raconte que dès le lendemain de son arrivée, l'évêque d'Adran lui proposa d'envoyer une corvette prévenir le roi de la Cochinchine. A quoi le général répondit, non sans astuce, que ce errait retarder l'expédition, puisqu'on serait obligé d'attendre le retour de la corvette. Pigneau répliqua qu'il n'avait pas besoin du roi, que le jeune prince suffirait. Conway observa que le traité avait été signé au nom du roi et nullement au nom d'un enfant né sept ans après la révolution. « Enfin, poursuit le général, voyant que je désirais être instruit du sort du roi de la Cochinchine, il m'a dit en présence de M. le vicomte de Saint-Riveul que lui, évêque d'Adran, ferait seul la révolution. »

Sans grossir outre mesure l'importance de ces incidents, on est forcé d'y voir la preuve que les deux personnages étaient peu faits pour s'entendre, et que Conway opposait une mauvaise volonté évidente aux demandes de l'évêque. Comment expliquer cette disposition défavorable, la suite du récit le montrera peut-être. Mais on donne à la conduite du général un mobile assez inattendu dont il faut bien parler. Voici donc l'histoire [565].

« Il se trouvait alors à Pondichéry une célèbre beauté, Madame de Vienne, femme de l'aide de camp de Conway et maîtresse du général. Comme l'évêque avait fait visite à toutes les dames de distinction de la colonie, on lui fit entendre qu'il ferait bien de ne pas oublier Madame de Vienne. Non seulement il refusa d'accomplir cet acte de politesse, mais encore il fut indigné à l'extrême qu'on le lui eût conseillé, employant à cette occasion d'énergiques épithètes et réprouvant dans les termes les plus sévères la scandaleuse conduite du général et de sa maîtresse. Le tout fut fidèlement rapporté 'à cette dernière par quelques-uns de ses amis intimes. Furieuse à la nouvelle de ces remarques impertinentes, car c'est ainsi qu'elle les jugea, venant de la part d'un prêtre, elle se détermina à en tirer vengeance sans perdre de temps.

« Elle exerçait un empire absolu sur le général; devant une nombreuse société, elle tourna en ridicule son ruban rouge qu'elle représenta comme un certificat propre à l'amuser, à le maintenir de bonne humeur plutôt qu'une récompense honorable de ses services. Elle parla avec mépris du grade où il avait été promu dans « l'armée du pape », dit-elle, sous le commandement d'un évêque. Bref, cette furieuse beauté s'entendit si bien à faire jouer les sentiments de Conway qu'elle réussit complètement dans ses projets et obtint de lui qu'il retardât temporairement la marche de l'exécution… »

L'histoire ne manque pas de saveur; mais suffit-elle à expliquer l'attitude de Conway ? Il y a des raisons plus plausibles qui en rendent mieux compte, comme on le verra. Et puis, il semble que la source en est trop incertaine pour qu'on puisse y ajouter foi [566]. Quoi qu'il en soit, il est avéré que dès les premières rencontres, l'évêque et le général se trouvèrent mécontents l'un de l'autre; ils le témoignèrent au ministre. Le premier écrivit qu'il était impossible, avec le caractère que montrait

[565] BARROW, *op. cit*., p. 264. Bien que la traduction de Malte-Brun, reproduite généralement, soit, dans l'ensemble, fidèle, on a jugé boa de se reporter à l'original pour suivre le texte de plus près.

[566] De qui Barrow tenait-il l'histoire? Il ne le dit pas. Il a pu l'apprendre de personnes ayant résidé à Pondichéry en 1788, au courant de la chronique scandaleuse de la colonie; il est possible qu'il l'ait entendu conter en Cochinchine où il était en 1792 et en 1793 et où il a connu Vannier, Barisy et d'autres encore; ces Français eux-mêmes pouvaient la tenir de personnes de-l'entourage de l'évêque. Noter qu'il avertit le lecteur qu'une part importante de son esquisse sur la Cochinchine est la substance d'un manuscrit que lui -avait remis Barisy et que nous ne connaissons pas. Il est certain que rien à ce sujet ne se trouve dans les lettres de l'époque qui ont été publiées ou dans les lettres inédites que j'ai pu connaître, et Barrow, responsable de la première affirmation, constitue une autorité insuffisante. Il semble donc raisonnable, jusqu'à plus ample informé, de ne pas faire grand état de cette histoire qui a été colportée avec trop d'insistance par la plupart des auteurs et de complaisance même pari certains d'entre eux.

Conway, qu'il pût réussir dans une expédition qui demandait naturellement un caractère conciliant; le second se plaignit de l'indiscrétion affichée par l'évêque.[567] »

Dès le 19 mai, le général réunit Saint-Riveul et Moracin et leur communiqua les instructions même les secrètes[568] qu'il venait de recevoir. Le lendemain, Moracin présenta aux deux commandants divers états constatant la masse des fonds dans le trésor et les approvisionnements en magasin; après examen de la situation, il fut unanimement décidé qu'on ne pouvait rien entreprendre avant l'arrivée des deux gabarres [569]. D'autre part, il convenait d'attendre les renseignements que Richery, suivant ses instructions, n'aurait pas manqué de recueillir sur la situation de Nguyen Ánh; or, cet officier, parti le 24 juillet 1787, n'était pas encore de retour.

En présence de raisons aussi fortes, Pigneau ne pouvait que s'incliner. Mais le 11 juin, trois semaines après son arrivée, il reçut de Conway communication d'une lettre de Richery, écrite le 9 avril.de Malacca ; elle montrait que ce capitaine venait « de manquer encore une fois l'objet de sa mission (36).

———

(36) D'Adran à Conway, 14 juin 1788 (*Corr. gén*., vol. VIII, p. 439) Richery (ibid., vol. VII, p. 103) faisait savoir qu'il avait dû séjourner plus de deux mois à Macao pour attendre un temps favorable qu'après avoir repris la mer, trois mois et vingt jours s'étaient écoulés à lutter avec les contretemps; qu'il était arrivé à Malacca dans un tel état qu'il devait y faire un long séjour pendant lequel la mousson va reverser. » II parle dans une lettre du 13 juin 1788 (*ibid*., vol. VIII, p. 487) du rendez-vous convenu avec le roi de la Cochinchine pour « lui inspirer confiance aux démarches de Mgr d'Adran », « le porter à soutenir patiemment l'attente et éloigner de lui les pièges portugais » . Mais est-il allé à ce rendez-vous ? Berneron, capitaine d'infanterie, qui l'accompagnait en qualité d'ingénieur et qui avait probablement dirigé sa conduite dans toute cette affaire (Conway à Kersaint, *ibid*., vol. VIII p. 471), dit en termes exprès que le *Castries* avait quitté Malacca le 23 juin pour s'y porter (lettre du 14 septembre 1788, *ibid*., vol. VIII, p. 488). A ce moment cependant, Nguyễn Ánh avait quitté le Siam pour la Cochinchine depuis plusieurs mois (ci-dessus, p. 223) au mois de septembre 1788, Berneron le savait (*ibid*., p. 482), peut-être l'ignorait-il vraiment au mois de juin. Quoi qu'il en soit, sa correspondance, de même que celle de Richery, semble n'avoir pour but que de créer de la confusion; et il apparaît d'ailleurs, par les instructions de Conway au commandant de la Dryade (août 1788), par la lettre de Kersaint au général et par les sévères instructions données par Kersaint lui-même (*ibid*., p. et 462), que les soupçons éveillés par la conduite des deux officiers avaient dû se trouver confirmées. On s'explique donc le ton de Pigneau quand il dit, dès le mois de juin 1788 « Je ne parle pas du rendez-vous dont M. de Richery fait mention dans sa lettre. Je sais assez combien on doit peu de confiance à des hommes qui montrent si peu de délicatesse. » Cependant on lit dans une lettre du septembre 1789, adressée de Versailles par le ministre de la marine à d'Entrecasteaux et relative « aux inculpations faites aux Sieurs Richery et Berneron par M. le Comte de Conway » : *Je vois… avec plaisir par la copie de la lettre que M. de Saint-Riveul vous a écrite que M. de Richery s'est lavé des inculpations qui lui avaient été faites et je ne doute pas que le compte qu'il rendra de sa mission ne dissipe entièrement les soupçons de M. de Conway* . (*Arch. Col*., Correspond. de l'intérieur sur l'administration des îles de France. fol. 80).

———

En l'absence des informations qu'on avait espéré recevoir de Richery, l'évêque conclut de ce qu'il avait lui-même appris des missionnaires que, jusqu'à ce moment, Nguyễn Ánh ne pouvait avoir reçu de secours d'une nation européenne [570], que l'état actuel du prétendant était le même qu'au moment où la cour de France s'était décidée à lui donner de l'aide et qu'il y avait en outre un

[567] *Corr. gén*., vol. VII, p. 667 et vol. VIII, p. 471. Rapprocher des lettres publiées par M. Cordier une lettre encore inédite des *Arch. Aff. étr*. (Asie 19, fol. 171) datée du 29 juin 1788, écrite par Pigneau à M. de Rayneval pour se plaindre de l'attitude de Conway.

[568] Lettre de Moracin à Montmorin (*Corr. gén*.,vol.VIII, p.459).Cette communication n'était-elle pas prématurée ?

[569] Ibid. Pour les gabarres, voir ci-dessus, p. 154, note 557.

[570] Chose importante parce que le ministre avait spécifié que l'expédition ne serait pas entreprise si une autre puissance avait fourni des secours à Nguyễn Ánh ; c'était la seule cause d'empêchement prévue, à la connaissance de l'évêque d'Adran.

changement favorable à l'expédition, la division entre les chefs rebelles et la disposition actuelle des peuples [571].

Dans ces conditions, une seule cause d'empêchement subsistait le retard des gabarres. Si Conway n'avait pas d'autre raison de ne point exécuter les ordres du roi, l'évêque se voyait obligé d'attendre en silence. Mais si le général, même après l'arrivée de ces bâtiments, devait être dans la résolution de retarder l'expédition jusqu'au moment où il aurait des nouvelles plus positives sur la Cochinchine, il était inutile de différer à prendre un parti. Et Pigneau demandait alors « au nom du roi et comme commissaire de Sa Majesté auprès du roi de la Cochinchine d'aller sur les lieux avec la *Dryade* pour s'assurer lui-même de l'état des choses « et chercher le roi de la Cochinchine pour l'amener ici, si cela est possible » Il partirait à la fin du mois ou dans les premiers jours de juillet; le navire parcourrait à loisir toute la côte de la Cochinchine, on pourrait prendre une connaissance suffisante des ports, s'assurer de la personne du roi et être de retour à Pondichéry en février ou mars » (1789). Pendant ce temps les gabarres seraient arrivées, les préparatifs faits et l'expédition pourrait avoir lieu au mois d'avril suivant. Pour le cas où Conway refuserait, l'évêque suggérait un autre parti faire reconduire le jeune prince et sa suite en Cochinchine et le faire lui-même reporter en France. Et la lettre se terminait ainsi : « Pour votre gloire, monsieur le compte, reprenez l'énergie dont vous avez donné partout tant de preuves, et décidez-vous. Méprisez des conseils qui, sous le voile de la prudence, cachent la plus grande faiblesse. Enfin, montrez à la cour qui l'attend de vous qu'à la maturité des réflexions, vous ayez su réunir la noblesse, la force et le courage dans l'exécution. »

Le général ne daigna répondre à la proposition de l'évêque que par ces mots « Je me conformerai strictement à mes instructions, c'est tout ce que je puis vous dire. » Mais blessé par le ton de la lettre, exhortations mêlées de reproches à peine déguisés, il se laissa aller à la riposte : « Je vous remercie, Monseigneur, du conseil que vous voulez bien me donner et de l'intérêt que vous daignez prendre à ma gloire. Je la fais consister dans l'exacte exécution des ordres du roi et je pense qu'on ne m'a jamais reproché un défaut d'énergie, quand il a été question de son service. Vous me donnez le droit, Monseigneur, de vous demander quelles sont ces personnes qui sous le voile de la prudence cachent la plus grande faiblesse et dont vous me recommandez de mépriser les conseils. Je vous ai déjà assuré et je vous répète, Monseigneur, que je suivrai exactement mes instructions, et je consulterai... les personnes les plus éclairées et les plus dignes de ma confiance.

« Je ferai ce que la Cour attend de moi, n'en doutez pas. Vous m'exhortez à la noblesse, à la force, au courage. En quelles occasions y ai-je manqué ? Je vous prie de me l'indiquer. J'avoue que je suis étonné qu'un digne et respectable prélat accuse de faiblesse des personnes qu'il ne nomme pas et qu'il serait cependant essentiel de faire connaître. Ce jugement porté si légèrement n'est, permettez-moi de le dire, ni chrétien, ni généreux.

« Ne serait-ce pas ici le cas, Monseigneur, de vous donner le conseil salutaire de vous défier dés calomniateurs, des intrigants et des curieux? Au reste rien ne me déterminera à m'écarter des ordres du Roi. Votre lettre, Monseigneur, ne peut offenser ni moi ni personne de ma robe, et elle ne changera rien à mon plan de conduite. »

Pigneau, immédiatement, réplique « Monsieur le Comte, le respect que j'ai pour votre discrétion à mon égard ne m'empêche pas de la trouver fort singulière. Vous assurez que vous vous conformerez aux ordres du Roi. C'est la seule chose que je désire. Ce n'est même qu'en vertu de ces mêmes ordres que j'ai cru devoir vous présenter mes observations. Vous êtes étonné que j'accuse de faiblesse des personnes que je ne nomme pas la chose est toute simple ; c'est que je ne les connais pas. Je ne puis attribuer qu'à des conseils donnés par faiblesse le changement que j'ai remarqué en vous au sujet de l'expédition de la Cochinchine. J'ai la franchise de vous en faire part et de vous prier de n'en faire aucun cas… Qu'y a-t-il en cela de contraire au christianisme et à la générosité ? Si je me trompe, tant mieux ; si j'ai raison, c'est à vous, Monsieur le Comte, à voir ce que vous avez à faire. Vous consulterez, dites-vous, les personnes les plus éclairées, les plus

[571] D'après la lettre du juin 1788 à Conway ;c'est cette lettre qui est analysée dans le paragraphe qui suit.

dignes de votre confiance. Je crois qu'il vaudrait encore mieux suivre en cela même vos instructions.

« Vous me faites un crime de vous parler noblesse, force, courage. Eh! Monsieur le Comte, m'amuserais-je à vous parler ce langage, si je ne vous croyais ces sentiments. Il y a dans la colonie des hommes malintentionnés qui ne se plaisent qu'à allumer le feu de la discorde. Je le sais. Mais, monsieur le Comte, je vous jure que je n'ai ici qu'une affaire et que je ne me mêlerai jamais que de celle-là. Ma lettre, au moins selon mon intention, ne peut offenser personne, de quelque robe qu'il puisse être. Je ne l'aurais jamais écrite, si j'avais cru qu'elle pût avoir un tel effet.

« Je suis fâché, pour le service du Roi, que vous vous préveniez contre moi, monsieur le Comte, et que je sois obligé d'en venir à de pareilles explications. Vous me croyez des prétentions; je m'en suis aperçu dès le premier jour. Cependant il me semble que rien n'est plus indigne d'un homme de bon sens, et surtout d'un homme de mon état. Quoi qu'il en soit, monsieur le Comte, je ne serai pas moins zélé à vous prouver en toute occasion que je désire votre gloire et à avoir pour votre état et pour votre personne tous les égards que je reconnais de mon devoir.

Dès le lendemain, Conway répond point par point : « Je suis fâché que ma discrétion vous paraisse singulière. Elle m'est prescrite par mon devoir. Je vous ai répété que les ordres du Roi et mes instructions régleraient invariablement ma conduite. Je consulterai dans les circonstances d'exécution les personnes que je crois les plus éclairées et les plus dignes de ma confiance. Ma lettre ne présente pas d'autre sens. Je n'ai pas répondu à vos observations, Monseigneur, parce que je n'ai pas dû le faire, mais je les ai lues avec la plus grande attention. Je n'ai donné aucun lieu aux suppositions que vous avez faites. Le public déposera pour moi. Vous accusez de faiblesse des personnes que vous ne nommez pas et que vous ne connaissez pas. Cela vous paraît tout simple. Vous êtes casuiste, Monseigneur, vous êtes plus que moi en état de prononcer sur cette manière de juger. Depuis neuf mois que je suis ici, j'ai réfléchi plus d'une fois et j'ai cherché à me procurer tous les renseignements sur la Cochinchine, mes désirs sont toujours les mêmes. Mais il me semble que je puis sans faiblesse ne pas abonder implicitement dans le sens d'une personne que d'ailleurs je considère et respecte.

« Je ne vous fais pas un crime, Monseigneur, et j'aurais tort d'être offensé de la peine que vous avez prise de me prêcher énergie, force et courage. Mais puisque vous avez la bonté de croire que je n'ai pas renoncé à ces sentiments, il était inutile de m'exhorter à les reprendre.

Il y a dans cette colonie, dites-vous, des gens malintentionnés qui se plaisent à allumer le feu de la discorde. Je n'en doute pas. Je ne suis pas disposé à les écouter, et j'avoue que je n'en ai pas le temps. La seule affaire qui vous occupe, Monseigneur, m'occupe aussi et j'en ai beaucoup d'autres qui ne me permettent pas d'écouter les discours des oisifs. Je serais au désespoir, Monseigneur, de ne vous avoir pas marqué tout le respect qui vous est dû. J'espère que vous n'aurez jamais à vous plaindre de moi à cet égard. Je ne sais pas si vous avez des prétentions. J'ignore de quelle nature elles sont. Et je ne vous ai laissé entrevoir rien de désobligeant à ce sujet. »

C'est en deux jours seulement, le 14 et le 15 juin, que cette correspondance s'échange. Ces vives attaques, ces ripostes du tac au tac, ces retraites prudentes où la pointe menace encore, font songer à une passe d'armes entre deux adversaires également habiles, également confiants dans leurs ressources. Peut-être distingue-t-on plus de netteté dans le jeu de Pigneau ; mais doit-on reprocher à Conway de cacher ce qu'il a mission de tenir secret? Un seul mot suffirait pour faire tomber les armes; et les adversaires cesseraient d'invoquer ces instructions du roi » qui se résument pour l'un en l'exécution du traité, qui comprennent pour l'autre la possibilité de ne point l'exécuter. Un mot suffirait mais les ministres seuls le pourraient dire. C'est à eux que remonte la responsabilité de cette discussion regrettable; par esprit d'indécision, ils ont joué vis-à-vis de l'évêque un rôle indigne de lui comme d'eux-mêmes [572].

[572] Ce serait user d'une sévérité exagérée que de les accuser de fourberie, comme le fait Faure, qui va jusqu'à écrire « Le gouvernement de Louis XVI avait donc signé le traité du 28 novembre 1787 avec la ferme volonté de ne l'exécuter point, ce qui est un rare exemple d'hypocrisie, de duplicité, de déloyauté» (*op. cit*., p. 184). Louvet, discutant, sur un ton de polémique, les documents qu'il n'a connus que par Faure, reproche à celui-ci de « s'obstiner contre l'évidence à innocenter un misérable comme Conway, pour se

Le général fit parvenir à La Luzerne le 18 juin 1788, les deux lettres de Mgr d'Adran et ses deux réponses, mais il se garda bien de n'articuler rien de net contre le prélat. A peine faisait-il allusion à l'engagement qu'on exigeait des missionnaires de prêcher la parole de Dieu sans s'immiscer dans la politique »; supposait-il que, nonobstant cet engagement, Pigneau, g embrasé d'un beau zèle », avait a tout oublié pour ne s'occuper que des intérêts du roi disait-il enfin que l'évêque, avec les meilleures intentions d'ailleurs pouvait « s'être trompé et avoir par conséquent induit en erreur les ministres du roi » Par contre, il se livrait à un examen serré du traité de Versailles qu'il discutait article par article, non sans parti pris peut-être [573], mais avec une réelle compétence et avec une apparence d'impartialité capable de faire impression sur le ministre. Il concluait habilement, et le fait vaut d'être souligné en administrateur soucieux de justifier la confiance dont il était investi J'ai remarqué, monsieur le Comte, qu'ici comme aux Iles de France et de Bourbon, tous les projets trouvent des panégyristes, pourvu qu'ils offrent quelques avantages aux particuliers. On n'a jamais spéculé ici que sur le Roi. S'il est question d'une expédition, les particuliers accaparent sur-le-champ tous les objets dont ils pensent qu'on aura besoin, pour lés vendre ensuite au Roi à un prix exorbitant. D'autres espèrent avoir des commandements au moins par intérim. Si les chefs honorés de la confiance des ministres et chargés d'examiner ces projets avant de les mettre à exécution ne les adoptent pas, les particuliers jettent les hauts cris et ne manquent pas de déchirer les chefs dans les lettres volumineuses qu'ils envoient en Europe. « Ces considérations, monsieur le Comte, n'influeront en rien sur ma conduite et ne m'empêcheront pas de me conformer à mes instructions en m'occupant exclusivement des intérêts du roi. »

De son côté, le 26 juin, Adran écrivait au même ministre [574]. Il n'était pas rassuré, disait-il, sur le parti que l'on prendrait au sujet de l'expédition, en supposant même que les gabarres arrivassent à temps. « M. le comte de Conway, depuis son retour de Trinquemaley [575], est dans un état de faiblesse physique et morale qui afflige toute la colonie. La nouvelle d'une expédition à la Cochinchine paraît beaucoup le contrarier et depuis mon arrivée, il n'a cessé de me témoigner, à ce sujet, la plus grande répugnance. Depuis plus d'un mois que je suis ici, non seulement il n'a fait aucun des préparatifs que la prudence aurait dû lui permettre; mais il a pris même des moyens qui rendent cette expédition très difficile cette année. Il a renvoyé la flûte le *Nécessaire* qui était ici le seul bâtiment du roi en état de porter des troupes. Il renvoie encore, en ce moment, la frégate la Vénus que le gouverneur de l'Ile de France avait fait revenir ici, pour y remplacer la *Calypso* [576].

---

donner la facile satisfaction de jeter une poignée de boue de plus à la face de cette vieille monarchie française. » Pour lui, Conway est le « vrai coupable » (*Mgr d'Adran*, p. 188 et 193).

[573] Le parti pris se montre notamment en des phrases telles que celles-ci « Ce roi qu'on n'a pas encore trouvé, qu'on ferait peut-être bien de ne pas chercher, n'a ni argent, ni terrain, ni troupes et par l'évaluation des dépenses qui s'élèveront, si l'expédition n'a pas lieu, à un million et dépasseront, si elle a lieu, trois millions »

[574] *Corr. gén.*, vol. VIII, p. 452. Les deux lettres partirent sans doute en. même temps, le 1er juillet 1788, par le *Duc de Normandie (ibid*., p. 468). Une lettre à Rayneval reproduisant certaines des idées contenues dans la lettre au ministre fut aussi écrite le 29 juin; l'original s'en trouve aux *Arch. Aff. étr*., Asie 19, fol. 171-172.

[575] Conway était allé à Trinquemalé quelque six mois après son arrivée dans l'Inde et en était retourné peu de jours avant que Pigneau ne débarquât à Pondichéry ; il avait fait ce voyage en mission officielle avec tous les navires de la station pour s'entendre avec le gouverneur de Ceylan, W. J. van de Graaf (1785-1793), sur les mesures à prendre en cas de conflit avec l'Angleterre. Les nouvelles relatives aux affaires de Hollande n'étaient pas encore parvenues à Ceylan à ce moment-là.

[576] Si l'on se rend compte du mouvement des navires, cette assertion de l'évêque apparaît comme fondée. En effet, la *Calypso*, d'après les dispositions arrêtées en France, devait prendre part à l'expédition ; ce bâtiment étant devenu indisponible, on avait pensé le remplacer par la *Vénus* que d'Entrecasteaux avait par mesure de précaution conservée au lieu de la faire retourner en Europe à l'arrivée de la *Dryade (Corr. gén*., vol. VII, p. 662). Mais Saint-Riveul et d'Entrecasteaux jugèrent que la Vénus n'était pas nécessaire et la renvoyèrent, conformément aux ordres de la dépêche du 2 décembre avec la *Résolution* (prise anglaise) qu'il eût été dangereux de laisser partir sans escorte, expliquait Conway au Ministre (*ibid*,, vol. VIII, p. 498); le Nécessaire, armé à Lorient le 1er janvier 1787, y fui de retour le 28 mai 1789. Dans ces conditions',

D'après cette conduite et les nouvelles de la flûte le *Castries,* j'ai cru devoir lui écrire la .lettre ci-jointe [577]. Il ne m'a répondu à aucun des articles qu'eue contient. Aussitôt qu'il se sera décidé, je ne manquerai pas de vous en faire part. »

Mais le temps du renversement de la mousson s'approchait, et bien que les gabarres ne fussent pas encore signalées, Pigneau deux semaines plus tard, crut bon de faire de nouvelles instances auprès du général de Conway. « La crainte d'être renvoyé à vos instructions, écrivait-il le 11 juillet, ne pourrait me servir d'excuse, si je manquais à me conformer à celles qui m'ont été données. » Et ne voulant pas laisser à d'autres, après l'exemple donné par Richery, des soins qu'il pouvait seul prendre avec sûreté, il renouvelait sa demande du mois précédent relative à son départ avec les moyens et pour la fin qu'il avait proposés ; j'ose, disait-il, vous prier de ne plus différer à vous décider. »

Conway répondit, le jour même, par l'ordinaire fin de non-recevoir : « J'ai déjà eu l'honneur de vous mander que mes instructions régleraient invariablement ma conduite. Je vous prie d'être bien persuadé que le parti que je prendrai sera exactement conforme aux ordres du roi »

Pigneau de Behaine, toujours confiant. Dans la bonne foi des ministres, ne paraît pas avoir soupçonné, en lisant cette réponse, que les pouvoirs donnés à Conway étaient plus étendus qu'il ne l'avait jusqu'alors pensé ; à peine conçoit-il que les projets du cabinet peuvent avoir changé. D'autre part, il semble que le général, en refusant de laisser partir l'évêque, craignait sur toutes choses de le voir revenir à Pondichéry avec Nguyễn Ánh ; c'eût été le moyen, à son avis, de « faire prendre au roi un engagement qui pouvait occasionner des expéditions contraires à ses intérêts [578].

Surpris ou non du refus de Conway, l'évêque écrivit le 16 juillet à La Luzerne pour le tenir au courant des faits, il représenta que les Portugais pourraient nous prévenir ainsi que les Anglais; il supplia le ministre de faire expédier une corvette pour apporter les ordres du roi. « Si la cour, poursuivit-il, est toujours dans le dessein de donner du secours à ce prince, comme elle ne peut guère s'en dispenser après les engagements pris avec lui et surtout après l'avoir encore empêché tout récemment d'accepter ceux qu'on lui offrait, il paraît nécessaire pour que l'expédition réussisse, de désigner pour la commander un homme de meilleure volonté et mieux constitue tant pour le physique que pour le moral » Et il citait, pour prendre la place de Conway à la tête de l'expédition, d'Entrecasteaux, ou le colonel du régiment de l'île Bourbon, de Fresne, ou le colonel du régiment de l'Ile de France, de Chermont. « S'il arrivait que la cour ne persistât pas dans y ? les mêmes vues, j'oserais encore vous prier, monsieur le Comte, de vouloir user de la même célérité pour nous faire parvenir les ordres du roi pour le renvoi du prince et de sa suite, et pour moi qui alors ne pourrais plus retourner dans cette partie, la permission et les moyens de repasser en France. » En même temps, Pigneau sachant que Loménie de Brienne était le personnage .le plus important du cabinet, lui adressait directement une missive, d'une teneur à peu de chose près semblable et se terminant ainsi : « Malgré l'extrême répugnance que j'ai de rester ici, je vais en attendant vos ordres me soumettre aux circonstances et témoigner au roi par la patience, ne le pouvant faire autrement, l'attachement le, plus respectueux et la fidélité la plus soumise à ses volontés [579]. »

Quinze jours après, le 30 juillet, autre appel au ministre pour lui demander de nouveaux ordres du roi. En partie, simple répétition des précédentes, cette lettre paraît avoir eu pour principal objet de mettre le ministre en garde contre une manœuvre des adversaires de l'expédition qui consisterait à exagérer le total des dépenses à engager.

---

il ne restait donc de uisponibles que *l'Astrée, la Méduse, la Dryade* et les deux gabarres annoncées et ces cinq bâtiments, disait le général, seront absolument insuffisants pour transporter 1650 hommes avec leurs vivres, munitions et attirail de campagne ».

[577] Vraisemblablement la première du 14 juin (*Corr. gén.,* vol. VIII, p. 439).

[578] *Corr. gén*., vol. VIII, p. 504. La même préoccupation perce de nouveau dans la dépêche du 20 juillet à Montmorin (*ibid*., p. 463) dont il va être question et se montre aussi dans celle de Moracin de la même date (*ibid*., p. 459).

[579] Le contrôleur des finances paraît s'être contenté, comme de juste, de renvoyer la lettre à son collègue de la marine

En effet, dans sa dépêche du 20 juillet, le général avait fait connaître à Montmorin que si l'expédition devait avoir lieu en 1789, il serait « absolument indispensable de faire parvenir ici avant le mois de juin quatre gabarres au lieu de deux que nous attendons, avec des vivres pour un an et avec au moins quinze cent mille francs, uniquement destinés aux dépenses de l'expédition Les finances de la colonie étaient d'ailleurs dans l'état le plus pitoyable : « M. de Moracin a fait les plus grands efforts, mais tout a ses bornes. Nous n'aurons pas une piastre le mois prochain et il est douteux que M. de Moracin puisse emprunter et même à des conditions onéreuses de quoi faire la moitié du prêt du soldat. Il est affreux, Monseigneur, qu'on ait constamment caché au Ministre du Roi des vérités que personne ici n'ignore. Le roi n'a dans l'Inde que des comptoirs. Les revenus territoriaux suffisent pour couvrir les dépenses qu'il serait raisonnable de faire pour la protection du commerce et l'administration de la justice. Tout le reste est superflu, quoi qu'en disent les charlatans qui ont spéculé ici sur lé roi et qui sont intéressés à le ruiner… »

Conway parlait aussi de la demande faite par Pigneau d'une frégate pour aller lui-même chercher le roi de la Cochinchine et le ramener à Pondichéry. « Je me suis renfermé dans mes instructions, expliquait-il, et je suis persuadé, Monseigneur, que votre intention n'est point du tout que je fasse venir ici ce prétendu roi. Ce serait prendre sans votre aveu des engagements téméraires et probablement tout à fait contraires aux intérêts de Sa Majesté. Une dépêche de Moracin, datée du même jour, corroborait, en dépit de quelques digressions, l'opinion du général (37).

_____

(37) Il est difficile d'expliquer comment Faure a pu voir dans cette dépêche une « réfutation nette et complète des fausses assertions » de Conway (*op. cit*., p. 166). Elle a été rédigée sur la demande du général; elle trahit, plutôt qu'une discordance entre les vues du général et de l'intendant, une sorte de connivence, résultat d'une entente bien établie. La première partie de la dépêche que reproduit *seule* Faure et qu'il parait n'avoir pas comprise, fournit une évaluation de dépenses bien supérieure aux prévisions de l'évêque d'Adran, exprime des craintes au sujet des effets du déplacement sur la santé des troupes, apporte même sous forme affirmative, un argument que Conway avait fourni le 18 juin sous forme dubitative en faveur de la non-intervention, à savoir que les Anglais nous verraient sans peine entreprendre une expédition qui priverait nos établissements de la moitié de nos forces militaires. Dans la seconde partie, Moracin prend à son compte l'argument tiré des inconvénients qui pourraient découler de l'arrivée de Nguyễn Ánh : « J'estime qu'il serait imprudent d'amener ce prince fugitif à Pondichéry, parce que ce serait prendre un engagement national, qu'il serait peut-être impossible de tenir. » Enfin, on peut voir (vol. VIII, p. 507), que Moracin donnait à prévoir que les fonds extraordinaires destinés à l'expédition de Cochinchine seraient absorbés au printemps 1789 pour les besoins de la colonie, les deux millions et demi versés par la Compagnie des Indes ne devant pas permettre d'achever les paiements de 1788. Ce défaut de disponibilités avoué par l'intendant lui-même fournissait aux ministres une excellente opportunité de se décider enfin et c'est en effet l'analyse de la lettre de Moracin qui porte, de la main du ministre, l'annotation dont il sera fait mention ci-dessous et qui mit fin à tout projet d'expédition. Comment pourrait-on voir dans la lettre de l'intendant une réfutation de Conway ?

_____

Cependant, ayant refusé de laisser sortir l'évêque, Conway se détermina, avant l'établissement de la mousson Nord-Est, à envoyer sur les côtes de Cochinchine le commandant de Kersaint avec deux navires. On peut juger de l'état d'esprit du général à ce moment par sa lettre du 28 août au ministre de la marine et par certaines des instructions qu'il remit à Kersaint.

Il prend occasion de l'arrivée d'une des deux bagarres pour affirmer que l'expédition occasionnera six fois plus de dépenses qu'il n'a été prévu et qu'elle « ne présente pas la moindre apparence d'un avantage réel pour les intérêts de Sa Majesté ». Il confirme qu'il attendra réponse du ministre à sa lettre du 18 juin avant de rien entreprendre. Pour se mettre « en état d'exécuter tout ce que le roi pourrait ordonner par la suite » et pour se procurer quelques renseignements, il s'est décidé, de concert avec le chef de la station navale de Saint-Riveul, à expédier pour les mers de la Cochinchine, la frégate la *Dryade*, commandant de Kersaint, et le brick le *Pandour*,

commandant de Préville [580]. « M. l'évêque d'Adran désirait s'embarquer lui-même sur la *Dryade* pour diriger le voyage et amener le roi de la Cochinchine. J'ai représenté à cet évêque que sa présence ici était trop essentielle pour l'expédition majeure, et que je ne pouvais prendre sur moi d'acquiescer à sa demande. Nous avons d'ailleurs enjoint à M. de Kersaint de ne pas conduire ici le roi ,de la Cochinchine sous quelque prétexte que ce pût être. Et Conway donne sur Pigneau le jugement suivant « Je crois que l'évêque d'Adran a du zèle et de la bonne volonté. L'indiscrétion qu'il a affichée dès son arrivée ne peut être attribuée qu'à une tête exaltée. Mais j'avoue que sa manière de raisonner me paraît tout à fait romanesque. » Aux questions qui lui ont été posées sur les opérations à terre [581], il a répondu par des assertions sans preuves et je me suis aperçu, dit le général, « que je ne faisais que l'embarrasser sans en tirer la moindre instruction satisfaisante ».

Le même jour, Pigneau écrivait de son côté au ministre : « Ce n'est qu'avec beaucoup de peine que j'ai pu décider M. de Conway à envoyer au roi de la Cochinchine les nouvelles que nous avisons à lui donner, c'est-à-dire le retour du prince son fils en bonne santé, le succès de son voyage, la raison pour laquelle les secours accordés par le roi de France ne peuvent lui être envoyés cette année et enfin le temps et les moyens qu'on prendra pour les lui faire parvenir l'année prochaine.

« J'avais proposé à M. de Conway d'y aller moi-même, mais il n'a pas jugé à propos d'y consentir. Il a fallu me contenter d'envoyer sur la frégate un missionnaire cochinchinois très connu du roi et qui a sa confiance [582] avec des interprètes et des pilotes de la même nation.

« M. de Conway prouve tous les jours qu'il n'est point du tout l'homme de la chose et qu'il est impossible, avec le caractère qu'il montre, qu'il puisse réussir dans une expédition qui demande nécessairement un esprit conciliant. Je n'ose, monsieur le comte, sortir des bornes que mon devoir me prescrit et vous parler de ce commandant que sous les rapports qu'il peut avoir à l'affaire dont je suis chargé. »

Kersaint quitta Pondichéry le 15 août 1788 [583]. D'après ses instructions, il irait à Macao, et, sous le prétexte de venir chercher des nouvelles de la Calypso et du Castries [584], s'informerait de

---

[580] Trinquemalé avait été désigné pour y passer les mois d'octobre et de décembre, mais, dit Conway, « c'est un lieu malsain ». D'ailleurs « les vaisseaux du roi ne coûtent pas plus à la mer que dans une rade ou dans un port ». *Ibid*., p. 469.

[581] Conway, dans sa dépêche à La Luzerne, donne le résumé de la conversation qu'il a eue avec l'évêque d'Adran, en présence de Saint-Riveul, relativement aux opérations à terre (*ibid*., vol. VIII, p. 472, 473), et il faut convenir qu'aux questions précises, Pigneau ne fait que des réponses insuffisantes et vagues. Il joue un rôle tout différent de celui qu'aurait pu faire présager sa conduite à Versailles en 1787, alors qu'il fournissait aux bureaux des notes et des mémoires sur l'expédition c'est une raison pour croire au parti pris de Conway qui peut rapporter les choses d'une manière tendancieuse. Cependant noter qu'il était plus facile en France qu'à Pondichéry, de faire étalage d'avantages faciles à remporter.

[582] Il s'agit de Paul Nghi que nous connaissions bien. Conway, de son côté, ne paraissait pas faire grand cas de ce missionnaire. Il recommande à Kersaint de prendre à Macao un interprète cochinchinois capable de parler le français, l'anglais ou le latin a car, ajoutait-il, on a de fortes raisons de se défier du père Paul Nghi qui parle, un peu de mauvais latin et qui est absolument dévoué à l'.évêque d'Adran ». Sur la *Dryade* se trouvèrent aussi embarqués trois des missionnaires venus récemment de France; Le Labousse était sur le *Pandour* et fut débarqué à Macao le 29 décembre 1788.

[583] Escales de la *Dryade* dans ce voyage Poulo Condore, 15-19 sept.; Cavite, 7 oct.-29 nov.; Macao, 13-29 déc; Tourane,8-13 janv. 1789; Cham-Callao, 14-16 janv. ; Hà-tiên et Phù-quôc, 24-27 janv. ; Poulo Yang, 28 janv.-1er fév.; Poulo Condore, 10-12 fév.; Malacca, 19-22 fév.; Pondichéry, 13 mars.

[584] La *Calypso*, commandant de Kergariou, avait éprouvé des avaries dans la traversée de Pondichéry, en Chine; le 29 novembre 1787, elle partit pour Manille, mais se jeta, en entrant dans la baie, sur un banc où elle passa deux jours. On ne savait de ce navire, au moment où Kersaint partit, autre chose, que ces nouvelles et l'on était inquiet sur son sort. Quant au *Marquis de Castries* lui-même, il fallait le trouver pour mettre fin à l'équipée de Richery. Kersaint joignit cet officier au cours du mois de novembre(1788) aux Philippines et lui ordonna d'appareiller au plus tard le 15 décembre et de se rendre en droiture à Pondichéry sans relâcher nulle part, surtout à Malacca (où l'attendait Berneron), ni dans aucun comptoir européen ; il serait tenu personnellement responsable et de tout ce qui se ferait à son bord de contraire aux ordonnances

l'état de la Cochinchine ; il y embarquerait un interprète cochinchinois. En partant de Macao, il parcourrait les côtes de la Cochinchine, prendrait des connaissances détaillées sur la baie et le port de Tourane, sur l'île [de Hoi-an ou Culao Han] que le traité de 1787 cédait à la France, ainsi que sur le continent avoisinant; selon le rapport de M. l'évêque d'Adran, l'île d'Hoi-an séparée de la terre par une rivière, est inculte et déserte et le continent qui l'avoisine est aussi inculte et désert. Kersaint prendrait les mêmes connaissances sur Poulo Condore ; il visiterait la baie de Qui-Nhơn [585] où l'évêque proposait de faire la descente, et comme ce n'est pas assez de savoir si le mouillage est bon, il s'assurerait a si la tenue est bonne dans tous les moussons Le commandant de la Dryade devait ensuite visiteur le golfe de Siam, envoyer à terre Paul Nghi et les autres Cochinchinois pour communiquer avec le roi, « s'il existe, pour tâcher de connaître sa situation, ses dispositions et ses moyens ».

Il importerait aussi de recueillir des informations utiles à l'expédition de terre et c'est avec minutie que sont énumérés les points intéressants reconnaître un lieu propre au débarquement, s'il s'y trouve des maisons pour les hôpitaux et les magasins, ce qu'est le fort de pierre dont parle l'évêque, si les troupes pourront facilement conserver des communications avec les dépôts et les navires, si l'on trouve des bêtes de somme et de trait (il n'en faudrait pas moins de 4 à 500 pour les transports et l'artillerie), des charrettes, etc. se renseigner sur les défilés, les bois, les hauteurs ; sur la qualité des vivres et les ressources qu'offre le pays à cet égard; se rendre compte si l'assertion de l'évêque relative aux trésors de l'usurpateur (se trouvant dans une ville éloignée de 10 à 12 lieues de la côte) et aux troupes du roi détrôné porte « quelque caractère de vraisemblance » ou n'est « qu'un effet de son opinion, de ses désirs et de ses espérances Kersaint ne négligerait rien pour savoir si une nation européenne a fait ou se dispose à faire une entreprise pour ou contre le roi détrôné. Il serait aussi à souhaiter de connaître la force de l'armée à combattre, la qualité des troupes et leurs armes.

Ce luxe de détails ne prouve pas, comme on pourrait le croire, que Conway fût mieux disposé à l'égard des projets de l'évêque; on peut lire en effet dans sa dépêche à La Luzerne « Il paraît douteux que M. de Kersaint, malgré tout son zèle, puisse nous rapporter aucun détail satisfaisant relativement à l'expédition en question, mais au lieu de passer l'hiver dans le port malsain de Trinquemaley, il aura employé ce temps à reconnaître une côte très peu connue et son voyage pourra être par la suite de quelque utilité soit aux vaisseaux du roi, soit aux vaisseaux de commerce. » Pour les instructions relatives à l'expédition de terre, « je ne me flatte pas, disait le général, qu'il puisse les exécuter, aussi l'ai-je prévenu que mon intention n'était pas qu'il exposât pour cet effet, ni la corvette ni même dès chaloupes »,

Que penser d'instructions données dans de telles dispositions d'esprit ?... Mais il ne s'agit ici que d'exposer des faits.

---

de Sa Majesté qui y défend surtout le commerce ». *Corr. gén*., vol. VIII, p. 493. Il n'est question-ni de la *Calypso*, ni du *Castries*, dans l'appendice où Faure donne les itinéraires des bâtiments de l'Etat en campagne dans les mers des Indes et de la Chine de 1785 à 1790 (*op. cit*., p. 239).

[585] Que, d'après l'évêque, Conway appelle Chin-chin, à 13°30’ de latitude (*ibid*., p. 470). On voit qu'il ne peut être question de la baie Saint-Jacques, comme le dit FAURE (*op. cit*., p. 197). Ce nom de Chin-chin pour désigner Qui-Nhon peut, s'expliquer ainsi d'abord Qui-Nhon s'est appelé aussi Qui-ninh (V. Cadière, *la Pagode Quân-ân, Bull. Amis Vieux Huê,*1914, p. 153); les missionnaires connaissaient les deux appellations; on trouve chez eux Quinhin, Quinhen, Quining et aussi Quinchin qui doit être une coquille pour Quin-hin ; de Quinchin à Chinchin, la différence n'est pas grande. Quant à l'ile nommée le plus souvent Hoi-nan et quelquefois Hoi-an (Kersaint écrit Hoianne, entre parenthèses après Hoinan Corr, gén., vol. VIII, p. 508), je n'ai que des présomptions pour l'identifier avec Culao Han. Mais remarquons : 1° que le texte du traité de Versailles porte (art. III) : « l'île formant le port principal de la Cochinchine appelé Hoi-nan et par les Européens Touron. » Hoi-nan est évidemment ici le nom du port et non celui de l'île. Mais, plus loin (art. VIII), le rédacteur parle des « iles de Hoi-nan et de Poulo Condore ». Par suite de quelle erreur ? Il est difficile de le comprendre. Mais il est indiscutable que l'île qui forme le port de Tourane (en fermant la baie) est Culao Han; 2° Si l'on persiste à prendre Hoi-an ou Hoi-nan (ou peut-être Hoi-han par transformation de n en h) pour une île, on pourrait encore y voir Culao-Han, en se rappelant que cette ile est quelquefois nommée Hon-han, notamment dans la carte de Mgr Taberd.

Le chevalier de Kersaint revint de sa campagne le 13 mars 1789; les résultats, au point de vue qui nous intéresse, en furent assez maigres. Dans une lettre adressée de Cavite le 24 novembre, il avait dit à Conway que Poulo Condore n'était *propre à rien* le 14 mars, écrivant de Pondichéry au ministre, il porte le même jugement sur Hoi-an et ajoute que l'île pourrait à peine nourrir deux cents hommes, *n'y ayant qu'une très petite plaine cultivée en riz.* Quant à la baie de Tourane, elle est superbe; *dans toutes les saisons, on y est à l'abri*. La baie de Qui-Nhơn *offre dans l'enfoncement une rade et un port magnifiques, si comme on me l'assure, on peut remonter haut dans la rivière. Le pays m'a paru le plus cultivé delà Cochinchine. J'ai sondé les rades; mais, d'après mon instruction, je n'ai pu m'assurer du fond qu'il peut y avoir dans les rivières.*

Quant aux renseignements d'ordre politique, Kersaint paraît en avoir apporté fort peu ; il avait débarqué Paul Nghi à Poulo Condore, mais, par suite d'un malentendu, il l'avait manqué lors de son voyage de retour [586]. A Macao cependant, il avait été possible de recueillir des informations. Si l'on se reporte au journal de bord du commandant du *Pandour,* on voit que les succès de Nguyễn Ánh dans le Sud étaient déjà connus, mais Préville estimait que les malheurs de guerre avaient pour longtemps tari les ressources de la contrée. « *Quelle que soit l'issue de cette guerre, le conquérant n'aura d'autre gloire que de régner sur des cendres et de vastes déserts*. Cependant la Cochinchine pourrait donner lieu à un commerce étendu; « un pareil pays sans doute est susceptible de former une colonie riche et puissante, surtout si cet établissement, formé avec sagesse et dirigé avec intelligence, ne reste pas dans un funeste abandon. Cet empire, prospère autrefois, n'est plus; la terre n'est pas cultivée, les villes sont désertes, les ports sont abandonnés. Pour espérer des avantages certains et de quelque durée, il serait indispensable d'obtenir en Cochinchine cet ascendant qu'ont obtenu les Anglais à Surate et dans le Bengale en se mettant à la tête du gouvernement ; cette voie seule leur a procuré le commerce du monde le plus avantageux; ainsi jadis les Espagnols s'emparèrent du nouveau monde et la Hollande depuis s'est soumise la domination des Moluques pour n'avoir pas de concurrent [587]. »

Préville se gardait cependant de donner un avis ferme les difficultés du moment présent ne lui ont permis ni d'apprécier les ressources de la Cochinchine, 'ni de peser les inconvénients d'un établissement; mais il présenterait des avantages, si comme l'assurent les négociants de Macao, le royaume a des relations de commerce avec la Chine, le Tonkin et les pays voisins. Il conviendrait toutefois d'user de circonspection, car ces peuples sont naturellement défiants et, dans un moment de perfidie et de vengeance, ils pourraient appeler contre nous une autre nation européenne.

---

[586] Paul Nghi ne put ainsi remettre ce dont il était chargé : 1° une lettre de remerciements de Nguyễn Ánh au roi de France ; 2° une lettre pour le prince Cảnh ; 3° la ratification de tout ce que l'évêque Pierre aurait pu traiter en son nom ; 4° une lettre contenant des détails sur sa position et ses ressources et faisant connaître à l'évêque ses volontés. Paul Nghi confia un résumé de ces lettres au capitaine Antonio Vincente da Rosa et ce Portugais les remit à Kersaint qu'il rencontra à Malacca (*ibid*., p. 514).

[587] On pourrait se demander si Préville n'entrait pas ici dans les vues plus ou moins avouées de Conway. Ce n'est qu'une hypothèse, mais elle se présente à l'esprit quand on lit, dans l'examen que fait le général de l'article 5 du traité (sur le privilège du commerce) : « L'expérience a montré que de pareils traités sont illusoires et ne se maintiennent que par la force. C'est par la conquête du Pérou et du Mexique que les Espagnols se sont rendus maîtres des productions et du commerce de ces contrées. C'est par la conquête du Brésil que les Portugais se sont approprié le commerce exclusif du Brésil. C'est par la conquête des Moluques et de Ceylan que les Hollandais se sont assurés du commerce exclusif des épiceries. » (*Corr. gén*., vol. III, p.503) Ne peut-on croire que Conway eût été partisan d'une expédition de conquête plutôt que d'une expédition de secours? et ce serait encore là une des raisons susceptibles d'expliquer la répugnance qu'il montra vis à vis des projets de Pigneau. Celui-ci a d'ailleurs été au courant de cette manière de voir; il ne l'attribue pas à Conway mais à plusieurs personnes ; il dit : « *qu'on aurait désiré que les Français puissent être dans son pays (de, Nguyễn Ánh) comme les Anglais dans le Bengale* ». Il répond : 1° que ce projet est absolument contraire aux vues de la cour de France qui ne veut point de nouvelles conquêtes. 2° qu'avec la connaissance qu'il a du caractère cochinchinois,la France ne réussirait jamais à exécuter ce projet (*Corr. gén.,* vol.VIII, p.515).On peut se rappeler (ci-dessus, p.115, note412,que Praslin avait exprimé déjà l'opinion qu'il fallait employer la force en Cochinchine et que Poivre,consulté,avait appuyé cette opinion.

Cette hésitation, cette tendance à formuler une opinion pour la combattre aussitôt, est la caractéristique du rapport de Préville. Il n'est catégorique qu'en deux points : l'île de Poulo Condore *n'est susceptible d'aucun commerce*, une expédition en Cochinchine *n'est pas sans difficultés* . Le Tây-Sơn est puissant, ses armées sont nombreuses, sa flotte se compose *d'une infinité de demi-galères et de barques*, sans cesse il s'occupe à augmenter et à former son armée ; il a de l'énergie et des talents.

D'après d'autres renseignements émanant d'un officier sous les ordres de Kersaint [588], on aurait appris que « *le parti du roi prenait de jour en jour plus de faveur et que le moment paraissait être le plus favorable de tous pour une expédition*.

L'évêque d'Adran, de son côté, avait reçu des précisions concernant la situation de Nguyễn Ánh [589]; le prince possédait les cinq provinces méridionales; il était en état de lever une armée de 60 à 80.000 hommes; il allait avoir une flotte de 50 galères, 2 vaisseaux, 4 à 500 bateaux de guerre ; mais il n'était pas sans inquiétude car, avec des avantages plus considérables, il avait déjà été contraint, quelques années auparavant, d'abandonner ces mêmes provinces. Il désirait donc *qu'on lui envoyât un détachement quelconque qui, par sa présence, rendît la confiance au peuple*. Pigneau, dans la lettre qu'il adressa à Conway le 18 mars 1789, demanda pour Nguyễn Ánh une frégate, une corvette et les bâtiments nécessaires pour porter 300 hommes de troupes, 50 hommes d'artillerie, 50 cafres et 6 pièces de campagne avec leurs munitions. Le prince subviendrait aux besoins de ces troupes de terre et de mer, et si la cour de France venait à abandonner le projet d'expédition il prendrait à sa charge tous les frais de ce petit armement. Les navires devraient aller en droiture à la baie Saint-Jacques et pourraient remonter la rivière ca1 de recevoir les plus grands vaisseaux jusqu'au point où se trouvait le camp du prince.

Pigneau avait-il l'espoir d'ébranler la résolution de Conway ? Il n'eût pas dans le cas contraire fait la démarche. Et c'est avec une sorte d'ardeur concentrée qu'il s'adressa au général.

« Je vous conjure, pour la gloire et les intérêts du roi, et surtout pour ne pas laisser à la nation la honte d'avoir manqué de parole à un prince étranger qui a mis la plus entière confiance dans des promesses qui lui ont été faites au nom du roi ; je vous prie de ne pas vous refuser aux demandes que je vous fais en son nom. » Et il proposait de passer l'éponge sur le passé : « *Dès le moment que vous croirez pouvoir vous occuper de l'expédition, tout ce qui s'est passé depuis mon arrivée à Pondichéry entrera dans l'oubli. On en conclura à la cour et ailleurs que, comme il arrive souvent dans les plus grandes affaires, nous avons eu d'abord quelque sujet d'altercation, mais que dès que vous avez cru apercevoir la gloire du roi et l'intérêt de la nation, vous avez eu le courage de mettre à part tout ressentiment*.

Conway resta sourd à cet appel. Son siège était fait. Dès le retour de la *Dryade* et du *Pandour*, il avait écrit à La Luzerne et à Montmorin [590] ; il faisait état des renseignements apportés sur Poulo Condore et sur l'île de Hoi-an, exagérant les rapports défavorables, et il attaquait vivement le caractère et la conduite du prélat ; le passage est à citer, car c'est une pièce importante à verser au procès « On pourrait pardonner à l'évêque d'Adran les rêves d'une tête exaltée. Il y a environ douze à quinze ans [591] qu'il avait manifesté plus d'une fois ici l'inquiétude de son caractère. Mais il est difficile de le justifier de son peu de sincérité en traitant avec le ministre de Sa Majesté; car il connaissait parfaitement ces îles, et il a évidemment surpris la religion du ministre en les représentant comme des possessions précieuses, beaucoup plus qu'équivalentes aux sacrifices que le roi se proposait de faire. Par conséquent ce traité est illusoire et de nulle valeur. Ses calculs, comme vous l'avez vu, Monseigneur, ne sont pas plus exacts que ses assertions. Il avait porté la dépense totale de l'expédition à, cinq ou six cent mille francs. Les dépenses préliminaires s'élèvent déjà à un million. L'expédition les triplerait au moins, et il ne serait pas facile d'évaluer à quelles

[588] II n'est pas nommé; voir le document, *Corr. gén.*, vol. V1II, p. 531.

[589] Par la lettre de Paul Nghi qui lui était parvenue par l'intermédiaire de Kersaint et d'Antonio da Rosa ; celui-ci venait, dit-il, d'une des provinces où était le roi ». C'était là, sans doute, que Nghi lui avait remis son message.

[590] Dépêches du 15 mars 1789, Corr. gén., vol. VIII, p. 510 et 511.

[591] Conway fait allusion au séjour de l'évêque à Pondichéry de 1770 à 1774. Voir ci-dessus, p. 100.

sommes annuelles monteraient les dépenses de protection et d'entretien. Rien de plus facile que de s'emparer à la Cochinchine or ailleurs d'un bon poste ou d'un port, mais les frais d'entreprise et d'établissement seront-ils couverts par les profits incertains qu'on promet pour un avenir très éloigné ? Vos instructions avertissaient assez, Monseigneur, que ce n'est pas le moment de faire de pareilles dépenses, d'autant plus que les administrateurs de l'Ile de France nous annoncent que le défaut absolu de moyens les a obligés de réserver les 94.000 piastres faisant partie des 200.000 destinées pour une expédition particulière.

« La sagesse de vos instructions, Monseigneur, dont j'ai été de jour en jour plus convaincu, m'a garanti des démarches inconsidérées vers lesquelles M. l'évêque d'Adran voulait me précipiter. Mais elle ne m'a pas garanti de sa violence, de ses menaces et de ses cabales. Je ne doute pas qu'il ne m'ait déchiré et fait déchirer dans des volumes de lettres. J'aurais désiré être agréable à M. l'évêque d'Adran sans transgresser mes ordres. Mais j'aime mieux encourir l'effet de son ressentiment que de lui sacrifier les intérêts du roi en trahissant la confiance infiniment flatteuse dont j'ai été honoré. »

On n'est pas assez renseigné sur la vie des Français de Pondichéry à cette époque pour savoir sous quelles formes pouvait se manifester le *ressentiment* de Pigneau, ni ce que pouvaient être *ses cabales*. Mais il apparaît que Conway a été blessé de l'attitude prise à son égard par une partie de la colonie française (38) et qu'il a attribué cette attitude aux menées de l'évêque.

———

(38) Le rôle de l'opinion publique a dû être assez considérable dans toute cette affaire ; mais il est difficile d'en déterminer l'influence sur la suite des événements, faute de renseignements suffisants. Dans tous les cas, il paraît visible que les Français de l'Ile de France et de Pondichéry se sont intéressés aux démêlés de Pigneau et de Conway. On se rappelle le mot de l'évêque au sujet de ces « hommes malintentionnés qui ne se plaisent qu'à allumer le feu de la discorde » après le retour de Kersaint et malgré le désir qu'il avait de connaître les nouvelles, on le voit pousser la prudence jusqu'à éviter d'aller de sa personne voir le général, de peur qu'*une visite si empressée n'augmentât encore les propos qu'on ne manque pas de tenir dans cette colonie* » (*Corr. gén*., vol. VIII, p. 517). Conway parle de son côté (*ibid*., p. 444) *des calomniateurs; des intrigants et des curieux* et, plus loin (p. 506) des *particuliers* qui *jettent les hauts cris et ne manquent pas de déchirer les chefs dans les lettres volumineuses qu'ils envoient en Europe* quand leurs projets ne sont pas adoptés. Une lettre (citée par Faure, *op. cit*., p. 189) apporte quelques précises accusations contre Conway. Cette lettre est datée du jour de l'embarquement de l'évêque d'Adran pour la Cochinchine, mais elle ne fut publiée (par la *Gazette nationale* de Pondichéry, numéro du 30 décembre 1789) qu'après le départ de Conway pour l'Ile de France. Le général, y est-il dit, *s'applaudit beaucoup d'avoir réussi à, empêcher cette belle entreprise comme aussi à réduire cette ville (Pondichéry) à n'être plus qu'un comptoir. Son animosité contre l'évêque d'Adran et contre les citoyens de cette cité sont les motifs (sic) qui ont guidé sa méchanceté dans cette occasion*. Un autre témoignage de la même époque, celui de Monneron, député de l'île de France à la Constituante qui paraît s'être trouvé à Pondichéry en 1788, confirme en termes plus modérés l'opinion émise par le rédacteur de la lettre. Il dit en effet que c'était *contre le vœu et les instances de la colonie* que Conway avait abandonné l'évêque à ses ressources. Mémoire lu à l'Assemblée nationale en 1790 (*Arch. Aff. étr*, Asie, 19, fol. 259 et suiv.). Louvet a reproduit une partie de ce mémoire (op. cit., 1, p. 531) en y apportant quelques légères modifications et en le datant de 1791 la pièce porte la date du 15 octobre 1790.

———

Ce que l'on connaît de Pigneau permet de croire qu'il n'a pas trempé dans de basses manœuvres et qu'il s'est tenu à l'écart des calomniateurs, à supposer qu'il y en ait eu. Étonné, puis irrité de la conduite du général qu'il imputait à de l'irrésolution, à une sorte de maladie de la volonté si l'on préfère, il a pu se laisser aller lui dire que le représentant du gouvernement dans l'Inde était dans « un état de faiblesse physique et morale qui afflige toute la colonie », mais il est à supposer que mieux renseigné, il eût réformé son jugement; et il eût peut-être même excusé le général s'il avait connu le sens des instructions secrètes.

On n'a pas non plus des informations assez sûres, assez impartiales sur le caractère de Conway pour l'incriminer d'autre chose que d'avoir, en fonctionnaire soucieux de se monter fidèle à ses devoirs, ou même simplement de se concilier ses chefs, trop bien compris les instructions qu'il avait reçues; et la sympathie qu'inspire l'évêque ne doit pas conduire à accabler, comme on l'a fait

sans mesure, son contradicteur. On constate en lui, il est vrai, une réelle prévention contre le projet d'expédition tel que le présentait l'évêque; prévention excitée peut-être par Souillac, nourrie par les racontars de son entourage, aggravée par l'incompatibilité des deux natures. Mais le parti pris ne suffit pas à expliquer sa manière d'agir et un esprit impartial aurait pu juger comme lui que l'expédition n'était ni facile, ni utile.

Tels étaient les deux points, en effet, sur lesquels les ministres demandaient à être édifiés ; le général, à *la sagesse* de qui il était fait appel, a répondu par la négative et il pouvait s'y croire autoriser. Les renseignements qu'il avait recueillis [592], les avis de Kersaint et de Préville, celui d'Entrecasteaux permettaient de penser que les cessions de territoire consenties en échange du secours à fournir n'offraient pas de grands avantages [593]. D'Entrecasteaux émettait même des doutes sur la solidité des promesses de Nguyễn Ánh [594]

D'autre part, que valait l'engagement de laisser les Français jouir de la liberté entière de commerce ? Conway s'étonne [595]que les Hollandais, qu'on ne saurait « en fait de commerce taxer de négligence et que *les humiliations ne dégoûtent pas*, n'aient fait « aucune attention à la Cochinchine, il remarque aussi que les Anglais dont on connaît l'ambition excessive pour l'étendue de leur commerce ne paraissaient pas avoir fait de « tentatives pour former en Cochinchine des liaisons d'un commerce permanent ». Et cependant « trente vaisseaux de la compagnie anglaise expédiés d'Europe, autant de vaisseaux anglais expédiés des côtes malabare, de Coromandel et du Bengale... longent tous les ans les côtes de Cochinchine.

Plus complètement informés que ne l'était Conway, nous savons [596] qu'au dix-septième siècle les Hollandais avaient poursuivi avec quelque persévérance l'établissement de relations commerciales avec la Cochinchine,, mais qu'ils semblaient avoir renoncé, à la suite d'échecs répétés, à tout projet de ce genre. Quant aux Anglais, leur activité s'était bornée à quelques tentatives, vite découragées, qu'aucun résultat pratique n'avait dans tous lès cas couronnées. Les

---

[592] Il conclut, faisant état des informations prises dans les *Voyages d'un philosophe* et dans un mémoire de l'évêque D'ADRAN (trouvé en compulsant la correspondance de ses prédécesseurs) 1° que les prétentions du roi détrôné ne peuvent en aucune façon être assimilées aux droits sacrés et imprescriptibles des princes héréditaires des monarchies européennes; 2° que le roi ne possède pas (actuellement) un arpent de terre dans la Cochinchine (Annam); *Corr. gén.*, vol. VIII; p. 496. Lors de la conférence qu'il a eue avec l'évêque d'Adran, ils avaient sous les yeux le *Neptune* de d'Après de Manevillette et les cartes de Dalrymple et il a été constaté, sans que l'évêque ait opposé la moindre contradiction, que *l'affreuse île de Poulo Condor est habitée par deux cents malheureux qui ne vivent que de poissons*; que la Compagnie des Indes n'a pas voulu l'occuper ; que les Anglais, convaincus par l'expérience qu'elle ne peut être d'aucune utilité pour le commerce, l'ont abandonnée. De l'île de Hoi-an, l'évêque lui-même a dit qu'elle était inculte, mais qu'on y pourrait semer du riz; que la partie du continent qui la bordait était inculte et avait été dévastée par les Cochinchinois. Il est certain aussi que Conway, bien qu'il ne le dise pas formellement, avait consulté l'intendant général Moracin; on voit en effet d'Entrecasteaux, avant de commencer sa campagne de Chine de (voyage à contre-saison), venir à Pondichéry prendre un supplément de vivres et des renseignements plus exacts; « et, dit-il, je ne pouvais les obtenir qu'à Pondichéry et surtout de M. de Moracin qui connaît si parfaitement toutes les parties de l'Inde. » *Corr. gén.*, vol. VII, p. 578.

[593] Conway n'en a pas moins eu tort d'accuser Pigneau d'avoir voulu tromper les ministres. Saint-Riveul, ce qui prouve sa parfaite entente avec son cher, parle de son côté, en écrivant à La Luzerne, du « tableau des erreurs qu'on a présenté au gouvernement et dont l'auteur a donné lui-même les preuves par les contradictions dont ses lettres à M. le comte de Conway sont remplies ». *Corr. gén.* vol. VIII, p. 519.

[594] D'ENTRECASTEAUX (dépêche du 18 avril 1788; *Corr. gén.*, vol. VII, p. 662) dit que depuis sa campagne de Chine, il a été *à portée de mieux sentir tout ce que la position de Tourane et de cette côte offre de favorable.* Le *seul et grand inconvénient* qu'il y aperçoive, *c'est la difficulté de correspondre avec l'Ile de France en temps de guerre*, Et, poursuivant, il signale une conséquence de cet inconvénient « *ce sera donc un point absolument abandonné à ses propres forces et aux ressources que pourra lui procurer le prince de la Cochinchine, lequel une fois rétabli pouvait bien n'être plus retenu par les liens de la reconnaissance s'il avait à craindre surtout que sa liaison avec les Français n'attirât sur lui toutes les forces anglaises.*

[595] Dans sa dépêche du 18 juin 1788, Corr. gén., p. 495; v. la discussion de l'art. 6 du traité, p. 501

[596] Voir les chapitres n, § 3 et iv, § 2.

deux Compagnies des Indes avaient sans doute trouvé des conditions plus favorables dans d'autres pays.

Toutefois, sous Gia-long, les Anglais tournèrent de nouveau les yeux vers la Cochinchine; et dès l'époque où Conway exposait qu'ils ne se souciaient guère du commerce dans ce pays, ils entamaient des démarches pour gagner le concours de l'évêque d'Adran. Quelles suites auraient-ils données aux ouvertures qu'ils firent si, par extraordinaire, elles avaient été agréées? Voulaient-ils intervenir eux-mêmes en Cochinchine ou simplement empêcher la France d'intervenir? Ou leur but était-il seulement de prendre une part d'intérêt dans une affaire qui pouvait devenir avantageuse? On ne sait. Mais il est certain [597] qu'ils firent offrir secrètement à Pigneau *leurs services avec tous les avantages qu'il voudrait*; et ils offrirent « *pour lui-même 100.000 pièces d'or*. L'évêque repoussa ces avances, répondant, écrit Tarin, *qu'il ne pouvait, au préjudice de sa nation, accepter de tels services.*[598]

Cette question mériterait d'être mieux connue. Mais le général, qui ignorait les offres faites, pouvait à bon droit tirer argument de l'abstention des Anglais aussi bien que de celle des Hollandais. Et lorsqu'il en attribuait les causes à la concurrence chinoise, il n'était peut-être pas loin de la vérité. Les Chinois, disait-il, se rendent en quatre ou six jours à la Cochinchine. Ils en exportent toutes les productions. Ils fournissent tous les objets auxquels les Cochinchinois sont accoutumes, de temps immémorial. Quelle est la nation européenne qui puisse se flatter de balancer tous ces avantages, de changer les goûts des Cochinchinois, et de faire avec succès le commerce, en concurrence avec un peuple aussi voisin de la Cochinchine, aussi respecté par les Cochinchinois, aussi économe et aussi adroit que l'est le peuple chinois ? »

Or, le traité de Versailles qui accordait aux Français *une entière liberté de commerce dans tous les États du roi de la Cochinchine*, les, en faisait jouir *à l'exclusion de toutes les autres nations européennes* sans qu'il fût question des Chinois [599]; la promesse n'avait-elle pas, dans ces conditions, quelque chose d'illusoire ?

Quant à la facilité de l'entreprise, des arguments très forts permettaient de la discuter. Au point de vue strictement militaire, étant données la supériorité de l'armement, la discipline et l'instruction des troupes, la valeur des officiers, il est certain que les bandes des Tây-Sơn, malgré l'opinion avantageuse que Préville se faisait de leur force, n'auraient pas tenu longtemps devant des soldats européens. Mais il n'y a pas dans une telle opération que des faits de guerre; à supposer les troupes mises dans le pays, il aurait encore été nécessaire de créer des approvisionnements en vivres et en munitions, des magasins, des hôpitaux, de former un service d'intendance, d'assurer le transport de l'artillerie et quelles ressources trouver dans une contrée ravagée par des années de luttes intestines? Que valaient les engagements de fournir à l'entretien des troupes pris par révoque au nom d'un prétendant fugitif ? Ce n'est qu'au mois de mars 1789 que Pigneau de Behaine reçoit des nouvelles positives de Nguyễn Ánh et de ses succès. Mais en 1788, au moment où l'expédition aurait dû être décidée, on ignorait même en quel lieu précis il se trouvait.

D'autre part, il est constant que l'exécution des mesures arrêtées en vue de l'expédition à l'époque du séjour de Pigneau en France rencontrait de sérieuses difficultés, faute de navires, faute

---

[597] Le fait a été rendu public par la Société des Missions-Etrangères dans le mémoire imprimé qu'elle adressa en à l'Assemblée nationale pour éviter la mise en vente de ses biens. Voir LAUNAY (*Histoire*, II, p. et 247) et FAURE (op. cit., p. 235), qui reproduit le texte du mémoire conservé aux archives des Colonies. Malheureusement, dans ce mémoire, des fragmentes seulement sont cités de deux lettres relatives à ces offres, l'une de l'évêque lui-même en date du 8 juin 1789 (une semaine avant son départ pour la Cochinchine), l'autre d'un missionnaire, Tarin, datée du jour suivant.

[598] Launay (p. 247) ajoute : « Le patriotisme de l'évêque était de bonne marque, il est tout à son honneur et à celui de la Société, mais en dehors de ce très légitime sentiment qui était à lui seul une raison, Pigneau de Behaine ne pouvait en conscience introduire des protestants sur la terre de Cochinchine, qu'il voulait conquérir à Jésus-Christ et à l'Eglise catholique; les ouvertures des Anglais étaient donc condamnées à échouer devant un double et infranchissable obstacle. »

[599] Et il n'en pouvait être autrement, car les commerçants français n'étaient pas capables de supplanter les Chinois qui apportaient en Cochinchine maints articles utiles.

de ressources pécuniaires aussi. Dans l'embarras du trésor, on répugnait à engager des dépenses relativement considérables pour une expédition lointaine dont les avantages n'apparaissaient pas clairement à tout le monde. Les premières dépenses étaient évaluées à Versailles, sans y comprendre les approvisionnements de vivres, munitions et effets d'armement, à un total d'un million de livres. Les mémoires et les instructions émanant du ministère font ressortir que *dans l'état d'épuisement où se trouvaient les finances du roi*, ce n'était pas un médiocre effort que de consacrer une telle somme à l'expédition. D'autre part, les lettres des Indes parlent du dénuement dans lequel se trouvent les établissements ; on en était réduit, quand les envois d'argent de France avaient du retard, à emprunter à des conditions très onéreuses pour faire le prêt du soldat ». A constater avec quel soin minutieux furent estimés au ministère les frais de l'expédition, si l'on se rappelle en outre dans quelles difficultés se débattait à cette époque le gouvernement de Louis XVI, on en arrive à se demander s'il ne faut pas chercher dans le défaut de moyens pécuniaires la principale des causes qui arrêtèrent dès l'origine une intervention officielle en Annam.

Comment Conway n'aurait-il pas reculé devant la décision — puisqu'on paraissait la lui laisser à lui seul — d'engager le gouvernement du roi dans des dépenses hors de proportion avec les facultés du moment ? Et on est ainsi amené à juger qu'il s'est montré fidèle, non seulement à la lettre, mais à l'esprit de ses instructions. Il n'en reste pas moins à regretter que dans ses relations avec l'évêque il n'ait pas apporté, sinon plus de formes, — car ses lettres, on l'a vu, raffinent de politesse, — du moins une plus sincère bonne volonté, une plus profonde estime pour le caractère du prélat et une appréciation plus exacte de la situation.

Lorsque les dépêches du 15 mars arrivèrent à Versailles, la décision de ne point intervenir était prise depuis longtemps déjà. On en trouve maintes preuves dans le recueil de la correspondance officielle. Dans un mémoire au roi adressé par le ministre compétent au mois de novembre 1788 et qui porte la mention : *approuvé*, on peut lire en effet que Conway, ayant répondu froidement aux instances de l'évêque d'Adran » au moment de l'arrivée de la *Dryade* à Pondichéry, s'était « conduit avec la plus grande sagesse ». Et il était proposé au roi de faire passer des ordres à Conway *qui hésite, n'en ayant pas reçu de positifs*, de manière qu'ils lui parviennent avant le mois de mai (1789), c'est-à-dire avant l'époque où l'expédition aurait dû être décidée pour profiter de la mousson favorable. *Des dépenses immenses peuvent être occasionnées par un retard, disait le ministre, s'il (Conway) cède, contre sa propre opinion, aux instances de l'évêque d'Adran*.

La Luzerne manifesta en d'autres occasions l'avis du gouvernement. A la suite de l'analyse de la lettre de Moracin du 20 juillet 1788, on lit en effet cette note adressée par le ministre à de Vaivres, intendant général des colonies : J'ai *mandé particulièrement à M. de Conway, de la part du roi, de ne point entreprendre l'expédition de la Cochinchine*. » Le 15 janvier 1789, l'administration centrale des colonies demandant les instructions du ministre pour une réponse à faire à l'évêque, La Luzerne répond : « *Les ordres ont été donnés à M. de Conway pour ce que demande M. l'Evêque d'Adran de faire remettre le petit prince et sa suite où il voudrait et de faire repasser l'évêque en France au compte de Sa Majesté. On peut en prévenir ce dernier*. »

Lorsque La Luzerne connut le retour de Kersaint à Pondichéry, il écrivit à Conway [600] …Quant à ce qui concerne la Cochinchine, comme on a renoncé au projet d'y faire une expédition, il devient inutile de s'occuper davantage de ce qui peut y avenir rapport. Des lettres que j'ai reçues de M. d'Entrecasteaux m'ont cependant fait présenter des nouvelles à me faire passer sur ce pays dont on assurait que le roi avait repris possession. La réception de ces nouvelles ne pourra au surplus déterminer aucune entreprise ultérieure et M. l'évêque d'Adran doit être bien informé qu'on ne fera à cet égard aucun usage des renseignements qu'il a donnés. » Enfin, dans la réunion du Conseil

[600] 1er octobre 1789; minute dans *Corr, gén.*, vol. VIII, p. 547. Cette dépêche répond à la lettre de Conway du 15 mars 1789 (*ibid*., p. 510). Dès le 16 avril, lé ministre avait écrit à l'évêque… Je ne puis que me référer à la lettre par laquelle je vous aï marqué que cette expédition ne pouvant avoir lieu, j'autorisais M. le comte de Conway à vous procurer les moyens de revenir en France, si vous préfériez ce parti. » *Arch. Col, Correspond. de l'Intérieur sur l'administ. des Iles de France. 1789-90*, fol. 31.

d'État du 4 octobre 1789 [601], La Luzerne lut une lettre qu'il venait de recevoir de l'évêque d'Adran; il écrivit ensuite en marge « Le roi a approuvé la conduite de M. de Conway, très conforme aux ordres qu'il a reçus et à ceux qui lui ont été envoyés [602]. » Et le 22 novembre, le ministre envoyait à Pigneau cette lettre qui, au point de vue administratif, clôt l'incident J'ai reçu, monsieur, une lettre sans date que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire avec copie de celle que vous avez également écrite le 18 mars dernier à M. le comte de Conway, relativement à la Cochinchine. J'ai appris avec plaisir la révolution avantageuse qui s'est opérée en faveur du roi et je désire qu'il se trouve actuellement en paisible possession de tous ses États; mais dans les circonstances où M. de Conway s'est trouvé, il n'a pu, ni dû, d'après ses instructions, tenir une autre conduite. »

Cette lettre ne pouvait trouver l'évêque à Pondichéry. Las d'espérer un revirement dans l'attitude de Conway, et sur les bonnes nouvelles qu'il avait de Nguyễn Ánh, il avait renoncé à son projet de rentrer en France et était allé rejoindre le prince. Mais il se donna la satisfaction, au commencement de l'année 1790, de faire parvenir au ministère la traduction signée et scellée de ses armes, d'une lettre de Nguyễn Ánh lui-même où il était dit en substance que le prince remerciait Louis XVI de la bonne volonté qu'il savait témoignée; qu'il n'avait pas reçu du commandant français dans l'Inde, homme « ne sachant ni avancer ni reculer les secours promis ; mais qu'il n'en avait pas eu besoin, que grâce à l'amour de ses sujets, il était rentré dans une partie considérable de son royaume, qu'il avait une armée assez considérable, tant de terre que de mer, et qu'enfin s'il se trouvait dans ses Etats quelque chose qui pût être utile à Louis XVI, il le priait instamment de vouloir bien en disposer (39). L'affaire était donc close aux yeux de l'évêque aussi.

(39) Lettre ainsi datée « le 17e le jour de la lune (50e année Cảnh-Hưng, c'est-à-dire le 31 janvier 1790 » (en réalité le 21 janvier 1790) ; une note de PIGNEAU, indiquant que la traduction est conforme, quant au sens, à la lettre du roi de la Cochinchine, est datée du 5 février (*Corr. gén.* vol. VIII, p. 551-3). *Arch. Aff. étr*., Asie 21, fol. 64; autographe de l'évêque. Un résumé de cette lettre, expédiée de l'Ile de France le 19 septembre 1790 (*ibid*., p. 558) par les soins de M. Mac Nemara (commandant de la division de l'Inde, tué le 4 novembre au cours d'une émeute à l'île de France), fut lu dans la séance du Conseil d'Etat tenue le 15 avril 1791 (*ibid*., p. 557); on trouve dans les observations qui suivent le résumé de la lettre ce passage : « M. de la Luzerne s'en rapporta à M. de Conway par l'usage qu'il conviendrait de faire en faveur du roi de la Cochinchine des secours qu'il avait été arrêté ici qu'on lui ferait passer. M. de Conway n'a pas jugé à propos d'envoyer aucune partie de ces secours, et sa conduite a été approuvée par M. de La Luzerne. Il ne s'agit pas de savoir si on a eu tort on raison de refuser au roi de la Cochinchine les secours qu'il avait demandés; mais il peut être utile de former des liaisons de commerce dans ses Etats. C'est l'avis de M. de Cossigny fondé sur celui de feu M. Poivre qui a toujours passé pour connaître parfaitement l'Inde. On pourrait charger M. de Cossigny de réunir de nouvelles lumières sur cet objet, et de profiter pour cela de l'envoi qu'il serait chargé de faire au roide la Cochinchine de la réponse de Sa Majesté, si le ministre juge qu'il doit en être fait. » Il est intéressant de remarquer que quelqu'un envisageait encore au ministère (le 15 avril 1791) la possibilité de reprendre les projets abandonnés ; le cours des événements fit perdre de vue cette préoccupation, mais elle reparut quelques années plus tard.

[601] Et non 1788 comme l'imprime Faure (*op. cit*., p. 183) et comme le répètent après lui LAUNAY (*op. cit*., II, p. 248) et plusieurs auteurs qui n'ont pas contrôle le renseignement. Il était pourtant aisé de voir que la date du ministre se réfère à une lettre de l'évêque d'Adran, non datée il est vrai, mais postérieure au 15 mars 1789, puisqu'il y est question du retour de Kersaint. Cette lettre était accompagnée d'une copie de la lettre écrite le 8 mars à Conway afin de lui demander un petit secours pour Nguyễn Ánh (ci-dessus, p. 113) il est à noter que tandis que le général écrivait le 15 mars « Il (Pigneau de Behaine) a évidemment surpris la religion du ministre : » , l'évêque écrivait à son tour : « J'ai toute raison de craindre, monsieur le Comte, qu'on n'ait trompé votre religion sur cette affaire. » *Corr. gén*. vol. VIII, p. 547 et 549.

[602] Faure et ceux qui l'ont pris pour guide reproduisent inexactement cette phrase : « *Le roi a trouvé…*»

CHAPITRE VII

L'ÉVÊQUE D'ADRAN (SUITE)

1. Concours apporté par l'évêque au prétendant.

Pigneau n'était pas sans avoir, pour sa bonne part, contribué au prélèvement de la situation de Nguyen Ánh : on se rappelle que, dès le début de son séjour à Pondichéry, au cours d'une conversation sans doute assez vive, il avait dit à Conway en présence de Saint-Riveul, « que lui, évêque d'Adran, ferait seul la révolution. [603]» Plus tard, le 11 juillet 1788, écrivant au général pour réitérer sa demande d'être envoyé en Cochinchine, il disait « Si vous consentez à me laisser partir, je vous ferai part des ressources que j'ai seul pour rendre ce voyage utile. »

Il n'aurait pas tenu un tel langage s'il n'avait pas eu par devers lui des moyens assurés de contribuer à l'expédition quels étaient ces moyens ?

Il avait reçu à son départ de France, en remboursement de ses avances, 30.000 livres du ministère. L'évêque avait dépensé de ses fonds l'entretien du prince, au delà de 40.000 livres, en sus des sommes que lui avait remises Nguyễn Ánh. Le maréchal de Castries lui avait fait remettre 4000 écus pour les dépenses du prince à Paris; mais pour le voyage de retour et les autres besoins, Pigneau n'avait « plus aucune ressource. » C'est ce que dit un billet adressé au ministre et que reproduit Faure, mais en donnant à croire qu'il a été écrit postérieurement à la signature du traité, — ce qui est inexact. Le rapport relatif au versement à l'évêque d'une somme de 30.000 livres est en effet du 5 octobre 1787 [604].

Mais cette somme, augmentée même des quelques ressources dont il pouvait personnellement disposer [605], eût été bien insuffisante pour la préparation d'une expédition importante. Il est permis de croire, bien qu'on n'ait encore que des renseignements incomplets sur ses relations avec les négociants français de Pondichéry et de l'Ile de France, qu'il avait su intéresser certains d'entre eux à son entreprise. Dans une délibération de l'assemblée tenue à Port-Louis [606] le 3 septembre 1788 (Adran y était passé au mois d'avril), les administrateurs des Iles de France et de Bourbon étaient suppliés « de solliciter de Sa Majesté, au nom de la colonie, d'accorder tous ses sujets la liberté du commerce de la Cochinchine…, ce royaume étant celui de l'Asie qui fournit le plus de denrées commerçables propres à l'Europe… de manière qu'elles suffiraient, seules, à l'emploi d'un capital de plus de quarante millions ».

Si telle était l'opinion des habitants des Iles, il est peu douteux, semble-t-il, qu'ils aient secondé Pigneau dans l'exécution de ses projets. On lit d'ailleurs dans un mémoire [607], présenté à l'Assemblée nationale par des habitants des Iles le 2 décembre 1790, que si le ministère, en 1787, avait décidé de faire faire à l'Ile de France les préparatifs, de l'expédition de Cochinchine, « on aurait trouvé dans cette île des volontaires, des Cafres, des vaisseaux, des munitions pour cette importante expédition » Et les auteurs du mémoire affirment « Plusieurs négociants patriotes de

---

[603] Lettre de Conway à Montmorin, en date du 18 juin 1788. *Corr. gén*., vol. VIII, p. 506.

[604] *Arch. Aff. étr.*,Asie 19, fol. 115. Noter que, d'après ce rapport encore inédit, Pigneau s'obligeait « de faire tenir compte de ladite somme par le roi de la Cochinchine aussitôt le retour du jeune prince dans les États de son père. »

[605] « Il avait reçu de sa famille francs pour l'aider dans son œuvre », dit LOUVET (op. cit., I, p. 426).

[606] Cette délibération est visée dans le mémoire déjà cité, adressé par la Société des Missions-Étrangères à l'Assemblée nationale en 1791 : *Seconde délibération de l'Assemblée tenue au Port-Louis le 3 septembre 1788, avec la permission de MM. les administrateurs en chefs des Isles de France et de Bourbon* (Ile de France, Imprimerie royale,1788.

[607] *Arch. Aff. étr.*, Asie 19, fol. 280. Ce mémoire, signé de 24 habitants des Iles de France et de Bourbon *actuellement à Paris*, avait pour but de rectifier quelques assertions contenues dans le mémoire lu par Louis Monneron à l'Assemblée nationale le 15 octobre 1790. On relève parmi les signataires le nom de Cossigny.

cette colonie avaient offert à l'évoque d'Adran toutes leurs ressources pour l'aider dans l'exécution d'un projet qui serait devenu si avantageux à la nation. » D'autre part, on connaît les noms de deux notables au moins avec qui Pigneau a eu des relations, tous deux députés plus tard à l'Assemblée constituante le premier de l'Ile de France où il était propriétaire, Charpentier de Cossigny le second, de Pondichéry, Louis Monneron. Une autre source enfin où put puiser l'évêque d'Adran, c'est le trésor de Nguyễn Ánh lui-même et le crédit qu'il pouvait avoir. Il est fort possible en effet que le prince ait été en mesure de participer aux acquisitions d'armes et aux affrètements, soit en avançant des marchandises ou même des espèces, soit en donnant des garanties de payements ultérieurs. Ainsi, on trouve dans les *Historiographies* [608] l'ordre d'acheter tous les ans cent mille livres de sucre aux producteurs annamites, cette denrée devant être échangée contre des armes que fournissent les Français.

Quelle que soit l'origine des ressources dont disposa Pigneau, lé résultat de son action est visible dès 1788. La *Dryade*, partie de Pondichéry le 15 août avec le *Pandour*, fait relâche à Poulo Condore pour y déposer Paul Nghi et quelques Annamites ; elle y laisse en même temps mille fusils achetés pour le compte de Nguyễn Ánh [609]. Au cours du. mois de décembre, dans le temps même que la *Dryade* se trouvait à Macao (du 13 au 29), l'agent du roi à Canton [610], de Guignes, fils du célèbre orientaliste, écrivant au ministre, attribuait les succès de Nguyễn Ánh « à plusieurs bâtiments qu'il a fait acheter » et il ajoutait: « L'arrivée de navires seulement marchands intimide et retient les rebelles. Plus tard [611], le même agent adressait au ministre des nouvelles plus circonstanciées « Les Portugais de Macao expédient par cette mousson huit à neuf navires de différentes grandeurs pour la Cochinchine; leur projet est de tâcher d'y faire quelque établissement; ils portent des marchandises et des munitions.

Deux vaisseaux de l'Ile de France, chargés de fusils et autres objets utiles pour le roi de cette contrée, ont aussi touché ; le vaisseau la *Garonne*, de l'Ile de France, doit pareillement, à son départ de Canton, passer à la Cochinchine et y rester quelques jours. Ces deux vaisseaux avaient peut-être passé à Macao quelques mois auparavant déjà, car l'un d'eux, la *Garonne*, était de retour

---

608 Liv., IV, p. 25 ; le fait est signalé pour l'année 1789, mais il est fort vraisemblable que Nguyễn Ánh s'était préoccupé, antérieurement à cette époque déjà, de se procurer, par achat ou par troc, des vaisseaux et des armes.

609 Au dire de FAURE (*op. cit*., p. 199) qui fournit ailleurs (p. 129 et des renseignements sur les voyageas des navires particuliers affrétés pour la Cochinchine et un relevé des rôles d'équipage (p. 156 à 162) des bâtiments de l'Etat en campagne dans les mers des Indes et de la Chine de 1785 à 1790 ; bien que l'on doive accueillir avec réserve les informations de cet auteur qui, avec la meilleure volonté du monde, commet trop souvent, par inadvertance ou par manque de critique, des inexactitudes flagrantes, il semble que dans ce cas particulier on puisse en quelque mesure faire état de ses données. J'ai pu y ajouter quelques détails pris à diverses sources (*Arch. Col. et Aff. étr., Corr. gén., Documents Cadière, etc.);* j'ai pu vérifier quelques citations qu'il fait; mais je n'ai pas été à même de contrôler tous ses renseignements. Je les utilise en partie cependant avec précaution et en mettant le lecteur en garde parce qu'il est le seul à les faire connaître, qu'ils ne paraissent pas inacceptables et surtout parce qu'il ne pèche d'ordinaire que dans l'interprétation des documents ; or, je ne tiens compte que de ce qui semble être apport de documents et la situation de Faure auprès du ministre de la marine Chasseloup-Laubat, dont il fut le secrétaire, l'a pu mettre en mesure de faire des trouvailles intéressantes il reste cependant regrettable que, sauf en ce qui concerne les rôles d'équipage, il n'indique aucune source.

610 Voir, au sujet de Chrétien de Guignes, H. CORDIER, *la France en Chine au dix-huitième siècle*, p 268 et, du même auteur, *le Consulat de France à Canton au dix-huitième siècle* (*Toung-pao*, 1908, p. 47-96); d'Entrecasteaux, lors de son voyage en Chine, proposa au ministre dans sa dépêche du 14 février 1787, de « réunir dans la personne de M. de Guignes les deux fonctions d'agent et d'interprète » *M. de Guignes est jeune*, disait-il, *mais il me paraît avoir de la bonne volonté. Je le crois honnête, condition nécessaire et rare à rencontrer dans ces contrées éloignées*. Le choix d'Entrecasteaux fut confirmé à Versailles l'année suivante, et de Guignes demeura à Canton, en qualité d'agent du roi pendant plusieurs années; il partit pour l'Ile de France en 1796 et rentra en France en 1801. Il publia en 1809 son *Voyage à Péking* et en 1813 son *Dictionnaire chinois-français-latin*; il mourut en 1845, âgé de quatre-vingt-six ans.

611 Lettre du 16 déc 1789 ; *Arch. Aff. étr.,* Asie 19, fol. 219 ; la première est du 20 déc. 1788 *ibid*., fol. 196.

à l'Ile de France le 18 avril [612] après une traversée qui avait duré, depuis le Siam, soixante-douze jours. L'autre navire, peut-être le *Robuste*, serait resté dans la baie Saint-Jacques ; on ne voit rien de précis sur son itinéraire. On sait par contre que la *Garonne* avait vendu, à son passage au Siam, deux de ses canons à des mandarins annamites venus dans le pays pour réclamer leurs compatriotes qui s'y étaient réfugiés [613].

D'autres navires mouillèrent dans la baie Saint-Jacques au cours des mois de juin et de juillet; c'étaient, paraît-il, le *Moyse* et le *Capitaine Cook* ; un ancien volontaire du *Pandour*, Étienne Malespine, avait pris le commandement de ce dernier navire à l'Ile de France. Le *Saint-Esprit*, commandé par Jean-Marie Dayot, — que nous allons bientôt retrouver, — fit aussi un voyage aux Philippines pour s'approvisionner en munitions de guerre et de bouche ; il passa de là à Macao où Dayot devait acheter deux navires portugais pour les conduire à la baie Saint-Jacques [614]. En 1790, Dayot fut de nouveau envoyé aux Philippines avec deux navires qu'il devait faire caréner; il était aussi chargé d'acheter du soufre [615].

Enfin la *Méduse* elle-même qui, sous le commandement du capitaine de vaisseau de Rosily, porta l'évêque d'Adran et le prince Cảnh en Cochinchine (juin-juillet 1789) paraît avoir contribué à l'approvisionnement des partisans de Nguyễn Ánh.

La frégate aurait été, dans ce voyage, accompagnée de deux navires [616] — deux corvettes, précise Renouard de Sainte-Croix [617]. Chaigneau, qui avait vécu avec des témoins du fait, écrivait

---

[612] *Corr. gén.*, p. 529. Il est question de la Garonne dans une lettre de Versailles, 25 septembre 1789, à d'Entrecasteaux, où l'on voit que le ministre attend du capitaine de ce vaisseau des détails sur le rétablissement du roi de la Cochinchine; *Arch. Col., Corr. de l'Intérieur. 1789-90*, fol. 82.

[613] Le fait ressort d'une intéressante pièce de la *Corr. géné.* (vol. VIII, p.530) où se trouvent des données curieuses sur ce que certains milieux français pensaient de Nguyễn Ánh. Il y est dit que le prince avait demandé aux Portugais deux frégates et quelques secours qu'il était peu satisfait et se plaignait amèrement des Français. Allusion était faite au vaisseau de Richery, le *Marquis de Castries*, qui n'avait donné au prince aucun secours, avait. même eu l'air d'éviter de communiquer avec lui et s'était occupé d'un objet totalement étranger à la mission d'un vaisseau du Roi; ce n'était pas pour donner à Nguyễn Ánh une grande opinion des Français. La connaissance, qu'il a eue ensuite, du refus de Conway et des difficultés apportées par ce général à l'exécution de l'expédition autorisée par la cour, explique que ses dispositions vis-à-vis des Français ne soient pas favorables.

[614] FAURE, *op. cit*., p. 201. Bien que Faure n'indique pas de date pour e passage de Dayot à Cavite, il semble, si l'on peut faire état d'un autre renseignement du même auteur, qu'on doive le placer à la fin de ou au commencement de 1789 ; car on lit, même page, que sept marins canonniers, déserteurs de la *Dryade*, ne tardèrent pas, *paraît-il*, à renforcer l'équipage du *Saint-Esprit* ; or, la *Dryade* avait relâché aux Philippines du 7 octobre au 29 novembre 1788. Le *Saint-Esprit*, à moins qu'il ne s'agisse d'un autre navire du même nom, resta au service du prince; on lit en effet dans une lettre du 20 juin 1792 adressée par M. Le Labousse à M. Boiret :« Vous avez sans doute déjà su que Mgr d'Adran a été l'an dernier sur le point de repasser en France, on prépare encore le vaisseau *Saint-Esprit* pour le même voyage.» (Lettre extraite des archives des Missions-Étrangères par L. CADIÈRE, *Documents relatifs à l'époque de Gia-long, Bull. Ec.,Extr.-Or*. p.27)

[615] Lettre de Nguyễn Ánh au gouverneur des Philippines, datée du 14^{e} jour du 5^{e} mois de la 51^{e} année Cảnh-Hung (26 juin 1790) dans Louvet, *op. cit.*, 1, p. 543.

[616] Presque tous les auteurs en ont parlé et dans des termes assez peu différents, notamment Louvet et Bouillevaux; le premier écrit: « l'évêque d'Adran équipa deux navires de commerce, acheta des armes et des munitions et s'embarqua pour la Cochinchine dans les premières semaines de 1789. Le comte de Conway, malgré son hostilité, ne crut pas pouvoir lui refuser une frégate de guerre, pour le transporter lui-même et escorter son petit convoi. D (*op. cit.*, p 427-428.) Bouillevaux dit de son côté « Il (Conway) aurait fait escorter le prélat et ses deux navires de commerce par la frégate de l'Etat, la *Méduse*. (Op. cit. p. 393 note 1.) Le renseignement provient sans doute des archives des Missions-Étrangères.

[617] Dans une introduction encore inédite (*Arch. Aff. étr*., Asie 21, fol. 91-188) à la relation de La Bissachère, Ste-Croix agrémente ce renseignement de confusions qui semblent prouver que la mémoire de Dayot, qui l'avait documenté,— ou la sienne propre — n'était pas des plus fidèles. Voici le passage :En exécution des ordres de la Cour de France, M. de Cossigny, alors gouverneur de Pondichéry, équipa deux corvettes où il ne put placer que 250 hommes. il donna le commandement d'un de ces bâtiments, qui ne faisaient point partie de la *marine royale*, à un de ses parents, M. J. M. D'Ayot, qui a beaucoup contribué au

quelque trente ans plus tard : « Le fidèle prélat revenait (de France) sans troupes, mais dans l'Inde, il avait déterminé deux navires français à le suivre et à seconder ses desseins. Cet avec cette poignée de braves qu'il se présenta devant son maître [618]. La petite flottille avait un chargement à prendre à Malacca. Un missionnaire qui se trouvait à bord de la Méduse en parle fort clairement, encore qu'il n'indique par la nature du chargement. La frégate, dit-il, partira vraisemblablement le 20 (de Malacca), lorsque ce qu'on doit y prendre sera embarqué [619]. »

La *Méduse* fit relâche à la baie Saint-Jacques du 24 juillet au 4 août, et y laissa les deux navires qu'elle escortait; elle séjourna ensuite aux Philippines (4 septembre-13 décembre) et de là se dirigea sur Macao « pour prendre les provisions que je lui tenais prêtes », dit de Guignes.

La Compagnie des Indes à Canton s'est peut-être aussi intéressée à la situation du prétendant et a peut-être participé à l'œuvre entreprise par l'évêque. M. Lavoué écrivait en effet, le 10 octobre 1790, de Chantaboun. Il paraît que la Compagnie se charge d'envoyer au Roi des secours pour l'aider à remonter sur son trône [620]. »

La *Méduse*, en quittant Macao, se rendit de nouveau à la baie Saint-Jacques où elle mouilla le 27 janvier 1790; elle y demeura près de trois semaines (jusqu'au 17 février) et une relâche aussi longue s'explique sans doute par les nécessités du débarquement d'un matériel de quelque importance [621]. Noter, d'autre part, que Théodore Lebrun, qui avait abandonné le bord pendant l'escale à Macao, se trouve en Cochinchine au milieu de l'année 1790 [622] et que, vers la fin de cette même année, des vaisseaux européens, en assez grand nombre, semblent s'être trouvés dans la rivière de Saigon. C'est M. Lavoué qui le dit dans la lettre déjà citée « Suis vaut le bruit public, il y a maintenant devant cette ville 14 ou vaisseaux de guerre et il ajoute « si cela est, il paraît que la Compagnie française a envoyé au secours du roi. » Le même missionnaire écrit ailleurs que ces vaisseaux étaient français et portugais. D'après d'autres documents, c'étaient des navires marchands qui s'étaient rencontrés là par hasard. Cette dernière indication doit être notée, mais n'y faut-il pas voir en effet de la discrétion qu'imposaient les circonstances? On ne sait; dans tous les cas, Mgr Pigneau montrait moins de réserve vis-à-vis de ses missionnaires Suivant la lettre de Monseigneur d'Adran, écrit en effets M. Lavoué le 20 février 1791, il y a maintenant douze vaisseaux européens à Saigon. » Et il ajoute :« *Nous croyons tous qu'avec ce secours le roi de Cochinchine va aller battre ses ennemis. Heureux, s'il peut les vaincre*. D'autre part, une lettre de M. Liot fait connaître à Paris, entre autres nouvelles provenant de l'évêque, que :« *On attend en janvier le retour des vaisseaux européens qui ont été faire un voyage à Manille* [623].

Dans l'absence assez explicable de renseignements précis et circonstanciés, on est donc réduit à relever, au cours des années 1789, 1791, et en nombre assez grand, des indices d'un mouvement

---

succès de ce prince, et l'autre à M. de Marigny ou Martigny, avec ordre de se mettre aux ordres du jeune roi de Cochinchine, qui était de retour de son voyage en France, ainsi que M. d'Adran. II parait évident que Cossigny est ici mis pour Conway. Malgré ces méprises, le fait même de l'affrètement des deux navires est peu douteux.

[618] Notice sur la Cochinchine fournie par M. Chaigneau. *Arch. Aff. ét*., Asie 21, fol. 228 à 254. Cette notice aujourd'hui encore inédite a été écrite en France en 1820; elle est visée dans deux documents des archives de la Marine publiés par H. CORDIER, le *Consulat de France*. loc. cil., p. 152 et 158.

[619] M. Leblanc à Mgr Champenois, évêque de Pondichéry ; lettre citée par le colonel de Fresne, second commandant de Pondichéry, écrivant à Conway, alors (19 octobre 1789) à l'Ile de France où il avait remplacé d'Entrecasteaux (FAURE, op. cit., p. 203).

[620] CADIÈRE, Documents. loc cit., p. 24. En fait, la Compagnie des Indes avait officiellement cessé d'exister depuis le 3 avril 1790.

[621] Les instructions que donna Conway à Rosily au moment de son départ, n'ont pas encore vu le jour et je les ai cherchées vainement; il serait intéressant de les connaitre pour juger si le commandant de la Méduse ne les outrepassait point en faisant preuve vis-à-vis de l'évêque de tant de complaisance. Mais il n'y aurait pas à s'étonner de voir Rosily agir comme il le fit,si Conway lui-même avait mis à la disposition de Pigneau les 2 navires qui accompagnèrent la *Méduse* à la baie Saint-Jacques,comme le dit Bergerin, commissaire de la Marine à Bordeaux, renseigné par Chaigneau qui venait d'arriver en France (*le Consulat de Fr*. p 153)

[622] Le brevet que lui accorda Nguyen Ánh est du 27 juin 1790 (LOUVET, op. cit., I, p. 536.)

[623] CADIÈRE, la lettre est du 8 janvier et les nouvelles de l'évêque devaient dater des derniers jours de 1790.

notable de navires entre l'Ile de France et les mers de Chine, mouvement dont le but était visiblement de ravitailler Nguyễn Ánh.

Non content de fournir au prince les ressources d'un armement européen, Pigneau de Behaine était parvenu à gagner le concours de Français qui, pour la plupart, avaient servi sur les vaisseaux du roi. D'autres vinrent d'eux-mêmes, attirés par le goût des aventures. Quel fut le nombre de ces auxiliaires ? C'est ce qu'il est impossible de préciser. Faure relève dans les rôles d'équipage des navires de l'État en campagne dans les mers des Indes et de, la Chine, pendant la période qui nous intéresse, les noms de trois cent cinquante-neuf déserteurs ou congédiés. Il paraît exagéré d'en conclure, comme il le fait [624], que la plupart de ces hommes, sinon tous, aient joint les troupes du prétendant.

Les seuls noms conservés sont, en tout cas, ceux des auxiliaires qui jouèrent un rôle de chef dans les forces de terre ou de mer. II n'est pas surprenant que les noms ne nous soient point parvenus des simples matelots, canonniers, pilotes, etc., qui prirent du service en Cochinchine; mais on peut s'étonner à juste titre qu'aucun document jusqu'à présent connu ne fixe d'une manière précise l'importance de ce contingent. Sans atteindre le chiffre de Faure, il a dû cependant être assez élevé, car, en 1792, à un moment où plusieurs Européens avaient, comme on le verra, déjà quitté le pays, on en comptait encore, au dire de l'évêque d'Adran [625], quarante au moins dans l'armée de terre seulement; sur les deux vaisseaux, il y en avait aussi un certain nombre [626], indépendamment des états-majors. Mais on est réduit à des conjectures à cet égard.

Traçons au moins cependant quelques linéaments du portrait des principaux de ces auxiliaires, auxquels Nguyễn Ánh dut les plus solides, de ses avantages [627].

La propagande de l'évêque d'Adran paraît avoir été surtout efficace dans le corps des volontaires de la marine [628]. Parmi eux, Victor Olivier, de Carpentras, fut un de ses aides les plus actifs et les plus dévoués ; il débarqua à Poulo Condore dès le 19 septembre 1788, lors du voyage de la *Dyade*. Malgré son jeune âge (il gavait vingt ans depuis quelques mois), il fit preuve d'un talent d'organisation et d'une puissance de travail vraiment admirables; il mourut en 1799 à Malacca, étant encore au service du prince. Un autre volontaire de la *Dryade*, Jean-Baptiste Guillon, de Vannes, quitta son navire à Pondichéry le 1er juillet 1789 et se rendit en Cochinchine où on le trouve en 1790. Le *Pandour*, qui accompagnait la *Dryade* dans son expédition, perdit aussi deux volontaires, Emmanuel Tardivet et Etienne Malespine, à une époque mal définie, en 1788 ou en 1789 sans doute.

---

[624] « Il résulte du relevé exactement fait sur les rôles d'équipage (remarquer que la *Calypso* et le *Marquis de Castries* ne figurent pas sur la liste de Faure) que le nombre des marins français qui abandonnèrent leurs vaisseaux en cours de campagne s'élève à trois cent cinquante-neuf individus, dont la plupart, sinon tous, prirent parti pour le roi de Cochinchine et furent l'âme de ses armées de terre et de mer. » *Op. cit*., p. 210.

[625] « …Le roi part dans huit jours pour attaquer Qui-Nhon. Dans ses troupes de terre, il a quarante Européens dont l'un est chargé d'un régiment de six cents hommes; dans sa marine, il a deux vaisseaux européens très bien armés. Lettre du juillet publiée en partie (et sans date) dans la relation parue sous le nom de La BISSACHÈRE (*Etat actuel du Tonkin*,II, p. 312), publiée de nouveau (comme inédite) par le *Courrier Saïgonnais* (n° 1307 du 14 mars 1902) à l'occasion de l'érection du monument de l'évêque d'Adran à Saigon; reproduite par la *Revue Indochinoise* (no 181 du 7 avril 1902, p. 303).

[626] Une lettre de missionnaire le prouve. « N'oubliez pas les matelots français qui sont avec lui », lit-on dans une lettre où il est question d'un voyage d'Olivier à Macao en 1795. CADIÈRE, *Documents*, p. 35.

[627] On a groupé, dans un travail qui sera publié ultérieurement, tous les renseignements à présent connus sur chacun des auxiliaires français dont lé nom est parvenu jusqu'à nous. Il eût été difficile de leur faire place dans le texte sans détruire l'équilibre du développement et nuire à l'exposé des faits.

[628] Les volontaires, selon une ordonnance récente (1er juin 1786), étaient divisés en trois classes; les volontaires de première classe n'avaient rang qu'après les maîtres canonniers. Après six ans de navigation, ils pouvaient être nommés officiers avec le grade d'enseigne (V. Jal, *Glossaire nautique*). En fait, il n'y eut probablement, parmi les Français venus en Cochinchine, que deux véritables officiers du cadre métropolitain, J.-B. Chaigneau et Ph. Vannier ; J.-M. Dayot, Magon de Médine, Girard de l'Isle-Sellé pouvaient appartenir au cadre colonial.

Guillaume Guilloux de Vannes, volontaire de première classe du *Duc de Chartres*, corvette armée à l'Ile de France, débarqua à Pondichéry le 22 juin 1784 et y demeura ; la date de sa venue en Cochinchine est incertaine ; il en partit au mois de janvier 1792. Un autre volontaire de première classe, Théodore Le Brun, abandonna la *Méduse* à Macao le 13 janvier 1790; il était en Cochinchine au cours de la même année. On peut se demander pourquoi il ne quitta pas la *Méduse* en même temps que l'évêque d'Adran, lors de la première relâche à la baie Saint-Jacques (24 juillet-4 août 1789) et pourquoi il la quitta à Macao, puisque la frégate repartait en droiture de ce port pour la baie. Il est permis de penser sans doute qu'il avait été chargé d'une mission à remplir soit à Cavite (où la *Méduse* toucha le 4 septembre 1789), soit plutôt à Macao même; mais on n'a aucun renseignement sur l'objet de cette mission.

La *Méduse*, au cours de sa campagne de quatre années (Lorient 27 septembre 1787-Brest 27 octobre 1791), perdit, par désertion ou par congédiement, cent vingt-six hommes. Un certain nombre de ceux qui abandonnèrent le navire entre le 24 juillet 1789 et le 17 février 1790, c'est-à-dire dans l'intervalle des deux relâches à la baie Saint-Jacques, vint, il n'est pas défendu de le croire, grossir le contingent de, Pigneau. Il est probable, en effet, que l'évêque d'Adran, n'ayant plus de ménagements à garder, fit tous ses efforts pour recruter des auxiliaires sur le navire qui le portait. Aucune preuve ne permet cependant de l'affirmer.

Indépendamment des volontaires de la marine dont on connaît les noms, l'évêque s'était assuré le concours de deux officiers du cadre colonial de la marine Jean-Marie Dayot, originaire de Redon en Bretagne, et Magon de Médine. On possède des renseignements assez précis sur le premier qui fut le chef de la division navale européenne et qui servit Nguyễn Ánh jusqu'en 1795, mais de Magon de Médine on sait seulement qu'il, provenait du Pandour. Deux autres marins, Julien Girard de l'Isle Sellé et Philippe Vannier [629], reçurent le 27 juin 1790 les brevets de commandants des vaisseaux le *Prince de la Cochinchine et le Dong-nai*. Le premier ne paraît pas avoir fait un long séjour en Cochinchine ; quant au second, natif d'Auray, il fut l'un des serviteurs les plus fidèles de Nguyễn Ánh; venu dès 1789; il s'attacha à la fortune du prétendant qu'il ne quitta jamais et dont il reçut un grade élevé dans le mandarinat. Un neveu de l'évêque, Charles-Stanislas Lefebvre, lieutenant de la Garde nationale en 1790, partit de France en 4792 pour rejoindre son oncle [630] ; mais il n'en eut le moyen qu'en 1793 ; il fit en Cochinchine un séjour de huit mois à peine [631].

J.-M. Dayot avait fait venir son frère aîné Félix auprès de lui en Cochinchine et l'associa à ses travaux ; les deux frères quittèrent en même temps le service du prince, mais continuèrent à entretenir avec lui des relations d'ordre commercial. C'est un autre Breton, de Forsans, que l'on voit commander aussi un navire à l'européenne, *l'Aigle* ; on n'est pas renseigné sur la date de son arrivée en Cochinchine, mais il y demeura jusqu'à sa mort, survenue en 1811. Renon ou Renou, de Saint-Malo, fut second de Vannier sur le *Phénix* ; Laurent Barisy, bien qu'il semble être venu en Cochinchine pour faire des affairés (il fut subrécargue en Cochinchine d'une firme de Madras) plutôt que pour combattre, prit une part importante aux opérations de ravitaillement des troupes en

[629] Nous savons pertinemment que Vannier avait appartenu à la marine royale dans laquelle il était entré fort jeune ; il était en Amérique en 1784 et en 1782, et il avait pris part à l'affaire de Yorktown et à la bataille des Saintes (CRAWFURD, *Journal of an Embassy* p. 255). Que devint-il et par suite de quels événements était-il quelques années plus tard en Cochinchine ? C'est ce qu'on ignore encore Faure, parce que son nom ne se trouve sur aucun des rôles d'équipage par lui consultés, suppose qu'il devait appartenir au cadre colonial (*op. cit*., p. 217). Tant que les rôles des équipages de tous les navires venus dans les mers des Indes vers cette époque n'auront pas été dépouillés, et nous avons vu que la liste de Fauré est incomplète, rien ne peut permettre une conclusion de ce genre.

[630] *Arch. Col., Corr. des Iles de France…1791-92*, 2e part., fol. 2; lettre du Ministre, du 19 janvier 1792 le sieur Lefebvre va s'embarquer aux frais de l'Etat pour Pondichéry. « Je vous autorise à lui régler une subsistance dans la colonie, en attendant que vous puissiez lui procurer une occasion favorable pour se rendre auprès de son oncle. »

[631] *Campagnes et missions de Charles-Stanislas Lefebvre*, par le commandant LEFEBVRE DE BEHAINE, dans la *Nouv. Rev. rétrospect.*,1903-1904.

armes et en munitions ; il passe pour s'être occupé, de concert avec Olivier, de la formation des recrues que l'on répartissait, après les avoir. instruites, dans les armées du prétendant; il mourut en 1802. Il est aussi question d'un Launay qui, d'après une lettre d'un missionnaire, rentra à Pondichéry dès 1791; c'est tout ce que l'on sait de lui. On est beaucoup mieux renseigné sur un autre Français, un Breton encore, qui devait être le premier agent consulaire de France à la cour des Nguyễn, Jean-Baptiste Chaigneau. Né à Lorient, en 1769, il était enseigne sur la *Flavie*, quand ce navire, bloqué par une frégate anglaise dans la baie de Macao en 1794, fut désarmé pour éviter la capture. Chaigneau, libre d'emploi, décida de passer en Cochinchine [632], peut-être fut-il imité par d'autres marins de la *Flavie*, mais on ne peut que le conjecturer. Il commanda le vaisseau le *Dragon*, appartenant à la division européenne et ne quitta définitivement la Cochinchine qu'en 1825. La liste des auxiliaires français se termine par les noms de deux médecins Desperles, chirurgien-major du *Pandour*, et Despiau, *bon homme qui n'a pas inventé la poudre*, disait Mgr La Bartette [633]; ce dernier vint sans doute assez tard ; il fut nommé, par brevet du 21 avril 1799, médecin des armées »; il semble cependant n'avoir joué qu'un rôle des plus effacés. D'autres Européens, non Français, servirent également Nguyễn Ánh ; on voit en un nommé Jaguarion et en un nommé Gibsons commander des navires pour son compte [634].

Il faut arrêter là l'énumération des Européens connus dont on peut affirmer la participation aux opérations militaires ou autres du futur Gia-long. Mais le nombre de ceux qui restèrent longtemps attachés à sa fortune est bien restreint. Le Brun, Tardivet, Desperles, Guilloux, Malespine, Guillon, Magon de Médine, Launay ne firent guère que passer, ainsi que sans doute d'autres encore dont on ignore le nom. Ils comprirent de bonne beure que l'aventure leur apporterait peu de profit. Vivant dans de mauvaises conditions hygiéniques sous un climat malsain, jalousés des mandarins annamites, mal payés par un prince dans le besoin, ceux qui ne succombèrent pas aux maladies quittèrent bientôt le pays (40).

_____

(40) Renouard de Sainte-Croix dit dans son introduction au mémoire de La Bissachère : « Les Européens nouvellement débarqués furent tous atteints des maladies que procure un climat humide et malsain, joint à une nourriture à laquelle ils n'étaient pas accoutumés ; beaucoup succombèrent, et le reste étant mal payé (le roi n'ayant point de revenus) déserta en partie et s'embarqua à bord dés bâtiments portugais. » Faure a cité ce passage (*op. cit.*, p. 216) d'après le manuscrit des Affaires étrangères, mais il y apporte des additions et l'attribue à La Bissachère lui-même; il est aisé pourtant de voir que l'auteur de l'introduction n'est pas celui de la relation.

Dans la même introduction, se trouvent quelques indications dues sans doute à Dayot sur la manière dont les Européens furent rémunérés lorsque le prince eut des revenus. « Il paie les mandarins en ligatures de sapèques que l'on tire de son trésor; jamais il ne paie en argent. Les mandarins européens en envoient chercher sur leurs chappes (espèce de sceau que donne le roi aux mandarins, où sont exprimés les titres qu'ils possèdent) pour la valeur de 150 piastres par mois, pour payer leurs dépenses courantes de maisons, de femmes et domestiques, ou soldats qui à raison du grade de mandarinat sont toujours extrêmement nombreux. Le riz leur est aussi livré des magasins, du roi sur leurs bons. Ce prince leur donnant quelquefois la liberté de prendre la paye qui leur revient en arec qui aussi est tiré du même endroit, et qu'ils vendent aux Portugais pour avoir quelques piastres, ainsi qu'il est aisé de voir qu'il est impossible de faire fortune à son service. » Dès 1792, des auxiliaires (tous peut-être) avaient déjà l'intention de partir « Nos messieurs Français. dit Le Labousse dans une lettre à Boiret juin 1792), ont demandé et obtenu la permission de s'en retourner. (CADIÈRE, *Documents*, p. 27, note 1.) A peu près à la même date, le même

[632] Il dit lui-même qu'il savait, — étant à Macao — qu'un traité passé avec la France offrait en Cochinchine accès aux Français (Demande de la décoration de l'ordre de Saint-Louis… pièces des Archives de la Marine dans *Consulat de France à Huê, Revue. Ext. Or.*, 1883, p. 163).

[633] CADIÈRE, Documents, p. 65.

[634] LOUVET (op. cit., I, p. 545 et CRAWFURD(op. cit., p. 236 et 507) dit avoir vu à Hué, au mois d'octobre 1822, un temple consacré aux serviteurs méritants du prince; parmi les héros qui y étaient honorés se trouvait un Irlandais. Ailleurs, il écrit que parmi les aventuriers européens (il parle de ceux qui agirent en qualité d'officiers) qui étaient venus aider Nguvên Ánh et dont il fixe le nombre à 14 ou 15 (p. 507), d'accord sur ce point avec Michel-Duc Chaigneau (p. 11), il y avait eu des Anglais et des Irlandais ; mais il ne cite aucun nom.

écrivait : *Tous les messieurs Français qui sont ici depuis plus de deux ans au service du roi vont s'en retourner à Macao*, et il cite les deux Dayot et Vannier, ajoutant que Guilloux et Launay avaient déjà passé à Pondichéry. (Ibid., p. 28.)

———

Au moment de la mort de Pigneau de Behaine (9 octobre 1799), seuls restaient auprès de Nguyen Ánh Vannier, Chaigneau, de Forsans, Barisy, et Despiau arrivé depuis peu. En 1812, alors que Gia-long régnait depuis plusieurs années en souverain incontesté sur l'Indochine annamite, il n'avait plus à sa cour que Vannier, Chaigneau et Despiau ; Barisy et de Forsans étant morts, le premier en 1802, le second tout récemment.

Le rôle de cette poignée de braves, en l'absence des informations abondantes que l'on désirerait, est impossible à définir avec détail. Mais il est incontestable qu'ils ont contribué, dans une très large mesure, aux victoires de Nguyễn Ánh. Sans parler encore de la part qu'ils prirent à d'importantes opérations comme la destruction de la flotte Tây-Sơn en 1792 et à celles qui aboutirent à la prise de Hué en 1801, on ne peut qu'admirer l'œuvre d'organisation qu'ils réalisèrent dans des conditions fort peu favorables ils Ont construit une marine européenne et formé des équipages; ils ont instruit les soldats, introduit dans l'armée la discipline, établi des cadres; ils ont fondu des canons, appris aux Annamites l'usage des bombes, créé une artillerie de campagne dont la mobilité frappait les Tây-Sơn de stupeur; ils ont élevé des citadelles [635].

Mais que dire de l'aide que l'évêque d'Adran en personne apporta au prétendant ? S'il est facile de la sous-estimer, on ne peut guère, semble-t-il, l'exagérer, tellement elle fut grande. Sans revenir sur les services qu'il rendit à la cause de Nguyễn Ánh avant et pendant son voyage en France, sur les concours qu'il lui gagna et les ressources qu'il fut à même de lui procurer, il est utile de définir brièvement l'importance de son rôle militaire et de montrer l'heureuse influence qu'il exerça sur le prince.

Il est hors de doute tout d'abord que ceux qui contribuèrent le plus efficacement à la conquête du royaume, Olivier, Dayot, Vannier, Chaigneau n'agirent que sous son impulsion et sous sa direction; il les réunissait en conseil pour traiter des questions militaires et préparait avec eux la solution des affaires qui leur étaient confiées. D'autre part, il traduisit en annamite, on l'a souvent raconté [636], des ouvrages d'art militaire et façonna l'esprit du prince de telle sorte qu'il le rendit apte à comprendre l'essentiel des méthodes européennes. Enfin, il prit part, en personne aux opérations de guerre. On le voit en 1794 accompagner le prince Cảnh à Nhatrang et combattre les rebelles (41); en 1797, s'embarquer sur les vaisseaux de Nguyễn Ánh ; en 1798, « pressé par les instances réitérées du roi », retourner à Nhatrang avec son élève [637].

———

(41) Lettre de Lavoué du 13 mai 1795 (CADIÈRE, *Documents*, p. 34) « Nhatrang est une petite province. J'y suis resté cinq mois auprès de Mgr d'Adran qui, à la prière du roi, avait accompagné le petit prince. Les rebelles y étant accourus avec une puissante armée, nous nous renfermâmes dans la ville. Les ennemis nous

[635] Voir Michel-Duc CHAIGNEAU (*op. cit.* 8) : « Les Officiers français organisèrent à la hâte quelques compagnies d'infanterie et d'artilleurs à l'européenne; ils apprirent aux soldats le maniement des armes, l'attaque et la défense des places ; ils établirent des fonderies de canons et construisirent des vaisseaux. » Cf. CRAWFURD (op. cit., p. 508).

[636] Dans les lettres de missionnaires et dans la plupart des ouvrages qui traitent de cette période. Voici un témoignage moins connu, extrait de l'introduction de Sainte-Croix : «Il a traduit pour son élève plusieurs ouvrages français en cochinchinois, principalement sur la tactique et les fortifications et il en a fait sans contredit le Cochinchinois de ses Etats le plus instruit et le plus capable, — car je tiens de tous les Français qui ont été dans ce pays et particulièrement de M. D'Ayot, que ce prince a une teinture générale des sciences et que continuellement il s'occupe à lire les ouvrages traduits par M. d'Adran, et qu'il joint à une grande envie de s'instruire celle d'égaler les Européens. Il peut être intéressant de comparer ce témoignage à celui de Le Labousse (1er mai 1800) « La nuit il dort très peu; il lit beaucoup; il est curieux et aime à s'instruire. Il a dans son palais plusieurs ouvrages français qui traitent de constructions, de fortifications, etc. Il les feuillette continuellement pour en voir les plans et tâcher de les imiter. Tous les jours, il fait de nouveaux progrès. » (*Nouv. Lett. édif.*, VIII, p. 187). Cf. BARROW (op. cit., p. 277) d'Adran traduisit des articles de l'Encyclopédie pour son élève.

[637] Lettre de Liot du 25 juin 1799 (ibid., p. 38.)

tinrent assiégés pendant vingt-quatre jours et nous envoyèrent neuf cents boulets. » Dans une lettre de Le Labousse (*ibid.*, note 1), il est dit que sur les murs de la citadelle, on avait placé un certain nombre de et canons de bois bien peints pour en imposer aux ennemis. Noter que ces lettres ou plutôt les passages cités de ces lettres ont été publiés pour la première fois par le P. Cadière. Les *Nouvelles Lettres édifiantes* (VII, p. 312-327) contiennent des extraits de la lettre de Lavoué citée et d'autres du même missionnaire, mais les passages relatifs à l'action personnelle de Pigneau ont été presque tous supprimés. Même remarque pour la lettre de Le Labousse (25 avril 1797) d'où sont tirées les phrases suivantes Le roi a envoie son fils avec l'autre moitié (de sa marine) pour attaquer le Tonquin où on l'attend avec impatience. Monseigneur accompagne son royal pupille. Le roi a tout fait pour l'y déterminer. Quand il l'y a fait consentir, il lui a proposé la première place du royaume. Monseigneur lui a répondu qu'il n'était pas venu pour chercher des dignités ou des richesses; il l'a remercié. » (*ibid.*, p. 37).

En 1799, Nguyễn Ánh ayant rejoint l'armée de son fils, il alla, avec le prince et Monseigneur jusqu'aux confins de la province de Quang-ngai où on a pris trois magasins. » [638].

Enfin l'évêque fut au siège de Qui-Nhơn en 1799 ; la maladie l'emporta trop tôt pour qu'il pût voir la chute de la ville, mais le succès fut dû surtout à ses conseils. Un de ses missionnaires, compagnon fidèle des dernières années de sa vie, Le Labousse [639], ne craint pas d'écrire à propos de la prise de Qui-Nhơn « Cette conquête fameuse et toutes les victoires éclatantes qui l'ont précédée sont le fruit des sages conseils de notre prélat. S'il n'avait pas été à Qui-Nhơn , les fiers, Tây-Sơn y seraient encore. Après la prise de cette place, celle de la Cour (Hué) ne peut plus coûter [640].

Voilà des faits dont on a de sûrs témoignages ; combien d'autres restent encore dans l'ombre qui nous édifierait plus pleinement sur la grandeur du rôle de l'évêque.

Mais plus que ses travaux et toutes ses peines, une autre cause explique la réussite finale. Ses efforts eussent été moins efficaces sans nul doute s'il n'eût pas gagné l'adhésion de Nguyễn Ánh ou, en d'autres termes, si son ascendant sur le prince eût été moins grand.

Le prétendant, bien que capable de résolutions énergiques, obéissait trop aisément à une naturelle indolence; son indécision, au dire de maints témoins, recula le succès définitif de ses armes (42);

---

(42) Les lettres des missionnaires qui vivaient à ce moment en Cochinchine font souvent allusion à ce fait ; voici quelques passages tirés des *Documents* publiés par le P. Cadière. Lettre de Pierre Gire (12 janvier 1796) qui habitait dans le Sud du Quâng-binh : « Le roi légitime aurait pu, ce semble, chasser ses ennemis de tout son royaume en quelques occasions dont il n'a pas profité De Lavoué (13 mai 1795) : « Le (premier) siège (de Qui-Nhơn) traîna en longueur par la faute du roi qui se serait emparé de la place s'il avait suivi les conseils de quelques Européens qu'il avait à son service. » Liot, en1792 (18 juillet), émettait l'opinion que les Tây-Sơn opprimeraient le roi, a si ce prince ne prend pas quelques moyens extraordinaires ce à quoi il ne pense pas. « Dans une lettre de Chaigneau du 10 juin 1798, on trouve une note plutôt pessimiste : « Les affaires du roi sont toujours dans le même état. Il a encore manqué une belle occasion l'année dernière. Il a été à même de conquérir son pays très aisément. Il est arrivé chez les ennemis, qui

---

[638] Même lettre, *ibid.* On peut remarquer, aux termes employés par les missionnaires, que Pigneau de Behaine semble n'avoir assisté qu'à son corps défendant à ces diverses expéditions. Nguyễn Ánh le pressait, il se trouvait obligé, comme le dit Liot, de céder à ses instances. Mais ses scrupules devaient être assez forts pour le faire hésiter, en dépit de son attachement pour la famille royale. Le P. Cadière a vu aux archives des Missions-Étrangères une lettre adressée à la sacrée Congrégation de la Propagande (12 avril 1797) dans laquelle l'évêque traite cette question d'accompagner le prince Cảnh dans ses expéditions guerrières; il pourrait être intéressant de la connaître. On se souvient d'ailleurs des attaques dont Pigneau avait été l'objet plusieurs années auparavant pour s'être occupé de choses militaires et d'affaires politiques (ci-dessus, p. 135, note 29).

[639] Il était venu avec lui de France en 1787.

[640] Lettre de Le Labousse aux directeurs du Séminaire des Missions-Étrangères, le 1er mai 1800 *(Nouv. Lettr. édif.*, VIII, p. 167). C'est à ma connaissance, la seule lettre publiée (avant ces trente dernières années) où l'on ait laissé subsister un renseignement précis sur le rôle militaire de Pigneau sur les expéditions auxquelles l'évêque prit part ; voir le chapitre VIII ci-dessous où elles sont relatées en détail.

étaient divisés et qui ne l'attendaient du tout point, de sorte qu'il les a pris au dépourvu, mais il n'a pas su en profiter. D'après cette dernière campagne, je doute bien fort que le roi ne soit jamais maître de son pays. » Dès le début, de Guignes avait de son côté écrit au ministre : « En 1789 et 1790, si le roi de la Cochinchine l'avait voulu, il aurait reconquis sur le-champ son royaume. L'évêque d'Adran lui-même se plaint dans sa correspondance : « Notre position est encore la même que l'année dernière, écrit-il le 20 juin 1792 ; le roi n'a encore fait aucune expédition, il se prépare prochainement à en faire une ; mais on craint, comme il est déjà arrivé plusieurs fois, qu'il se contente d'en avoir eu le désir. » Pigneau alla jusqu'à menacer le prince de le quitter. « Je l'ai… pressé de terminer ses affaires, et, pour le réveiller de sa léthargie, je lui ai demandé deux fois la permission de me retirer en Europe. » Et Le Labousse donne (le 20 juin 1792) des détails sur ce projet de retour : « Vous avez sans doute déjà su que Mgr d'Adran a été sur le point de repasser en France… On n'a plus tôt su ici que Monseigneur se disposait à partir, que tout le monde a commence à crier. Tous les mandarins disaient que, si le Grand Maître (Monseigneur) s'en allait, ils devaient aussi eux-mêmes penser à leur sûreté et prendre la fuite. Le peuple menaçait d'appeler ici les rebelles, dans l'espérance d'un meilleur sort. La mère du Roi, la Reine et toute la Cour ont représenté à ce prince qu'il ne pouvait laisser partir le Grand Maître sans exposer tout le monde et, s'exposer lui-même. Il l'a bien senti. Aussi, quelques jours (après) est-il venu chez Monseigneur, où ils ont eu ensemble une très longue conversation à ce sujet, etc., et le prince a fini par dire qu'il ne pouvait consentir au départ de Monseigneur. »

---

il tergiversait, il hésitait sans cesse ; il était enclin, après des années d'orage, à jouir de l'accalmie et tout prêt à goûter la tranquillité que les Tây-Sơn lui laissaient dans les provinces du Sud; il semble qu'il se fût, par moments, trouvé satisfait de régner à Saigon, qu'il eût volontiers renoncé à de nouvelles fatigues et aux risques de l'offensive. Mais Pigneau veillait., poursuivant le but qu'il s'était tracé l'élévation du prince sur le trône de ses pères. L'intérêt de la religion, l'intérêt français le guidaient certes, mais, sans contredit, son attachement pour Nguyễn Ánh était profond. Que le prince ait su mériter un pareil dévoûment prouve qu'il n'était pas sans posséder de sérieuses qualités d'esprit et de cœur; et il faut noter que chaque fois que des différends se produisirent, c'est Nguyễn Ánh qui fit les premières ouvertures de réconciliation, montrant un abandon, une confiance bien rares chez les hommes de sa race. L'évêque savait en profiter, insufflant à son royal ami la générosité et la constance qui l'animaient lui-même, tenant en éveil un courage qui sans lui se serait peut-être laissé, sinon abattre, du moins amollir peu à peu dans une sécurité précaire, désignant le but à atteindre et calculant la chance à courir. Les qualités de fermeté et de ténacité dont le prince donna des preuves dans sa maturité, il les avait gagnées peut-être au contact de l'évêque. Dans tous les cas, cette influence morale, qui n'a pas été mise assez en lumière, fut considérable dans son action et dans ses résultats; et c'est à sa vertu surtout que furent dus les succès de la cause royale.

Pigneau ne se contentait pas d'ailleurs d'assumer un rôle de direction ; il ne négligeait pas de s'occuper de bien des détails; on connaît la lettre écrite par Nguyễn Ánh à Louis XVI et dont l'évêque fut visiblement l'inspirateur, sinon le rédacteur; il semble aussi clair que dans d'autres circonstances, il fut le conseiller avisé du prince pour ses rapports avec les représentants des nations européennes dans les mers des Indes et de la Chine, avec les gouverneurs de Macao, des Philippines, du Bengale; des lettres au roi d'Angleterre et au roi du Danemark portent aussi la marque de son génie (43).

---

(43) Voir les pièces que Louvet a extraites des archives des Missions-Etrangères et publiées pour la première fois (*op. cit.*, 1, pièces XXXI, XXXII, XXXVII à XLII, XLIV). Ces pièces ont trait principalement aux opérations commerciales et aux achats d'armes de Nguyễn Ánh ; une affaire mérite d'être signalée car elle montre avec quelle énergie le prince exigeait le respect de son pavillon. Un de ses navires, l'Armide, commandée par Barisy, ayant été capturé par une frégate anglaise, le *Non Such*, capitaine Thomas, il adressa de vives réclamations au gouverneur du Bengale et munit de ses pouvoirs Barisy et Olivier à l'effet d'obtenir devant les tribunaux anglais que réparation fût faite à son pavillon, que ses lettres et autres papiers de sa chancellerie trouvés à bord fussent restitués, que le prix du navire et de sa cargaison fût remboursé, qu'une indemnité et des dommages-intérêts lui fussent alloués. La lettre se terminait par cette phrase « Vous devez sentir que si je voulais me dédommager par la voie de compensation, j'en trouverais facilement les moyens. Il Barisy fait allusion à cette affaire dans une lettre

citée par Cadière (*Documents*, p. 44). Le nom de *Non Such* figuré dans la liste des vaisseaux qui ont mouillé tant à Whampou qu'à Macao en 1782 (H. Cordier, *la France en Chine*, p. 165); c'était un vaisseau particulier, c'est-à dire n'appartenant pas à la Compagnie des Indes.

_____

Ministre de la guerre en quelque sorte du prétendant, ministre des relations extérieures aussi, et dans toutes les occasions, ami et protecteur dévoué, avisé et ferme, voilà ce que fut l'illustre prélat auprès du prince qu'il avait recueilli malheureux et fugitif en 1776 et qu'il conduisit jusqu'aux marches du trône le plus puissant de l'Indochine orientale.

2. Nguyễn Ánh à Saigon. (1788-1789). Arrivée de l'évêque (28 juillet 1789).

On a vu Nguyễn Ánh maître de Saigon au mois de septembre 1788 et c'est à ce moment à peu près qu'arrivèrent les premiers Français recrutés par l'évêque d'Adran- L'annonce du secours qu'ils apportaient à Nguyen Ánh — dont l'importance fut certainement exagérée — dut avoir parmi les Annamites un retentissement considérable. Dans une proclamation adressée à ses peuples en 1792, le chef Tây-Sơn disait pour les rassurer Ne soyez pas assez crédules pour ajouter foi à ce qu'on dit des Européens. Quelle peut être l'habileté de pareils hommes ? Ils ont des yeux de serpents verts et vous ne devez les regarder que comme les cadavres flottants jetés sur ces côtes par les mers du Nord [641]. »

Mais en 1788, les frères Tây-Sơn ne songeaient pas à la Cochinchine; ils conquéraient le Tonkin, comme on le verra [642], et l'ambition les dressait l'un contre l'autre. C'est au mois de décembre de cette année que le troisième frère se proclama empereur à Hanoi, tandis que Nhac s'enfermait à Qui-Nhơn , n'osant plus entrer en lutte ouverte contre son frère et ruminant de vains projets de vengeance. A l'abri dans la citadelle de sa capitale, il ne se souciait guère d'en sortir, craignant en effet que pendant son absence, l'ennemi du Nord ou celui du Sud ne vînt piller les trésors qu'il avait accumulés [643].

Nguyễn Ánh pouvait être tranquille, momentanément au moins; et il n'est guère signalé, dans les *Historiographies*, pour les derniers mois de 1788 et les premiers de 1789, que des expéditions de minime importance ; la seule qui paraît avoir nécessité quelques efforts eut pour objet la réduction de Pham-van-Sâm, le général Tây-Sơn qui, après la prise de Saigon s'était retiré, comme on se le rappelle, à Bassac. Il fut obligé de se soumettre au cours de la 1er lune (26 janvier-24 février 1789) après la défection de plusieurs de ses officiers [644].

Le prince sut bien employer le répit dont il jouit, si l'on en croit du moins ses historiographes. Voici un résumé de ce qu'ils racontent pour cette période [645]. Afin d'obtenir une vue aussi exacte que possible de la situation, il faudra tenir compte d'un certains parti pris de louange chez les écrivains officiels ; on rapprochera, d'autre part, de leur récit les renseignements, peu nombreux à la vérité, que nous ont laissés les Européens vivant alors en Cochinchine. Nguyễn Ánh, par d'habiles mesures, s'efforça de donner la sécurité aux habitants des provinces conquises et de

[641] La plus ancienne traduction de cette proclamation se trouve, dans les *Nouv. des Miss. Or.*, 1793-6, p. 142; La Bissachère dit l'avoir traduite (*Arch. Aff. étr.*Asie, 21) ; elle porte la date du 10e jour de la 7e lune de la 5e année Quang-trung, soit 27 août 1792. Bouillevaux la reproduit et lui donne la même date (*op. cit.*, p. 395). Louvet l'a aussi publiée (*op. cit.*, 1, p. 539), mais l'a datée de la 5e lune.

[642] Ci-dessous, chap. VIII, § 1.

[643] Voir Cadière, Documents, p. 32.

[644] Cf. *Historiographies*, I, 19, et II, 6-7; *Description* (trad. Aubaret), p. 62-63. Ces deux ouvrages disent que Nguyễn Ánh prit lui-même la conduite des opérations ; il n'est pas question de ce fait dans les biographies du prince Hôi (IV, 4), de Vu Tinh (VI, 3), de Nguyễn-vân-Truong (VIII, 3) et de Lê-vân-Quân (XXVII, 4), qui furent tous de l'expédition.

[645] *Historiographies*, III et IV; pour éviter de multiplier les références, voici l'indication des articles les plus importants impôts et taxes (III, 17; IV,1, 2, 3, 12); justice (III, 20, 23, 24); interdiction du jeu recrutement, armée (III, 21; IV, 9, 10, 11, 14); conduite vis-à-vis des lettrés (III, 23); agriculture (IV, 8).

gagner leur affection; il fit placer, suivant la coutume ancienne, une urne à la porte due sa demeure pour recevoir les plaintes ; il réglementa l'administration de la justice et fixa la hiérarchie judiciaire; il interdit le jeu et porta des peines très sévères contre les délinquants il protégea l'agriculture, fit prêter des buffles aux villages que la guerre avait ruinés, interdit l'exportation du riz; il tâcha d'attirer les lettrés par des exemptions d'impôts et de corvées, encouragea les étudiants à reprendre les travaux interrompus, promit de rouvrir les examens officiels.

Pour l'organisation des impôts et le recrutement des troupes car il lui fallait bien trouver dans le pays les ressources et les soldats dont il avait besoin il parait avoir usé de quelques ménagements [646]. Il n'exigea pas le paiement des taxes en retard; il fit établir. de nouveaux rôles et accorda des exemptions d'impôts aux malheureux qui durent cependant s'acquitter des corvées; les Chinois furent inscrits sur des listes spécial;;s; les navires de Chine eurent à acquitter des droits nouveaux. Il adressa à ses sujets cette proclamation Il Les soldats sont utiles pour défendre le peuple et je désire que vous puissiez vivre en paix. Mais les rebelles ne sont pas détruits et mes troupes sont encore bien faibles: Les habitants des villages devront se faire inscrire et les plus robustes seront choisis pour être soldats. Quand la guerre sera terminée, ils pourront rejoindre leurs villages. Comprenez bien que votre intérêt seul me guide et que je ne vous veux aucun mal. » Mais il fixa des punitions pour les réfractaires et décida que, parmi les Annamites qui avaient servi les Tây-Sơn, il faudrait enrégimenter ceux qui voudraient être soldats et porter sur les rôles des villages ceux qui voudraient travailler la terre; quant à ceux qui refuseraient et de servir et de travailler, ils seraient mis à mort. Les notables furent chargés, sous leur responsabilité, de veiller à l'exécution de cet ordre.

Il prit d'autres mesures encore pour se préparer à la reprise des hostilités. Il construisit des jonques de guerre, établit des fortifications aux lieux convenables; il acheta aux navires étrangers toutes leurs marchandises quand elles pouvaient servir à la guerre, fer, cuivre, plomb, soufre; il fit fondre des canons de campagne il reçut de Macao des munitions et des armes qu'il fit placer dans les magasins ou distribuer aux soldats; il exerça ses troupes par des manœuvres fréquentes sous la direction des instructeurs qui lui étaient arrivés.

Depuis dix mois environ, il était occupé à ces travaux pacifiques et guerriers lorsqu'enfin lui fut annoncé le retour de Pigneau et du prince Cảnh.

La *Méduse*, désignée par Conway pour porter en Cochinchine le jeune prince annamite et l'évêque, était partie de Pondichéry le juin 1789 sous le commandement du capitaine de vaisseau de Rosily [647]. Se trouvaient aussi à bord un parent du prince; ses quatre pages, Paul, Gilles, Barthélemy et Nam quatre missionnaires, Boisserand, Pilon, Tarin et Leblanc; divers domestiques

[646] La modération que les textes annamites attribuent à Nguyễn Ánh ne fut pas sans défaillances, si l'on en croit de Guignes dont les informations devaient provenir de la procure des Missions-Etrangères de Macao, elle-même renseignée par les missionnaires de Cochinchine. Dans la dépêche au ministre; du 29 décembre 4791, de Guignes conte en effet que le roi, ayant reçu un plan de ville fortifiée d'Olivier et de Le Brun, voulut tout de suite « en faire bâtir une, quoique cela exigeât un temps plus favorable. Il fallut alors vexer le peuple, abattre des maisons et occuper 30000 hommes pour fortifier une place où le roi espérait se retirer en cas de revers. Le peuple et plusieurs mandarins se sont soulevés ; MM. Olivier et Le Brun ont couru des dangers comme les auteurs du projet. M. l'évêque d'Adran, en les retirant chez lui, les a délivrés de tout accident. Cependant le calme est revenu, le roi ayant licencié ses troupes et permis à tout le monde de semer du riz. On espère une bonne récolte ; alors le peuple ne se plaindra plus. »

[647] Le capitaine de vaisseau de Tanouarn, qui la commandait au départ de France, avait débarqué à l'Ile de France pour cause de maladie et Rosily l'avait remplacé. François-Etienne Comte de Rosily-Mesros, né à Brest le 13 janvier 1748, embrassa de très bonne heure la carrière maritime à laquelle appartenait déjà son père; en 1782, passa dans l'Inde et commanda la *Cléopâtre* ; Suffren lui donna ensuite une division de vaisseaux et de frégates à commander; les années suivantes, parcourut les mers de l'Inde et de la Chine. Revenu en France, au moment de la Révolution, fut nommé en 1795 directeur général du Dépôt de la marine; vice-amiral en 1796, commanda avec le titre d'amiral les forces réunies de France et d'Espagne de 1805 à 1808 fut, après la Restauration, membre du Bureau des Longitudes, directeur général du Dépôt des cartes et plans de la marine; mort le 12 janvier 1832.

et cuisiniers européens au service de l'évêque. D'après les *Historiographies* [648], deux autres Français, Nguyễn-van-Thang et Nguyen van-Chan, auraient aussi accompagné le prince Cảnh à ce moment. L'erreur est manifeste en ce qui concerne le premier nom, qui est celui de Chaigneau ; on sait en effet que cet officier n'arriva en. Cochinchine qu'en 1794. Mais pour le second, qui désigne Vannier, l'indication du document annamite est à retenir. Il est fort possible que Vannier fût au nombre des auxiliaires arrivés en même temps que l'évêque d'Adran. Et s'il est permis de faire ici une hypothèse, peut-être commandait-il un des deux navires qui allaient de conserve avec la *Méduse*. L'autre devait être commandé par Dayot [649].

La frégate et les deux bâtiments affrétés mouillèrent le 11 juillet à Malacca, d'où il fut remis à la voile des le surlendemain. La relâche aurait dû être plus longue, car il y avait à prendre à Malacca un chargement vraisemblablement destiné à Nguyễn Ánh. Mais des renseignements venus de Macao et trouvés à Malacca mettaient l'évêque en garde contre les agissements d'un Anglais nommé Cox, et Pigneau crut opportun de hâter son arrivée auprès du prince [650].

Après un court séjour à Poulo Condore (19-23 juillet), la *Méduse* jeta l'ancre dans la baie Saint-Jacques le 24 juillet (3^{e} jour du 6^{e} mois).

Nguyễn Ánh avait envoyé le prince Hôi avec un détachement de troupes pour faire honneur aux nouveaux arrivants; le prince se porta à Cân-trù, à l'entrée de la rivière de Saigon.; on peut supposer qu'Olivier et les Français venus avec lui s'étaient joints à Le débarquement s'effectua le 28 juillet [651], et bientôt, après une séparation de quatre années, le prétendant reçut avec des transports de joie son fils Cảnh et son fidèle ami, l'évêque Pierre.

CHAPITRE VIII

LE TRIOMPHE DES NGUYỄN

1. Les Tây-Sơn en Cochinchine et au Tonkin (1786-1790).

Depuis que Nguyen Van-Nhac, maître de la plus grande partie du territoire des Nguyễn, s'était proclamé roi et avait pris un titre de période [652], pendant que l'héritier des

---

[648] Liv. IV, 15-16. Nguyễn Ánh, dit le texte, les accueillit, leur donna le titre de cai-dôi (commandant d'une compagnie) et leur octroya (? un traitement de) mille ligatures.

[649] Que les historiographes auraient plus tard pris pour Chaigneau ; la supposition est d'autant plus vraisemblable que les rédacteurs des *Biographies* font la même confusion « Le roi nomma Dayot Chan et Vannier Thang (part. princ., XXVII, 8).

[650] L'hypothèse est de Faure (*op. cit*., p. 203) et elle est fort plausible; elle s'étaie sur des faits relatés par de Guignes (lettre aux Affaires Etrangères du 1er décembre 1789) « Un Anglais du nom de Cox, ci-devant marchand de pendules à Canton, est armateur d'un petit vaisseau à deux mâts, parti de Londres au commencement de 1789 et arrivé à Macao la présente année, après avoir fait escale à Malacca tout le mois de juillet. On ignore pour le moment ce qu'il doit faire, mais il prend tous ses renseignements pour la Cochinchine. » Averti d'autre part que les Hollandais et Cox cherchaient à se procurer à Macao des plans des rivières de Cochinchine », de Guignes essaya de les en empêcher, mais n'y réussit pas. « J'ai donc employé la dernière ressource, poursuit-il, celle de prévenir M. l'évêque d'Adran et de l'instruire des projets des Hollandais et de M. Cox. »

[651] Faure, rôles d'équipages, op. cit. p. 243. L'Atlas de Dayot, tel qu'il se trouve au Dépôt des Cartes et Plans de la Marine, contient soùs le la rivière de Saigon dressé justement par Rosily, et où se trouve indiqué « *un bras de la Méduse*. »

[652] En 1778; voir ci-dessus, p. 127.

seigneurs de Cochinchine, tour à tour fugitif ou combattant, vivait au Siam ou reprenait la campagne, des événements importants avaient eu lieu dans la Cochinchine propre et au Tonkin.

Dans l'empire des Lê, le chúa Trịnh Sum, peu de temps avant de mourir, avait nommé héritier présomptif son jeune fils Trịnh Can, enfant de cinq années à peine, au détriment d'un autre fils, âgé de vingt ans, nommé Trịnh Khài. Dès que le chua, eut disparu (9e lune, 7 octobre-5 novembre 1782), Trịnh Can et sa mère, désignée comme régente, furent écartés par les partisans de Trịnh, Khâi qui portèrent ce prince au pouvoir. Lê Hiên-Tôn consacra ce changement en décorant Trịnh Khâi du titre de Vuong, comme il l'avait fait pour Trịnh Can. Mais l'union ne s'établit pas à la cour; les factions adverses continuèrent à se déchirer et ni le nouveau Vuong, ni le vieux souverain, qui occupait le trône depuis plus de quarante ans, n'avaient assez d'énergie et de réelle puissance pour imposer leur autorité et faire régner autour d'eux l'ordre et l'harmonie. L'un et l'autre, le successeur des Lê comme celui des Trịnh, vont disparaître bientôt devant un ennemi surgi des provinces méridionales.

Nguyễn Van-Nhac, depuis qu'il tenait de la faiblesse de Trịnh Sum le gouvernement du Quảng-nam, avait les yeux fixés sur la capitale des Nguyen encore occupée par les Tonkinois et qu'il aurait voulu joindre à ses conquêtes. Instruit des désordres de la cour de Hanoi, averti d'autre part que la discorde régnait entre les représentants des Trịnh à Huê, il pensait que l'occasion favorable depuis longtemps attendue était proche, quand un dernier événement le décida à l'action [653].

Un officier tonkinois, Nguyễn-hữu-Trịnh, qui avait servi sous les ordres du général Hoàng-ngu-Phuc et qui connaissait l'aîné des Tây-Sơn pour avoir été envoyé en mission auprès de lui par son chef, vint trouver Nhac et lui offrir ses services. Il possédait maints renseignements sur l'état de la capitale et sur les dispositions prises par l'armée d'occupation; Nhac put donc établir de concert avec ce transfuge un plan de campagne. À la tête de la flotte, il plaça son frère Nguyễn Van-Lu ; les troupes de terre furent mises sous les ordres de son gendre Vu-van-Nhơn et de Nguyễn-hữu-Trịnh ; Nguyễn Van-Huê fut nommé général en chef.

Huê, disent les *Biographies*, avait une voix vibrante comme le son de la cloche et un regard brillant comme l'éclair ; il était plein d'intelligence et fort habile dans l'art de la guerre, il se trouvait toujours au premier rang des combattants et savait maintenir la discipline parmi ses soldats. Il conduisit l'armée de terre à travers le Hải-vân (Col des Nuages) et ordonna à la flotte de remonter la rivière. À cette époque (juillet 1786), les eaux étaient hautes et les grosses jonques purent arriver jusqu'aux murailles de la citadelle : la ville fut ainsi attaquée simultanément par terre et par eau avec la plus grande vigueur. Le général tonkinois Pham-Ngo-Câu réunit ses soldats et ordonna à son lieutenant Hoàng-dinh-Thê de faire une sortie pour tenir l'ennemi en respect. Thé se comporta avec autant de bravoure que d'habileté et fit perdre beaucoup de monde aux assaillants. Mais, par un stratagème, Huê réussit à persuader Câu que Thê voulait le trahir et lorsque celui-ci, ayant épuisé ses munitions, en fit demander à son chef, il n'en put obtenir ; il continua néanmoins, monté sur son éléphant, à encourager ses soldats et à combattre avec ardeur ses deux fils furent tués sous ses yeux et, quand il se vit débordé de toutes parts, il se coupa la

[653] Le livre XXX des *Biographies* (partie principale), consacré à l'histoire des Tây-Son, a été largement mis à contribution dans la rédaction de ce paragraphe, car il constitue la source la plus importante que nous possédions pour l'histoire des faits qui vont être relatés. Ses données se trouveront parfois heureusement complétées par des extraits de lettres de missionnaires vivant en pays d'Annam à cette époque; sur certains points particuliers, des livres chinois seront mis à contribution (d'après Devéria, *Histoire des Relations de la Chine*). On sait que les *Biographies* sont entièrement l'œuvre de rédacteurs dévoués aux Nguyễn (le manuscrit, préparé et établi sur l'ordre de Tu-duc, fut publié en 1889 à la demande des historiographes du royaume) et l'on pourrait craindre qu'ils n'aient été portés à présenter les faits sous un jour uniquement défavorable aux Tây-Son. Il n'en est pas ainsi cependant ; en de très rares passages se révèle l'esprit de partialité, et la valeur historique du document n'en est que plus grande. Il faut noter que si l'ainé des Tây-Son y paraît surtout doué du génie de l'astuce et de la ruse, s'y avère cruel, obstiné et prêt à tout pour atteindre la fin qu'il se propose, — son frère Hué, sans beaucoup plus de scrupules, y prouve de solides qualités militaires et y fait figure de chef énergique et habile, même de souverain digne du trône. Etait-il bien dans les intentions des rédacteurs de le représenter ainsi ?

gorge, ne voulant pas être fait prisonnier. Huê pénétra dans la citadelle et y fit un véritable carnage; les quelques centaines de soldats qui s'y trouvaient furent massacrés sans pitié ; Câu fut pris, couvert de chaînes et envoyé à Qui-Nhơn [654].

« De tous ceux (les Tonkinois) qui étaient à Phu-Xuân, dit une lettre du temps, soit grands mandarins, soit soldats, aucun n'a pu s'en échapper. Ils ont fait un carnage que je ne saurais vous exprimer [655]

Maître de la capitale, Nguyen Van-Huê ne s'y attarda point ; il la laissa à la garde de son frère Lu et poursuivit sa route vers le Nord ; il chassa des forteresses les garnisons des Trịnh et occupa le Quang-tri et le Quâng-binh ; mais il ne comptait pas pousser jusqu'au Tonkin, ce qui eût été contraire aux ordres de Nhac. Nguyễn-hữu-Trịnh fit tous ses efforts pour l'y décider il invoqua l'autorité du *Tch'ouen-ts'ieou* [656] :« Désobéir est peu de chose ; gagner la bataille, c'est tout. » Il montra qu'il fallait savoir profiter de la victoire et parfaire l'œuvre entamée, que les officiers tonkinois étaient négligents, que la nouvelle de la prise de Hué, la capitale, et de la marche en avant des Tây-Sơn remplissait de terreur habitants et soldats. Il fit entendre enfin, répondant aux objections de Huê qui regardait le Tonkin comme la propriété des Lê, que les Trịnh avaient, en réalité, usurpé le pouvoir, que le peuple et le souverain légitime supportaient avec impatience leur tyrannie, que personne cependant n'osait les combattre et que ce serait œuvre méritoire de les punir. Le cadet des Tây-Sơn se fût sans doute contenté de prétextes ; tant et de si bonnes raisons le déterminèrent à passer outre aux ordres de son frère.

Il ordonna à Nguyen-huu-Trịnh de se porter en avant ; parvenu au fleuve, à la hauteur de Vi-hoàng [657], il les signalerait en allumant un grand feu. Trịnh traversa sans coup férir le Nghê-an et le Thanh-hoa ; lorsqu'il parvint à Vi-hoàng, les Tonkinois s'enfuirent devant lui sans combattre ; il s'empara d'immenses approvisionnements de riz [658]. Au signal convenu, les jonques de Huê, poussées par un vent favorable, avancèrent rapidement au grand effroi des populations. Trịnh Khâi envoya aussitôt au Son-Nam, sous les ordres de Trịnh-tu-Quyên, des troupes fraîches qu'accompagnent des jonques de guerre. Mais, sa jonction avec Nguyễn-hũu-Trịnh étant opérée, Huê continue sa marche, se heurte à Trịnh-tu-Quyên qu'il défait en un violent combat ; « les boulets de canon (des jonques) volaient dans l'air ; ils fauchèrent même les arbres les plus vieux », dit notre texte. Le gouverneur du Son-Nam, à la nouvelle du désastre, abandonna sa province ; mais Huê ne songeait pas à s'arrêter. Il mit en fuite une nouvelle armée commandée par un vieux serviteur des Lê, Hoàng-phùng-Cơ ; il culbuta les troupes à la tête desquelles s'était mis Trịnh Khâi en personne dans un dernier effort pour barrer à l'envahisseur le chemin de la capitale. Il pénétra enfin dans la citadelle d'Hanoi le 21 juillet 1786.

Trịnh Khâi s'était enfui à Son-tây ; capturé par les habitants qui voulaient le livrer aux Tây-Sơn, il se suicida pour ne point tomber vivant entre les mains de son ennemi. Sa dépouille fut portée à Nguyễn-Huê et celui-ci, fort habilement, ordonna que les honneurs funèbres dus aux princes lui fussent rendus.

En entrant victorieux dans la célèbre citadelle où s'étaient succédé tant de souverains, Nguyen van-Huê fit prévenir Lê Hien-Tôn qu'il irait le lendemain lui offrir son hommage.

L'entrevue fut cordiale. « Je suis venu punir ces Trịnh qui vous tourmentaient, dit le Tây-Sơn, et le Ciel, qui vous protège, m'a permis d'abattre leur puissance.

– Non, répliqua le souverain, la victoire que vous avez remportée n'est due qu'à votre mérite.

« Ma seule ambition a été de vous servir » répondit Huê et il ajouta plein d'humilité. La protection du Ciel est manifeste les vents m'ont été propices en dépit de la saison et les crues ne m'ont pas arrêté. »

---

[654] C'est le récit des Biographies, XXX, 18 et 19.

[655] CADIÈRE, *Documents*, p. Lettre de M. La Bartette du 23 juin 1786.

[656] Ouvrage classique chinois; le fait est significatif, car il parait révéler en ces chefs des lettrés.

[657] C'était le nom du chef-lieu de la province du Son-nam inférieur, aujourd'hui village de Vi-xuyên, au Nord de Nam-dinh.

[658] Voir, sur la première partie de cette campagne, une intéressante lettre publiée par CADIÈRE, *Documents*, p 9, 10.

Le Hiên-Tôn dit encore quelques paroles de politesse, puis le thé fut servi et Nguyễn-Huê prit congé.

Nguyễn-hữu-Trịnh lui fit comprendre qu'il serait de bonne politique, pour ramener la tranquillité dans le pays, de faire publiquement connaître ses intentions. Huê, trouvant le conseil bon, demanda à Lê Hien-Tôn de le recevoir en cérémonie ; le 7 de la 7e lune, jour faste (31 juillet), il vint avec ses compagnons d'armes dans la salle des audiences solennelles ; il se prosterna cinq fois devant le souverain et proclama qu'il avait anéanti les Trịnh parce qu'ils avaient usurpé l'autorité des Lê. A la suite de cette manifestation, Lê Hien-Tôn conféra les titres de généralissime et de grand-duc au vainqueur des Trịnh, mais celui-ci, en quittant le palais, dit à son confident Nguyen-huu-Trịnh : « Que m'importent ces titres ? Le souverain s'imagine-t-il m'honorer ? Qui m'empêcherait, si je le voulais, de me proclamer roi ou empereur ? Mais le moment n'est pas encore venu. »

Pour lui mieux inspirer de l'attachement, Le Hien-Tôn, sur le conseil de Nguyễn-hữu-Trịnh lui donna alors en mariage la princesse Ngoc Hâu, mais il ne put constater l'effet de cette mesure qui faisait entrer le chef Tây-Sơn dans l'illustre famille des Lê. Le souverain, chargé d'années, atteint déjà d'une maladie grave, mourut en effet dans une nouvelle crise quelques jours plus tard, le 10 août 1786, deux mois après Trịnh Khai.

Au jour des funérailles, Huê, vêtu d'habits de deuil, occupa la place d'honneur dans le cortège, qu'il accompagna jusqu'au fleuve[659] .

Le successeur de Lê Hiên-Tôn fut un de ses petits-fils, Duy-ki, déjà héritier présomptif [660]. La princesse Ngoc Hâu avait d'abord été opposée à son accession au trône, mais elle y consentit sur la demande instante des membres de la famille royale, et son époux Nguyễn-Huê approuva le choix qui avait été fait.

Pendant que ces événements se passaient dans la capitale du Tonkin, Nguyễn Van-Nhac, mécontent de voir ses ordres méprisés, inquiet aussi des succès de son frère, s'était décidé à l'aller rejoindre [661]. Lorsqu'il fut proche de la capitale, Lê Duy-ki alla au devant de lui avec sa cour. Mais l'aîné des Tây-Sơn continua son chemin sans daigner s'arrêter et fit dire au souverain qu'il irait plus tard se présenter devant lui. Lê Duy-kì jugea préférable de ne point attendre cette visite et se rendit en personne au camp du chef Tây-Sơn. Nhac ordonna à son frère Huê d'aller recevoir à l'entrée le souverain du Tonkin et, quand celui-ci eut été introduit, Nhac le mit à sa droite et mit à sa gauche son frère, prenant ainsi pour lui la place d'honneur.

Lê Duy-kì parla avec douceur et offrit à Nhac de lui céder quelques préfectures pour récompenser ses soldats. L'aîné des Tây-Sơn, âme désintéressée, répondit « Si je suis venu au Tonkin, ce n'est que pour mettre fin aux empiétements des Trịnh sur l'autorité souveraine mais je ne veux pas un pouce de terrain. Je ne demande à l'empereur que de gouverner avec fermeté afin que la paix règne dans ses États. Cette solennelle affirmation rassura les esprits ; on n'avait pu croire en effet, dans l'entourage de Lê Duy-kì, que Nhac fût venu sans mauvaises intentions.

Au bout d'un mois [662], les deux frères quittèrent la capitale. En traversant le Nghê-an, ils décidèrent de garder cette province et y laissèrent garnison sous les ordres d'un officier de Nhac nommé Tuê et de Nguyễn-hữu-Trịnh qui reçut en outre, pour récompense de ses services, vingt onces d'or et deux cents onces d'argent. Mais Nguyễn-Huê, pensant qu'un traître pouvait trahir de nouveau, chargea quelques-uns de ses fidèles de le surveiller.

---

[659] L'inhumation devait se faire dans la province de Thanh-hoá, comme pour la plupart des ancêtres du souverain. Les *Biographies* racontent que pendant la cérémonie, Huê voyant un mandarin rire le mit à mort sans forme de procès.

[660] Jusqu'à la fin de l'année courante février 1787) Lê Duy-ki conserva le titre de période de son grand-père, Cảnh-hưng ; il ne prit qu'à partir du premier jour de l'année suivante un nouveau titre, celui de Chiêu-thông. On le voit appelé par certains auteurs Lê Chiêu-thong. La période chiêu thông dura deux ans.

[661] Il était entré solennellement à Hué le 31 juillet 1786. Lettre de La Bartette, in CADIÈRE, *Doc.* p. 15.

[662] Notice sur Huê ; d'après la notice sur Nhac, l'aîné des Tây-son « resta à Long-thành (Hanoi) quelques jours » Le fait en lui-même est sans grande portée ; voir *Biographies*, XXX, p. 13 et 14.

Nguyễn Van-Nhac, constatant que son frère cadet, fier de ses succès militaires, montrait plus que des velléités d'indépendance, crut sage de procéder à un partage des territoires conquis. Au cours de la 5e lune [663], soit 17 mai-14 juin 1787, il remit à Nguyễn-Hué les provinces s'étendant de Hai-vân (Col des Nuages) vers le Nord (soit approximativement de la frontière septentrionale du Quâng-nam au Nghê-an inclus) avec le titre de *Roi pacificateur du Nord*, Bac Binh Vuong ; à Lu, il attribua les provinces du Sud (Basse-Cochinchine) avec le titre de *Roi ordonnateur de l'Est*, Đông Đinh Vương. Enfin, il prit pour lui les provinces du Quang-Nam au Binh-dinh avec Qui-Nhơn comme capitale et se donna le titre d'Empereur du Centre, Trung-ương Hoàng-đế.

Mais ce partage ne satisfaisait pas Hué il aurait désiré voir le Quang-Nam placé sous sa loi et il en voulait à son frère d'avoir gardé par devers lui les trésors des Trịnh dont il s'était lui-même, Hué, emparé à Hanoi. Avant d'en venir aux armes, il commença contre Nhac une sorte de campagne d'opinion il fit faire des pamphlets où les crimes de son frère étaient énumérés ; où il le traitait de hyène, de chacal, de chien, de porc. Nhac, enflammé de colère, formait une armée pour combattre son frère, quand celui-ci, le prévenant, arriva à la tête de soixante mille hommes [664]; il fut bientôt à Qui-Nhơn qu'il investit aussitôt. Le siège dura plusieurs mois ; Huê fit élever tout près des murs une énorme butte de terre sur laquelle il hissa des canons et d'où il bombardait la citadelle. Une armée de secours, envoyée de Gia-dinh pour débloquer la ville, fut mise en déroute dans le Phu-yên. Nhac, désespérant de la victoire, monta sur le mur de la citadelle, appela Huê et s'écria :

« Des frères sont ainsi que la peau et la chair ; comment as-tu le cœur d'en vouloir à ma vie? »

Les deux frères se regardèrent en pleurant, disent les biographes, puis ils commencèrent à discuter des conditions de paix. Huê obtint tout ce qu'il voulait et la frontière Nord du territoire de Nhac fut fixée au Quang-ngai. Mais la paix conclue, les deux frères se méfièrent l'un de l'autre et chacun d'eux se tint sur ses gardes. Nguyen Van-Nhac n'eut plus le loisir de songer à Gia-dinh et nous avons vu que Nguyễn Ánh sut profiter de ce que la situation offrait pour lui de favorable.

Cependant, à Hanoi, peu de temps après le départ des Tây-Sơn, un membre de la famille Trịnh avait reparu prétendant occuper auprès du souverain la place qu'avaient tenue ses aïeux [665]. C'est un fils de Trịnh Giang (mort en 1740) nommé Trịnh Phùng. Lê Duy-kì ne lui donna d'abord que le titre de grand-duc mais, bientôt, incapable de résister à ses exigences, lui conféra la dignité de Vuong. Trịnh Phùng abusa de cette faiblesse ; il empiéta tellement sur les prérogatives royales que Lê Duy-ki envoya un messager auprès de Nguyễn-hữu-Trịnh pour lui demander son aide.

Nguyễn-huu-Trịnh, ainsi que l'avait prévu le cadet des Tây-Sơn n'avait eu à peine, ses maîtres loin de lui, qu'une idée se rendre indépendant au Nghê-an. Il n'avait pas eu de peine à tourner contre Hué et à gagner à sa propre cause l'officier de Nhac, Tuê, qui avait été laissé avec lui à la tête des troupes. Ils élevèrent des fortifications au Hoành-son, ce *mont transversal* qui eut un si grand rôle lors des démêlés entre les Trịnh et les Nguyen et ils fixèrent leur frontière au Sông-Gianh. Huê se trouvait à ce moment en pleine lutte avec son frère ; ne pouvant châtier lui-même les coupables, il donna l'ordre à Vu-van-Nhon, alors en garnison à Dông-hôi, d'aller au Nghê-an

---

[663] La date est donnée par le *Miroir*: cf. CADIÈRE, *Liste*, p. 29. Les *Biographies* ne datent pas le fait.

[664] Lettre de M. Doussain, 6 juin 1787 (Cadière, *Documents*, p. 19). Huê, d'après le même missionnaire, avait déjà perdu la moitié de son monde deux ou trois mois après son entrée en campagne. « Ce qui prouve qu'il n'est pas bien dans ses affaires, c'est qu'il exige que tout le monde parte pour la guerre. Que de maux! Que de misères ! » Un autre missionnaire (*ibid*., p. 17), écrivaot à peu près à la même époque, donne d'autres détails Nous n'entendons que des nouvelles de mort. Je viens d'apprendre que des Cochinchinois de nos provinces septentrionales sont placés à l'avant-garde de l'armée du jeune rebelle. Quoique son frère l'ait repoussé par trois fois, on ne sait encore qui de l'assiégeant ou de l'assiégé aura le dessus. On signifie nouvellement un ordre de prendre les jeunes garçons depuis la quinzième année commencée. Voir aussi une lettre de M. Labartelle (*Nouv. Lett. édif.*, VII, p. 2, 3) « Ils (Nhac et Huê) se battent depuis trois mois. Une grande partie du peuple qui suivait, le plus jeune a péri. » Quelles saignées imposaient au peuple annamite toutes ces guerres civiles !

[665] Trịnh Khai meurt à la 6e lune (26 juin-24 juillet); Trịnh Phùng vient auprès de Lê Duy-ki à la 9e lune (22 octobre-20 novembre), l'interrègne des Trịnh ne dure donc que trois mois environ.

s'emparer de Tuê. Mais celui-ci s'enfuit vers le Sud par la route des montagnes sans attendre l'arrivée de Vu-van-Nho. Quant à Nguyễn-huu-Trịnh, aux reproches de l'envoyé de Hué, il ne répondit que par des dénégations et des protestations II n'avait jamais songé à trahir le cadet des Tây-Sơn. »

Ce fut à ce moment, semble-t-il, qu'il reçut l'appel de Lê Duy-ki et qu'il se hâta d'y répondre une intervention victorieuse au Tonkin lui promettait plus d'avantages encore que son indépendance réalisée dans la province du Nghê-an. Il arriva près de Lê Duy-ki et prit aussitôt le commandement de l'armée royale ; il marcha contre Trịnh Phùng, défit en plusieurs rencontres les troupes qu'il avait rassemblées et le harcela sans relâche; Trịnh Phùng, cependant lui échappa. Mais on ignore ce qu'il devint ; à partir de cette époque, il ne reparaît pas et les textes ne mentionnent plus son nom. On ne sait donc pas comment ne finit le dernier des Trịnh, l'héritier des chúa du Tonkin.

Ces faits se passaient au cours de la lune (18 avril-16 mai 1787) ; Nguyễn-Huê combattait encore à Qui-Nhơn . Aussi Nguyễn-hữu-Trịnh donnât-il sans crainte à Lê Duy-ki le conseil de dépêcher au chef Tây-Sơn des délégués chargés de demander la restitution du Nghé-an. La colère de Hué, à cet affront, fut extrême. Il fit incontinent jeter les envoyés en prison. Il n'osa les tuer de peur d'être taxé de cruauté ; mais il ne voulait pas les laisser vivre de peur qu'ils n'apportassent au Tonkin des renseignements sur sa situation. Après avoir balancé, il prit un moyen terme il leur permit de repartir, mais fit en sorte que la jonque sur laquelle ils furent embarqués chavirât pendant le voyage ; tous furent noyés.

La paix faite avec son frère, il revint à Hué, sa capitale, et dit à ses amis Nguyễn-hữu-Trịnh est un misérable ! Voilà qu'il devient le maître au Tonkin, qu'il se vante d'être le général des Lê, qu'il veut me ravir le Nghê-an Après les bienfaits qu'il a reçus de moi! Si je ne le mets pas à mort pour faire un exemple, que pensera-t-on de ma puissance?

Il envoya des renforts à Vu-van-Nhon sous les ordres de Ngô van-So et de Pham-van-Lan. Une première rencontre avec les Tonkinois eut lieu au Thanh-hoa ; So, par une marche dans les montagnes, tourna leur armée et il la mit en déroute. Nguyễn-huu-Trịnh, à l'annonce de l'arrivée des Tây-Sơn, avait fait partir des troupes pour soutenir la garnison du Thanh-hoa; elles arrivèrent trop tard, se heurtèrent à Nhon qui les tailla en pièces. Nguyễn-huu-Du, fils de Trịnh, se présenta alors ; il fut à son tour battu.

La panique se met dans la capitale à la nouvelle de ces échecs répétés ; Lê Duy-ki, Nguyễn-hữu-Trịnh quittent Hanoi. Les soldats de Vu-van-Non pénètrent nuitamment dans la citadelle sans rencontrer de résistance.

Pour obéir aux ordres de Huê qui voulait qu'on se saisît de la personne de Nguyễn-huu-Trịnh, un officier se lança à la poursuite du fugitif, l'atteignit, livra combat ; Nguyễn-huu-Du fut tué et son père, tombé de cheval, se fit prendre. Il fut immédiatement ramené à la capitale où Vu-van-Nhon le fit couper en morceaux, digne châtiment de ses trahisons.

Nguyễn-Huê, qui avait rejoint ses généraux à Hanoi, fit appel aux mandarins de Lê, réorganisa l'administration, protestant que son intention n'est pas d'annexer le Tonkin « Lê Duy-kì, dit-il, avait été mis sur le trône par ma volonté ; mais c'était un homme timide et sans énergie ; sa faiblesse a causé les calamités qui désolent le pays. S'il revient, sa présence provoquera de nouveaux troubles. Aussi laisserai-je mon général Ngô-van-So pour maintenir l'ordre. » Puis, après avoir prêché l'harmonie entre officiers et fonctionnaires, il partit.

Mais Lê Duy-kì avait pu passer la frontière et s'était rendu en Chine. Il implora l'empereur pour qu'il l'aidât à reconquérir son royaume. Lorsque les Chinois entrèrent[666] au Tonkin, So battit prudemment en retraite devant des forces supérieures [667] et fit informer Huê de ce qui arrivait. Celui-ci, alors, n'hésite plus ; il avait déjà publié la déchéance de Lê Duy-kì ; le 22 décembre il se

[666] V. Devéria, *Histoire des Relations...* p. 24, 25.

[667] Après avoir été défait plusieurs fois, d'après les auteurs chinois (Dévéria, p. 26, 27). Selon les *Historiographies* (V, 2), Nguyễn Ánh fit son possible pour aider les Chinois à rétablir les Lê ; ne pouvant, dans sa situation, envoyer des renforts en hommes, il fit partir pour le Kouang-tong un chargement de 500 000 livres de riz. Mais le convoi fut pris dans une tempête et l'on n'en eut plus de nouvelles.

proclame Empereur et prend le titre de période de Quang Trung. Sans perdre de temps, le jour même de sa proclamation, il pousse par terre et par mer ses troupes vers le Nord. Le 26 décembre, il est au Nghê-an ; il y fait un court séjour. Il organise ses forces en quatre corps de l'avant, de l'arrière, de gauche, de droite ; il forme un cinquième corps, celui du centre, avec des recrues levées nouvellement à raison d'un habitant mâle sur trois. Son armée, compte alors plus de cent mille hommes, soutenus par quelques centaines d'éléphants. Au bout de dix jours, il donne le signal du départ ; au Thanh-hoa, il fait sa jonction avec les troupes de Ngô-van-So il pardonne à son lieutenant d'avoir reculé devant les Chinois, car la retraite qu'il a ordonnée s'est exécutée dans de bonnes conditions et, en outre, a dû remplir l'ennemi d'un sentiment de sécurité et d'orgueil, — la surprise qui leur est ménagée n'aura que plus d'effet.

On touchait à la fin de l'année. Pour le premier jour de l'an (26 janvier 1789), Huê convia ses soldats à un grand festin et il leur dit « Nous allons, avant toutes choses, célébrer comme il convient la cérémonie de l'année nouvelle ; nous marcherons ensuite sur Thanh-long ; nous y entrerons le septième jour et ce sera encore un jour de fête. Souvenez-vous-en. »

II confia l'avant-garde de son armée à Ngô-van-So pour lui permettre d'acquérir de nouveaux titres et il distribua à chacun sa tâche dans le vaste mouvement qu'il avait médité. Après avoir culbuté les troupes du gouverneur du Son-Nam, il prit des dispositions minutieuses pour l'attaque des postes fortifiés que les Chinois avaient établis en avant de la capitale et où ils l'attendaient, à l'abri de leurs remparts et de leurs canons. Il enleva les postes les uns après les autres, grâce à l'élan de ses soldats qu'il encourageait de sa présence ; et par un emploi judicieux de ses éléphants qu'il lançait sur les derrières de l'ennemi au moment opportun, il fit un grand massacre de Chinois. Pendant qu'ils fuyaient vers la citadelle, les mines qu'ils avaient eux-mêmes préparées éclatèrent et aggravèrent la déroute ; leurs principaux chefs furent tués sur le champ de bataille. Ils voulurent passer le fleuve Rouge, mais le pont qu'ils avaient jeté se rompit ; ils se noyèrent par milliers; « le fleuve était encombré de cadavres [668].Au jour qu'il avait dit, Huê entra dans la citadelle. « Son armure était noire de la fumée de la poudre », témoignage de sa vaillance et de la part qu'il avait prise au combat.

Lê Duy-ki lui échappa cette fois encore, mais c'en était fait néanmoins de la dynastie des Lê. Le malheureux souverain, accompagné du gouverneur des Deux-Kouang, passa en Chine [669]. Huê ordonna de poursuivre les Chinois jusqu'à la frontière du Kouang-Si ; le bruit courait que ses troupes allaient entrer en Chine. L'Empereur destitua le gouverneur des Deux-Kouang et désigna pour le remplacer Fou Kang-Ngan, vice-roi du Yun-Kouei (Yun-Nan et Kouei-Tcheou), qu'il chargea d'amener au Tonkin de grandes forces. Cependant, Huê était averti en même temps que

[668] Les auteurs chinois (in DEVÉRIA, p.31-34) reconnaissent la défaite, bien qu'avec quelques excuses et quelques atténuations. « Ils (les Tây-Son) annonçaient qu'ils venaient se soumettre. L'armée impériale ajouta foi à ce mensonge impudent et ne conçut aucune inquiétude. Le choc eut lieu, parait-il (ce qui est en désaccord avec les textes annamites), le jour du nouvel an. L'armée chinoise se livrait à des réjouissances ; soudain, au milieu de la nuit, on apprit que les ennemis arrivaient en masse. Grand tumulte ; les assaillants, supérieurs en nombre, font avancer leurs éléphants portant des pièces de canon. Les impériaux s'entre-tuent dans l'obscurité ; le contingent du Yun-Nan, qui arrivait, bat en retraite en entendant la canonnade. Le vice-roi de Canton gagne la rive Nord du fleuve Rouge et coupe les ponts derrière lui ; plus de dix mille hommes, généraux, officier, soldats et valets d'armée, abandonnés sur la rive Sud, se bousculent pour franchir le fleuve à la nage et périssent tous noyés. Le vice-roi de Canton, tout en fuyant vers le Kouang-Si, détruisit des quantités considérables de munitions, d'approvisionnements et d'armes ; il ne ramena pas la moitié de sa cavalerie.

[669] Il fut conduit à Pékin où l'Empereur lui donna un grade dans le mandarinat (fonctionnaire chinois de quatrième classe, inscrit sur le rôle des bannières tartares, d'après Devéria, op. cit., 36). Il mourut le 19 novembre 1793. On lui fit les funérailles des ducs. On verra plus loin qu'en 1804, sur la demande de Gia-long, les restes de ce dernier souverain de la dynastie Lê furent transportés en Annam ; ils furent ensevelis au tombeau de Lê Hiên-Tôn dans la province du Thanh-hoa. Au cours de l'année 1789, un de ses frères que les *Historiographies* (IV, 20) appellent aussi Lê Duy-ki se souleva à Cao-bang ; le mouvement s'étendit aux provinces de Tuyên-quang et de Hung-hoa. Mais un général tây-son, avec cinq mille hommes, eut rapidement raison de la révolte. Les *Biographies* ne signalent pas le fait.

les Chinois, malgré les apparences, désiraient la paix et que s'il consentait à faire acte de tributaire, il ne serait pas inquiété. « Je n'ai pas peur des Chinois », dit-il. Il l'avait en effet bien prouvé [670].

Avant de retourner vers le Sud, il laissa à Ngô-van-So qui devait rester, les instructions suivantes : « Je vous donne tout pouvoir de régler les affaires en cas de négociations avec la Chine; ne m'importunez pas en m'informant de questions peu importantes. »

Cependant Fou Kang-Ngan préférait traiter avec Huê en personne il le rejoignit et l'entretint des avantages de la paix. Huê attendait cette visite; il ne cacha pas sans doute le désir qu'il avait de se voir reconnu par l'Empereur et fit le nécessaire pour gagner le vice-roi à sa cause puis il chargea deux ambassadeurs de porter à Pékin de magnifiques présents [671]. Kiên-Long les reçut avec faveur; il fit dire à Huê de venir présenter son hommage au commencement de l'année suivante [672] et lui décerna le titre de roi d'Annam, An-nam quoc Vuong. Il chargea le grand trésorier du Kouang-Si, Tcheng Lin, de lui conférer l'investiture. Mais lorsque Tcheng Lin fut arrivé à la Porte de Chine, à Nam-quan, le Tây-Sơn l'invita à venir jusqu'à Hué. Le grand trésorier s'y étant refusé, Huê lui envoya son neveu Pham-công-Tri qui se présenta comme s'il était Huê lui-même et reçut l'investiture à sa place.

L'année suivante (1790) au printemps, le vice-roi des Deux Kouang pressa Nguyen Van-Huê de remplir sa promesse et d'aller rendre hommage à l'Empereur. Mais le nouveau roi ne se souciait pas de faire le long voyage de Pékin; il ne se sentait peut-être pas assez affermi dans sa conquête pour l'abandonner pendant plusieurs mois, et des devoirs, à son avis plus impérieux, le retenaient au Tonkin. Il envoya donc de nouveau, comme pour la cérémonie d'investiture, son neveu Pham-công-Tri en ses lieu et place ; l'ambassade comprenait de hauts dignitaires de la cour, parmi lesquels Ngô-van-So, chargés de porter à Kiên-Long les présents du tribut. L'empereur leur ménagea un bienveillant accueil et combla de cadeaux le faux Huê [673].

Cependant Nguyen Van-Huê se conduisit en véritable souverain. Il changeait son nom en celui de Nguyễn Quang-Binh ; il décernait le titre de reine à son épouse, la princesse Ngoc Hâu; il désignait comme héritier présomptif son fils Trac (né en 1782) qui régnera sous le nom de Quang-Toan. Il s'établit dans le Nghê-an, centre de son royaume, y fit édifier des palais et une citadelle

---

[670] Pourtant il envoya un de ses principaux officiers demander à l'Empereur le titre de roi d'Annam, disent les *Biographies*. Et le texte traduit par DEVÉRIA : Il prit *le parti de se présenter à la frontière chinoise, pour faire amende honorable au gouvernement chinois et lui demander d'accepter sa soumission.*(op. p.34)

[671] Il est à signaler que, d'après le texte chinois, il se serait représenté comme membre de la famille princière des Nguyen ; ce ne serait pas impossible, la similitude de nom l'engageant à cette supercherie, et l'on concevrait parfaitement que les historiens annamites aient volontairement laissé le fait dans l'ombre par respect pour la majesté royale.

[672] Huê lui-même l'aurait demandé dans son adresse à l'Empereur, d'après le texte chinois,Devéria, p. 35

[673] La réception eut lieu à Je-hol ; il y eut dans les jardins un banquet et diverses réjouissances. Voici un extrait du Répertoire administratif chinois à ce sujet (Devéria, p. 41) En 1790, Nguyễn vân-Huê vint avec son fils et des fonctionnaires présenter à l'Empereur ses félicitations à l'occasion de l'anniversaire de la naissance de Sa Majesté. Ils apportèrent leurs compliments en vers à mètres fixes et en vers libres sur deux volumes dont le papier était pointillé d'or ; ils apportèrent aussi des sceptres d'or de congratulation, des dragons d'or, des cerfs d'or, des paons d'or, des vases d'argent, de la corne de rhinocéros, de l'ivoire, des chapelets parfumés, de l'aloès, du taffetas indigène, de la toile fine et deux éléphants dressés. D'après les *Historiographies* (IV, 33), Kiak'ing ne s'était pas laissé prendre à la substitution de Tri à Huê, mais il feignit, pour ne pas perdre la face, de voir, en la personne du neveu, l'oncle, son tributaire. Les rédacteurs des *Biographies* ne disent rien de pareil. Le fait a dû être assez public car une lettre d'un missionnaire, du 20 janvier 1790, le relate (*Nouv. Lett. édif.*, VI, p. 56); Barrow le rapporte. Et, ce qui ne saurait trop nous étonner, on en retrouve le récit dans l'Etat actuel du Tonkin (II, p. 170 et suiv.) Si l'on en croit un bruit accrédité dans ce pays, Huê envoya un de ses principaux officiers qui se présenta comme étant le nouveau roi, et remplit les devoirs prescrits. Et le narrateur ajoute qu'au retour de l'ambassade, Huê fit périr l'officier qui l'avait remplacé avec ceux qui l'avaient accompagné « afin qu'il ne restât ni vestige ni témoin de ce stratagème ». Barrow (*op. cit.*, p. 254) ne fait pas la réserve « si l'on en croit un bruit accrédité. » Voir notre publication de la relation de La Bissachère.

qu'il appela Trung-do, capitale du milieu ; il changea le nom de la capitale du Tonkin en celui de Bac-Thanh, ville forte du Nord. Il nomma des gouverneurs dans les provinces et dans chaque huyên plaça un mandarin civil et un mandarin militaire, il réorganisa la classe des mandarins ; il fit dresser la liste des inscrits, etc.

La nouvelle dynastie, reconnue par l'Empereur, appuyée sur de solides armées, paraissait destinée à durer.

2. Victoire de Nguyễn Ánh.

Vers le milieu de l'année 1789, la situation se présentait sous des dehors avantageux à l'héritier des Seigneurs de Cochinchine. Maître de Gia-dinh, il avait vu s'accroître le nombre de ses partisans il avait pu mettre un peu d'ordre dans le pays tourmenté; ses forces en même temps que ses ressources avaient grandi; des approvisionnements, des armes, des munitions affluaient; les auxiliaires français engagés par l'évêque d'Adran, Pigneau lui- même, étaient arrivés, la confiance pouvait s'établir au cœur du jeune prince.

Tandis que Nguyen Van-Huê gouvernait le nord de l'Annam et le Tonkin sans jouir toutefois d'une sécurité parfaite ; tandis que Nguyen Van-Nhac affaibli, aigri, envieux des succès de son frère et ne pouvant rien contre lui, vivait dans sa capitale de Qui-Nhơn où il avait amassé le produit de ses exactions, de ses vols et de ses rapines, Nguyễn Ánh méditait de rétrécir encore à son profit, si faire se pouvait, la part autrefois dévolue à Nguyễn Van-Lu [674]. On le voit, dans les derniers mois de l'année, faire choisir des recrues parmi les « robustes », régler le service des soldats depuis longtemps sous les drapeaux, ordonner des, revues, des manœuvres, faire fabriquer des barques. C'est ce que disent les historiographes mais ce qu'ils ne disent pas, c'est l'activité de Pigneau de Behaine et de ses aides ; c'est Olivier, Dayot, Vannier instruisant les recrues, organisant une artillerie de campagne, préparant l'armement des navires et des jonques de guerre; ce sont les voyages à Manille, à Macao, à Malacca, à Madras pour vendre du riz, de l'arec, du sucre, pour acheter du fer, du soufre, des fusils, des canons.

Au début de l'année 1790, un soulèvement des indigènes de la région de Bassac se produisit et la garnison que Nguyễn Ánh avait mise dans le pays fut impuissante à le réprimer; il dut expédier des troupes dont il confia le commandement au prince Hôi et, les révoltés rentrés dans le devoir, il fit construire de nouveaux forts, afin de les tenir en respect à l'avenir.

Mais les expéditions de cette sorte ne détournaient pas de l'expédition majeure l'esprit de certains officiers royaux. Lê-van-Quân, entre tous, se montrait partisan d'une tentative contre le Binh Thuân. Son opinion était combattue. Il est possible sans doute, disaient quelques officiers, de s'emparer du Binh-thuân, mais il nous sera difficile de le garder. » L'avis de Lê-van-Quân prévalut cependant ; Nguyễn Ánh lui donna le commandement en chef de l'expédition avec Nguyễn-van-Thành et Vu Tinh sous ses ordres, ce dernier chargé des troupes de mer. L'effectif total ne s'élevait qu'à 6000 hommes. L'armée se mit en route au mois de mai 1790 ; le prince, avant le départ, fit à Lê-van-Quân maintes recommandations de prudence. Grâce aux bonnes dispositions prises par le général, les troupes des Tây-Sơn, reculant devant les royaux, furent prises à revers par Nguyễn-van-Thành qui les battit. Le prince, à cette nouvelle, écrivit : « Remporter une victoire dès la première rencontre est très méritoire. Mais ce serait une faute que :d'en concevoir du mépris pour l'adversaire; il faut savoir se garder. Construisez des fortifications en des lieux favorables et tâchez d'inspirer de la confiance au peuple. »

Cependant Lê-vân-Quân voulait pousser de l'avant ; il donna l'ordre à Nguyễn-vân-Thành de se porter contre Duyên-khânh (province de Nha-trang), et de s'en emparer. Celui-ci refusa d'obéir, trouvant que ses forces étaient insuffisantes ; malgré les menaces de son chef, persuadé, sans

[674] Le second des Tây-Son était mort depuis un an environ (hiver de l'année meou-chen, disent les *Biographies*) XXX,15, soit environ novembre 1788-janvier 1789).

aucun doute, d'être approuvé par son roi, il persista dans son refus : « J'aimerais mieux mourir, dit-il, qu'exécuter cet ordres. »

Lê-van-Quân fit alors fortifier trois postes échelonnés où il distribua ses troupes ; mais au gros de l'été, les Tây-Sơn étant revenus en nombre, les deux premières positions ayant été enlevées, il fut contraint de battre en retraite.

Nguyễn Ánh averti, commanda à Lê-van-Quân de tenir bon en attendant des secours ; il fit aussitôt partir des troupes de renfort et prit en personne le commandement des troupes de mer. Quân fut débloqué, non sans de grands efforts, et les Tây-Sơn, battus, s'enfuirent. Malgré cette réussite partielle, le prince décida de ne point laisser dans le pays des forces importantes qu'il eût été difficile, disent les *Historiographies*, de ravitailler pendant la mousson du Nord-Est et que les Tây-Sơn viendraient de nouveau attaquer avec l'avantage du nombre. Les rebelles, en effet, étaient des ennemis redoutables et le roi craignit de ne point disposer de moyens suffisants pour occuper un territoire étendu ; il fit donc retourner la majeure partie des troupes qui avaient secouru Lê-van-Quân et se contenta de mettre garnison en deux points proches de la frontière ; puis il partit pour Saigon.

Dès la fin de l'année courante (12^{e} lune, 5 janvier-8 février 1791), les Tây-Sơn reparurent et chassèrent sans peine les royaux du. Binh-Thuân. Ainsi se termina, sans le moindre avantage, la première expédition [675].

Il est possible que le succès l'eût au contraire couronnée si Nguyễn Ánh avait montré plus d'audace dans le dessein et surtout dans l'exécution, s'il avait eu plus de confiance dans les ressources dont il disposait. Nous savons que les Européens dont il avait fait, en l'année 1790, des officiers de son armée, se plaignirent souvent de ses hésitations et de sa timidité ; sous les ornements dont ils recouvrent leurs récits, les historiographes eux-mêmes, à coup sûr sans y prendre garde, laissent deviner cet état d'esprit du chef. C'est ainsi qu'ils lui prêtent des discours de ce genre, au moment de la retraite du Binh-Thuân : « Si vous constatez que les ennemis sont faibles, il faut les vaincre ; s'ils sont trop forts, battez en retraite. Connaître la puissance de l'ennemi, connaître la sienne propre, c'est le seul moyen d'éviter la défaite. » Étrange raisonnement, après avoir réduit à l'extrême les troupes d'occupation qu'on pouvait maintenir à un effectif plus élevé.

Mais quelles qu'aient dû être les instances de l'évêque d'Adran et de ses auxiliaires pour demander une action énergique, les conseils de prudence l'emportèrent dans l'esprit de Nguyễn Ánh et l'année 1791 se passa tout entière sans qu'aucune entreprise nouvelle fût tentée contre les Tây-Sơn, qui, de leur côté, ne firent rien pour inquiéter les royaux.

Nguyen Ánh cependant ne resta pas inactif ; les rouages administratifs paraissent, si l'on peut en croire les textes officiels, avoir fonctionné assez régulièrement ; des titres de mandarins furent changés, les règles relatives aux rites rétablies; on voit des nominations, non seulement dans l'ordre militaire, mais aussi dans l'ordre civil; les ministères eurent leurs titulaires ; les bureaux furent-ils parfaitement organisés ? C'est douteux. Mais des décisions sortirent, relatives au défrichement des terrains incultes; à la création de colonies militaires; à une famine qui se déclara au cours de l'été et qui entraîna les mesures employées en pareille circonstance interdiction de distiller, exemptions d'impôts, vente du riz des greniers royaux, recherche des stocks amassés par les plus riches, fixation du prix de vente maximum [676]; à la réglementation des habitants d'origine

[675] Lettre de Liot du 8 janvier 1791 (CADIÈRE, *Documents*, p.24) « Depuis quelques jours, j'ai reçu une lettre de Mgr d'Adran, dans laquelle Sa Grandeur me marque que le roi de Cochinchine a eu cette année de l'avantage sur les Tây-son ; s'est emparé de la province de Binh-thuân, mais qu'il n'y a encore rien eu de décisif, qu'elle pensait que le roi aurait été l'an passé à Qui-Nhon et à Hué battre les rebelles, mais que la Provideace ne l'a pas encore permis… »

[676] Il est souvent question, dans la suite, des mesures de ce genre après une période de sécheresse, ou au Tonkin, après une inondation. Mais à cette époque, les insuffisances de récolte provenaient surtout du fait de la guerre, pays ravagé, champs et villages abandonné. Nguyễn Ánh dit en 1790 (10^{e} lune, *Historiographies*, V, 10) « Les rizières ne sont pas cultivées et, chaque année, c'est la famine », il insiste

chinoise au rétablissement des concours à la réforme de la justice; à la répression de l'usure ; aux cérémonies en l'honneur des ancêtres royaux à l'occasion de l'anniversaire du roi; à des prières pour obtenir la pluie ; à la déclaration des génies locaux dont le culte avait été abandonné pendant la guerre; aux fêtes du Nouvel An, à la remise des calendriers ; au culte de Confucius; à la récompense posthume des sujets méritants tués au cours des campagnes précédentes; à l'établissement d'un temple et de fêtes (l'une au printemps, l'autre à l'automne) pour les honorer; à l'inspection des territoires habités par les tribus sauvages; à des Tonkinois qui étaient venus s'installer dans le territoire de Bassac; à la fixation des impôts dans ce territoire et dans celui de Trà-Vinh, etc. Toutes ces mesures, on le voit, semblent avoir eu pour double but et de satisfaire aux nécessités présentes et de renouer les liens de la tradition, relâchés et même rompus pendant les époques de lutte à outrance.

Rien d'étonnant par conséquent qu'au cours de cette période qui comprend les derniers mois de 1790 et l'année 1791 tout entière, les mesures d'administration militaire ne tiennent que la seconde place réglementation du recrutement; fixation de la date des revues (à la 1er lune et à la 10e lune); construction de jonques de guerre ; établissement d'hôpitaux pour les soldats et les marins ; c'est à peu près tout ce que l'on trouve à signaler. Il est question aussi, à deux reprises, d'achat 'd'armes européennes. L'activité administrative du ministère de la guerre se révèle surtout par le nombre considérable de nominations et de promotions. Inutile de dire que l'on ne trouve de trace, pas plus en 1791 qu'en 1790 [677], de l'attribution des brevets aux Européens ; les documents d'archives nous garantissent le fait, les mémorialistes ont jugé utile de le noter.

Satisfait, après tant de secousses, de pouvoir gouverner paisiblement le pays de Gia-dinh, Nguyễn Ánh ne pouvait cependant se désintéresser des Tây-Sơn ; eût-il, par impossible, renoncé à reconquérir les provinces de son patrimoine encore occupées par l'ennemi, que le souci même de sa sûreté lui eût inspiré l'esprit d'offensive; et ses lieutenants et ses amis fidèles lui eussent représenté que si Nhac ne paraissait pas se soucier d'attaquer, il s'y déciderait un jour et que les Tây-Sơn venaient de prouver par leurs réactions dans le Binh-Thuân qu'ils disposaient de forces aguerries; on aurait pu lui montrer aussi, s'il en avait été besoin, qu'au Tonkin la puissance de Hué devenait chaque jour plus grande et plus menaçante et que si ses moyens avaient encore des limites, ses ambitions n'en avaient pas; il venait de vive force d'arracher à son frère aîné un lambeau de territoire; il avait rétabli l'ordre dans son nouveau royaume, il en absorbait peu à peu toutes les ressources; il ne manquerait pas, dès qu'il s'en trouverait capable, d'étendre sa domination vers le Sud.

On ne peut imaginer que le roi fut capable de demeurer insensible à de tels arguments ; il était assez perspicace pour concevoir le danger d'une inaction prolongée et il attendait le moment favorable pour agir. D'ailleurs, il était tenu exactement au courant de ce qui se passait dans les régions gouvernées par Nhac. Son administration entretenait chez les Tây-Sơn une correspondance secrète, établie depuis longtemps « dans le Binh-Thuân et au Nord jusque dans le Thuân-hoa » à l'aide d'espions rémunérés ou dont les mécontents du régime des Tây-Sơn se faisaient les agents bénévoles. En outre, au cours de la 8e lune (29 août-27 septembre), sans avoir d'ailleurs d'autres renseignements sur cette mission, nous voyons Nguyễn-van-Thanh chargé d'aller avec des barques se rendre compte de ce que faisaient les Tây-Sơn. Les populations de Thuân et des Quang, aux premiers souffles de la mousson du Sud-Ouest, attendaient chaque année le débarquement des troupes royales, et le bruit courait même que « le roi était arrivé. » Si, comme il, est probable, les historiographes décrivent avec trop de complaisance, cet état d'esprit, il ne semble pas moins vrai qu'il ait régné parmi les populations au moins un désir de changement les réquisitions et les exactions qui les avaient appauvries, les levées d'hommes renouvelées sans cesse qui les avaient décimées, à défaut même de tout sentiment de fidélité et de loyalisme envers la race des Nguyễn,

---

sur l'importance de la question de l'alimentation; « assurer la nourriture du peuple, dit-il, est à la base même de l'administration du pays ».

[677] Les brevets publiés par Louvet sont pour la plupart du mois de juin 1790.

suffiraient à expliquer ces aspirations vers le mieux [678]. On raconte qu'une chanson, écrite par un étudiant, était chantée partout dans les provinces de l'Annam et tirait des larmes à ceux qui l'entendaient. L'auteur y contait, en paroles émues, les malheurs du prince exilé, ses efforts et ses peines pour reconquérir son patrimoine, les méfaits des cruels Tây-Sơn… Nguyễn Ánh la fit chanter devant ses soldats qui pleurèrent et il dit « Autrefois, le peuple regrettait la dynastie chinoise des Han et un homme s'est trouvé qui l'a rétablie ; autrefois, le peuple regrettait la dynastie des Duong (Tang) et un homme l'a remise sur le trône ; aujourd'hui le peuple regrette la dynastie des Nguyen, les Tây-Sơn seront vaincus [679]» Le malheur des habitants et sans doute, dans une certaine mesure, la propagande des émissaires royaux, eurent pour résultat de faire émigrer vers le Sud des familles nombreuses du Binh Thuân, du Phu-yên, des districts soumis aux Tây-Sơn. On assista les plus pauvres, on enrôla les hommes qui voulaient servir, on donna des terrains à ceux qui préféraient travailler, et l'on surveilla ceux dont la pureté d'intentions était douteuse [680].

Les craintes que l'on pouvait concevoir au sujet d'une reprise d'activité des Tây-Sơn semblaient se confirmer. Huê envoyait des barques ravager les côtes du Sud-Annam et on lui prêtait des projets extraordinaires il allait lever deux cent ou trois cent mille hommes, diriger ses troupes -de terre sur l'arrière-pays du Nghê-an, traverser le Laos, atteindre le Cambodge et entrer dans Phnom-Penh; pendant ce temps sa flotte arriverait à Côn-lôn (Koh Rong, dans le golfe de Siam)[681] pour, de là, se jeter sur Hà-tiên, occuper successivement Long-xuyên et Kiên-giang; la jonction faite avec l'armée, s'emparer de Saigon ne serait plus qu'un jeu. A vrai dire, ce plan, que décrit Nguyễn Ánh au cours d'une audience donnée à des ambassadeurs du Siam, paraît n'avoir eu d'autre but que d'effrayer le roi de ce pays et de l'amener à fournir des troupes de secours [682]. Ce qui paraît plus sérieux, ce sont les préparatifs de Nhac qui construisait à Thi-Nai, port de Qui-Nhơn , des bateaux en grand nombre destinés visiblement à une expédition vers le Sud. Cette nouvelle, exploitée avec habileté par les partisans de l'offensive, décida Nguyen Ánh à agir. Jusque-là, il semble que le prince s'en tenait encore aux conseils d'une excessive prudence. Au commencement de l'année (1er lune, 24 janvier-21 février) il expliquait ainsi, en effet, ses projets ; à ses lieutenants. « Il est

[678] Dès 1787, une lettre de missionnaire disait « Le peuple accablé de misère soupire plus que jamais après Chúa Nguyễn. » (CADIÈRE, Documents, p. 19.)

[679] *Historiographies*, V, 33. C'était, paraît-il, une princesse de la famille royale, vivant, cachée dans le territoire au pouvoir des Tây-Son, qui avait copié cette chanson et l'avait envoyée à Nguyễn Ánh. L'anecdote ne paraît pas inventée à plaisir ; le serait-elle qu'elle témoignerait de la valeur que l'on accordait en pays annamite à l'opinion publique et des tentatives faites pour l'émouvoir. Nous avons déjà signalé que Nguyễn Van-Huê n'avait pas dédaigné de se servir de cette arme lors de ses démêlés avec son frère aîné.

[680] *Historiographies*, VI ,2. Ces apports de bras nouveaux à l'agriculture n'étaient pas pour déplaire à Nguyễn Ánh. Beaucoup de terrains demeuraient incultes, faute de main-d'œuvre et il semble que les récoltes aient été à ce moment et dans cette région rarement suffisante ; la crainte de la disette préoccupait sans cesse l'administration. Au cours de la 4e lune (21 avril-20 mai 1792) est signalée une décision aux termes de laquelle les habitants qui s'adonnent à l'agriculture seront entièrement dispensés de corvées ; il est aussi disposé que dans les villages où le nombre des inactifs est trop considérable, les maires seront punis. *Parmi les quatre classes d'habitants*, est-il dit, *l'agriculteur vient au premier rang*. *Historio.*, ibid., 4.

[681] II ne peut évidemment pas être question de Poulo Condore. Voir ci-dessus, p. 133, note 28.

[682] Le projet, malgré son peu de vraisemblance, paraît avoir reçu un commencement d'exécution. On lit en effet dans une lettre de Le Labousse (Cadière, *Documents*, p. 26) « Dans le mois de février dernier 1792, nous nous sommes vus à la veille d'être obligés d'abandonner notre cher troupeau, et de fuir pour échapper aux mains des ennemis. Ils étaient venus au nombre d'une trentaine de mille hommes par le Laos, qu'ils ont parcouru en vainqueurs, jusqu'au Cambodge. Les Cambodgiens remuaient déjà et se préparaient à venir ici avec les rebelles. D'ailleurs le bruit courait que l'usurpateur avait donné ordre à cette armée de venir par terre se jeter sur cette partie, qu'occupe le Roi, tandis que lui viendrait avec sa flotte boucher tous les ports, pour empêcher le prince d'échapper. S'il eût exécuté ce projet, c'était fait de nous et du Roi, qui, dans ce moment, n'était guère en état de soutenir un échec. Mais la Providence a encore détourné de nous cet orage et nous a rendu un peu de calme. Soit que les ennemis aient eu peur des vaisseaux européens, qui sont tombés ici en grand nombre pour faire le commerce, soit qu'ils aient été arrêtés par deux armées que le roi de Siam avait envoyées à leur rencontre pour les empêcher d'entrer dans le Cambodge, ils se sont retirés.

certain que nous ne pouvons actuellement vaincre nos ennemis ; ils sont encore très puissants et nos troupes ne sont ni assez nombreuses, ni assez aguerries. Si nous ne sommes en état de les battre ni cette année ni l'année prochaine, à quoi servira de lancer toutes nos forces contre eux ? Cependant si nous ne tentons rien, nous serons encore moins assurés de la victoire. Employons donc l'habileté, à défaut de la force. A l'époque où le vent est favorable chaque année, il faut envoyer des navires vers le Nord et diriger en même temps des soldats par la voie de terre. Ces troupes combineront leur mouvement avec la flotte ; si le vent souffle avec force, elles avanceront, sinon elles rétrograderont. »

Ce fut la première idée de ces expéditions annuelles faites avec la mousson que l'on a appelée « campagnes de saison » *giặc mùa*. Vers le mois de juin, alors que la mousson était bien établie, une flotte partait de Saigon et une armée bien approvisionnée, formée de régiments frais, était mise en marche ; troupes de terre et de mer se réunissaient en un endroit déterminé, occupaient quelques districts, fortifiaient certains points faciles à défendre et à tenir en communication avec les postes déjà établis, y laissaient garnison et, la mauvaise saison venue, retournaient au Sud. L'année suivante, si les circonstances le permettaient, les garnisons étaient relevées, les postes ravitaillés et l'on en formait de nouveaux. Ces « guerres de saison » n'eurent pas lieu, comme on pourrait l'imaginer, régulièrement de la même manière tous les ans, la suite du récit le montrera. Il est à regretter que l'on n'ait pas des indications précises sur les effectifs employés au cours de ces campagnes. Les documents parlent souvent de l'avant-garde, de l'arrière-garde, des troupes du milieu, de droite, de gauche, mais il n'est pas possible de savoir avec exactitude si ces parts traditionnelles de l'armée étaient constamment composées de la même manière ni comment elles l'étaient. A peine quelquefois, comme à l'occasion de l'expédition contre le Binh-Thuân, commandée par Lê-van-Quân, trouve-t-on un chiffre ; il s'agissait alors d'hommes. Il est à présumer que les effectifs, du moins dans la première période de la lutte qui va s'étendre de 1792 à 1799, furent peu considérables. Les provinces du Sud, théâtre de batailles continuelles, avaient vu leur population considérablement décroître ; il importait d'ailleurs de limiter les levées pour laisser assez de bras à l'agriculture ; le contingent recruté était forcément assez réduit. Le noyau des troupes était formé de soldats qui combattaient déjà depuis des années pour le prince, Annamites du Sud en majorité auxquels se mêlaient des Français, des Chinois et des Siamois, tous éléments assez guerriers sans aucun doute, aimant à se battre et soumis à une dure discipline [683]. Les recrues étaient donc fortement encadrées. Dans la suite, après les premières grandes victoires, il fut possible de rassembler de plus puissantes armées ; on apprend dans les textes annamites que des troupes de Tây-Sơn ne se soumettaient pas rarement et d'autre part, des enrôlements se faisaient de gré ou de force dans les pays conquis, — car ces guerres offrent ce singulier spectacle des guerres civiles les deux partis puisant à la même source.

Au moment où nous sommes, il est apparent que Nguyễn Ánh ne disposait pas de ressources en hommes bien considérables et c'est ce qui peut expliquer, en une certaine mesure, sa répugnance à entreprendre des opérations de grande envergure [684]. Mais il paraît aussi certain que ces troupes,

[683] *Historiographies*, VI, 10. Ces auxiliaires, voit-on au même passage, n'étaient pas toujours faciles à mener; quand ils avaient bu, ils étaient intraitables. Aussi était-il défendu de leur vendre de l'alcool dans les marchés ; les délinquants étaient punis de cinquante coups de bâton. Un témoignage européen de l'époque confirme cette interdiction et apprend que le prince y tenait la main avec d'autant plus de rigueur qu'il avait jadis éprouvé lui-même du goût pour « le vin c'est-à-dire, comme on sait, pour l'alcool de riz. « Dans sa jeunesse, il était adonné au vin ; mais, quand il s'est vu à la tête des affaires, il s'en est si bien corrigé, qu'il ne veut même plus le goûter du bout des lèvres. Il n'y a rien à mon avis, dit-il souvent, qui dégrade tant l'homme que les excès du vin, rien qui le rende plus incapable de tout, rien qui l'expose à plus de fautes et plus de malheur. Un ivrogne ne doit jamais commander à personne. Comment un homme qui ne peut se gouverner lui-même pourrait-il gouverner les autres ? Aussi a-t-il porté des ordonnances très sévères contre tous ceux qui s'enivreraient, et il y tient la main. » *Nouv. Lett. édif.*, VIII, p. 184-185.

[684] Il ne pouvait du reste pas employer contre les Tây-son toutes ses forces et une bonne part restait en garnison dans le delta du Mékhong pour se porter contre les tribus indigènes souvent remuantes, contre les

étaient d'une qualité qui compensait l'infériorité du nombre; elles étaient bien pourvues, bien commandées, possédaient des régiments armés à l'européenne; elles avaient des grenadiers et de l'artillerie de campagne. Que leur opposaient les Tây-Sơn, un contemporain nous le dit « Les soldats sont armés de fusils, de sabres, de lances, de piques, etc.; mais ceux armés de fusils ne sont que dans la proportion d'un sur cinq; encore ne savent-ils pas toujours se servir de leurs armes, qui sont mauvaises. Ils ne sont point exercés et n'ont aucun ensemble. Enfin, ils n'ont de canons que sur leurs jonques de guerre et ne s'en servent jamais à terre [685]. »

Sur mer, les navires européens, commandés par Dayot et Vannier, montés par des équipages d'Annamites bien entraînés et encadrés de marins français, apportaient à la flotte des jonques un appoint qui faisait défaut à l'armée navale des Tây-Sơn, du moins à l'origine; et il manqua toujours aux chefs de celle-ci la science de la manœuvre et du commandement; sa supériorité numérique, pas plus que la bravoure réelle de ses combattants, ne pouvait lui assurer la victoire. La bataille de Thi-Nai le prouva bien.

Nhac menaçait donc Gia-dinh ; ses préparatifs ont été déjà signalés. Prendre l'offensive pour éviter l'offensive ennemie, voilà un principe qui, appliqué avec prudence, pouvait séduire Nguyễn Ánh [686]; l'évêque d'Adran en était, dans tous les cas, fort partisan et il sollicita le roi, le força même pour ainsi dire [687] « d'aller à Qui-Nhơn dans un temps où on ne s'attendait à rien moins ». Il s'embarqua à Cân-tru (6^{e} lune, 19 juillet-17 août) et fut rapidement porté par un vent favorable; Nguyễn-van-Thanh était à l'avant-garde. Dès l'arrivée à Thi-Nai, des troupes de débarquement heureusement mises à terre s'emparèrent des forts, qui furent aussitôt livrés aux flammes; les barques et les jonques de guerre pénétrèrent dans le port; le général ennemi s'enfuit, laissant aux mains des royaux des armes et des navires. Le retour s'effectua rapidement, l'armée navale revint au port moins de dix jours après son départ; il est à croire que les génies la protégèrent, disent les historiographes, oubliant de reconnaître aux Français le mérite d'avoir contribué largement à ce succès. Nous possédons heureusement un témoignage contemporain du plus grand intérêt, celui de Le Labousse, qui, avec plus de couleur et de vie que les historiographes, nous conte ceci [688]. Le roi « partit vers la fin de juillet, avec une petite flotte, appuyée de son vaisseau européen, pour aller droit au port de Qui-Nhơn , où sont toutes les forces navales de son ennemi. Il entra dans le port, à l'abri du vaisseau européen, qui jeta l'alarme parmi les ennemis. Après quelques heures de combat, ii se vit maître du port et de toute la marine. Ce prince, peu accoutumé à avoir du succès, ne sut pas recueillir les fruits de sa victoire. Craignant de manquer son coup, il se hâta de mettre le feu partout il ne se réserva que cinq gros vaisseaux bien armés, une vingtaine de grandes galères, et environ quarante à cinquante autres bateaux de guerre tout le reste fut brûlé. Il se repentit bientôt de s'être trop pressé d'y mettre le feu, quand, à la lueur des flammes, il vint à découvrir plusieurs superbes galères, dont le haut était tout garni d'or. Il ne lui fut plus possible de les sauver, non plus que trois grands magasins, dont l'un était plein de monnaie du pays, l'autre d'habits, et le troisième de riz.

Vous voudrez, sans doute, avoir quelques détails de ce' qu'a fait le vaisseau européen. Il était commandé en chef par M. Dayot, de Redon, et en second par M. Vannier, d'Auray; M. Olivier, de Carpentras, y était aussi avec son régiment [689]. Ce fut ce vaisseau qui arriva le premier à l'entrée

---

Cambodgiens chez qui naissaient assez fréquemment des troubles, contre les Malais même que nous voyons soulever des désordres à Hà-tiên au commencement de 1793. *Historiographies*, VI, 10.

[685] *Corr.gén.,* vol. VII, p. 595. Notes sur la Cochinchine qui paraissent avoir été rédigées par Pigneau lui-même lors de son séjour en France en 1787.

[686] Les *Historiographies*, au début de leur plat récit de la bataille (VI, 5, 6, 7) disent « Le roi (averti des préparatifs de Nhac) voulut faire sortir ses troupes pour empêcher l'ennemi d'avancer. Le missionnaire Le Labousse dit de son côté : Son dessein n'était que d'y faire un coup de main, pour affaiblir son adversaire. et l'empêcher de venir l'attaquer lui-même. Il y réussit au delà de ses espérances. *Nouv. Lett. édif.,* VII, p 217.

[687] Lettre de Lavoué, 1er août 1793; CADIÈRE, *Documents*, p. 30

[688] *Nouv. Lett. édif.,* VIII, p. 216-248.

[689] « Dans cette brillante affaire, dit Michel-Duc Chaigneau (*op. cit.,* p.9) M. Olivier, officier fort distingué, eut sa bonne part de gloire par les dispositions qu'il avait fait prendre à ses artilleurs et par l'impulsion qu'il

du port, à peu près une heure avant l'armée. La manière noble et assurée avec laquelle il s'avança seul au milieu des ennemis, qui sortaient au-devant et tiraient sur lui de tous côtés, étonna bien le roi et tous les Cochinchinois. Ce prince, en ce moment, ne put s'empêcher de louer hautement la bravoure des Européens. Toute l'armée fit alors la différence des Français et de quelques vaisseaux portugais qui, par une fuite honteuse [690], firent jadis perdre au roi ses États.

« Tandis que tout le monde admirait ce vaisseau qui était seul aux prises avec l'ennemi, la bravoure de ces Messieurs fut tout à coup arrêtée de la manière la plus mortifiante pour des cœurs guerriers. Comme l'entrée du port est fort étroite, et qu'ils y arrivèrent malheureusement à la marée basse, le vaisseau toucha. Dans cette position, ils n'osaient tirer que quelques petits canons sur le devant, qui firent beaucoup de ravages parmi les ennemis. Il leur fallut rester là, et ils eurent la douleur de voir toute l'armée entrer sans pouvoir la suivre. S'ils eussent pu avancer dans le port, il est à présumer qu'ils auraient eu seuls la gloire et le mérite de la victoire. Le roi dit depuis, en plaisantant, à ce sujet : « Nous sommes fort heureux que cet accident soit arrivé. Si ce vaisseau n'eût pas touché, il ne nous eût laissé rien à faire et nous étions tout couverts de confusion [691]. »

Nguyễn Ánh, avec plus d'audace, aurait pu compléter sa victoire, c'est le même missionnaire qui nous le dit : [692] « Si le roi se fût avancé dans la nuit même avec ses troupes vers la ville de Qui-Nhơn , où réside le rebelle, et qui n'est qu'à quatre ou cinq lieues du port, il l'eût prise avec la même facilité le tyran était allé à la chasse, et ne revint qu'au bout d'un jour. Quel coup de foudre pour cet homme si orgueilleux, qui se donnait le nom d'empereur, quand il vit toute sa marine, l'ouvrage de tant d'années, détruite en un moment par un petit roi fugitif, pour lequel il avait un souverain mépris ! Quel désespoir de ne trouver de tant de richesses que des monceaux de cendres! Il ne lui resta que neuf galères, qui étaient à terre en un lieu écarté, et que le roi laissa à *M. l'Empereur, pour aller quelque fois se promener sur l'eau*. Ce sont les termes du prince.

La fin de l'année 1792 est notable par un événement de grande importance la mort de Nguyễn Van-Huê. Encore dans la force du plus jeune des Tây-Sơn, et le plus remarquable de la famille n'avait que quarante ans lorsqu'il fut attaqué de la maladie qui devait l'emporter [693]. Il appela auprès de lui ses principaux mandarins pour leur donner ses dernières instructions ; il leur dit « Je sens que ma fin est proche ; mon fils Toan, qui ne manque pas d'intelligence, est bien jeune encore et je crains que des troubles ne suivent sa mort. Que les cérémonies de mes funérailles soient rapidement faites et sans perdre de temps transportez ensuite la capitale au Nghê-an ; là vous pourrez vous défendre contre les troupes des Nguyễn si elles font mine d'avancer. Je vous recommande mon fils. »

Le 13 novembre, Huê mourut. Des ambassadeurs, portant des présents, furent aussitôt envoyés à l'Empereur pour l'en informer. Mais avant qu'ils n'eussent atteint la frontière, le vice-roi des Deux-Khouang avait déjà communiqué la nouvelle à son maître ; Kiên-Long chargea bientôt le

---

leur avait donnée. » Le fils de Chaigneau date cette affaire de mais c'est visiblement par erreur, puisqu'il dit que cette année le roi « brûla… la flotte des révoltés ». En 1793, il n'y eut à Qui-nhon, comme on le verra, qu'une sorte de démonstration navale, mais aucune rencontre d'importance.

[690] Ci-dessus, p. 132, note 470.

[691] BARROW(*op.cit*., p. 269) s'inspirant de la lettre de Le Labousse (il ne fait pas mystère d'ailleurs d'avoir recouru aux renseignements de cette nature, énumérant parmi ses sources : *different relations of the missionnaries who have resided here*), donne un récit rapide de l'affaire. « On conte qu'un M. d'Ayot fit un terrible ravage des jonques cochinchinoises, brûlant, coulant et détruisant tout ce qu'il trouvait sur sa route ; mais poursuivant son succès trop loin, il échoua son vaisseau. On rapporte que le roi fit une remarque à propos de cet accident « La perte de la bataille aurait pu s'ensuivre, dit-il, mais je ne saurais que me réjouir d'avoir eu, comme d'Ayot, l'occasion de me signaler. Il a bien fait sa part, je n'aurais pas voulu qu'il fit aussi la mienne. »

[692] Ibid., p.219

[693] Quelque temps avant sa mort, rapportent les auteurs annamites (*Historiographies*, VI, 7, 8; *Biographies*, XXX, 42), il était assis, un jour, vers le milieu de la journée, lorsqu'il fut pris de vertige ; il aperçut alors un homme à cheveux blancs qui lui dit « Comment as-tu osé détruire les tombeaux des Lê ? Puis le vieillard lui donna un violent coup d'une barre de fer dont il était armé et Huê perdit connaissance.

grand juge du Kouang-Si, de porter à Toan l'investiture d'Annam Quôc Vuong [694]. Le nouveau souverain était à peine âgé de dix ans; son oncle Bùi-dac-Tuyên [695] prit la régence.

En 1793, Nguyễn Ánh partit au cours de la 4e lune (10 mai-7 juin), laissant à la garde de Saigon son fils le prince Cảnh qu'il venait de nommer héritier présomptif [696]. Il remit au prince Hôi le commandement en chef des troupes de terre et fit avancer les troupes de mer sous les ordres de Nguyễn-van-Truong [697] et de Vo-di-Nguy [698]. Lui-même se joignit à la flotte; il avait parmi son escorte Vu Tinh dont parlent les historiographes et des officiers français dont ils ne parlent pas Dayot et Vannier avec leurs vaisseaux, Olivier avec son régiment et quelques autres Européens dans l'armée de terre.

Devançant le prince Hôi qui avait des forces suffisantes pour chasser l'ennemi du Binh-Thuân, l'armée navale fit voile directement vers la province de Nhatrang ; au début de la 5e lune (8 juin-6 juillet), Nguyễn Ánh parvint au port de Phan-rang ; les Tây-Sơn abandonnèrent sans combattre le fort qu'ils y avaient construit et le prince poussa de l'avant après avoir mis dans la position conquise une garnison tirée de l'armée navale et chargée d'y attendre l'arrivée des troupes de terre. Il fit ensuite relâche à Nhatrang, puis à Yên-cuong, les troupes chassant de leurs postes fortifiés les Tây-Sơn qui s'enfuyaient en désordre ou se rendaient à discrétion ; les phu de Duyên-khánh et de Binh-khang furent occupés [699]. Des administrateurs y furent aussitôt placés avec mission de rassurer les populations ; on décréta que les soldats et officiers coupables de voler ou de piller les habitants seraient décapités, sans égard à l'importance du dommage.

Pendant ce temps, l'armée du prince Hôi conquérait le Binh-Thuân où, par ordre du roi, des mandarins étaient nommés. Les impôts y étaient perçus suivant, les anciens rôles afin de subvenir à la nourriture des troupes ; la même mesure fut appliquée aux territoires dépendant de Binh-khang et de Duyên-khÁnh.

---

[694] Cf. DEVÉRIA, *Histoire des Relations de la Chine*, p. 44, 45. Le tribut spécial envoyé à cette occasion se composait de dix lingots d'or, dix lingots d'argent, quatre défenses d'éléphant, quatre cornes de rhinocéros et deux cents pièces de soie.

[695] La mère de Toan appartenait à une famille Pham, originaire de Qui-Nhon. Elle et Bùi-dac-Tuyên étaient de la même mère, mais de pères différents. *Biographies*, XXX, 43.

[696] *Historiographies*, VI, p.14. La cérémonie eut lieu le 1er mai ; Nguyễn Ánh donna à son fils des précepteurs et des instructeurs et mit auprès de lui des fonctionnaires chargés de noter ses paroles et ses gestes et d'en faire un rapport tous les mois. En lui conférant la dignité d'héritier, il le nomma aussi généralissime et il lui dit « Vous avez déjà traversé bien des dangers et vous voilà sain et sauf, preuve que le Ciel vous protège et veut que vous régniez. Et c'est pour cette raison que je vous choisis pour mon héritier. Soyez sincère et vertueux, méritez la reconnaissance du peuple… » Le texte de l'édit se trouve traduit dans les *Nouv. des Miss. Or*., 1793-96, p. 197, et a été plusieurs fois reproduit depuis (*Nouv. Lett. édif*., VII, p. 333). Une lettre de Létondal (CADIÈRE, *Documents*, p. 30) donne les détails suivants qu'il est bon d'ajouter au texte officiel annamite : Le roi « a remis en même temps ce jeune prince entre les mains de Mgr d'Adran et lui a enjoint d'obéir à ce prélat comme à lui-même pour son éducation, etc., et de le regarder comme un second père à qui il a les plus grandes obligations. Enfin, il a, voulu qu'avant son départ son fils saluât Mgr l'évêque d'Adran de la même manière qu'il venait de saluer sa personne royale. La reine a paru partager les mêmes sentiments en cette circonstance. Le roi s'était aperçu que son fils ne faisait pas de grands progrès, ni dans les lettres, ni dans la vertu, entre les mains des mandarins auxquels il l'avait confié ; il en a pleuré ainsi que la reine : c'est pourquoi ils l'ont remis entre les mains de Mgr l'évêque d'Adran, son ancien maître, sous lequel on s'aperçoit déjà qu'il profite beaucoup mieux. »

[697] Originaire du Quang-nam, d'abord au service des Tây-Son, s'était rallié à Nguyễn Ánh en 1787, il joua un rôle important dans la lutte contre les rebelles et parvint aux plus hauts grades; il mourut au mois de juillet 1810, âgé de soixante-dix ans. *Biographies*, VIII,1-18.

[698] Originaire de Thua-thiên faisait partie de la suite des Nguyễn lors de leur fuite devant les Tonkinois en serviteur fidèle de Nguyễn Ánh habile marin ; mourut bravement à la bataille de Thi-nai, le 24 février 1801. *Biographies*, VII, 21 et suiv.

[699] Binh-khang avait été autrefois la résidence du gouverneur de la province qui, à ce moment, résidait à Nha-trang Duyên-Khanh était la place forte du chef-lieu de la province, non loin de Binh-khang.

La jonction des troupes de mer et des troupes de terre étant opérée, le mouvement reprit et le Phu-yên fut envahi sans grande résistance, pendant que le navire de Nguyễn Ánh s'arrêtait dans la baie de Xuân-dài. Encouragé par ces succès, le roi résolut de marcher sur la capitale de Nhac et fit voile pour Thi-Nai.

Tout allait à souhait, la campagne n'avait été ouverte que depuis un mois environ et la moitié du royaume de Nhac était occupée. Ne faut-il pas attribuer ce remarquable résultat à l'habile conception du plan d'ensemble, à l'exécution rigoureuse et précise des mouvements, à la supériorité de l'armement ? On peut y reconnaître sans doute, en dépit du silence des textes officiels, l'action du secours européen dont disposait le roi.

Arrivé en vue de Thi-Nai, Nguyễn Ánh chargea Vu Tinh d'attaquer les postes fortifiés qui protégeaient le port. Mais Nhac, inquiet des progrès de l'ennemi, envoyait en même temps, sous les ordres de son fils Bao, une troupe de soldats choisis, soutenue par un corps d'éléphants. Après avoir enlevé le fort de Thi-Nai, Vu Tinh s'y heurta. La rencontre fut rude, mais le général royal en sortit vainqueur; les forteresses qui défendaient les abords de la place de Qui-Nhơn , sur un rayon fort étendu, tombèrent successivement aux mains des troupes de Nguyễn Ánh [700], grâce à une série d'opérations bien conduites. Les chefs qui s'y distinguèrent le plus furent, d'après les *Historiographies*, le prince Hôi, Vu Tinh, Nguyễn-van-Thanh et enfin Lê-văn-Duyệt [701], fidèle partisan de la cause royale depuis de nombreuses années et qui lui rendra d'éminents services dans la suite.

Le siège de Qui-Nhơn , où Nhac se trouvait enfermé avec plus de 10 000 hommes, fut entrepris sans délai ; mais il ne fut pas mené avec beaucoup de vigueur. « Le siège traîna en longueur par la faute du roi, dit une lettre de Lavoué, qui se serait emparé de la place s'il avait suivi les conseils de quelques Européens qu'il avait à son service. Mais, voyant un très grand nombre de soldats qui tous les jours venaient se ranger sous ses drapeaux, il s'imagina que la ville ouvrirait incessamment ses portes et se rendrait à discrétion [702] » Ainsi aucun résultat important n'avait été obtenu à la 9^{e} lune, c'est-à-dire au moment du renversement de la mousson. Bien au contraire, les choses menaçaient de mal tourner ; à la 8^{e} lune, Nhac avait reçu des secours de son neveu Nguyen Quang Toan [703] et d'autres renforts étaient encore expédiés par la route des montagnes ; des engagements locaux avaient eu lieu qui n'avait pas tous été des succès. Il paraissait opportun de lever le siège. Le roi s'y décida; il rappela secrètement les garnisons des postes les plus avancés et s'embarqua à Thi-Nai pour Xuân-dài il prit des dispositions pour garantir le Phu-yên contre un retour offensif de l'ennemi. On établit des magasins pour le riz des troupes, on construisit des

[700] Voici, à titre d'indication, le butin qui fut pris dans la plus importante d'entre elles, celle de Khô-son : 35 canons, un grand nombre d'armes ; plus de 80 barques de mer, 3 paires d'éléphants, un magasin de riz et un magasin de poissons salés. *Historiographies*, VI, 23.

[701] Grand eunuque du palais en 1780 ; eut ensuite un commandement dans la garde royale ; suivit le prince à Bang-kok en 1785; prit part à toutes les guerres et à l'administration du pays ; fut gouverneur de Gia-dinh en 1801; mourut le 25 août 1832, âgé de soixante-neuf ans. *Biographies*, XXII et XXIII; ces deux livres lui sont consacrés tout entiers.

[702] Faut-il attribuer la conduite de Nguyễn Ánh au désir qu'il avait d'épargner la vie de ses soldats et des habitants ? On pourrait le penser, à le voir ainsi attendre la reddition des soldats ennemis ; un passage des *Historiographies* (*ibid*., p. 24) confirmerait cette opinion. Il avait eu l'idée d'employer un ballon *comme en France* pour jeter des matière incendiaires sur la ville, mais il y renonça en considération des habitants que les Tây-Son obligeaient à rester ; « s'il employait ce procédé, les habitants mourraient comme meurent les poissons d'un étang où l'eau vient à manquer ».

[703] Dix-huit mille hommes de troupes, 80 éléphants, 30 barques, disent les *Historiographies* et les *Biographies*, dont les renseignements concordent. La lettre déjà citée de Lavoué dit : 30.000 hommes, et une lettre de Le Labousse parle de 50 à 60.000 hommes. L'exagération parait évidente. Il faut noter pourtant que les chiffres des récits annamites ne se rapportent qu'à une partie des troupes envoyées.

retranchements et Olivier [704] fut chargé de fortifier Duyên-khánh dont il fit une place solide, capable de soutenir un long siège.

Pendant ce temps, les chefs Tây-Sơn des troupes du Nord, arrivés devant Qui-Nhơn libéré des royaux, furent surpris de trouver les portes de la ville fermées. Ils « déclarèrent qu'ils ne se retireraient qu'après avoir salué l'empereur Nhac qui les avait appelés à son secours; qu'ils étaient amis et qu'ils ne souffriraient pas qu'on les traitât comme des ennemis ; qu'on eût à ouvrir les portes, sans quoi ils étaient résolus de tourner leurs armes contre l'empereur lui-même; et qu'ils les feraient bien ouvrir. A cette déclaration, Nhac vit bien qu'on allait le détrôner; mais, comme il n'était pas en état de faire une plus longue résistance, il prit le parti de prévenir le coup. Il fit donc ouvrir les portes, invita les premiers mandarins et leur déclara qu'il leur remettait sa couronne et était résolu de vivre en simple particulier: Ils refusèrent d'abord et le prièrent de s'asseoir sur son trône pour recevoir leur salut, mais il ne le voulut jamais. »

Venues en libératrices, les troupes de Toan s'établirent en maîtresses dans la citadelle. Nhac, vieux et déjà malade, privé de tout pouvoir et dépouillé de ses trésors, ne résista pas à cette épreuve il mourut au cours de la 9e lune [705]. Le régent, Bùi-dac-Tuyên, agissant pour le compte de Nguyễn Quang-Toan, n'hésita pas à compléter l'annexion du territoire en dépossédant le fils de l'aîné des Tây-Sơn, Bao, qui avait montré en combattant les royaux de l'habileté et de la bravoure; il lui décerna le titre de duc et lui attribua, pour subvenir à "ses besoins, les revenus d'une sous-préfecture.

Il fit partir pour Qui-Nhơn d'importants secours en troupes et en approvisionnements et, dès que le temps fut favorable, il jeta sur le Phu-yên une armée forte de 40.000 hommes [706]. Au cours de la 3e lune (31 mars-28 avril 1794), la province était envahie ; les faibles postes royaux étaient évacués par leurs chefs, effrayés à l'approche de forces aussi supérieures à celles dont ils disposaient eux-mêmes. Nguyen Ánh, avisé, s'empressait de ravitailler en riz la place de Duyên-khánh et d'y envoyer quelques troupes de renforts à son fils, le prince héritier, qui, depuis la fin de l'année 1793, s'y trouvait enfermé avec l'évêque d'Adran [707].

Mais les troupes de mer des Tây-Sơn débarquaient à Nhatrang le 28 avril [708], les troupes de terre arrivaient à Binh-khang et les deux armées réunies commençaient le siège de la citadelle le 2 mai; l'armée de terre comptait 15000 hommes et l'armée de mer 4 à 5.000 [709]. Un premier assaut

---

[704] Voir CRAWFURD (*op. cit*., p. 229) " the town of Ya-trang. At this place the late King cansed a fortification to be constructed, after the European manner under the direction of M. Olivier, a French engineer… It is well situated and commands the province of Ya-trang and the neighbouring ones." « Lavoué (même lettre) dit de son côté : Il « engagea M. Olivier, officier français, à lui faire une ville à l'européenne dans une des provinces récemment conquises. » On lit aussi dans BOUILLEVAUX (*op. cit*., p. 398) « M. Olivier, d'après les ordres du roi, fortifia à la Vauban la place de Dzièn-Khan. » Cf. *Nouv. Lett. édif*, VII, p. 285, 314. Les *Historiographies* ne nomment pas Olivier et disent seulement que Nguyễn Ánh étant retourné à Duyên-Khanh, il trouva que l'ancien fort de Hoa-bông était dans une situation très favorable et employa les troupes et 4000 habitants du pays pour le transformer en une citadelle ; au bout d'un mois, le travail était terminé.

[705] 5 octobre-3 novembre : la date n'est pas précisée davantage ni dans les *Historiographies*, ni dans les *Biographies*. « Nhac mourut quelques mois après (l'entrée des troupes de son neveu ; il serait plus exact de dire quelques semaines) de tristesse et de honte », dit Lavoué (ibid). Et Longer : « Il a appelé à son secours les troupes de son neveu. Les chefs desdites troupes lui ont fait tant d'avanies qu'il en est mort de chagrin. On a même fait courir le bruit qu'il s'était empoisonné » (p. 32).

[706] *Historiographies*, VII, 5. Le même chiffre est donné dans la lettre de Lavoué, p. 33.

[707] *Historiographies*, VI, 35. « 11e lune (3-31 décembre). Le roi fit revenir Nguyễn-van-Thanh de Duyên-khành et chargea le prince héritier Cảnh de garder la citadelle ; Bach-da-lôc et ses précepteurs l'y accompagnèrent ».« Etant chargé de son éducation, dit Mgr d'Adran lui-même (Cadière, Documents, p. 31), je l'y accompagnai d'autant plus volontiers que ces provinces étaient dépourvues de missionnaires depuis longues années. » Voir détails dans *Nouv. Lett. édif*., VII, p. 285.

[708] Lettre de Liot, citée par Gadière, ibid., note 1. Cf. *Nouv. Lett. édif*., p. 314.

[709] Même source. *Nouv. Lett. édif*., p.315.

fut repoussé, mais les Tây-Sơn, confiants dans leur nombre, redoublèrent d'efforts; la place était en danger.

Nguyễn Ánh partit en hâte avec sa flotte; à la nouvelle de sa prochaine arrivée, son avant-garde ayant mis en fuite les jonques ennemies, les Tây-Sơn, sans l'attendre, levèrent le siège [710] la flotte faisant voile pour Qui-Nhơn , les troupes de terre se retirant dans le Phu-yên. Le prince Cảnh se lança à leur poursuite, pendant que son père prenait la route de mer. L'évêque était avec son élève [711]. Olivier l'accompagnait aussi [712] à la tête sans doute de l'artillerie de campagne. L'armé du prince, chassant les Tây-Sơn devant elle, leur fit beaucoup de mal et leur prit 3 000 hommes dans l'attaque d'un poste fortifié.

Quant à Nguyễn Ánh, il avait poussé jusqu'à Thi-Nai pendant que son fils avançait dans le Phu-yên ; il bloqua le port et les jonques ennemies n'osèrent pas quitter l'embouchure de la rivière. Le prince Hôi, qui commandait l'armée de terre en liaison avec l'armée navale, remporta de son côté quelques succès; des convois ennemis furent interceptés, des greniers à riz saisis, des forts furent enlevés de haute lutte ; mais aucun avantage décisif ne fut remporté, le gros des forces ennemies restant toujours hors de l'atteinte des troupes royales. D'autre part, les navires devant Thi-Nai fatiguaient beaucoup, sans pouvoir s'abriter contre les vents et les courants. Nguyễn Ánh décida de faire partir la flotte [713] pour le port de Xuân-dai et ordonna au prince Cảnh d'abandonner les positions conquises au Phu-yên et de rétrograder. Il se rendit lui-même à Duyên-khánh où il fit remettre en bon état les défenses de la citadelle. Le mois de septembre était arrivé ; la campagne était achevée sans avoir été marquée par un succès durable; le roi rentra à Saigon après avoir chargé Vu Tinh de garder Duyên-khÁnh.

Ainsi, le rythme des opérations, en 1793 et en est bien réguliez mousson du Sud-Ouest, avance des royaux, retraite des Tây-Sơn; mousson du Nord-Est, avance des Tây-Sơn, départ des royaux. Mais ceux-ci avaient gagné chaque année un peu de terrain et infligé, semble-t-il, à leurs ennemis plus de pertes qu'ils n'en avaient eux-mêmes subies. Cependant, vers la fin de l'année 1794, les Tây-Sơn montrèrent un désir plus âpre de revanche et de succès ; la cadence s'accéléra. La 10^{e} lune (24 octobre-22 novembre), ils revinrent en grande force et se rendirent maîtres du Phu-yên tout entier ; ainsi les royaux perdaient presque tout le fruit de la campagne précédente. Ils marchèrent ensuite sur Binh-khang et arrêtèrent des renforts que Nguyễn Ánh avait donné l'ordre d'envoyer du Binh-Thuân. Bientôt Duyên-khánh fut investi de toutes parts ; de hauts talus de terre furent dressés devant les murailles et armés de canons.

Vu Tinh put cependant faire passer un émissaire au roi pour l'assurer que tous, dans la citadelle, étaient prêts à mourir sans se rendre lune, 23 novembre-21 décembre). N'usez pas vos forces en de petits combats, répondit Nguyễn Ánh ; mieux vaut laisser la garnison en repos que de faire une sortie pour prendre un homme ou un étendard. Attendez les troupes que je prépare et que j'enverrai par mer ; quand elles seront arrivées, vous ferez une sortie et l'ennemi sera pris entre deux feux. Jusque-là, gardez-vous solidement. »

Mais les Tây-Sơn ne se contentaient pas de tenir la citadelle bloquée ils poussèrent leurs troupes vers le Sud et refoulèrent les royaux malgré leur résistance; ils pénétrèrent dans le Binh-Thuân et l'occupèrent bientôt. Cependant Nguyen Ánh, inquiet des progrès de l'ennemi, punissait les chefs qui avaient ordonné le mouvement de recul, entre autres Nguyễn-van-Thanh, et les faisait arrêter par sa garde il contremandait la cérémonie de son anniversaire, il suspendait les examens

[710] Le 23 mai, les Tây-Son avaient perdu près de mille hommes au cours de trois combats. « Les ennemis nous tinrent assiégés, dit encore Lavoué qui se trouvait aussi dans la place, pendant vingt-quatre jours et nous envoyèrent neuf cents boulets. Mais voyant qu'ils ne pourraient jamais enlever la place, ils se retirèrent sans faire presque aucun dégât. Les *Nouv. Lett. édif.* (VII, p. 315-322) fournissent de nombreux détails sur le siège.

[711] « Nous avons passé des gorges de montagnes où il était impossible d'aller à pied et en palanquin ; il fallait absolument aller à pied; encore avait-on bien de la peine. » Lettre d'Adran déjà citée, *ibid*.

[712] Les *Historiographies* elles-mêmes l'indiquent « Les vê-uy (lieutenants-colonels). O-ly-vy. à la tête de leurs troupes suivirent le prince héritier à la guerre. VII, 9.

[713] D'après Lavoué (p. 33), les ennemis le forcèrent à se retirer.

de la 1er lune à Gia-dinh il prenait aussi des mesures plus effectives, faisait constituer des dépôts de riz et de sel pour les troupes, envoyait Olivier dans l'Inde acheter des canons, désignait le prince Cảnh pour prendre le gouvernement de Gia-dinh pendant son absence.

Mais son impatience sans doute était aussi grande que son inquiétude, car au courant de la 2e lune (19 février-20 mars), il fit préparer sa barque pour profiter du premier souffle favorable, et envoya le prince Hôi contre le Binh-Thuân. Des barques légères furent envoyées à Phan-rang où elles détruisirent un magasin à riz et remportèrent un petit succès sur une flottille Tây-Sơn ; sept barques furent prises, une fut coulée, les autres s'enfuirent.

Enfin la mousson est établie; à la lune, le roi fait voile pour Nhatrang. Lê-văn-Duyệt et Nguyễn-van-Thanh (qui avait obtenu sa grâce) reçurent l'ordre d'établir des forts au bord de la mer. Ils firent retentir leurs canons pour avertir Vu Tinh que le secours était proche. Hélas! Les assiégés avaient encore plus de trois mois à attendre avant d'être délivrés; trois mois de combats incessants, d'assauts contre les forts élevés par les Tây-Sơn, d'escarmouches et de sorties épuisantes. L'opération fut-elle menée avec toute la vigueur possible? L'absence de documents européens connus ne permet pas de le dire. Sur d'autres théâtres de la guerre, nous voyons par les textes annamites que le roi interdit des mouvements qui, lui semblaient trop audacieux [714]; devant la place assiégée, il répondit, à Vu Tinh qui lui avait fait savoir qu'il était malade « Vous gardez fidèlement la citadelle depuis de longs mois et vous avez conçu de mortelles inquiétudes ; je désire faire lever le siège pour vous permettre de prendre du repos; les ennemis perdent de leurs forces de jour en jour; quand ils seront suffisamment affaiblis, je les battrai. Enfin, au mois d'août, les défenses extérieures de la place ayant été peu, à peu enlevées, l'attaque finale fut entreprise et, bien menée, conduisit au succès les Tây-Sơn furent obligés de prendre la fuite en laissant sur le terrain des armes, des canons, des éléphants et beaucoup de morts. Le siège avait duré neuf mois. Nguyễn Ánh s'occupa aussitôt de récompenser Vu Tinh, ses officiers et tous ceux qui s'étaient distingués au cours de cette longue résistance.

Pendant ce temps, Nguyễn-van-Thanh poursuivait les restes des assiégeants qui avaient réussi à échapper. Ils tentaient de gagner Qui-Nhơn , mais de forts détachements royaux en fermaient déjà la route et ils furent obligés de se frayer un chemin parmi les bois ; néanmoins leurs chefs parvinrent à se tirer d'affaire avec une partie de leurs troupes et des éléphants.

Mais la discorde était parmi eux ; déjà, quelques mois auparavant, le régent Bùi-dac-Tuyên avait été assassiné ; les grands dignitaires de la cour de Toan, alors âgé de treize ans à peine, se jalousaient et se craignaient ; ils ne songeaient qu'à se nuire. On va voir les généraux opposés aux troupes royales faire passer au premier plan de leurs préoccupations le souci de leur sécurité et de leur fortune ; les partisans de Nguyễn Ánh n'auront rien à y perdre.

Après avoir encore une fois fait remettre en état la citadelle de Duyên-khánh et en avoir confié la garde au prince Hôi, Nguyễn Ánh retourna à Saigon au cours de la 8e lune (13 septembre-12 octobre).

Il s'y occupa tout à loisir de l'administration des provinces méridionales. Car le rythme des *giac mùa* est rompu ; le Tây-Sơn reste inactif et Nguyễn Ánh ne songe pas à l'attaquer. L'occasion cependant pour ce dernier serait favorable les luttes d'influence, les compétitions et les cabales font oublier, à la cour du malheureux fils de Hué, la haine des Nguyễn et font perdre, de vue les soucis guerriers. Et se passe sans que Nguyễn Ánh juge à propos de rien tenter.

L'année suivante seulement, des préparatifs furent faits pour une attaque de Qui-Nhơn . Le prince Hôi fut rappelé de Duyên-khánh où Lê-văn-Duyệt le remplaça et fut chargé de gouverner Gia-dinh. Le prince Cảnh suivit son père dans cette expédition.

Le roi vient de partir, écrit M. Le Labousse le 25 avril 1797 [715], avec une armée formidable pour une expédition qui sera probablement décisive. Sa marine est composée de près de six cents voiles ; deux vaisseaux européens sont à la tête de quarante du pays. Je ne compte pas les bateaux,

---

[714]) *Historiographies*, VII, 31 (un officier veut attaquer Qui-Nhon), 32 (le prince Hôi demande des troupes pour un coup de main).

[715] CADIÈRE, *Documents*, p.. 37. Comparer Nom. Lettr. édif., VII, p. 400. D'après les *Historiographies* (IX, 19), c'est au cours de la 4e lune seulement (27 avril-26 mai) que le départ fut donné.

les transports, etc., qui sont en très grand nombre. Il y a quarante mille hommes tant sur terre que sur mer. Ce prince doit aller à Hué pour y contenir l'ennemi avec la moitié de sa marine. Il envoie son fils arec l'autre moitié pour attaquer le Tonkin, où on l'attend avec impatience. Monseigneur accompagne son royal pupille. Le Roi atout fait pour l'y déterminer. »

Les succès du prince Cảnh furent tout de suite des plus notables ; il fit sa jonction dans le Phu-yên avec Vu Tinh et les deux armées réunies, trouvant un territoire peu défendu, avancèrent vers le Nord à grandes journées. Quant au roi, il paraît avoir, on ne sait sous quelles influences, changé brusquement son plan. Après un mouvement en direction de Qui-Nhơn et après avoir même, devant Thi-Nai, battu un chef Tây-Sơn, il fit voile vers Tourane. Pour quelle cause ? Il pensait, disent les historiographes, qu'il ne pourrait pas s'emparer immédiatement de Qui-Nhơn trop fortement défendu, Aussitôt mouillé à Cua Han, port de Tourane, il ordonna à son fils et à Vu Tinh de se porter sur le Quang-Nam, tandis que Nguyễn-van-Thanh garderait le territoire de Binh-khang. Devant Tourane, Olivier fabriquai des brûlots, incendiait les magasins des rebelles; sur terre, les Tây-Sơn étaient défaits en diverses rencontres ; ils durent demander des renforts à Qui-Nhơn . Nguyễn Ánh, de son côté, envoya un messager au fils de Nhac, Nguyễn-van-Bao, pour lui faire savoir que, s'il voulait se venger des affronts subis, le moment était propice il n'aurait, avec ses fidèles, qu'à se joindre aux royaux marchant sur Qui-Nhơn et à les aider à prendre la citadelle.

Mais si tout allait bien au Quang-Nam, si le prince Cảnh exécutait avec bonheur le plan qui lui avait été indiqué [716] et poussait de l'avant ; il ne pouvait que masquer les postes fortifiés Tây-Sơn qu'il dépassait et ceux-ci livraient ensuite des combats pour se dégager; d'autre part, dans le Binh-Thuân, les *Muong* se soulevaient contre les royaux, et il fallait organiser des colonnes pour les maîtriser; enfin les convois de riz envoyés du Sud étaient arrêtés par le mauvais temps et les messages adressés au prince pour l'en prévenir étaient interceptés par les rebelles. Dans ces conjonctures, Nguy en Ánh, n'ayant plus que pour cinq jours de vivres, ordonna le retour. En même temps, il apprit que Nguyễn-van-Thanh, qu'il avait envoyé dans le Phu-yên pour profiter de ce que les forces principales des Tây-Sơn étaient dans le Quang-nam, avait reconquis le territoire. Il lui manda aussitôt Je m'étais rendu maître de Tourane et l'ennemi était fort affaibli, mais n'ayant pas de nouvelles des jonques chargées de riz, j'ai du rappeler mes troupes. De votre côté, si vous pouvez reprendre le Phu-yên, vous n'avez pas assez de forces pour le conserver; je vous ordonne donc de ramener vos soldats vers le Sud. Puis, après s'être reposé à Duyên-khánh (8^{e} lune, 20 septembre-19 octobre), il s'embarqua pour Saigon.

Chaigneau pouvait dire à juste titre, semble-t-il : « Le roi a encore manqué une belle occasion[717] »

En 1798, presque rien à signaler; les Tây-Sơn peuvent refaire leurs forces sans risquer d'être attaqués. On voit seulement, à la fin de l'année lune, 8 novembre-6 décembre), le prince Cảnh envoyé, avec Pigneau [718] et ses précepteurs, à Duyên-khÁnh. Le mois suivant, Nguyễn-van-Bao, qui s'était rendu maître de Qui-Nhơn , adressa à Nguyen Ánh sa soumission. Le roi aussitôt fit partir des troupes, mais avant leur arrivée, les Tây-Sơn avaient repris la ville et mis I3âo à mort. Les royaux, à ces nouvelles, retournèrent en arrière [719]. Cette année 1798 fut marquée par un pénible événement la mort du prince Hoi, général de grand mérite, respecté et craint de tous les

[716] Combien il serait intéressant d'avoir quelques détails de source européenne sur les mouvements de Cảnh, accompagné, comme on le sait, de l'évêque d'Adran. On pourrait se représenter avec plus de précision tout l'ensemble de cette campagne; le récit des sources annamites est encore plus haché, désordonné et confus que de coutume; peut-être réflète-t-il la campagne avec exactitude.

[717] CADIÈRE, *Documents*, p. 37. Il ajoute Il est arrivé chez les ennemis, qui étaient divisés et qui ne l'attendaient du tout point, de sorte qu'il les a pris au dépourvu, mais il n'a pas su en profiter. »

[718] « Monseigneur, pressé par les instances réitérées du roi, s'est trouvé obligé d'accompagner le prince qui est allé à Nha-trang en décembre de 1798» *Ibid*., p. 38.

[719] *Historiographies*, IX, 16 ; *Biographies*, XXX, 46-47. Les *Historiographies* donnent tout au long les raisons de la conduite de Bao encore des jalousies et des haines entre grands officiers. Voir des détails intéressants sur la mort de Bao, dans les *Nouv. Lett. édif.*, VIII, p. 144.

officiers de l'armée. Nguyễn Ánh le regretta beaucoup et lai accorda de magnifiques titres posthumes.

Avec 1799 commence enfin l'époque des opérations de grande envergure. Dès le printemps, Nguyễn Ánh envoya une ambassade au Siam : « *Les Tây-Sơn*, disait-il dans sa lettre, au roi, *se disputent et s'exterminent mutuellement; des généraux et des ministres sont assassinés… le Ciel veut les perdre. Je suis prêt à tirer parti de l'occasion propice. Veuillez envoyer un général avec des troupes composées de Siamois, de Cambodgiens et de Laotiens ; qu'il prenne la route des forêts, s'élève jusqu'à la hauteur du Nghê-an et se rabatte alors sur les Tây-Sơn que j'attaquerai de mon côté en arrivant du Sud. Nous viendrons ainsi à bout de nos ennemis.* »

Le roi du Siam accepta cette proposition et se mit aussitôt en mesure de prêter aux Cochinchinois le secours qu'ils demandaient. Quant à Nguyễn Ánh, il fit compléter les approvisionnements d'armes, ordonna des revues, etc. Nous voyons reparaître dans les *Historiographies* les articles relatifs au recrutement des soldats, aux déserteurs, les règlements militaires, les nominations, les promotions… Nguyễn-van-Thanh avec les troupes de terre, Nguyễn- van-Truong avec l'armée navale prirent, ainsi que Nguyễn Ánh, la tête de l'expédition. Le second fils, le prince Hi, fut laissé à Saigon pour gouverner les provinces [720].

A la fin de la 4e lune (5 mai-2 juin), Nguyen Ánh s'embarqua et rejoignit [721] l'évêque d'Adran et le jeune prince, son pupille, qui étaient à Nhatrang depuis le mois de décembre 1798.

Là furent vraisemblablement arrêtés les détails du plan de campagne, élaboré dans son ensemble à Saigon l'hiver précédent et dont l'envoi de Pigneau à Nhatrang était un des premiers articles. Nguyễn-van-Thanh, arrivé par la voie de terre, reçoit à Nhatrang ses instructions à la tête de l'avant-garde, composée d'infanterie, d'artillerie et de groupes d'éléphants, il ira dans le Phu-yên, refoulera devant lui l'ennemi, détruira les postes fortifiés et rejoindra les troupes amenées devant Qui-Nhơn . Cảnh, avec le corps d'armée de gauche, agira en liaison avec son père qui se rend directement à Thi-Nai.

L'entrée du port fut forcée; aussitôt des troupes furent débarquées sous le commandement de Vu Tinh et l'ennemi qui tentait de s'y opposer, fut violemment repoussé par deux fois. Les généraux Tây-Sơn, Trân-quang-Diêu et Vu-van-Dung, amenant des renforts au Quang-Nam, Lê-văn-Duyệt, assisté de Tông-viêt-Phuc [722], fut chargé de se porter à leur rencontre.

Pendant ce temps, Vu Tinh attaquait les troupes qui couvraient Qui-Nhơn ; treize paires d'éléphants furent prises, et l'ennemi en désordre, énergiquement poursuivi, éprouva de très grosses pertes. A l'annonce de ces succès, les défections se firent nombreuses dans le camp des Tây-Sơn; des officiers vinrent se soumettre, entre autres Le Chât, originaire de la province, qui se montra depuis un serviteur dévoué du roi.

Au commencement de la 5e lune (3 juin-2 juillet), les royaux avaient gagné les approches de la citadelle et pouvaient en commencer le siège [723] ; Vu Tinh fut chargé de continuer à mener les opérations. Il est à supposer, malgré le silence des auteurs officiels, que l'évêque d'Adran y prit une certaine part ; nous savons d'ailleurs que le succès fut dû à ses sages conseils [724]. Notons qu'Olivier qui, dans les affaires du même genre, dirigeait l'artillerie, était mort depuis peu de mois à Malacca; il est permis de penser qu'un de ses camarades le suppléa, mais les textes n'en disent rien. Toutes les précautions prises et les directions données, Nguyễn Ánh, accompagné des seules troupes de sa maison, se rendit avec l'évêque Pierre et le prince Cảnh sur les confins du Quang-

[720] Voir les recommandations que lui fait Nguyễn Ánh avant de partir ; *Historiographies*, X, 28, 29.

[721] Les *Historiographies* disent seulement qu'il se rendit à Duyên-Khanh (X, 30), mais on a déjà vu (p. 14) que le prince Cảnh avait été envoyé dans cette ville. Le roi est allé joindre l'armée de son fils, il y a plus d'un mois et demi », écrit Liot le 25 juin 1799 (CADIÈRE, *Documents*, p. 38). Il y a concordance.

[722] Originaire de la préfecture des Nguyễn au Thanh-hoa ; accompagna Nguyễn Ánh au Siam et se montra toujours très fidèle ; eut des démêlés avec l'évêque d'Adran, notamment au siège de Duyên-Khanh ; fut puni par le roi ; mourut en combattant en 1801.

[723] Il y a vingt jours, dit Liot le 25 juin, que le roi a fait le siège de Qui-Nhon. *Ibid*.

[724] Ci-dessus, p. 181. Lettre déjà citée de Le Labousse, qui assista au siège.

ngai [725]; il voulait se rendre compte sans doute de l'état de la province de Qui-Nhơn , purgée d'ennemis, et se montrer aux habitants.

Lê-văn-Duyệt venait, en effet, malgré une infériorité numérique telle que le prince lui avait conseillé la retraite,, de détruire les troupes de secours amenées du Quang-nam par les chefs Tây-Sơn; on conte à ce sujet que la panique se mit parmi les rebelles, à la suite d'une méprise assez étonnante, à la vérité. Vu-van-Dung, un des généraux Tây-Sơn, dans le dessein de prendre à revers les royaux, traversait pendant la nuit une rivière, quand d'une forêt voisine, sortit un cerf ; les soldats de l'avant garde s'écrièrent Con nai Con nai! », C'est-à-dire un cerf ! Un cerf ! » Et les troupes comprenant « Dông-nai » , crurent qu'elles tombaient dans une embuscade de soldats royaux (appelés par les rebelles soldats du Dông-nai); elles se débandèrent, prises de terreur, et s'enfuirent de tous côtés Lê-văn-Duyệt en fit un grand carnage. Il semblerait, d'après ce récit, que le moral des Tây-Sơn était bien ébranlé par les défaites subies, et il est à constater, en effet, que, depuis le début de la campagne, ils avaient eu presque constamment le dessous. Le fait était-il dû aux dissentiments qui divisaient leurs chefs ? C'est possible. Il n'est pas moins vrai qu'ils se montreront, en d'autres occasions, des adversaires encore fort dangereux.

Mais la garnison de Qui-Nhơn , forte au début du siège de 15000 hommes [726], désespérant d'être secourue, épuisée de fatigues et de privations, décimée par les pertes et les maladies, offrit de se rendre [727]. Si l'évêque d'Adran *n'avait pas été à Qui-Nhơn* , dit Le Labousse, *les fiers Tây-Sơn y seraient encore*. Il est à croire en effet que les dispositions arrêtées sur les conseils du prélat précipitèrent la chute de la place, mais par malheur, la joie de la victoire fut assombrie par la douleur d'une terrible perte. Alors que Nguyễn Ánh, enfin maître de cette ville rebelle, s'appliquait à réparer les maux qu'avait causés la guerre, son fidèle ami, son zélé conseiller, fatigué de tant de travaux, usé par le climat, tomba gravement malade. Le 9 octobre 1799, il parvint enfin, selon ses propres expressions, « au bout de cette carrière tumultueuse que, malgré sa répugnance, il courait depuis si longtemps [728]. « Je quitte volontiers, dit-il, ce monde où l'on me croyait heureux. J'y ai été admiré des peuples, respecté des grands, estimé des rois ; mais je ne regrette pas tous ces honneurs ce n'est là que vanité et affliction. La mort va me procurer le repos et la paix, l'unique objet de mes désirs je l'attends avec impatience ; si je suis encore utile sur la terre, je ne refuse pas le travail. Je me soumets à toutes les croix que j'ai trouvées au milieu des grandeurs ; mais si Dieu veut bien m'appeler à lui, je serai au comble de mes vœux. »

Le médecin royal envoyé par Nguyễn Ánh étant venu prendre congé de lui après avoir épuisé tous ses remèdes « Si vous n'avez pu me guérir, lui dit Pigneau, n'en soyez pas affligé ; vous avez fait tout ce qui dépendait de vous ; je vous en fais mes remerciements ; retournez auprès du roi et racontez à Sa Majesté ce que vous avez vu; dites-lui que je n'ai nulle inquiétude, nulle frayeur, afin qu'il connaisse que les Européens savent vivre et mourir. »

Le 9 octobre, il expira vers dix heures et demie du matin, âgé de cinquante-sept ans et dix mois.

Nguyễn Ánh donna les marques d'une profonde affliction. Il fit transporter à Gia-dinh les restes de l'évêque Pierre et ordonna des funérailles magnifiques. Elles eurent lieu le 16 décembre. Le prince Cảnh dirigeait le convoi qui comprenait au moins quarante mille hommes. Le roi s'y trouvait avec tous les mandarins des différents corps « et, chose étrange, dit un témoin, sa mère, sa sœur, la reine, ses concubines, ses enfants, toutes les dames de la cour, crurent que, pour un

---

[725] Liot, *ibid*. La même lettre raconté que, sur les confins du Quang-ngai, on s'empara de trois magasins, l'un de sapèques, les deux autres de riz.

[726] Au dire de Liot, *ibid*.

[727] Au cours de la 6e lune (3-31 juillet); *Historiographies*, X, 39. Le roi décida de changer le nom de Qui-Nhon en celui de Binh-dinh qui comporte une idée de pacification.

[728] *Nouv. Lett. édif*., VIII, p. 149. Lettre de Le Labousse. Les passages cités à la suite sont extraits de la même lettre ; souvent reproduits, ils ne l'ont pas été avec fidélité par tous les auteurs. La maladie de l'évêque *était une dysenterie causée par la fatigue et toutes sortes d'incommodités*. « Mille circonstances fâcheuses et des remèdes peut-être mal administrés l'ont irrité et rendue incurable », lit-on dans les *Nouv. des Miss. Or.*, 1794-1807, p. 215. Noter que dans ce recueil la lettre de Le Labousse est datée du 24 avril, alors qu'elle l'est du 1er mai dans les *Nouv. Lett. édif*.

homme si au-dessus du commun, il fallait passer par-dessus toutes les lois communes elles y vinrent toutes et allèrent jusqu'au tombeau ».

Les restes de Pigneau de Behaine, évêque d'Adran, furent ensevelis près de la modeste maison qu'il possédait aux environs de Saigon [729] dans un jardin qu'il avait cultivé de ses mains et qu'il avait désigné pour recevoir sa sépulture. Les cérémonies du culte catholique ayant été accomplies, « le roi s'avança d'un pas grave et majestueux, la douleur peinte sur le visage, et fit ses derniers adieux au prélat ; ses larmes coulaient avec tant d'abondance, qu'un grand mandarin qui ne pleura jamais, en fut pénétré jusqu'au vif ». Afin de donner à la famille du prélat une marque éternelle de sa reconnaissance, le roi a fait un brevet sur un damas brodé [730] où il a écrit l'éloge de ce sage, cet intime confident de tous ses secrets, qui ne le quitta jamais alors que la fortune lui était contraire et qu'une mort prématurée enlevait au moment où la victoire était revenue sous ses drapeaux.

« Ayant toujours présent à l'esprit le souvenir de ses anciennes vertus, disait Nguyễn Ánh, je veux lui en donner un nouveau témoignage. Je le dois à ses rares mérites. Si en Europe il passait pour un homme au-dessus du commun, ici on le regardait comme le plus illustre étranger qui ait paru à la cour de Cochinchine. Dès ma plus tendre jeunesse, j'eus le bonheur de rencontrer ce précieux ami, dont le caractère cadrait si bien avec le mien. Quand je fis les premières démarches pour monter sur le trône de mes ancêtres, je l'avais à mes côtés. C'était pour moi un riche trésor , où je pouvais puiser tous les conseils dont j'avais tant besoin pour me diriger.

« Mon estime et mon affection pour lui croissaient de jour en jour. Dans les temps de détresse, il nous fournissait des moyens que lui seul pouvait trouver. La sagesse de ses conseils et sa vertu, qui brillait jusque dans l'enjouement de la conversation, nous rapprochaient de plus en plus. Nous étions amis et si familiers ensemble, que, lorsque mes affaires m'appelaient hors de mon palais, nos chevaux marchaient de front. Nous n'avons jamais eu qu'un même cœur. Depuis le jour que, par le plus heureux des hasards, nous nous sommes rencontrés, rien n'a pu refroidir notre amitié ni nous causer un instant de déplaisir...

Pour manifester à tout mon peuple les grands mérites de cet illustre étranger et répandre au dehors la bonne odeur de ses vertus, qu'il cacha toujours, je lui décerne ce brevet d'instituteur du prince héritier avec la première dignité après la royauté et le surnom d'Accompli. Hélas quand le corps est tombé et que l'âme s'envole au ciel qui pourrait la retenir ? Je finis ce petit éloge mais les regrets de la cour ne finiront jamais. 0 belle âme du maître, recevez cette faveur ! »

Nguyễn Ánh fit élever (6^{e} lune de l'année suivante, 22 juillet-21 août 1800) « un tombeau superbe, monument digne de Monseigneur et de lui. Il est placé sur une plate-forme de neuf toises carrées, sur une demi-toise de hauteur, sur laquelle s'élèvera une belle maison couverte en tuiles ; une muraille de briques à hauteur d'appui, avec différentes décorations, en fera le contour »[731]

Une épitaphe chinoise fut gravée sur une stèle, commémorant en style d'inscription, noble et pompeux, ce que Nguyễn Ánh avait écrit si simplement avec l'éloquence du cœur, dans son éloge destiné à la famille du prélat.

« … Alors que notre royaume était en proie aux troubles, le Maître est venu à notre aide ; il s'est montré, au milieu d'une époque tourmentée, aussi sage et aussi savant que prudent et éclairé. Bien plus, il a voulu se charger de la lourde mission d'aller demander l'appui de vaisseaux étrangers et il n'a pu nous les ramender qu'après avoir franchi les montagnes et les mers pleines de

[729] « C'est là, dit LeLabousse, que le prélat conduisit son royal élève. C'est là qu'il allait avec les missionnaires pour les délasser par un peu de repos de leurs travaux pénibles. Il y trouvait lui-même le remède à ses maux, et disait qu'il les oubliait, dès qu'il y entrait. » (*Ibid*., p. 159.) Voir, sur cette maison, TRUONG-VINH-KY, *Excursions et Reconnaissances*, n° 23, p. 10.

[730] Qui se trouve conservé à l'évêché de Saigon et dont une copie exacte a été faite pour le musée établi par les soins de la Société de Géographie de Paris dans la maison natale de Pigneau à Origny-en-Thiérache. *Nouv. Lett. édif.,* VIII, p. 160 et 163. Voir aussi, p. 202, la traduction du brevet faite par Le Labousse.

[731] *Ibid*., p. 162. Le tombeau de l'évêque se voit encore, tel que la reconnaissance du prince l'a élevé à la mémoire du prélat. Il a été décrété propriété nationale le 3 août sur la proposition de M. de Chasseloup-Laubat, ministre de la Marine et des Colonies.

périls sans nombre. Pendant plus de vingt ans, il a travaillé de tout son pouvoir à combiner des plans d'action, à chercher les moyens de recouvrer nos provinces et de les pacifier.

« Tous ses actes sont dignes de servir d'exemples à la postérité. Si notre royaume a presque atteint l'état de parfait achèvement, il le doit surtout aux mérites et aux soins du prélat. »

Ces éloges suppléent en quelque manière au silence ou à la sécheresse des textes officiels; ils dépeignent avec exactitude les dettes contractées par le prince et par le Pays d'Annam envers l'illustre évêque.

Nguyễn Ánh était arrivé à Gia-dinh à la 10e lune [732] après être passé par le Phu-yên et Duyên-khÁnh. Dès la lune suivante, les Tây-Sơn méditaient de recommencer les hostilités les généraux Dieu et Dung se préparaient à aller attaquer Qui-Nhơn , l'un à la tête des troupes de terre, l'autre commandant l'armée navale. Ils se mirent en mouvement au début de l'année 1800. Vu Tinh, à qui avait été confiée la garde de la citadelle, avisa le prince qui lui répondit : « Vous êtes approvisionné pour tenir un an. Au printemps prochain, vous recevrez des secours ; je suis persuadé que ce ne sera pas trop tard ».

La puissance des Tây-Sơn était grande, disent les textes ; est regrettable de manquer d'informations précises sur le chiffre des troupes qu'ils mirent sur pied au cours de cette année et de la suivante; tout porte à croire qu'il a été considérable.

Les efforts des deux chefs tendirent d'abord à attirer Vu Tinh hors de la citadelle, mais en vain ; le général, pour ménager ses troupes, se refusait à toute sortie. Les Tây-Sơn firent alors élever des murs de terre et Dung, qui avait deux grands navires et cent barques de guerre à Thi-Nai [733], construisit deux batteries élevées l'une à l'Est, l'autre à l'Ouest du port, d'où elles pouvaient canonner l'intérieur de la citadelle. Pendant ce temps, grâce à la trahison d'un officier soumis, le Phu-yên échappait à la domination de Nguyễn Ánh et les troupes fidèles devaient se retirer jusqu'à Duyên-khánh les chefs Tây-Sơn de Qui-Nhơn recrutèrent alors des soldats au Phu-yên, les confièrent au traître et firent élever des forts pour empêcher aux royaux de se porter en avant.

Le roi, à ces nouvelles; conçut de grandes inquiétudes; il poussa la prudence jusqu'à faire porter à Saigon tous les approvisionnements qui se trouvaient au Binh-Thuân de peur que l'ennemi ne s'en emparât. Il prit aussi d'autres précautions il créa cinq nouveaux bataillons d'éléphants, fit venir cinq mille soldats siamois, passa en revue les anciennes troupes, en forma de nouvelles ; il construisit six grands navires et cent barques de guerre. Une lettre de Le Labousse de cette époque (1er mai 1800) confirme le fait de la construction des navires et fournit à ce sujet des détails précieux « Il a réussi à faire, avec ses Cochinchinois seuls, des vaisseaux à l'européenne… ces quatre vaisseaux lui feraient honneur partout. Il les construit avec une grande célérité ; ils ne sont pas plus de trois mois sur le chantier et quelquefois moins ; cependant ils sont d'une belle grandeur, et portent les uns vingt-six canons, les autres trente-six. Ils ont chacun plus de trois cents hommes d'équipage [734]. »

Aussitôt qu'il fut possible de prendre la mer, le départ fut donné et la campagne de 1800 commença, campagne coûteuse et longue, fatigante et, en définitive, peu fructueuse. Le prince Cảnh resta à Saigon, le prince Hi eut un commandement dans l'armée. Les officiers français firent

[732] Une lettre de Le Labousse raconte que dans le même temps, la marine du roi eut fort à souffrir : « Quelques jours après avoir fait son entrée triomphante dans la ville de Qui-nhon, un coup de vent affreux dispersa toute sa marine et celle de l'ennemi ; mais, comme celle-ci avait vent arrière pour rentrer dans ses ports, elle ne souffrit pas beaucoup. Celle du Roi ne fut pas si heureuse ses galères et, ses vaisseaux furent poussés les uns au large sur le Paracel, qui était par leur travers, les autres vers Hainan et dans le golfe du Tong-king. Il n'a perdu que quelques mauvais petits vaisseaux et quelques galères mais toute sa marine a été très endommagée, c'est ce qui l'a forcé à revenir à Dông-nai, et à laisser son beau-frère à Qui-nhon. » *Nouv. Lett. édif.*, VIII, p. 188.

[733] Barisy, comme on le verra, donne des chiffres beaucoup plus forts ; on peut croire que l'armée de Dung avait été très renforcée au moment où elle fut attaquée.

[734] *Nouv. Lett. édif.*, VIII, p. 186,187. Cf. CADIÈRE, Documents; la lettre y porte la date du 24 avril. Cf. ci-dessus, p. 207, note 728.

partie de l'expédition [735] Nguyễn-van-Chân (Vannier) commandant le *Phuong-phi (le Phénix);* Nguyen-van Thang (Chaigneau) avec le *Long*-phi (le Dragon) et Lê-van-Lâng (de Forsans) avec le *Bàng-phi (l'Aigle);* ils appartenaient à l'armée (du centre. La lettre déjà citée de Le Labousse apporte des précisions sur les forces mises en mouvement au début de cette campagne. Le roi « a aux environs de 80.000 hommes de troupes bien aguerries. Sa marine est la plus formidable que n'ait aucune puissance de l'Inde. Outre les quatre vaisseaux marqués (il s'agit des trois bâtiments commandés par les officiers français et d'un quatrième que le roi commandait lui-même), il a plus de quarante vaisseaux à la mode du pays dont cinq portent chacun quarante-six canons de dix-huit; les autres vingt et vingt-six. Il a aussi près de cent grandes galères, et au moins deux cents plus petites, mais excellentes pour se battre dans les rivières. Cette marine sera invincible tant qu'elle aura à sa tête des capitaines de vaisseaux européens. Leur valeur, en déconcertant les ennemis, ranime le parti du roi. C'est cette marine qui fait la force de ce prince ; c'est par elle qu'il a conquis plusieurs provinces, et c'est par elle seule qu'il pourra recouvrer ses États [736]. »

A la 4e lune intercalaire (24 mai-21 juin), Nguyễn Ánh arriva à Nhatrang. Il laissa son fils Hi à Duyên-khánh et ordonna une série d'opérations contre le Phu-yên où les Tây-Sơn avaient, paraît-il, établi plus de quatre-vingt-dix postes fortifiés. Plusieurs avantages remportés à ce moment firent bien augurer du succès de l'expédition Nguyễn-van-Thanh se distingua tout particulièrement et la conquête du Phu-yên fut surtout son œuvre. Des magasins purent être établis à Xuân-dài d'où il était plus facile d'approvisionner les troupes.

D'autre part, un projet depuis longtemps mûri, était enfin réalisé. Une force assez importante de Laotiens pénétrait dans le Nghê-an sous la conduite du général annamite Nguyễn-van-Thuy, surprenait les garnisons Tây-Sơn, les détruisait. A ces nouvelles, des soulèvements se produisaient au Thanh-hoa et à Hung-hoa. Cette diversion empêchait les Tây-Sơn de dégarnir les provinces frontières.

Bien plus, les troubles du Tonkin s'aggravant, ils durent songer à rappeler les. troupes du Sud. Et cependant, un autre secours arrivait aux royaux un contingent cambodgien fort de vingt paires d'éléphants, qui fut mis aussitôt à la disposition de Nguyễn-van-Thanh. Le prince Cảnh fit savoir, sur ces entrefaites, que la x récolte était excellente à Gia-dinh, qu'il recruterait trois hommes sur dix après la moisson et lèverait ainsi dix mille hommes; il ferait en outre construire cinquante barques.

Comment les Tây-Sơn arrivaient-ils à résister à tant d'efforts ? Les quelques renseignements que nous possédons donnent à croire qu'ils tiraient du pays, par tous les moyens, le maximum de ce qu'il pouvait fournir en hommes et en ressources de toutes sortes, et l'on soupçonne la pesanteur des charges qu'ils imposaient ainsi au peuple. Nguyễn Ánh, d'ailleurs, malgré un plan de modération bien entendu, ne pouvait s'interdire d'en faire autant ; les textes annamites en laissent parfois percer quelque chose. C'est ainsi que le Phu-yên, à peine reconquis, devait payer l'impôt fixé « suivant l'ancienne loi » ; dans le Binh-thuân, c'était bien autre chose à la 10e lune, on percevait l'impôt de l'année suivante.

Mais tant de sacrifices menaçaient d'être faits en vain. Vu Tinh, toujours enfermé dans Qui-Nhơn , voyait les rigueurs du siège s'aggraver chaque jour et le roi, malgré ses efforts, ne pouvait rien pour le secourir. Par terre, les accès de la place étaient au loin interdits ; par mer, l'entrée du port de Thi-Nai, solidement gardée par la flotte Tây-Sơn, restait close et toutes les tentatives de la forcer échouaient. Chaigneau écrira à Barisy « Auparavant d'avoir vu la marine ennemie, je la méprisais, mais je t'assure que c'était à tort. Elle formait en effet pour la marine royale une barrière infranchissable. La mauvaise saison arrivait, les maladies augmentaient parmi les soldats ; il fallait renvoyer dans leurs foyers ceux de Gia-dinh et du Cambodge ; beaucoup d'hommes et d'officiers qui s'étaient soumis repassaient à l'ennemi; la situation s'aggravait.

[735] Ce n'est pas la première fois qu'il leur arrivait d'être ainsi utilisés mais c'est la première fois que les *Historiographies* le disent sous cette forme (XII, 5).
[736] *Nouv. Lett. édif.*. VIII. p. 189.

Pour la première fois depuis qu'il avait commencé les expéditions annuelles, Nguyễn Ánh décida de ne point rentrer à Saigon. La campagne continua. Nguyễn-van-Thanh et Lê-văn-Duyệt, en demandant de nouveaux efforts aux troupes, remportèrent des succès qui leur permirent de se rapprocher de Qui-Nhơn [737]. Mais la place ne put être débloquée. Le siège durait depuis un an ; Nguyễn Ánh était plein de tristesse [738].

Depuis longtemps, il concevait que les Tây-Sơn, ayant concentré leurs meilleures troupes devant Qui-Nhơn et aux alentours de la place, avaient dû opérer de forts prélèvements sur la garnison de Phu-Xuân (Hué), et le projet peu à peu s'était formé dans son esprit de marcher subitement sur la capitale et de s'en emparer. Quel retentissement aurait un pareil fait ! Que de confiance y puiseraient ses armées et de quel découragement les Tây-Sơn seraient-ils frappés ! Abandonner pour un temps à ses seules ressources Vu Tinh qui retenait attachées à ses murailles les forces considérables de l'ennemi, — c'était fort praticable; combien serait-il plus facile de le secourir après avoir triomphé à Hué ! Mais cingler vers le Nord en laissant intacte derrière soi, dans le port de Thi-Nai, la marine des Tây-Sơn, quelle imprudence ! C'était risquer d'être pris a revers ; ou bien c'était l'obligation d'immobiliser une partie importante de ses propres forces pour prévenir une attaque éventuelle. Mieux valait, certes, détruire la flotte des Tây-Sơn; mais elle ne quittait pas son abri ; et chaque fois que l'on avait voulu pénétrer dans la passe sous le feu des batteries et des trois grands vaisseaux embossés à l'entrée, tous les efforts étaient demeurés vains. Il faut reconnaître que le plan auquel Nguyễn Ánh s'arrêta témoigne d'une belle audace. Lui fut-il inspiré ? Il n'est pas permis de l'affirmer, et, dans les lettres que nous avons de Chaigneau et de Barisy sur l'affaire,on ne trouve rien qui fasse supposer soit une suggestion, soit une collaboration; bien au contraire, d'après la lettre de Barisy qui va être citée, c'est visiblement le roi lui-même qui a eu l'idée de l'attaque et qui dirigea l'opération. Le fait est notable.

Il semble donc avoir conçu le plan de bataille et l'on peut supposer seulement que les officiers français qui prirent part à l'action, Vannier, Chaigneau et de Forsans, en eurent à régler certains détails. Mais voici le récit de Barisy[739] :

« …Le 15 de la 1re lune [740], suivant la coutume de ce jour, tous les vaisseaux ont fait l'exercice de la manœuvre et du canon. Un joli petit frais du Sud et la surface de l'onde unie comme une glace a donné l'idée au Roi de faire appareiller une division de son armée(44) à bord de laquelle il s'est embarqué, ayant sous ses ordres Vo-di-Nguy, Nguyễn-van-Truong, Lê-văn-Duyệt, Forsans, Vannier et Chaigneau….

———

[737] Un trait plaisant, rapporté par les *Historiographies* (XII, 34), dépeint le caractère de ces deux généraux. Thanh aimait à boire. Au moment de partir pour la bataille, il se versa rasade et offrit à Duyêt d'en faire autant. Mais celui-ci refusa. Thanh insista « Il fait très froid aujourd'hui, dit-il, buvez, cela vous réchauffera. Mais alors Duyêt brutalement : « C'est l'homme timide qui boit pour se réchauffer ; moi qui méprise le danger, quel besoin ai-je d'alcool ? » Thanh fut très mortifié de cette leçon et en garda rancune à Duyêt. Il faut sans doute reporter aux armées royales sous les ordres de Nguyễn-van-Thanh et de Lê-van-Duyêt, les succès que Le Labousse (*Nouv. Lett. édif.*, VIII, p. 211) attribue au roi. Nous ne sommes éloignés de l'endroit où ce prélat (Mgr d'Adran) termina sa vie laborieuse que d'une journée et demie de chemin. Nous ne pouvons encore y aller parce que l'armée des rebelles occupe toute la province et tient bloquée, depuis quatorze mois, la fameuse ville qu'ils perdirent en 1799. Le roi n'a pas encore pu en faire lever le siège ; cependant il a eu de grands succès ; il a chassé les rebelles de leur retranchement dans des défilés où il paraissait impossible de les forcer; il a pris tous leurs canons et franchi tous les passages.

[738] *Historiographies*, VII, 38.

[739] CADIÈRE, *Documents*, p. 41 et suiv. Barisy désigne généralement les officiers annamites ayant pris part à l'action par leurs titres, bizarrement transcrits d'ailleurs; il a paru plus clair de donner leurs nom personnels que nous connaissons déjà.

[740] 27 février 1801.

(44) La 3e, comprenant 26 galères (fortes jonques), portant un canon et 200 hommes et 65 canonnières portant 80 hommes. La flotte Tây-Sơn était beaucoup plus forte; en voici la composition, toujours d'après Barisy :

	Canons	Hommes
9 vaisseaux…….	60 de 24 livres	700
5 vaisseaux	50	600
40 vaisseaux …….	16	200
93 galères	1 de 36 livres	150
300 chaloupes canonnières		50
300 chaloupes canonnières		70
100 lougres cochinchinois		

C'est le document le plus complet que nous ayons sur la composition des forces navales à cette époque; on voit que les vaisseaux à l'européenne ne manquaient pas aux Tây-Sơn. Le total de leurs forces en hommes à Thi-Nai était de 50000 hommes d'équipage et hommes entre troupes de débarquement et garnison des forts d'entrée.

———

Au coucher du soleil, la flottille était à portée de fusil de l'ile Hôn-dât (Cù-lao Han). Sa Majesté a fait signal au général Lê-văn-Duyệt de préparer 1200 hommes janissaires (de la garde royale) pour débarquer à la plage de sable. A sept heures, le débarquement s'est effectué sous les ordres du lieutenant-colonel des janissaires. Ils ont marché dans le plus profond silence tout le long de la plage de sable et sont parvenus peu de distance des batteries et forts ennemis sans que personne ne les ait découverts.

« A 10 heures et demie, le Roi était rendu à un tiers de portée de canon des forts d'entrée. Sans avoir été aperçu, il avait envoyé l'avant-garde composée de 62 canonnières, avec ordre d'aborder les trois premiers vaisseaux et d'entrer y mettre le feu et couper les amarres, afin de mettre le désordre dans le reste de la flotte. Le vent et la marée ; qui entrait avec violence, favorisait ce projet Nguyen-van-Truong l'exécuta. A 10 heures et demie précises, il tira son premier coup de canon. Aussitôt, le Roi fit signal d'attaque générale... Les 26 galères firent un feu roulant et bien servi sur toute la plage de sable afin de la balayer. Nos douze cents soldats, la baïonnette au bout du fusil, prirent les retranchées de la plage de sable à revers, culbutèrent tout ce qui se présenta, braquèrent les canons sur le fond du port.

« Alors le Roi ordonna à ses galères d'entrer et d'attaquer toutes ensemble et en ordre de bataille. C'est alors que la mêlée devint sanglante et qu'il eût fallu voir le Roi. Sa destinée dépendait de cette bataille. Le fort de Tam-toà-son (à droite de l'entrée pour les assaillants) faisait un feu épouvantable sur les galères du Roi, qui étaient foudroyées à portée de fusil. Vu-di-Nguy avait eu la tête emportée d'un boulet ; cette mort avait déconcerté les soldats. Une galère échoua : le général Lê-văn-Duyệt envoya couper la tête au capitaine et fit sur-le-champ mettre le feu à la galère et ordonna d'avancer sur les vaisseaux qui étaient embossés sur la montagne de l'Est et de brûler sans chercher à prendre. Cet ordre fut exécuté avec célérité, bravoure et prudence.

« Pendant ce temps, le général Nguyễn-van-Truong, après avoir mis le feu aux trois premiers vaisseaux de l'entrée, avait passé entre les deux lignes ennemies et était venu attaquer la queue de leurs galères, qui se mettaient en mouvement pour venir au secours de leurs vaisseaux. Quel fut leur étonnement d'être attaqués par un endroit où ils ne soupçonnaient pas d'ennemis ! Foudroyés en tête par les batteries de la plage dont quelques-unes étaient en notre pouvoir, ils furent un instant indécis. Nguyễn-van-Truong mit le feu à quelques-unes de ses propres canonnières ceux de la tête crurent que c'était une trahison de quelques-uns de leurs généraux vendus au Roi ; alors leur courage commença à chanceler. Nguyễn-van-Truong faisait des prodiges de valeur c'était quitte ou double ; il s'était trop avancé pour pouvoir en ressortir. Aussi ses soldats, comme des tigres, ne connaissaient plus rien. La flamme et le bruit du canon faisaient de cette nuit une de ces belles horreurs qu'il est plus aisé de sentir que d'exprimer. A 4 heures du matin, le feu était dans tous

leurs vaisseaux. A l'aube du jour, il y en avait une grande partie de sautés en l'air avec tous leurs équipages, etc. Les galères et les chaloupes canonnières ont tenu jusqu'à 2 heures et demie de l'après-midi (le 28 février).

« La perte du Roi a été considérable il a eu 4.000 hommes tués. Mais celle des ennemis est incomparablement plus grande ils ont perdu au moins 50.000 hommes ; toute leur marine, qui était formidable, tous leurs transports au nombre de 1800 voiles, 6 000 pièces de canons de toute grandeur, une immense quantité d'armes et de munitions de guerre et de bouche, l'or, l'argent, les pierreries dont les généraux et les subalternes regorgeaient, ont été la proie du flot. »

Ajoutons à ce récit quelques lignes de Chaigneau [741]. Le combat a été le plus sanglant que les Cochinchinois aient jamais eu. Les ennemis se sont défendus jusqu'à la mort. Nos gens se sont supérieurement conduits. Nous avons eu beaucoup de morts et de blessés, mais ce n'est rien en comparaison de l'avantage que le Roi en retire. MM. Vannier, Forsans et moi y étions et en sommes revenus sains et saufs. »

Sur le rôle des officiers français, voici un extrait d'une lettre de M. Le Labousse [742] :

« Ils accompagnèrent le Roi, chacun avec un bateau bien armé, et ce fut eux qu'il chargea de faire entrer toutes les galères. Le sang français bouillonnait dans les veines au bruit des canons, et il fallut toute l'autorité royale pour arrêter leur ardeur. Ce prince eut moins de peine à faire avancer son armée au milieu des boulets, qui pleuvaient de toutes parts, qu'à les retenir auprès de sa personne. M. de Forsans ne put même résister à la fougue guerrière qui l'emportait. Entraîné par son courage, il s'échappa pendant la nuit et entra dans le port, où il brûla lui seul sept galères des mieux armées. MM. Vannier et Chaigneau en eussent bien fait autant, s'ils n'avaient écouté que leur bravoure ; mais ils se souvenaient qu'ils avaient sous leur garde tout le royaume en la personne du Roi.

« Ils y entrèrent au jour avec ce prince. On tira sur lui d'un des forts où les ennemis tenaient encore, et le boulet ayant tombé dans l'eau à la proue de sa galère s'en releva et lui passa à une coudée au-dessus de la tête. »

Nguyễn Ánh envoya des messagers de toutes parts pour faire connaître cette magnifique victoire ; à Gia-dinh, à Phu-yên, à Binh-khang, à Binh-Thuân; il fit aussi écrire aux rois du Cambodge et du Siam. Il ne manqua pas d'avertir Vu Tinh et ajouta « Continuez à surveiller étroitement les ennemis et ne concevez pas de mépris pour eux ; ils sont entre nos mains, mais que l'habitude du danger ne vous entraîne à aucune imprudence. Je prépare une grande bataille qui nous permettra de communiquer ensemble. »

Après avoir accordé de libérales exemptions d'impôts dans les provinces de Phu-yên, Binh-khang et Binh-Thuân, il ordonna de lever des recrues au Phu-yên et dans le territoire de Gia-dinh, dont « la population .depuis des années lui montrait une fidélité inébranlable et fournissait à l'État la force et l'argent. » [743]

Au cours de la 2e lune, lui arriva de Gia-dinh une triste nouvelle : le prince Cảnh avait été enlevé par une maladie éruptive le 20 mars, à l'âge de 22 ans [744]. La douleur du père fut grande et elle s'accrut encore du fait de l'impossibilité où il était d'aller en personne assister aux obsèques. Déjà il avait envoyé vers le Nord une partie de l'armée navale comprenant les vaisseaux français, sous les ordres de Nguyễn-van-Truong, et le progrès des opérations contre Hué l'obligeait à

[741] Cadière, *Documents*, p. 39.

[742] *Ibid*., p. 46.

[743] Proclamation au peuple de Gia-dinh, *ibid*.,9.

[744] A la manière annamite ; il aurait eu en réalité vingt et un ans dix-sept jours après le 20 mars; voir ci-dessous p. 135, note 484. Voici ce qu'on peut lire de lui dans une lettre écrite moins de quatre années avant sa mort « Le jeune prince que vous avez vu si aimable lorsqu'il était en France, est aujourd'hui bien différent de ce qu'il était autrefois. Ce n'est plus cet esprit vif et pénétrant ; ce n'est plus ce cœur sensible et affectueux l'air contagieux de la cour l'a obscurci ; les femmes l'ont abruti, et achèveront de le perdre. Son caractère mou et efféminé est bien peu propre à gouverner, s'il ne change. *Nouv. lett. édif*., VII, p. 599-600.

demeurer au milieu de ses troupes [745]. A la troisième lune (13 avril-12 mai), il reçut l'annonce que d'importants succès avaient été remportés au Quang-Nam par Nguyễn-van-Truong. Un renfort de 1.000 hommes et de 30 barques fut immédiatement expédié à ce général avec l'ordre de fortifier la région conquise.

Mais dans la ville de Qui-Nhơn , la situation empirait; les provisions et les munitions tiraient à leur fin et la garnison était à bout de résistance. Mieux vaut perdre la ville qu'un valeureux officier », dit le roi. Et il fit offrir à Vu Tinh d'abandonner secrètement la citadelle et de venir le rejoindre. Vu tinh refusa. « Je fais, dit-il, le sacrifice de ma vie pour garder la ville. Allez attaquer Phu-xuân et ne vous souciez pas de moi; si vous pouvez vous emparer de la capitale, je mourrai content. » Le roi réunit ses officiers pour leur communiquer cette réponse ; on estima qu'il n'était pas possible, dans les circonstances actuelles, de battre les troupes qui assiégeaient Qui-Nhơn ; qu'une attaque sur Hué attirerait sûrement ces troupes vers la capitale ; qu'il serait alors possible de délivrer Vu Tinh. Il fut donc décidé de hâter le départ. Nguyễn-van-Thanh fut chargé de poursuivre la lutte contre les chefs Tây-Sơn Diêu et Dung, tandis que des dispositions étaient prises pour garder le port de Thi-Nai.

Le 5 juin 1801 [746], sous les ordres du roi lui-même, les vaisseaux et les jonques désignés pour faire partie de l'expédition quittèrent le port, et deux jours plus tard joignirent Nguyễn-van-Truong. Celui-ci dut rallier Tourane et y attendre le roi.

« Le 9 juin, raconte Barisy [747], nous appareillâmes tous de compagnie à 4 heures du matin, et le il, à 8 heures du matin, vînmes mouiller à l'entrée de la rivière de Hué, à portée de canon des forts d'entrée. Notre armée était partagée en deux. Tous les vaisseaux (six, y compris ceux de Chaigneau, de Forsans et de Vannier) et trente canonnières formaient une division qui, sous les ordres de Nguyen-van-Truong, bloquait la bouche d'Ouest nommée Cua-huu. La bouche de l'Est, nommée Cua-dông, était attaquée par le Roi et les généraux ci-dessus nommés (dont Lê-văn-Duyệt) ayant à leurs ordres les 45 galères, 300 chaloupes canonnières et 15000 hommes de troupes de terre de débarquement.

« Le 12, à 5 heures du matin, nos galères en ordre de bataille sur trois lignes, ayant entre elles les canonnières, se présentèrent à la bouche de Cua-dông. Lorsqu'elles en furent à une demi-portée de canon, le feu des trois forts fut dirigé contre elles; et elles l'essuyèrent sans riposter jusqu'à ce qu'elles se trouvèrent à l'entrée de la rivière, qui par elle-même est très basse et qui, en outre, avait été comblée par différents matériaux et de plus beaucoup de pieux et solives. Alors ces galères et chaloupes canonnières se trouvèrent échouées sans pouvoir ni avancer ni reculer. L'ennemi, ivre de joie, redoubla son feu. Alors le Roi, voyant le péril dans lequel il se trouvait engagé, ordonna aux troupes de sauter à l'eau et forma son armée sur le rivage sous le feu des canons des forts ennemis. Ses galères, quoique échouées, faisaient un feu terrible, et les chaloupes canonnières eurent le bonheur de franchir la barre.

Le général en chef [748], qui est marié à la sœur de l'usurpateur, était dans les forts avec hommes des meilleures troupes. Sa présomption accéléra sa perte. Voyant de ses murailles la déconfiture qu'il faisait de nos troupes, il crut qu'il f n'avait qu'à sortir et s'emparer de notre armée comme on prend des moutons dans un parc. Mais le pauvre citoyen général se trouva bien attrapé, quand, après être à 500 toises de ses murailles, il trouva les gardes du corps qui commencèrent, la baïonnette au bout du fusil, à le charger avec vigueur. Les autres troupes qui étaient dans les galères vinrent par ses flancs et en queue. Alors il se trouva cerné de toutes parts sans aucune communication avec ses forts. Ce que voyant ses troupes et que nos soldats furieux y allaient avec

[745] A cette époque (exactement le 21 mai) mourut aussi le prince Hi qui accompagnait son père dans cette expédition il n'avait que 20 ans. *Historiogra.*, XII, 23. Cf. ORBAND, les Tombeaux des Nguyễn, p. 40.

[746] C'est la date des *Historiographies*, XIII, 25.

[747] Barisy faisait partie de cette expédition. « Le roi commandait l'armée de terre et de mer, moi sous ses ordres en qualité de capitaine de pavillon du vaisseau portant pavillon amiral monté par le roi. » Ce vaisseau était armé de 36 canons. *Ibid*, p. 48.

[748] C'était le pho-ma (époux d'une princesse de la famille royale) Nguyễn-van-Tri. Il était, d'après les textes annamites, sur le pic donnant la passe de Tu-hiên, ou bouche de l'Est.

un acharnement incroyable et qu'il n'y avait aucun moyen de s'échapper par la fuite, ils crièrent quartier. Mais le soldat, ivre de carnage, n'entendait rien ; sourd aux ordres de ses chefs, ce fut avec peine qu'on put l'arracher de sa proie. Le général fut pris vivant et de suite présenté au roi, qui le fit charger de chaînes.

« Toute la journée on se prépara pour l'attaque des autres forts, mais par le dedans de la rivière. Les ennemis y avaient sept *tàu* (jonques) faisant partie d'une armée de soixante-cinq *tàu* sortis du Tonkin, qui y avaient mouillé dans le port le 10 au soir. Les autres étaient à vue à deux lieues de notre armée, mais leur marche supérieure les a sauvés. Ils avaient en outre dix de leurs *tàu*, quatorze galères, beaucoup de canonnières, et cela couvert de monde. Nous étions dans nos hunes avec des lunettes et pouvions distinguer les physionomies des principaux acteurs.

« Il était dix heures du matin lorsque notre avant-garde, composée de chaloupes canonnières sous les ordres du colonel-commandant le régiment de Fan vieuk (phan-duc), commença à être à portée de leur artillerie. Leur flotte était mouillée en croissant, protégée par leurs batteries dont les feux se croisaient. Nos galères arrivaient lentement et en tâtonnant, ne connaissant pas la rivière, qui se trouvait être à sec, la marée étant basse. Nous vîmes les canonnières ennemies se mettre en mouvement, et nous en distinguâmes 27. Elles s'avancèrent à la rencontre des nôtres. Le colonel de Fan Vieuk, sans tirer un coup de fusil, aborda toutes les canonnières ennemies en même temps; et alors nous vîmes un court, mais sanglant combat. Les forts tiraient et les tàu et les galères indistinctement sur ami et ennemi mais dans cinq minutes nous vîmes le pavillon jaune flotter à la place du pavillon rouge. Pendant cet intervalle, notre armée de galères et le corps de bataille de canonnières arriva, et nous les vîmes aborder les galères et tàu ennemis, ensuite débarquer au pied des forts et monter à l'assaut. A midi, le plus grand silence régnait partout, le feu dans plusieurs vaisseaux ennemis formait un beau spectacle. La plage de sable vis-à-vis de l'endroit où nous étions mouillés était couverte de fuyards l'espace où la vue pouvait atteindre.

« Le Roi avait monté la rivière avec toute son armée et était arrivé à 3 heures de l'après-midi au quai attenant au palais de ses ancêtres. Le peuple, prosterné sur le rivage, semblait attendre l'arrêt que son Roi victorieux allait prononcer. Le plus grand silence régnait, et la terreur que leur inspirait le souvenir de leurs offenses passées n'était pas propre à les rassurer.

« Aussi quel a été leur étonnement lorsque, au lieu de trouver un vainqueur irrité descendre dans leur ville, ils y ont trouvé un Henri IV, un père clément et miséricordieux La sérénité et la bonté peintes sur son front fut le présage de ce qu'ils devaient attendre pour l'avenir. Toute l'armée en bataille dans le plus profond silence attendait les ordres du Roi, lorsqu'à 6 heures du soir, Sa Majesté ordonna à toutes ses troupes de se rembarquer, et elle-même vint coucher dans son bateau après avoir établi des corps de garde dans tous les quartiers et défendu le pillage sous peine de mort. »

C'est le juin, à 8 heures du matin, que Nguyễn Ánh fit son entrée dans la capitale de ses ancêtres d'où il était sorti plus de vingt-six ans auparavant, entraîné dans le désastre des Nguyễn vaincus par les Tonkinois.

« Le roi n'a pas entré au palais, mais a été s'asseoir dans une salle d'audience en dehors, dans laquelle le peuple a coutume de s'assembler pour espérer le Roi les jours de son lever.

C'est dans cette salle où, à 10 heures du matin, je le vis, entouré d'une multitude de tous âges et de tous sexes. Un faible garde et sans appareil entourait ce monarque. »

« Les officiers et le peuple se pressaient autour de lui, disent les historiographes [749] lui souhaitant dix mille années. Certains lui offrirent des présents, mais il les refusa. »

Dans la citadelle, on trouva les sceaux et les brevets d'investiture des Ts'ing que Quang-Toan avait oubliés dans la précipitation de son départ. D'abord ce dernier des Tây-Sơn avait essayé de combattre, mais ses soldats, apprenant la déroute de la flotte à l'entrée de la rivière, l'avaient

[749] Historiographies, XIV,1.

abandonné ; il n'avait pu que s'enfuir. Nguyễn Ánh lança à sa poursuite Lê Chât [750] par la route de terre et Nguyễn-van-Truong avec des barques. Mais Quang-Toan leur échappa.

Sans s'occuper davantage du chef des Tây-Sơn, le roi prit des mesures pour garder sa conquête. Nguyễn-van-Truong eut le soin de l'administration du Quang-binh ; il s'établit dans le fort de Dông-hôi. Un autre officier fut placé à l'embouchure du Sông-Gianh avec des jonques et un troisième au Mont Tranversal. Phu-Xuân fut aussi organisé ; on y créa deux préfectures, huit sous-préfectures et un *châu* ; des fonctionnaires y furent nommés. Dans le Quang-nam, Lê-văn-Duyệt fut envoyé avec des troupes de terre. Enfin Tông-viêt-Phuc reçut l'ordre de se rendre au Binh-dinh pour secourir Vu Tinh [751]. Mais il était trop tard.

Au cours de la 5e lune (11 juin-10 juillet), toutes les provisions épuisées, les chevaux et les éléphants ayant été mangés, Vu Tinh, las d'espérer, ne pouvant plus garder la citadelle, mais refusant toujours de se rendre, avait fait élever une tour octogonale en bois qu'il avait fait garnir de poudre, puis revêtu de ses habits de cérémonie, il s'était fait sauter. A cette nouvelle, le roi pleura [752] Vu Tinh, dit-il, a été fidèle jusqu'à la mort. L'antiquité ne nous offre pas d'exemple d'un dévouement comparable au sien. »

Après la reprise de la place, les chefs Tây-Sơn montrèrent plus d'activité et Nguyen-van-Thanh s'en émut. Mais le roi le rassura en lui disant que bientôt les communications par voie de terre seraient coupées à Diêu et à Dung et qu'ils seraient bien forcés de venir à composition. Cependant, le Phu-yên n'était pas tranquille des bandes de Tây-Sơn y faisaient encore du mal et Nguyễn Ánh fut obligé de prescrire à Gia-dinh d'y faire porter des troupes ; il en envoya d'ailleurs lui-même à Nguyễn-van-Thanh.

Mais ce qui le préoccupait surtout à ce moment, c'était la conquête du Tonkin. « Aussitôt que le roi se fut emparé de la Haute Cochinchine, écrivait en 1802 un missionnaire [753], on s'imaginait qu'il allait sur-le-champ passer au Tonkin,. » Sans doute, mais on ne saurait cette fois l'accuser de s'être montré trop prudent en remettant l'expédition [754]. Sans parler de l'état encore fort troublé du pays, du Phu-yên au Quang-nam oh il était obligé d'entretenir des armées, toute la portion au nord de Hué jusqu'au Sông-Gianh et au delà ne laissait pas de lui inspirer de sérieuses inquiétudes ; un des officiers de Nguyễn-van-Truong venait de se faire battre avec 7 000 hommes au Mont Thân-dâu [755] et il apprenait que Quang Toan n'était pas inactif au Tonkin ; il demandait à l'empereur de le secourir ; il levait de nouvelles troupes, faisait construire des barques ; le gouverneur du Nghê-an tentait de soulever les tribus du Trân-ninh contre les Nguyễn [756]; les Tây-Sơn étaient en force dans le sud du Hà-tinh. Une brusque offensive de leur part était chose possible et il fallait se tenir sur ses gardes. Il se décida à aller sur les lieux à la fin du mois d'août ; il se rendit à Dong-hôi, visita le mur de Trân-ninh, inspecta les troupes qu'il distribua aux points convenables, fit placer de l'artillerie. Il envoya une flottille à l'embouchure du Sông-Gianh et la fit soutenir par des troupes

---

[750] Ancien officier des Tây-son qui s'était soumis en 1799 devant Qui-Nhon et avait été mis sous les ordres de Vu Tinh ; prit part, avec d'importants commandements, aux campagnes suivantes ; fut gouverneur du Tonkin, mourut à l'âge de cinquante-huit ans en 1827.

[751] Ainsi qu'on l'avait prévu, Diêu avait amené des troupes (5000 hommes) à l'aide de Phu-xuân menacé ; mais pour leur éviter de rencontrer les royaux, il leur avait fait prendre la route des montagnes. Trompés par les tribus indigènes, ils s'étaient égarés ; un détachement demanda à se soumettre, tandis qu'un autre tomba par mégarde sur le campement de Lê-vàn-Duyêt et se fit tailler en pièces. Historiographies, XVI, 10

[752] Historiographies XIV, 15.

[753] Langlois, lettre du 3 septembre. CADIÈRE, *Documents*, p. 55.

[754] On lit dans une autre lettre (*Nouv. Lett. édit*., VIII, p. 84) que le roi « n'osa pas s'avancer plus loin parce qu'il craignait que l'armée ennemie qui assiégeait Qui-phu et qui était commandée par les deux meilleurs généraux de son adversaire ne fût venue fondre sur la ville royale de Cochinchine pendant qu'il eût été au Tonkin. »

[755] Le Mont Thân-dâu, dans le Sud du Hà-tinh, non loin de Rôn. Le récit de la défaite se trouve dans les *Historiographies* (XIV, 26); les royaux tombèrent dans un piège et perdirent la moitié de leur effectif. L'officier qui les commandait fut décapité par ordre de Nguyễn Ánh.

[756] *Historiographies*, XIV, 6. Des troupes envoyées en hâte par la route de Cam-lô avaient prévenu les projets des ennemis.

de terre ; des renforts furent expédiés au Quang-Binh ; ordre fut donné d'exercer une surveillance étroite sur les ports de mer et sur les passages dès montagnes. Les troupes des provinces nouvellement occupées furent exercées et passées en revue ; elles furent mises sur pied de guerre [757]. Enfin, des approvisionnements considérables furent constitués et les magasins à riz partout remplis.

Nguyễn Quang-Toan était arrivé à Hanoi vers la fin de la 5e lune, soit au commencement du mois de juillet, après avoir, de Thanh-hoa, demande à son frère Quang-Thùy d'envoyer au-devant de lui une escorte de soldats. C'est à partir de la 5e lune qu'il changea son titre de période pour conjurer le mauvais sort [758]; mais, d'après les *Biographies*, les présages de malheur se multiplièrent : pluies continuelles, palais effondré, etc.

Arrivé à Hanoi, il envoya des ambassadeurs en Chine pour porter le tribut et pour demander secours à l'Empereur. Mais Nguyễn Ánh l'avait prévenu ; sur ses ordres Trịnh-hoài-Đức [759] était allé porter au vice-roi des Deux-Kouang les brevets et les sceaux perdus par Nguyễn Quang-Toan; en outre, Trịnh-hoài-Đức était chargé de remettre aux autorités chinoises des pirates qui, soudoyés par les Tây-Sơn, avaient ravagé les côtes de Chine.

Au rapport de ces faits, l'empereur Kiên-Long promulgua l'édit suivant « Nguyễn-van-Huê et Nguyễn Quang-Toan, bien qu'à notre service comme vassaux de la Cour céleste, ont recherché des aventuriers et donné asile à des traîtres, afin d'apprendre d'eux le brigandage. On ne peut être plus ingrat. Ils n'ont pu garder ni leur royaume, ni leur capitale, ni leur livre d'investiture, ni leur sceau la soudaineté de leur chute indique suffisamment qu'ils sont anéantis pour toujours [760]. » Par le même édit, l'Empereur ordonnait au vice-roi des Deux-Kouang de maintenir sur la frontière une armée d'observation.

Quang-Toan, n'ayant à compter que sur ses seules ressources, ne renonça cependant pas à la lutte. Déjà à la 8e lune (8 septembre-7 octobre), il avait donné l'ordre à son frère Quang-Thùy de relever le nombre des hommes et des chevaux et d'aller camper au Nghê-an. A la 11e lune (6 décembre-3 janvier), il se mit en mouvement à son tour ; il avait trente mille soldats levés dans les provinces du delta, au Thanh-hoa et au Nghê-an ; Bùi-thi-Xuân, la femme de Diêu, le général qui commandait au Binh-dinh, lui avait amené cinq mille hommes qui formaient un régiment sous ses ordres. Un corps d'armée fut chargé d'aller attaquer Trân-ninh; un autre fut dirigé contre la muraille de Dâu-mâu ; une flotte de cent jonques fut envoyée à l'embouchure du Sông-Gianh [761]pour se porter vers le Sud quand il serait nécessaire. A la 12e lune (4 janvier-2 février 1802), Toan passa le fleuve. Le roi, qui était venu en personne prendre le commandement en chef à Dông-hôi, fit avancer des troupes de terre et Nguyen-van-Truong, à la tête de l'armée navale, fit ses préparatifs pour rencontrer la flotte Tây-Sơn. Le jour de la lune (3 février), Tran-ninh fut attaquées, mais les troupes royales tinrent bon et forcèrent les soldats de Toan à reculer. L'assaut

[757] Au lendemain de la prise de Hué, cinquante-deux mille hommes auraient été levés, au dire de Barisy (*Ibid*., p. 54). Les livres annamites ne donnent pas de chiffre, mais mainte allusion est faite à des opérations de recrutement, de modification dans la composition des troupes, de mesures prises pour l'enrôlement des prisonniers et des soldats soumis. On prit soin d'encadrer ces derniers d'anciens soldats dont le dévouement était sûr et de leur donner des officiers royaux qui avaient fait leurs preuves.

[758] Cânh-thinh en 1793; Bao-hùng en 1801 (5e lune).

[759] Il descendait d'une famille chinoise du Fou-kien qui s'était établie en Annam à la fin de la dynastie des Ming il occupa à la cour de très hautes charges, les présidences des ministères des Finances, des Rites, des Emplois civils. Mais ce fut Minh-mang qui, en 1822, le porta au sommet de la hiérarchie. « Parmi les mandarins civils, disent les *Biographies* (XI, p. 7), aucun n'avait été élevé au premier degré. Il mourut en i825, âgé de soixante et un ans. Minh-mang prononça en apprenant sa mort, des paroles de louange et de regret ; il suspendit les audiences pendant trois jours et lui conféra des titres posthumes. Notice dans les *Biographies*, XI. 3 à 42.

[760] DEVÉRIA, op. cit., p. 50. Cf. *Biographies*, XI, 4 à 5; XXX, 52; *Historiographies*. Envoi de l'ambassade, XVII, 8 et 9.

[761] *Biographies*, XXX, 52. Le résumé que donne cet ouvrage est à peu près suivi ici. Les *Historiographies* sont plus prodigues en détails (XV, 28, 29, 30; XVI, 1, 2).

fut donné au mur de Dâu-mâu ; les Tây-Sơn se lancèrent à l'escalade ; une grêle de boulets et de pierres s'abattit sur eux et leurs pertes furent énormes dès le premier choc. Toan allait ordonner la retraite, quand Bùi-thi-Xuân, pleine d'ardeur et d'audace, ramena les troupes à l'attaque ; montée sur son éléphant, elle combattit sans trêve [762] jusqu'au moment où Toan, avisé que sa flotte venait d'être détruite par Nguyễn-van-Truong à l'embouchure du fleuve de Dông-hoi (Nhut-lê), abandonna le champ de bataille, ne songeant plus qu'à sa sûreté. Il parvint au Sông-Gianh sans être atteint et, accompagné d'un petit nombre de soldats, poussa rapidement vers le Nord. Son frère, Thùy, arrivant à sa suite vers les bords du fleuve, les trouva déjà occupés par les troupes royales ; il obliqua vers l'Ouest, prit la route des montagnes et ne rejoignit Toan au Nghê-an qu'après dix jours de marche.

Nguyễn Ánh, victorieux, retourna à Hué le février 1802, laissant Nguyễn-van-Truong à la garde de Dông-hôi.

Avant de marcher sur le Tonkin, il jugea prudent de ne point laisser derrière lui de place au pouvoir des Tây-Sơn [763]. Il envoya Lê-văn-Duyệt contre Qui-Nhơn , et comme l'armée Tây-Sơn recevait des approvisionnements du Sud, il chargea Nguyen-van-Thanh d'aller barrer les routes du Phu-yên. Lê-văn-Duyệt enleva les lignes de défense extérieures et bientôt put commencer le siège de la place. Au bout d'un mois environ, au cours de la 2^{e} lune (4 mars-1er avril), la garnison, épuisée par les luttes qu'elle soutenait depuis deux années déjà, décimée, mal approvisionnée en munitions et en vivres, était tout à fait incapable de résister. Mais elle réussit à échapper aux royaux; sous les ordres de Dieu et de Dung, à la faveur d'une nuit obscure, trois mille hommes et cent cinquante éléphants environ quittèrent la citadelle sans éveiller l'attention de l'ennemi.. Quand Lê-văn-Duyệt fut prévenu, il ordonna qu'on les poursuivît; mais ils étaient déjà loin, s'étant engagés dans la route des montagnes; on ne put recueillir que quelques traînards qui offrirent leur soumission. Lê-văn-Duyệt fut rappelé à la capitale et Nguyễn-van-Thanh chargé de l'administration et de la défense de Binh-dinh.

Désormais tranquille de ce côté, le roi va s'occuper du Tonkin [764]. Après avoir pris des mesures d'ordre général et présidé à la formation du corps expéditionnaire, il lança au cours de la 5^{e} lune (31 mai-29 juin) deux proclamations, l'une adressée au peuple, l'autre aux soldats par lesquelles il annonçait ses intentions. Il part pour punir les révoltés et se montrer à ses sujets ; le but de la guerre qu'il entreprend est de ramener la tranquillité dans le royaume et de rendre la paix aux populations; ceux qui se conduiront mal, se livreront au pillage et molesteront les habitants, seront mis à mort [765]. Il désigna Nguyễn-van Truong et Lê-văn-Duyệt qu'il venait de nommer maréchaux (Tài-tuong quân) pour commander l'un l'armée navale, l'autre les troupes de terre. À Lê-văn-Duyệt était adjoint Lê Chât. Ils se portèrent aussitôt en avant, précédant les troupes du roi qui sortirent de la citadelle le 20 juin et arrivèrent à Dông-hoi le 25. Le lendemain, le roi envoya un

[762] L'héroïsme de cette femme est devenu légendaire. La Bissachère a le premier conté en français ses exploits. Voir notre publication de sa relation et RENOUARD DE SAINTE-CROIX, Voyage, lII, p. 236.

[763] V. *Historiographies*, XVI, 3, réponse à ses officiers; aussi 4.

[764] Le récit de cette rapide campagne n'a pas encore été fait avec les quelques détails qu'elle comporte, étant donnés son intérêt et ses conséquences. On pourra trouver les noms cités et les routes prises par les troupes jusqu'au 1'hÁnh-hôa dans la carte publiée par le P. Cadière : Théâtre des guerres entre les Trịnh et les Nguyễn, in. *Bull. Ec. fr. E.-O.*, 1906. J'ai moi-même visité les lieux en 1907, muni des précieuses indications du P. Cadière. La date de l'entrée à Hanoi diffère dans les *Biographies* (22 juillet) et dans les *Historiographies* (20 juillet). Cette dernière a été adoptée comme plus sûre ; en effet, au lieu d'être isolée comme dans les *Biographies*, elle fait partie d'une série qui commence au départ de Hué; en outre, toutes les dates de la campagne font, dans les Historiographies, l'objet de deux indications distinctes et concordantes l'une donne les jours en dates cycliques (XVII, 12 à 20), l'autre les désigne suivant leur place dans la lune (21 à 22).

[765] Il spécifie, en donnant aux chefs de l'armée l'ordre de partir, qu'ils pourront procéder à ces exécutions sans lui en référer à l'avance (*ibid*., 11). Voir une exécution faite sur son ordre, p. 12. Ce souci de maintenir la discipline et d'éviter au peuple du Tonkin les maux qu'entraîne la guerre mérite d'être noté.

fort détachement à l'Ouest pour contourner le mont Transversal. Lê-văn-Duyệt, avec le gros, suivait la route mandarine; il avait traversé le Sông-Gianh sans encombre.

Le premier contact avec l'ennemi se fit au port de Ron, dans le sud du Hà-tinh ; là, Nguyễn-van-Truong bouscula la garnison et détruisit le port militaire ; puis il avança jusqu'à Hà-trung d'où il chassa aussi les Tây-Sơn. Informé de ces avantages, Nguyễn Ánh passa à son tour le Sông-Gianh. Le 1er jour de la 6e lune (30 juin), il se reposa à Hà-trung.

Quant à l'armée de mer, elle pénétra dans le port de Hôi-thông, à l'embouchure du Song Ca (Lam-giang, fleuve de Vinh), où elle s'empara de gros approvisionnements et d'un grand nombre de jonques et d'armes; Lê-văn-Duyệt, continuant sa marche en parfaite liaison avec la flotte, parvint à la capitale du Nghê-an sans rencontrer grande résistance.

Le 3 juillet, le roi arriva à son tour ; il inspecta le butin de Nguyễn-van-Truong et fit mesurer le chemin parcouru. Il reçut la soumission d'un général ennemi qui lui apporta éléphants. Pendant ce temps, la principale armée de terre atteignait Thanh-hoa où elle faisait prisonnier un frère de Toan, nommé Bàn, et un autre corps s'emparait de Tran-Quang-Diêu qui s'était, comme on s'en souvient, échappé de Qui-Nhơn et qui débouchait par la route des montagnes.

Le 13 juillet, le roi était à Thanh-hoa, après trois jours de marche ; il fut heureux de se trouver dans le pays d'où sa famille était sortie, et, comme par un don de joyeux avènement, suspendit les impôts et les corvées.

Lê-văn-Duyệt continua à progresser en même temps que Nguyễn-van-Truong. Celui-ci s'engagea dans le fleuve Rouge, le remonta, passa à Vi-Hoang (capitale du Bas Son-Nam) où il détruisit une flottille et s'arrêta pour garder la citadelle. Lê-văn-Duyệt, pendant ce temps, balayait devant lui les troupes qui faisaient mine de s'opposer à son passage, mais ne rencontrait guère, à mesure qu'il approchait de la capitale, que des soldats désireux de se soumettre. Les mandarins s'enfuyaient, le peuple restait calme.

A deux ou trois journées derrière eux, le roi suivait, stationnant dans les capitales des provinces [766], prenant possession, pour ainsi dire, des territoires traversés. Le 20 juillet, un mois après ,son départ de Hué, il fit son entrée dans la capitale des Lê.

Quang Toan avec ses deux frères et quelques officiers, avait franchi le fleuve Rouge et s'était enfui vers le Nord ; mais le peuple s'empara de lui et le livra aux troupes royales ; le dernier des Tây-Sơn fut remis à son vainqueur enfermé dans une cage. Nguyễn Ánh pénétra dans la citadelle et se rendit au palais Kinh-Thiên [767]; c'est là qu'il reçut l'hommage de ses nouveaux sujets.

Le triomphe des Nguyễn était complet. Non seulement, ils avaient reconquis leur patrimoine sur les rebelles longtemps victorieux, mais ils y ajoutaient encore, par l'annexion du Tonkin, domaine des Lê, leurs suzerains du seizième siècle.

Ils vont désormais régner sans partage sur toutes les provinces de langue annamite.

———

CHAPITRE IX

NGUYỄN ÁNH, EMPEREUR ET FONDATEUR DE DYNASTIE.

GIA-LONG (1802-1820)

[766] Il passa le 17 à Hiên-nam, capitale du Haut Son-nam, au Nord de la ville actuelle de Hung-yên.

[767] Voir le plan de Hanoi sous les Lê dans le mémoire de H. Maspero, le *Protectorat général*… (*Bull. Ec. fr. E.-O.*, 1910.)

Le 1er juin 1802, Nguyễn Ánh, à l'issue d'une cérémonie solennelle dans le temple de ses ancêtres, déclara close l'ère Cảnh-Hung, des Lê et ouvrit la période Gia-long [768].

Il ne se proclama pas encore empereur, malgré qu'il en fût prié [769]; mais on peut considérer qu'à dater de ce moment, il exerce réellement le pouvoir suprême.

Durant un quart de siècle, il a lutté sans trêve. Malgré les Tây-Sơn, il a réussi d'abord à s'installer dans les provinces que ses ancêtres avaient patiemment gagnées sur le Cambodge. Par la prise de Hué ensuite (12 juin 1801), il a rétabli le pouvoir des Nguyễn sur un territoire d'où ils avaient été chassés depuis vingt-six ans (30 janvier 1775); enfin, par la conquête du Tonkin, par son entrée à Hanoi (20 juillet 1802), il a ajouté le royaume du suzerain au fief du vassal et réalisé avec ampleur un projet que l'ancêtre de la famille n'eût jamais osé concevoir.

Gia-long est un véritable chef de dynastie ; il ne faut pas voir seulement en lui un héritier Nguyễn, un membre d'une famille apparentée au Lê, ou, comme on le fait trop souvent, un prince qui reconquiert son royaume. Ce serait diminuer son rôle il s'est fait à lui-même son empire. Vingt-cinq années, il a subi l'épreuve de tous les malheurs, défaites, trahisons, fuites éperdues devant l'ennemi victorieux, humiliations de toutes sortes, mais il a suscité le dévouement d'un homme tel que Pigneau de Behaine qui l'a soutenu dans les revers et conseillé dans la victoire et, secondé d'officiers valeureux et fidèles, français comme Dayot, Vannier, Chaigneau, annamites comme Lê-văn-Duyệt, Nguyen-van Truong ; Nguyễn-van-Thanh, il a constitué son domaine, il en a réuni peu à peu les parties; il a placé sous un même sceptre des pays de même langue qui vivaient séparés et il est le premier souverain régnant sans partage sur toute l'Indochine annamite agrandie du delta du Mékong.

L'œuvre qu'en ses années de jeunesse, prétendant sans royaume, il a poursuivi longtemps, sinon sans défaillances, du moins sans découragement, il la complète, homme mûr, avec sagesse, avec discernement; avec une hardiesse tempérée de prudence, avec une claire vision des besoins du pays soumis à ses lois. Il a quarante ans, la période des combats est close; 'le guerrier se fait administrateur. La tâche qu'il assume est immense; la confusion règne dans tout l'empire, au Nord, au Centre, même au Sud. Les rouages administratifs sont' faussés ou n'existent plus les cadres des fonctionnaires sont vides, la hiérarchie est perdue; les impôts ne rentrent pas, les listes des biens communaux ont disparu, les titres de propriété sont égarés, les champs abandonnés; les routes, les ponts, les greniers publics ne sont pas entretenus; les travaux des mines ont cessé. L'administration de la justice est interrompue, les pirates pillent dans toutes les provinces, la violation des lois reste impunie, les lois même sont devenues incertaines.

Gia-long entreprend de mettre l'ordre partout. Sans entrer dans le détail de son œuvre administrative, nous allons indiquer les reformes qu'il introduisit dans l'organisation des différentes régions du Pays d'Annam et signaler les principales mesures qu'il prit pour assurer l'administration régulière du pays.

---

[768] *Historiographies*, XVII, 1 et 2. En fait, la période Cảnh-hung du souverain Lê-Hiên-Tôn avait pris fin en 1786 (47e année de la période) et Lê Duy-ki, le dernier des Lê (qui reçut en 1884 le titre posthume de Lê Mân Hoàng Dê), avait choisi en 1787 le titre de chiêu-thông ; cependant, Nguyễn Ánh continua à compter les années Cảnh-hung jusqu'en 1802 (63^{e} année de la période). Il a voulu conserver ce titre de période, dit-il lui-même, tant qu'il n'a pas reconquis Hué. — A partir du 1er juin 1802, les souverains n'ayant pas changé de titre de période pendant tout leur règne, comme il était d'usage en Chine depuis la dynastie des Ming, (1368-1644), c'est par leur titre de période qu'on a pris l'habitude de désigner les souverains d'Annam.

[769] Les *Historiographies* disent (*ibid*.) qu'il ne voulut pas, en juin 1802, se déclarer empereur parce que l'ancien patrimoine des Nguyễn seulement était repris et qu'il n'était pas maître absolu du pays (le Tonkin en effet n'était pas encore conquis). Il aurait été de nouveau pressé de se nommer empereur peu de temps après son entrée à Hanoi (septembre 1802), mais s'y serait refusé : il avait « encore une grande tâche à accomplir pour réparer les maux causés par la perversité des Tây-son » (XXVI, 18). Il ne prit officiellement le titre d'empereur, hoàng-dê, que le 5^{e} mois de la 5^{e} année de la période, 17 juin-15 juillet 1806 (*Historiographies*, XXIX, I; Répertoire, CXII, 2) il avait reçu l'investiture de la Chine au début de la 5^{e} année, février 1806 (*Historiographies*, XXIII, 1 et suiv).

1. — Œuvre administrative.

A) Les trois régions de l'Empire. Les provinces.

L'ancien patrimoine des Nguyễn constitue la partie médiane de l'empire et possède le privilège de contenir la capitale. Il comprend neuf provinces qui sont du Nord au Sud Quang-Binh, Quang-tri, Quang-duc, Quang-Nam, Quang-ngai, Binh-dinh, Phu-yên, KhÁnh-Hoà et Binh-Thuân. Les cinq premières ont un statut particulier à leur centre est Quang-duc, province de la capitale, nouvellement créée [770] ; au Nord, les deux provinces de droite (Quang-tri et Quang-Binh); au Sud, les deux provinces de gauche (Quang-Nam et Quang-ngai) ces quatre provinces sont désignées sous le nom de Truc-Lê [771] car elles relèvent directement du souverain. Hué ou Phu-Xuân, la capitale, se trouvait dans le territoire de la préfecture de Thùa-thiên, province de Quang-duc. Cette préfecture, à cause de son importance, avait un personnel spécial; elle était administrée par un « dê-doc de la citadelle » sorte de gouverneur militaire, assisté d'un préfet et d'un sous-préfet [772].

L'administration centrale avait son siège dans la capitale même, auprès de l'empereur, maître suprême et chef religieux du pays. Il y avait six ministères Lai-bô, ministère des Emplois publics; — Hô-bô, ministère des Finances ; — Lê-bô, ministère des Rites ; — Binh-bô, ministère de la Guerre; — Hinh-bô, ministère de la Justice ; — Công-bô, ministère des Travaux. Dans chaque ministère se trouvaient un président, deux vice-présidents et deux ou trois conseillers; il était divisé en un certain nombre de bureaux ayant chacun ses attributions spéciales et comprenant de cinquante à quatre-vingts employés divers, rédacteurs, copistes, etc. [773]. Cette organisation, arrêtée ainsi dans ses grandes lignes dès le début de la reconstitution administrative, ne fut complétée définitivement que sous Minh-Mang et Thiêu-tri ; pendant le règne de Gia-long, d'après les Historiographies, un grand nombre de fonctions furent exercées par cumul, car, à la suite des désordres et de la suspension des examens, on ne disposait pas d'un personnel suffisant pour remplir tous les cadres.

Le haut personnel de chaque ministère se réunissait pour discuter des affaires du département. Le Grand Secrétariat (Nôi-cac, en chinois Nei-ko, littéralement Cabinet intérieur) était le suprême conseil [774]. C'était, en même temps qu'un conseil, une chancellerie les affaires importantes y étaient étudiées en présence du souverain dont les paroles étaient transcrites par les employés spéciaux; les rapports des hauts fonctionnaires y étaient examinés, les décisions prises, les édits et ordonnances préparés. Ce conseil ne possédait pas un personnel spécial, mais comprenait des fonctionnaires choisis dans d'autres services, notamment des vice-présidents des six ministères et des académiciens [775].

---

[770] Cf. *Répertoire*, XI, liste des provinces, p. 6; création du Quang-duc, p. 1. Voir aussi XXXVI, distribution des provinces au Sud et au Nord de ta capitale, p. 13-21; de la Cochinchine, p. 22-27 ; du Tonkin, p. 28-36 ; désignation des trân et des dinh ; changements apportés au cours de la période ; nombre de préfectures et de sous-préfectures par province.

[771] En Chine, *tche-cheng*, dans l'administration provinciale des Yuan (1260-1368), désignait les provinces sous le gouvernement impérial ; le nom de la province du Tche-li, où se trouve Pékin, est formé des deux caractères prononcés en sino-annamite Truc-lê ; un tche-li tcheou est un département indépendant du contrôle du préfet et soumis sans intermédiaire à l'intendant de circuit.

[772] Pour l'administration de la préfecture de Thùa-thiên et des sous-préfectures qui en dépendaient, v. *Répertoire*, XI, 4 et suiv.

[773] Les six ministères furent tous organisés dès la 1re année de Gialong ; .quelques modifications furent introduites dans le personnel par un édit de la 4e année (1805). *Répertoire*, VIII; noter qu'il y a dans ce livre une pagination spéciale pour la partie qui traite des ministères.

[774] De même, le Nei-ko en Chine sous la dynastie des Ming (1368-1628) Minh-mang, en 1834, remplaça le Nôi-câc par le Co-mât.

[775] Edits de la 1er et 2e année. Cf *Répertoire*, VIII, à la suite des paragraphes des Ministères, p.14-16.

Gia-long réorganisa aussi l'Académie (Hàn-lâm viên), le Service des Sacrifices (Thâi-tuong - tu), le Service de la Trésorerie (Nôi vu phu), l'Observatoire (Khâm-thiên giam), l'École nationale (Quoc-tu giam), etc. [776].

Les nouvelles acquisitions des Nguyễn au Sud, dans le territoire desquelles Gia-long avait été confiné durant plusieurs années, avaient reçu, alors même que la lutte contre les Tây-Sơn était dans son plein, un commencement d'organisation. On avait attiré dans le pays de Gia-dinh (Basse-Cochinchine) des colons nombreux. Le but principal étant de faire cultiver la terre et d'attacher les habitants au sol, on les laissa libres de travailler au lieu de leur choix. Ils avaient donc eu l'entière liberté de défricher la terre, de semeur, de fixer leurs demeures et de fonder leurs villages où bon leur avait semblé. Chacun, à son gré, s'était fixé dans les lieux bas et humides pour y établir de vastes et belles rizières ou bien sur les lieux élevés pour y cultiver le riz de montagne. Les lots de terre étant choisis, il suffisait, pour en devenir propriétaire, d'en exprimer le désir au mandarin. On ne mesurait pas le terrain quand on le concédait. On ne prenait pas davantage en note s'il était de première ou de deuxième nature. Chacun payait l'impôt selon l'étendue du sol qu'il possédait. On suivait les anciens règlements sans y apporter une grande rigueur [777].

Lorsque Nguyễn Ánh fut empereur, il s'occupa de régler avec plus de précision l'organisation de cette région. Dès la première année de son règne, il y détermina quatre provinces Gia-dinh, Biên-hoà, Vinh-Thanh (Vinh-long et An-Giang) et Dinh-tuong elles furent toutes pourvues de fonctionnaires.

La province de Hà-tiên, qui, en 1771, avait été ravagée par les Siamois et qui, depuis, avait été le théâtre de luttes continuelles, fêtait de tout le royaume celle qui avait le plus souffert ; le gouverneur, Công Binh, arrière-petit-fils de Mac Cuu [778], résidait vers Long-xuyên avec le titre de gouverneur ; le pays proprement dit de Hà-tiên était désert, « il n'y avait ni mandarins, ni peuple. En 1802, Gia-long y nomma comme gouverneur Mac Tu-thiêm, fils de Mạc Thiên-tử. Mac Tu-thiêm rappela les habitants dispersés et leur fit connaître que Gia-long les exemptait d'impôts. En 1809, Mac Tu-thiêm mourut en laissant trois enfants ; Gia-long ne voulut point mettre à la tête de la province le fils aîné qui n'avait pas sa confiance et, comme les deux autres étaient trop jeunes, il désigna comme gouverneur, malgré les protestations du Siam [779], un mandarin annamite, proclamant que Hà-tiên était une province du royaume et non propriété de la famille de Mac Cuu. L'année suivante, il supprima les impôts qui avaient été établis par Mac Tu-thiêm, notamment les impôts sur l'opium et sur les navires de commerce [780]. Il s'occupa aussi de réorganiser la province le résultat de ses efforts se fit sentir quelques années plus tard les marchands reprirent l'habitude de venir commercer, les habitants s'adonnèrent à l'agriculture, des marchés nouveaux s'ouvrirent. En 1816, Mac Công-du, fils de Mac tu-thiêm, fut nommé hiêp trân, c'est-à-dire trésorier de la province et il fut élevé deux ans plus tard (janvier 1819) à la dignité de gouverneur, *trân-thu*. Ainsi la famille du fondateur se trouvait remise à la tête du territoire, de nouveau florissant après tant d'années de désordre.

En 1805, Gia-long ordonna le recensement général de la Basse-Cochinchine. Les terrains furent exactement mesurés, ainsi que les champs. On nota les différentes productions du sol. Les distances d'un point à un autre furent appréciées et inscrites, ainsi que la longueur des routes. On classa les montagnes, les îles et les cours d'eau. Les différentes cartes particulières furent soigneusement dressées ; il en fut de même pour les registres de populations et d'impôts. On mesura également la distance de la capitale (Hué) à Gia-Dinh estimée en journées de marche. L'assiette de l'impôt fut changée ; au lieu de le fixer sur l'étendue du sol cultivé, on établit d'après la valeur des produits ; mais d'une manière générale, les règlements appliqués dans toute la Basse-

[776] Cf. *Répertoire*, VIII, IX et X pour ces divers services.

[777] D'après Trịnh-hoài-Đức; trad. AUBARET, p. 19.

[778] Voir ci-dessus, p.122, cf. *Biographies*, sect. prélim., VI.

[779] *Historiographies*, XXXIX, 17; cf. *Description*, trad., p. *Biographies*, VI, 13.

[780] *Historiographies*, LX, 26; cf. *Description*, p. 64-65. A ce moment, les sous-préfectures de Long-xuyên et de Kiên-giang, qui dépendaient de Vinh-Thanh, en furent détachées et jointes, avec l'île de Phu-quôc, au trân de Hà-tiên; Répertoire, XXXVI, 26.

Cochinchine furent bien plus larges en matière d'impôts que ceux qui étaient en vigueur au Tonkin sous les Lê et en Cochinchine sous les Nguyễn.

Au Tonkin, on comptait treize provinces qui étaient, à partir du Sud Nghe-an, Thanh-hoa, Bas Son-Nam (Nam-dinh), Haut Son-Nam (Hà-nôi), Hai-Duong, Kinh-bac (Bac-ninh), Son-tây, An-Quang (Quang-yên), Lang-son, Cao-bang, Thai-Nguyễn, Tuyên-quang, Hung-hoa.

Comme la domination des Nguyễn venait à peine de s'étendre sur le pays, où, malgré la conquête, les souvenirs des Lê et des Trịnh, maîtres depuis des siècles, étaient encore vivaces, Gia-long ne voulut pas imposer lourdement sa domination. Dans les provinces du Delta, il plaça des fonctionnaires choisis parmi les anciens magistrats nommés par les Lê ; les autres furent administrées par des fonctionnaires originaires du pays et les localités habitées par des aborigènes furent confiées aux chefs élus par la population [781].

La haute administration du Tonkin et du pays de Gia-dinh fut mise entre les mains de fonctionnaires spéciaux. Il y eut à Bac-thành (Hanoi), pour les treize provinces du Nord et à Saigon, pour les quatre [782] provinces du Sud, un envoyé impérial, gouverneur général, nommé tong-trân il fut assisté d'un second, le phô tông trân, d'un trésorier général, cai-bô, et d'un chef du service judiciaire, *cai-àn*. En outre, des délégués des six ministères se trouvaient au chef-lieu et des bureaux furent placés sous leurs ordres et divisés en sections ; chaque section avait dans ses attributions P-étude des questions ressortissant à un département ministériel, emplois civils, finances, rites, guerre, justice et travaux [783]. Ainsi 1'ancien royaume des Lê et la Basse-Cochinchine étaient rattachés à l'administration de Hué, mais sans trop de rigueur, car Gia-long estima justement que des mesures sévèrement centralisatrices ne seraient pas de mise dans ces deux parties de l'Empire.

Il n'y avait pas le même inconvénient à donner une certaine unité à l'administration provinciale dans toute l'étendue du pays. Certaines provinces importantes, trân, eurent pour les diriger un gouverneur, tran-thu; les provinces secondaires, dinh, furent dirigées par un luu-thu, par groupe de deux. Certaines provinces étaient groupées sous l'autorité d'un seul gouverneur ainsi le gouverneur de la province de Saigon était aussi chargé de la direction du Binh-Thuân.

Au-dessous du gouverneur, il y eut dans chaque province : 1° un trésorier, chargé (les impôts, des registres de population, de l'agriculture et du recrutement des soldats et 2° un grand-juge chargé de la justice et de la poste, — cai-bô, ki-luc au Centre et au Sud ; hiêp-trân et tham-hiêp dans le Nghê-an, le Thanh-hoa et les provinces du Tonkin [784]. Venaient ensuite les chefs des troupes provinciales placées sous les ordres du gouverneur. Enfin, dans quelques provinces, un directeur des études, dôc hoc, eut la surveillance générale de l'enseignement [785].

La province fut divisée en préfectures, phu, à la tête de chacune desquelles se trouva un préfet, *tri-phu* ou *dông-duong*, chargé du détail de l'administration de sa circonscription et ayant sous ses ordres les sous-préfets, tri-huyên ou tây-duong [786], et les chefs d'arrondissements, *tri-châu*. En général, les préfets s'occupaient directement des affaires relatives à la perception des impôts, aux corvées, au recrutement des soldats, tandis que les *tri-châu* et les *tri-huyên* étaient chargés

---

[781] Répertoire, XIII, paragr. intitulé : Sous-préfets et chefs d'arrondissements *thô*. Cf. *Historiographies*, XVIII, 27 et XX, 3.

[782] Plus tard (1810) cinq, avec Hà-tiên.

[783] Edits des 1re, 2e , 3e , 8e , 12e, 13e, 14e années. *Répertoire*, XIV, paragr. intitulé : ancienne organisation administrative à Nam-thành (Gia-dinh) et à Bac-thành (Hanoi). V. aussi *Historiographies*, XVIII, 31-33. Le premier *tong-tran* du Tonkin fut Ngayên-van-Thanh.

[784] Edit de la première année. *Ibid*. D'une manière générale, consulter ce même livre pour tout ce qui a trait à l'administration provinciale. Minh-mang commença par uniformiser les titres des trésoriers et des grands juges, puis en il remplaça les hiêp-tran et les tham-hiêp par les bo-chÁnh et les an-sat; ces titres ont été maintenus jusqu'à nos jours.

[785] Voir ci-après, *Administration proprement dite*.

[786] Le nombre n'en fut pas fixé d'une manière immuable mais était soumis aux besoins du service. En 1813, il fut décidé que pour les sous-préfectures comptant plus de 6.000 inscrits, on nommerait deux tri-huyên. Cf. *Répertoire*, XI, 4; le livre XIII, p. 5 et 6, donne la liste des provinces où se trouvent ces sous-préfectures

spécialement des fonctions judiciaires dans leurs circonscriptions. Dans la suite, on tendit à donner au tri-phu la haute surveillance de sa préfecture et à faire expédier le courant de toutes affaires de chaque *huyên* ou *châu* par le magistrat local [787].

Telle fut, dans ses grandes lignes, l'organisation que des édits, presque tous datés de la première ou de la deuxième année du règne, appliquèrent au pays [788].

Ils furent accompagnés ou suivis d'autres actes administratifs qui réalisèrent des réformes urgentes. On peut considérer que les principales de ces réformes s'appliquèrent à l'administration proprement dite, aux finances, à la justice, à l'armée, aux travaux d'intérêt public. Nous laisserons volontairement de côté les questions strictement relatives aux rites, qui sont d'un intérêt trop spécial pour trouver place dans cette histoire.

B) Administration proprement dite.

Gia-long se préoccupa d'abord du recrutement des fonctionnaires. « Le peuple, disait-il, est maintenant comme un malade qui n'est pas rétabli ou comme un enfant qui a besoin de soins. » Par un édit du septième mois de la première année de la période (juillet 1802), il fit appel aux anciens gradués du temps des Lê « Les Tây-Sơn, disait-il, étaient méchants et personne ne voulait les servir ; les hommes vertueux et habiles laissaient leurs qualités sans emploi en attendant un souverain digne d'être servi par eux. Maintenant la paix est revenue, et c'est le moment de travailler au bonheur du royaume. Les sages de ce temps ne doivent plus se cacher. Qu'ils se fassent présenter à moi et je me rendrai compte de leurs capacités. Je confierai aux meilleurs d'entre eux des fonctions publiques afin qu'ils diminuent mes charges de souverain et qu'ils se rendent utiles au pays [789]. » Maintes fois, à partir de 1802, on rencontre dans les *Historiographies* des traces de cette préoccupation de Gia-long de trouver de bons fonctionnaires, car il estimait que du choix des administrateurs dépend la prospérité du pays. A plusieurs reprises, il insista sur la nécessité de n'attribuer des fonctions qu'à des hommes capables de les bien remplir; ainsi plusieurs ordonnances disposent que les chefs de service, les mandarins civils et militaires qui proposent des candidats pour certains emplois, doivent indiquer, dans leur mémorial/ qu'ils se portent garants de leur candidat. Faute de cette mention de garantie, leur proposition ne sera pas examinée; ils seront, d'autre part, eux-mêmes punis si les fonctionnaires nommés sur leur recommandation se montrent incapables ou se rendent coupables de concussion [790]. Durant tout son règne, Gia-long ne cessa de s'occuper personnellement de tout ce qui touchait à l'administration du royaume. Les historiographes nous disent, la treizième année de la période (1814) : « L'empereur est très soucieux de toutes les questions d'administration il en parle souvent, depuis son lever jusqu'au milieu de la journée, et la nuit jusqu'à la deuxième veille. »

Il s'occupa de fixer exactement la hiérarchie des mandarins [791]; les diverses fonctions civiles furent de nouveau réparties en neuf degrés chacun comprenant deux classes. Mais il importe de constater que sous le règne de Gia-long, il ne fut pas nommé de mandarins civils du 1er degré; ce cadre resta vide. D'ailleurs à la cour des Nguyễn, l'armée était tenue en grand honneur et les

[787] Cette tendance fut consacrée par un édit de Minh-mang (1822) qui établit en outre, dans certaines provinces, des chefs de canton, cai-tong, chargés, sous la direction du tri-châu ou du tri-huyên, de l'exécution des ordres relatifs aux corvées.

[788] Les livres XII, XIII, XIV du *Répertoire* contiennent des détails sur le personnel secondaire; les bureaux des autorités provinciales, des préfectures et sous-préfectures; les divers services (sacrifices, observatoire, médecine); les fonctionnaires des postes, des ports de mer, des bureaux de douane, etc.

[789] Pour les citations relatives aux édits, se reporter, quand il n'y a pas d'indications spéciales, aux *Historiographies*, date de l'édit.

[790] Edits de 1818 et 1811, Répertoire, XV, 18; XVI, 21.

[791] Edit de 1804. V. Historiographies, XXIV, 5 à 9 ; la liste occupe sept pages de petit texte (5v°-8 v°) mandarins civils, mandarins militaires ; elle est précédée de quelques remarques sur la nécessité de rétablir la hiérarchie perdue pendant les troubles.

mandarins militaires jouissaient d'un prestige qu'ils n'avaient pas en Chine; dans les cérémonies, ils avaient le pas sur les mandarins civils [792].

Les conditions de nomination aux emplois vacants, de désignation de fonctionnaires intérimaires; les cas de gratifications, de rétrogradation ou de révocation furent l'objet de règlements précis. Gia-long affirma avec force son intention de faire respecter ces règlements; à la faveur des troubles, les règles établies par ses prédécesseurs avaient été souvent violées, des promotions aux plus hauts grades avaient été faites par faveur; « dorénavant, proclama-t-il, il n'en sera plus ainsi, car je ne veux pas de ces abus ».

Afin de pourvoir régulièrement aux besoins de l'administration, les examens furent réorganisés; à Hué, le Collège national (Quoc-tu-giam) fut établi en 1803; la même année, deux décrets ordonnèrent la création d'écoles dans les provinces, fixèrent leur personnel, les programmes, d'études, rétablirent les examens provinciaux des directeurs d'études, dôc-hoc, avaient été nommés en 1802 dans quelques provinces; les années suivantes, il en fut désignés, suivant les besoins, pour les provinces qui n'en avaient pas encore, des assistants, pho doc-hoc ou tro-giao, suivant les provinces, leur furent adjoints; ils furent encouragés à remplir leurs fonctions avec zèle [793].

Enfin, en 1807, Gia-long décréta « A l'époque des désordres, personne ne voulait s'instruire, l'institution des concours disparut dans l'anarchie ; maintenant que le pays jouit de la paix, je décide d'ouvrir une session d'examen la 10^{e} lune de l'année courante [794]. » La période des concours fut rétablie à partir de cette date ; les centres d'examen furent désignés à l'avance, les *camps des lettrés* reconstruits ; le premier concours triennal commença le 12^{e} jour de la 10^{e} lune.

C) Finances.

Gia-long s'occupa de la réorganisation des finances avec une égale application. Il pensa que les réformes devaient être modérées afin d'être efficaces et que le peuple, pour se remettre joyeusement au travail, avait besoin d'être traité sans rigueur. Il disait à ses ministres dès la

[792] Un témoignage européen, celui du jésuite Jean Kôffler qui fut médecin de Võ Vương, montre qu'à la cour de Hué les mandarins militaires étaient plus estimés que les mandarins civils. « Les mandarins militaires, dit-il, sont plus nobles ; ils sont pour la plupart eux-mêmes fils de mandarins, tandis que les mandarins civils généralement sortent du peuple. » Et Kôffler fait remarquer que si on appelle ces derniers *lettrés*, ce n'est pas qu'ils soient plus savants que les autres, mais parce qu'ils servent l'Etat par le pinceau, tandis que les mandarins militaires le servent par l'épée (*Cochinchinæ descriptio, chap*.IV) Le premier mandarin civil élevé au 1er degré depuis la réorganisation de la hiérarchie par Gia-long, fut Trịnh-hoài-Đức, l'auteur de la *Description de Gia-dinh*. Mais ce fut Ming-Mang, qui, en 1822, le porta au sommet de la hiérarchie. Parmi les mandarins civils, disent les *Biographies* (IX, 7), aucun n'avait été élevé au 1er degré. » Il mourut en 1825, âgé de soixante et un ans.

[793] On trouve, dans le livre XI du *Répertoire*, un résumé de ces réformes qui apparaissent çà et là, à leur date, dans les *Historiographies*. Ainsi, la 1er année de la période, cinq emplois de doc-hoc furent créés au Tonkin (*Historiographies*, XVIII) un sixième fut nommé en 1804 à Hai-duong; en 1805, six furent désignés pour l'Annam. La même année, un doc-hoc et un vice-directeur, pho doc-hoc furent placés à Gia-dinh; d'autre part, dans certaines provinces du Tonkin, des tro-giao furent adjoints aux doc-hoc (1804). Enfin, dès 1803, il avait été prescrit que des huan-dao seraient placés dans toutes les sous-préfectures.

[794] *Historiographies*, XXXI, 8; le même édit réglemente les quatre épreuves d'examens pour les candidats aux grades de licencié et de bachelier ; l'examen de docteur est remis à plus tard. Trois mois après (XXXIII, 12), six centres d'examen furent fixés et enfin, la 10e lune (31 octobre-29 novembre), les examinateurs furent désignés(XXXIII, 11). Voir aussi XLIV, 16, pour les examens qui devaient avoir lieu en 1813 dans l'Annam ; quelques modifications furent introduites pour les examens de 1819 (LVII, 13). Cf. *Répertoire*, décret d'ouverture dès examens, CIII, 1 ; règlement. CVII, 1 ; cérémonial d'ouverture, CVIII, 1-2 ; listes d'inscriptions, CIV, 14 ; centres d'examen et dates des épreuves pour les examens de 1807 et 1812, CIII, 6; camps d'examen, leurs dimensions et leur disposition, ibid. 22; surveillance et correction des épreuves, ibid.,16 ; CV, 11 et CVII, 2; sujets de composition, édit de 1807, CVI,1 ; etc. Les textes relatifs à cette importante question se trouvent dans les livres CIII à CX1I (ministère des rites, XXV à XLIV).

première année de son règne : « Il ne faut pas trop demander au peuple. Les Tây-Sơn l'avaient frappé d'impôts excessifs comment pouvaient-ils espérer que leur puissance serait durable ? » Les impôts furent calculés de telle sorte que les habitants pussent les acquitter sans peine [795]. Les époques de perception furent nettement déterminées ; du Quang-Binh au Binh-Thuân, l'impôt était perçu une fois par an, de la 4e à la 6e lune ; dans le Nghê-an et dans le Thanh-hoa, les habitants pouvaient s'acquitter en deux fois, ainsi que dans le Tonkin [796]. Des règlements relatifs aux biens communaux furent édictés ; pendant la période des troubles, dans certaines localités, on s'était permis de vendre les biens communaux; ailleurs, les habitants se les étaient attribués. Gia-long ordonna de retourner à l'ancien état de choses ou de procéder à un nouveau partage; il interdit sévèrement le commerce des rizières communales. « Le peuple, disent les historiographes, fut heureux de cette mesure [797]. »

Des dispositions furent édictées contre ceux qui essayaient de frauder lé fisc et qui, ayant profité du désordre des années précédentes, voulaient continuer à ne point payer l'impôt; certains se faisaient passer pour morts ou pour absentes. Il fut prescrit que non seulement le délinquant serait puni, mais que le maire de la commune serait frappé d'une peine (coups de bâton, prison) proportionnellement à l'importance de la somme dont le trésor avait été frustré. En outre, par une disposition qui est de style dans les législations d'Extrême-Orient, le dénonciateur était récompensé il recevait une somme en espèces et jouissait d'une exemption de corvée ; par contre, le faux dénonciateur était puni avec rigueur [798].

L'Empereur savait d'ailleurs user de bienveillance. Les *Historiographies* énumèrent chaque année, non sans complaisance, les remises d'impôts accordées soit à cause de la sécheresse, soit à la suite d'inondations, soit parce que les insectes avaient détruit les récoltes ou que les habitants avaient été employés à des travaux ; publics. Les impôts étaient alors diminués de trois dixièmes,

---

[795] En principe, il devait en être ainsi ; en fait, il en fut tout autrement. Les témoignages abondent ; en voici quelques-uns. M. Langlois (14 avril 1804) écrit : « … Ce prince et ses mandarins indisposent encore bien davantage le pauvre peuple par les impositions exorbitantes et la multitude de corvées et de travaux dont ils l'accablent » (*Nouv. Lettr. édif.*, VIII p. 230), et ailleurs: « Les habitants d'un grand nombre de villages avaient été obligés d'abandonner leurs maisons, leurs champs, leurs jardins par l'impossibilité où ils étaient de supporter les taxes et les corvées » *ibid*., 234). M. Eyot (9 juillet 1804) : « Les impôts sont extrêmement onéreux. Le Roi, qui s'occupe à bâtir de nouvelles villes, accable le peuple de travaux. L'on en bâtit quatre : ici on reconstruit les murs de la ville royale. Les soldats travaillent aux murs, et le peuple comble les étangs beaucoup d'hommes meurent par l'excès de fatigue ; le jour et une bonne partie de la nuit, on travaille; le reste de la nuit on fait la sentinelle, et on souffre la pluie et le mauvais temps ; à peine a-t-on le temps de manger » (*Ibid*., p. 239). M. Guérard (10 août 1804) : Il écrase son peuple de toutes les manières. Les injustices et les vexations sont bien plus criantes que du temps des Tây-Son ; les impôts et les corvées sont augmentés du triple » (Ibid., p. 184, note). La Bissachère écrit dans son mémoire : « Ce prince s'est fait beaucoup haïr de son peuple…à cause des corvées exorbitantes qu'il exige pour faire construire des forteresses et bâtir des villes… » Le passage serait à citer tout entier ; on le trouve dans le *Voyage commercial* de RENOUARD DE SAINTE- CROIX (III, p. 250 et suiv.); voir aussi notre publication du manuscrit de La Bissachère. Les missionnaires sont unanimes dans leur témoignage. En voici un autre, de Chaigneau (12 mai 1808) : « Tous les peuples sont dans la plus grande misère. Le Roi accable le peuple de corvées et de travaux sans les nourrir ni les payer. » (CADIÈRE, *Documents*, p.60).

[796] *Historiographies*, XXXI, 12; les règlements établis du temps des Lê furent maintenus dans certaines parties du Tonkin. Pour la perception dans le Nord-Annam, voir XXVI, 14. Cf. Répertoire, XXXVII, 5-7, fixation de l'impôt sur les rizières; XXXVIII, 2-5, impôts personnels; ibid., 17-18, règlements relatifs aux rizières dépendant de villages abandonnés ; XXXIX, 1-3, établissement des registres des rizières ; ibid., 8-15, rôle des inscrits; ibid., 17-19, mode de perception ; XL, 19, restitution au peuple des rizières occupées indûment; XLI, 14-26, dispenses de corvées et d'impôts, etc. Les livres suivants, XLII LIII, ont trait aux impôts indirects; des références sont données ci-après au sujet des mines, des ports, des douanes.

[797] *Historiographies*, XXI, 7 et XXIV, 9. Celui qui dénonçait une personne cultivant indûment un bien communal, recevait en récompense un mâu de rizière de première qualité pour une période de trois ans. Cf. Répertoire, XXXVII, 16-18, attribution de parts de rizières communales aux mandarins, aux soldats, aux orphelins, aux veuves.

[798] On peut trouver tous ces détails dans les *Historiographies*, XXI, 6.

de quatre dixièmes, de la moitié, ou complètement remis, suivant l'importance des dégâts. Aux époques de famine, des distributions de riz et de vêtements étaient faites aux misérables [799].

L'impôt foncier n'était pas la seule ressource de l'État. Les produits des mines, dont la surveillance rassortissait au ministère des finances, devinrent d'année en année plus importants; les anciennes exploitations du Tonkin furent reprises avec succès, principalement à Cao-bang, à Thai-Nguyễn et à Tuyên-quang. Il était payé par les entrepreneurs une redevance en minerai, et généralement les représentants du ministère achetaient à un prix déterminé les quantités dépassant un maximum d'extraction fixé [800].

Dans les ports, des taxes furent établies ; c'étaient de véritables droits de douane qui frappaient les marchandises entrant dans le royaume ou même circulant d'un port à un autre au Tonkin, le droit était fixé à 2 1/2 pour 100 de la valeur des marchandises transportées. Les taxes sur les navires étrangers qui fréquentaient les ports annamites furent déterminées à l'imitation de celles qui frappaient les navires allant commercer à Canton; elles étaient basées sur la grandeur du navire et comportaient un droit supplémentaire de mesurage; des taxes spéciales furent établies sur les navires venant de Macao et de France [801].

Le ministère des finances fit fabriquer des sapèques, fondre des lingots d'or et d'argent et la valeur proportionnelle des métaux précieux fut fixée par des édits. La monnaie légale fut, comme par le passé, la monnaie de enivre et il fut interdit d'en fondre privément [802]. Au début de la

---

[799] *Répertoire*, LXII, 1-6; LXIII, 21 et 29, remises entières ou partielles accordées de la 1er à la 18e année de la période (1802-1819) ; — LXIII, 1, 13, vente ou distribution gratuite de riz aux époques de famine, etc. Cet optimisme officiel est malheureusement démenti par des témoignages contemporains. Ainsi, à la suite d'inondations, la famine se déclara dans certaines provinces et M. Langlois écrivait du Tonkin « Les provinces de Thanh-hoa et de Nghê-an ne recueillent pas assez de riz pour nourrir leurs habitants. Si les impôts et les travaux publics étaient diminués, la misère ne serait extrême nulle part; mais la multitude des calamités publiques n'a point paru au roi une raison suffisante pour soulager son peuple, en allégeant le fardeau des impositions et des corvées. Nouv. Lett. édif., VIII, p. 232. « Il exige toutes les contributions et ne pardonne rien » dit encore Chaigneau. CADIÈRE, *Documents*, p. 60.

[800] Deux livres (XLII et XLIII) du Répertoire traitent des mines; un article des *Excursions et Reconnaissance*s (n° 16, 1883, p. 95-132) donne sous le titre les *Mines de l'Annam et du Tonkin*, la substance du livre XLII; M. Schroeder (*Annam, Etudes numismatiques*, p. 339-357) reproduit ces renseignements sous forme de tableaux, en faisant suivre les noms de lieux des caractères chinois qui manquaient dans l'étude des *Excursions et Reconnaissances*. M. Devéria (*Frontière sino-annamite*, p. 71, n° 2) donnent la liste des mines des provinces de Lang-son, Hung-hoa, Tuyên-quang et Cao-bang. Enfin, une traduction du livre XLIII a, été publiée, dans la *Revue Indochinois*e (mars 1909, p.195-243) sous le titre les *Richesses minières du Tonkin*. Dans les *Historiographies*, il est question des mines, notamment aux livres XIX, XX et XXI.

[801] *Historiographies*, XIX, 3. Voir aussi les règlements pour les navires, XXXIII, 7 à 10 ; pour les navires étrangers. LVIII, p. 9. Le capitaine Rey du Henry donne dans la relation de son second voyage la traduction des règlements sur les navires étrangers (*T'oung-pao*, 1904, p. 539). Cf. *Répertoire*; le livre XLVIII contient les règlements fort détaillés sur les droits perçus dans les ports divers, droits variant suivant l'origine du navire (provinces chinoises, ile de Hainan, Macao, Siam, Java, Europe, etc.) et ses. dimensions; cette énumération occupe les pages 37 (on a donné ci-dessus, p. 44, note 132, quelques renseignements sur. ces taxes au début de l'établissement des Nguyễn) ensuite, p. 37-38, édits interdisant l'exportation de certains objets, bois d'aigle, riz, métaux précieux, sel, etc., et la sortie sur navire siamois de sujets annamites, femmes, enfants ou vieillards; XLIX, droits de douane dans les provinces tonkinoises du delta et de la haute région (p. 43-16), le Thanh-hoa, le Nghê-an (p. la Cochinchine (p. 18-20), etc.; L, i, 31, forme des droits à percevoir dans les ports Gia-long accorda des remises de taxes aux premiers navires français qui vinrent à Tourane, mais sur la fin de son règne, il changea de méthode et se montra si rigoureux que Chaigneau écrivait le 3 juin Dans ce pays-ci, il n'est plus possible qu'aucun navire européen y vienne ce sont tous les jours de nouveaux moyens de vexations poussés à l'excès ». CADIÈRE, Documents, p. 62.

[802] Le Code promulgué par Gia-long, dont il sera question ci-dessous, prévoit des peintes pour les trois cas suivants (art. 325) fabrication de monnaie de cuivre (strangulation avec sursis); diminution de poids en rognant ou en amincissant les sapèques (100 coups de bâton); contrefaçon de l'or ou de l'argent non

période, les sapèques fondues par les Tây-Sơn étaient nombreuses; par mesure de transition, la circulation en fut autorisée jusqu'en l'expiration de ce délai, elles devaient être détruites [803]. Une grande sapèquerie fut installée à Bac-thành en 1803 ; des Chinois y dirigeaient la fabrication et étaient astreints à une taxe en espèces. En 1812, ils demandèrent de fabriquer des sapèques de zinc, ce qui leur fut accordé, sur le pied de ligatures de sapèques de zinc pour 100 ligatures de sapèques de cuivre. Pour les sapèques de cuivre, leur valeur fut ainsi fixée on en fondait 700 avec une livre de métal [804].

Des règlements furent aussi établis pour la fabrication des lingots d'argent servant aux échanges. Auparavant, ils étaient uniquement du poids de dix onces et valaient vingt-huit ligatures. En Gia-long ordonna d'en fabriquer du poids d'une once, car ceux de dix onces étaient mal commodes, lorsqu'on avait à changer des sapèques pour de l'argent. La fabrication de ces nouveaux lingots fut soumise à des règles précises, des vérificateurs furent nommés. En outre, sévère défense fut faite de les détruire ou d'en diminuer le poids. Il y eut aussi des lingots d'or de dix onces et d'une once; la valeur correspondante de l'or et de l'argent fut ainsi fixée un lingot d'or valut dix-sept lingots d'argent du même poids.

Enfin, le commerce des métaux précieux fut sévèrement réglementé toutes les quantités extraites devaient être versées au Trésor royal ; il fut interdit aux Chinois, sous peine de graves châtiments, d'en faire passer en Chine. De même, les navires étrangers ne pouvaient acheter de L'or, ni de l'argent; ils ne pouvaient pas non plus exporter des sapèques de cuivre . En cas de délit, les métaux étaient confisqués et les vendeurs punis de travaux forcés.

D) Justice.

C'est un geste propre à un fondateur de dynastie que de donner à son peuple un code nouveau; il faut reconnaître que les circonstances l'imposaient à, Gia-long.

Les lois des Lê n'étaient plus observées ; elles n'étaient même plus connues ; les mandarins, juges et administrateurs à la fois, étaient souvent embarrassés quand ils devaient rendre la justice.

Depuis les troubles des Tây-Sơn, dit Gia-long lui-même dans la préface du Code, les liens fondamentaux de la société avaient disparu, comme entraînés dans un tourbillon ; les règles étaient détruites; l'artifice, la fraude, la violence étaient devenues la loi commune, de sorte que tantôt le fait imprévu, tantôt l'esprit des règlements étaient peu clairs les gens simples, plongés dans la confusion, ne savaient ce qu'ils devaient faire ou éviter; les esprits retors, et les gens malintentionnés se jouaient facilement au milieu des méandres de la législation et, dans les jugements, l'assimilation des faits nouveaux aux faits prévus, l'acquittement ou l'atténuation et l'incrimination n'étaient plus basés sur des données certaines l'oppression débordait partout et l'innocence persécutée, invoquait la justice vengeresse [805].

---

considérés comme monnaie coups de bâton et 3 ans de travail pénible).Cf. Philastre, Code annamites, t. II, p.509.

[803] Un édit de Minh-Mang, en accorda un nouveau délai et fixa, pour l'année en cours, les conditions de l'échange des « sapèques des rebelles » contre les sapèques nouvelles; ce même édit disposa qu'à la fin de l'année la prohibition serait définitive.

[804] Cf. *Historiographies*, XVI, 10 et 16-17; XLVI, 13. Voir aussi *Répertoire*, LIII; ce livre comprend cinq parties : fabrication des monnaies; réception des métaux : déchets ; main-d'œuvre et fournitures ; monnaies interdites. Une traduction en a été publiée par SCHROEDER, op. cit., p. Voir en outre CXCIX (ministère de la justice); on y trouve plusieurs édits de Gia-long relatifs aux faux-monnayeurs et des renseignements précis sur les monnaies admises à la circulation. Dans le liv. CCXXXIX, indications au sujet des cachets à apposer sur les lingots d'or et d'argent.

[805] Traduction PHILASTRE, t. I, p. 10. Cf. *Historiographies*, XLV, L'ordre d'établir le Code fut donné au cours de la 1er lune de la 40° année de la période, 23 janvier-23 février 1811 (Historiographies, XLII, 2) il fut présenté à l'examen du souverain la 7e lune de la 11e année, 7 août6 septembre 1812 (XLV, 1) distribué la 7e lune de la 14e année, 5 août3 septembre 1815 (LI, 3). Les excellâtes dispositions manifestées par Gia-long furent parfois contredites par les faits. Chaigneau écrivait ainsi le 6 juin 1807. Le Roi et ses mandarins

Gia-long indique ensuite les sources du nouveau Code « Ouvrant et examinant les livres des peines des anciennes dynasties, nous avons vu que chacune des dynasties des Li, des Tran, des Lê, a établi à son avènement une constitution particulière pour son gouvernement et que l'ensemble des institutions fut complet dans les lois de Hông-duc ; dans la Cour du Nord (en Chine), les livres des lois et ordonnances donnés à l'avènement de chacune des dynasties des Han, des T'ang, des Song et des Ming ont été revus et corrigés par chaque dynastie et complétés par la grande dynastie dès Ts'ing. Nous avons donc été conduits à ordonner à de hauts fonctionnaires de notre cour de prendre pour base les ordonnances et les statuts des anciennes dynasties, d'examiner les lois de Hong-duc et de la dynastie chinoise des Ts'ing. »

A la vérité, il semble que les fonctionnaires chargés de la rédaction du nouveau Code aient pris le Code des Ts'ing presque exclusivement pour modèle. « Non seulement les articles de lois, mais même les commentaires et les décrets annexés aux articles, en ont été extraits sans modification c'est à peine si quelques articles, en nombre infime, ont été supprimés ou très légèrement retouchés. Et sans doute, les Annamites avaient, depuis deux mille ans, subi assez profondément et assez continûment l'influence chinoise pour qu'on s'explique que l'adoption intégrale du Code chinois ait pu se faire sans heurter trop violemment les coutumes, les traditions et la mentalité du peuple. Mais il n'est pas contestable non plus qu'un grand nombre des dispositions alors adoptées étaient toutes nouvelles, sans précédent dans la législation antérieure, et que le Code de Gia-long a constitué, sinon une révolution, du moins une profonde réforme juridique, qu'on ne saurait considérer comme l'aboutissement naturel de l'évolution interne du droit annamite. »

En résumé, ce Code des Nguyễn qui n'est pas une œuvre originale, n'est pas non plus une œuvre annamite ; il n'a pas tenu assez de compte des dispositions antérieurement en vigueur dans le pays, ni des coutumes, ni des usages, il se ressent trop visiblement de la hâte avec laquelle il a été compilé et beaucoup de ses prescriptions, celles qui étaient le plus en contradiction avec les usages du pays, sont tombées en désuétude.

E) Armée.

L'un des premiers soucis de Gia-long fut de récompenser les soldats qui l'avaient fidèlement servi. Après la prise de Hué, il leur fit distribuer des sommes importantes ; plus tard, en après l'entrée à Hanoi, des gratifications en argent, des cadeaux de vêtements, récompensèrent soldats et officiers. D'après les *Historiographies*, des attributions de titres, des promotions et des nominations nombreuses furent faites dans cette armée du Tonkin qui avait combattu pendant plusieurs campagnes [806]. On trouve assez fréquemment mention des récompenses de toute nature (octroi de rizières, de titres, de noms posthumes, etc.) accordées aux Annamites qui avaient suivi Gia-long au Siam ; il paraît ne s'être jamais montré ingrat vis-à-vis de ces compagnons des heures difficiles.

---

vexent le peuple de la manière la plus révoltante la justice est à prix d'argent; le riche peut impunément attaquer le pauvre parce qu'il est sûr avec de l'argent d'avoir la justice pour lui. » CADIÈRE, Documents, p. 59. Cf. La BISSACHÈRE dans Renouard de Sainte-Croix (p. 253, 254) « Les institutions civiles et morales y sont en général très sages, très justes et très conformes au droit naturel, mais le sage rédacteur de ces lois a eu bien raison de dire que la matière précieuse anéantit la loi. D'autres écrivains avant lui avaient dit que l'or est une clef qui ouvre toutes les serrures. Si, pour l'exemple, on coupe la tête à un juge corrompu, c'est un supplice inutile. Son successeur ne laisse pas de l'imiter, et quelquefois de le surpasser. Il faut s'attendre à être mal jugé. »

[806] Dans le *Répertoire*, se trouvent aussi maints renseignements sur cette question, CLXV, 1-4; on y voit par exemple que dès 1802 il songea à récompenser les soldats et les officiers du Tonkin, de Gia-dinh et du Siam; les années suivantes, des mesures furent prises pour récompenser ceux qui prirent part aux luttes contre les pirates ou contre les peuplades sauvages. Le liv. CLVII, p. 37, relate les cérémonies ordonnées en 1802, en l'honneur des soldats qui avaient succombé au Phu-yên et au Binh-dinh, pendant les campagnes contre les Tây-Son le même livre (p. 1), énumère les décisions concernant les soldats malades et blessés; au sujet des soldats morts au service, p. 15, 27, 34.

Mais l'empereur ne s'en tint pas à ces mesures de circonstance : il entreprit de réorganiser les forces militaires du pays. Des dispositions furent prises d'abord pour assurer un recrutement régulier. Pendant la guerre, tous les habitants étaient soldats et les travaux des champs en souffraient; dans les localités qui n'étaient pas ravagées par les troupes, les travaux ne pouvaient être faits à cause du manque de bras. Gia-long décida de revenir aux anciennes coutumes pour Farinée régulière, un homme était recruté par sept habitants de dix-neuf à vingt-cinq ans [807]; une portion des rizières communales était attribuée aux soldats ou à leur famille. Chaque soldat restait à l'armée quatre mois ; il avait donc huit mois de liberté par an qu'il employait à travailler dans son village mais il devait répondre à tout appel et était tenu de se soumettre à certaines :corvées, telles que les travaux de construction ou de réparation de citadelles. En temps de guerre, la conscription atteignait un homme sur trois. Au Tonkin, on ne prit qu'un habitant sur dix dans les territoires de Tuyên-quang, Hung-hoa, Cao-bang, Lang-son, Thai-Nguyễn et Quang-yên. En Cochinchine, le recrutement n'atteignit qu'un habitant sur huit dans les villages de population dense.

La hiérarchie militaire fut fixée. Les chefs d'armée n'eurent plus le droit de donner des grades élevés comme ils l'avaient fait pendant la guerre ; il appartint au souverain et au ministre compétent de nommer les officiers et de leur remettre des brevets. Les divers grades et fonctions furent compris, comme ceux des mandarins civils, en neuf degrés; les conditions d'avancement déterminées ; les soldes fixées. Les troupes furent, à mesure que les circonstances le permirent, régulièrement organisées dans toutes les régions du royaume; les règlements furent élaborés relativement aux diverses armées, infanterie, artillerie, cavalerie, éléphants [808]. A chacun des grands chefs militaires, le trung-quân, le tiên-quân, le ta-quân, le huu-quân et le hâu-quân (qu'on a appelés maréchaux du centre, de l'avant-garde, de l'aile gauche, de l'aile droite, de l'arrière-garde), commandait un corps composé de huit régiments à dix compagnies de 60 hommes chacune ; un certain nombre d'éléphants de guerre était adjoint à chaque corps d'armée. Il y avait, en outre, la garde impériale comptant 30000 hommes, avec infanterie, cavalerie et éléphants.

Un document contemporain de Gia-long [809] donne une évaluation des forces de Gia-long en 1800 qui mérite d'être reproduite, car elle provient de Barisy :

24 escadrons de cavalerie de buffles	6.000 hommes
16 bataillons d'éléphants (200 éléphants)	8.000
30 bataillons d'artillerie	15.000
25 régiments à l'européenne de 1.200 hommes entrainés à l'européenne.	30.000
Infanterie avec mousquets et sabres ; entrainée suivant l'ancienne méthode du pays	42.000

[807] V. *Historiographies*, XVIII, 21. Des grades étaient attribués aux recruteurs qui amenaient le plus de soldats (XXXI, 10); une certaine taille était exigée (XXXVII, 3). Cf. Répertoire, CXLVIII, 4-3, édits de 4802, 1816, fixant les conditions du recrutement au Tonkin, en Annam et en Cochinchine *ibid.*, p. 20, récompenses aux recruteurs; CL, 4, tour de service des nouveaux soldats, trois classes dont l'une est en service; CL1V, 17-t8, recrutement suspendu dans les provinces inondées ou ayant souffert de la sécheresse; CLIV, 4, GLXXVIII, 30, CXL, 43 et 48, soldats déserteurs.

[808] Troupes de la capitale et des provinces, Répertoire, liv. CXL à CXLVII; artillerie, liv. CXXXIV, p. 16; cavalerie, liv. CLXXV; éléphants, liv. CXLII, p. 1-3; liv. CLXXIV, p. 1, 12,13, 21-24, 30. Crawfurd, dans le récit de son ambassade, donne de très intéressantes informations sur ce qui touche à l'armée cochinchinoise il n'est guère possible de les reproduire toutes ; voir p. 252, les casernes ; p. 252-253 ; l'artillerie ; p. 483, fabrication des fusils ; p. 273, salpêtre. (*op, cit.*, édit. in-4).

[809] C'est Barrow qui l'a fait connaitre en 1806 (*op. cit*., p. 283 « the strength of the force of the King of Cochinchina, as stated by Captain Barissy, was in the year as follows » mais l'auteur anglais paraît l'avoir donné sous une forme différente de celle sous laquelle il l'avait reçu, et la forme originale semble se trouver dans *l'Exposé statistique du Tonkin*, publié en 1811 (II, p. 141-142). Le premier auteur groupe en effet en deux paragraphes (armée, marine) les renseignements épars dans le texte du second ; celui-ci donne aussi, en une transcription fantaisiste (qui offre maintes ressemblances avec celle qu'emploie Barisy dans les lettres publiées par le P. Cadière), les noms des généraux de chaque unité ; au demeurant, les chiffres sont les mêmes tant pour le nombre des bataillons que pour celui des hommes.

Garde royale entrainés à l'européenne.	12.000
Total des forces de terre :	**113.000** hommes

D'après un manuscrit de J.-B. Chaigneau (1), Gia-long tenait sur pied en temps de paix environ 80 C00 hommes, mais, en temps de guerre, les troupes pouvaient atteindre 200000 hommes.

L'armée de mer fixa l'attention de l'empereur. Elle paraît avoir été organisée avec le plus grand soin, du moins sur le papier, car, comme pour une partie de l'armée de terre, il n'est pas tout à fait prouvé que les cadres prévus aient été régulièrement remplis. En principe, les pêcheurs, et même tous les habitants de la côte, pouvaient être appelés à servir. Les provinces du Quang-duc et du Quang-nam fournissaient dix régiments de marins qui étaient en garnison à Hué auprès de l'empereur; en outre, dans chaque port, se trouvait un régiment (2).

Barisy décrit ainsi les forces maritimes :

Ouvriers dans l'arsenal de la marine	8.000 hommes
Marins sur les navires de port	8.000
Marins sur les vaisseaux à l'européenne	1.200
Marins sur les jonques [810]	1.600
Marins sur les 100 galères à rames	8.000
Total des forces de mer :	**26.800** hommes [811]

Les indications de J.-B. Chaigneau complètent celles de Barisy il compte :

200 bateaux armés de 16, 18, 20 et 22 canons ;

500 petites galères de 40 à 44 rames armées de pierriers et, sur l'avant, d'un canon de 4 à 6 livres de balle ;

100 grandes galères de 50 à 70 rames avec canons, pierriers et, sur l'avant, un canon de 12 à 24 livres de balle.

Voici, d'autre part, ce que, vers la fin du règne de Gia-long, c'est-à-dire vingt années environ après l'époque à laquelle se rapporte le document Barisy, le capitaine Rey, commandant d'un navire de commerce français, voyait à Hué ou apprenait de Chaigneau et de Vannier « La force militaire de Cochinchine se compose en ce moment d'une armée de 160.000 soldats, qui peut être doublée en temps de guerre. Dans ce nombre, se trouve comprise la marine qui occupe au moins 30.000 hommes. La plupart des soldats sont armés à l'européenne et exercés sur la même tactique. L'armée se divise en régiments, ceux-ci en bataillons qui comprennent un certain nombre de compagnies. Les soldats en temps de paix font le service qu'on exige d'eux, et sont alors, excepté la garde de l'Empereur, plutôt, des hommes de peine, des ouvriers en tout genre, employés à différents travaux publics, que des militaires la discipline est néanmoins toujours strictement observée. Beaucoup de bâtiments de l'Empereur ont la forme des nôtres et sont construits d'après les mêmes principes. La garde de l'Empereur fait corps séparé; elle se change par moitié tous les six mois et se compose, tant en marins, éléphants et infanterie de diverses armes, d'environ 30.000 hommes. Il n'y a point de cavalerie, non que le pays manque de chevaux, mais parce qu'il est presque partout coupé de canaux et de montagnes qui ne permettent pas un emploi efficace de cette arme ; on ne se sert de chevaux, dans l'armée cochinchinoise, que pour porter des ordres.

Les troupes sont exercées devant la capitale depuis mars jusqu'en septembre, qui est l'époque de la belle saison à Hué ; les galères surtout sont presque toujours en mouvement, et les soldats y apprennent à ramer en mesure. Ces petits bâtiments sont très bien faits et d'une forme très agréable. La plupart portent jusqu'à 60 avirons et ont une pièce de canon sur le devant [812]. »

[810] Voir ce que dit Crawfurd sur les jonques de guerre, op. cit., p.239.

[811] Le total général des forces de terre et de mer atteignait donc, d'après Barisy, 139 800 hommes.

[812] La relation du capitaine Rey a été publiée plusieurs fois, en français et en anglais (voir *Introduction*, art. Relations, Récits de voyage, etc.); je cite d'après le T'oung-pao, 1904, p.504-535.

Un voyageur anglais qui vint à Hué en 1819 [813], décrit ainsi la force navale de Gia-long :

50 schooners de 14 canons presque terminés [814], — 80 canonnières sur chantiers, — 100 bateaux de différentes grandeurs sur chantiers, non en service,— environ 300 galères de 100 rames, — 500 galères de 40 à 80 rames, — dans les provinces, 500 bâtiments de 20 à 100 rames, — faisant ensemble 1 530 bâtiments dont les deux tiers peut-être sont susceptibles d'être mis en service en peu de temps s'il en est besoin. Il y a certainement plus de 1.000 grands bateaux et il faut se rappeler que le roi, à tout moment, peut mobiliser les bâtiments de pêche et de commerce qui fourmillent sur les côtes. »

F) Travaux publics.

Dès le début de la période, Gia-long s'occupa de faire réparer les routes et les ponts. Des règlements furent publiés, déterminant les fonctionnaires qui seraient chargés de ce soin dans chaque province, l'emploi qui devait être fait des corvées, le salaire des coulis (ils étaient généralement payés en riz et travaillaient à la tâche), etc. Le réseau des communications fut rétabli et entretenu d'un bout à l'autre de l'empire; des ponts furent construits [815].

L'entretien des canaux et des digues fut recommandé à la sollicitude des mandarins ; des travaux considérables furent entrepris, principalement au Tonkin, pour la réfection des digues. A maintes reprises, les gouverneurs signalent des dégâts provoqués par les inondations et l'Empereur fut souvent prié d'accorder des remises d'impôts dans la région du delta du fleuve Rouge. A la fin de son règne, cependant, le système des digues était assez complet pour que l'on pût espérer éviter à l'avenir de grands désastres [816] par malheur, elles ne furent pas partout entretenues avec assez de soin [817].

Les ports de mer reçurent des améliorations notables. Des greniers publics furent 'construits dans toutes les provinces; on y conservait du riz en prévision des périodes de famine. Pour le service des postes réorganisé et pour les voyageurs, des maisons de relais furent établies sur les

---

[813] H. P. — *Cochin-China* ; réimpression d'un article du *Calcutta Chronicle*, January 1823, dans les *Notices of the Indian Archipelago and adjacent countries*, by J. H. Moor, p. 229-235.

[814] Le voyageur a vu avec Vannier et Chaigneau deux des 50 schooners dont il parle ; il n'y a pas assez d'eau pour de plus grands bâtiments, dit-il ; et il ajoute que les carènes sont d'un beau modèle français ; mais que les superstructures, la poupe et le château d'avant sont cochinchinois, ce dont se lamentent Vannier et Chaigneau.

[815] Cf. *Historiographies* et *Répertoire*. Il est question de la réfection et de l'entretien des routes mandarines, de la construction dès ponts, canaux, égouts. dans le premier de ces ouvrages, aux principaux passages suivants XXI, 9; XXXVIII, XL, 23, 27; XLIII, 5; XLV, 3; LUI, 4, 14; dans le Répertoire, CCXXIII, 2, 3, 8; édit ordonnant de dresser une carte du Tonkin avec l'indication des routes, montagnes, cours d'eau, marchés, digues, ponts, postes de douanes, profondeur des cours d'eau…., 9.

[816] Sur ce sujet très important dès digues, construction, réfection, entretien, cf. *Historiographies*, XXXVII, 2 (désignation des fonctionnaires chargés de s'occuper des digues autrefois dépendant du ministère des finances, maintenant (1800) soumis au gouverneur général; règlements, carte), XXXIX, 8 (règlements, important); aussi XXII, 15; XXXVII,13 : XXI, 9; XL, 14; LIII, 4. Répertoire, CCXIII, 4, 2 (construction, dimensions à leur donner); 24-28 (visite et surveillance); CCXIV, 4 (surveillance) CCXV (total des dépenses faites de 1803 à f809, en 1811, 1813, 4845, 4817). Parmi les ouvrages européens RUSSIER et BRENIER, *Indochine française*, p. 80 et suiv. *bibliographie*, p. 74 CHASSIGNEUX, *l'Irrigation dans le delta du Tonkin*, p. 82 et suiv. (les travaux exécutés sous les dynasties annamites). Voir aussi une conférence du même auteur, les *Inondations et les digues au Tonkin, Revue Indochinoise*, 1914, 2e sem., p. 93.

[817] D'assez graves dégâts se produisirent à plusieurs reprises; voici quelques détails extraits d'une lettre de M. Langlois au sujet de l'inondation survenue en 1803 : « … .Ces belles espérances (d'abondante moisson) furent détruites par une inondation qui fut occasionnée par la rupture des digues construites des deux côtés du grand fleuve dans plusieurs villages voisins des endroits où les digues s'étaient rompues les eaux avaient entrainé les maisons et les bestiaux. » *Nouv. Lett. édif*. VIII, p. 231

routes [818]. Enfin Gia-long fit réparer les citadelles d'un grand nombre de villes et en fit bâtir de nouvelles [819]. Le fils de Chaigneau a laissé une description de la citadelle de Hué [820]. En voici une autre beaucoup moins connue « cette cité est en elle-même un frappant exemple des immenses ressources dont le roi dispose et de son génie pour concevoir et exécuter, avec des ouvriers cochinchinois seulement, une entreprise si vaste. Elle fut commencée en 1813 ou 1814 et sera finie en 1820. C'est un carré de 5 à 6 milles de tour, elle est fortifiée suivant les règles de la fortification européenne, le plan imitant un des chefs-d'œuvre de Vauban (la ville de Strasbourg, je crois). Elle a vingt-quatre bastions, chacun avec trente-six canons de 18 à 68 livres, tous fondus dans ses propres fonderies.., les remparts sont d'environ 50 pieds de haut, de grande épaisseur, avec casemates à l'épreuve des bombes, magasins, etc. Les portes, faites de lourds blocs de pierre de taille, ont au moins 60 pieds de hauteur et il y a au moins 120 pieds jusqu'au bout de la flèche qui les surmonte; sur chaque porte sont des tablettes de marbre noir avec des inscriptions en lettres d'or. Les fossés, à parements de briques, ont au moins 100 pieds de largeur et sont profonds à proportion; les glacis, chemins couverts. sont garnis sur les faces et le faite de pierres de taille et il en est de même pour l'esplanade en pente vers la rivière. Au-dessus de chaque porte est une construction à deux étages, bien couverte en tuiles et les flèches sont de cuivre poli. L'intérieur répond à l'extérieur, de larges voies le traversent d'une porte à l'autre et dans le centre sera bâtie la citadelle qui doit être plus haute et plus magnifique. Il y a une belle rangée d'arbres tout à l'intérieur des remparts. A distances égales sont des escaliers pour les troupes et des plans inclinés pour les canons. Bref, l'ensemble est une œuvre splendide ; le dessin, le fini, la massive solidité et la scientifique régularité en sont vraiment surprenants; et quand, par contraste, on se représente les misérables huttes de Nhatrang et de Tourane, quand on considère la minable apparence des Cochinchinois, on croirait à une histoire d'enchantement. J'ai vu d'autres fortifications à Fort Saint-George (Madras) et à Mantille, mais elles sont loin de présenter l'apparence imposante de celles de Hué. »

Le capitaine Rey dit aussi que c'est « sans contredit la forteresse la plus belle et la plus régulière de toute l'Inde, sans en excepter le fort William à Calcutta et le fort Saint-George à Madras, tous deux construits par les Anglais. »

Tous ces grands travaux coûtèrent des sommes considérables et nécessitèrent des corvées dont il est difficile de fixer exactement l'importance, mais qui écrasèrent le peuple (45).

---

(45) Ce ne sont pas, naturellement, les ouvrages annamites qui le disent, bien qu'on y trouve à maintes pages des indications relatives aux travaux entrepris et aux sommes versées. On a déjà vu à ce sujet les témoignages des missionnaires; nous trouvons aussi dans les récits des voyageurs quelques détails significatifs. Auguste Borel, subrécargue du navire la Paix, arrivé en 1818, raconte dans son journal : « Le Roi emploie tous les bras aux fortifications et à des travaux publics. Quand j'arrivai à Hué, on comptait quatre-vingt mille ouvriers pris dans tout le royaume, occupés à la construction d'une immense muraille en briques ; il y en avait en outre un très grand nombre dans les fonderies de canons ; le Roi pensant que la misère tient son peuple dans l'asservissement, que cet état d'abjection convient particulièrement au despotisme et que c'est dans lui seul que sont les garanties à sa sûreté; écrase toutes les sources de la prospérité du pays et arrête tous les progrès que pourrait faire conséquemment l'agriculture ». (*T'oung pao*, 1904, p. 517). Rey écrivait en 1820 « La ville capitale qui n'était qu'un amas de ruines. à l'époque de mon premier voyage, avait, dans l'espace de deux ans, entièrement changé d'aspect et était devenue une forteresse imposante et très régulière » (*ibid.*, p. 529). Le voyageur anglais H. P. dit que le gouvernement

---

[818] Pour la question des greniers, voir Historiographies, XIV, 1; XXXIII, 7 et 13; XXXVII, 3; XXXIX, 15; XLIX, 1; Répertoire, CCX, 7 (ce livre contient une importante énumération de constructions, bureaux, résidences, casernes, etc., élevées pendant la période). Sur les maisons de relais, voir Répertoire, CCXI, 1, 47; CCLII. 13 (relais) 30, 34 (coulis et personnel); 39 (barques); CCLIII (tubes en bambous pour le transport des dépêches); 12 (rapports des chefs de relais); 26, 41, 43.

[819] Historiographies, XX, 5, 21; XXVII, 5; XXXV, 12; XXXVIII, 10; XLVIII, LVIII, 1 LIX, 8, 17: Répertoire, CCIX, 6 (édit relatif à la citadelle de la capitale); 31, 37, 39 (citadelles de Binh-dinh, Khanh-hoa, etc.; fixation du tour, de la hauteur des murs, de la largeur des fossés, des portes.).

[820] Souvenirs, p. 144-181. Cf. Crawfurd, op. cit., p. 250.

de Gia-long apparaît comme le plus parfait despotisme sous le soleil et l'état du peuple comme le plus abject esclavage », et ailleurs :« Lorsque nous étions là, un grand nombre d'ouvriers étaient à l'ouvrage, lesquels avec ceux qui travaillaient aux fortifications, formaient un total de cinquante à quatre-vingt mille hommes.. » ; suit un tableau qui ne manque pas de vie « De longues files de travailleurs charriant des matériaux, de nombreux éléphants, des piles de pierres, de briques, des forges, des hangars, tout cela formait un spectacle dont il est difficile de se faire une idée si on ne l'a pas vu (et un *dock yard* ne constitue pas une nouveauté pour moi). La régularité et l'ordre de cette scène n'étaient pas moins remarquables ; le choc des marteaux, les cris de cette armée d'ouvriers formaient un bruit assourdissant, mais tous travaillaient ; on ne voyait pas d'oisifs ; aussi loin que la vue pouvait s'étendre, jusqu'à ces bastions encore inachevés, c'était la même activité dévorante que sur les bords de la rivière (*loc. cit*., p. 233). Comparer à ce tableau celui que brossait Le Labousse en 1800, se terminant ainsi « Rien n'est plus frappant que de voir des milliers d'hommes travailler avec une ardeur incroyable sous les yeux de leur roi qui veille à tout, dirige tout... » (*Nouv. Lettr. édif*., VIII, p. 186).

———

G) Histoire et géographie du pays.

Gia-long, malgré l'importance de l'œuvre de reconstitution qui sollicitait son esprit, ne resta pas fermé aux préoccupations d'ordre purement intellectuel. A un moment où les traditions littéraires étaient sur le point de disparaître, où elles avaient, tout au moins, grandement perdu de leur force, il fit tout ce qui dépendait de lui, par la réorganisation de l'enseignement et des concours, pour les faire refleurir parmi le peuple. Il estima aussi qu'à l'avènement d'une dynastie nouvelle, il convenait de fixer l'histoire et la géographie du pays ; une géographie générale de l'Annam. compilée par ses ordres, lui fut présentée en 1806 [821], mais il dut renoncer à faire rédiger une histoire des Lé qu'il aurait voulu conduire jusqu'à la chute de la dynastie. Les documents, en effet, firent défaut; pendant les troubles, les capitales du Centre, du Nord et du Sud, les chefs-lieux de provinces avaient été plusieurs fois livrés au pillage et les bibliothèques royales dispersées et détruites. Gia-long fit appel à ses sujets; dans un édit de 1811, il s'exprime ainsi « Les livres des bibliothèques royales sont tous perdus, mais les bibliothèques particulières doivent en contenir encore. Les habitants qui possèdent des exemplaires des anciennes annales et des ouvrages traitant de l'histoire ou des lois du pays, devront les remettre aux fonctionnaires provinciaux ; je les récompenserai moi-même. » A la suite de cet édit, ordre fut donné dans les provinces du Tonkin de recueillir tous les ouvrages relatifs à la dynastie des Lê [822]. Cette même année 1811, Gia-long fit venir à Hué des fonctionnaires de l'enseignement pour remplir auprès de lui les fonctions d'historiographes. On le voit aussi en charger Mac Công-du, descendant de Mac Cuu, de réunir des documents sur l'histoire de Hà-tiên.

Il institua à la capitale une commission de lettrés dont les membres furent chargés de préparer l'histoire qu'il laisserait à ses descendants le soin d'établir.

Cette préoccupation se traduisit par un nouvel édit dont la promulgation suivit de près celui dont on vient de lire un fragment. Ayant résolu de rassembler les éléments d'une histoire des faits qui s'étaient écoulés de 1773 à 1802, auxquels il avait pris une si grande part, il s'adressa de nouveau à tous ceux qui pouvaient avoir quelques renseignements sur cette époque, et encouragea

[821] Cette géographie fut compilée sous la direction de Lê-Quang-Dinh et présentée à Gia-long en 1806 (CADIÈRE et PELLIOT, *Liste des sources*…, n° 115).Cf. *Historiographies*. XXX, l3 (14e lune de la 5e année, 10 décembre 1806-8 janvier 1807).

[822] *Historiographies*, XLII, et 20 (juill. 1814); des réponses furent faites à cet appel dès cette même année 1811, l'un apporta le code Hong-duc (quinzième siècle), d'autres des exemplaires du code des Lê, tous furent récompensés (*Historiographies*, XLIII, p. 1). Dans le liv. XLIII, p. 16, on lit que Gia-long aimait à se faire lire le *Miroir général des Grands Viêt* (compilé au seizième siècle sur l'ordre des Lê) et qu'il avait plaisir à en discuter avec ses mandarins. Dès l'année 1802, les historiographes signalent le goût qu'il prenait à lire les anciennes annales (XVIII, 18).

les témoins à parler « Ceux qui feront connaître, disait-il, des faits exacts, seront récompensés et ceux qui dévoileront des faits blessant (la majesté royale) ne seront pas punis. »

2. Relations extérieures.

A) Relations avec la Chine.

Gia-Long, après la prise de Hanoi, avait envoyé une ambassade en Chine sous la direction de Trịnh-hoài-Đức [823]. Cette ambassade était chargée de remettre aux autorités chinoises le sceau doré et le livre d'investiture conférés à Nguyễn Quang-Toan en et que le dernier des Tây-Sơn, fuyant devant Nguyễn Ánh victorieux, avait laissés à Hué. Elle devait en outre livrer des pirates chinois dont Gia-long avait réussi à s'emparer; depuis plusieurs années, les Tây-Sơn s'étaient attaché ces écumeurs de mer par des honneurs, des grades et des fonctions rémunérées et les avaient envoyés piller les côtes du Kouang-Tong, du Fou-Kien et jusqu'au Tchô-kiang Trịnh-hoài-Đức était porteur d'une supplique à l'Empereur qui débutait ainsi :

« Moi, Nguyễn Phuc Ánh, roi du royaume de Nam-Viêt, je salue en me prosternant et, plein de respect, j'adresse au Trône ce rapport, dans l'intention de lui faire agréer mes humbles remerciements. Je prends irrévérencieusement la liberté d'exposer à l'Empereur le récit des événements qui se sont passés sur les frontières de son empire et, la tête baissée vers le sol, j'attends, plein d'espérance, que l'Empereur, éclairé par sa haute sagesse, daigne abaisser sur moi son saint regard et me gratifier de quelques rayons de sa lumière spirituelle. Par mon ancêtre à la neuvième génération, Nguyễn Kim, je descends des ministres d'État des empereurs de la dynastie des Lê…. [824]. »

Gia-long énumérait ensuite avec habileté ses titres à gouverner le pays, faisant connaître les succès de ses armes, exposant qu'il n'avait fait la guerre que pour venger la dynastie des Lê détruite par les Tây-Sơn. Il concluait :

« Prosterné vers la terre, j'espère que Votre Majesté voudra bien m'accorder quelque compassion ; je ne suis qu'un petit tributaire voisin de votre empire et mon désir le plus fort est d'être arrosé de la pluie de vos générosités. Tourné vers la porte sublime, pendant que mes pensées volent vers vous et que la fumée de l'encens s'élève dans les airs en votre honneur, je vous adresse cette supplique. »

Avant le départ de ses ambassadeurs, Gia-long n'avait pas négligé de faire tenir une lettre au vice-roi des Deux-Kouang, Ki K'ing, membre de la famille impériale, se conformant ainsi à l'usage qui réglait depuis longtemps les rapports entre les cours de Chine et d'Annam. Il y disait :

« En vérité, si mes affaires sont maintenant prospères, c'est par un effet, certainement, de ma soumission à l'autorité impériale, de la foi que j'ai mise en elle, de la confiance aussi que j'aie eue en votre aide. Voilà certainement les raisons qui m'ont permis d'arriver aussi vite à la pacification de ce pays tributaire méridional. J'ai donné aux populations la paix et la tranquillité, mais il convient que je m'acquitte maintenant de mes devoirs en envoyant quelques pauvres cadeaux. J'ai choisi pour cette mission un de mes principaux ministres. Très respectueusement, ce fonctionnaire a ordre de se rendre au pied de la porte sublime, pour y attendre les instructions de l'Empereur, et me mettre bientôt en situation d'avoir à remercier votre Souverain de son affectueuse sollicitude. De cette façon, tout ce qui me concerne pourra emprunter à l'Empire quelques reflets de sa perfection. Or, mon pauvre pays est situé sur les frontières méridionales et je crains bien qu'il ne connaisse que d'une façon très imparfaite les règles et les rites de la Cour impériale. J'espère que vous voudrez bien me faire l'honneur de m'aider de vos conseils, et me mettre en mesure d'agir en

[823] *Historiographies*, XVII, 8, 9; cf. *Répertoire*, CXXVIII, p. 2. V. aussi les traductions de documents chinois par DEVÉRIA, Histoire des relations. (p. 48, 50, 51) et J. BEAUVAIS, *Documents géographiques, historiques et Linguistiques sur la ville et la région de Longicheou (Revue Indochinoise, 1908-1909*) § VI. *Supplément relatif à divers changements survenus dans le pays d'Annam*. M. BEAUVAIS traduit un ouvrage publié en 1803, donc contemporain des faits rapportés.

[824] D'après la traduction publiée par M. J. BEAUVAIS, loc. cit., p. 125.

conformité parfaite avec les rites. J'espère que vous, qui êtes mon supérieur, voudrez bien porter au comble les bienfaits dont e suis redevable en demandant au Trône de promulguer un de ses bienfaisants édits qui me fasse connaître la marche à suivre pour envoyer à l'avenir des missions officielles à la capitale. J'espère que vous voudrez bien me faire l'inestimable honneur d'une réponse [825]. »

Gia-Long n'attendit pas le retour de cette ambassade pour en envoyer une autre, avant la fin de cette même année 1802. Ayant quelques raisons de croire qu'il s'était concilié la faveur de l'empereur Kiên-Long par son attitude d'humble soumission, par le service qu'il avait rendu en capturant des pirates dangereux, encouragé sans doute par l'accueil qu'avait fait à sa démarche le vice-roi des Deux-Kouang, il demandait sans plus de précautions ni de détours l'investiture impériale pour lui et un nom pour le pays. Lê-Quang Dinh, ministre de la guerre, fut chargé de porter sa requête. Kiên-Long manda les deux ambassades à la capitale et les reçut avec bienveillance suivant le cérémonial établi par les lois de l'Empire. En 1803, il donna l'ordre au grand juge du Kouang-Si d'aller conférer l'investiture royale à Nguyễn Ánh, et de lui remettre le sceau des tributaires [826]. Il publia aussi deux édits [827] : l'un donnait au pays le nom de Viêt-Nam (46), l'autre décidait que le Viêt-Nam devait envoyer le tribut tous les deux ans et rendre hommage tous les quatre ans ; il fixait en outre la composition de ce tribut défenses d'éléphants, cornes de rhinocéros, pièces de soieries et de cotonnades, bois d'aloès, noix d'arec. [828].

_____

(46) Ce nom de Viêt-Nam fut formé du nom de l'ancien apanage des Nguyễn depuis 1558 (Viêt-Thuong) et du nom de l'Annam, domaine des Trịnh, Seigneurs du Tonkin. CADIÈRE, *Mur de Dông-hoi, loc. cit.*, p. 253. Cf. aussi DEVÉRIA (op. cit., p. 51) qui traduit le *Répertoire* administratif chinois « Nguyễn Ánh pria l'Empereur de daigner donner un nom aux États qu'il venait de réunir ; l'Empereur fit alors paraître un décret changeant le nom d'Annam en celui de Viêt-Nam. »

D'après les textes annamites, il en aurait été autrement Nguyễn Ánh aurait lui-même, dans sa demande d'investiture, proposé de changer le nom du royaume et de l'appeler Nam-Viêt (nom que portait le royaume de Triêu-Dà, en 207 av. J.-C.). On vient de voir en effet, dans la source traduite par M. Beauvais, Gia-long s'intituler roi du Nam-Viêt. L'Empereur n'y aurait pas consenti et Nguyễn Ánh alors, d'après les *Historiographies*, aurait fait savoir que si le changement n'était pas ratifié, il n'accepterait pas de se reconnaître pour vassal ; le fait est assez peu vraisemblable. L'Empereur, devant cette menace, aurait décidé de choisir le nom de Viêt-Nam, au lieu de Nam-Viêt, disant le caractère Viêt placé le premier, rappelant le Viêt-Thuong, suggérait l'idée d'un rapport entre l'ancien apanage des Nguyễn et le royaume formé par Gia-long ; agir ainsi, c'était faire honneur à ses ancêtres. » Quoi qu'il en soit, le nom de Viêt-Nam fut donné solennellement au royaume au cours d'une cérémonie dans le temple des ancêtres de la dynastie et Gia-long décréta : « Mes ancêtres ont possédé tout le Viêt-Thuong; c'est pourquoi je prends le caractère Viêt pour nommer le pays. Grâce au Ciel et à mes ancêtres, j'ai pu, après une période de malheurs, continuer la dynastie et faire passer sous mon autorité le Nam-Giao (ancien nom chinois du pays). Je nomme donc Viêt-Nam le royaume que je fonde (28 mars 1804, 17 de la 2e lune, 3^{e} année ; *Historiographies*, XXIII, 1, 2 et 12-13).

---

[825] D'après BEAUVAIS, loc. cit., p. 129, 130

[826] Ce sceau était d'argent doré, surmonté d'un chameau ; les rois des îles Lieou-kieou, du Laos, du Siam et de la Birmanie recevaient le même au moment de leur investiture le chameau était un emblème de vassalité (DEVÉRIA, op. cit., p. 9, note).

[827] II avait déjà décrété, à l'occasion de l'envoi du sceau des Tây-Son et de la remise des pirates : » les Tây-Son ont recherché des aventuriers et donné asile à des traîtres afin d'apprendre d'eux le brigandage. On ne peut être plus ingrat. Ils n'ont pu garder ni leur royaume, ni leur capitale, ni leur livre d'investiture, ni leur sceau ; la soudaineté de leur chute indique suffisamment qu'ils sont anéantis pour toujours. » Trad. DEVÉRIA, op. cit., p. 50.

[828] Le détails est donné dans le *Répertoire* chinois, LVIII; voir la traduction dans DEVÉRIA, op. cit., p. 52. La liste du *Répertoire* annamite (CXXVIII, 7) est quelque peu différente.

Gia-long envoya une mission chargée d'attendre l'ambassade impériale à la frontière. A Langson, le grand-juge, ses secrétaires et les divers fonctionnaires qui l'accompagnaient reçurent des cadeaux suivant leur importance, lingots d'or, lingots d'argent, cornes de rhinocéros, écorce de cannelier, étoffes de soie et de gaze. La mission annamite était dirigée par trois mandarins ; elle comprenait trente musiciens, dix porteurs d'épées, deux mille cinq cents soldats et trente éléphants; la route, divisée en huit étapes, était gardée par des soldats ; les citadelles étaient pavoisées ; à chaque étape, étaient élevés des bâtiments destinés à abriter l'ambassadeur et sa suite et des tribunes où se trouvaient disposés les objets offerts en présents, lingots d'argent, pièces de soie, buffles, chèvres, porcs, riz, alcool. [829].

Gia-long se rendit à Hanoi pour recevoir l'ambassadeur. Il délégua deux mandarins accompagnés d'officiers, de musiciens et de soldats qui se rangèrent sur la rive du fleuve Rouge ; des nattes étaient étendues où les hauts fonctionnaires tirent à l'arrivée de l'ambassadeur trois agenouillements et neuf prosternations ; l'ambassadeur pénétra ensuite dans la tribune qui lui était réservée ; après s'être reposé, il monta à cheval ainsi que les délégués annamites, précédant un palanquin [830] où étaient placés le livre d'investiture, le sceau, les cadeaux de l'empereur; un nombreux cortège suivait. Gia-long, à l'entrée du palais, échangea les saluts d'usage avec l'ambassadeur ; celui-ci passa par la porte de gauche, tandis que le roi prenait la porte de droite et que le char impérial entrait parla porte centrale. La cérémonie d'investiture se fit dans la salle principale du palais où l'encens fumait en l'honneur de l'Empereur; agenouillements, prosternations, lecture de l'acte d'investiture, présentation du livre et du cachet préalablement disposés sur des tables recouvertes de soie jaune et que Gia-long porta tour à tour respectivement à la hauteur de son front, réception des cadeaux, nouveaux saluts, prosternations, le rituel fut suivi en tous points.

Le petit-fils de Võ Vương était régulièrement investi ; la consécration suprême lui était, accordée.

Il adressa l'année suivante à l'Empereur une ambassade pour le remercier de la faveur qu'il avait reçue. La 8e année (1809), son ministre des emplois civils apporta le tribut à Pékin; la même année, une autre ambassade fut chargée d'offrir à Kiên-Long dont c'était le cinquantième anniversaire, les félicitations du souverain du Viêt-Nam; en, 1813, en envois réguliers du tribut; en 1819, félicitations et présents à l'Empereur à l'occasion de son soixantième anniversaire. Gia-long, pendant tout son règne, agit en vassal fidèle [831], et les rapports du Viêt-Nam et de la Chine ne furent point troublés; à peine quelques menus incidents se produisirent-ils, mais ils furent promptement réglés et ne valent pas la peine d'être relatés [832].

B) Relations avec le Cambodge, le Siam et le Laos.

Le Cambodge, diminué des provinces qui formèrent la Basse Cochinchine, n'avait pas cessé de se reconnaître tributaire de l'Annam tant que le gouvernement des Nguyễn s'était montré fort. On a vu qu'inquiété à diverses reprises par son voisin le Siam, il avait demandé à la cour de Hué une aide qui ne lui avait jamais été refusée. Mais pendant la révolte des Tây-Sơn, le Siam, profitant des

[829] Répertoire, CXXIX, 5 (3e année Gia-long, 1804); cadeaux aux ambassadeurs, CXXX, 7; les régles du cérémonial usité pour recevoir l'ambassade chinoise a la frontière se trouvent tout au long décrites aux premières pages du même livre CXXIX. Cf. Devéria, *op. cit.*, p. 55.

[830] Le palanquin était appelé a la chaise aux dragons »; haut d'environ 2 m.50 et large de 50 centimètres; ouvert des quatre côtés, le toit recouvert de soie jaune et les montants ornés de dragons. ID., *ibid*.

[831] Répertoire, mêmes livres CXXVIII et CXXIX ; il est notable que les *Historiographies* ne fournissent point de détails sur cette question du tribut à la Chine,

[832] Ces incidents (en 1810, 1811, 1813, 1816) eurent lieu sur la frontière terrestre du Tonkin ou furent provoqués par les Chinois qui venaient pêcher sur les côtes ; *Répertoire*, CXXXI, 1 et 2.

embarras des Nguyễn, voulut mettre à exécution ses projets de démembrement du Cambodge [833]. Le roi Ang Non [834] de son côté refusa de reconnaître une autorité qui avait cessé d'être effective. Il fut tué en 1779 par le mandarin révolté Mu [835] et son neveu Ang Eng, âgé de six ans, le remplaça sur le trône, Mu et ses partisans occupant les hauts emplois de la cour. Mais Phya Tak intervint alors; au mois de novembre, il mit en campagne trois corps d'armée sous le commandement d'un de ses fils et de deux généraux habiles [836]. Mu se prépara à la résistance. Plusieurs rencontres avaient déjà eu lieu, lorsque les généraux siamois reçurent de grandes nouvelles de Bangkok le roi avait été attaqué dans son palais, la guerre civile avait éclaté, la révolution grondait [837]. Pressés de devenir les arbitres de la situation, oubliant les projets de conquête, ils retournèrent en toute hâte au Siam à la tête de leurs armées. Ils mirent à mort Phya Tak qui s'était enfui dans une pagode et s'emparèrent du pouvoir ; ils se firent l'un premier roi, PhraPhuti Chao Luang, et l'autre second roi (1782). Pendant ce temps, le Cambodge n'était pas plus tranquille ; aux compétitions entre les mandarins, aux intrigues de toutes sortes, vinrent s'ajouter d'autres causes de désordre plus sérieuses encore; les armées des Tây-Sơn, maîtresses de la Basse-Cochinchine et victorieuses des troupes de Nguyễn Ánh, envahirent le Cambodge et en occupèrent une bonne partie. Le jeune roi Ang Eng fut emmené au Siam par des femmes de sa parenté.

En 1794, — il avait alors une vingtaine d'années — il fut couronné par son suzerain le roi de Siam et retourna dans son royaume accompagné d'une armée siamoise à la tête de laquelle se trouvait placé le mandarin Bên, gouverneur de la province de Battambang. C'est à cette époque que les provinces de Battambang et d'Angkor passèrent sous la domination siamoise [838].

Ang Eng mourut deux ans après son retour au Cambodge [839]; un successeur ne lui fut désigné qu'en 1802, ce fut, son fils Ang Chan, né en 1791. Cette même année ou l'année suivante [840], le

---

[833] Le livre XXXI des *Biographies* est consacré tout entier aux relations de l'Annam et du Cambodge; c'est une source intéressante à consulter; noter que le texte du Cao-man sû-tich (n° 163 de la liste CADIÈRE et PELLIOT), compilé en 1852, a passé sans grandes modifications dans les *Biographies*. Pour la liste des ambassades, voir le *Répertoire* ; les premiers livres des *Historiographies* contiennent, aux dates indiquées, quelques renseignements. La *Description de Gia-dinh* donne des événements qui se passèrent de 1757 à 1816 (trad. AUBARET, p.118-129) un résumé dont s'est inspiré Garnier (*Journal asiatique*, août-septembre. 1876, p. 112-116). Rapprocher PALLEGOIX (*Description du royaume thaï*, II, p. 96 et suiv.), MOURA (le *Royaume du Cambodge*., Il, p. 92 et suiv.), BOWRING (*The Kingdom and People of Siam*, 1, p. 59 et suiv.), G. MASPERO (*l'Empire khmer*, chap. III) qui utilisent des sources cambodgiennes et siamoises.

[834] Voir ci-dessus, p. 130.

[835] On se rappelle que les rebelles firent appel à Nguyễn Ánh qui leur envoya du secours (ci-dessus, p. 195); cf. Moura, op. cit., p.93) et *Description de Gia-dinh* (Aubaret, p.119)

[836] Cf. MOURA, d'où sont extraits la plupart des renseignem. cités ; s'y reporter de détails (p. 95 et suiv.).

[837] Vers le mois d'avril, dit MOURA, le roi devint fou. « On dit, raconte PALLEGOIX, que les mandarins lui firent prendre certaines drogues qui le rendirent fou; il s'imagina qu'il devenait semblable à Bouddha » (op. cit., II, p. 97).

[838] Bên mourut en 1809 et son successeur c reçut son investiture à Bangkok, dit MOURA, *op. cit*., p. 100.

[839] Les *Nouv. Lett. édif*. (Lettre de Le Labousse du 25 avril 1797,VII, p. 393) fournissent à ce propos des renseignements qui valent d'être reproduits, non seulement pour ce qu'ils font connaître du prince, mais pour les traits qu'ils ajoutent à l'image que nous pouvons nous faire de l'évêque d'Adran : « Le roi de Cambodge, qui était encore jeune, vient de mourir cette année. Ce prince avait toujours conservé pour Mgr l'évêque d'Adran de tendres sentiments de vénération, d'attachement et de reconnaissance. Quelques jours avant sa mort, il lui écrivit une lettre où il l'appelait son second père : il le suppliait de venir le visiter dans sa maladie. Vous seul, disait-il, pouvez me guérir. Il écrivit aussi au roi de Cochinchine, pour le prier de permettre à Mgr d'Adran de lui donner cette satisfaction. Monseigneur envoya un chrétien, nommé Gilles, que vous avez vu à Paris, lui porter quelques médecines. Elles l'eussent peut-être sauvé, s'il n'en eût pas pris beaucoup d'autres des Cambodgiens mais, dès qu'ils voyaient qu'après avoir pris celles de Gilles, ce prince était mieux, chacun s'empressait de lui donner la sienne, et il périt. Heureux s'il fût mort dès son enfance ! Il avait été baptisé dans une grave maladie par un médecin qui est un fervent chrétien.

[840] Le *Répertoire* n'indique pas d'ambassade en 1802, mais seulement, en 1803. La *Description de Gia-dinh* et les *Historiographies* (XVIII, 47) indiquent mais ce dernier ouvrage signale seulement, d'une manière fort

Cambodge envoya une ambassade à Gia-long, alors vainqueur des Tây-Sơn, qui la reçut à Hanoi et adressa de cette ville des présents à Ang Chan. En 1805, Ang Chan demanda à rendre hommage tous les ans au souverain du Viêt-Nam [841]; en 1806, il alla à Bangkok, où il fut couronné par le roi du Siam et, l'année suivante, il fit partir une ambassade pour Hué afin de présenter le tribut à Gia-long et lui demander l'investiture [842]. Gia-long consentit à le reconnaître pour son vassal ; il accueillit bien les envoyés du Cambodge, leur fit des cadeaux et leur offrit, selon la coutume, un festin. La même année, il dirigea à son tour une ambassade sur le Cambodge, chargée de remettre en grande pompe à Ang Chan le livre d'investiture et un cachet en argent doré surmonté d'un lion [843]. En 1808, une ambassade cambodgienne vint remercier Gia-long de la faveur de l'investiture et lui apporta le tribut de l'année, suivante [844]. En 1810, nouvelles ambassades soit pour rendre hommage, soit pour payer le tribut, soit pour demander du secours, soit à l'occasion de la mort d'un membre de la famille royale. Les rapports entre les deux royaumes étaient, on le voit, très fréquents. Mais le roi du Cambodge avait des frères qui ne vivaient pas toujours en harmonie avec lui et qui, lorsqu'ils n'obtenaient rien de Hué, comme disent les *Biographies* s'adressaient à Bangkok; le Siam n'était pas sans encourager ces dissensions. En 1812, le roi Phra Phuti Lot La, fils aîné de Phra Phuti Chao Luang, soutint par les armes les prétentions d'Ang Snguon qui voulait être nommé second roi et recevoir une partie du royaume. Ang Chan, devant les troupes siamoises, s'enfuit de la capitale.

Le gouverneur général de Gia-dinh lui envoya des secours qui l'escortèrent jusqu'à Saigon. Les Siamois s'installèrent à Ou-dông et s'emparèrent des greniers, des approvisionnements et des munitions de la citadelle. Au début de 1813, le roi du Siam adressa à Gia-dinh deux envoyés porteurs d'une lettre où il exposait que s'il avait dirigé des troupes sur le Cambodge, c'était uniquement pour réconcilier Ang Chan et ses frères il n'était pas possible de laisser un désaccord subsister entre Ang Chan et Ang Snguon, frères du même père et de la même mère. Les souverains de l'Annam et du Siam devaient s'interposer dans cette querelle. Ce dernier avait déjà envoyé un grand mandarin au Cambodge dans ce dessein mais il ne pouvait prévoir que le roi Ang Chan prendrait ainsi la fuite. L'envoyé siamois avait dû alors mettre sous séquestre les magasins et les greniers ainsi que la citadelle d'Ou-dông, afin de les préserver et de les pouvoir restituer lors de son retour [845].

---

brève, trois ambassades envoyées (au mois de septembre) du Siam, du Cambodge et du Laos, tandis que Trịnh-hoài-Đức ajoute qu'en 1802 l'investiture fut demandée à Gia-long par Ang Chan. Le fait paraît controuvé; les *Biographies* (XXXI), les *Historiographies* (XXXIII, 5) et le *Répertoire* (CXXXII, 3 et 20; CXXXIII, CXXXV, 14) donnent formellement pour cette demande d'investiture la date de 1807; la *Chronique cambodgienne* (MOURA, 99, 100) dit qu'en 1806 Ang Chan se reconnut vassal du roi d'Annam ; cette même année, il avait été d'ailleurs couronné à Bangkok.

[841] *Répertoire*, CXXXIV, 14. En réponse à la demande d'Ang Chan, Gia-long décida que les ambassadeurs cambodgiens viendraient de Saigon par mer et profiteraient du convoi régulier qui partait de Gia Dinh la 4e lune de chaque année et quittait Hué la 6e lune (*ibid*.).

[842] Le *Répertoire* donne aussi, CXXXIV, 22, la composition du tribut : il comprenait des cornes de rhinocéros, des défenses d'éléphant, du cardamome, de la cire, de la laque, etc.; cf. *Description de Gia-dinh*, trad. AUBARET, p. 121.

[843] Le cérémonial de la remise du livre et du cachet est décrit dans le *Répertoire*, CXXXIV, 1 et suiv. le tribut devait être apporté de trois en trois ans à partir de l'année 1807, disent les *Biographies*. En 1808,un édit détermina le personnel que devraient comprendre les ambassades cambodgiennes (*Répertoire*, CXXXV, p.20)

[844] *Répertoire*, CXXXIV, 22. Cette ambassade n'est pas mentionné dans MOURA ni dans GARNIER ; par contre, les *Chroniques* font connaître (MOURA, p. 100; GARNIER, p. 126) qu'en cette année, Ang Chan envoya une missions au Siam à, l'occasion de la mort du roi.

[845] Cette lettre est résumée d'après Trịnh-hoài-Đức (AUBARET, p. 126, 127); GARNIER dit (p. 132) qu'elle fut écrite en 4812, mais ne parle pas de son contenu; dans Moura, il s'en est pas question.

Feignant de croire à la sincérité de cette lettre, Gia-long donna l'ordre au gouverneur général de Gia-dinh, Lê-văn-Duyệt [846], de prendre dix-mille hommes et d'escorter Ang Chan jusque dans ses États. Les Siamois retirèrent leurs troupes de Battambang mais, malgré les ordres de Gia-long, Ang Snguon ne voulut pas s'accorder avec son frère, partit au Siam et refusa d'en sortir il y mourut en 1822 [847].

Pour prévenir de nouveaux troubles, Lê-văn-Duyệt laissa une garnison à Phnom-Penh dont la citadelle fut relevée. Un mandarin militaire du second degré, Nguyễn-van-Thuy reçut le commandement de cette garnison et fut chargé de la direction du protectorat du Cambodge.

Ang Chan continua à se montrer tributaire fidèle du souverain de Hué. Dès 1813, il fit porter à Gia-long des remerciements pour l'aide qu'il en avait reçue [848] en 1814, il adressa des condoléances pour la mort de la reine ; en 1815 [849] et 1818, il envoya le tribut ; en à l'occasion de la désignation du prince héritier, il fit parvenir des félicitations à Gia-long et offrit l'année suivante de riches présents au prince lui-même [850].

Parmi les événements qui signalèrent les rapports du Siam avec le Viêt-Nam sous Gia-long, ceux que l'on connaît par le résumé qui précède comptent parmi les plus considérables. On trouvera en outre ici l'indication des principales ambassades et de quelques faits notables [851].

En 1802, maître du Tonkin, Gia-long fit partir une mission chargée d'annoncer ses succès au roi de Siam celui-ci adressa au souverain du Viêt-Nam une ambassade de félicitations. L'année suivante, échange de cadeaux; Gia-long était à Hanoi quand arrivèrent les ambassadeurs siamois; il les y reçut avec honneur. En 1804, le roi de Siam étant mort, Gia-long envoya des présents funèbres. A partir de 1807, des rapports annuels s'établissent, félicitations, condoléances, échanges de cadeaux ; de cette date jusqu'en 1817, le *Répertoire* cite seize ambassades envoyées de part et d'autre; il énumère les présents lingots d'or et d'argent, bois d'aigle, cannelle, sucre, pièces de soie, etc., du côté de l'Annam; pierres précieuses, camphre, essences et parfums, cire, tissus européens et indigènes, etc., offerts par le Siam. Il décrit les, largesses faites par Gia-long aux ambassadeurs, costumes de cérémonie, argent, denrées diverses.

Il semble, en dépit du ton des ouvrages officiels annamites, que les deux souverains se soient traités d'égal à égal; ils voulaient entretenir des relations de bon voisinage, malgré les visées qu'ils avaient, l'un et l'autre,, sur le Cambodge. Un fait, d'autant plus significatif qu'il est relaté par les *Historiographies*, prouve que Gia-long savait se montrer accommodant même lorsque les procédés du Siam violaient les règles de l'étiquette. En 1810, une ambassade siamoise arriva à Saigon [852]; elle devait faire connaître la mort du premier roi et l'investiture donnée au second roi

---

[846] La Chronique (GARNIER, p. 133) l'appelle Ong Tacun: Lê-van-Duyêt avait en effet le titre de ta-quân : le chiffre de 10.000 hommes est donné par Trịnh-hoài-Đức les deux textes cambodgiens indiquent une avant-garde de 2.000 hommes et une armée de 20000 hommes, Annamites et Cambodgiens.

[847] MOURA, p.107 ; il fut incinéré en 1826 et le roi du Siam envoya ses cendres au Cambodge.

[848] Il lui offrit en même temps 88 éléphants ; mais Gia-long, considérant que les ressources du Cambodge étaient fort réduites, ordonna que le prix des éléphants fût payé sur les fonds de Gia-dinh [*Historiographies*, XLVIII, 3; cf. *Chronique* (GARNIER, 133)].

[849] Chronique (GARNIER, p. 134). A cette année s'arrête le second (et dernier) livre de la Chronique, traduite par DOUDART De LAGRÉE et F. GARNIER.

[850] Répertoire, CXXXIII, 3; CXXXII, 4 et CXXXIII, 3; CXXXII, 5 et CXXXIV, 25; CXXXIII, 4 et 5 et CXXXIV, 25. Envoi de condoléances pour la mort de la reine, *Historiographies*, XLVIII, 9. Le *Répertoire* signale aussi en 1815 un édit fixant à nouveau le personnel des ambassades cambodgiennes (CXXXV, p. 22) et en 1818, un édit réglementant le commerce entre Gia-dinh et le Cambodge.

[851] Les mêmes sources sont utilisées *Répertoire*, CXXXVI (tout entier consacré aux ambassades échangées avec le Siam de 1803 à 1844): *Biographies*, XXXII (qui consacre aux rapports de l'Annam et du Siam les pages 1 à 33); *Historiographies, passim*, aux dates citées. Un recueil du Nôi-cac, intitulé *Xiêm la su tich* (CADIÈRE et PELLIOT, *Sources*, n° 87), compilé probablement comme le Cao man su tich par ordre de Tu-Duc, n'est guère que la réunion des passages importants des *Historiographies* relatifs au Siam. Une autre compilation, *Xiêm la su su* (non citée dans la liste des Sources) a été aussi utilisée.

[852] Les ambassadeurs, tant siamois se rendant à Hué, qu'annamites se rendant à Bangkok, s'arrêtaient à Saigon. Le trajet se faisait soit par mer, soit par terre. Un édit de la 6° année (1807) fixe à 50 le nombre des

par la Chine. Le gouverneur général de Gia-dinh fit un rapport secret pour signaler que les termes de la lettre siamoise n'étaient pas respectueux et il observait « Si nous acceptons leurs présents, leur orgueil en sera accru; si nous les refusons, nous risquons de détruire nos bonnes relations avec leur pays. » Gia-long ordonna de faire venu les ambassadeurs à la Cour et dit seulement : « les Siamois sont des ignorants, ils font faire leurs lettres par des Chinois ; s'ils ne savent pas la politesse, il ne faut pas leur en tenir rigueur [853].

Cependant, il n'admettait pas que le fait de sa suzeraineté sur le Cambodge fût mis en discussion; ainsi le Siam exigeant, en 1811, que Ang Chan vînt à Bangkok pour les funérailles du roi, Gia-long s'y opposa. « Pourquoi, dit-il aux ambassadeurs siamois, voulez vous obliger Ang Chan à quitter ses États ? N'est-ce pas la volonté du ciel que les grands royaumes protègent les petits?. » En même temps, il fit écrire à Ang Chan qu'il ferait bien d'envoyer une mission au Siam pour les obsèques du roi mais de se dispenser de s'y rendre en personne.

Les rapports entre les deux pays ne devinrent jamais cordiaux, mais ils ne furent plus troublés à partir des événements de 1812. Si le Siam n'abandonnait pas l'espoir de prédominer au Cambodge, il n'osait néanmoins rien entreprendre contre la puissance de Gia long.

Au Laos, les deux influences, annamite et siamoise, se trouvaient encore en présence. Les rapports de ce pays avec Gia-Long remontaient à l'époque de la lutte contre les Tây-Sơn [854]; plusieurs fois, pendant les expéditions dites de mousson, des troupes laotiennes avaient coopéré avec les troupes venues de Saigon. Après la prise de Qui-Nhơn (1798), Nguyễn Ánh avait envoyé à Vientiane un de ses officiers du nom de Nguyễn-van-Thuy et, lors de l'expédition de 1799, les Laotiens se joignirent à un corps d'armée qui avait pour objectif le Nghê-an. En 1800, le roi du Laos lui-même, avec Nguyễn-van-Thuy, enleva plusieurs postes au Nghê-an. L'année suivante, le Laos envoya le tribut à Gia-long; en 1802, il lui adressa une mission chargée de le féliciter de ses succès, puis à la fin de la même année, une nouvelle ambassade apportant le tribut [855]. Le roi mourut en 1803 et son successeur, désigné par le Siam [856], fit aussitôt partir des ambassadeurs pour aviser Gia-long de son avènement. En 1805, ambassade du tribut qui fut reçue à Hué [857].

---

membres des missions annamites si le voyage se fait par mer et à 12 s'il se fait par terre ; les ambassades siamoises devaient voyager par mer jusqu'à Saigon ; si le voyage se continuait jusqu'à Hué par terre le personnel était réduit à 12 membres « pour éviter les fatigues du transport » (*Répertoire*, CXXXVI ,2-3).

[853] *Historiographies*, XXXIX, 18. Les lettres officielles du Siam à l'Annam auraient donc été écrites en chinois.

[854] D'après les *Biographies* (XXXIII, 28), le Laos avait lié des rapports avec la famille des Nguyễn dès le dix-septième siècle, sous le règne de Sai Vuong (1613-1635); le roi du Laos avait, à cette époque, envoyé une ambassade pour demander au seigneur de Cochinchine de l'accepter comme tributaire et, pendant plusieurs générations, il avait pavé le tribut. Mais dans la suite, les Laotiens, étant opprimés par les Siamois, ne purent plus entretenir des relations régulières avec la cour de Hué. Huê Vuong ayant, en réclamé le tribut sans obtenir satisfaction, il appuya ses exigences par les armes; un général envahit le pays à la tête d'une armée de dix mille hommes, fit un grand butin et laissa une garnison. Mais le souverain réussit à s'emparer, par traîtrise, des soldats annamites, et les envoya comme prisonniers au roi du Siam avec leurs tambours et leurs étendards.

[855] Gia-long décida que l'ambassade (qui sans doute avait passé par le Tran-ninh) s'arrêterait au Nghê-an et que cinq membres seulement seraient dirigés sur la capitale. *Répertoire*, CXXXV, 20.

[856] Il est digne de remarquer que c'est une source officielle annamite qui signale cette ingérence du Siam dans les affaires laotiennes.

[857] Textes au sujet de cette ambassade *Biographies*, XXXIII, 32. *Répertoire*, CXXXII, 3 et 4 ; même livre, 10, les ambassadeurs (qui venaient par Ai-lao) s'arrêtent à Quang-tri ; des envoyés du ministre des rites vont au-devant d'eux et les amènent à la capitale; au retour, ils sont reconduits à Cam-Ly; CXXXIV, 14, décret fixant le paiement du tribut (Cf. *Biographies*, loc. cit.) CXXXV, 1, décret fixant les dépenses de l'ambassade à Ai-lao (un buffle, riz, alcool, bétel), à Quang-tri (porc, poulets, canards, poissons salés, alcool, thé), pendant le séjour à Hué, etc.; même livre, 14, festin offert l'ambassade ; 20, fixation du personnel de l'ambassade, trente-huit personnes en tout, comprenant, outre les ambassadeurs, des interprètes, des soldats et des cornacs ; CXXXIII, 1, cadeaux remis par Gia-long à l'ambassade.

Cette même année, un édit réglementa le paiement du tribut ; il était apporté de trois en trois ans à la fin de la 12e lune et les ambassadeurs rendaient hommage au souverain le premier jour de l'année nouvelle. Il comprenait des éléphants mâles, des cornes de rhinocéros, des défenses d'éléphants, de la cannelle. Le tribut de 1808 n'ayant pas été payé, Gia-long le fit réclamer; il était d'ailleurs mécontent des rapports qu'on lui faisait du Nghê-an au sujet d'une tribu du Tran-ninh qui s'était fixée en 1804 sur le territoire annamite et qui manifestait l'intention de retourner dans son pays d'origine [858]. Le roi du Laos s'empressa de faire partir le tribut; Gia-long le félicita de cette marque de soumission. En il envoya des cadeaux au roi, qui, de son côté, l'année suivante, fit parvenir à Hué des défenses d'éléphant et des cornes de rhinocéros. Les textes ne signalent plus de rapports qu'en 1817 à l'occasion de la désignation de l'héritier du trône, le roi du Laos envoya une mission pour féliciter le prince.

Les tribus de Cam-lô, de l'arrière-pays de Nghê-an, les tribus Moi de l'Annam, les Sadètes de l'Eau et du Feu firent aussi parvenir des présents à la capitale et vinrent rendre hommage au souverain [859]. Il paraît superflu de décrire dans le détail ces relations [860] qui ne furent marquées par aucun événement notable; Mais il faut voir, dans le fait même de leur reprise après de longues périodes de relâchement, une preuve nouvelle du rayonnement de la puissance annamite sous Gia-long.

C) Rapports avec les Français.

Peu de Français étaient encore à la cour de Gia-long après 1802 ; on n'y comptait que Philippe Vannier, Jean-Baptiste Chaigneau, De Forsans et le médecin Despiau. Celui-ci parait n'avoir occupé qu'une situation très effacée [861]; mais les premiers avaient reçu le titre de *truong-co* qui les plaçait haut dans la hiérarchie puisqu'il était de la seconde classe du second degré des mandarins militaires [862].

« Après son installation à Hué, il (Gia-long) régularisa la position des Français qui étaient encore à son service, en leur faisant délivrer des titres définitifs de grands mandarins, en échange des brevets provisoires qu'il leur avait remis pendant le cours de la guerre [863]. Il régla l'étiquette

---

[858] Cette affaire ne paraît pas très claire et il n'y a pas concordance entre le *Répertoire* (CXXXII, 20) et les *Biographies* (XXXIII, 31 et 32).

[859] Aux cours des livres CXXXII à CXXXVI, on trouve d'assez nombreux renseignements sur ces tribus; voir aussi *Biographies*, XXXIII, 33, sur les Sadètes.

[860] Les Biographies (XXXIII, 2) citent encore des tentatives de la Birmanie pour entrer en rapports avec l'Annam, sur lesquelles le *Répertoire* semble muet ; pendant les années Qaang-trung du troisième des Tày-son (1788-1792), une ambassade birmane fut envoyée au Tonkin par Hung-hoa, mais, dit le texte, Gia-long était alors à Gia-dinh. La première année du règne, deux nouvelles ambassades furent envoyées ; elles ne purent arriver à cause de l'état des chemins.

[861] « Ce M. Despiau, dont les facultés intellectuelles avaient subi quelque dérangement, n'avait plus des idées assez saines pour exercer la médecine, qu'il prétendait avoir étudiée dans sa jeunesse. On l'appelait partout docteur, mais il n'en avait que le titre, car ses occupations se bornaient à administrer des remèdes externes et à soigner les maladies de peau, auxquelles les Annamites étaient très sujets. Ainsi parle le fils de Chaigneau, Michel-Duc (*Souvenirs de Hué*. p. 231-232). Le voyageur anglais dont il a été question, dit de son côté « c'est un homme peu considéré. il a quelque emploi médical sans importance auprès de la personne du Roi (*Moor, Notices of the Indian Archipelayo*., p. 232). Voir aussi une lettre de Mgr La Bartette récemment publiée, qui confirme ce qui précède « M. Despiau est un bonhomme qui n'a pas inventé la poudre qui ne voit pas plus loin que son nez ». CADIÈRE. *Documents*, p. 65.

[862] Cf. *Répertoire*, Hiérarchie militaire, CXXXVII, 13. En 180-i, ils avaient été nommés *thuôc-nôi cai-co*, 4e degré, 1er classe (*Historiographies*, XIX, 20); les *Biographies* (XXVIII, p. 8) disent qu'ils étaient arrivés au grade de *truong-co* sans indiquer la date. Le brevet reproduit à la fin du livre de Michel-Duc Chaigneau, relatif à la nomination au grade de *thuôc-nôi cai-co* de son père, est daté du 25e jour de la 11e lune de la première année Gia-long, soit le 19 décembre 1802.

[863] En 1802, Gia-long fit en effet, délivrer à ses officiers des brevets définitifs en échange des certificats qu'ils avaient reçus pendant la guerre. Cf. *Historiographies*, XVII, 5.

qui devait être observée à la cour lors des réceptions, et par considération toute spéciale, dispensa les Français de l'humiliante formalité des salutations qui consiste à se prosterner cinq fois devant le souverain à chaque cérémonie, se contentant, de leur part, de cinq inclinaisons de tête. Il attribua à chacun de ces officiers une garde personnelle composée de cinquante soldats. Ces soldats, inscrits sur un contrôle particulier, étaient entièrement à leur disposition. »

De Forsans mourut quelque dix ans après la victoire définitive de Gia-long [864]; ses trois compatriotes, restés seuls, vivaient naturellement dans la plus grande intimité ; ils n'avaient pas perdu l'espoir de revoir leur patrie et s'entretenaient souvent de la France où tant d'événements s'étaient passés depuis qu'ils en étaient partis. Suivant une lettre de Vannier, il est permis de supposer qu'ils auraient essayé de retourner en Europe s'ils avaient eu quelque occasion favorable et si l'état de guerre entre la France et l'Angleterre n'avait pas mis obstacle à la réalisation de leurs désirs [865]. Aussi quelle fut leur joie lorsqu'ils apprirent, vers le mois de septembre de l'année 1817, qu'un navire français était arrivé à Tourane. C'était *la Paix*, de Bordeaux, capitaine David Chevelaure, subrécargue Borel. Ce dernier, dans son journal [866], raconte que Gia-long « avait fait donner des ordres au gouverneur pour qu'il procurât au capitaine et autres personnes de l'équipage tous les moyens de se rendre commodément à Hué » Arrivé dans la capitale, il s'empressa d'aller dans la maison de Chaigneau où il trouva aussi Vannier ; « il est facile de comprendre les émotions délicieuses que leur occasionna la présence d'un compatriote, émotions qu'ils n'avaient point ressenties vingt-cinq années consécutives ils me comblèrent de soins et de bontés. Ils devinaient tout ce qui pouvait nous être agréable. Leurs attentions généreuses m'ont mis à même de vérifier jusqu'où va la force du sentiment qui nous attache au sol qui nous a vus naître… Le zèle officieux avec lequel ils nous ont servis, l'intérêt que nous leur avons inspiré, la chaleur patriotique qu'ils ont montrée dans toutes les circonstances, les précautions qu'ils ont prises pour renouer nos relations, pour alimenter de nouveau un commerce étroit entre la Cochinchine et la France, méritent la reconnaissance de leur Roi et de tous les Français chez lesquels rien dé ce qui peut, contribuer à la prospérité de leur pays n'est indifférent. »

La Paix fut suivie du *Henry*, et, le 30 décembre 1817, de la frégate la *Cybèle*. Mais, avant de parler de ces voyages, il est bon d'indiquer brièvement les projets qui, depuis la Révolution, avaient été formés en France pour un établissement en Cochinchine. Le traité de Versailles de 1787 n'avait pas même reçu un commencement d'exécution et l'évêque d'Adran, comme on l'a déjà vu [867], se donna la satisfaction d'envoyer la traduction d'une lettre de Nguyễn Ánh dans laquelle le prince remerciait Louis XVI de la bonne volonté qu'il avait montrée, faisait savoir qu'il n'avait pas reçu les secours promis, mais qu'il n'en avait pas eu besoin. Cette lettre ne parvint à Paris qu'en 1791; un résumé en fut lu à la séance du Conseil d'État du de avril. Il est intéressant de signaler quelques-unes des observations dont elle fut l'objet « Il ne s'agit pas de savoir, fut-il dit, si l'on a eu tort ou raison de refuser au roi de la Cochinchine les secours qu'il avait demandés ; mais il peut être utile de former des liaisons de commerce dans ses États. C'est l'avis de M. de Cossigny, fondé sur celui de feu M. Poivre qui a toujours passé pour connaître parfaitement l'Inde. On pourrait charger M. de Cossigny de réunir de nouvelles lumières sur cet objet et de profiter pour cela de l'envoi qu'il serait chargé de faire au Roi de la Cochinchine, de la réponse de Sa Majesté, si le ministre juge qu'il doit en être fait ainsi. » Il ne paraît pas v qu'aucune réponse ait été adressée en Cochinchine, et l'on s'explique facilement que cette préoccupation dut faire place à d'autres beaucoup plus importantes. L'année précédente, la question de la Cochinchine avait été portée

[864] Michel-Duc Chaigneau dit : « Vers 1809, MM. Vannier et Chaigneau se trouvaient seul à la cour de Gia-long ; M. Olivier était retourné en France et M. de Forsans venait de succomber à une longue et cruelle maladie (*loc. cit*., p. 19). Deux erreurs certaines dans cette phrase sans parler de l'omission, assez peu explicable de sa part, du médecinDespiau, il oublie qu'Olivier avait succombé à Malacca le 22 mars 1799 (LOUVET, op. cit., I, p. et que Forsans mourut seulement en 1811 (CADIÈRE, Documents, p. 61).

[865] Lettre de Vannier du 21 août 1805, publiée par H. Cordier, *in T'oung-pao*, 1903, p. 212. *Arch. Aff. étr.*, Asie 20, fol. 282.

[866] Publié par M. H. CORDIER, dans le *T'oung pao*, 1904, p. 517

[867] Ci-dessus, p.172.

devant l'Assemblée Constituante par le député de Pondichéry, Louis Monneron, qui avait connu l'évêque d'Adran et qui était resté en relations avec lui [868]. Il avait rappelé la mission de l'évêque d'Adran en France et affirmé « Jamais l'impéritie d'un ministre n'a frappé d'une manière plus funeste les intérêts commerciaux d'une nation. Il avait dit encore : « L'amour de ses peuples a remis l'empereur en possession de son trône. Le gouvernement français n'a pas eu la gloire d'avoir contribué à cet événement. Mais l'évêque d'Adran, distinguant les inconséquences d'un ministre des intérêts de la Nation, n'en est pas moins disposé à employer son crédit, ses talents et ses ressources, pour nous obtenir tous les avantages que nous pourrions désirer dans un pays dont la population est immense, qui a des ports excellents et qui offre la réunion abondante de toutes les ressources de la Chine et des Indes.[869] » Ce mémoire, est-il nécessaire de le dire, n'eut aucun résultat pratique; la France avait à cette époque d'autres soucis que de former des établissements lointains [870].

Le 2 septembre, 1797, un projet fut soumis au Directoire par le capitaine de vaisseau Larcher La République française, disait l'auteur, doit chercher à avoir des établissements conformes à ses principes » il ajoutait qu'il était plus que temps d'arrêter les desseins de l'Angleterre, « préjudiciables à tous les peuples ». Larcher proposait de s'entendre avec l'Espagne pour fonder un établissement aux Philippines; mais il ne fallait pas se borner là; les tentatives de l'évêque d'Adran étaient rappelées, la situation de Cochinchine décrite avec plus ou moins d'exactitude, les avantages d'un établissement indiquées, et l'auteur proclamait « Si la République française construit pour les siècles, comme il n'est pas permis d'en douter; si elle veut jeter un coup d'œil prévoyant sur l'avenir, je crois que ces idées, fondées sur une expérience et une navigation de plus de trente années dans ces mers méritent d'être méditées [871]. »

Quatre ans après, le 2 frimaire an X (25 novembre Charpentier de Cossigny, l'ancien commandant à Pondichéry, adressait un mémoire sur la Cochinchine. « La France, par ses victoires, a étendu ses domaines sur le continent, mais elle a fait de grandes pertes dans son commerce extérieur, tandis que l'Angleterre a beaucoup augmenté le sien. Pour élever la République au degré de puissance qui convient à son étendue et à sa gloire et pour la mettre en état de lutter un jour contre sa rivale, il paraît nécessaire de présenter au commerce des branches nouvelles et étendues à exploiter. C'est ce que nous offre la Cochinchine, pays qui fournit la plus grande variété de denrées commerciales. » Il proposait d'expédier en Cochinchine « une frégate de 40 canons et une corvette, avec un ministre plénipotentiaire, chargé de conclure un traité d'alliance, d'amitié et de commerce, avec le Roi. ». « L'auteur de ce projet, poursuivait-il, a été lié

---

[868] L'assemblée de Pondichéry, du 14 mars 1790, avait élu d'abord deux députés Philibert-Augustin-Bernard de Beylié, maréchal de camp, et Joseph de Kerjean, chevalier de Saint-Louis, major-capitaine, commandant du régiment de cipayes ; un suppléant Alexandre Joachim de Larche et dix députés supplémentaires au premier rang desquels se trouvait Jean-Louis Monneron. A leur arrivée en France, de Kerjean et de Larche refusèrent de siéger à la Constituante ; c'est alors que Jean-Louis Monneron fut appelé à prendre séance avec de Beylié. ARMAND BRETTE, les Constituants, p. 192.

[869] *Arch. Aff. étr.,* Asie , Indes orientales, Chine, Cochinchine, vol.19, pièce 148. *Mémoire lu à l'Assemblée nationale en faveur des Colonies françaises aux Indes*, par M. Louis MONNERON, député de Pondichéry (Mémoire imprimé de 24 pages, Paris, 15 octobre 1790). LOUVET (op. cit., 1, p. 531) a reproduit avec quelques inexactitudes le passage relatif à l'évêque d'Adran et le date de 1791.

[870] Il reste dans nos archives des documents qui prouvent que les hommes politiques n'étaient pas les seuls à s'intéresser à l'Indochine à ce moment; un naturaliste, M. de la Billardière, demanda que les moyens lui fussent donnés d'y faire un voyage d'études ; « les sciences et les arts ; disait-il, gagneraient infiniment à la connaissance de cette belle contrée. » Le rapport fourni par M. de. La Billardière à l'appui de sa demande était approuvé par M. Le Monnier, membre de l'Académie des sciences le ministre répondit qu'il désirerait pouvoir concourir au succès de ce voyage d'une manière directe, mais que, dans les circonstances actuelles il ne pouvait qu'offrir des lettres de recommandations pour les administrateurs de l'Ile de France et de Pondichéry. *Corr. gén.*, vol. VIII, p.555-556. *Arch. Col., Corr. des Iles de France, de la Réunion et de Pondichéry*, années fol. 9 (minute).

[871]) Le mémoire de Larcher a été publié par M. H. CORDIER, *la France et l'Angleterre en Indo-Chine et en Chine sous le premiers Empire (in T'oung pao*, 1903, p. 201-227), p. 207-211.

avec l'évêque d'Adran… Malgré son grand âge [872], son zèle n'a point vieilli, et il offre au premier consul ses services pour l'expédition qu'il propose. »

Bonaparte inscrivit en marge « Renvoyé au ministre de la marine pour me faire connaître son opinion sur ce mémoire. »

Après la signature du traité d'Amiens (27 mars 1802), qui rendait à la France les possessions et les colonies occupées ou acquises au cours de la guerre, une expédition fut envoyée, sous les ordres du général Decaen, pour prendre possession des anciens établissements français à l'Est du Cap de Bonne-Espérance [873]. À bord de la *Sémillante*, un des navires qui composait l'expédition, prit passage Félix Renouard de Sainte-Croix, ancien officier de cavalerie [874]; il eut l'occasion, à Macao, de faire la connaissance de Jean-Marie Dayot qui avait déjà, depuis plusieurs années quitté le service de Nguyễn Ánh. Dayot le mit au courant des événements qui s'étaient passés en Cochinchine, et lui montra l'intérêt que pourrait avoir la France à se ménager l'amitié de Gia-long et son assistance en cas de besoin. « Qu'en coûterait-il au gouvernement, écrivait-il à Sainte-Croix, d'établir en Cochinchine, sans bruit et sans que cela parût, un agent, simplement agent commercial ? Si on se déterminait à ce parti, j'aurais la présomption d'établir quelques prétentions à une pareille place, tant par la connaissance \que j'ai du pays que par la bienveillance dont le Roi m'a toujours honoré, et je crois que, revêtu d'un caractère public par mon gouvernement, je ne tarderais pas à lui être utile. »

Rentré en France en1807, Renouard de Sainte-Croix fut reçue par le ministre des affaires étrangères, le comte de Champagny : il lui remit les cartes que Dayot avait dressées et lui fit part des désirs que cet officier avait exprimés. Le ministre rendit compte à l'Empereur de celte démarche ; il écrivit « Je ne verrais aucun inconvénient à donner à M. Dayot qui a ainsi prouvé qu'il est bon Français, le titre de consul de France en Cochinchine, sans appointements jusqu'à la paix; ce sera pour lui une honorable récompense; il est possible que cela devienne un jour, pour le commerce français, la source de quelques avantages. »

Tous ces projets, comme celui de Larcher, faisaient ressortir, à tort ou à raison, que ces établissements à créer aux Philippines et en Cochinchine seraient susceptibles de nuire au commerce anglais, et Napoléon, qui cherchait à atteindre la puissance de l'Angleterre dans l'Inde, n'aurait pas été fâché de la frapper aussi en Asie orientale. Il donna l'ordre au duc de Bassano, en 1811, de faire examiner un mémoire de Sainte-Croix relatif à un projet d'ambassade française en Chine. En 1812, on voit le conseiller d'État d'Hauterive demander au ministre de la marine des renseignements sur la mission de l'évêque d'Adran en Cochinchine [875]. Mais la politique européenne détourna l'attention de Napoléon de tous les projets relatifs à l'Extrême-Orient qui tombèrent dans l'oubli.

Dès 1815, pendant les Cent jours, une nouvelle tentative fut faite auprès des pouvoirs publics ; un négociant de l'île Bourbon, Jean-Alexandre Salèles, adressa un mémoire aux conseillers d'État pour mettre en lumière « les avantages de rétablir des relations commerciales avec Sumatra, Côte malaise, Cochinchine, Bornéo, les Iles Philippines et la Chine [876]. Le gouverneur de l'inde française fut chargé de faire connaître son opinion sur la nature des relations commerciales qui pourraient être ouvertes avec les pays indiqués par Salèles, mais de nouveau la gravité des événements dont l'Europe était alors le théâtre empêcha de donner suite au projet..

Sous la Restauration, le duc de Richelieu se préoccupa des intérêts de la France dans la mer de Chine. Il se renseigna auprès des missionnaires de La Bissachère, qui lui fournit des informations sur la Cochinchine, et Richenet, procureur des missions de Pékin, qui lui fit connaître les conditions et la situation du commerce européen en Chine. A la date du 17 septembre 1817, il

[872] Il était né en Palma (Ile de France). Voir ci-dessus, p. 141, note 506.

[873] Voir *Mémoires et journaux du général Decaen*, II, p. 297-309.

[874] *Voyage commercial et politique aux Indes orientales*. III, ch. LXXX, *Notions préliminaires sur la Cochinchine et le Tonkin*, p. 221-289. Voir notre publication de la relation de La Bissachère.

[875] Voir *Arch. Aff. étr*. Asie, 19, pièce 23, la copie de la lettre de Renouard de Sainte-Croix à l'Empereur.

[876] Ce mémoire a été aussi publié par M. H. CORDIER, la Reprise des relations de la France avec l'Annam sous la Restauration, T'oung pao, 1903, p. 286.

écrivit à Chaigneau : « Quelques-uns de nos armateurs ont fait ou se proposent de faire des expéditions pour le Tonkin et la Cochinchine. Le gouvernement a encouragé ces essais, surtout dans l'espérance qu'ils pourraient nous conduire à fonder dans ces pays un commerce permanent. Vous pouvez, monsieur, vous associer à ces vues bienfaisantes du gouvernement, d'abord en favorisant, de tous les moyens que vous donne votre position actuelle, les premières entreprises de nos armateurs et, ensuite, en m'adressant l.es informations propres à m'éclairer sur ce qu'il y a de mieux à faire pour parvenir au but qu'ils voudraient atteindre, c'est-à-dire l'établissement d'un commerce régulier et permanent avec le pays où vous résidez [877]. »

D'autre part, le ministre entra en rapports avec les Chambres de commerce qui se proposaient de nouer des relations commerciales avec l'Extrême-Orient, celle de Lorient, celle de Bordeaux surtout, qui fit preuve de la plus louable activité. Dans une lettre du 15 octobre 1817, la Chambre de Lorient exposait au ministre de l'Intérieur que nous devons nous borner à faire du commerce dans les pays capables de nous procurer des matières premières et en même temps de nous offrir des débouchés. La Cochinchine nous paraît être le pays où l'on pourrait réaliser ce double but. Voisine de la Chine, du Cambodge, du Tonkin, du Siam et des Philippines, elle offrira toujours dans ses productions et celles du pays qui l'avoisinent, des ressources précieuses au commerce et un débouché important à tous les articles d'Europe qui s'exportent pour les mers de l'Inde et d'Asie. Le gouvernement cochinchinois accueillerait favorablement un agent de commerce français institué et soutenu par l'autorité royale.

Un parent de Dayot, membre de la Chambre de commerce, nommé Borne Bonet, offrait d'aller en Cochinchine, en qualité d'agent commercial. Il était l'auteur d'un prospectus (projet d'expédition et appel de capitaux) qui avait décidé la Chambre de Bordeaux à faire partir les premiers navires. La candidature de Borne Bonet ne fut pas prise en considération. Il s'en produisit une autre, émanant d'un négociant du Midi, nommé Janssaud, qui avait voyagé dans l'Inde [878]; elle fut aussi écartée Richelieu avait déjà sans doute porté son choix sur Chaigneau ; il avait d'excellentes raisons pour se déterminer en faveur de l'ancien compagnon de l'évêque d'Adran et nous verrons que l'arrivée de Chaigneau en France le confirma dans ses dispositions.

C'est dans le courant de l'année 1817 que se firent les premières expéditions à la Cochinchine. La *Paix*, de la maison Balguerie et Sarget de Bordeaux, le *Henry* de la maison Philippon de la même ville, partirent à peu de jours de distance au mois de mars [879] . Ces premiers armements bénéficièrent d'une exemption partielle de droits d'entrée à percevoir sur les cargaisons de retour qui devaient être composées surtout de sucre. Le directeur général des douanes avait marqué quelque répugnance à consentir une pareille concession. Mais dans l'entourage du souverain, on désirait encourager les expéditions maritimes de ce genre et il fut passé outre aux objections.

En cette même année 1817, une maison de commerce de Paris, ayant l'intention d'envoyer à son tour un navire en Cochinchine, demanda à être exonérée d'une partie des droits ; le directeur des douanes exprima un avis défavorable, refusant de créer ,« un privilège permanent »; le duc de Richelieu intervint en personne. Il écrivit au directeur général que les informations qu'il avait sur la Cochinchine « indiquaient qu'il serait possible d'y former des relations avantageuses et d'une certaine importance, mais que les premiers essais des armateurs avaient d'autant plus besoin d'encouragement qu'ils devaient nécessairement se trouver soumis à beaucoup de chances hasardeuses jusqu'à ce qu'ils pussent s'assurer des correspondants sur les lieux et s'y ménager une protection ». Il fut décidé qu'on sortirait « de la voie des concessions individuelles et qu'on appellerait tout le commerce à jouir des réductions de droits les concessions furent maintenues aux armements de 1818 et 1819 et ne furent supprimées ensuite que sur l'avis des Chambres de

[877] H. CORDIER, *le Consulat de France à Hué sous la Restauration, Rev. E.-O.*, II, 1883, p. 139; la lettre de Richelieu se trouve p. 141.

[878] *Projet d'établir un comptoir en Cochinchine*, adressé le 15 nov. au comte Molé, ministre de la marine et des colonies, *ibid*., p. 308. Voir aussi précédemment, p. 305, lettre recommandant Janssaud à Richelieu.

[879] Voir, pour l'histoire de ces expéditions, H. CORDIER. *Bordeaux et la Cochinchine sous la Restauration, T'oung pao*, 1904, p. 505. Voir aussi l'intéressant ouvrage de M. De JOINVILLE, publié en *l'Armateur Balguerie-Stuttenberg et son oeuvre.*

commerce qui les estimèrent préjudiciables aux intérêts de la Martinique et de la Guadeloupe, productrices de sucre.

Ces faits montrent qu'on se préoccupait vivement en France, à cette époque, et dans les milieux officiels et dans les milieux commerciaux, de nouer des relations étroites avec la Cochinchine,. Aux termes d'un rapport officiel [880], la réussite des premiers voyages fut complète « quant au premier objet qui était de frayer de nouveau au pavillon français une route où il ne se montrait plus depuis trente ans »; mais, au point de vue proprement commercial, les négociants furent déçus de l'espoir qu'ils avaient eu de trouver « le fruit mérité d'une opération exposée à des chances toutes nouvelles ». En effet, les subrécargues de *la Paix* et du *Henry*, mal renseignés, avaient formé une cargaison dont ils n'avaient pu se défaire complètement et, d'autre part, ils s'étaient trouvés dans l'impossibilité de se procurer une cargaison de retour suffisante. Gia-long, tenant compte de ces difficultés, leur accorda remise entière des droits et leur donna l'occasion de revenir par un contrat désignant les objets à importer. Le mandarin délégué aux rapports avec les étrangers [881] complimenta le capitaine et le subrécargue sur leur exactitude à se conformer aux lois et usages du pays et leur confirma les bonnes intentions du souverain; « en continuant de même, disait-il, les Français pourront voir bien des années s'écouler en bonne intelligence entre les deux nations [882]. »

La *Paix* fit naufrage, pendant son voyage de retour, en vue de l'ile de France, le 28 février 1818; le *Henry* arriva à Bordeaux le 27 août 1818. En 1819, il fut expédié de nouveau en Cochinchine, ainsi qu'un autre navire, le *Larose* ; l'entreprise fut cette fois couronnée de succès. La bienveillance de Gia-long à l'égard des négociants ne se dément pas : « La promesse d'un bon accueil qu'on avait faite, dit l'un d'eux, a été fidèlement et ponctuellement exécutée. Les marchandises ont été prises et payées avec la plus loyale et scrupuleuse exactitude. Ces deux bâtiments s'y sont chargés, en retour, de sucre, thé et soie écrue, et ont en outre rapporté de l'argent du pays. Cette deuxième expédition a donc eu, sous tous les rapports, un succès complet. » Le Larose et le Henry rentrèrent à Bordeaux en avril et mai 1820.

Dans l'intervalle des voyages des navires de commerce, nous savons qu'une frégate, la Cybèle, commandant de Kergariou, avait relâché à Tourane [883]. Le 16 mars 1817, elle était partie de Brest pour montrer le pavillon blanc dans l'océan Indien et dans les mers de Chine. Achille de Kergariou, capitaine de vaisseau, commandant les forces navales du roi de France à l'Est du cap de Bonne-Espérance, conduisit la frégate à Pondichéry, visita Malacca, Manille, Cavite, Macao et fut à Tourane le 30 décembre 1817. Il était chargé d'entrer en relations avec Chaigneau et Vannier, de porter des présents à Hué (armes de luxe, pendule en bronze, flacons et vases en cristal taillé et gravé, portraits de Louis XVIII), de notifier à Gia-long le retour du roi de France sur le trône, de lui demander son appui pour les navigateurs et les commerçants français qui pourraient visiter ses États; mais il ne devait pas ouvrir de négociations. Lorsque l'arrivée de la Cybèle fut connue à Hué, Gia-long envoya Vannier accompagné de deux mandarins pour, féliciter de Kergariou de son heureux voyage ; ils devaient aussi lui demander s'il avait une lettre du roi de France ou de son premier ministre pour le roi de Cochinchine. Mais le commandant n'avait pas de lettre; sa mission était la même pour tous les lieux où il devait s'arrêter faire connaître que « le vrai roi de France

[880] Précis analytique relatif aux concessions temporaires accordées parle roi en 1816, et 1818 pour les armements à destination de la Chine, la Cochinchine et les îles Philippines, *ibid*., p. 511.

[881] Les relations extérieures ressortissaient. au ministère des Rites ; mais c'est plutôt un mandarin du ministère des Finances (département comprenant les affaires commerciales et maritimes) qui était chargé des rapports avec les Européens ; son titre était « mandarin des bateaux de commerce ». Voir sur le bureau de ce mandarin (Thuong-bac), le *Bull. Amis du Vieux Hué*, 1915, p. 120 ; 1916, p. 31.

[882] Traduction certifiée conforme par Vannier et Chaigneau de l'acte exemptant le vaisseau *la Paix* de tous droits, dans *Bordeaux et la Cochinchine*…,1904, p. 522. On trouvera dans cette même étude (p. 514 et suiv.) un extrait du journal de voyage d'Auguste Borel, subrécargue de *la Paix*.

[883] L'histoire de la mission Kergariou a été faite par M. H. CORDIER dans *Bordeaux et la Cochinchine sous la Restauration , T'oung Pao, 1908,*p.176-213. Le journal de Kergariou'a été publié et annoté depuis (en 1914) par M. P. DE JOINVILLE, la *Mission de la Cybèle en Extrême-Orient, 1817-1818*.

était rétabli sur le trône de ses pères ». C'était dans cette intention qu'il sollicitait une audience de Gia-long.

« MM. Vannier et Chaigneau, dit-il dans ses notes sur la campagne de la Cybèle [884], avaient demandé à Sa Majesté que je vinsse à Hué et que je lui fusse présenté. Le Roi y avait consenti quand son mandarin de droite, ministre des relations extérieures, observa à Sa Majesté que n'ayant aucune lettre qui indiquât ma mission, les lois de l'Empire s'opposaient à ce qu'on m'y fit de réception. » Kergariou, à défaut de lettre l'accréditant auprès du roi de la Cochinchine, offrit de remettre aux mandarins une copie de la partie de ses instructions relative à sa mission dans le pays ; cet extrait, dûment signé et revêtu de cachets, fut envoyé à Hué, pour être remis au Conseil des mandarins dont on attendit la réponse. Elle arriva le 15 janvier « le commandant de la frégate du roi de France n'ayant apporté de lettre ni du roi, ni de son ministre, ne pouvait être reçu à la cour. »

Kergariou fit cependant renouveler auprès de Gia-long la demande de lui être présenté; dans le cas où le refus d'audience serait maintenu, il demanderait une copie de la décision du Conseil des mandarins pour sa propre justification auprès du ministre qui l'avait envoyé. Cette démarche était trop conforme aux usages administratifs pour qu'elle fût mal interprétée à Hué ; Kergariou reçut en effet l'avis que sa demande prouvait qu'il était « un vrai mandarin connaissant ses devoirs »[885] ; ainsi en avait jugé Gia-long. Copie de la décision lui fut donc remise; en voici la substance d'après la traduction qu'en fit Vannier «… Nous voyons que le commandant français a été envoyé ici pour apporter quelques présents du roi de France au roi de Cochinchine, et lui annoncer que le roi était remonté sur le trône de ses ancêtres; toutes ces nouvelles, nous en avons fait part au roi qui a dit que les royaumes les plus éloignés qui voulaient venir le saluer, il ne les en empêchait pas, et a donné ordre à tous les mandarins de s'assembler pour décider sur l'arrivée du commandant français et voir s'il pouvait ou non venir saluer Sa Majesté et présenter les présents. » Les mandarins, après s'être consultés, ont dit au roi que d'après la loi du royaume, un ambassadeur ne pouvait être présenté. à la cour qu'avec des lettres de créance; le roi a approuvé cette manière de voir et a ordonné aussitôt de prévenir Kergariou de cette décision et de « lui dire que réellement les lois du royaume s'y opposaient, que le roi était bien mortifié de ne pouvoir le recevoir, mais qu'il était obligé de se conformer aux lois; qu'à présent M. le commandant, quand il trouvera les vents favorables ou qu'il jugera à propos de partir, il est libre de s'en retourner (46).

———

(46) H. CORDIER, p.210 ; P. de JOINVILLE, p. 233. Les *Historiographies* (LVI, n° 14)consacrent à cette affaire quelques lignes qui concordent avec le récit qu'on vient de lire les cadeaux furent refusés parce que le commandant de la *Cybèle* n'avait pas de lettres officielles à présenter à Gia-long. Il semblerait, d'après une lettre de Vannier au procureur des Missions-Étrangères à Macao (CADIÈRE, *Documents*, p. 62) que l'influence du prince héritier, le futur Minh-Mang, ne fut pas étrangère à l'échec de la mission. Le fait est à noter. Voici le passage de la lettre de Vannier « Je suis bien charmé que M. de Kergariou soit persuadé qu'il n'a pas dépendu de moi de ce que son expédition n'ait pas eu tout le succès qu'il en pouvait attendre. Assurément j'aurais désiré et n'avais rien tant à cœur que de lui faire avoir une audience du roi. Mais les intrigues de la Cour et la défiance du prince héréditaire-ont fait qu'on n'a pas réussi, s'excusant sur les lois du pays et de ce que Monsieur n'avait point de lettres du roi de France pour le roi, ni du ministre pour le ministre d'ici, disant que l'on ne savait comment le recevoir, etc., etc. Le voyageur anglais H. P. fait de l'affaire un récit qui vaut d'être rapproché de la lettre de Vannier, car il se prétend documenté par Vannier lui-même… mais il a probablement interprété en Anglais ce que lui a dit le mandarin français. « Le comte de Kergariou crut opportun de s'annoncer comme ambassadeur du roi de France. L'annonce d'une ambassade de France (dit M. Vannier) nous mit tous en mouvement ; une flotte de galères fut équipée et des préparatifs faits pour recevoir avec honneur l'ambassadeur. Le roi lui-même pensait recevoir la lettre à laquelle les Annamites attachent plus d'importance qu'à l'ambassadeur lui-même ; mais, en attendant, il envoya M. Vannier faire compliment à l'envoyé et s'informer des préliminaires de son affaire. A son grand étonnement, Vannier trouva que le tout était une « gasconnade » et, naturellement, fit en conséquence son rapport au roi qui fut vivement irrité. « Cet homme, dit-il en Conseil, « nous prend-il pour un tas de

[884] H. CORDIER; loc. cit., p. 200. Dans son journal, — que publie M. de JOINVILLE et qui contient généralement plus de détails, — le texte est le même, mais le nom de Vannier seul est cité.

[885] P. de JOINVILLE, la *Mission de la* Cybèle, p. 159.

barbares parmi lesquels il peut agir à sa guise ? Si *mon frère* le Roi de France m'avait envoyé une ambassade, il « m'aurait adressé une lettre et non par la main d'un pareil homme ! » Un ordre fut publié et rigoureusement exécuté d'après lequel la *Cybèle* serait fournie de tout ce qui pouvait lui être nécessaire, mais qu'aucun des officiers ne serait autorisé à visiter la ville, — et cet ordre resta en vigueur pendant tout le temps que la frégate fut à Tourane. » (*Notices of the Indian Archipalago*, p. 235.) Crawfurd, généralement mieux informé, attribue l'échec de Kergariou à ce que cet officier était venu demander à Gia-long l'exécution du traité de 1787 (*op. cit.*, p. 258-259). Pure imagination, bien entendu. Mais les Anglais qui accusaient à juste titre d'ailleurs, semble-t-il — les officiers français d'avoir contribué à l'échec de la mission Roberts en 1804, étaient peu disposés à juger la situation avec impartialité. Sur la tentative faite par la Compagnie anglaise des Indes de créer des relations de commerce avec la Cochinchine sous Gia-long, voir notre publication du manuscrit de LA BISSACHÈRE.

Kergariou attribua son échec à une double cause : la jalousie du ministre des rites à l'égard des mandarins français et le fait que, les vaisseaux marchands ayant fait connaître avant lui l'avènement de Louis XVIII, sa mission avait perdu tout son prix. Il serait plus exact sans doute de rapporter l'accueil qui lui fut fait au peu de désir qu'avait Gia-long d'entrer en relations officielles avec une puissance européenne. Prêta lier avec des marchands des rapports commerciaux qui lui paraissaient avantageux et qui ne l'engageaient à rien, il ne se souciait guère de se créer des obligations vis-à-vis de leur gouvernement. On a appris qu'en maintes occasions, il exprima sa satisfaction de n'avoir pas reçu les secours accordés en 1787 par Louis XVI et de n'avoir pas été obligé, en conséquence, à consentir des privilèges à la France. Il voulait se tenir en bons termes avec les nations européennes qui avaient des intérêts en Extrême-Orient, mais il n'avait pas l'intention de ne favoriser aucune d'elles. Il craignait que l'octroi du moindre avantage ne le conduise à en consentir par force de plus importants et il ne voulait fournir à aucune puissance l'occasion d'entreprendre contre ses droits souverains. On ne saurait que louer la sagesse de cette attitude et il serait peu impartial d'incriminer, comme on l'a fait, le caractère de Gia-long, méfiant comme celui de tous les Annamites. Il est plus équitable de donner à son sens politique l'éloge qu'il mérite [886].

Depuis l'apparition des navires français en Cochinchine, Chaigneau, dit son fils, « ne cessait de porter ses regards vers la France » [887]: Non seulement il souhaitait, après trente années d'absence, revoir son pays et sa famille, mais il désirait aussi porter au gouvernement français les renseignements que Richelieu lui avait demandés. L'occasion qu'offrait la présence à Tourane de deux navires français le décida à s'ouvrir de ses intentions ; Gia-long, bien que fâché d'abord de le voir partir, l'approuva ensuite ; il lui accorda un congé de trois ans et lui fit verser, en guise de gratification, deux années de solde.

Il s'embarqua sur le *Henry* et arriva en France au mois d'avril 1820. Le ministère Richelieu venait de succéder (21 février) au ministère Decazes ; Chaigneau avait donc la chance de trouver au pouvoir le ministre qui avait pris l'initiative de lui écrire. Richelieu était président du Conseil sans portefeuille ; Pasquier était aux affaires étrangères et Portal à la marine. Chaigneau fut reçu avec faveur, le roi lui donna audience et moins d'un an après son arrivée, il quittait la France investi de la qualité de consul et muni de pleins pouvoirs pour conclure un traité de commerce avec la Cochinchine [888].

Mais il ne devait plus trouver Gia-long vivant.

Dans le courant de la 11^{e} lune de la 18^{e} année de son règne (17 décembre 1819-15 janvier 1820), le souverain se sentit malade. Le 1er jour de la 12^{e} lune (16 janvier 1820), il ne donna pas audience. Le 27 janvier, il convoqua le prince héritier, les membres de la famille impériale, Lê-văn-Duyệt et Pham-Dang-Hung, ce dernier du ministère des rites ; il remit au prince son cachet et

---

[886] Voir les judicieuses considérations qu'émet CRAWFURD (*op. cit.*, p. 307 et 308) sur Gia-long et ses relations avec les Européens.

[887] *Souvenirs de Hué*, p. 227.

[888] M. H. CORDIER, dans *le Consulat de France à Hué sous la Restauration* (*Rev. d'E.-O.*, 1887, p. 139 et 267), publie sur cette question des documents tirés des archives des ministères des affaires étrangères, de la marine et des colonies; s'y reporter.

son épée et lui fit ses recommandations dernières ; puis il dit aux personnes présentes qu'il ne lui restait que peu de jours à vivre. La maladie s'aggrava rapidement en effet ; le 3 février, il fit venir de nouveau le prince héritier, les membres de sa famille avec les hauts fonctionnaires de sa cour, et, le même jour, il rendit le dernier soupir [889].

Les *Historiographies* font du règne de Gia-long un résumé qui, malgré le ton de panégyrique du morceau, contient assez de vérités pour qu'on en puisse citer une partie [890] :

Lorsque le pays fut pacifié, il se proclama empereur. II garda le pouvoir dix-huit ans ; son mérite et sa vertu furent grands. Depuis la dynastie de Hông-bàng [891], nul souverain ne déploya autant d'habileté. Il a fait réparer les citadelles et les tombeaux des rois ; il a ouvert les temples. Il a organisé la hiérarchie des fonctionnaires il a réglementé les examens. Il s'est occupé des rites, de l'enseignement et des lois. Il a perpétué le culte des Lê et celui des Trịnh [892]. Il a refusé les offrandes des petits royaumes, il s'est défendu contre les entreprises du Siam, il a protégé le Cambodge, il a nourri le Laos, Le monde entier a connu son pouvoir; sa bienveillance s'est étendue sur les États tributaires. Il a été un bon souverain.

———————

[889] Telle est la date des *Historiographies* [jour ting-wei (19e) de la 12e lune], d'où sont extraits les détails donnés (LX, 18); les auteurs français indiquent généralement le 25 janvier 1820 (CHAIGNEAU, *Souvenirs*, p. 240 ; Legrand De LA LIRAYE, Notes historiques, p. 106 ; BOUILLEVAUX, *l'Annam et le Cambodge*, p. 408 ; LOUVET, *Cochinchine religieuse*, II, p. etc.). Pour ses funérailles, qui eurent lieu au mois de mai 1820, voir *Répertoire*, CXXIV.

[890] Pour que le tableau fût exact, il y faudrait des ombres il n'était pas dans le rôle des historiographes de les y mettre. Mais les témoignages européens cités au cours de l'histoire du règne sont assez nombreux et assez explicites pour que Je lecteur apporte de lui-même les restrictions nécessaires au texte officiel, qui, au demeurant, ne contient pas d'inexactitudes flagrantes.

[891] Dynastie légendaire qui aurait duré de l'an 2879 à l'an 238 av. J.-C.

[892] Lors de son séjour au Tonkin en 1802, on le voit en effet visiter, dès le mois d'août, le temple de Lê Loi (1428-1433), fondateur de la dynastie Lê. Il ordonna ensuite de rechercher les descendants de la dynastie qui avait régné plus de trois siècles sur l'Annam ; au moment de la fuite de Lê Duy-ki en Chine (février 1789), un membre de la famille s'était réfugié chez les Moi de la région de Thai-Nguyễn il s'appelait Lê Duy-hoan. Gia-long, apprenant son existence, le fit venir, lui donna dix mille mâu de rizières, mille seize hommes pour garder les divers temples de la famille et le chargea d'assurer le culte des Lê (octobre 1802); il décida en outre que les descendants des Lê seraient à l'avenir dispensés d'impôts et de corvées (*Historiographies*, XVIII, 2 et 25). Lê Duy-ki étant mort à Pékin en1793 (*Miroir historique*, XLVII, 47; et non en 1798, comme le dit BOUILLEVAUX, *op. cit*., p. 390), ses restes furent transférés au Tonkin en 1804 (dix ans après sa mort, disent les *Historiographies*, XXV, 5-6). Lê Duy-hoan, sur l'ordre de Gia-long, alla les recevoir à Nam-quan et les fit transporter au Thanh-hoa où ils furent inhumés dans le tombeau de Lê Hiên-Tôn. En 1818, Le Duy-hoan fomenta une révolte et les mandarins proposèrent à Gia-long de supprimer le culte des Lê, mais il refusa de suivre ce parti et ordonna au gouverneur du Tonkin de chercher un autre descendant à qui serait confié le soin du culte. « Ainsi, dit-il dans un édit de la 12e lune, les morts et les vivants jouiront tous de mes faveurs. » *Historiographies*, LXI, 15; en 1819, les objets du culte dans les temples de Lê furent réparés par les soins du gouverneur du Thanh-hoa. *Historiographies*, "< LX, 11.

Gia-long, dès 1802, voulut assurer aussi le culte des Trịnh, « en souvenir, dit-il, des alliances qui s'étaient faites jadis entre cette famille et la mienne »; il fit rechercher les descendants des Trịnh, confia à l'un d'eux la charge du culte et réserva à cet effet cinq cents mâu de rizières en outre deux cent quarante-sept membres de la famille furent exemptés d'impôts.

APPENDICE

I.— LA RIVIÈRE DU TONKIN.

Quelles étaient les voies fluviales suivies au dix-septième siècle par les Chinois et les Européens pour pénétrer au Tonkin ? La question prête à discussion.

Une excellente base peut être fournie par William Dampier, bon navigateur dont les ouvrages se distinguent par la précision des indications hydrographiques. Son récit va être reproduit ci-dessous; quelques données supplémentaires, empruntées à d'autres auteurs ou tirées de ce que nous savons aujourd'hui de la géographie de la baie du Tonkin (47), permettront d'arriver à une solution qui paraîtra sans doute assez proche de la vérité.

———

(47) Les documents de la cartographie ancienne n'apportent rien de bien net (voir notamment les cartes reproduites dans l'Introduction de Cl.-E. Maitre à l'Atlas de l'Indochine par De CHABERT et L. GALLOIS); même au dix-septième siècle, la carte du P. Al. de Rhodes (1650) montre un vaste estuaire qui ne correspond que de fort loin au delta tonkinois celle de Tavernier (1681) est fantaisiste; dans celle de Baron (1685), on trouve les premiers renseignements l'ile des Perles, l'entrée habituelle des navires européens, l'embouchure de Rokbo (Rock-boa), la montagne de l'Eléphant. L'abbé Prévost, publiant dans *l'Histoire générale des Voyages* (1751, t. IX, vis-à-vis de la p. 95) une traduction de la relation de Baron, donne une carte, différente de celle de l'original anglais, intitulée *Carte du cours de la rivières du Tonquin depuis Cacho jusqu'à la mer, levé par un navigateur anglais* ; ce navigateur ne peut être Dampier, comme on pourrait le croire, car celui-ci, en 1688, a vu le comptoir anglais à Hanoi où il avait été transporté en 1688, tandis que l'auteur de la carte le place encore à Hung-yên. Cette carte, que nous reproduisons, donne des indications intéressantes dont il est tiré parti dans cette note. Se reporter à la carte, datée de 1791, de Dalrymple, *Tonquin River, by an English navigator*. La carte de Chine du même auteur publiée dans le *Neptune Oriental* de D'après DE MANNEVILLETTE (édit. de 1775) ne donne rien de net sur la rivière du Tonkin et l'Atlas de D'Après DE MANNEVILLETTE ne contient aucune carte spéciale de la côte de l'Indochine en dehors de la carte de Le Floch de la Carrière (512$^{e)}$ qui s'arrête, au N., à la Rivière du Roi (ou de Hué) ; les *Instructions sur la navigation des Indes orientales et de. la Chine pour servir au Neptune oriental* (1775) reproduisent (p. 466 et suiv.) les informations de Dampier, ce qui semble prouver qu'à quatre-vingts ans de distance, on ne savait rien de beaucoup plus précis que ce que le célèbre navigateur avait lui-même observé : d'Après de Mannevillette dit d'ailleurs que « les descriptions données sur l'étendue de ces côtes se réduisent à quelques instructions trop succinctes pour les bien faire connaître Voir aussi le texte du *Neptune Oriental* (1775) dont quelques extraits seront faits ci-dessous pour prouver qu'il n'apporte rien de nouveau. La carte annexée à l'ouvrage des PP. de Monterons et Estève (*Voyages et Travaux des Missionnaires, de la Compagnie de Jésus*, 1858), sous le titre de : *Carte de l'Empire d'Annam, Tonkin et Cochinchine, pour servir à l'histoire des Missions…* , porte l'indication de l'embouchure de la rivière de Rokbo et de Domea.

Je me suis reporté — pour les comparer aux documents antérieurs à l'occupation française à la carte 2062 de l'Amirauté anglaise et aux cartes suivantes du Service hydrographique de la marine 3519, 3524, 3537, 3551 ; la première surtout, Delta du Tonkin (éch. de 0cm. 75 pour 1 mille, Héraud et Bouillet, ingénieurs hydrographes, 1873, complétée en 1877; édition de 1911), accompagnée des indications données dans les *Instructions nautiques* (Mers de Chine, de l'entrée du Détroit de Malacca aux atterrages Sud de Hong-Kong, 1909), a permis certaines précisions. J'ai accompagné le récit de Dampier de citations extraites de cet ouvrage (où les renseignements relatifs au delta du Tonkin sont dus à MM. Héraud et de La Porte). Noter qu'il y a peu de cas à faire des fonds donnés par Dampier à cause des variations constantes; ainsi la carte 3519 indique un accord d'un grand banc reconnu en 1897, disparu en 1903; les fonds relevés en 1688, surtout aux diverses embouchures, ont souvent varié depuis cette époque; les embouchures elles-mêmes se sont déplacées, il faut donc se contenter d'assimilations approximatives. Les citations des *Instructions nautiques*, rapprochées du texte de Dampier, auront cependant quelque intérêt.

———

Il y a… dans le fond de la baie quelques petites îles qui sont tout près du rivage du Tonkin. Il y en a deux qui sont plus considérables que les autres, non pas pour leur grandeur, mais parce qu'elles servent de balises pour les deux principales rivières ou plutôt pour les deux branches de la principale rivière du Tonkin. Une de ces rivières ou de ces branches s'appelle Rokbo. Elle se décharge dans la mer tout auprès du Nord-Ouest de la baie et son embouchure est environ à vingt degrés six minutes au Nord [893]. Je n'ai jamais été sur cette rivière… mais on m'a assuré qu'elle n'avait pas plus de douze pieds d'eau à son entrée, mais que son fond est un limon tout à fait mou et par conséquent très commode pour les petits vaisseaux : c'est la route ordinaire des Chinois et des Siamois [894].

À une heure environ de l'embouchure de cette rivière vers l'Ouest, il y a une petite île assez élevée, appelée l'île des Pêcheurs. Elle est éloignée de deux milles au bord de la mer et l'on y trouve un fort bon ancrage tout autour dix-sept ou dix-huit pieds d'eau. De sorte qu'elle n'est pas seulement un bon indice pour connaître la rivière [895], mais encore un lieu où l'on peut entrer sûrement, et où les vaisseaux peuvent très commodément jeter l'ancre, pour se mettre à couvert quand ils arrivent là [896] ; surtout s'ils ne peuvent pas d'abord entrer dans la rivière, soit parce qu'ils arrivent dans une saison trop avancée, soit à cause du mauvais temps qui ne le leur permet pas.

L'autre rivière ou branche est celle par où nous entrâmes. Elle est beaucoup plus large et plus profonde que la première. Je ne sais pas quel est son nom particulier, néanmoins je l'appellerai, pour la distinguer de l'autre, la rivière de Domea, à cause que la première ville considérable que j'ai vue sur son bord, porte ce nom-là. L'embouchure de cette rivière est à vingt degrés quarante-cinq minutes de latitude [897]. Elle se décharge dans la mer vingt lieues au Nord-Est de Rokbo [898]. Il y a entre ces deux rivières plusieurs sables et bas-fonds très dangereux, L' qui s'étendent deux lieues dans la mer ou même davantage. Toute la côte, depuis la Cochinchine à l'Ouest, jusqu'à la Chine qui est à l'Est, est aussi remplie de basses et de sable, qui s'avancent néanmoins beaucoup plus en mer, en de certains endroits qu'en d'autres.

« C'est par cette rivière de Domea que la plupart des vaisseaux européens entrent, à cause de sa profondeur. Il y a néanmoins ici une barre large d'environ deux milles, et le passage peut bien avoir demi-mille de large, ayant des sables de claque côté. Les pilotes qui ont le plus pratiqué cette rivière, nous apprennent que sa profondeur varie selon les différents temps et les diverses saisons

---

[893] C'est à peu près la latitude indiquée dans la carte 3519 pour le Cua Day; l'embouchure du Day — et par conséquent le chenal s'est déplacée légèrement à l'Ouest depuis l'époque de l'établissement de la carte.

[894] « L'embouchure du Cua-day est barrée par des bancs de sable, dont quelques-uns assèchent de 1 mètre, jusqu'à environ 7 milles dans le Sud de l'entrée. Il existe un chenal étroit à travers ces bancs; malheureusement, les apports de la rivière sont tels que le balisage doit être fréquemment modifié ». (I.N., p. 446.)

[895] On atterrira sur Hon-né, qui est le seul point reconnaissable de cette partie de la côte, en se défiant des bancs qui s'étendent au large de- l'entrée, et l'on se rappellera que la pleine mer a lieu en même temps au Cua-Day qu'à Dô-son, mais que la hauteur est plus faible au premier endroit d'environ 5 centimètres. Si l'on a bien reconnu la barre et sa profondeur, on la franchira à grande vitesse, de façon à ne pas rester dessus. Aussitôt dans le fleuve, on trouvera de grands fonds et l'on pourra, avec l'aide d'un pilote, remonter à Hanoi, soit par le canal de Phu-ly, soit par celui de Nam-dinh. » (I. N., p. 447.)

[896] Hon-né. — Cette île, autrefois appelée Tsinfay, est la dernière que l'on rencontre avant d'arriver au fond du golfe du Tonkin ; elle est située à environ 3 milles dans le N.-E. du Lach Tran. On pourra trouver derrière Hon-né, par mètres de fond, un abri provisoire contre les vents du Nord. N., p. 445.) La carte indique pour Hon-né une hauteur de 86 mètres, ce qui explique qu'elle constitue un excellent abri.

[897] Cette indication doit être erronée, car elle nous reporterait au N. de Dô-son (20° 43' 25"); le Cua Vạn-Ức est approximativement à 40' et le Cửa Thâi-binh à 38'. L'erreur de 5 minutes commise par Dampier est fort explicable par l'imperfection des moyens d'observation dont on disposait à cette époque. Le Neptune Oriental (col. 158) donne les mêmes indications que Dampier, soit 20° 6' pour la petite branche et 20° 45' pour la grande.

[898] C'est à peu près, en ligne droite, la distance (un degré) qui sépare sur la carte le Cửa Day du Cua Thâi-binh (ou du Cua Van-Cu).

[899]. Car en certains temps de l'année, il n'y a pas plus de quinze ou seize pieds d'eau dans la haute marée, au lieu qu'en d'autres temps il s'en trouve jusqu'à vingt-six ou vingt-sept. On dit que les plus hautes marées sont dans les mois de novembre, de décembre et de janvier, lorsque la mousson du Nord règne; et les plus basses dans ceux de mai, de juin et de juillet, quand la mousson du Sud a cours mais je ne saurais entrer dans aucun détail là-dessus, n'en ayant aucune expérience [900].

« Le Canal de la barre est de sable dur, ce qui le rend beaucoup plus dangereux, et les marées remuant et transportant le sable forment divers chemins toutes les fois qu'elles montent et descendent, ce qui augmente encore le danger: C'est pourquoi les vaisseaux qui vont là ont ordinairement besoin d'un pilote pour les conduire; et s'ils arrivent lorsque la marée est basse, ils sont obligés d'attendre qu'elle soit haute, avant qu'un pilote veuille se charger de les tirer d'affaire. La marque de cette rivière est une grande montagne haute et fort étendue dans le pays, que l'on appelle l'Éléphant [901]. Il faut mettre le cap vers cette montagne Nord-Ouest quart au Nord; faisant ensuite voiles vers le rivage, vous trouverez moins de profondeur jusqu'à ce que vous veniez à six brasses d'eau, et alors où vous serez à deux ou trois milles du pied ou de l'entrée de la barre, et environ à la même distance d'une petite île, appelée l'Ile des Perles, qu'on tient alors le plus près qu'il se peut au Nord-Nord-Est [902]. Ayant ces indices et cette profondeur, vous pouvez jeter l'ancre et attendre un pilote.

---

[899] « Le Thái-Bình est navigable dans toute sa partie intérieure pour des bâtiments calant 4 mètres à 4 m. 5. Une Je ses embouchures, connue sous le nom de Cửa est encombrée de bancs et divisée en deux chenaux. Il y a sur la barre de l'Est 4 m. 5 d'eau à mer basse; mais le manque d'amers naturels en rend l'accès dangereux. Sur le banc de l'Ouest, il n'y a que 0 m. 8 à marée basse.
Cua Vạn-Ức. — Route de Hai-Dzuong. — On trouve sur la barre du Cua Vạn-Ức 2 mètres d'eau à basse mer. La passe est droite et balisée par deux mornes de l'intérieur. En dedans, il y a de grandes profondeurs. » N., p. 448.)

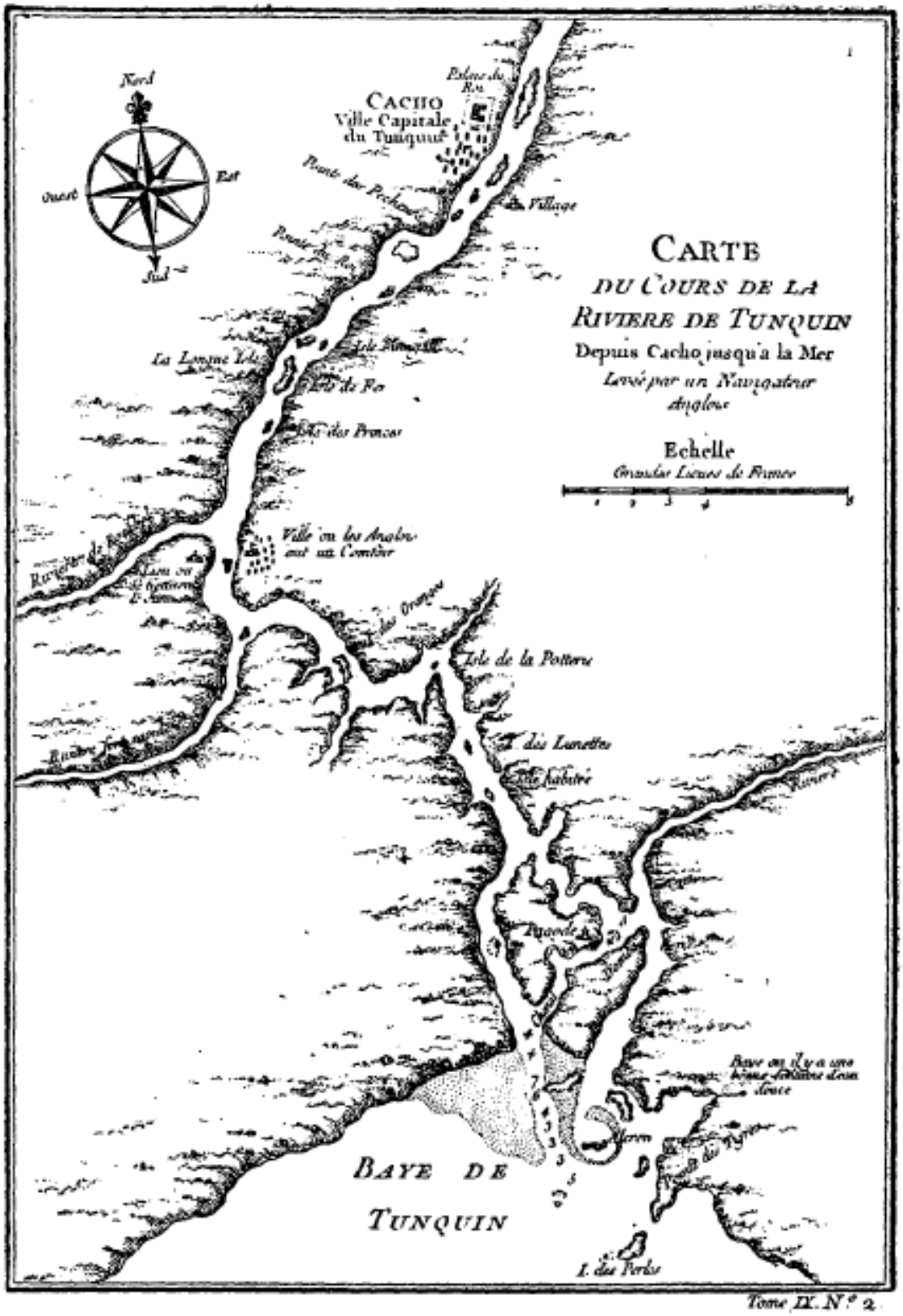
[900] « L'embouchure de la rivière a environ deux tiers de lieue de largeur et le canal de la barre un sixième de lieue. Durant les mois de mai, juin et juillet, il ne monte qu'à 46 pieds d'eau sur la barre, dans les grandes malines et aux mois de novembre, décembre et janvier, on y trouve 26 à 27 pieds d'eau. » Neptune Oriental, col. 159.

[901] La montagne de l'Éléphant (ou Nui-voi), à 6 milles 6 dixièmes dans l'O.-S.-O. de Haiphong, haute de 160 mètres, est parfaitement connue et sous le même nom aujourd'hui encore; et elle se trouve bien, pour un navire venant du Sud, vers l'embouchure du Thâi-binh, dans la direction indiquée N. 33° 45'. 0.

[902] C'est la direction de l'île de Hôn-dàu; voici ce que donnent les Instructions, nautiques. Les navires venant du Sud peuvent venir reconnaître Hon-Dau dont les approches sont bien déterminées par un vaste plateau de sondes qui s'étend de 20° 15' N. à 26' N. et de E. à 103° 52' E., avec des fonds de 27, 28 ou 29 mètres. La route des ports de l'Annam au mouillage extérieur de la barre, coupe ce plateau à peu près par le milieu sur une longueur de 12 milles. La nature du fond indiquera d'une façon très nette si l'on est dans l'Est ou dans l'Ouest de la route ; dans l'Ouest, on trouve de la vase ou du sable vasard; dans l'Est, du sable seulement. Ce sable est blanc ou gris piqué de noir; on y remarque parfois de petits débris de coquilles, quelquefois de petits graviers noirs. Ce blanc de sable piqué de noir est très remarquable et peut servir pour l'atterrissage en temps de brume sur Hon-Dau.

« Au Nord du plateau, le sable se mélange de vase, et le plomb rapporte soit de la vase pure, soit du sable vasard, par des fonds de 25 à 27 mètres; plus au Nord, on ne trouve plus que de la vase pure sans aucun mélange de sable, par des fonds de 24 à 25 mètres; on est alors à milles de Hon-Dau. Puis les fonds, qui jusqu'alors variaient très lentement, diminuent rapidement de 1 mètre par mille environ, entre 25 et 20 mètres, puis de 2 mètres par mille entre 20 et 10 mètres. 9 (1. N., p. 452.)

D'Après De Mannevillette reproduit encore ici, avec de simples changements de forme, ce que dit Dampier; la modification la plus importante qu'il apporte au texte consiste à appeler l'île des Perles, île Perel (col. 459).



Cours de la « Rivière du Tonkin », levé par un navigateur anglais.

(PRÉVOST : *Histoire générale des Voyages*, IX. p. 95.)

« Les pilotes que l'on prend pour entrer dans cette rivière sont des pêcheurs, qui se tiennent dans un village appelé Batcha [903], à l'embouchure de la rivière. Il est situé de telle manière qu'ils peuvent voir les V vaisseaux qui attendent un pilote et entendre les coups de canon que les Européens tirent souvent pour faire connaître leur arrivée. Le pilote se rendit à notre bord et nous passâmes sur la barre et lorsque le flux n'était monté qu'à demi, nous eûmes quatorze pieds et demi d'eau sur la barre. Après avoir passé la barre, nous trouvâmes plus de prof fondeur, et un fond de limon. La rivière a plus d'un mille de large à son embouchure, mais elle s'étrécit à mesure que l'on monte plus haut. Nous eûmes un petit vent de mer assez modéré, qui, joint à un très bon flux, nous servit admirablement bien pour aller à l'endroit où nous devions jeter l'ancre.

« Ayant monté environ cinq ou six lieues dans la rivière, nous passâmes par un village appelé Domea. C'est un très beau village, et le premier que nous vîmes de considérable pendant que nous fûmes sur le bord de la rivière. Il est situé à la droite de la rivière en montant, il en est si près que la marée baigne quelquefois les murailles des maisons ; car ici elle hausse et baisse de neuf ou dix pieds. Ce village peut bien avoir cent maisons. Les vaisseaux hollandais qui trafiquent ici se tiennent tour jours dans la rivière devant ce village ; et les matelots hollandais qui y repassent tous les ans en revenant de Batavia, sont fort bons amis de ceux du pays.

Quoique les vaisseaux hollandais qui vont négocier dans ce royaume ne montent pas plus haut que Domea, néanmoins les Anglais ont accoutumé de s'avancer encore près de trois milles; et c'est là où ils jettent l'ancre pendant le temps qu'ils séjournent dans ce pays-là. C'est aussi ce que nous fîmes; car après avoir passé par Domea, nous allâmes ancrer à cette distance. La marée n'est pas si forte ici qu'à Domea; cependant nous n'y trouvâmes pas une seule maison. Mais nos vaisseaux n'y eurent pas demeuré longtemps que les gens du pays y vinrent des environs, et commencèrent à y bâtir des maisons à leur manière, de sorte que dans un mois il se forma une petite ville toute proche de notre ancrage. a. Dans quatre jours nous arrivâmes à Hean, ville située à l'Est de la rivière qui se rejoint ici car un peu avant que nous arrivassions à Hean nous avions trouvé l'endroit où elle se partage en deux branches, celle de Domea que nous remontons et celle de Rokbo [904].

« ….Quoique les Européens ne montent jamais jusqu'ici, que je sache, avec leurs vaisseaux, néanmoins les Chinois et les Siamois font monter les leurs par la rivière de Rokbo jusques à Hean et ils y mettent à l'ancre. Nous y trouvâmes plusieurs jonkos chinois [905]. Ils vont à flot au milieu de la rivière, car l'eau ne hausse et ne baisse pas beaucoup dans cet endroit-là [906]. »

La première « branche » est apparemment le Day, à la position indiquée par Dampier; on voit d'ailleurs encore, près du point de jonction du Day et du canal de Nam-dinh, un lieu désigné sous le nom de Doc-bô qui peut fort bien, si l'on songe à la prononciation du r anglais, correspondre à Rokbo. Les bateaux chinois et siamois pouvaient suivre deux routes ils remontaient l'embouchure du Day, soit comme le donnent à supposer la carte reproduite et la citation de Dampier, jusqu'au canal de Phu-li qui débouche à la hauteur de Hung-yên, soit peut-être aussi quelquefois jusqu'au canal de Nam-dinh qu'ils suivaient jusqu'à cette ville, ,où ils prenaient ensuite le fleuve Rouge. De toute façon, ces bateaux de faible tirant d'eau venaient jeter l'ancre devant Hung-yên [907], comme l'indique Dampier et comme le confirme notre carte.

Quant à l'autre branché de la rivière, elle pourrait bien être constituée par le cours inférieur du Thái-Bình (le Cua Thái-Bình ou le Cua Vạn-Ức), le Canal des Bambous et le fleuve Rouge lui-même. L'île des Perles serait Hôn-dâu, la pointe des Tigres serait la presqu'île de Dô-son (avec la source bien connue des personnes qui villégiaturent en ce lieu); les deux rivières de la carte

[903] Basta, dit le *Neptune Oriental*. Les pilotes, ajoute-t-il, « viennent à bord au premier signal d'un coup de canon; mais si le vaisseau est un peu grand, ils ne se hasardent de le faire monter que dans les grandes malines, aux pleins et aux renouveaux de la lune. »

[904] Ce qui prouve que les jonques suivaient le canal de Phu-li plutôt que le canal de Nam-dinh. La carte de l'abbé Prévost, reproduite en tête de la présente note, confirme ici Dampier,

[905] Voir la carte de l'abbé Prévost, où l'ancrage des jonques est indiqué.

[906] *Supplément du Voyage autour du monde*, III, p. Il à 45, 18, 19.

[907] Ou plutôt Hiên-nam, un peu au N. de la position actuelle de Hung-yen. Hiên-nam était la capitale de la province du Haut Son-Nam; c'est aujourd'hui Nhon-duc.

Prévost seraient le Cửa Vạn-Ức et le Cua Thái-Bình la rivière "fort rapide ne serait autre que le fleuve Rouge, et la rivière principale le canal des Bambous (le Coua-lacq du journal de Karel Hartsingh dans la traduction française) [908]. Quant au village de Batcha, à l'embouchure de la rivière, où se tiennent les pilotes, on pourrait y reconnaître sans doute le Bach-sà des cartes modernes, huyên de Tiên-làng. Pour Domea, l'identification paraît plus difficile; ne pouvant trouver trace de ce nom, j'avais émis l'hypothèse que l'on était sans doute en présence d'une de ces agglomérations éphémères qui se créent si facilement au Tonkin pour satisfaire à des besoins passagers et qui aurait cessé d'exister lorsque les grands navires étrangers (de quatre à cinq cents tonnes), à partir de la fin du dix-septième siècle, ne remontèrent la rivière qu'à des intervalles de plus en plus éloignés; on sait en effet que les villages agricoles sont seuls permanents au Tonkin. Mais une autre explication paraît plus satisfaisante; si l'on admet l'égalité Do = don, c'est-à-dire « poste », et si l'on se rappelle que l'ancien nom du huyên de Tiên-làng est Tiên-minh [909], on peut croire que Domea (prononcé Domi) représente : Dôn Minh, le poste Minh [910].

Quel que soit le degré de probabilité qu'on puisse reconnaître à des identifications de ce genre, il semble bien, à moins que des documents nouveaux ne permettent une solution meilleure, que la question de la voie d'accès des Européens au Tonkin pendant le dix-septième et le dix-huitième siècle soit à peu près élucidée ils passaient la barre du Thái-Bình, engageaient leurs navires dans le Cửa Thái-Bình ou le Cua Vạn-Ức, les arrêtaient en vue de Tien Lang ou quelque trois milles en amont, et de là ils remontaient le canal des Bambous dans des embarcations plus légères qui les conduisaient jusqu'à Hien-nan ou jusqu'à Kê-cho.

———

II. TRAITÉ DE VERSAILLES DU 28 NOVEMBRE 1787.

A) Texte officiel.
B) Texte de la Délibération du Conseil Royal de la Cochinchine.
C) Texte d'un avant-projet (d'après J. Silvestre).

A) Texte officiel.

« Nguyen-Ánh, roi de la Cochinchine, ayant été dépouillé de ses États, et se trouvant dans la nécessité d'employer la force des armes pour les recouvrer, a envoyé en France le sieur P.-J.-G. Pigneau de Behaine, évêque d'Adran, dans la vue de réclamer le secours et l'assistance de Sa Majesté le Roi Très Chrétien; et ladite Majesté, convaincue de la justice de la cause de ce prince, et voulant lui donner une marque signalée de son amitié comme de son amour pour la justice, s'est déterminée à accueillir favorablement la demande faite en son nom.

En conséquence, elle a autorisé le sieur comte de Montmorin, maréchal de ses camps et armées, chevalier de son ordre et de la Toison d'Or, son conseiller en tous ses Conseils, Ministre et

[908] Journal publié dans les Excursions et Reconnaissances en 1882 sous ce titre : *Voyage du yacht hollandai*s « Grol » du Japon au Tonquin, 31 janvier 1637-8 août 1637. Cf.*Bull. Ec. fr. Extr. Or*, 1910, p.165, n.1. L'un des noms du canal des Bambous est encore de nos jours Cua Lach: ce qui n'a pas empêché le Dr Maget de proposer de reconnaître le Cua Câm dans la « rivière suivie par les Hollandais.

[909] La carte au 300.000^{e} du Service géographique de l'Indochine, publiée en 1883, désigne encore ainsi cette localité.

[910] On a maints exemples de la disparition d'un caractère dans la désignation des noms de lieux en annamite : Phu Li (pour phu Li-nhon), la préfecture Li: Tinh Nghè (pour tinh Nghê-an), province Nghê; Xu Bac (pour xu Bac Kinh), la région Bac (aujourd'hui Bâc-ninh); Tinh ou Xu Dông (pour tinh ou xu Hai-dông), la province ou la région Dông (aujourd'hui Hai-duong) Làng LÁnh (pour làng Yên-LÁnh), le village LÁnh, etc.

Secrétaire d'État et de ses commandements et finances ayant le département des Affaires étrangères, à discuter et à arrêter avec ledit sieur évêque d'Adran, la nature, l'étendue et les conditions du secours à fournir, et les deux plénipotentiaires, après s'être légitimés, savoir le comte de Montmorin, en communiquant son plein pouvoir, et l'évêque d'Adran en produisant le grand sceau du royaume de Cochinchine ainsi qu'une Délibération du grand Conseil dudit Royaume, sont convenus des points et articles suivants :

Article Premier. — Le Roi Très Chrétien promet et s'engage de seconder de la manière la plus efficace les efforts que le Roi de la Cochinchine est résolu de faire pour rentrer dans la possession et jouissance de ses États.

Art. II. — Pour cet effet, Sa Majesté Très Chrétienne enverra incessamment sur .les côtes de la Cochinchine, à ses frais, quatre frégates avec un corps de troupe de hommes, 200 hommes d'artillerie et 250 Cafres; ces troupes seront munies de tout leur attirail de guerre, et nommément d'une artillerie compétente de campagne.

ART. III.— Le Roi de la Cochinchine, dans l'attente du service important que le Roi Très Chrétien est disposé à lui rendre, lui cède éventuellement, ainsi qu'à la couronne de France, la propriété absolue et la souveraineté de l'île formant le port principal de la Cochinchine, appelé Hoi-nan, et par les Européens Touron et cette propriété et souveraineté seront incommutablement acquises dès l'instant que les troupes auront occupé l'île susmentionnée.

ART. IV. — Il est convenu en outre, que le Roi Très Chrétien aura, concurremment avec celui de la Cochinchine, la propriété du port susdit, et que les Français pourront faire sur le continent tous les établissements qu'ils jugeront utiles, tant pour leur navigation et leur commerce, que pour garder et caréner leurs vaisseaux, et pour en construire. Quant à la police du port, elle sera réglée sur les lieux par une convention particulière.

ART. V. — Le Roi Très Chrétien aura aussi la propriété et la souveraineté de Poulo Condore.

ART. VI. — Les sujets du Roi Très Chrétien jouiront d'une entière liberté de commerce dans tous les États du Roi de la Cochinchine, à l'exclusion de toutes les autres nations européennes. Ils pourront, pour cet effet, aller, venir et séjourner librement, sans obstacle et sans payer aucun droit quelconque pour leurs personnes, a condition toutefois qu'ils seront munis d'un passeport du commandant de l'ne de Hoi-nan. Ils pourront importer toutes les autres marchandises d'Europe et des autres pays du monde, à l'exclusion de celles qui sont défendues par les lois du pays. Ils pourront également apporter toutes les denrées et marchandises du pays et des pays voisins, sans aucune exception; ils ne payeront d'autres droits d'entrée et de sortie que ceux qu'acquittent actuellement les naturels du pays, et ces droits ne pourront être haussés en aucun cas et sous quelque dénomination que ce puisse être. Il est convenu de plus qu'aucun bâtiment étranger, ne soit marchand, soit de guerre, ne sera admis dans l'État du Roi de la Cochinchine- que sous le pavillon français et avec un passeport français.

ART. VII. — Le gouvernement cochinchinois accordera aux sujets du Roi Très Chrétien la protection la plus efficace pour la liberté et la sûreté, tant de leurs personnes que de leurs effets et, en cas de difficulté ou de contestation il sera rendu la justice la plus exacte et la plus prompte.

ART. VIII. — Dans le cas où le Roi Très Chrétien serait attaqué par quelque puissance que ce puisse être, relativement à la jouissance des îles de Hoi-nan et de Poulo Condore et dans le cas où Sa Majesté Très Chrétienne serait en guerre avec quelque -puissance, soit asiatique, soit européenne, le Roi de la Cochinchine s'engage à lui donner des secours en soldats, matelots, vivres, vaisseaux et galères. Ces secours seront fournis trois mois après la réquisition, mais ils ne pourront pas être employés au delà des îles Moluques et de la Sonde et du détroit de 1 Malacca. Quant à leur entretien, il sera à la charge du souverain qui les fournira.

ART. IX. — En échange de l'engagement énoncé dans l'article précédent, le Roi Très Chrétien s'oblige d'assister le Roi de la Cochinchine lorsqu'il sera troublé dans la possession de ses États. Ces secours seront proportionnés à la nécessité des circonstances; cependant ils ne pourront, en aucun cas, excéder ceux énoncés dans le présent traité.

ART. X. — Le présent, traité sera ratifié par les deux souverains contractants, et les ratifications seront échangées dans l'espace d'un an, ou plus tôt, si faire se peut.

En foi de quoi, nous, plénipotentiaires, avons signé le présent traité et y avons fait apposer le cachet de nos armes.

Fait à Versailles, le 28 novembre 1787.

Signé Le comte de MONTMORIN,
P.-J.-G., Évêque D'ADRAN.

ARTICLE SÉPARÉ. — Dans la vue de prévenir toutes difficultés et mésentendus relativement aux établissements que le Roi Très Chrétien est autorisé a faire sur le continent pour l'utilité du commerce et de la navigation, il est convenu avec le Roi de la Cochinchine que ces mêmes établissements seront et appartiendront en toute propriété à Sa Majesté Très Chrétienne, et que la juridiction, la police, la garde et tous actes d'autorité sans exception, s'y exerceront privativement en son nom. Pour prévenir les abus auxquels les établissements mentionnés ci-dessus pourraient donner lieu, il est convenu expressément que l'on n'y recevra aucun Cochinchinois poursuivi pour crime, et que ceux qui pourraient s'y être introduits seront extradés à la première réquisition du gouvernement. Il est convenu également que tous les Français transfuges seront extradés à la première réquisition du commandement de Hoi-nan et de Poulo Condore.

Le présent article séparé aura la même force et valeur que s'il était inséré mot à mot dans le présent traité.

En foi de quoi, nous, plénipotentiaires, avons signé ce présent article séparé et y avons fait apposer le cachet de nos armes.

Fait à Versailles, le 28 novembre 1787.

Signé Le comte de MONTMORIN,
P.-J.-G., Évêque D'ADRAN.

B) Texte de la Délibération du Conseil royal de la Cochinchine.

Le Conseil ayant délibéré sur l'état présent des affaires publiques, il fut résolu :

Que le secours d'une puissance européenne devenant nécessaire pour rétablir le Roy dans tous ses droits, Sa Majesté serait priée de remettre ses intérêts entre les mains du Roy de France dont la puissance, la beauté et l'équité du gouvernement lui étaient connues, par préférence à toute autre nation européenne.

2° Que pour commencer et terminer une négociation de cette importance, il serait proposé au Roy de s'adresser à Monsieur l'Évêque d'Adran, français d'origine, dont toute la Nation connoît depuis longtemps la prudence et l'amour du bien,

3° Que le Roy le muniroit de pouvoirs illimités pour, au nom de Sa Majesté, demander à la Cour de France les secours nécessaires et prendre avec elle les arrangements les plus convenables et les plus propres à procurer l'avantage des deux nations intéressées.

4° Que pour assurer ladite Cour de France de la droiture de ses intentions, Ledit Seigneur Roy seroit prié de consentir à remettre entre les mains dudit Prélat français, le Prince Royal son fils unique et héritier de ses États, s'en rapportant à ses soins pour l'éducation d'un Prince si cher au cœur du Roy et si précieux à toute la Nation.

5° Que pour éviter les difficultés de s'assurer du véritable contenu d'écrits faits en langue étrangère, et dans un pays où il n'y a d'interprètes que des personnes intéressées, le Roy seroit prié de vouloir confier audit Prélat le sceau principal de sa: dignité royale et qui par toute la Nation en est regardé comme l'investiture, afin que dans tous cas, la Cour de France fût assurée des pouvoirs de Monsieur l'Évêque d'Adran, et pût compter sur le succès de l'entrepris qu'elle pourroit faire.

6° Que ledit Prélat demanderait à la Cour de France, au nom du Roy de la Cochinchine, un secours de quinze cents hommes, le nombre des vaisseaux nécessaires pour leur transport, de

l'artillerie de campagne, des munitions de guerre et tout ce qu'il croira nécessaire ou utile à l'Expédition.

7° Qu'il sera donné pour gouverneurs au Prince Royal et héréditaire et pour accompagner Monsieur l'Évêque d'Adran, deux des principaux Officiers de la Cour avec toute la suite nécessaire, lesquels deux officiers seront aussi les garants du désir sincère qu'a le Roy de traiter avec la Cour de France.

8° Que Monsieur l'Évêque d'Adran sera chargé de proposer au nom du Roy et de son Conseil de faire cession et de donner au Roy de France en pleine et entière souveraineté, l'Isle qui forme le Port principal de toute la Cochinchine appelé par les Européens le Port de Touron et par les Cochinchinois Hoi-an, pour y faire les Établissements en la manière et forme qu'il jugera plus à propos.

9° Qu'il sera de plus accordé à la Nation française conjointement avec les Cochinchinois, la propriété dudit Port, afin de pouvoir y garder, caréner et construire tous les vaisseaux que la Cour de France jugera nécessaire.

10° Que ledit Prélat proposera aussi à la Cour de France la propriété de l'Isle appelée Pulo Condor.

11° Que le Roy accordera à la Nation française le commerce de ses États exclusivement à toutes les nations européennes.

12° Que le Roy s'engagera, si la France le rétablit et le soutient dans ses États, à donner au Roy de France les mêmes secours en soldats, matelots, vivres, vaisseaux, galères, etc., toutes les fois qu'il en sera requis et partout où besoin sera.

13° Le Roy sera prié de prévenir Monsieur l'Évêque d'Adran que si la Cour de France venoit à demander des choses que Sa Majesté n'aurait pu prévoir, ledit Prélat ne devroit y consentir qu'autant que les articles 4, demandés ne porteroient préjudice en aucune manière aux intérêts de son peuple dont ledit Seigneur Roy est le Père et le défenseur. Que ledit Prélat parfaitement instruit des mœurs et coutumes des Cochinchinois représenteroit à la Cour de France que le traité que le Roy désire conclure avec Elle n'auroit de consistance qu'autant que ses conditions en seroient équitables et avantageuses aux deux Nations contractantes.

14° Que le Roy sera prié de faire connoître à Monsieur l'Évêque d'Adran qu'en remettant entre ses mains son sort et celui de tous ses sujets, Il attend de son attachement pour sa Personne Royale, qu'il mettra dans cette négociation avec une célérité mesurée par les circonstances, toute la prudence et la maturité que ledit Seigneur Roy lui a toujours reconnu. Que de cette opération dépend le succès d'un ministère qu'il a rempli avec zèle et pour lequel Il a fait les plus grands sacrifices Qu'enfin en faisant connoître par le succès, la bonté de l'Être Suprême dont Il est le ministre, et la bienfaisance du Grand Roy dont il est le sujet, Il méritera à jamais les éloges et la reconnaissance du Roy et de toute la Nation cochinchinoise.

Délibéré au Conseil royal le 10 de la 7° lune de la 43^{e} année du règne de Cảnh Hung.

(Collationné aux *Arch. Aff. étr*., Asie, vol. 19, pièce 55, fol. 101-103)

C) Texte d'un avant-projet (d'après J. Silvestre).

Voici quels devaient être les engagements réciproques :

I. De la part de la France [911] :

[911] M. J. SILVESTRE, ancien directeur des Affaires indigènes au Tnokin, dans ses leçons à l'Ecole des Sciences politiques, a reproduit ce texte (*Politique française dans l'Indo-Chine*). Annam, Annales de l'Ecole des Sciences politiques, XI, 1896, p. 50-52) en l'accompagnant des lignes suivantes : « Les Annamites l'ignorent (le texte du traité du 28 nov. 1787) ou veulent l'ignorer. Selon un auteur indigène chrétien, historien qui a écrit des chroniques touchant les guerres intestines de 1765 à 1812, le traité de 1787, comme l'entendait Nguyễn Ánh, était bien différent. Voici, d'après notre historien qui semble souvent fort bien renseigné, quels devaient être les engagements réciproques. Suit le texte publié ci-dessous. Or, si

ARTICLE PREMIER.— Le roi de France se lie d'amitié avec le roi d'Annam, pour se secourir mutuellement ; c'est pourquoi le roi de France s'engage désormais et formellement à secourir le roi d'Annam toutes les fois qu'il lui arrivera quelque chose de malheureux ou s'il est attaqué par quelque puissance que ce soit. Il y a engagement réciproque de la part du roi d'Annam envers le roi de France [912].

ART. II.— Le roi de France s'engage à envoyer au roi d'Annam vingt frégates, munies d'armes, de munitions et de soldats pour le secourir. Ces frégates seront construites dans les dimensions que le roi d'Annam croira nécessaires [913] .

ART. III.— Le roi de France promet d'envoyer au roi d'Annam un secours de sept régiments [914].

ART. IV.— Le roi de France s'engage à envoyer au roi d'Annam, V quatre mois après l'arrivée des vaisseaux et des soldats en Annam, i 000 000 de piastres, dont moitié en espèces et le reste en poudre, fusils, pistolets, épées et autres armes du même genre. ART. V. Les vaisseaux et soldats français, une fois rendus en Annam, seront à la disposition du souverain de ce pays, qui pourra les employer à son gré.

2. De la part du roi d'Annam.

ARTICLE PREMIER.— Le roi d'Annam s'engage à faire porter, après avoir soumis son peuple révolté et rétabli le calme dans son royaume, des bois de fer (gô) et autres choses nécessaires pour la construction de quatorze vaisseaux qui seront offerts au roi de France, lequel enverra une compagnie de soldats *(sic)* [915], qui s'établiront en Annam pour se mettre à la construction desdits vaisseaux.

ART. II.— Tout officier envoyé par le roi de France pour surveiller les vaisseaux qui feront le commerce en Annam, aura les mêmes libertés que celles qui sont accordées dans tous les pays d'Europe. Il sera libre d'engager des Annamites (pour son service et le service de ses nationaux), de construire des vaisseaux, d'acheter des bois de fer (gô); le roi d'Annam ne pourra pas s'y opposer.

ART. III.— L'officier français [916] pourra, du reste, acheter autant de bois de fer (gô) qu'il voudra et dans quelque endroit qu'il lui plaira.

ART. IV.— Le roi d'Annam et les officiers de sa cour cèdent avec plaisir au roi de France et à ses successeurs le port de Hân [917] et les pays qui s'y rattachent, les monticules qui sont à l'est de ce port et Hai-Vân [918] voisin du port de Hân. C'est pourquoi, à partir d'aujourd'hui, ces terres appartiennent définitivement à la France.

ART. V.— Le roi d'Annam s'engage à fournir au roi de France, toutes les fois que celui-ci en aura besoin, des ouvriers et des matériaux pour la construction des ponts, des forts et des chemins, afin d'être à l'abri des insultes de l'ennemi, et pour le creusement des puits [919] et autres ouvrages de ce genre, à la seule condition que ces ouvriers et matériaux seront payés par le roi de France [920].

ART. VI. — Tout indigène habitant tes pays cédés au roi de France par le roi d'Annam, qui voudra transporter sa résidence en un pays autre que celui du roi, de France, sera entièrement libre

---

on le rapproche du texte apocryphe publié par BARROW (op. cit., p. 261-264. trad. MALTE-BRUN, II, p. 207-211) en 1806, on constate avec étonnement qu'il n'en est que la traduction très libre, agrémentée de quelques additions. Mais les chiffres sont identiques.

[912] Développement de l'article 1 de Barrow : il y aura alliance offensive et défensive entre les deux rois de France et de Cochinchine, etc.

[913] La seconde phrase est une addition.

[914] Cinq régiments européens au complet et deux de troupes coloniales indigènes, dit Barrow

[915] « A corps of officers and petty officers of the marine."

[916] « The ambassador of his Majesty Louis XVI. »

[917] « Han-san (bay of Turon and the peninsula)."

[918] Dèo Hai Vân, Col des Nuages. "The adjacent islands from Fai-fo on the south to Hai-wen on the north."

[919] « …For the construction of forts, bridges, high roads, tanks, etc. »

[920] Addition depuis : à la seule condition.

de le faire. Dans ce cas, le roi devra lui payer la valeur des rizières, terres et plantations qu'il laissera.

Ceux qui voudront y demeurer auront à garder et conserver les lois et usages comme auparavant; car le roi de France ne changera ni les lois ni les usages du peuple. En conséquence, si des habitants ou des propriétaires ont à porter des plaintes ou à demander justice, l'autorité française jugera les causes et prononcera suivant les lois annamites [921].

Il est bien entendu que chacun restera libre de suivre la religion qui lui semble la meilleure.

ART. VII. — Les administrateurs des territoires cédés percevront les impôts des rizières et autres, selon les règlements de l'Annam. Le consul V de France demeurant en Annam devra s'entendre avec le roi annamite pour nommer les percepteurs d'impôts dans ces territoires. Il leur faudra donc une commission signée par le roi de France et une signée par celui d'Annam, et ce n'est qu'en agissant au nom de ces deux rois qu'ils pourront percevoir les impôts. Le roi d'Annam ne prendra aucune partie de ces impôts; il en laissera la totalité au roi de France [922], à charge, pour ce dernier, de subvenir aux besoins des soldats, et aux dépenses de construction des forts en Annam ou autres frais de ce genre [923].

ART. VIII.— Le roi d'Annam devra fournir au roi de France, toutes les fois que celui-ci aura à déclarer la guerre à quelque puissance en Orient, quatorze mille soldats, lesquels devront être instruits comme les soldats français. C'est pourquoi des officiers devront leur enseigner les mêmes exercices qu'aux soldats français.

Le roi de France pourvoira à leur nourriture, à leur habillement et à toutes les dépenses [924].

ART. IX. — Le roi d'Annam donnera aux établissements français en Annam, dans le cas où ils seraient attaqués par des ennemis, un secours de soixante mille soldats.

Il y a encore quelques clauses, dit l'auteur, qui ne sont pas rappelées, dans cet ouvrage, par la raison qu'elles sont peu importantes et ne servent qu'à préciser plus clairement celles qui précèdent, afin qu'il n'y ait aucune contestation dans l'avenir [925].

FIN

[921] Addition depuis : en conséquence.

[922] " …But the latter (le roi de Cochinchine) shall not claim any part of those taxes, which will belong properly to his most Christian Majesty for the support of his territory."

[923] Compris en substance dans l'article VI du texte anglais.

[924] Addition.

[925] " Beside these articles, the treaty contained some others of inferior importance, but ail of them, as might be expected, greatly in faveur of the French." BARROW, p. 264.